

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°8 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Interrogations sur l'évolution des places financières



M. Laurent Mosar et M. Jean-René Germanier, signant le Livre d'or de la Chambre des Députés.

Si similaires, mais pourtant différents! Parmi les pays situés au cœur de l'Europe, la Suisse et le Luxembourg font état de nombreux points communs (multilinguisme, l'allemand et le français comme langues officielles, forte identité nationale, place financière importante), mais aussi de dissemblances (confédéralisme, structure politique, tissu industriel).

L'évolution du secteur bancaire et les relations avec l'Union européenne ont constitué quelques-uns des sujets abordés au cours de la mi-février lors de la visite officielle du Président du Conseil

national de la Confédération helvétique. À la Chambre, M. Jean-René Germanier a été reçu par le Président, M. Laurent Mosar, et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Les Présidents des assemblées parlementaires suisse et luxembourgeoise ont souligné l'importance que leurs pays attachent à la stabilité du secteur bancaire et des réglementations afférentes, en vue de garantir, entre autres, la protection de la sphère privée du citoyen. Selon eux, un échange d'informations automatique ne serait pas l'instrument

adéquat dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Dans ce contexte, M. Germanier et M. Mosar ont évoqué les consultations régulières entre représentants autrichiens, suisses et luxembourgeois pour s'accorder. Pour ce qui est de l'imposition sur les revenus d'épargne et de capitaux, la Suisse négocie en ce moment avec l'Allemagne et le Royaume-Uni des accords pour un impôt libérateur.

Les relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) ont constitué un des sujets de discussion lors de l'échange avec les députés. Le Président Germanier leur a rappelé qu'à l'heure actuelle une adhésion de la Suisse à l'UE est difficilement concevable. Son pays préfère la conclusion d'accords bilatéraux, adoptés ensuite par référendum populaire. Par ailleurs, les échanges entre l'UE et la Confédération helvétique sont intenses. La Banque nationale suisse détient de très larges avoirs en euros et la Suisse investit de larges sommes dans les infrastructures de transport transalpin, au grand bénéfice de tous les pays européens.

Le blocage rapide par la Suisse des avoirs de dictateurs, le système de la votation et la politique suisse en matière d'aide au développement ont constitué d'autres sujets abordés au cours des entretiens.

Comment rapprocher les citoyens du marché unique?



Échange de vues de parlementaires avec le Commissaire européen Michel Barnier (3^e de droite).

L'acte pour le marché unique («Single Market Act» ou SMA), un train de mesures destinées à relancer l'économie européenne et à créer des emplois, M. Michel Barnier en a fait sa priorité. Le Commissaire européen en charge du marché intérieur y a bien entendu fait référence le 11 février au cours de ses entretiens à la Chambre des Députés.

Parmi les réactions des députés ont d'abord figuré des questions: «Qu'en est-il des aspects sociaux? Que deviendront les services publics? Pensez-vous que les problèmes que les citoyens rencontrent dans des régions transfrontalières contribuent à les rapprocher de l'Europe?»

En guise de réponse, M. Barnier a rappelé que la Commission souhaitait récolter les remarques

et suggestions des gouvernements nationaux et acteurs de la société civile sur le SMA. Parmi les sujets abordés dans le SMA, elle déterminerait alors ceux à mettre prioritairement en œuvre d'ici fin 2012 (le 20^e anniversaire du programme de 1992 pour le marché unique). Le Luxembourg peut donc, s'il le souhaite, communiquer ses réflexions sur le besoin de créer des mesures spécifiques concernant les régions transfrontalières.

Quant aux services, le commissaire a déclaré son intention de voir se mettre en place un marché unique, axé sur les besoins réels des Européens et régi par des règles claires. Des mécanismes de surveillance permettraient à la Commission de savoir si les engagements qu'elle a pris

envers les citoyens sont respectés.

Les conséquences de la réglementation américaine FATCA (US Foreign Account Tax Compliance Act) sur les marchés financiers et le brevet européen ont constitué deux autres sujets abordés avec les membres du Bureau de la Chambre, de la Commission de l'Économie, de la Commission des Finances et de la Commission des Affaires étrangères.

Au cours de son entrevue avec M. Barnier, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a évoqué la mise en pratique du semestre européen et les approches choisies par la Commission européenne en matière de politique fiscale.

20 ^e séance	mercredi	26 janvier 2011
21 ^e séance	jeudi	27 janvier 2011
22 ^e séance	mardi	8 février 2011

Programme de travail de la Commission européenne Priorités de la présidence hongroise



M. Fernand Boden a représenté le Parlement luxembourgeois à Budapest.

Lors de leur réunion du 11 février 2011 à Budapest, les Présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) ont discuté sur les priorités de la présidence hongroise avec le Ministre des Affaires étrangères hongrois, M. János Martonyi. Ces priorités s'articulent autour de quatre aspects suivants: la croissance et l'emploi pour la sauvegarde du modèle social européen, une Europe plus forte notamment dans le domaine de l'alimentation, l'énergie et l'eau, une Europe plus proche des citoyens ainsi que la politique du voisinage et l'élargissement de l'Union européenne, dont la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux.

Un autre échange de vues a été réalisé avec M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne en charge des relations interinstitutionnelles et de l'administration, au sujet du programme de travail de la Commission européenne pour 2011. Les représentants des Commissions des Affaires européennes des Parlements nationaux de l'Union

européenne et des pays candidats ainsi que les représentants du Parlement européen ont notamment évoqué le renforcement de la coopération interparlementaire.

Dans son allocution, le Vice-Président a par ailleurs abordé la question de l'implication des parlements nationaux dans les affaires européennes. «Nous comptons sur les parlements nationaux pour encourager leurs gouvernements respectifs à viser un haut niveau d'ambition dans leurs programmes nationaux de réforme. Suite à l'intensification de notre dialogue politique avec les parlements nationaux ces dernières années, le moment est venu de l'approfondir sur des dossiers européens clés en commençant par la gouvernance économique», a-t-il expliqué aux parlementaires.

À noter que la gouvernance économique, le semestre européen et la Stratégie Europe 2020 figureront à l'ordre du jour de la réunion plénière de la COSAC qui se déroulera du 29 au 31 mai 2011 à Budapest.

DANS CE NUMÉRO

Situation des chargés d'éducation	p. 251
Réforme des élections communales	p. 260
Nombre important de faillites	p. 281
Sommaire des séances publiques n°s 20-22	p. 289
Sommaire des questions parlementaires	p. Q116

«Une affaire de goût» - Alimentation et biodiversité dans la Grande Région

La biodiversité passe avant tout à travers l'estomac. D'où l'importance de veiller à la qualité des produits alimentaires et au développement d'une agriculture durable au sein de la Grande Région. Tel était le message lancé par les parlementaires de la Grande Région qui se sont réunis à Luxembourg le 11 février au Musée national d'histoire naturelle. La relation entre production alimentaire, agriculture, éducation et gastronomie figurait au cœur des débats des parlementaires.

Le Président de la Commission «Environnement et Agriculture» du Conseil parlementaire interrégional (CPI), M. Emile Eicher, avait invité des parlementaires en provenance du Luxembourg, de l'Allemagne, de la Belgique et de la France, ainsi que le Ministre luxembourgeois de l'Agriculture, M. Romain Schneider, pour débattre avec des experts gouvernementaux et des représentants de la société civile des spécificités de cette problématique.

Suite aux interventions de M. Raymond Aendekerk de l'«Institut

fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg a.s.b.l.», de M. Daniel Rameau, Président d'Euro-Toques Luxembourg et Euro-Toques International, et de M. Frank Wolff du Ministère du Développement durable, M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Marcel Oberweis ainsi que les autres parlementaires de la Grande Région ont débattu des questions de la biodiversité à travers l'exemple concret du «goût» en vue d'adresser une recommandation sur la biodiversité aux exécutifs de la Grande Région.



Les participants de la réunion du CPI qui est venue clôturer l'exposition «Une affaire de goût».

Situations politiques inquiétantes dans l'espace francophone

La situation politique dans certains pays de l'espace francophone, à savoir en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Niger, en Haïti, dans la zone sahélo-saharienne, au Liban, en Tunisie et en Égypte, figurait au cœur des débats du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie qui s'est réuni à l'Assemblée nationale du Québec, les 31 janvier et 1^{er} février 2011 à Québec au Canada.

En rappelant leur attachement aux valeurs de la démocratie, les membres du Bureau de l'APF ont insisté sur la nécessaire prise en compte des aspirations à la liberté d'expression et de communication des populations qui ont

manifesté leur volonté de changement, notamment en Tunisie et en Égypte.

Au vu de la situation en Côte d'Ivoire et du refus de M. Laurent Gbagbo de céder le pouvoir au président reconnu par la communauté internationale, M. Alassane Ouattara, le Bureau s'est en outre inquiété du risque de contagion dans d'autres pays où auront lieu des élections en 2011. Le Bureau a fermement condamné l'attitude du président autoproclamé de la Côte d'Ivoire.

M. Michel Wolter a participé à cette réunion du comité directeur de l'APF en sa qualité de trésorier international. M. Wolter a attesté

de la bonne santé financière de cette assemblée parlementaire internationale qui, malgré quelques incertitudes concernant les recettes, parvient à maîtriser ses dépenses avec rigueur. Dans ce contexte, M. Wolter a notamment annoncé le soutien de l'APF aux parlements francophones des jeunes et aux actions du réseau des femmes parlementaires. M. Yvon Vallières, président de l'Assemblée nationale du Québec et président de l'APF, a présidé cette réunion qui se tenait à la veille de la Conférence interparlementaire sur la diversité des expressions culturelles (CIDECC) à laquelle M. Wolter a également participé.



Les membres du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Québec au Canada (M. Michel Wolter, trésorier international, 2^e rangée à droite).

M. Mosar visite la clinique pédiatrique



Afin de se faire une idée du fonctionnement de la Kannerklinik, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a visité les lieux le 7 février 2011. La clinique pédiatrique existe depuis 1966 et a été transformée, agrandie et modernisée entre 2003 et 2009.

Lors de sa visite de la pédopsychiatrie, de la néonatalogie, de la polyclinique et de la radiologie pédiatriques ainsi que de l'hôpital de jour, les médecins respon-

sables ont fourni toutes les explications quant au fonctionnement et à l'organisation, mais également quant aux difficultés quotidiennes auxquelles la clinique doit faire face.

Pour les urgences pédiatriques, l'hôpital a noté plus de 40.000 passages en 2010. Le Président s'est montré impressionné par la prise en charge des petits patients et le professionnalisme du personnel de l'hôpital.

Une visite chez des voisins et amis



M. Eckhard Uhlenberg et M. Laurent Mosar.

Lors de sa visite officielle de deux jours les 3 et 4 février en Rhénanie du Nord-Westphalie, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a eu l'occasion de s'entretenir avec son homologue au Landtag, M. Eckhard Uhlenberg, mais également avec la Ministre du Land en charge des Affaires fédérales et européennes et des médias, Dr Angelica Schwall-Düren, ainsi qu'avec le groupe parlementaire du Benelux.

Lors des différentes entrevues à Düsseldorf, la coopération bilatérale a été abordée, notamment

en ce qui concerne le transport public, la sécurité intérieure, la coopération économique, l'intégration des étrangers et la lutte contre le chômage.

Le Président du Landtag, M. Uhlenberg, s'est félicité des liens amicaux entre les deux pays: «Les relations du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie avec ses voisins luxembourgeois revêtent une grande importance politique.» Les deux Présidents ont toutefois souligné que les liens pourraient être intensifiés au niveau parlementaire.



Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Du 24 au 28 janvier s'est tenue à Strasbourg la 1^{ère} partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. La Chambre y était représentée par Mme Lydie Err (LSAP), présidente de la délégation luxembourgeoise, M. Norbert Hauptert (CSV), vice-président, ainsi que par Mme Anne Brasseur (DP), MM. Jean Huss (déi gréng), Fernand Boden (CSV) et Marc Spautz (CSV), membres de la délégation.

Parmi les points à l'ordre du jour figuraient notamment:

- le traitement inhumain de personnes et le trafic illicite d'organes humains au Kosovo;

- la protection des témoins, constituant la pierre angulaire de la justice et de la réconciliation dans les Balkans;

- l'obligation des États membres du Conseil de l'Europe de coopérer pour réprimer les crimes de guerre;

- la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Furent par ailleurs débattus le fonctionnement de la démocratie en Hongrie, la violence à l'encontre des chrétiens au Proche et au Moyen-Orient, la situation en Biélorussie suite à l'élection présidentielle ainsi que la situation en

Tunisie après le départ de l'ancien Président Ben Ali.

Dans la discussion sur les suites à donner au rapport Marty accusant notamment l'actuel Premier ministre kosovar Hashim Thaçi ainsi que d'autres responsables de l'UCK, le mouvement indépendantiste kosovar albanais à la fin des années 1990, de s'être livrés à un trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes, Mme Anne Brasseur est intervenue pour exiger:

- que tous les moyens soient mis en œuvre pour éclaircir ce crime crapuleux;

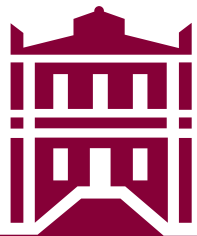
- que les coupables de cet acte répréhensible soient sévèrement punis;

- et que la collusion entre le crime organisé et les milieux politiques criminels du Kosovo doit être entièrement dévoilée et rendue publique dans les meilleurs délais.

Elle a aussi appelé à mettre un terme à l'impunité des auteurs de ce crime odieux, car sans justice, sans travail de mémoire et de deuil, toute tentative de réconciliation entre Kosovars albanais et Serbes est dès le départ vouée à l'échec.

Quant à la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme, Mme Lydie Err a tenu à rappeler que celle-ci incombe non pas au Conseil de l'Europe, mais aux États membres qui le composent.

Elle a notamment plaidé pour que les parlements des États membres ainsi qu'un coordonnateur, personne physique ou instance, veillent à l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme sans quoi le Conseil de l'Europe risque un jour de perdre toute crédibilité et ne plus ressembler qu'à un fauve édenté.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°8 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Réforme des élections communales

5858 - Projet de loi portant modification de:

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Le projet de loi s'inscrit dans la suite du projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 (doc. parl. n°5859) et du projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 (doc. parl. n°5858) ainsi que des propositions du

Conseil d'État formulées dans ses avis relatifs aux deux projets précités. Le texte intégral dans le projet de loi n°5858 précité les dispositions relatives aux élections communales contenues initialement dans le texte du projet de loi n°5859 susmentionné. Ces dispositions avaient en effet été retirées du projet de loi n°5859 sur décision de la commission parlementaire compétente.

Ainsi, le présent projet constitue une version amendée du projet de loi n°5858 qui reprend tous les articles ayant pour objet de modifier des dispositions concernant les élections communales respectivement les organes politiques communaux, que ce soit au niveau de la loi communale ou au niveau de la loi électorale.

au sein de leur entreprise, ont pris connaissance de faits qui pourraient être qualifiés de prise illégale d'intérêts, de corruption ou de trafic d'influence et qui, de leur plein gré et en toute bonne foi, souhaitent en informer un supérieur ou les autorités compétentes. À cette fin, le salarié de bonne foi ne peut faire l'objet de représailles en raison de ses protestations ou refus opposés à un fait qu'il considère comme étant constitutif de prise illégale d'intérêts, de corruption ou de trafic d'influence.

D'autre part, l'article 23 du Code d'instruction criminelle qui, à l'heure actuelle, enjoint à tout officier public et fonctionnaire qui dans l'exercice de ses fonctions acquit la connaissance d'un crime ou un délit doit donner avis sans délai au procureur d'État. Le projet de loi étend cette obligation aux salariés et agents publics qui ne relèvent pas du statut de la fonction publique.

Enfin, le projet de loi clarifie et uniformise un certain nombre de dispositions du Code pénal relatives à la corruption et au trafic d'influence.

Le projet de loi s'inscrit ainsi dans le cadre des efforts de lutte contre la corruption engagés et mis en œuvre par le biais de nombreux instruments juridiques, tant au niveau international qu'au niveau européen et auxquels le Luxembourg participe. Pour de plus amples informations, il est renvoyé à l'exposé des motifs du projet de loi qui contient un inventaire exhaustif de ces instruments juridiques internationaux et européens.

Il importe de noter que le projet de loi repose sur deux rapports d'évaluation du Luxembourg en matière de législation relative à la corruption.

Le Luxembourg a été évalué par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le cadre de plusieurs rapports d'évaluation successifs pour la période de 2004 à 2008.

En analysant les différents moyens dont dispose le parquet pour détecter l'infraction de corruption, le Groupe de travail sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales (ci-après le groupe de travail) conclut dans son rapport d'évaluation du 28 mai 2004, et en ce qui concerne la signalisation d'infractions de corruption par les salariés, que «La probabilité qu'un salarié d'une entreprise témoin de malversations décide de les révéler aux autorités publiques semble fort réduite au Luxembourg. De l'avis des syndicats auditionnés par l'équipe d'examen, la petitesse du pays en serait la cause principale: tout se sachant très vite, le dénonciateur, étiqueté

comme délateur, se retrouverait très vite exclu du marché du travail, la loi luxembourgeoise ne contenant pas de dispositions spécifiques visant à protéger le «droit d'alerte» (whistleblowing) des salariés, la matière restant encore peu sinon pas du tout couverte en interne par les entreprises où principes et codes de conduite sont encore peu répandus. Le salarié vigilant ne pourrait pas plus, pour se couvrir, faire appel à des structures comme les syndicats: ne disposant pas de la personnalité juridique, ceux-ci n'ont en effet pas la capacité pour agir auprès des tribunaux.»¹

Le groupe de travail recommande également au Luxembourg «d'adopter des mesures permettant d'assurer une protection effective et adéquate de toutes les personnes collaborant avec la justice, notamment des salariés qui dénoncent de bonne foi des actes suspects de corruption.»²

En 2006, dans le cadre d'un rapport intermédiaire, l'OCDE remarque que le Luxembourg a fait des progrès en matière de protection des sources des journalistes. Le journaliste peut refuser de divulguer, dans le cadre d'un témoignage, des informations identifiant une source, ainsi que le contenu des informations qu'il a obtenues ou collectées. Les autorités de police, de justice ou administratives doivent s'abstenir d'ordonner ou de prendre des mesures qui auraient pour objet ou effet de contourner ce droit, notamment en procédant ou en faisant procéder à des perquisitions ou saisies sur le lieu de travail ou au domicile du journaliste concerné.

Les informations obtenues ne peuvent pas non plus être utilisées comme preuve(s) dans le cadre d'une action en justice ultérieure, sauf dans le cas où la divulgation de celles-ci serait justifiée par la prévention, la poursuite ou la répression de crimes contre les personnes, de trafic de stupéfiants, de blanchiment d'argent, de terrorisme ou d'atteintes à la sûreté de l'État. Pour ce type d'infractions, le droit du refus de divulguer une source ne saurait être invoqué.

Mais, toujours est-il que selon le groupe de travail, la recommandation n°6 n'a pas encore été mise en œuvre de manière satisfaisante en vue de garantir la protection efficace des donneurs d'alerte dans le secteur privé.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

18.06.2008 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

11.11.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

22.11.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

25.11.2010 idem

29.11.2010 idem

20.01.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.01.2011

Loi du 13 février 2011

Mémorial A 2011, n°29, p. 240

Lutte contre la corruption

6104 - Projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification

1) du Code du Travail

2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

3) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

4) du Code d'instruction criminelle et

5) du Code pénal

Le projet de loi sous rapport prévoit de renforcer les moyens de lutte contre la corruption en modifiant aussi bien le Code du Travail que le Code d'instruction criminelle par l'apport de deux nouveaux éléments législatifs.

D'une part, le projet de loi entend mieux protéger les personnes (qualifiées de «donneurs d'alerte» ou «whistle blowers») qui,

¹ OCDE, Luxembourg: Phase 2, Rapport sur l'application de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et de la recommandation de 1997 sur la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales, paragraphe 19, page 9.

² Idem, Recommandation n°6, page 48.



En mars 2008, le groupe de travail recommande au Luxembourg «d'encourager les salariés du secteur privé à déclarer des faits de corruption transnationale sans crainte de représailles de licenciement, d'adopter dans les plus brefs délais des mesures de protection pour les donneurs d'alerte [...]»³.

L'extension, opérée par le projet de loi, de l'applicabilité de l'article 23 du Code d'instruction criminelle aux salariés et agents publics qui ne relèvent pas du statut des fonctionnaires d'État, trouve sa source dans la recommandation du groupe de travail visant à ce que «[...] des procédures d'alerte du parquet soient mises en place pour les personnels de ces organismes qui ne sont pas à l'heure actuelle soumis à l'article 23 (2) du code d'instruction criminelle.»⁴

³ OCDE, Luxembourg: Phase 2 bis, Rapport sur l'application de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et de la recommandation révisée de 1997 sur la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales, Rapport d'évaluation du 20 mars 2008, lettre c), page 29.

⁴ OCDE, Luxembourg: Phase 2, Rapport sur l'application de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et de la recommandation de 1997 sur la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales, paragraphe 42, page 19.

Les auteurs du projet de loi font également état du 7^e rapport d'activité du Groupe d'États contre la corruption⁵ (ci-après le Greco). Le Greco a été créé en vertu d'un accord du 1^{er} mai 1999 sous l'égide du Conseil de l'Europe et destiné à veiller au respect des normes anticorruption édictées par les conventions du Conseil de l'Europe et en particulier par la Convention pénale sur la corruption du 27 janvier 1999 et son protocole additionnel du 15 mai 2003.

Le rapport du Greco inclut un chapitre spécifique sur la «Protection des donneurs d'alerte». Le Greco considère en effet que les législations et les pratiques «[...] qui incitent les individus à remettre en cause ou à s'opposer à des faits de corruption dont ils sont témoins ou qu'ils suspectent sur leur lieu de travail, peuvent constituer des outils précieux pour lutter contre la corruption»⁶ et pour le Luxembourg le Greco retient que «(l)a législation peut avoir à résoudre d'éventuels conflits entre l'obligation de signalement et la communication de faits que le fonctionnaire est normalement tenu de garder secrets»⁷.

⁵ Septième Rapport général d'activité du Greco (2006), Incluant un chapitre sur la «Protection des donneurs d'alerte», Greco (2007) 1F Final, 21 mars 2007.

⁶ *Idem*, page 10.

⁷ *Idem*, page 11

- des mesures d'exclusion du bénéfice de prestations ou d'aides publiques;
- des mesures d'interdiction temporaire ou permanente d'exercer une activité commerciale;
- un placement sous surveillance judiciaire;
- une mesure judiciaire de dissolution.

Enfin, l'engagement d'enquêtes ou de poursuites sur des actes racistes et xénophobes ne doit pas dépendre d'une déclaration ou d'une accusation émanant de la victime de l'acte (article 8).

3. Conformité du droit pénal aux autres dispositions de la décision-cadre

La décision-cadre clarifie le sens à donner à la référence à la religion visée parmi les moyens discriminatoires pouvant fonder un agissement raciste (article 1^{er} paragraphe 3). Cette exigence n'est pas reprise par le présent projet de loi étant donné que l'article 454⁹ du Code pénal y fait référence.

La décision-cadre prévoit également en son article 1^{er} paragraphe (4) la possibilité pour un État membre de «[...] faire une déclaration aux termes de laquelle il ne rendra punissables la négation ou la banalisation grossière des crimes visés [par la décision-cadre]..., que si ces crimes ont été établis par une décision définitive rendue par une juridiction nationale de cet État membre et/ou une juridiction internationale ou par une décision définitive rendue par une juridiction internationale seulement».

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'article 4 de la décision-cadre prévoit que la motivation raciste ou xénophobe devrait constituer, pour toute infraction, une circonstance aggravante. Les auteurs du projet de loi estiment qu'une telle circonstance aggravante généralisée n'existe pas

⁹ L'article 454 du Code pénal prévoit que «Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur âge, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales, les groupes ou communautés de personnes, à raison de l'origine, de la couleur de peau, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la situation de famille, de leur âge, de l'état de santé, du handicap, des mœurs, des opinions politiques ou philosophiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée, des membres ou de certains membres de ces personnes morales, groupes ou communautés.»

en droit luxembourgeois. Le juge reste toutefois libre d'en tenir compte dans la détermination de la peine de sorte que l'article 4 de la décision-cadre est respecté.

L'article 9 de la décision-cadre et en particulier le paragraphe (2) de cet article prévoit des règles de compétence spécifiques à mettre en œuvre par les États membres. Selon les auteurs du projet de loi, les cas de figure envisagés par la décision-cadre sont couverts à suffisance par le Code d'instruction criminelle et notamment l'article 7-2¹⁰.

Les modifications proposées par le projet de loi visent ainsi uniquement le taux des peines des infractions prévues à l'article 457-3 du Code pénal dans la mesure où le taux des peines prévues pour les autres infractions de racisme, de xénophobie et de négationnisme prévues aux articles 457-1 et 457-2 du Code pénal sont actuellement conformes aux exigences de l'article 3 paragraphe (2) de la décision-cadre.

4. La modification de l'article 457-3 du Code pénal

L'article 457-3 du Code pénal, dans sa teneur actuelle, incrimine la contestation, la minimisation, la justification ou la négation en public de l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité ou crimes de guerre tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction luxembourgeoise, étrangère ou internationale.

Contester, minimiser, justifier ou nier l'existence d'un ou de plusieurs génocides, tels qu'ils sont définis par la loi du 8 août 1985 portant répression du génocide et reconnus par une juridiction ou autorité luxembourgeoise ou internationale, constituent également des infractions au sens de l'article 457-3 du Code pénal luxembourgeois.

Ces délits sont punis, à l'heure actuelle, d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros.

¹⁰ L'article 7-2 prévoit que «Est réputée commise sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg toute infraction dont un acte caractérisant un de ses éléments constitutifs a été accompli au Grand-Duché de Luxembourg.»

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 25.01.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

15.09.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.10.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.10.2010 Examen de l'avis commun de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État (26 octobre 2010)

10.11.2010 Échange de vues avec des représentants de l'Association Pour la Promotion de la Transparence a.s.b.l. (APPT a.s.b.l.)

12.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.01.2011

Infractions de racisme, de xénophobie et de négationnisme

6126 - Projet de loi portant modification de l'article 457-3 du Code pénal

1. Objet du projet de loi

L'article unique du projet de loi modifie l'article 457-3 du Code pénal qui érige en infraction pénale la contestation, la minimisation, la justification ou encore la négation, en public, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre.

La modification envisagée adapte ainsi l'article en question aux exigences de la décision-cadre 2008/913/JAI du Conseil du 28 novembre 2008 sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal (ci-après la décision-cadre).

2. La décision-cadre

La décision-cadre vise le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres en ce qui concerne les infractions racistes et xénophobes. Les comportements racistes et xénophobes doivent constituer une infraction dans tous les États membres et être passibles de sanctions pénales effectives, proportionnées et dissuasives d'au moins un à trois ans d'emprisonnement au maximum⁸.

La décision-cadre exige que notamment les actes racistes, xénophobes et de négationnisme suivants soient punis par les États membres (article 1^{er}):

- l'incitation publique à la violence ou à la haine contre un groupe de personnes ou un membre de ce groupe défini par référence à la race, à la couleur, à l'ascendance ou à l'origine nationale ou ethnique;

- la diffusion ou distribution publique d'écrits, d'images ou d'autres supports contenant des manifestations de racisme et de xénophobie;

- l'apologie, la négation ou la banalisation grossière publiques des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre tels que définis dans le Statut de la Cour pénale internationale (articles 6, 7 et 8) et des crimes définis à l'article 6 de la charte du tribunal militaire international, lorsque le comportement est exercé de manière à inciter à la violence ou à la haine à l'égard d'un groupe de personnes ou d'un membre d'un tel groupe.

L'incitation, la complicité ou la tentative de commettre les actes susmentionnés sont également passibles de sanctions (article 2).

La décision-cadre exige des États membres de prévoir dans leur législation des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives et une peine maximale d'au moins un à trois ans d'emprisonnement (article 3).

La motivation raciste ou xénophobe doit en plus être considérée comme une circonstance aggravante ou, à défaut, cette motivation doit pouvoir être prise en considération pour la détermination des peines (article 4).

En ce qui concerne les personnes morales, les sanctions doivent être effectives, proportionnées et dissuasives et se traduire par des amendes pénales et non pénales.

En outre, les personnes morales (article 6) doivent être passibles de sanctions telles que:

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 16.04.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

17.11.2010 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.12.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.01.2011

Communications électroniques

6149 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques

Le présent projet de loi a pour objectif essentiel de transposer en droit luxembourgeois:

- la directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques;
- la directive 2009/136/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les directives modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service

universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques, la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et le règlement (CE) n°2006/2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs.

Le projet de loi se limite aux réseaux et services de communications électroniques et fait abstraction de la gestion des fréquences radioélectriques, des aspects liés au traitement des données à caractère personnel et de la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques ainsi que du cadre institutionnel de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR), Institut désigné à assurer le rôle d'autorité de régulation nationale indépendante pour le secteur des communications électroniques, qui font l'objet de projets séparés et spécifiques.

⁸ Voir, le site Internet «Europa», Synthèses de la législation de l'UE; http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/combatting_discrimination/133178_fr.htm.



Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 21.06.2010

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):

19.07.2010 Désignation d'un rapporteur

19.07.2010 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Lucien Thiel):

06.01.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État

13.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.01.2011

Laboratoires d'analyses de biologie médicale

6151 - Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales

Le présent projet de loi propose en premier lieu d'actualiser les formes possibles d'exploitation des laboratoires d'analyses médicales et d'adapter les conditions d'accès à la fonction de responsable de laboratoire.

Le projet introduit la possibilité d'une exploitation sous forme d'une personne morale, tout en instituant certaines incompatibilités visant à exclure la détention du capital d'un laboratoire par des médecins ou autres professionnels de santé autorisés à prescrire des analyses. Par ailleurs, le texte maintient la séparation des structures du secteur hospitalier et extrahospitalier, au vu des spécificités sectorielles respectives dans le fonctionnement et le financement. À noter que cette modification législative s'impose notamment aussi au regard du fait que la Commission européenne a mis en demeure le Luxembourg de procéder dans les meilleurs délais à l'ouverture en question.

Ensuite, le projet prévoit que les laboratoires de biologie médicale établis dans un autre État membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ne peuvent effectuer des analyses de biologie médicale sur des prélèvements réalisés au Luxembourg que lorsqu'ils peuvent démontrer que leurs conditions de fonctionnement sont équivalentes à celles des laboratoires établis au Luxembourg. Le système envisagé est calqué sur le système mis en place

en France. Il vise, dans l'intérêt de la santé publique, à s'assurer d'un fonctionnement qualitatif équivalent à celui des laboratoires fonctionnant au Grand-Duché et qui y sont soumis à certains contrôles et exigences de qualité en application de la loi de 1984.

En ce qui concerne les qualifications requises pour exercer la fonction de responsable de laboratoire, le texte soumis au vote de la Chambre correspond à celui proposé par le Conseil d'État.

Le texte prévoit que le responsable d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale doit être titulaire:

- d'un diplôme universitaire sanctionnant un cycle complet de formation de médecin et comportant une formation de base reconnue conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, sous b) de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, ou

- d'un diplôme universitaire sanctionnant un cycle complet de formation de pharmacien reconnue conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 2, sous b) de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien, ou

- d'un diplôme de Master en chimie ou en biochimie ou correspondant à une formation équivalente.

Le médecin ou le pharmacien responsable d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale est tenu de respecter les règles professionnelles et déontologiques en vigueur au Luxembourg et est soumis au contrôle disciplinaire du Collège médical.

directive 2009/136/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques, la directive 2002/58/CE concernant le trai-

tement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et le règlement (CE) n°2006/2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 23.08.2010

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Lucien Thiel):

30.09.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

06.01.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État

13.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.01.2011

Carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire

6201 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi sous rubrique poursuit les objets suivants:

- L'objet principal consiste à introduire la possibilité de dispenser le stagiaire ou le candidat, détenteur d'un diplôme attestant le grade de docteur, de la rédaction du travail de candidature tel qu'il est prévu par l'article 3 de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire.

Rappelons qu'en 1999, lors de la réforme du stage pédagogique pour les enseignants des lycées et lycées techniques, il avait été décidé que le travail de recherche, qui jusqu'alors était à élaborer et à présenter avec succès pendant le stage pédagogique, constituerait désormais un élément de la carrière du futur enseignant. À la même occasion, la période de candidature d'une durée de dix-huit mois consécutive au stage pédagogique, ainsi que la fonction de candidat furent introduites. La nomination définitive à une fonction de professeur est depuis soumise à la condition d'avoir présenté avec succès un travail de candidature au terme de la période de candidature.

À l'heure actuelle, aucune possibilité d'être dispensé du travail de candidature n'est prévue par la loi modifiée précitée du 21 mai 1999. Comme l'obtention du grade

de docteur prouve pourtant suffisamment que son détenteur a fourni un travail personnel de recherche et de réflexion de niveau supérieur, il est proposé d'introduire dans la législation la possibilité de dispenser ces stagiaires ou candidats de l'élaboration d'un second travail de recherche.

Une dispense de l'élaboration d'un travail de candidature ne pourra cependant être accordée qu'à condition que le diplôme certifiant l'obtention du grade de docteur soit régulièrement inscrit au registre des diplômes prévu par la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.

- En outre, le projet de loi vise à introduire la possibilité de prolonger de six mois la période de candidature dont la durée maximale est limitée actuellement à dix-huit mois par la loi modifiée précitée du 21 mai 1999. Afin d'éviter que l'allongement de la période de candidature devienne la règle, le texte dispose que pendant cette période supplémentaire, aucune réduction de la tâche ne sera plus accordée au candidat.

- Enfin, il s'agit de compléter les dispositions de la loi modifiée précitée du 21 mai 1999, ainsi que celles de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État par les nouvelles fonctions créées suite à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle (fonctions du formateur d'adultes) et suite à la loi du 27 mai 2010 portant entre autres modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (fonction du professeur de formation morale et sociale et modification des conditions de formation et de stage de l'instituteur d'économie familiale).

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.06.2010

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

01.07.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

06.01.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.01.2011

Gestion des ondes radioélectriques

6180 - Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

Le présent projet de loi complète la loi du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques tout en poursuivant un double objectif:

- préciser les compétences propres de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) en matière de spectre radioélectrique ainsi que les modalités de financement de ses activités par les utilisateurs concernés;

- adapter la loi aux obligations du troisième «Paquet Télécom» tel qu'adopté par le Parlement européen et le Conseil en date du 25 novembre 2009 et de transposer ainsi en droit luxembourgeois les dispositions de la Directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques et de la Di-

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 01.10.2010

Rapporteuse: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Lucien Thiel):

22.11.2010 Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13.12.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.01.2011



**Processus de Bologne - accès à l'enseignement****6215 - Projet de loi portant modification****1. de l'article 3, paragraphe a) de la loi du 27 mai 2010 portant****1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,****2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,****3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant****1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange****2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,****4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant****1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;****2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;****3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;****4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant****a) réforme de la formation des instituteurs;****b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;****c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire****2. des articles 42 et 46 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'allonger, tant pour l'enseignement postprimaire que pour l'enseignement fondamental, les délais pendant lesquels les diplômes, grades et certificats en préparation suivant les réglementations en vigueur avant l'implémentation définitive du processus de Bologne doivent être obtenus pour continuer à donner les mêmes droits que les nouveaux diplômés dans la perspective de l'accès à l'enseignement.

- En vertu de la loi du 27 mai 2010 portant entre autres modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, la période transitoire pendant laquelle les détenteurs de diplômes, grades et certificats «ancien régime», c'est-à-dire obtenus suivant les réglementations en vigueur avant l'implémentation définitive du processus de Bologne, restent admissibles aux différentes carrières de l'enseignement postprimaire a été fixée à une période de trois années à partir de l'entrée en vigueur de ladite loi, c'est-à-dire jusqu'au 5 juin 2013.

Par la modification proposée, l'admissibilité aux examens-concours de recrutement

est élargie aux détenteurs de diplômes, grades et certificats «ancien régime» obtenus jusqu'au 1^{er} janvier 2017. Les détenteurs précités de diplômes, grades et certificats «ancien régime» continueront donc à être admissibles aux examens-concours de recrutement concurrentement avec les détenteurs de diplômes, grades et certificats obtenus conformément au processus de Bologne.

- Dans la même optique, le projet de loi propose de permettre l'admission au concours réglant l'accès aux fonctions d'instituteur de l'enseignement fondamental, sans limite dans le temps, des candidats qui peuvent se prévaloir soit du certificat luxembourgeois d'études pédagogiques (CEP), délivré à partir de l'année scolaire 1994/1995 et jusqu'à l'issue de l'année académique 2007/2008, soit d'un diplôme étranger préparant à la profession d'instituteur, délivré avant le 15 septembre

2014. Pour les détenteurs d'un diplôme étranger, le délai est ainsi allongé et ils sont mis sur un pied d'égalité avec les candidats détenteurs d'un diplôme luxembourgeois.

Pour des raisons d'équité, il convient de supprimer la disposition de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental qui limite à dix ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi précitée le droit d'accéder à la fonction d'instituteur, avec dispense du concours réglant l'accès à la fonction, des détenteurs d'un brevet d'aptitude pédagogique ou d'un certificat d'études pédagogiques délivré avant l'année scolaire 1994/1995, ainsi que des candidats ayant passé avec succès le concours sans avoir cependant sollicité consécutivement une nomination à la fonction d'instituteur avant le 15 septembre 2009.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 03.11.2010

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

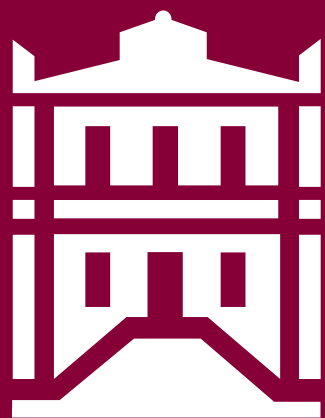
06.01.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

20.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.01.2011



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

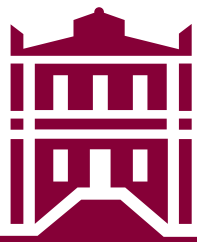
och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire

1. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SEM Pavel Gantar, Président de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie
- *M. le Président*
2. 6201 - Projet de loi modifiant:
 1. la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire
 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Média, des Communications et de l'Espace: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: M. André Bauler, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann*
- *M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *M. André Hoffmann, M. Fernand Kartheiser, M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
3. 6215 - Projet de loi portant modification
 1. de l'article 3, paragraphe a) de la loi du 27 mai 2010 portant
 1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
 3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant
 - 1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange
 - 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
 4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant
 - 1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;
 - 2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;
 - 3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
 - 4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant
 - a) réforme de la formation des instituteurs;
 - b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;
 - c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;
 2. des articles 42 et 46 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
 4. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'engagement et de la formation des chargés d'éducation
- *Exposé: M. Eugène Berger*
- *Débat: M. Jean-Paul Schaaf, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *M. Fernand Kartheiser, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
 5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur l'éducation morale et sociale dans l'enseignement fondamental
- *Exposé: M. Eugène Berger*
- *Débat: M. Jean-Paul Schaaf, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
 6. 6151 - Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz, M. Jean Colombero*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SEM Pavel Gantar, Président de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie

Dear colleagues, I would like to draw your attention to the presence of His Excellency Doctor Pavel Gantar, the speaker of the Parliament of the Republic of Slovenia, who is currently on an official visit to Luxembourg with a distinguished delegation.

Dear colleague, I deem it a great honour and privilege to welcome you and your delegation warmly to this plenary session of the Chamber of Deputies. This morning we already had very fruitful discussions on European and bilateral issues and we are looking forward to further discussing our common projects later today, as well as tomorrow. On behalf of the Chamber of Deputies, I wish you a very pleasant stay in Luxembourg.

(Applaudissements)

Als éischte Punkt haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6201 iwwert d'Kandidate fir den Enseignement postprimaire. D'Riezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich-Duval, den Här Bauler, den Här Fayot, den Här Adam an den Här Colombero. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

2. 6201 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Média, des Communications et de l'Espace

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Haaptobjekt vun där heiteger Émännerung vum Gesetz zum 21. Mee 1999 iwwert d'Fonction vum Kandidat an der Professech-Carrière vum Secondaire ass d'Afféiere vun enger Dispens vun der Kandidaturaarbecht fir de Stagiaire oder de Kandidat-Professer am Fall, wou deejéinegen en Doktorat huet.

De Projet de loi N°6201 ass vum Enseignement-supérieurs-Minister Fränz Biltgen den 1. Oktober hei an der Chamber déposiert ginn. De Projet war motivéiert, an et louch och e Kommentar bäi zu de jeeweiligen Artikelen. Den 10. November koum dunn den Avis vun der Chamber vun de Statsbeamten an öffentlechen Ugestallten eran. De Statsrot huet säin Avis de 16. November zougestallt.

An enger éischter Réunioun vun der Kommissioun vum Héichschoulwiesen, vun der Fuerschung, de Medien, de Kommunikatiounen a vum Weltraum sinn ech den 11. Oktober als Rapportrice bestëmmt ginn. Den 22. November huet d'Kommissioun den Avis vum Statsrot analyséiert an eng Rei Amendementer ugeholl. Dës goufen de 7. Dezember vum Statsrot aviséiert. An der Sitzung vum 13. Dezember huet d'Kommissioun dësen Avis ënnert d'Lupp geholl, ier de schréfftleche Rapport eestëmmege ugeholl gouf.

Fir déi gesetzech Ännerung an de Kontext ze setzen, just e kuerze Rappel vun den aktuelle Bestëmmunge vum Gesetz vum

21. Mee 1999, dat de pedagogesche Stage vun de Lycéesproffe reforméiert huet. Deemools gouf décidéiert, dass déi wëssenschaftlech Fuerschungsarbecht, déi soss während dem pedagogesche Stage ze verfaassen an ze presentéiere war, en eegent Element an der Carrière vun deem zukünftigen Enseignant géif duerstellen.

Et gouf eng nei Period vun 18 Méint agefouert, „Candidature“ genannt, déi nom pedagogesche Stage uleef. D'Fonction vum Kandidat, fir déi een eng Nominatioun kritt, gouf och nei geschaf. De Kandidat muss dann elo déi wëssenschaftlech Fuerschungsarbecht zum Schluss vun der Kandidaturperiod presentéieren. Hie kritt déi definitiv Nominatioun als Professer eréischt, wann en dat mat Succès gemaach huet.

Dës Reform gouf an d'Wee geleet, fir d'Recherche hei zu Lëtzebuerg ze valoriséieren an ze förderen. Fir de Moment gesäit dat Gesetz keng Méiglechkeet vir, fir vun der Kandidaturaarbecht dispenséiert ze ginn. D'Verwaltung gëtt awer regelméisseg mat esou Demandë befaasst vu Stagiaire-Professeren oder Kandidaten, déi iwwer en Doktorat verfügen.

D'Regierung mengt, dass, wann ee bis en Doktorat huet, de Beweis erbruecht wier, dass een d'Capacités huet, fir eng perséinlech wëssenschaftlech Aarbecht ze livweren a fir eng Denkaarbecht vun héijem Niveau ze leeschten. Dofir sollen dës Persounen vun enger zweeter Fuerschungsarbecht dispenséiert ginn.

D'Dispens kann entweder während dem Stage pédagogique oder während der Kandidaturperiod ugefrot ginn. Am éischte Fall kann de Stagiaire no sengem mat Succès ofgeschlossene Stage direkt Professer genannt ginn an e brauch net méi d'Kandidaturperiod ze duerchlafen. Am zweete Fall kann de Kandidat nach virum Oflaf vun der Kandidaturperiod seng Nominatioun als Professer kréien. Dat géllt och fir déi Persounen, déi beim Akraaftriede vun deem haut émgënnerte Gesetz grad just an der Kandidaturperiod sinn.

Opgrond vun enger opgeworfener Fro vum Statsrot huet d'Kommissioun e parlamentareschen Amendement verfaasst, dass all Typ vun Doktorat unerkannt ass, ënnert der Konditioun awer, dass en am Register, deen d'Héichschoultitel schützt, opgefouert ass. Et sinn awer insgesamt wéineg Persounen, déi a Fro kommen, d'Dispens unzefroen.

Just zur Informatioun: D'Regierung huet nach generell Statistiken iwwert d'Kandidaturaarbechte geléiwert op Réckfro vun de Kommissiounsmemberen. Heizou fënnt ee weider Detailler a mengem schréfftleche Rapport.

De Gesetzesprojet gesäit awer och nach d'Méiglechkeet vir, fir déi bestehend Kandidaturperiod vun 18 Méint ëm maximal sechs Méint ze verlängeren. Effektiv huet sech an der Praxis erweisen, dass déi Zäitspan vun 18 Méint net ëmmer duergeet, fir déi wëssenschaftlech Kandidaturaarbecht ze preparéieren an ofzeschléissen. Wann eng Verlängerung zum Minister accordeiert gëtt, kritt ee während dëser Zäit awer keng Décharge vu fënnf Stonne méi, wéi dat de Fall ass während der initialer Kandidaturperiod, well d'Verlängerung soll net d'Regel sinn, mä éischter d'Ausnahm.

De Statsrot hat insistéiert, dëst misst an de Gesetzestext selwer stoe kommen, wat d'Kommissioun dann och ënner Form vun engem parlamentareschen Amendement gemaach huet.

Bei den Diskussiounen an der Chamberkommissioun ass kloergestallt ginn, dass déi nei Dispositioun vun der Verlängerung keen Afloss wäert hunn op déi duerch d'Gesetz virgesinnen Ausfall duerch e Krankeschäin oder divers Congéen, wéi e Congé de maternité zum Beispill. Déi accordeiert Kandidaturperiod gëtt also net doduerch beschnidden.



Zousätzlech gëtt am Gesetzesprojet an engem profitéiert, fir verschidden nei Enseignantsfonctionen an d'Gesetz bäizesetzen, déi elo kierzlech geschaf goufen duerch d'Reform vun der Berufsausbildung an duerch d'Gesetz vum 27. Mee 2010, dat de Personalakader vun de Lycées an d'Gehältergesetz vum Stat ofännert. Et sinn dëst: de Formateur fir Erwuesener, de Professor fir Moral- a Sozialunterricht gradesou wéi de Schoulmeeschter an der Économie familiale. Och am Gehältergesetz vum Stat ginn dës Fonctionne bäigesat, well déi Enseignanten och déiselwecht Gehälterreduktioun kréie wéi déi aner Enseignanten, soulaang se de Statut vum Kandidat hunn.

D'Chamberskommissioun huet nach verschidden aner Remarquen a Suggestiounen vum Statsrot ugeholl, déi de Gesetzestext méi kloer maachen, an och e materielle Feeler, dee sech ageschlach hat, richteggestallt. Des Weideren ass enger Remarque formeller Natur vun der Chamber vun de Statsbeamten an öffentlechen Ugestallten, wat den Titel vum Gesetz ubelaangt, Rechnung gedroe ginn. Déiselwecht Chamber begreist de Gesetzesprojet insgesamt, bedauert awer, dass an de leschte Jore vill Kandidaten hir Kandidaturaarbecht net méi maachen, a wërft d'Fro op, ob een dës wëssenschaftlech Aarbecht net misst obligatoresch maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann nach de Membre vun der Chamberskommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Diskussiounen, gradesou wéi dem Sekretariat vun der Chamber an der Fraktioun, awer och dem Här Minister Biltgen a senge Beamte fir déi flott Zesummenaarbecht an deem Dossier. Ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Rapportrice Merci, an als éischt Riedner ass den Här André Bauler agedroen.

Discussion générale

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet sollen d'Anwärter op d'Proffecarrière, déi en Doktorat opweises hunn, an Zukunft net nach en zousätzlechen Travail de candidature, och „TC“ genannt, mussen maachen. Dat ass ze begrëssen, well Enseignant mat Doktorat hu schonn Erfahrung mat der Fuersungskultur gemaach. Dofir brauche si effektiv net nach eng Kéier esou en Effort ze maachen, fir Lycéesproff kënne ze ginn.

Den TC war ëmmer nach en Élément de carrière an e soll iwwert de Stage an iwwert déi praktesch Examen eraus dem Enseignant, deen d'Proffecarrière ustriift, e Kader liwweren, deen eng intellektuell Erausforderung duerstelt. Dat zeechent den Titel vum Lycéesproff aus a weist, datt e wëlleg a fäeg ass, fir sech op eng Recherche ze konzentréieren.

Eppes, wat engem ze denke gëtt, dat ass, datt och Leit, déi en Doktorat hunn a sech dem Concours stellen, échouéiere kënne. Dacks ass dat, esou gouf eis an der Éducationkommissioun gesot, well dës Kandidaten ze spezialiséiert wieren an dann och emol op e ganz fachspezifischen Detail net richteg oder guer net äntwerte konnten.

Fir esou onglécklech Situatiounen ze vermeiden, muss den Examen-concours de recrutement iwwerschaft ginn, an et muss virun allem derfir gesuergt ginn, datt klipp a kloer feststeet, wat fir eng Wëssensbidder a Matière gepréift ginn. Besteet do keng komplett Transparenz, da kënnt et zu Ongerechtegkeeten an e kënne Leit sech weinst Detailler, wou se net Bescheid woussten, net en rang utile klasséieren, obwuel se gutt Enseignanten hätte kënne ginn. De Concours muss also an deem Sënn op de Leescht geholl ginn.

Et soll och weiderhi Wësse gepréift ginn, mä dernieft och verschidde Kompetenzen, wéi zum Beispill d'Fakultéit, fir sech schréfftlech a mündlech auszedrécken, ze interpretéieren an ze synthetiséieren etc. Dat sinn e puer Voraussetzungen, déi et erlaben, de Stage méi liicht ze suivéieren.

De Stage pédagogique, wéi de Numm et scho kloer mécht, soll awer sengersäits all

didaktesch a schoulesch Theme behandelen an de Stagiaire op säi Berufsliewe preparéieren. Dat ass eiser Meenung no net d'Aufgab vum Concours!

Ech profitéieren nach vun der Geleeënheet, fir e puer Statistiken an Erënnerung ze ruffen, déi mam TC ze dinn hunn. De Minister François Biltgen huet mer matgedeelt, datt an deene leschten zéng Joer 474 Travaux de candidature vu 732 finaliséiert konnte ginn. 258 Kandidaten hunn nach keen Travail de candidature mat Erfolg presentéiert; dat sinn ëmmerhi 35%. Néng Kandidaten hunn et net bei der Soutenance gepackt. 60 goufen der refuséiert, well se hir Aarbecht net an de virgeschriwwenen Délai presentéiert haten, an 125 hunn der Kommissioun iwwerhaupt kee Sujet proposéiert.

Dat si bal 200 Enseignanten, déi keen TC mat Succès bestanen hunn a folglech och net den Titel vum Lycéesproff kënne kréien. Et gesäit een, datt d'Zuel vun den Enseignanten, déi en TC hätte kënne presentéieren bezüungweis ofschléissen, relativ héich ass, ëmmerhi bal 27%.

Duerch d'Tatsach, datt eng wuessend Zuel vun Enseignanten den TC net maachen oder net bestanen oder emol iwwerhaupt kee Sujet eragereecht hunn, baut sech eng weider Carrière op an d'Zersplitterung vum Corps enseignant hëlt weider zou. Dofir misst eng Ursachefuerschung gemaach gi fir erauszefannen, firwat eng steigend Zuel vun Enseignant sech dës wichtege Aarbecht verweigere. Feelt et hinnen un Äifer? Si se sproochlech oder organisatoresch iwwerfuert? Fanne se kee Patron oder keen appropriéiert Sujet? Froen iwwer Froen, op déi mer eng Äntwert sollte fannen.

Ech schlësse mech jiddefalls dem Avis vum Statsrot a vun der Statsbeamtekummer un, déi verlaangt hunn, datt den TC nees obligatoresch misst sinn, well en eben, ech zitieren: «indispensable à la fonction de professeur» ass, fir d'Statsbeamtekummer nach eng Kéier ze évoquéieren, zemoos wou 65% vun deenen, déi en TC réusséiert hunn, e Mémoire pédagogique opweises hunn.

An deem Kontext wollt ech preziséieren, datt et an deem Fall och net schlecht geschafte matzäit em hiren Avis gefrot gi wieren, well et hir Leit jo direkt betrëfft.

Eng lescht Remarque: Aarbechten a Recherchen, déi am Kader vum TC gemaach ginn, därefen net fir den Tirang geschriwwen ginn, mä müssen e konkrete Néierschlag hunn, sief op wëssenschaftlech, literareschem oder pedagogeschem Niveau. Den TC soll de préférence der Lëtzebuerger Gesellschaft oder der Fuerschungslandschaft am Allgemengen, ob heiheim oder dobaussen, en Apport liwweren, nëmmen da sinn déi Suen, déi an den TC a puncto Décharge gestach ginn, net verbëtz.

Dofir ass et wichteg, fir den TC sou wäit wéi méiglech gutt ze encadréieren. Et kënnt och manner op d'Produzéiere vu Säiten a Säiten u wéi op d'Qualitéit, op d'Behandele vu präzisen a gutt definéiert Sujeten, op Aarbechten, déi der Allgemengheet hëllefen, Fortschrëttler ze maachen.

Ofschléissend, Dir Dammen an Dir Hären, wëilt ech der Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich-Duval, félicitéieren fir hiren exhaustive mëndlechen a schréfftleche Bericht a ginn den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Mir gi selbstverständlech och deem Projet ons Zoustëmmung, an ech wollt der Madame Rapportrice Merci soe fir déi Aarbecht, déi se gemaach huet. Ech wollt eng Fro just ganz kuerz uschneiden, och à l'adresse vum Minister, wann en eventuell... Bon, en ass elo fort, mä d'Madame Delvaux kann em da Bescheid soen, wat ech soen.

Déi Fro, déi den Här Bauler opgeworf huet iwwert déi Travaux de candidature, ass

interessant. Mir ersetze jo hei, wann een Doktorat huet, deen Travail de candidature duerch deen Doktorat a mir huelen dofir eigentlech egal wat fir een Doktorat un, ouni dass dat elo méi fachbezunn ass.

Ech hu mer d'Fro gestallt, och wéi ech déi Zuele vum Här Bauler héieren hunn - dass mer do e puer Honnert där Travaux de candidature kréien, och elo Doktoraten -, étant donné och e bëssen d'Schwächt vun de Sciences de l'éducation zu Lëtzebuerg, ob een net soll en Effort maachen, fir déi Travaux de candidature, ech wëll net soen ze orientéieren, mä op déi Sujeten ze orientéieren, déi wichteg si fir d'Lëtzebuerger Schoul.

Do ass e risege Gisement intellectuel, deen ee kéint profitéieren, fir an de Sciences de l'éducation op verschiddene Pläng eppes weider ze kréien. Ech ginn dat un den zoustännege Minister weider, fir eventuell op der Uni der Faculté des sciences pédagogiques dat mat op de Wee ze ginn, fir do ze kucken, ob een net kéint eng Koordination kréie fir déi Travaux de candidature respektiv, wann Doktorate gemaach ginn, op e Wee se bréngen, wou se ons géifen nützen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot, an als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech der Rapportrice, der Madame Andrich-Duval, Merci soe fir hir Aarbecht. Dëst Gesetz bréngt Ännerungen op zwee Punkten:

Engersäits gëtt d'Lëscht vun de Proffen erweidert ëm de Professor vun der Formation morale et sociale an ëm de Formateur pour adultes. Dozou gouf et vu kenger Säit Awänn. Dat ass eng Upassung un d'Realitéit an et wäert net déi lescht sinn, déi op deem Gebitt gemaach gëtt.

Anerersäits gëtt d'Méiglechkeet agefouert, eng Dispens ze kréien, also net méi müssen een Travail de candidature ze redigéieren, wann de Stagiaire oder Professeurkandidat schonn een Doktorat gemaach huet. Een Doktorat ass méi exigent wéi en Travail de candidature. A well esou een Travail de candidature eigentlech genau an déiselwecht Richtung ka goe wéi en Doktorat, schéngt et eis logesch ze sinn, datt d'Méiglechkeet vun enger Dispens accordéiert gëtt.

Wuel gemierkt, et handelt sech ëm d'Dispens vun enger Aarbecht, net ëm eng Dispens vun Stage. Dat ass jo ee ganz aner Puer Schong.

Un der Pai ännert sech näischt mat deem Gesetz, an esou steet dann och am Rapport vun der Kommissioun: «Le projet sous rubrique n'introduit pas de modifications en matière de rémunération.» Mir mengen allerdéngs, datt een net vill Fantasie brauch, fir sech virzustellen, datt ganz geschwé Revendicatioun komme fir eng Gehaltsoverbesserung.

Mir menge jo haut, mir géifen d'Doktorat mat dem Travail de candidature gläichsetzen. Aner Interessegruppe wäerten eis erzielen, mir hätten den Travail de candidature mam Doktorat gläichgesat. Mä dat sinn dann Erausforderunge vun der Zukunft, déi deen dee Moment zoustännege Minister dann dierf klären.

déi gréng bréngen hiren Accord zu deem Gesetz, well et logesch ass, datt een dës Mesure hëlt, soulaang wéi ee sech op déi bestehend Reglementatioun berëfft. déi gréng sinn allerdéngs der Meenung, datt déi aktuell Situatioun vun der Formatioun vun eisen Enseignant ganz vill Froen opwërf.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Dat ass dat Mannst, wat ee ka soen!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här Hoffmann.

Ech probéieren, dat um Beispill vun engem Mathés- oder Physikproff ze illustréieren: E jonke Mënsch studéiert säi Fach op enger Uni, fir e Bachelor ze kréien. Am Prinzip huet en also während sechs Semestere fachlech Kenntneser a sengem Fach kritt an en huet d'Grundlage vun engem

wëssenschaftleche Schaffe geléiert. Duerno mécht dee Student e Masterstudium, dat op sengem Bachelor opbaut, woumat e seng Kenntneser a säi Wëssen aus dem Bachelorstudium verdéift an erweidert.

Dee jonke Mënsch misst also elo en zimleche Crack an der Mathé oder Physik sinn. Dëse jonke Mënsch ass natierlech och interessant, besonnesch an deenen dote Fächer, fir d'Privatindustrie. Dat kéint bedeuten, datt en eventuell schonn eng interessant Plaz an engem grouse Konzern ugebuede kréich an och net an den Enseignement wéilt goen. Dat ass och vläicht ee Grond, firwat datt grad just an deenen dote Fächer e Mangel u Leit ass am Enseignement.

Vläicht huet dee Student dann och nach d'Méiglechkeet, den Interessi, d'Kraaft, d'Ausdauer, fir direkt hanner säi Studium een Doktorat drunzehänken. Mir hunn et also enner Ëmstänn mat exzellente Mathematiker oder Physiker ze dinn, déi genial an hirem Fach sinn. Bleift d'Fro, wat dat mam Enseignéieren an engem Lycée ze dinn huet.

Mir mengen, datt an der méiglecher Beschreiwung, déi ech elo grad opgezielt hunn, d'pedagogesch Kenntneser an d'sozial Kompetenzen ze kuerz kommen. Enseignant ass ee Beruff, deen ouni Zweifel een zolidd Fachwësse verlaangt, mä awer och de néidege Bagage, fir dat Fachwëssen un de jonken, eventuell bequemen oder oninteresséierte Schüler ze kréien.

Mir brauchen also souwuel Fachwësse wéi och sozial Kompetenz. An duerfir huet déi gréng Fraktioun haut de Mëtteg en Débat d'orientation ugefrot, wou mer d'Fro iwwert de Profil vun Enseignant an och nach eng Rei aner Froe solle mat alle Betroffenen ausdiskutéieren an dann déi néideg Konsequenzen doraus zéien.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. An als nächste Riedner ass den Här Colombara agedroen. Här Colombara, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombara (ADR).** - Merci, Här President. Am Prinzip hu mer näischt géint dësen Text a mir wäerten e matstëmmen. Mir soen der Madame Andrich villmools Merci fir hire Rapport.

Ech wëll hei nëmme gär eng Reklamatioun virbréngen, Här Minister, an dat ass déi vun der APESS. D'APESS bedauert et, dass Dir et net fir néideg fonnt hutt, dësen Avis (veuillez lire: Projet de loi) virzeleeën, fir dass si och kéinten en Avis ausschaffen. Obschonn dësen Text Inzidenze fir hir Pai huet: Si hunn näischt dergéint, wuilverstanen, si sinn och derfir; dat war ëmmer eng ural Fuerderung vun der APESS. Mä dësen Text ass un zwou Chamberen weidergeleet ginn, dat sinn d'Chambre des fonctionnaires et employés publics an d'Chambre des salariés, déi direkt näischt domat ze dinn huet. An dräimol dierft Der da roden, wien der APESS den Text virgeluecht huet: net d'Chambre des fonctionnaires et employés publics, mä d'Chambre des salariés!

Bon, elo wollt ech dann och froen: Ass dat dann elo esou Usus, dass d'Gewerkschaften net méi gefrot ginn? Mir hate jo Antécédent mam neie Gesondheetsgesetz vum Här Di Bartolomeo, dee vergiess hat, carrément vergiess hat, fir einfach dem Collège médical den Text fir en Avis ze ginn. Dofir wollt ech lech froen - ech mengen, vu dass Äre Ministère kompetent ass, professionell schafft, wëll ech da jo gär froen -, ob dat ee Lapsus ass oder ob do eppes aneschtlers dohannert steet.

Dat gesot, Här President, wäerte mir deen Text hei matstëmmen. Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombara. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech hunn natierlech näischt dergéint, dass mer den Doktorat als Ersatz vum Travail de candidature unerkennen, am Géigendeel! Ech stëmmen also d'Gesetz.



Allerdéngs mengen ech och, dass mer déi ganz Formatioun an de Rekrutement vun den Enseignanté ganz kräfteg missten iwwerdenken. Also zum Beispill deen Travail de candidature: fénnef Joer Uni - wann et gutt geet - mat enger Rëtsch Seminararbechten an engem wëssenschaftlechen universitéaire Mémoire, dann de Stress vun engem Concours, bei deem d'Kritären, fir ugeholl ze ginn, alles anescht wéi kohärent an transparent sinn! A wann d'Madame Minister mer et net wëllt gleewen, froen ech mer d'Parole après ministre an dann zielen ech hir e puer Beispiller.

Dann e Stage vun zwee an en halleft Joer: no der siwenter Reform vun deem Stage nach ëmmer méi Stress wéi néideg a méi pseudotheoretischen a repetitive Jargon wéi néizlech. An da menge se: Elo hunn ech et gepackt, elo kann ech u mäi Beruff goen! Schoul halen esou gutt wéi méiglech, dat kascht Energie an Zäit, méi wéi munchereen heibannen oder dobausse mengt! Awer neen, dann nach deen Travail de candidature: honnert Säiten iwwert dem Spinoza säi Gottesbegrëff oder iwwert d'Schwarz Lächer am Enseignement! Dat soll der Recherche déngen, heescht et offiziell am Gesetz.

Ech fäerten, de Fuerscharakter vun deem Travail de candidature, dee gëtt ganz staark idealiséiert, an ech wetten, dass net selten net nëmmen d'Doktoratsdissertation, mä och de Mémoire op der Uni vum Master méi e wëssenschaftleche Charakter hat wéi deen Travail de candidature. Ech mengen, et wär méi gescheit, amplaz déi Schikan do no der Ausbildung nach eng Kéier drunzehänken, wann d'Enseignanté während hirer Berufscarrière géifen u kollektive Fuerscharprojete deelhuele, déi wierklech och praxisorientiert wäeren.

Et ass fir mech verständlech, firwat munch neigebakenen - an d'Zuele si jo genannt ginn, et sinn der net wéineg -, Enseignant deen Travail de candidature emol op d'laang Bänk dréckt, well e méi motivéiert ass, fir Schoul ze halen, wéi nach e Mémoire zu schreiwen. Am Iwwregen zur Freed vum Finanzminister! Mat ongeféier dräi Kandidaten spueren mer ee reguläre Posten, wéinst der Aarbechtszäit. De Statsrot iert sech also och, wann e mengt a sengem Avis, déi Kandidaten hätten eng privilegiéiert Situatioun.

Ech huelen un, dass mer haut nach eng Kéier op d'Fro vun der Formatioun a vum Rekrutement kënnen zréckkommen, an op d'Noutwendegkeet vun enger Reform. Awer besser wéi déi, déi bis elo gemaach gi sinn!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt d'Wuert den Här Héichschoulminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Merci, Här President. Dëse Projet de loi ass, anescht wéi Är Conférence des Présidents gemengt huet, effektiv e Projet, deen den Héichschoulminister, net d'Schoulministesch, déposéiert huet, obwuel et d'Schoulministesch concernéiert an och mat hir zesummen ausgeschafft gouf. Well ech hat gefrot, fir all meng Projekte muer de Mëtteg ze kréien; deen heiten hunn ech dann hei kritt, well..., mä ech sinn hei!

Dir gitt jo herno nach op d'Formatioun a vun den Enseignanté, dofir ginn ech net dorobber an. Ech wëll lech awer just soen, an ech mengen, d'Madame Schoulministesch wäert dat herno och nach soen, dass selbstverständlech envisagéiert ass - sot dem Här Bauler -, de Concours de recrutement ze reforméieren.

Hei ass eigentlech elo eng ganz kleng Reform, déi awer an deem Sënn wichteg ass, well mer einfach d'Aarbecht vun deem, deen den Doktorat huet, unerkennen a soen: „Wann s de schonn eng Kéier en Travail de recherche gemaach hues, brauchts de net nach weider en Travail de recherche ze maachen.“ Elo kann ee sech da froen - mä dat sinn da Froen, déi ze stelle sinn en vue vun enger Reform: Muss een iwwerhaupt en Travail de recherche

maachen, ob an där enger Form oder an där anerer Form? Déi Fro kann ee sech stellen, mä ech mengen, dat si Froen, déi dann och méi erëm eng Kéier den Employeur, de Secondaire elo interesséieren.

Mir waren allerdéngs der Meenung, dass mer, wa mer schonn de Bologna-Prozess wëllen duerchsetzen, dann och effektiv eppes solle maachen, fir den Doktorat tel quel och unzëerken. Elo sinn hei d'Meenungen auserneegaangen: Bréngt et eppes an der Pai, bréngt et näischt, an esou weider, dat ass ëmmer, wéi een et kuckt. Dat ass och net d'Ursach gewiescht, fir deen heite Projet ze maachen. Et ass einfach, fir ze soen: „Du hues eng Kéier eng Aarbecht gemaach, an dat soll och duergoen.“

Ech wëll just d'Zifferen soen, well déi gefrot gi sinn: Vu 474 Aarbechten, déi erakomm sinn, waren der 308 e Mémoire pédagogique; och dass een dat weess, dass dat der relativ vill sinn.

Den Här Adam huet zwou Saachen hei ervirgehuewen...

Ech hätt nach eppes fir den Här Fayot, wollt ech nach soen. Dir hat mer eng Fro gestallt?

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Iwwert dee „Potentiel intellectuel“, deen an deenen engersäits Travaux...

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo, okay!

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- ...de candidature ass...

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Et ass gutt...

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- ...an och am...

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Richteg! Also, nach eng Kéier: Woufir kann esou e Mémoire iwwerhaupt wichteg sinn? Do mengen ech, dass et scho wichteg ass, dass mer zu Lëtzebuerg méi Recherche kréien an dass déi Remarque, déi den Här Fayot gemaach huet, fir ze soen: „Majo, soll een dat net méi op d'Besoine vu Lëtzebuerg achséieren?“, dass dat eng richteg Fro ass, an et ass fir mech - da schwätzen ech des Kéier als Fuerscharminister -, et ass fir mech eng transversal Fro.

Dat ass eppes, wat mer wëlle mam Fonds national de la Recherche ugoen. Mir hu virun zwee Joer hei zesummen eng Reform gestëmmt vun den Aides à la formation-recherche, déi elo vum Fonds national de la Recherche verwalt ginn. Et war ëmmer esou, dass d'Iddi war: Du méchs gär Recherche an da stells de deng Ufro, fir Suen ze kréien, a wann s de iergendeppes mat Lëtzebuerg ze dinn hues, da kriss de se. Esou si mer bis elo gefuer während zéng Joer, oder méi wéi zéng Joer souguer. Esou si mer an der leschter Zäit gefuer.

Elo wëlle mer dat vill méi streamlines a vill méi achséieren. Dat heescht, mir hätten net nëmme gär, dass mer soen: „Jonke Mënsch, mell du dech beim FNR, fir eng Aide ze kréien“, mä mir hätte gär, dass souwuel d'Uni, awer och d'Betribler, d'Centre-de-recherche-publiques, vläicht souguer auslännesch Unië mat eis zesummeschaffen a soen: „Hei si Sujeten, déi sinn interessant. Ass keen interesséiert drun, eppes op deem Sujet ze maachen?“ Da kann een effektiv och emol geziilt Sujeten ausschreiwen. Et ass eppes, wat ech mer schonn iwwerleucht hunn eleng als Justizminister, well do gëtt et wéineg Recherche zu Lëtzebuerg: dass ee seet, wéi ee ka kucken, fir effektiv Doktorsarbechten ze kréien zu Sujeten, déi een dann herno kann zu Lëtzebuerg verwennen.

Dat ass also eng Fro, déi ech elo net nëmmen hei als Héichschoulminister mat Jo beäntwerten, mä wou ech awer och als Fuerscharminister soen, mir sollen effektiv kucken, fir méi Sujete selwer virzeginn. Well een, deen am Ausland studéiert, dee mécht oft eppes, wat säin Doktorvater dann interesséiert. Zu Lëtzebuerg kann et aneschters sinn. Et sinn der och am Ausland, déi lëtzebuergesch Sujeten hunn. Mä wa mir selwer soen: „Ma hei si Sujeten, déi géifen een interesséieren, mat deem s de och kéints kollaboréieren zu Lëtzebuerg, fir däin Doktorat ze maachen“, mengen ech, géife mer d'Doktorsarbecht, d'Re-

cherchesaarbecht fir Lëtzebuerg doudsicher verstärken. Dat ass also e Punkt, un deem mer effektiv schaffen. Dat war dat, wat ech dem Här Fayot wollt äntwerten.

Den Här Adam hat déi aner Fro opgeworf. Déi Éischt: Wär et net besser, d'Leit géife méi pedagogesch ausgebild ginn, an net nëmme Recherche maachen? Här Adam, d'Regierung, déi viregt Regierung hat dat virgesinn, andeems se gesot huet, et soll een net onbedéngt e Master a sengem Fach hunn, mä et soll een och kënnen e Master pédagogique hunn. Dat ass awer, mengen ech, och haaptsächlech vun de Proffegewerkschaften net gutt ugeholl ginn. An et ass hei op alle Fall an der Chamber och net ugeholl ginn, sou dass déi Fro eigentlech fir de Moment vum Dësch ass, muss ech emol esou soen.

(Interruption)

Déi aner Fro mat den technesche Beruffer, Mathematiker a Physiker: do wëll ech just soen,...

► **Une voix.**- Ass kee Proff hei?

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- ... dass et net nëmmen am Enseignement ass, wou een net genuch Leit huet, mä och am Privatsecteur sinn et der net genuch. Dat ass e Mangel insgesamt vu Leit, déi an d'Mathematik a Physik ginn. Sou dass et net esou ass, dass déi elo éischter an d'Betribler ginn, au contraire, au contraire! Well ech hu just an deenen Domänen der ëmmer erëm begéint, déi soen: „Mä wann ech kucken, wat ech als Fuerscher am Betrib verdéngen a wat ech dann herno am Enseignement verdéngen!“ Sou dass et oft awer do de Choix ass, fir manner d'Carrière ze kucken, mä fir ze kucken: Ginn ech léiwer an den Enseignement oder bleiwen ech léiwer an der Recherche? An et ass an der Recherche privée nach laang net ëmmer alles esou mat Carriären, souguer a Centre-de-recherche-publiques ass net ëmmer d'Carrière esou geregelt, wéi et beim Stat am Enseignement geregelt ass.

Nach eng Kéier: Den Haaptass, dass mer net genuch jonk Leit hunn, déi iwwerhaupt Physik a Mathé studéieren. Dat bleift nach...

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech wollt just soen, Här Minister, datt déi Leit vill Débouchéen hunn, déi déi Richtung ginn...

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo, jo, déi hu ganz vill Débouchéen, well et der net genuch gëtt. Et gëtt der weder genuch am Privatsecteur, nach gëtt et der genuch am Enseignement doranner. Do si mer eis...

► **Une voix.**- Mer sinn eis eens.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- ... eens. Dann...

► **Une voix.**- Déi si rare wéi wäiss Mais!

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Dann huet den Här Colombero gesot, ech hätt d'APSS hei net consultéiert. Den Här Bauler huet gesot, mir hätte kee Syndicat consultéiert. Mir hate gemengt, dat heite wär eppes, wou mer eppes géife maachen, wat jiddweree revendiquéiert huet. Ech wëll och soen, dass och keen - d'Gewerkschaft - mech elo ugeschriwwen huet, fir bei mech ze kommen. Selbstverständlech, wann ee gär bei mech kënt, kënt ee bei mech.

An Zukunft wäerte mer nach a Saache kommen, wou mer selbstverständlech - dat gehéiert zu enger Aarbechtsmethod, déi ech zënter Joer an Dag maachen, fir och ze consultéieren -, dat wäerte maachen. Mir hunn d'Berufskummer consultéiert. Nun ass et leider esou - mä dat huet d'Wahlarithmetik mat sech bruecht -, dass d'APSS net an der Berufskummer vertrueden ass, sou dass dann effektiv dat net gaangen ass.

Dat gesot, mengen ech, dass ech selbstverständlech ëmmer bereet sinn, ze diskutéieren. Nach eng Kéier wëll ech soen: Et huet awer bis elo keng Proffegewerkschaft mech als Héichschoulminister gefrot, fir bei mech ze kommen. Ech wäert dann, wat all déi nächst Reformen an den Héichschoulberäich ubelaangt, proaktiv op d'Gewerkschaften zougouen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Héichschoulminister. Den Här Hoffmann hätt nach eng Kéier gär d'Wuert.

► **Une voix.**- Ohh!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Net ohh! Ech mengen, et drängt sech awer eng wichteg Rectification oder Präzisioun op par rapport zu der pedagogescher Ausbildung vun de Proffen. Si maachen, wa se de Master hunn - respektiv den Ancien régime -, da maache se zwee an en halleft Joer Stage, déi zwee an en halleft Joer Stage, dat ass jo zu engem ganz groussen Deel pedagogesch bezunnen a praxisbezunnen Ausbildung, menger Meenung no nach méi mat ze vill Stress a mat ze vill Pseudotheorie verbonden, mä dat ass eng pedagogesch Ausbildung. Zwee an en halleft Joer! An dee musse se packen!

An da wär ech nawell frou, wa mer kéinten eng Kéier eng inhaltlech Evaluatioun kréie vun deem Travail de candidature. Well ech gleewe bis elo nach net drun, dass deen e grouse positiven Impakt hätt op d'Recherche zu Lëtzebuerg. Ech widderhuelen nach eng Kéier: D'Regierung soll sech iwwerleeën, ob se net e Proff während senger Berufscarrière, wann en dee Stress vum Stage eng Zäit laang hanteru sech huet, dann a Rechercheprojeten wëll abauen, déi dann ënner Ëmstänn eis méi géifen notze wéi dat do, wat ganz oft eng Pflichtarbecht ass, déi gemaach gëtt, well se muss gemaach ginn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wollt dem Här Minister och nach eng Fro stellen. E wor esou séier fort. Ass dat nach méiglech, Här President?

► **M. le Président.**- Jo, Äre mandatéierte Spriecher hätt dat jo kënnen maachen.

► **Plusieurs voix.**- Jo! Maja!

► **M. le Président.**- Ech mengen, duerfir ass e mandatéierte Spriecher am Prinzip do, Här Kartheiser, fir all Froen ze stellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Däerf ech d'Fro vläicht un den Här Minister virleeden, ob ech em däerf eng Fro stellen?

► **M. le Président.**- Ma stellt Är Fro, mä d'nächst Kéier sot Der Ärem mandatéierte Spriecher se, da kann dee se stellen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat maachen ech gär, Här President! Ech wollt awer den Här Minister froen, well en ass esou séier iwwert d'Wahlmodalitéiten do ewechgaangen, firwat d'APSS dann net vertrueden ass an de Berufskummeren. Do wollt ech en awer froen, ob e sech da bewusst ass, datt dat contestéiert ass, a wéi da seng Positioun zu deem Problem ass.

Merci.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo, Här President, also ech sinn net séier fortgaangen. Wéi et eriwuer war, sinn ech mech sëtze gaangen. Dofir stinn ech elo erëm op.

(Hilarité)

Dat ass kee Problem. Ech wëll lech just soen, dass déi Fro vum Här Kartheiser sech dann un de Fonction-publiques-Minister adresséiert, an dee weess selbstverständlech, dass dat aktuell Gesetz, wat déi Wahlarithmetik mat sech bréngt, vun der APSS contestéiert ass. Esou wäit ech weess, huet d'APSS och déi Recoursen do ageluecht. Et ass also net um Minister, fir dat elo ze kommentéieren. Dat ass awer elo dann nach eng Affär vun de Gerichter, an ier dass d'Gerichter gesprach hunn, ass et do net um Minister, fir zum Fong vun der Fro Stellung ze huelen.

► **M. le Président.**- Sou, domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruptions)

Also, d'Resultat vum Vote ass 60 Jo-Stëmmen. Domadder wär de Projet de loi 6201 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Jean-Paul Schaaf), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Scheuer), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer d'Diskussioun vum Projet de loi 6215 iwwert d'Personal am Secondaire a Secondaire technique. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Berger an Adam.

(Interruption)

A Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

3. 6215 - Projet de loi portant modification

1. de l'article 3, paragraphe a) de la loi du 27 mai 2010 portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant

1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;

2. des articles 42 et 46 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Här President, de Projet 6215 ännert d'Gesetz vum 27. Mee 2010 iwwert d'Personal am Secondaire grad wéi d'Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal vum der Grondschoul of. Dass mer dës zwee rezent Gesetzer elo schonns punktuell ëmännere mussen, huet mat dem Bologna-Prozess an der Diversitéit vum den Universitätsformatiounen fir d'Carrièren an der Schoul ze dinn.

Bekanntlech hunn d'Héichschoulministere vum 29 Länner am Joer 1999 beschloss, d'Héichschoulwiesen an Europa ze reforméieren. De sougenannte Bologna-Prozess huet déi zwee nei Diplomer geschaf, de Bachelor an de Master, an dorop en drëtten Zykel vu Fuerschung gesat, deen zum Doktorat féiert. D'Haaptzil vum der Neiuordnung ass et, d'Mobilitéit vum de Studenten a Proffe grad wéi vum Wëssen ze erméiglechen. Et gëtt Länner, déi hire System scho ganz op de Bologna-Prozess ëmgestallt hunn, anerer net.

Zu Lëtzebuerg huet d'Regierung am Oktober 2007 festgehalen, dass den Diplom vum Master Zougank zu de Carrières supérieures vum Enseignement secondaire, also den E7-Carrièrë gëtt, an de Bachelor zu deene vum E5. D'Gesetz vum 27. Mee 2010 huet dofir d'Base légale geschaf. An deem Gesetz war virgesinn, dass während enger Iwwergangszäit vum dräi Joer no Akraafttriede vum Gesetz, also bis Juni 2013, Leit mat Diplomer nom fréiere System hir Kandidatur fir an den Enseignement secondaire kéinte stellen.

Nu weist et sech, dass déi Iwwergangszäit ze kuerz ass a bis den 1. Januar 2017 verlängert muss ginn. D'Ursach dofir läit an den Développementer op den Unien. Besonnesch an Däitschland an an Eisträich, wou traditionell vill Lëtzebuurger studéieren, ass de System net bis Enn 2010, wéi virgesinn, ëmgestallt. Et gëtt nach hefteg zwëschent den Héichschoulen diskutéiert, ob dat iwwerhaupt soll gemaach ginn, sou dass virauszegesinn ass, dass och 2013 an duerno nach Diplomer nom traditionelle Regime ausgestallt ginn. Dofir déi Verlängerung bis 2017.

En anere Problem betrëfft d'Zäit, während där Diplomer vum Ancien régime, also viru Bologna, nach akzeptéiert ginn. An hirem Rapport vum deem Gesetz vum 27. Mee 2010 hat de Rapporteur vum der zoustänneger Erziehungskommissioun, onse Kollege Fernand Diederich, geschriwwen, ech zitieren, hie bericht: «Considérant qu'il s'agit d'une question de principe qui se pose pour l'ensemble des carrières supérieures de la fonction publique, elle», dat heescht d'Kommissioun, «estime que le Gouvernement devrait élaborer une solution globale pour régler le cas des détenteurs de diplômes antérieurs au processus de Bologne, qui aspirent à accéder aux carrières supérieures de la fonction publique.»

Dësem Wonsch gëtt mat dësem Gesetz fir d'Éducation nationale Rechnung gedroen, an zugläich och fir d'Fonction publique, wéi mer dat an der Kommissiounssitzung vum Vetrieder vum der Fonction publique gesot kruten. D'Fonction publique huet sech dofir mat der Éducation nationale ofgeschwat. Bekanntlech kann d'Fonction publique dat jo iwwer e Règlement grand-ducal maachen, während d'Éducation nationale dat iwwer e Gesetz maache muss.

De Prinzip ass also kloer: D'Diplomer „ancien régime“ kënnen bis 2017 ofgeschloss

ginn. Duerno gëtt et nëmme méi Diplomer vum neie Regime. All déi Diplomer, ob alen oder neie Regime, berechteen derzou, sech dem Concours fir d'Carrière supérieure am Enseignement oder an der Fonction publique ze stellen. Dat gëllt och no 2017 weider. Also bleiwen all Diplomer, ob „ancien régime“ oder „nouveau régime“, illimitéiert akzeptéiert.

Domat ass de Parallélisme vum den Zouloosungskritäre fir Professer a fir déi aner Carrières supérieures administratives et scientifiques hiergestallt - wat ons Kommissioun ausdrécklech gefrot hat, wat dat Zitat beleet, wat ech elo éinescht gelies hunn.

Wat den Enseignement fondamental ugeet - dat ass den zweeten Artikel vum deem Gesetz 6215 -, war am Personalgesetz vum 6. Februar 2009 am Artikel 46 eng Iwwergangszäit vum dräi Joer no Akraafttriede vum Gesetz virgesi ginn, während där een auslänneschen Unisdiplo „préparant à la profession d'instituteur“ unerkannt géif ginn. Vu dass d'Studië fir déi Diplomer an Däitschland véier bis fënnef Joer daueren, gëtt den Délai bis de 15. September 2014 verlängert, well déi dräi Joer, déi virgesi waren, deene Studenten, déi zum Beispill 2009 déi Etüden ugefaangen hunn, net duergaange wäeren.

Zusätzlech dozou gëtt den Ënnerschied zwëschent Diplomer vum Certificat d'études pédagogiques, déi vum 1994/95 un délivréiert goufen, an den Diplomer, déi am Ausland délivréiert goufen, abrogéiert. De Certificat d'études pédagogiques war deemno illimitéiert akzeptéiert, déi vum Ausland nëmme bis 2012. Dësen Ënnerschied gëtt ofgeschaf, an all Diplomer ginn och weiderhin illimitéiert akzeptéiert.

Och gëtt déi Iwwergangsperiod vum zéng Joer ofgeschaf, déi am Artikel 42 vum Personalgesetz vum 2009 enthalte war fir Diplomer wéi de BAP vum IP oder den CEP vum ISERP. All déi Diplomer bleiwen also gültig, fir sech dem Examen-concours ze stellen.

Mat dësem Gesetz bleift also all Diplom souwuel am Fondamental wéi am Secondaire gültig. Eng Measure, déi also och an der Fonction publique gëllt an déi et erlaabt, all deenen, déi eng Kéier Diplomer fir den Enseignement oder och fir aner Carrièrë krut hunn, d'Dieren opzeloossen.

Dat ass den Inhalt vum deem Projet. Ech wëll derbäisoen, dass d'LSAP-Fraktioun selbstverständlech dëse Projet de loi och matdréit.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. An als éischte Riedner ass den honorablen Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Emile Eicher (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass éischer d'Ausnahm, dat mir als Chamber Gesetzer erëm ännere ginn, déi mir eréischt kierzlech gestëmmt haten.

(Interruptions diverses)

Mä wéi bei allem, wat nei ass, entdeckt een no enger Zäitchen, dat an der Praxis Situatiounen opdauchen, déi nei Léisunge verlaangen.

An dësem Gesetz ginn d'Iwwergangsbestëmmunge fir den Zougank zum Beruff vum Enseignant geännert, andeems eng Partie ganz spezifesch Punkten ugepasst ginn, fir der Realitéit um Terrain Rechnung ze droen. Dat gëllt virun allem fir lëtzebuergesch Studenten, déi a Länner studéieren, déi de Bologna-Prozess nach net komplett ëmgesat hunn oder nach amgaange sinn ëmzesetzen. Et ass virauser vum Däitschland an Eisträich Rieds gaangen. Si sollen d'Méiglechkeet behalen, fir nom Enn vum hirem Studium hei zu Lëtzebuerg kënnen Professer respektiv Schoulmeeschter ze ginn.

Ech ginn elo net an den Detail a vun deem, wat duerch dëse Gesetzesprojet geännert gëtt. Dat huet den Här Rapporteur jo schonn ausféierlech a ganz prezis gemaach, an dofir soen ech him och e grouse Merci.

D'CSV-Fraktioun begréisst et, dat d'Regierung d'Décsioun geholl huet, fir d'Dé-

laien, déi an deene verschiddenen Iwwergangsbestëmmunge festgehalen woren, der Realitéit unzepassen. Ganz besonnesch begréisst mir, dat eng Bestëmmung geännert gëtt, bei där mir d'lescht Joer scho kloer an däitlech gesot haten, dat mir mat dëser net honnertprozenteg zefridde wäeren, an där - ech erënneren drun - och déi parlamentaresch Éducatiounskommissioun deemools nëmme ënner Virbehalt zougestëmmt huet.

Ech schwätzen hei vun där Dispositioun, déi seet, dat all déi Kandidate fir de Proffconcours, déi d'Konditiounen vum där aler Gesetzgebung nach erfëllt hunn, sech nach just während dräi Joer, nodeems dat neit Gesetz a Kraaft getrueden ass, fir de Concours melle kënnen. Duerno hätte si dann d'Admissiounskritäre vum där neier Gesetzgebung respektéiere missen.

Am Kloertext heescht dat, dat jiddwieren, dee virum Bologna-Prozess studéiert huet an enges Dags wëlles hätt, fir Proff an engem Lycée ze ginn, dat net méi no engem Délai vum dräi Joer hätt kënnen maachen. An dat aus deem einfache Grund, well seng Diplomer nom Bologna-Prozess net méi duerginn.

Bei dem Débat virum Vote vum Gesetz vum 27. Mee 2010 hat sech d'CSV-Fraktioun schonn d'Fro gestallt, ob de Stat a speziell eise Schoulsystem et sech erlabe kann, Leit, déi zum Beispill aus dem Privatsecteur an den Enseignement wiessele wëllen, einfach esou de Wee ze verspären. Mir woren dunn a sinn och haut nach der Meinung, dat et eisem Schoulsystem grad gutt géif doen, wa méi Enseignanten eng laang ausserschoulesch beruflech Erfahrung matbréngen kënnen.

Déi zoustänneg Kommissioun wor sech dëser Problematik och voll bewosst an hat deemools déi aktuell Iwwergangsdispositioun just op Wonsch vum Statsrot an de Gesetzesprojet integréiert, well déi héich Kierperschaft sech energiesch géint déi initial Dispositioun gewiert hat, déi deemools scho virgesinn hat, dat all déi-jéineg, déi hir Diplomer virum 31. Dezember 2012 gemaach hunn, och an Zukunft fir de Proffconcours kënnen matmaachen.

D'Éducatiounskommissioun hat dem Statsrot allerdéngs just noginn, well de Problem vum den Diplomer, déi virum Bologna-Prozess gemaach goufen, net just de Proffconcours, mä am grouse Ganzen den Accès zu de Carrières supérieures beim Stat betrëfft, an deemno esou séier wéi méiglech eng global Léisung misst fonnt ginn, fir datt de Stat och an Zukunft fir erfahren a kompetent Leit aus dem Privatsecteur oppe bleift.

Déi Léisung ass elo vum der Regierung fonnt ginn a gesäit esou aus, datt och an Zukunft d'Carrière vum Stat fir déi Leit opbleift, déi hiren Diplom nach no deem alen Héichschoulregime ofgeschloss hunn. Domadder si mer erëm op eis Case de départ zrëckkomm, wou mer d'lescht Joer scho wollten higoen.

Här President, dat gesot, ginn ech den Accord vum der CSV-Fraktioun zum Gesetzesprojet 6215 a soen alle Matbedeelte Merci fir hir Zesummenarbecht.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Eicher. An als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech wëilt och direkt dem Rapporteur Merci soen. En huet e kuerzen, awer e ganz pertinent Rapport gemaach, souwuel schrëftlech wéi mëndlech. Ech wëilt duerfir nëmme e puer kleng Remarque maachen zu deem Sujet. Wann een deen e bësse vläicht salopp ëmschreift, kéint ee soen, mir versichen hei, de Verfallsdatum vum den Diplomer e bëssechen ze verlängeren. An et geet jo hei besonnesch ëm déi Leit, déi wëllen e Posten am Enseignement beim Stat brigüieren, souwuel am Secondaire wéi am Primaire.

Mir wësse jo - ech mengen, datt d'Ursache schonn erkläert si ginn -, datt et trotz



Bologna-Prozess an Europa awer nach ëmmer Formatiounen, Unisdiplomer gëtt, déi net komplett an dee System erapassen. E System, deen awer hei zu Lëtzebuerg elo eis „guideline“ ass. Och an der Grondschoul gëtt et nach verschidde Formatiounen, ënner anerem an Däitschland och, wou Studenten - verschiddener op alle Fall - och nach en cours de formation sinn. Déi kéinte sech also och eventuell dann net fir de Concours, fir beim Stat kënnen ze schaffen, mellen.

Et kéint een och, mir haten dat an der Kommissioun gesot, hei zum Deel, och wa mer dat elo hei redresséieren, och am Sënn géint eng Diskriminatioun vun eelere Leit carrément schwätzen, déi fréier en Diplom gemaach hunn an déi jo awer och nach - besonnesch, wann haut och Diskussiounen si vun engem méi schwéieren Aarbechtsmaart - d'Chance misste kënnen kréien, fir sech dann zum Beispill beim Stat fir e Concours ze mellen.

Mir haten all déi Diskussiounen iergendwéi schonn e bësse bei der Preparatioun vun deem Gesetz an der Kommissioun. Doru wëll ech awer erënneren. Mir haten op déi Problematik higewisen. Ënner anerem hat ech och bei dem Gesetz vun der Grondschoul drop higewisen, dass ee soll oppassen an net déi Leit, déi en Diplom hu vu virun 1993, déi och scho carrément Schoul gehalen hunn eng Zäit, dann awer vläicht duerch hir Liewensplanung e puer Joer opgehale hunn, fir zum Beispill Kanner grousszeieren, dass een déi awer net kann doduerch strofen, dass déi dann iergendeng kéier net méi kéinten zréck an den Enseignement kommen. Ech hat dat deemools monéiert. Et ass zum Deel deemools berücksichtegt ginn, well dunn „zéng Joer“ drageschriwwen ginn ass. Mä dat huet awer nach net all Fäll ofgedeckt. An haut muss mer also dann awer nei légiféieren, fir dat dann ze redresséieren.

Ech fannen, et wier besser gewiescht, mir hätten et awer och beim anere Gesetz direkt esou drageschriwwen, fir dass mer net all kéiers missten no e puer Méint oder no e puer Joer dann erëm zréck mat esou Projeten an d'Chamber kommen.

Et schéngt mer awer och, dass et e bësse méi symptomatesch ass fir Projeten aus der Éducation nationale, wou mer eis ganz oft net genuch Zäit loosse, fir d'Gesetzter dann uerdentlech ze stëmmen, fir dass se dann herno an der Praxis - fir et emol esou ze soen - den Elchtest packen.

Mä, d'Madame Ministesch wäert sech schonn denken,...

(Interruption)

...dass ech an der Heure d'actualité nach eng kéier méi en détail op déi Saachen dann zréckkomme wäert.

(Hilarité)

Dat gesot, wëll ech awer dann den Accord vu menger Fraktioun zu dese Bestëmmungen abréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt Merci dem President-Rapporteur vun der Kommissioun, dee wéi ëmmer eng gutt Aarbecht gemaach huet. Mä ech fannen, dass dese schrëftleche Rapport exzellent d'Nuancen an d'Detailer vun deem ganze Wee, besonnesch vum Gesetz vum 27. Mee 2010, bis bei d'Gesetz vun haut, mat deem mer dat nach neit Gesetz schonn erëm änneren, retracéiert. Ech fannen et en exzellente Rapport. Ech hat dat och an der Kommissioun gesot.

Wéi scho vu menge Virriedner gesot, geet et hei ëm zwee Punkten: d'Verlängerung vun den Iwwergangsmessuren, engersäits bei de Proffen an anersäits bei de Schoulmeeschteren a Léierinnen.

Zu de Proffen: Ech hat am Débat zu deem Gesetz, wat mer haut änneren a wou den honorabele Fernand Diederich Rapporteur

war - wann ech mech richteg erënneren - vun der sozialistescher Partei, hei an der Chamber Folgendes gesot: „An der éischter Versioun vum Gesetz...“, also deem vum 27. Mee 2010, „...stoung, dass déi Leit, déi hir Diplomer nach no der aler Studienuerdnung kritt hunn, nach ëmmer admissibel wiere fir den Examen-concours. Déi eenzeg Konditioun war, dass si hir Diplomer virum 31. Dezember 2012 kritt hunn. Mir hunn dat korrekt fonnt. Dat hätt nämlech bedeit, dass een och nach ëmmer ka Proff ginn, wann een eng Zäit laang an engem anere Beruff geschafft huet. Ganz konkret heescht dat, dass, wann een zum Beispill Économie studéiert huet a fënnf oder zéng Joer op enger Bank geschafft huet, dass een dann nach ëmmer kann eng Demande maachen, fir an de Proffestage ze kommen. Wat jo net heescht, dass een automatesch uegell ass oder säi Stage packt. Mir haten dat gutt fonnt. Mir hunn dat als Zeeche vu Flexibilitéit gesinn an als eventuell Beräicherung fir d'Schoul. Mir haten duerfir och net dem Statsrot seng Argumentatioun kënnen gutt-heeschen. An dat war och deemools keng Opposition formelle, a mir sinn net averstane mat der Mesure transitoire, wéi se elo am Artikel 3 zréckbehalen ginn ass.“

Also, ech schwätzen aus der Ried, déi ech virun aacht Méint hei zu deem éischte Gesetz gehalen hunn.

„Déi Kandidaten, déi kee Bologna-konformen Diplom kritt hunn, d'äerfe sech nach just dräi Joer laang nom Akraafttriede vun deem Gesetz zum Examen-concours presentéieren.“

Mir hunn dat deemools nach méi restriktiv fonnt, wéi iwwerhaupt vum Statsrot gefrot. Deen hat jo nëmme vu fënnf Joer geschwat. Mir hu gemengt, dass dat eng willkürlech Aschränkung wier, déi net am Interesse vun der Schoul an net am Interesse vun den eventuell Concernéierten ass.

Haut proposéiere mer dann elo déi Ännerungen, déi eis schonn d'lescht Joer net gepasst haten, a mir proposéieren, dass dann haut a mat deem Gesetz esou ëmzeännere, wéi et eis schonn d'lescht Joer gepasst hätt. Mir gi souguer nach e bësse méi wäit wéi deemools: Mir loosse déi Net-Bologna-Diplomer gellen, wa se spéitstens bis 2017 ausgestallt gi sinn.

Mä eigentlech mécht souguer emol esou eng Aschränkung kee Sënn: Wann de Bologna-Prozess an d'Studienuerdnunge sech allgemeng duerchsetzen, da verschwannen déi al Diplomer jo vum selwen. Da kritt jo kee Student méi een Diplom ausgestallt, deen net de Bologna-Kritären entsprécht. Wann de Bologna-Prozess sech allerdéngs net esou schnell a komplett duerchsetzt, wéi mir Lëtzebuerg Muster-Bologna-Schüler eis dat virstellen, da kréie mer eventuell erëm e Problem.

Mä wie kuckt scho vun der Regierungsbänk bis iwwert d'Joer 2017 eraus?

► **Une voix.** - 14!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Jo..., mä ëmmerhin, mir hunn hei eng däitlech Verbesserung vis-à-vis vum ale Gesetz - nujee, aalt Gesetz ass an deem Fall relativ - a mir kënnen déi Verbesserung matdroen, an duerfir wäerte mer och eisen Accord zu deem soen.

E puer Wuert och nach zu dem Léierpersonal vum Enseignement fondamental. Jo, mir haten deemools d'Studente vergiess, déi an Däitschland fir Schoulmeeschter oder Léierin studéieren. Et ass jo och erstaunlech, dass et Leit gëtt, déi dat maachen, well de Studium do eigentlech méi laang ass. Franséischkenntnesser mussen déi Leit jo och an den Examens préliminaires beweisen, an zu St. Vith schwätze se schliesslech och Däitsch. Mir fannen et korrekt, och dese Studenten a Studentinnen et ze erméiglechen, dee Studium, dee se ugefaangen hunn, fäerdeg ze maachen an ënner normale Konditiounen an den Examen-concours ze goen.

Trotzdem froe mer eis, ob mer hei net amgaange sinn, komplett an déi verkéiert Richtung ze fueren. Mir passen eis Législatioun der Tatsaach un, dass et a praktesch alle Länner vun der Welt eng Formatioun gëtt fir Leit, déi mat klenger Kanner schaffen, a fir Leit, déi mat Primärschoulkanner schaffen. Et gëtt Spillschoulen a Primärschoulen an Europa an och deementsprechend verschidde Formatiounen.

Eigentlech setze mer elo hei zu Lëtzebuerg dem Rescht vun der Welt en Ultimatum: Passt Är Studienuerdnung dem neie Lëtzebuerg Schoulsystem un, soss bilde mir eis Leit an Zukunft selwer aus! Dat suergt eventuell zu Baaschtnech an zu St. Vith fir eng gewëssen Onrou, mä awer net doriwier eraus.

Mir sinn der Meinung, dass et héich Zäit gëtt, och emol ee Bilan ze zéien iwwert d'Formatioun vum Léierpersonal op der Uni Lëtzebuerg, an dass mer onbedéngt mussen hannerfroen, ob déi Décisioun, fir déi fléissend Iwwergäng, wéi se an der Entwécklungspsychologie tëschent dem klenger Kand an dem Schoulkand beschriwwen ginn, esou wéineg an der Grondausbildung ze berücksichtegen...

Och fir dës Fro nozegoen, hu mir haut als gréng Fraktioun den Débat d'orientation uegof, vun deem ech lech scho bei deem viregte Gesetz geschwat hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. An als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eise Rapporteur, den honorabelen Här Ben Fayot, huet sech ganz vill Méi ginn, fir eis ze erklären, firwat déi Modifikatiounen an de Rekrutementsdispositiounen iwwert d'Héichschouldiplomer néideg sinn. En huet méi Transparenz an eng komplizéiert Matière bruecht, an dofir soe mir him Merci. D'ADR gëtt och hiren Accord fir d'Gesetz.

Prinzipiell muss mer awer feststellen, dass den Duerjerne bei den Diplomer an de Rekrutierungsdispositiounen u sech drop zréckzeféieren ass, dass d'Europäesch Unioun a Beräicher harmoniséiert, wou se iwwerhaupt net misst harmoniséieren. Et wär jo duergaangen, fir eng géigesäiteg Unerkennung vun den Héichschouldiplomer duerchzusetzen a soss déi national Souveränitéit an deem Beräich a vollem Émfang ze respektéieren.

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Fayot lech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Awer selbstverständlech, gär!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här Kartheiser, ech hunn et net gesot - ech hat et zwar schrëftlech opgeschriwwen -, mä et ass kloer: Dee Bologna-Prozess huet näischt mat der Europäescher Unioun ze dinn. Dat sinn 29 Länner, déi ënner sech intergouvernemental dat do mat den Unien ausgeschafft hunn. Dat wollt ech kloerstellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ganz gär.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - A souwisou hutt Der Recht, dass d'Europäesch Unioun keng Kompetenz doranner huet.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass de Punkt, vun deem ech wollt soen, ech huelen dee Punkt gär an ech korrigéiere mech, Här Fayot. Ee Punkt fir lech! Mä trotzdeem: D'Harmoniséierung an deem dote Beräich wär net néideg gewiescht. An dobäi bleiwen ech!

Nämlech d'universitär an d'Héichschoulformatiounen si Beräicher, wou all Land seng Traditioun a seng Kultur huet, an et ass net anzegesinn, firwat dat huet missen harmoniséiert ginn. D'Mobilitéit vun de Studenten ass et jo och scho fréier ginn, meeschtens op Décisiounen vun den eenzelnen Universitéiten, an dat huet och esou ganz gutt fonctionnéiert.

Déi ëmmer méi massiv Kritik géint déi Bologna-Harmoniséierung virun allem an Däitschland an an Eisträich ass ze verstoen, well d'Bildung gëtt ewell kompriméiert a kommerzialiséiert, bis eran an d'Terminologie. Wéi kann een nëmme Bildung a sougenannte Kreditter moossen, wéi dat haut gemaach gëtt? Hätte mir d'Souveränitéit vun de Staten an deem dote Beräich respektéiert, wär et iwwerhaupt net zu deem Duerjerne komm. A scho guer net hei zu Lëtzebuerg, well mir jo déi auslännesch Diplomer ëmmer respektéiert an unerkannt hunn.

D'ADR huet déi Positioun vertrueden, dass mir keng Limiten d'äerfen hunn, wat d'Un-

erkennung vun deene fréieren Diplomer ugeet. Wien en Diplom huet, deen huet och Zougank zu deene respektiven Examen fir déi verschidden universitär Carriären, egal vu wéini deen Diplom ass.

Et ass net un eis, fir iergendengem a posteriori de Wäert vu sengem Diplom ofz'erkennen, wann deen hei an der Vergaangenheet um Registre des diplômes enregistriert gouf. Alles anescht ass och eng Form vun Altersdiskriminierung, géint déi mir eis wieren. Et gehéiert zum Versteedemech vum classesche Bildungsbegrëff, dass een, deen en Diplom huet, vu sech aus derfir suergt, dass säi Wëssen aktuell bleift.

Dat gesot, gi mir, wéi gesot, och den Accord vun der ADR.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. An elo huet d'Wuert d'Unterrechtsministerin, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Ech wëllt direkt hei soen, dass ech et am Prinzip net gutt fannen, wann e Gesetz oder Gesetzter mussen a relativ kuerzer Zäit erëm ofgeännert ginn, dass ech et awer an deem Fall gutt fannen, dass mer d'Gesetzter änneren, well et awer - fir mech jiddefalls - eng Verbesserung bréngt fir all déi Leit, déi vun de Gesetzter concernéiert sinn.

Et geet éischters ëm d'Gesetz vum Personal vun der Grondschoul, wou jo d'Gesetz vun 2009 festgehalen huet, dass déi Leit, déi an der Formatioun wäeren, fir Léierin, Schoulmeeschter ze ginn, nach e Sputt vun dräi Joer hätten, fir sech dem Concours ze stellen. Knapps war d'Gesetz gestëmmt, hunn déi éischt Studente sech gemellt, déi gesot hunn: „Mir sinn awer an Däitschland amgaang ze studéieren, an do brauch een net dräi Joer, fir mam Studium fäerdeg ze ginn, mä véier an eventuell fënnf.“

Deenen hätte mer dann den Accès zum Schoulmeeschtesberuff net kënnen erméiglechen, wa mer d'Gesetz elo net géifen änneren. Dat ass et, wat d'Grondschulgesetz ubelaangt. Dat, wëll ech soen, huet och näischt mam Bologna-Prozess ze dinn, well jo déi Formatioun vum Schoulmeeschter net ënner déi Dispositiounen fält.

Da komme mer zum Gesetz vum 2010, wou mer de Bologna-Prozess zu Lëtzebuerg fir den Enseignement ëmgesat hunn. Alles, wat also d'Proffen, d'Professere vum Secondaire ugeet, do hu mir als Éducation missen e Gesetz maachen. D'Fonction publique konnt dat iwwer Règlement grand-ducal ëmsetzen. Do ware mer an intensiven Diskussiounen.

Mir sinn och - muss ech awer soen - jorelaang mat Froe gedréckt ginn, well déi Leit, déi Studenten, déi op d'Uni gaange sinn, déi hunn eis jo ëmmer gefrot: „Mat wéi engem Diplom muss mer dann elo erëmkommen? Musse mer e Bachelor hunn? Musse mer e Master hunn?“

Dat war also eng permanent Demande, déi un de Ministère gestallt ginn ass. An dofir hu mer gesot: „Et gëtt Zäit, dass mer elo mat engem Gesetz erauskommen, dass d'Studenten, déi sech engagéieren a Studien, wëssen, wéi een Diplom se mussen upeilen, wa se op d'Uni ginn.“

Dofir wollt ech och just ënner Klammere soen, dass een elo kann de Bologna-Prozess kritiséieren. Ech denken, fir e Land wéi Lëtzebuerg, deem seng Jonk an all Länner studéiere ginn an déi ëmmer mussen erëmkommen a wou mir mussen eng Unerkennung dovunner ausschwätzen, ass dat am Prinzip eng Vereinfachung, well dat eis de Verglach tëschent de Formatiounen vill méi einfach mécht a mer méi gerecht kënnen si par rapport zu de Studenten, déi an all Länner ginn.

Dunn hu mer dann dat Gesetz gestëmmt, oder d'Chamber huet dat Gesetz 2010 gestëmmt, an do hate mer dann an eisem Optimismus..., dat sinn déi Échoen, déi mer aus der Welt kruten, do ass gesot ginn: „Majo, bis 2013 hunn all d'Länner de Bologna-Prozess ëmgesat, an da kënnen mer vun all de Studenten deen een Diplom do verlaangen.“

Deen Optimismus huet sech als e bëssen iwwerdriwwen erausgestallt. Knapps war d'Gesetz gestëmmt, du hu mer gemellt kritt: „Ah neen, Däitschland an Éisträich, déi sinn nach net esou wäit an déi hunn de Bologna-Prozess net ëmgesat.“ Mir si jo awer drop ugewisen, wa mer Däitschprofesseren hunn, dass se entweder an Däitschland oder an Éisträich studéiere ginn. Also mussen mir erëm eist Gesetz änneren a soen: „Mir verlängeren deen Délai bis 2017.“

Ech ginn zou, och dat ass eng optimistesche Schätzung, well ech kann lech haut net soen, ob Däitschland oder Éisträich bis 2017 Bologna ëmgesat hunn. Ech mengen awer, dass dat fir eis Studenten... An dorëm geet et jo! Et geet eis jo net drëm, deen anere Länner virzeschreien, wat se solle maachen, mä et geet drëm, eise Studenten eng Sécherheet ze ginn, dass se kënnen studéiere goen a sécher sinn, dass mir déi Diplomer herno unerkennen.

Dat ass, firwat mer d'Gesetz esou séier mussen änneren. Ech muss awer soen, dat gutt un där Ännerung, dat ass, dass mer elo kënnen op eng Proposition zréckkommen, déi ech an där éischter Proposition de loi gemaach hunn, dem éischte Projet de loi, deen ech agereecht hunn. Do hat ech eigentlech virgesinn, dass all „al Diplomer“ - ënner Guillemets -, also all Diplom, deen ee virun deem Datum kritt hätt, ëmmer valabel wär, fir sech dem Concours ze stellen.

Well mir hätte jo gär, dass d'Leit solle mobil sinn. Mir sinn interesséiert, Leit ze hunn, déi schon eventuell eng Berufserfahrung am Privatsektor haten, dass déi kënnen eriwwerkommen. Also mussen mer deenen hir Diplomer och unerkennen; och nom Joer 2013, wat den Enseignement fondamental ugeet, oder no 2017, wat de Postprimaire ugeet.

Déi Optioun ass eis awer deemools vu ville Leit kritiséiert ginn, notament vum Conseil d'État. A vu dass mer probéieren, ëmmer e Kompromëss ze fannen tëschent den Institutionen, hu mer eis dynn deem Avis do ralliéiert vum Conseil d'État. A vu dass ech awer ganz hartnäckeg sinn, hunn ech geduecht: „Wa mer elo d'Gesetz schon erëm mussen änneren, da bréngen mer déi Dispositioun do och dran.“

Dës Kéier ass et mer da réusséiert, an dofir fannen ech, dass mer elo eng Verbesserung vun deene Gesetzer hunn. Dofir freeën ech mech och - an ech soen lech alleguerte Merci - fir dee breede Konsens, dee mer hei fannen. Domat erlabe mer also de Leit, déi en Diplom hunn, dee schon „méi al“ ass - ënner Guillemets -, dass se awer an Zukunft nach Perspektiven hunn, fir kënnen an den Enseignement eranzekommen.

Ech wëll ëmmer soen, dass déi Leit jo mussen de Concours packen.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Jo.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Dat heescht, et kënnt een net mat engem Diplom eran, mä et muss ee sech engem Concours stellen. A wann een dee réusséiert, da kann een erakommen.

Ee Wuert wollt ech nach soen zum Här Adam senger Demande, fir e Bilan ze maachen iwwert d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren op der Uni Lëtzebuerg. Ech mengen, dass dat berechtigt ass an dass mer dat och solle froen. A wann ech dat da gesot hunn, wëll ech nach dem Rapporteur, dem Här Ben Fayot, villmools Merci soe fir säi Rapport, an all menge Virriedner. An ech soe Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Mä, Här President, den Här Hoffmann wëllt awer eng Fro stellen.

► **M. le Président**.- Här Hoffmann, un lech.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Ech wollt nach eng Kéier nohaken, well ech bei der Lecture vum Gesetz net sécher war. No deem, wat Der elo gesot hutt, ass also elo kloer, wann een am Joer 2020 kënnt mat enger Maîtrise oder mat engem Magister oder wat och ëmmer vun ech weess net wéini, deen eng Zäit laang...

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la For-*

mation professionnelle.- Kommt, mir soen emol e gudd Joergang, wat weess ech...

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- E gudd Joergang.

...an engem anere Beruff war, dee brauch keng aner Konditioun ze erfüllen, wéi sech dem Concours ze stellen.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Jo.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Ass dat absolut kloer, well...?

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Absolut, jo!

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Okay! Jo, mir waren eis net grad sécher.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Dofir sinn ech frou, dass ech erëm ka mat där Proposition kommen. Ech wëll dann och soen, dass déi Dispositioun do dann och iwwer Règlement grand-ducal fir d'ganz Fonction publique ëmgesat gëtt. Dat zielt dann also net nëmme fir den Enseignement, mä fir jiddwereen, dee wëllt de Concours beim Stat maachen. Mä de Rescht vun der Fonction publique brauch dat net iwwer Gesetz ze maachen, mä kann et iwwer Règlement grand-ducal maachen.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci der Madame Ministesch. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6215 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Mill Majerus), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Chargés d'éducation ugefrot. D'Riedezäit ass wéi ëmmer nom Artikel 84, Alinea 2 vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fënnf Minutten, de Sensibilitéit politiquen zwoou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Fayot, Adam, Kartheiser an Hoffmann. D'Wuert

huet elo den honorabelen Här Eugène Berger als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'engagement et de la formation des chargés d'éducation

Exposé

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Här President, den Enseignement kënnt net zur Rou, net nëmme haut de Mëtteg hei an der Chamber, mä och dobaussen um Terrain. Dat ass net gutt fir d'Klima an der Schoul. Dat ass och net gutt, fir déi wichteg Acteuren ze motivéieren, fir un an an der Schoul matzeschaffen, well et si jo d'Enseignanten - an do schléissen ech se alleguerten dran an, alleguerten, déi d'Coursen halen -, déi ee vun den Haaptacteuren, wann net den Haaptacteur sinn, fir datt d'Schoul ka fonctionnéieren a sech weiterentwéckelen.

Ech hat dës Aktualitéitsstonn scho virun zwoou, dräi Wochen ugefrot. Mëtterweil hu mer an de leschten Deeg eng Rei Kommentaren oder Stellungnahmen héieren, gelies. Et ass also vläicht net méi gradesou aktuell, mä trotzdem mengen ech, datt et awer gutt ass, datt mer dat hei haut de Mëtteg an der Chamber nach eng Kéier diskutéieren.

Et ass och vläicht de Problem, datt mer net all Woch Chamber hunn, d'Chamber tagt net esou oft. Et wier awer vläicht heiansdo sénnvoll. Et kéint ee praktesch all Woch wéinstens een Nomëtteg fir Heure-d'actualité gebrauchen, well et ass jo och esou, datt d'Regierung oder d'Majoritéit keng Geleeënheet verpasst, fir iergendee kontroversen oder bâcléierten Dossier op den Ordre du jour ze bréngen.

Ech wëll awer soen, datt et net onbedéngt d'Moutarde après dîner hei haut de Mëtteg ass, well et awer gutt ass, datt mer och hei am héijen Haus, an der Chamber, de Point kënnen maachen an datt d'Ministesch och hei kann da Ried an Äntwert stoen zu verschiddene Froen. De Sujet bleift aktuell.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz déi puer kruzial Punkten aus der rezenter Problematik vun de Chargéen - ech soen elo einfach Chargéen - skizzéieren. Et geet jo besonnesch ëm d'Formation continue vun de Chargés de cours. Déi wëllen en CDI, also e Contrat à durée indéterminée, kréien. Mat der Weiterbildung - dat ass jo ee vun de Knackpunkten - kann een u sech och d'accord sinn. Mir waren dat an der Kommissioun. All Spriecher war domadder d'accord. Ech mengen och, d'Chargéen stellen dat u sech net a Fro. Et ass méi déi Aart a Weis, wéi déi Formatioun elo vu Ministère-Säit aus préparéiert ginn ass a wéi se elo wierklech iwwert de Knéi gebrach ëmgesat gëtt.

Ënner anerem goufen déi concernéiert Leit kuerzfristeg iwwert d'Detailer Enn Dezember per Mail informéiert, och net jiddwereen anscheinend, fir dann zum Beispill direkt Ufank Januar sollen an déi éischt Coursé vun der Formation continue mussen ze goen. Dat ass eng Aart a Weis, wéi een net mat de Leit fiert. D'Informationspolitik vum Ministère war do wierklech schlecht, fir net wéi aner Leit ze soen: carrément catastrophal.

E weidere Punkt ass deen, datt d'Chargéen an hirer kontraktueller Congészäit en Deel vun der obligatorescher Formatioun solle maachen, well déi Congéen, déi se hunn, stinn an hirem Kontrakt dran, wat jo eigentlech contraire ass zu de Bestëmmungen vum allgemengen Aarbechtsrecht hei zu Lëtzebuerg.

Bon, och dann en anere Punkt, dat sinn d'Direkteren, déi eigentlech déi Formatioun solle patronnéieren oder mathélefen, fir se ëmzesetzen. Déi waren och zum Deel net informéiert oder schlecht informéiert. Bon, eng Informationsversammlung gouf jo duerfir och ufanks Januar schnell fir d'Chargéen organiséiert, wou ee muss soen, wann een déi Échoen héieren huet, wou d'Beamten - ech wëll déi elo awer net un de Pranger stellen -, mä wou d'Beamten vum Ministère aus sichtlech iwwerfuert waren an och net alleguerten d'Fro konnte beäntwerten.

En anere Punkt ass deen, datt déi Formatioun continue fir eng Rei Chargéen och zu

enger ganz schlechter Zäit fält, well déi dann nieft dem Schoulhalen, nieft der Preparatioun vun de Coursen och nach wëllen déi zweet Sessioun vum Concours préparéieren. Wann een dann also och nach déi Weiterbildung weider derbäikritt, da sinn dat wierklech eng ganz Rei Aufgaben, eng ganz Rei Tächen, déi praktesch net méi an engem normalen Dagesoflaf, wann een och nach Famill oder soss eppes huet, ze bewältege sinn. Dat ass wierklech e ganz groussen zäitliche Opwand.

Duerfir wollt ech fir d'Éischt emol froen, wat d'Madame Ministesch wëllt maachen, fir déi Formation continue elo zäitlech a vum Oflaf hier - an och da relativ schnell, net d'nächst Joer oder d'iwwernächst Joer, mä dëst Joer nach - besser ze organiséieren, an ob se sech do dann och déi verschidde Reklamatiounen zu Häerz hëlt.

En anere Punkt, deen opgeworf ginn ass, ass deen, firwat bei dëser Formatioun keen Tutorat virgesinn ass. Ech mengen, besonnesch fir déi Leit, déi am Ufank vun hirem Schoulhale stinn, wier dat eng gutt Saach. Dat kéint wierklech och eng wäertvoll Hëllef sinn an hirer Formation continue, déi se eigentlech och praktesch all Dag um Terrain maachen, wa se Schoul halen.

E weidere Punkt, deen de Leit vill Suerge mécht, ass den Émstand, datt se en Examen ofzeleeën hunn; op där enger Säit en Test iwwert d'Législatioun, an en Dossier mussen se och presentéieren. An deen Dossier an deen Examen, déi kënnen direkt éliminatoire sinn. Dat heescht, do gëtt et keng Méiglechkeet, en Noexamen ze kréien oder eppes kënnen nozehuelen oder nozerepresentéieren.

Esou en Ausrutscher ka jiddwerengem emol virkommen. Deen ass dann definitiv an dann ass een definitiv aus dem Enseignement eraus an et kritt een dann och emol kee Chômage bezuelt, well ee jo och kee Contrat à durée indéterminée hat. Dat setzt dann d'Chargéen ënner e ganz groussen Drock.

Bon, hei sinn der derbäi, déi hunn awer Famill, déi maachen dat scho jorelaang. Déi hu Kanner, déi sti mëtten am Liewen an déi riskéieren da praktesch vun haut op muer op der Strooss ze sëtzen, wa se eventuell do géifen eppes net packen. Iwwerall an der Schoul hu mer jo awer Méiglechkeeten, datt ee ka bei engem Examen kompenséieren oder en Noexamen hunn oder emol eppes nohuelen, firwat dann net hei bei de Chargéen, Madame Minister?

Da gëtt et nach aner Detailfroen, zum Beispill: Wann een dee Législatiounstest als Chargé gepackt huet, kann een deen dann herno och als Dispens huelen, zum Beispill beim Proffe-Stage?

(Interruption)

Madame Minister, Dir hutt jo herno Zäit, fir dann hei alles kënnen ze erklären.

Et gëtt och Stëmmen, déi soen, datt déi juristesche Situatioun, besonnesch fir Chargéen, déi virum Akraafttriede vum Gesetz e Kontrakt ofgeschloss hunn, net ganz kloer wier, an datt déi nei Dispositiounen net retroaktiv op déi Kontrakter kéinten applizéiert ginn. Huet d'Ministesch dat juristesche iwwerpräiwe gelooss?

Well et muss ee jo wëssen - besonnesch am Dossier vun de Chargé-de-coursen -, an der Vergaangenheet hunn d'Gerichter scho méi wéi eng Kéier Urteiler, aarbechtsrechtlech Décisiounen geholl an aarbechtsrechtlech Décisiounen vum Ministère ëmgehäit.

Dat sinn also déi verschidde Froen, Här President. Ech wëllt awer ofschléissend nach e puer Remarquë maachen, méi generell zur Politik vum Ministère an der Problematik vum Personal am Enseignement.

Här President, den Dossier vun de Chargéen ass jo och e bëssen e weidert Beispill. Ech hat scho virdu gesot oder annoncéiert, datt wierklech eng ganz Rei Saachen zum Deel schlecht, fir net ze soe chaotesch an der Praxis ëmgesat ginn hei zu Lëtzebuerg an der Schoulpolitik. D'Gesetz ginn oft iwwerstierzt ausgeschafft,

duerch d'Chamber gepeitscht, ouni datt dann herno iwwert déi praktesch Konsequenzen am Schoulalldag seriö nogeduecht ginn ass.

Et war schon esou bei der Reform vun der Grondschoul, wou e ganz Joer awer - well dat ass jo och dann nach virun de leschte Wahlen duerchgepeitscht ginn -, do war während engem ganze Joer ganz vill Duerjerneen an Onsécherheet an de Schoulen. An do ass och nach weiderhin net alles am grénge Beräich!

Och bei der Ëmsetzung vum Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung happert et. Do hu mer och missen noléigiféieren, an do ass och nach ëmmer net alles um Terrain ëmgesat. Ech kéint déi Lëscht hei weiderféieren.

Eng lescht Reflexioun wëll ech also zur genereller Personalpolitik am Enseignement maachen. Ech mengen, d'Ursach vun de Problemer ass déi, datt jo systematesch net genuch qualifizéiert Leit fir d'Secondaires-Schoulen agestallt ginn. Et gi systematesch net genuch Plazen ausgeschriwwen iwwert den Numerus clausus. An dann ass jo d'Selektiounsinstrument dann de Concours, dee wierklech net méi appropriéiert ass, a wou dann héich qualifizéiert Leit eliminéiert ginn, déi mer net an eis Schoule kréien, déi mer awer do bräichten.

An et ass jo nach esou - aus rezenten Äntwerten, zum Beispill aus enger Question parlementaire vu mengem Fraktiounskolleeg André Bauler, geet er vir -, datt an enger ganzer Rei vu Fächer och nach massiv Enseignantë weiderhi feelen. Dann ass et jo absurd, et ass wierklech absurd, wann een da gesäit, datt Leit, déi deen een Dag gesot kréien: „Et deet mer leed, Dir hutt de Concours net gepackt. Dir sidd net gutt, fir hei zu Lëtzebuerg Schoul ze halen“, dann deen aneren Dag ugeruff kréien an da gefrot ginn: „Dir dierft awer - wëllt Der net wann ech gelift awer Schoul halen?“

Deen een Dag ware se net gutt, deen aneren Dag gi se gefrot, fir datt se awer sollen dann hei zu Lëtzebuerg Schoul halen. Dat ass et. An dann am Endeffekt maache se déiselwecht Aarbecht wéi d'Proffen. Si schaffen nach méi laang. Si gi méi schlecht bezuelt. Dat ass de Geck mat de Leit gemaach!

Esou kritt een da bëleg Aarbechtskräften, déi onsécher Aarbechtskonditiounen hunn, déi een dauernd kann ënner Drock setzen, wéi mer dat jo elo grad och nach erliewen, an déi sech an der Vergaangenheet ëmmer hu missen hir Rechter iwwer Gerichter erstreiden. Dat sinn der net fénnef, dat sinn der net zéng, dat sinn der net 20; dat sinn der Honnerten!

Wann ee se all zesummerechent mat deene verschiddene Statuten: Chargés de cours, Chargés d'éducation, Chargés d'enseignement... Klammer op: Wat och wierklech ongesond ass, wann een an engem Ordre d'enseignement herno 17 Carriären huet, déi all ongeféier datselwecht schaffen. Déi eng kréie méi an der Pai, déi aner hunn eng manner gross Charge, an esou weider. Dat ass wierklech ganz ongesond, wann een dat huet. Klammer zou.

Mä alleguerten déi Leit... Mir hunn also Honnerte vu Leit, déi an der Schoul schaffen an déi mer eigentlech brauchen. Dat sinn der - ech kann et elo net genau chiffrieren -, mä et sinn der iwwer 700, déi mer also permanent am Enseignement schaffen hunn, ouni datt se awer dann d'Chance haten, fir kënnen an de Profestatut eranzekommen. Si gi gebraucht, déi Leit, a wa se muer géifen alleguerten ophalen, wa se muer géife streiken, da géif hei zu Lëtzebuerg de Schoulsystem ëmfalen. Dann hätte mer e puer Lycéeën, déi eidel wieren.

Et ass duerfir absolut noutwendeg, datt d'Personalpolitik am Enseignement secondaire iwwerduecht gëtt, datt endlech méi Leit iwwert de Concours agestallt ginn, well mir brauche se. Dat heescht awer och, datt mer och onbedéngt mussen - dat ass haut de Mëtteg schon e puermol och vun anere Riedner an zu aneren Dossiere gesot ginn - dee Concours nei gestalten, dee reforméieren!

Duerfir wëllt ech dann och d'Madame Ministesch froen: Wëllt si op dee Wee goen? Wéi schnell wëllt se op dee Wee goen? A kéint se eis dann och schon eng éischt Esquisse vun esou enger Modifikatioun vum Concours matdeelen?

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Här President, des Aktualitéitsstonn zu engem jo aktuellen a brennenden Thema huet d'DP jo ugefrot, fir och hei op d'Chamberstribün d'Suerge vun enger ganzer Rei vu Chargés d'éducation ze bréngen - 230 steet an der Zeitung, wieren et der - a fir domadder den öffentlechen Débat, dee jo scho stattfonnt huet an där Diskussioun tëschent Ministesch a Gewerkschaften, dann eben och hei eng politesch Nues ze ginn. Gëschter Nomëtteg hunn der jo eng Rei vun hinne virun eiser Dier, virun der Chamber hei manifestéiert, fir op hir Situatioun opmierksam ze maachen a fir och e gewëssenen Drock kënnen ze maachen.

Wéi mer allerdéngs de Projet de loi iwwert d'Chargé gestëmmt hunn, du ware mer der Meenung, dass mer ee Problem enger Léisung géifen zouféieren. Och haut si mer nach darselwechter Meenung. Och haut steet d'CSV-Fraktioun hannert dësem Gesetz.

Mir wëssen, dass et keen Zil ass, fir vill Chargéen am Enseignement ze hunn - an deem Sënn sinn ech d'accord mam Här Berger -, awer mir hu mat dësem Gesetz eng Situatioun um Terrain régulariséiert an de betraffene Leit eng nei Sécherheet ginn. Dat war de Sënn dovunner.

Keng Schoul fonctionnéiert haut ouni Chargéen, a fir vill Proffe féiert de Wee zum Proff eben och iwwert des Tëschenetapp vum Chargé. Duerfir ass et sennvoll, fir hinnen eng rechtlich korrekt Basis ze ginn. Ech spieren eigentlech och net, dass dat Gesetz u sech a Fro gestallt ass. Awer seng Applikatioun, déi mécht Suergen.

Dës Applikatioun stellt eng Rei Chargé virun eng an hiren Aen onléisbar Situatioun: Si solle sech op déi zweet Sessioun vum Examen-concours virbereeden a si solle gläichzäitig eng Formatioun maachen, fir en definitive Kontrakt als Chargé ze kréien, op dee se jo da noutfalls, wann et net mat der Proffecarrière direkt klappt, kënnen zrëckgräifen. Elo stelle mer fest, dass des zwou Erausforderunge quasi zäitgläich iwwert d'Bühn solle goen, awer praktesch net gutt zäitgläich ze meeschtere sinn.

Mir stinn als CSV hannert der Qualifikatioun, also der Formatioun. Déi ass fir eis net diskutabel. De Chargé ass, denken ech, och frou iwwer eng sennvoll Ausbildungsoffer - den Eugène Berger huet dat och gesot - an e wier och frou iwwer eng Berufsbegleitung, en Tutorat duerch erfuerer Pedagogon. Dës Ausbildung gëtt jo och schliesslech mat engem Contrat à durée indéterminée honoréiert, eppes, wat ebe Sécherheet an Zouversicht fir den eenzelne Chargé bréngt. Dës Ausbildung steet, wéi gesot, net zur Dispositioun, a si muss eben dann am Joer gemaach oder ofgeschloss ginn.

Dass d'Informatioun un d'Chargéen net gutt organiséiert war, dat huet d'Ministesch jo schon öffentlech erkläert an och Mesuré geholl, fir de Problem ze entschärfen. Ech begrëissen des Virgoensweis vun der Madame Delvaux, fir iwwer eng Pressekonferenz d'Positioun vun dem Ministère an dëser Saach, déi jo eigentlech och kee bewosst esou gewollt huet, ze erklären a fir sech och derfir ze entschëllegen. Am Gespréich matenee léist een des Problemer am beschten.

Da bleiwen awer eng Rei aner Froen och, déi hei vun de Gewerkschafte mat ugeschwat goufen an déi derzou gefouert hunn, dass déi zwou Gewerkschaften APESS an SEW gemeinsam - dat ass jo och schéin - zu engem Protestpiquet géint, wéi si selwer formuléieren, déi aktuell Unterrechtspolitik opgeruff hunn. Dat ass bedenklech an dat ass bedauerlech. Et gëtt keng Unterrechtspolitik am Land gemaach

ouni Léierinnen, Schoulmeeschteren a Proffen. Ech hoffen duerfir, dass den Dialog séier a mat Succès erëm kann nei organiséiert ginn, dass keen an eng eesäitig oder an eng géigesäitig Uschëllegungsrhetorik verfält, déi eis net weiderbréngt.

Als CSV-Fraktioun versti mer d'Suerge vun den Enseignanten a mir wënschen, dass eis Éducatiounsministesch an Zukunft dann eben och besser oppasst, fir eng verbessert a komplett Informatioun un déi jonk Aspirante fir de Proffenjob respektiv d'Chargéen erauszeginn, an am Virfeld och versicht, fir de Kalenner besser ofzestëmme.

Den Enseignantë respektiv den Aspirante vun de Proffe wëll ech soen, dass si an eisen Aen eng wichteg Roll an der Schoul an an der Gesellschaft ze spillen hunn. Mir stinn zum Gesetz vun 2010, mir halen un der Formatioun fest a mir biede si em eng engagéiert Haltung fir hir eegen Zukunft, an awer och em eng engagéiert Haltung am Schoulbetrieb, och wa se zu dësem Zäitpunkt éischer rose wéi motivéiert sinn. Hir Suergen iwwert dëse Problem, dee mer haut hei diskutéieren, eraus - eigentlech jo e Kalennerproblem - bleiwe fir eis Suergen, déi mir mat oppenen Oueren entgéint huelen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, den Här Berger huet hei eng Heure d'actualité ugefrot, fir iwwert d'Schoul ze schwätzen. Ech fannen dat gutt, well ech fannen et wichteg, dass och d'Chamber an der Plénière sech iwwer Problemer vun der Schoul ausschwätzt an dass mer duerch dat Zesummeschwätzen, Zesummendiskutéieren och an der Schoul weiderkommen.

Ech muss allerdéngs soen, dass ech den Här Berger an der Plénière net erëmmerkennen, wann ech en an der Kommissioun erliewen. Seng Interventioun hei war eigentlech virun allem polemisch geduecht, an en huet probéiert, déi Onzefriedenheet, déi en dobaussen op der Strooss da gesinn huet,...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Oh, Här Fayot!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - ...ze kapitaliséieren. Mä en huet virun allem gesot - an do muss ech hei mer Froe stellen, ob hien an deene leschte Joren hei an der Chamber war -, hien huet gesot, d'Madame Minister hätt wéi eng Dampwalz Gesetzer duerchgepeitscht hei an der Chamber. Also, Här Berger...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Waart Dir derbäi, bei der Grondschoul?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...zum Sujet, oder just zum Här Berger?

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här Fayot, wéi war et da bei der Reform vun der Grondschoul?

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här Bettel, Här Fraktiounspresident, ech wëll just soen, dass den Här Berger hei eng Heure d'actualité ugefrot huet - just fir lech d'Prozedur ze erklären -, den Här Berger huet hei eng Heure d'actualité ugefrot, hien huet geschwat, an ech mengen, et ass gutt, wa mer hei an der Chamber net nëmme d'Rieden erofliesen, mä dass mer och mat de Leit, déi déi Interpellatioun, déi Heure d'actualité gefrot hunn, diskutéieren. An ech wollt eppes zu deem soen, wat den Här Berger virbruecht huet. Déi Fro vun der Dampwalz, d'Madame Minister ass d'Dampwalz...

(Hilarité)

► **Une voix.** - Da laacht all Mënsch.

► **M. Eugène Berger (DP).** - D'Gesetzer ginn duerchgebaatscht.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, also eng Dampwalz, déi Gesetzer duerchbaatscht, okay! Esou kann een et och soen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Eng Dampwalz kann net baatschen!

(Interruptions)

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Eng Dampwalz, déi baatscht. Wann ech drun denken, d'Gesetz iwwert d'Grondschoul, wéi vill Joer ass bei deem Gesetz dobausse consultéiert ginn, mat den Interesséierten, mat den Enseignanten, mat den Elteren, mat de Gewerkschaften, ech weess net, mat wem alles! Jorelaang ass consultéiert ginn, an d'Chamber huet sech och ganz laang Zäit geholl, fir dëst Gesetz duerchzebréngen.

Wa mer elo kucken, wat mer am Enseignement secondaire wëlle maachen: Bon, ech hunn och do Reaktiounen vun de Gewerkschafte gehéiert, mä ech wëll soen, dass mer hei an engem Stadium sinn, wou diskutéiert gëtt. Et läit en Text vir, mir hunn an der Kommissioun diskutéiert, mir hunn och schonns an der Plénière hei doriwuer diskutéiert. Et gëtt mat de Leit dobaussen diskutéiert, mat den Direkteren, mat de Proffen, an de Konferenzen an esou weider. An ech hunn dat schonns eng Kéier hei gesot: Ech hunn nach keng Ministesch gesinn, oder kee Minister vun der Éducation nationale, an de leschten 30 Joer - leider hunn ech der scho vill erlieft -, déi esou vill dobausse consultéiert huet. Dat zu deem Punkt.

Dat Zweet, wat d'Chargés d'éducation ugeet, mir schwätze jo hei iwwert d'Chargés d'éducation an de Lycéeën: Ech géif wëllen hei ënnersträichen, dass des Regierung déi éischt ass, déi e Problem, dee sech jorzéngtelaang am Enseignement gestallt huet, geregelt huet, dat heescht, deene jonke Leit, déi an eng Schoul ginn als Chargé d'éducation oder als Chargé tout court, e rechtliche Rahme ginn huet, wou se no zwee Joer, no engem Contrat à durée déterminée, Recht hunn op e Contrat à durée indéterminée.

An da wëll ech och soen, dass zu där...

► **Une voix.** - Wéinst engem Uerteel! Dat war net au choix!

► **Une autre voix.** - Et ass wéi beim Här Ries.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Mir hunn déi Diskussioun beim Gesetz vum Juni 2010 hei gehat. Ech sinn net mat där Visioun d'accord, well do kommen ech op dat Drëtt: Wann ech den Här Berger hei gehéiert hunn, hunn ech natierlech keng eenzeg Propositioun gehéiert, wéi hien dat dann elo géif gesinn, wéi een dat sollt maachen!

Ech hunn do erausgelies - wat den Här Berger gesot huet -, et misst ee jiddwereen, deen en Unisdiplom huet, automatesch, wann de Besoin ass, direkt Proff gi loossen. Dat hunn ech aus deem erausgehéiert, wat den Här Berger gesot huet. Ech hu leider keng eenzeg Explikatioun dozou vun him, vu senger Säit gehéiert. Ech hu just nëmme gehéiert alles dat, wat ech dorëmmer an Zeitung gelies hu vu Reprochen. Ech mengen, d'Madame Minister wäert och dorobber nach agoen.

Da wëll ech nach eppes Drëttes soen. Ech sinn domat d'accord, dass et en echte Problem bei där ganzer Fro gëtt, besonnesch bei deene jonke Leit, déi, wa se de Concours eng Kéier net gepackt hunn, dann an dee Contrat à durée déterminée ginn: Dat ass den Inhalt, d'Matière vun deem Concours, déi gefrot gëtt, a wou da jonk Leit komme mat engem Diplom vun der Uni, dee se do gepackt hunn, wou se och ganz oft gutt Nummeren hunn, an da fale se an esou engem Concours duerch. Et si jo apparemment eppes 10% vun de Leit, déi an deem Concours duerchfalen.

Ech hätt net gär, dass dee Concours erëm zu enger „collation des grades bis“ géif ginn, wéi mer se fréier kannt hunn. Ech weess, dass et natierlech schwéier ass, fir eng Matière festzeleeë fir dee Concours, déi deem entsprécht, wat déi Leit alleguerten op den Unié geléiert hunn, well d'Diversitéit vun de Masterdiplomen ass extrem gross.

Ech hunn zum Beispill vun engem jonke Mënsch gehéiert, dee ganz gutt Ekonomiestudië gemaach huet, deen awer a senger ganzen Ekonomiestudien ni e seriöse Cours iwwert de Keynes kritt huet. Elo kënt en heihinner an e mécht dann de Concours, an do gëtt en eppes iwwert de Keynes gefrot, wat ech verstinn, well awer de Keynes jo och haut erëm eng Kéier vill diskutéiert gëtt.



Dat ass also fir mech den Haaptproblem bei dem Concours: Wéi et fäerdeg bréngen, déi Matière, déi...

(Interruptions)

Ech soen lech just, Här Bauler, wat ech gesot kritt hunn. Et ass sécher elementar Économie, mä vläicht ass och e bësse méi nach wéi elementar Économie derbäi. Ech wëll also soen, dass et fir mech en echte Problem ass, wéi een d'Matière vun deem Concours fir den Accés zum Professorat mat deem - op eng gewësse Manéier - soll zesummebréngen, wat se op den Unië geléiert hunn.

Mä dat gesot, mengen ech schonn, dass déi Prozedur, déi an der Evaluatioun an an der Formation en cours d'emploi dran ass, fir déi jonk Leit wichteg ass. Mir wënschen alleguer, dass mer dat fir déi jonk Leit, déi eben elo déi eenzeg Kéier d'Coincidence hu vun dem Concours engersäits a vun där Formation en cours d'emploi, dass mer dat esou gutt wéi méiglech hikréien, dass de Stress esou mann grouss wéi méiglech ass.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Här Fayot, den Här Kartheiser wollt lech eng Fro stellen. Dir sidd zwar iwver Är Zäit schonns, mä...

► **Une voix.**- Wann Der se braucht, da si se gutt genuch, Här Fayot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Ech hunn den Här Fayot elo héieren, datt e gesot huet, e wëllt deen Exame fir Professer - de Programm - op dat ofstëmmen, wat d'Kandidaten op der Universitéit geléiert hunn. Do wollt ech awer nach eng Kéier drop agoen. Vläch ass et jo e Mëssverständnis? Ech mengen déi Leit solle jo virbereet ginn, fir an eise Secondaires-Schoule Schoul ze halen: ob den Här Fayot dann net mengt, datt dee Programm eigentlech misst deem Programm vun de Secondaires-Schoulen och Rechnung droen?

Merci.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Selbstverständlich ass dat eng Donnée bei der ganzer Saach, d'Formatioun, déi déi jonk Universitairë kritt hunn, a selbstverständlich och op där anerer Säit de Programm vun der Schoul. Kee Problem.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. An als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, Madame Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir hunn haut de Mëtteg schonn zwee Gesetzer aus dem Ministère de l'Éducation nationale modifizéiert, a mat Sécherheet war dat zweet dovun... Ech bleiwen da bei deem zweeten, Madame Minister, well dat war mat Sécherheet op alle Fall - wou mer d'Iwwergangsléisunge vum Gesetz vum 27. Mee 2010 geännert hunn - eng schlecht Zensur fir de Ministère de l'Éducation nationale, an d'Ministesch huet jo och gesot, si wier net frou iwvert dee Fait.

Elo stellt sech natierlech d'Fro, ob mer dat Gesetz vum 29. Juni 2010 iwvert d'Chargés d'éducation net och nach solle schnellstens änneren. déi Gréng hate sech beim Vote vun deem Gesetz vum 29. Juni enthalen. Mir haten d'Gesetz schonn als eng Verbesserung vun der Situatioun vun de Chargéé verstanen an an deem Sënn begréisst. Mir haten awer eis Zoustëmmung refuséiert, well am Artikel 9 steet: «il est créé une réserve nationale de chargés d'enseignement ayant pour mission d'assurer des remplacements et...», an dat war et, wat eis gestéiert huet: «...de pourvoir au manque de personnel enseignant breveté au sein des lycées.»

Dat ass eppes, woumat mer eis d'Dier opmaache fir Leit, déi manner gutt qualifizéiert a manner gutt bezuelt ginn, eranze huelen an do brevetéiert Leit ze ersetzen. Dat ass eigentlech eng Faillite-Erklärung vum Ministère, op alle Fall, wat d'Asstellungspolitik am Enseignement betrëfft!

Et wier jo logesch, datt just Leit mat enger ofgeschlossener Formatioun souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire géife schaffen. D'Planificatioun, déi mer an eise Schoule gemaach hunn, ass schlecht. Dat ass net just de Feeler vun där Ministeresch an och net

vun där viregter, déi déiselwecht war, mä och nach vun deenen zwou Ministesch virdrun a vun deem Minister, deen nach virdrun war. Dat muss een och emol eng Kéier soen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- An de 70er Joren huet et ugefaangen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här Hoffmann, et ass scho fir d'Zweet, wou Der mer Recht gitt de Mëtteg.

(Interruptions et hilarité)

D'Argumentatioun, firwat mer net genuch brevetéiert Leit hunn, déi geet hin an hier, an ech kann elo leider an deene puer Minutten de Mëtteg net drop agoen. Ech erënneren nach eng drëtze Kéier un den Débat d'orientation, deen déi gréng ugefrot hunn, well och de Mangel u qualifiziertem Personal am Secondaire ass net gottgewollt, mä hausgemaach a muss diskutéiert ginn, an zu enger definitiver an zefridde stellender Léisung muss mer kommen.

déi Gréng hate sech net speziell géint eng Formatioun vu 60 Stonne fir eis Chargés d'éducation gewiert. A mir fannen haut, genau wéi virun e puer Méint, datt mer keng zweet Carrière am Enseignement dierfen opbauen, wou mer zum Beispill Leit mat engem Bachelor an engem Fach a just 60 Stonne Crashcours a Pedagogie a Schoulléislatioun mat engem CDI an eis Schoulen huelen. Dat muss d'Ausnahm bleiwen!

Wa mir dann dës Ausnahme brauchen, fir datt de Schoulbetrib net an de Koup fällt, da si 60 Stonne Crashcours sécher ee Minimum, an net ee Maximum. An datt een de Certificat de qualification nëmme kritt, wann ee seng Formatioun mat Succès ofschléisst, schéngt fir eis och evident.

Datt ee Chargé muss e Choix treffen, ob e sech dann elo op den Examen-concours konzentréiert oder ob e sech emol fir d'Éischt eng Aarbechtsgarantie als Chargé d'éducation séchert an sech dann op den Examen-concours konzentréiert, dat wäert och an Zukunft de perséinleche Choix vum Kandidat sinn.

D'Modalitéite vun där Formatioun sinn iwver Règlement grand-ducal festgehale ginn, a wat den Inhalt vun där Formatioun ueget: Nun, d'Madame Minister hat eis an der Éducationskommission assuréiert, datt dës Inhalter enk mat de Lycées-direkten ofgeschwat wieren. Wéi vill Suggesto-Pedagogen aus dem däitschen Ausland derbäi sinn, dat entzitt sech menger Kenntnis. Vläch huet d'Madame Minister Loscht, dorobber anzegoen. Ech net!

Et bleift dann nach d'Fro, ob dat Gesetz hei iwvertierzt emgesat gouf. Eis Äntwert ass eendeiteg: Jo! Jo, hei si Mesures transitoires an deem Gesetz, déi sinn eendeiteg zum Nodeel vun deene Kandidaten, déi scho Chargé d'éducation waren, ier mer d'Gesetz gestëmmt haten. Den Artikel 13 seet: «...les chargés d'éducation à durée déterminée, en service à l'entrée en vigueur de la présente loi et comptant moins de 13 mois de service, ne peuvent être repris dans la réserve nationale de chargés d'enseignement que s'ils remplissent les conditions suivantes:...», enner anerem, eng Formatioun vu 60 Stonne mat Succès absolvéieren.

Mir sinn der Meenung, datt dësen Artikel 13 reng juristesch op wackelege Féisstee, well eng gewësse Retroaktivitéit dran ass, an eigentlech ass dat och contraire zu deem, wat mir praktesch an allen anere Gesetzer maachen. Mir mengen, datt mer hei sollten, genee wéi beim Projet de loi 6215, dee mer de Mëtteg an e Gesetz transforméiert hunn, dës Mesures transitoires änneren.

De Wee, deen d'APES virzeechent, ass an eisen Aen net gangbar, well e riskéiert, an e Konflikt mam Aarbechtsrecht ze falen. déi Gréng proposéieren awer, d'Gesetz iwvert d'Chargés d'éducation an d'Chamberskommission ze huelen an ze verbesseren.

Wat huet een oppent Ouer - een oppent Ouer, wat fir Suergen op ass - fir e Notzen, wa mer net bereet sinn, Konsequenzen ze zéien? Wat huet een dervun, wann een e Feeler mécht, de Feeler och nach erkennt, awer net bereet ass, dee méigleche Feeler aus dem Wee ze raumen?

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo och scho gesot ginn, datt d'Actualitéitsstonn net méi grad esou aktuell ass, wéi se war, an et muss een einfach och unerkennen, datt d'Madame Delvaux e Mea culpa gemaach huet a verschiddene vun deene Reprochen, déi hir do virgeworf waren. Dat ass Gréisst bewisen! Mir géife just hoffen, Madame, datt och vläch aner Membere vun der Regierung nach eng Kéier bei lech géifen an d'Schoul kommen, fir ze léieren, wéi een e Mea culpa mécht. Dat wär sécher als Minister vun der Éducation och eng Aufgab, där Der lech kéint unhuelen.

E puer Punkte sinn nach gesot ginn, op déi nach net esou richteg agaange gouf. Et wär interessant, Är Meenung dozou ze héieren.

Dat eent ass de Niveau vun der Formatioun, déi do ugebuede gëtt - allgemeng bei de Proffe contestéiert -, datt déi Weiderformatioun heiansdo en humiliante Charakter huet. Et ass net alles - déi Beispiller mam Ballwerfen an esou weider, déi mer héieren hunn, och an de Medien - et ass net alles, wat enner Weiderformatioun leeft, wat wierklech de Leit eppes bréngt. Et wär einfach wichteg, datt een eng Kéier kuckt, wat wierklech an der Formatioun ugebuede gëtt, an ob dat och dem Niveau an dem Prestige vun där Fonctioun vum Professer oder och vum Chargé entsprécht.

En aneren Aspekt, deen ee sollt berücksichtigen, oder eng aner Fro, déi mer mussen stellen, sinn d'Fuerderunge vun de Gewerkschaften, déi hei demonstréiert hunn, Madame Minister, wéi Dir lech dann zu deene Fuerderungen och stellt. Do si jo eng Rei Propositione gemaach ginn, fir dat ze verleeën oder fir d'Formatioun nozehuelen.

Ech mengen, do muss een ebe kucken, am Aklang mam Gesetz a mam Aarbechtsrecht, wat wierklech méiglech wär, well et ass jo onbestreitbar, datt déi Situatioun, wéi se am Abléck ass, fir déi Betraffe wierklech Nodeeler huet. D'Fro ass also: Kënne mer hinnen entgéintkommen a wat ass Är Positioun dozou, fir dee Problem ze léisen?

Nach vläch e lescht Wuert iwvert d'Profenexamen. Et ass hei gesot ginn, datt den Ennerscheid tëschent Prof a Chargé d'éducation - oder ugedeit ginn -, datt dat eigentlech net legitim wär, well se jo u sech déiselwecht Aarbecht maachen. Ech mengen, op dee Wee kënne mer net goen. Déi eng hunn eben e Concours gepackt, deen déi aner net gepackt hunn. Dat ass schonn e ganz legitimen Ennerscheid, datt do och am Gesetz déi Saachen anescht geregelt ginn.

Allerdéngs wëll ech nach ee Wuert zu de Profconcourses do derbäi soen: Et ass wouer, eng Rei vu Leit packen dee Concours net, mä eis Äntwert kann och net sinn, de Niveau vum Profconcourse erfzesetzen, fir datt méi Leit dee Concours packen. Et sollt éischer eis Orientéierung sinn, fir d'Leit virzubereeden op deen Examen, an net, den Niveau erfzeschrauwen, mä éischer derfir ze suergen, datt déi Leit, déi an deen Exame wëlle goen, déi an dee Concours wëlle goen, och all néideg Qualifikatiounen hunn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech fänken tatsächlech esou un, fir dem Här Adam fir d'Veiert da Recht ze ginn, an zwar a senger Positioun, wéi mer mat där Situatioun vun de Chargés d'éducation konkret sollen emgoen, fir aus där Schwierigkeit, wou mer elo momentan dra sinn, einfach erauszekommen. Sou!

Den Här Kartheiser ass net méi do; de Problem vum Concours ass net de Problem vum Niveau. De Problem vum Concours

ass dat, wat gefrot gëtt, wéi et gefrot gëtt, d'Intransparenz vun der Aart a Weis, wéi et ofleeft, d'Intransparenz vun de Kritären an heiansdo d'Onsënnegkeet vun de Froen. Wann elo d'Beispill meng zwou Minutten anhëlt, da froen ech nach eng Kéier d'Parole après ministre. Den Här Fayot huet d'Beispill vum Keynes genannt. Ech nennen lech en anert Beispill - déi sinn awer signifikativ!

Do ass eng Konschtstudentin, déi Proff wëllt ginn, déi huet op der Uni Konschtgeschicht studéiert an alles, wat derzou gehéiert. Déi huet Renaissance gemaach an Expressionismus gemaach, an ech weess net, wat se alles nach gemaach huet. Da kënnt se an de Concours an da stellt de Jury hir eng griichesche Vas dohin a freet, ob déi aus dem drëtten oder véierte Jorhonnert virun eiser Zäitrechnung war. Dat ass bal net iwverdrifwen. Also, dat ass e realt Beispill! Dat ass e realt Beispill. Et kann och d'drëtt oder d'fenneft Jorhonnert gewiescht sinn.

Awer et war esou, dass et Froen an deem Concours sinn, déi weder eppes ze dinn hu mat der Ausbildung op der Uni - déi awer scho relativ ëmfangräich gewiescht ka sinn -, nach eppes ze dinn hu mat dem Enseignement: wat se herno mussen par rapport zu hire Schüler leeschten. Ofgesinn dovunner muss ee jo soen, dass de toute façon an deenen zwee an en halleft Joer Stage, déi se duerno mussen maachen..., dat ass jo och nach ëmmer eng Ausbildung am Schoulhalen an hirem Fach. Dat heescht, de toute façon mussen se sech also an deenen zwee an en halleft Joer ausenanersetze mat de Fächer hei zu Lëtzebuerg, mat de Schoulbicher hei zu Lëtzebuerg, an zwar net nëmmen op eng theoretesch, mä och op eng praktesch Aart a Weis.

Dat heescht - ech mengen also nach eng Kéier -, mir mussen dee ganze Rekrutement vun eisen Enseignantë ganz seriö iwverdenken, fir qualifizéiert Enseignantë genuch ze kréien.

Dann: mir hu manifestement an deene leschte Jorzéngten, mir, d'Regierung huet ganz schwéier geséndegt - pardon fir de kathouleschen Ausdruck -, huet ganz schwéier geséndegt an der Fro vun der Planificatioun vum Bedarf. Dat ass ugaangen an de 70er Jore mat der berühmter „Lehrerschwemme“, „Pléthore d'enseignants“. Op den ieweschte Klasse kruten d'Kanner gesot: „Nëmmen net an den Enseignement, well do gëtt et keng Plaz méi! Maach eppes anescht.“ An dat ass dann esou weidergaangen. Deemoools hu schonn d'Enseignantsorganisatiounen gewarnt: „Dat do, dat féiert zu Engpäss.“

Natierlech war déi restriktiv Planificatioun bedéngt duerch budgetär Iwwerleeungen -héchstwahrscheinlech. Wa mer awer dem Enseignement dee Stellwäert wëlle ginn, deen e soll hunn, dann dierf et net u budgetäre Restriktiounen scheitern. Dat heescht, ech mengen och, dass mer wierklech eng ganz seriö Reflexioun mussen maachen: Wéi bréngt mer et fäerdeg, an alle Fächer méi qualifizéiert Enseignanten heihinnerzékriegen, fir dass mer Netqualifizéierter net brauchen? Mä esou laang, wéi mer se brauchen, mussen mer se natierlech op eng korrekt Aart a Weis behandle selbstverständlich.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Domadder ass d'Diskussion ofgeschloss. Elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Unterrechtsministerin, d'Madame Mady Delvaux-Stehes.

► **Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt soen, dass ech och där Meenung sinn an dass ech am léifsten hätt, mir hätte lauter brevetéiert Professer an eise Lycéien, déi de Concours gemaach hätten an de Stage. Ech stellen awer fest, dass et de Problem säit Enn 70er, säit den 80er ganz akut an ëmmer méi gëtt.

Dass mer net genuch brevetéiert Professer hunn, fir Schoul ze halen, dat huet e ganze Koup Ursachen: Éischtens ginn

d'Schülerzuelen ëmmer an d'Luucht, zweetens hu mer eng Alterspyramid, déi mécht, dass mer vill jonk Fraen hunn am Enseignement, déi - Gott sei Dank - Kanner kréien an also vill Congéen hunn. Ech wëll awer soen, dass, wann an de 70er Joren, wéi den Här Hoffmann seet, do gesot ginn ass, et gi keng Proffen agestallt - ech ka mech un déi Zäite gutt erënneren -, dann ass dat haut net méi esou. Säit enger ganzer Rei Joren, scho viru menger Zäit, ass gesot ginn: „Mir rekrutéiere massiv.“

Ech hu gëschter de Mëtteg 107 nei Proffe vereedeget, 107! Déi si jo dann zwee an en halleft Joer am Stage. Déi sinn also virun dräi Joer rekrutéiert ginn. Et hätten der awer, wa meng Rechnung richtig ass, misse 210 do sinn, nom Numerus clausus, deen ech krut. Dat heescht, mir rekrutéieren der net genuch! Et ass net, dass d'Posten net do sinn. Mä mir kréie se net an de Stage a mir kréie se net aus dem Stage eraus. An dat mécht mech verdrésslech!

Ech gi streiden an d'Regierung, fir Posten ze kréien. Si kommen, déi eng falen am Concours duerch, déi aner falen am Stage duerch. Op deenen aneren hu mer der net genuch. An dann herno, da kréien ech e Lach an de Kapp geriet a gesot: „Dir wëllt keng Proffen astellen, Dir wëllt nëmme Chargéen astellen.“ Ma, ech wëll nëmme Proffen astellen!

(Interruption)

An dofir hunn ech elo gesot: „Elo ännere mer de Concours.“ Et ass och net mäin éischte Versuch. Ech sinn amgaang, schonn eng Rei Jore mat menge Partner - well ech jo ganz vill consultéieren -, mat de Gewerkschaften doriwwer ze diskutéieren, an do ginn d'Meenungen immens wäit ausereen.

Dofir wollt ech dem Här Berger soen, dass ech haut sécher näischt soen, wéi ech de Concours wëll änneren, well ech fir d'Éischt muss mat de Leit schwätzen: Wat kann eng Pist sinn, wou mer eis kënnen drop hi beginn? Mä et schéngt mer awer evident, dass ech all deene Bedenken hei Rechnung droen, an dass et och muss previsibel sinn, wat ee gefrot gëtt am Concours. Well - ech wëll just soen - fir sech haut op e Concours virzebereeden, dat schéngt mir relativ schwéier. Well wann een déi ganz Bandbreet vun allem, wat am Secondaire enseignéiert gëtt, muss virbereeden, dann ass et jo eng Lotterie, ob ee just dat virbereet huet, wat gefrot gëtt, oder och eppes anescht.

Dofir soen ech: „An esou séier wéi méiglech, ech géif am léifsten...“ Dat wär dann e Gesetz, wat ech gär géif hei duerch d'Chamber duerchpeitschen, Här Berger, fir dass mer dat séier hätten, dass mer fir d'nächst Schouljoer scho kéinten deen neie Concours lafe loossen. Dofir muss...“

► **Une voix.** - Wann et gutt ass, maache mir mat, jo.

(Hilarité)

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Voilà! Mä dofir wär ech all menge Virriedner dankbar, déi hei soen, wat alles net geet, wa se mer géife Propositione maachen, wéi si da gesinn, dass een dat soll maachen. Well dat wär nämlech immens hëllefreich, wann ech schonn e Stéck weider wär a mengen Diskussiounen.

Da wollt ech eppes zu deene verschiddene Froe soen. Déi fundamental Fro: Däerf ech déi als Éischt beäntweren? Dir frot mech: „Kënnen mer eppes un deem Gesetz do änneren?“ Do wollt ech lech soen, dass ech an de Gespréicher mat de Gewerkschaften gesot hunn, dass ech dat eigentlech net wëllt maachen. Ech verbidde kengem Deputéierten hei, seng Initiativen ze huelen. Mä ech proposéieren net, fir dat Gesetz ze änneren!

(Interruption)

Mä et huet keen eng Proposition de loi gemaach, wëll ech just soen.

► **Une voix.** - Nach net!

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Neen, keng zéng. Wéi vill Joer?

(Interruption)

...déi Formatioun, déi ass amgaang! Si leeft, si ass amgaang. Mir hu probéiert, deene Bedenke vun de Chargéen, déi dann eng duebel Belaaschtung hunn, deene wollt mer Rechnung droen. Dofir ass am Timing vill geännert ginn. Also mir hunn, eisen Institut de formation huet sech all Méi ginn, fir de Leit entgéintzekommen, fir mat hirem Kalenner dat ze kombinéieren. Et ass net ëmmer gaangen, wëll ech soen. Et ass net ëmmer méiglech gewiescht. Mä ganz vill si mer hinnen do entgéintkomm.

Ech wëll och soen, firwat dass ech dat wichteg fannen. Déi Fro hu mer och, wéi dat Gesetz hei gestëmmt ginn ass, diskutéiert, an an der Chamberskommissioun ass och doriwwer diskutéiert ginn. Do war eigentlech keng Géigestëmm fir ze soen, et wär awer wichteg, dass déi, déi dëst Joer agestallt ginn, schonn eng Formatioun géife kréien. Well all Joer, wou déi Chargéen keng Formatioun kréien, si se jo manner gutt ausgebild, fir Schoul ze halen. A meng Suerg an eis Suerg ass - an eise President erënnert eis an all Sitzung dorunner -, dass mer jo awer am Fong den Intérêt vun de Schüler missten am A hunn a kucken, fir déi bescht Qualitéit ze kréien.

Elo weess ech och, dass dat hei net eng Top-Formatioun ass. Mä et ass awer besser wéi keng Formatioun! Dofir war ech - an ech hu probéiert, meng Interlocuteurs vun de Gewerkschaften dovunner ze iwwerzeegen - fir ze soen: „Mä kommt, mir maachen dat dach dëst Joer, déi Formatioun.“ Ech weess och, dass dat elo e bëssen als eng, eng, eng...“

► **Une voix.** - Corvée.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - ...eng Corvée; neen, déi meescht fannen nach d'Formatioun gutt, mä dass do en Examen hannendrun ass, dat ass jo de Problem.

Dofir hu mer jo och dee Portfolio, deen ee muss virstellen. Dofir ware mer och bereet, fir ze soen: „Majo, dee Portfolio gëtt virgestallt, a wann dann do eng Insuffisance ass, da kënnen mer eng Épreuve complémentaire drunhänken, da kann een nach eng Kéier eppes drunhänken, eng Diskussioun, fir déi Note do ze rattrapéieren, well dat jo e Reproche war, et wär kee Recours méiglech géint déi Décisioun.“

Ech sinn also mengen Interlocuteurs esou wäit, wéi ech kann, entgéintkomm, awer ëmmer mat der Suerg, dass mer déi Formatioun do géife lafe loossen. Also, wéi mer dat Gesetz hei an der...“, wéi Dir d'Gesetz an der Chamber hat, wéi mer d'Diskussioun haten, do sot ech: „Et ass keng gloriösch Stonn.“ Dat Gesetz do ass jo näischt Formidabes, an ech sinn och net stolz op dat Gesetz.

Ech wëll awer soen, dass ech jorelaang déi Chargéen do setzen hat an dass ech ëmmer der Meenung war, dass d'Éducation nationale sech misst un d'Aarbechtsrecht halen. Dass et net méiglech ass, dass d'Éducation nationale sech, wéi dat Jorzéngt gemaach ginn ass, iwwert d'Aarbechtsrecht ewechgesat huet! An de Chargéen all Joer en CDD ginn huet, ëmmer erëm, an hinnen ni en anstännege Contrat de travail ginn huet!

Dofir huet et mech net gestéiert, wéi dee Prozess verluer gaangen ass. Dat heescht, all Chargé kritt, wann e méi wéi zwee Joer am Amt ass, e Contrat à durée indéterminée. Wat ech och nëmme richtig fannen! Ech fannen et awer net richtig, dass den Employeur, dee jo fir d'Qualitéit muss besuergt sinn, awer net ka soen: „Mir hätten awer gären eng Formatioun.“ Wann e Contrat à durée indéterminée,...

► **Une voix.** - Dat bestreit keen!

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - ...dann eng minimal Formatioun! Dach, wann Der sot, mir setzen et fir dëst Joer aus, da kréien déi en CDI unni Formatioun, an ech hätt dat net gär.

► **Une voix.** - Dat hate mer awer zéng Joer laang.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Neen, keng zéng. Wéi vill Joer?

► **Une voix.** - Néng.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Bal zéng! Mä dofir ass et Zäit fir..., also ech wëll dat net, no deem Vote hei wëll ech dat net nach verlängeren. Ech mengen och - an dat ass awer den Écho, deen ech kréie vun de Leit, déi um Terrain sinn -, dass déi meescht Leit och dankbar si fir d'Formatioun. Si si just geplot mat deem Timing.

Elo wëll ech lech awer zu Ärer Opreegung soen, dass mer deen Timing do warscheinlech all Joer kréien. Well nämlech: Déi Formatioun do kënnen mer eréischt nom éischte Concours ulafe loossen, no där éischer Sessioun, well jo déi Leit, déi eréischt an de Concours ginn, net schonn d'Formatioun wëlle maachen. De Concours gëtt e bëssen no hanne geréckelt. Also geet déi Formatioun fréistens am Januar un. An dann hu mer ëmmer eng Zäit, dass se muss virum Summer fäerdeg sinn, well soss si mer jo iwwert den Délai. Dofir sinn ech do net ganz zouversichtlech.

Ech wollt nach ee Wuert soen, firwat ech mech esou opgereegt hunn, wéi den Här Berger hei seng Interventioun gemaach huet, dass e gesot huet, d'Beamten, déi hätten do d'Froen net beäntwert. Si hu précisément op déi Fro net geäntwert, op eng vun deene Froen - et ware vill Froen -, déi méi politischer Natur war wéi technischer. Déi konnte si net beäntweren.

Zweetens si se gefrot ginn, ob déi Leit e Recht hätten op Chômage. Do hu se näischt gesot, während Dir, Här Berger, gesot hutt, si hätte kee Recht op Chômage, wat manifestement falsch ass! Dofir hunn ech mech esou opgereegt. Well dat hängk jo dovun of: Wann een iwwer sechs Méint en Aarbechtskontrakt huet an et kritt ee gekënnegt, dann huet ee Recht op Chômage proportional esou laang, wéi ee geschafft huet. Ech hat gemengt, e Verrieder vum Vollek, dee géif d'Gesetz kennen! Well ech ëmmer soen: „Ma déi Chargéen hätten dach misse wëssen, dass hei e Gesetz gestëmmt ginn ass, wou eng Formatioun dran ass.“ A mir...“

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...all Dag eng Reform.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Awer net dat do, Här Berger, net dat do, well eist Aarbechtsrecht ass relativ konstant. Dofir wollt ech soen, wann ech och bedauern, dass mer dee Bréif net erausgeschéckt hunn: Mir hunn all deene Leit, déi an enger Formatioun waren ier d'Joer ugaangen ass - dat waren der 130, déi fräiwëlleg an eng Formatioun gaange sinn -, déi kruten alleguerter gesot, dass d'Formatioun géif kommen. D'Direkteren haten alleguerter e Bréif kritt. Mir haten et an der „Edunews“ publizéiert, et war am Pressedossier vun der Rentrée, an an all Kontrakt - all Kontrakt, deen ënnerschriwwen ginn ass, a si hu jo all en neie Kontrakt kritt am Hierscht - war eng Referenz op dat Gesetz hei dran.

► **Une voix.** - ...keng Detailer do dran.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Neen, dat ass an der Rei! Mä, also mir hätte jo gäre mündeg Bierger a kritesch Bierger an informéiert Bierger; an ech, wéi gesot, ech hätt missen dee Bréif schreiwen. Et deet mer leed, dass ech en net geschriwwen hunn. Mä et kann ee sech awer och erwaarden, dass Akademiker, Ausgebildener, dass déi kucken, wat se ënnerschreiwen, an dass se hannerfroen an eng Recherche maachen, wat an engem Text steet, dee se ënnerschreiwen. Dofir, ech wëll kengem hei e Reproche maachen. Ech wëll just soen, dass ech der Meenung sinn, dass et gutt wär, dass et gutt ass, dass déi Leit eng Formatioun maachen.

Mir sinn hinnen entgéintkomm. Ech hunn och probéiert ze erklären, wéi dat do ofleeft, well déi Formatioun, dat ass jo eng ganz praktesch orientéiert Formatioun. An et si keng... - ech weess net, wéi Der se genannt hutt -, et ass also: Deen Dossier besteet doranner, dass d'Leit praktesch Stonne virbereeden, dass se dann dat, wat

se an der Schoul maachen, mat erëmbrengegen, dass se doriwwer kënnen mat engem Formateur schwätzen an da kucken, dat ze applizéieren. Ech mengen also, dass dat eng Hëllefstellung ass fir d'Chargéen an dass et e kleng bësse Qualitéit an der Schoul derbäibréngt.

Fir de Rescht mengen ech wierklech, dass mer mussen de Concours esou séier wéi méiglech änneren, net, fir dass mer egal wien an d'Éducation eraloossen, mä fir dass mer déi gutt Qualifizéiert awer op déi Plaze kréien, wou mer se brauchen, a fir dass mer hinnen haaptsächlech erméiglechen, eng gutt Formatioun ze maachen, déi da méi konsistent ass wéi 60 Stonnen, wat jo wierklech e Minimum ass.

Dat gesot, soen ech Merci fir d'Geleeënheet, fir hei kënnen dozou Stellung ze huelen.

► **M. le Président.** - Merci, Madame Ministre. Den Här Kartheiser géif lech nach eng Kéier gären eng Fro stellen.

(Interruptions diverses)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Däerf ech eng Fro stellen?

► **M. le Président.** - Jo, da stellt se, Här Kartheiser. Mä stellt Är Froen, wann Der..., Dir intervenéiert jo, dann hutt Der ëmmer d'Méiglechkeet, Är Froen ze stellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, do hutt Der jo ganz Recht, mä d'Madame Minister huet elo geschwat, an dat, wat si gesot huet, wërft awer weider Froen op. Ech wollt d'Madame Minister froen, wat dann elo eigentlech hir Kritike sinn un deem Concours. Si seet ëmmer, si misst en änneren, an ausser der Tatsaach, datt hirer Meenung no net genuch Leit dee Concours packen, huet se eis awer elo net gesot, firwat dat ass. Ass dat vläicht e Mësstrauen e bësse géintiwwer deene Professoren, déi deen organiséieren? Ass se d'accord mat absurde Beispiller vu Vasen? Oder mengt d'Madame Minister, datt déi Professoren, déi dee Concours do maachen, dat net consciencieusement géife maachen? Wou ass hire Problem?

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Majo, mäi Problem ass, dass, wa 500, 600 Kandidaten do sinn, a mir bréngen et net fäerdeg, der 230 ze rekrutéieren, dass ech da soen, da musse mer kucken: Entweder sinn d'Konditiounen falsch ausgeschriwwen... An ech denken, dass dat do e Sujet ass, deen ee misst a Rou diskutéieren. Dofir géif ech dem President proposéieren, dass mer dat an der Chamberskommissioun diskutéieren. Well fir hei an den Detail ze goen, dofir hu mer sécher keng Zäit, an et wär derwäert, eng länger Diskussioun doriwwer ze féieren. Mä ech si gär bereet, an der Kommissioun dee Sujet ze behandelen.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Minister. Domadder wär dese Punkt ofgeschloss.

Mir kommen elo zu der Aktualitéitsstonn, déi d'DP-Fraktioun iwwert d'Éducation morale et sociale am Enseignement fondamental ugefrot huet. D'Riedezäit ass hei och erëm nom Artikel 84, Alinea 2 festgehalten a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Schaaf, den Här Fayot, den Här Adam, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Eugène Berger als Verrieder vun der DP-Fraktioun.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur l'éducation morale et sociale dans l'enseignement fondamental

Exposé

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hunn nach all den Dossier vun der Stierhëllef gutt an Erinnerung. Deen Dossier gouf hei an der Chamber, mä och dobaussen ënnert de Leit am ganze Land ganz intensiv a kontrovers diskutéiert. En Dossier, dee schlussendlech souguer zu



enger Verfassungskris gefouert hat. Mëtterweil hu sech d'Gemiddler berouegt, an déi aktiv Stierfhëllef gëtt vun der grousser Majoritéit vun eiser Bevëlkerung akzeptéiert a guttgeheescht. Parallell zur Stierfhëllef hu mer och d'Palliativmedezin geregelt, esou datt all Bierger de Choix huet, fir fräi no sengem Gewëssen a sengem Wëllen iwwert d'Enn vu sengem Liewen ze bestëmmen.

Här President, d'Konfrontatioun mat dem Doud ass en delikate Sujet fir Erwuessener an eeler Leit. Och Kanner a Jugendlecher kënnen mat deem Sujet konfrontéiert ginn. Dat ass gewéinlech de Fall bei engem Stierfall an hirem Familljen- oder Bekanntekrees. Mä eng systematesch an intensiv Auseenansetzung mat dem Sujet ouni speziellen Ulass ass fir déi Jonk aus der Grondschoul dach bedenklech a ka se schnell iwwerforderen oder schwéier beelaaschten, well se nach voll an hirer perséinlecher Entwécklung stinn.

Här President, wann een da Kanner vun aacht bis zéng Joer mat deem Sujet eng Woch laang all Dag véier Stonnen ouni Ennerbriechung konfrontéiert, dann ass dat net nëmmen iwwerdrifwen, dann ass dat a pedagogescher Hisiicht, an do schwätzen ech als Schoulmeeschter, einfach onzoumuttbar, fir net - erlaabt mer - ze soen, datt dat debil ass.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Här President, et ass awer dat, wat elo Omega 90 wëllt als sougenanntene Pilotprojet an eiser öffentlecher Grondschoul duerchzéien. Wéi gesäit hire Projet konkret aus?

Si proposéieren, datt d'Mataarbechter vun Omega 90 fénnef Deeg all moies véier Stonnen de kompletten Unterrecht iwwerhuelen. Hiert pedagogescht Konzept beschränkt sech op e puer pseudodidaktesch Phrasen an deem Stil, ech zitieren opgrond vun engem Dokument, dat ech zougestallt krut: „All Séance fänkt mat engem Ritual un an hält op mat engem Ritual.“ Wann ech während mengem Studium um ISERP fir d'Preparatioun vun och nëmmen enger Unterrechtsstonn esou eppes geschriwwen hätt, hätt ech eng Datz kritt, an ech hätt se verdéngt gehat.

Pro Klass sollen net manner wéi sechs Mataarbechter vun Omega 90 den Unterrecht iwwerhuelen. Här President, all Enseignant dreemt dovun, fir esou vill „staff“ fir seng Coursë vum normale Programm kënnen ansetzen.

Madame Ministesch, hei stelle sech eng ganz Rei fundamental Froen zu eiser öffentlecher Grondschoul, Froen, op déi ech gären haut och Äntwerten hätt.

Ech wëll awer fir d'Éischt och nach ennersträchen, datt d'Thema Stierwen, Doud an Trauer schonn an der Grondschoul behandelt gëtt, an zwar am Kader vun der Éducation morale et sociale, an dat op eng ganz appropriéiert Aart a Weis. Ech hunn och d'Buch hei derbäi, wéi dee Sujet behandelt gëtt, an déi respektiv Enseignantë maachen dat och exzellent. An, wat ganz wichteg bei esou engem sensiblem Sujet ass: datt dës Leit aus der Éducation morale vertraute Bezuchspersonen fir d'Kanner sinn.

Firwat soll also dann elo eng privat Organisatioun, déi eng spezifesch Ausrichtung am Sujet vum Stierwen huet, dat Thema an der öffentlecher Schoul iwwerhuelen?

Ech wëll och hei ennersträchen, Här President, wierklech ennersträchen, datt ech näischt géint d'Aarbecht vun Omega 90 anzewinnen hunn, déi se am Beräich vun der Palliativmedezin mécht. Si mécht dat gutt fir déi Leit, déi de Choix dofir geholl hunn. Mir wëssen awer och, datt Omega 90 keng Associatioun ass, déi ganz wäertneutral un dee Sujet vun Doud, Stierwen...

► **Une voix.** - Ah bon?

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...an Trauer eruegt.

Madame Ministesch, et ass eng Associatioun, wou eng Rei Memberen, och aus hirem Conseil, géint d'Gesetz vun der aktiver Stierfhëllef mobiliséiert hunn.

► **Une voix.** - Jo, an dann?

► **Une autre voix.** - Et sinn och anerer, déi dofir sinn.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Firwat also wëllt d'Madame Ministesch an esou engem sensiblem Sujet d'Dier opmaachen an der öffentlecher Schoul fir Organisatiounen, déi sech hei zum Beispill besonnesch fir d'Palliativmedezin asetzen?

Et gëtt och verzielt, datt de Projet vun enger Persoun proposéiert gouf, déi bekannt ass fir hir Lobbyarbecht fir d'kathoulesch Kierch. Ass hei net d'Gefor, datt iwwert dee Projet spezifesch philosophesch oder reliéis Usiichten an deem sensiblem Sujet solle vermëttelt ginn?

Här President, entschëllegt, Madame Presidentin, et stelle sech eng Rei pertinent Detailfroen zu deem Pilotprojet, esou wéi meng Informatiounen virleien: Wat ass d'Formatioun vun de Leit vun Omega 90, déi sollen all Kéiers zu sechs Persounen eng Woch an eng Klass goen? Aus wéi Quelle geet ervir, datt se mussen eng hausintern Formatioun iwwert d'Palliativmedezin gemaach hunn. Ass dat an den Ae vun der Madame Ministesch eng adequat pedagogesch Ausbildung, fir un esou e Sujet mat Kanner erunzegoen, fir mat de Kanner ze schaffen?

Ass et an esou engem sensiblem Beräich, Sujet net carrément traumatisant an extrem beelaaschend fir d'Kanner, wa se massiv quasi permanent während enger Woch vun hinnen onbekannte Persounen mat deem Thema konfrontéiert ginn?

Firwat soll esou ee Sujet während enger Woch nonstop behandelt ginn? Stëmmt et, datt och all d'Omega-Mataarbechter, déi un deem Projet matschaffen, nieft den 20 Schoulstonnen nach pro Projet 40 zousätzlech Stonnen fir Virbereedung an Opaarbechtung, also am Ganze 60 Stonnen, sollen engagéiert ginn a solle bezuelt kréien? Dann, no wat fir engem Tarif?

Wéi sollen déi Stonnen fir esou e Projet, dee jo praktesch eng ganz Woch Schoul dauert, dann erëm récupéiert ginn? Wéini sollen all Däitsch-, Franséisch-, Mathés-, Turn-, Éducation-morale- an aner Coursen dann nogeholl ginn?

Gëtt et aner Sujeten an der Schoul, wou onqualifizéiert Leit dierfen eng Woch zu engem spezifeschem Thema Coursen halen? Wie géif dese Projet evaluéieren? D'Leit selwer vun Omega 90, aner extern Experten? Wien ass am Virfeld ëm Avis gefrot ginn, fir esou e Projet ze validéieren? D'Inspekteren, d'Commission nationale, d'national Programmkommissioun, aner Leit?

Kënnen Elteren, déi mat esou engem Projet pilote net d'accord sinn, Dispens fir hir Kanner froe vun deem Projet? Wien iwwerwaacht als Autoritéit vun der öffentlecher Schoul esou Coursen? Kann ee se ofbriechen loosse?

Jo, an dann nach, Madame Ministesch, ass hei net d'Gefor eben, datt eng Associatioun, egal, wat fir eng et ass, Reklamme fir hir spezifesch weltanschaulich Vuen an hir Iddien oder Ziler - Omega 90 huet jo awer och Ziler - mécht? An den Titel - den Titel! - vun deem Projet heescht ganz explizit „Omega 90 mécht Schoul“. Eigentlech hätt ee jo dann de Projet och kënnen nennen: „D'Palliativmedezin mécht Schoul“, well Omega 90 steet jo fir d'Palliativmedezin.

An dann: Stëmmt et, datt en CSV-Deputéierten, dee jo - et ass gewosst - ëmmer un éischter Front fir d'Intérète vun der kathoulescher Kierch kämpft, dese Projet proposéiert huet? An huet en dann dobäi och seng Fonctioun als Deputéierte spille gelooss, fir datt de Projet soll akzeptéiert ginn? Well ech fannen, dat ass e ganz wichtege Punkt, well et dierf net sinn, datt an der Schoul all gudden Dag eng Deputéierte kennt, fir e Projet eranzeginn, oder do mat sengem Amt oder force vu senger Fonctioun versicht, dat dann duerchzekréien.

Här President, als Pedagog fir d'Éischt, mä awer och als Verteideger vun der öffentlecher Schoul, kann ech aus all deenen Ursachen, déi ech kuerz skizzéiert hunn, absolut net averstane sinn, datt eng Associatioun, egal wat fir eng, soll spezifesch philosophesch Usiichte an esou ee sensiblen Thema an eise Schoulen ennerriichten an diskutéieren dierfen.

Dës gëllt, wéi gesot, generell vis-à-vis vun allen Associatiounen, déi fir ganz spezi-

fesch weltanschaulich Iddien antrieden. An esou ee sensiblem Sujet wéi Stierwen, Doud an Trauer muss exklusiv, wierklech exklusiv d'Aufgab vun de Pedagogen aus der öffentlecher Schoul sinn: dem Titulaire oder dem Enseignant vun der Éducation morale et sociale.

Ass d'Madame Ministesch, déi jo Member vun der LSAP ass, enger Partei, déi jo och bekanntlech fir d'öffentlech Schoul antrëtt, déi déi wëllt verteidegen, eng Partei, déi jo och fir den allgemenge Wäerteunterrecht antrëtt a fir eng laizistesche Schoul - mam Wëssen, datt dat ëmmer da bei de Koalitionsverhandlungen schnell vergiess ass -, mä ass d'Madame Ministesch awer mat mir d'accord, datt mer esou engem Pilotprojet keng Plaz sollen an eisen öffentleche Grondschoule ginn?

A wa se mat mer d'accord ass - op alle Fall -, ech froen d'Madame Ministesch, datt se dee Pilotprojet „Omega 90 mécht Schoul“, esou wéi ech en a mengen Dokumenter oder a mengem Soursch virleien hunn, soll zréckzéien, net soll autoriséieren.

Här President, esou Projeten dierfen net Schoul maachen!

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Berger. Dann huet als éischte Riedner elo d'Wuert den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Madame Presidentin, den Här Berger gräift mat deser Fro eng Problematik op, déi eis Éducatiounsministesch him selwer schonn an enger parlamentarescher Ufro Ufank Januar beäntwert huet.

► **Une voix.** - Ouh?

(Interruptions)

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Jo. Et geet hei ëm en duerchaus interessante Projet, dee viru sechs Joer an Däitschland entworfen ginn ass - net zu Lëtzebuerg vun Omega 90, mä an Däitschland entworfen ginn ass - an deem elo soll an eisem Land gepréift ginn. Während enger Woch...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dierf ech eng Fro stellen?

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Mir kommen zwar esou net derduerch. Mä Dir kënnt awer elo schonn eng Fro stellen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech wollt just dem Här Schaaf soen, datt effektiv an Däitschland „Hospiz macht Schule“..., do gëtt et esou eng Organisatioun, déi dat och mécht, an déi ass och bekannt derfir, datt se ganz aktiv géint déi aktuell Diskussioun an Däitschland, och do géint aktiv Stierfhëllef sech asetzt, an och...

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Dir kënnt Iech net virstellen, dass se dat ausserhalb vun der Schoul maachen an an der Schoul eppes aneschtens?

(Brouhaha général)

► **Mme la Présidente.** -...Är Fro, Här Berger.

► **Une voix.** - Et war keng Fro, et war eng Feststellung.

► **Mme la Présidente.** - Dann huet den Här Schaaf elo d'Wuert, wann ech gelift.

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Während enger Woch, datt ass richtig, gi Schüler mat Sujete ronderëm Krankheet, Leiden, Doud, Trauer, Troust an och Begleedung konfrontéiert. De kandgerechten Émgang mat deem Sujet, dat ass jo de Sënn vun esou engem Projet. Et kann een aus menger Vue zwee Grënn uféieren, firwat ee skeptesch ka si par rapport zu esou engem Projet.

Dat Éischt, datt ass: De Sujet kann irritéieren. A wann dat de Fall ass, da confirméiert sech d'Noutwendegkeet justement, fir mat esou engem Projet Erfahrungen ze sammelen a Sujeten ze thematiséieren, fir déi eis normalerweis d'Wierder feelen.

Wa mir den Thema net appropriéiert fannen, da läit fir mech de Verdacht no, dass mer eis iwwerfuert fillen. De Sujet ass een, deem haut aus der Aktualitéit, aus der Famill, jo dacks aus dem aktive Liewe verdrängt gëtt. Wéi eng Gedanken eis Kanner sech awer dozou maachen, wéi si

mat Ängschten ëmginn, wéi eng Erfahrung si scho gemaach hunn, alles dat ass awer trotzdeem och derwäert, thematiséiert ze ginn.

(Interruption)

Déi genannten Aspekter sinn Deel vun eisem Liewen, a mir sollen de Sujet net verdrängen, mä eis opmierksam engem Projet wéi deem zouwinnen, deen an däitsche Schoule jo schliesslech awer seng Prüfung bestanen huet.

(Interruption)

Den Enseignement moral et social ass sécher déi richteg Plaz, fir esou e Projet unziesedelen, dee jo net en neie Cours ass, mä just eng punktuell an och evaluéierbar Aktioun, am Konsens vun Enseignanten, vum Ministère, vun Elteren, vu Kanner, vun der Gemeng.

„Kanner“ soen ech, well kee forcéiert gëtt, fir do deelzehuelen. D'Eltere kënnen hir Kanner jo eraushuelen a kënnen se dann an eng aner Klass ginn, wa si fannen, dass dat dote fir hiert Kand net zoumuttbar, net appropriéiert, net wëschenswäert ass. An et gëtt ebe just an zwou Klasse vum drëten Zyklus duerchgefouert. Mir schwätzen also hei vun enger ganz punktueller Saach.

Den Här Berger, hunn ech verstanen, fënt dat iwwerdrifwen an net zoumuttbar, an et sollt een dat aus der Schoul erausloossen - also, an engem gewëssene Sënn och beim Tabu bleiwen.

(Interruption)

Deen zweete Grond, deen ee kann uféieren zur Skepsis, dat ass deen, an deem ass och hei ugefouert ginn, dass eng...

(Interruption)

► **Mme la Présidente.** - Dir kënnt Iech d'Wuert herno nach eng Kéier froen. Loosst elo de Riedner schwätzen.

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Deen zweete Grond zur Skepsis, deen ee kann uféieren, dat ass, dass eben eng Associatioun, genannt jo Omega 90, domadder beoptraagt ass. Och dat gëtt jo hei kritiséiert. An ech mengen, dass et virun allem dat ass, wat hei kritiséiert gëtt. Dat erstaunt mech. Sollt et dann esou sinn, dass genee dat d'Skepsis ervirriff?

An eise Schoulen - dat ass déi éischt Feststellung - gëtt ëmmer erëm op Fachleit vu baussen zréckgegraff, déi als Intervenants externe an d'Schoul kommen an an der Schoul oprieden. Dat kann de Fierschter sinn, dat kann en Naturschutzservice sinn, eng Station biologique. Dat si Servicer vu Schoulmedezin iwwer Gesondheetssubjeten, d'Police iwwer Gewalt an der Schoul. Dat ass och de Fall bei Visiten, déi een dobausse mécht: bei Kulturprojeten, bei Muséebesich an esou weider. Ëmmer sinn et Intervenants externes, déi zu der Schoulklass schwätzen, déi hiert Fachwëssen do eriwuerbréngen. Dat sinn ëmmer Leit, déi opgrond vun hirem Beruf a Service der Schoul eng grouss Plus-value an eng grouss Kompetenz bréngen. Heivunner profitéiert d'Schoul, heivunner profitéieren d'Schüler an heivunner profitéiert och d'Léierpersonal, dat souwisou de Lead ëmmer, och bei esou Interventiounen, huet.

Beim Sujet vu Leiden a Stierwen hu mer keng Panoplie vu Servicer hei am Land, déi heiranner kompetent sinn an déi sech zoutrauen, mat Kanner heirobber anzegoen. Och wann den Enseignant vum Ethikcours dës Thema behandelt, ass e sécher net ondankbar, fir e gutt Handwierkseschier, e gutt Konzept a Material vu baussen zur Hëllef ze kréien.

Omega 90 - e Wuert dozou - ass eng strikt neutral Organisatioun, déi aus sechs groussen Associatiounen entstanen ass, vun deene wierklech keng am Verdacht steet, hei eng Manipulatioun vum jonke Mënsch ze beabsichtegen. Et geet hei drëms, Wierder ze fannen, fir mat Kanner e Sujet ze thematiséieren, deen och déi Erwuessenen ebe séier iwwerfuert an duerfir an d'Kategorie vun den Tabuthemen fällt.

Ech sinn duerfir éischter dankbar fir den Engagement vun Omega, am Alldag souwi-



sou, an och fir hir Bereetschaft, dese Projet zesumme mat der Schoul duerchzefieren.

Mir erfieren emmer alleguer, wann emol e Schoulkand em d'Liewe kennt oder schwier erkrankt, a mir maachen eis Gedanken doriwwer, wéi een an deem Moment d'Matschüler opfängt. Net méi spéit wéi gëschter hunn op deser Tribün hei Leit ze verstoe ginn, dass mir am Émgank mam Selbstmord séier mat eisem Latäin um Enn sinn an eng professionell Énnerstétzung muss garantéiert ginn. Ech mengen, dass dese Projet der Schoul ka wichteg Impulser a Wesse bréngen, fir an esou Noutsituatiounen de Kanner kenne eng Hëllefstellung ze ginn.

D'CSV versteet duerfir eigentlech net, wéi sou esou vill Ophiewes em desen dach awer interessanten a klenge punktuellen Usaz gemaach gëtt.

Den Här Berger kritiséiert jo d'Wäertneutralitéit vun Omega 90. Ech géif him dann och wëllen eng Fro zrëckstellen, wat wäertneutral eigentlech ass. Kann hien dat eng Kéier definéieren?

► **M. Eugène Berger (DP).**- Madame Presidentin,...

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Awer ouni an eng Definitioun ze falen, dass ee seet, et sinn...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Madame Presidentin, déi Saachen do, déi gehéieren an d'Éducation morale et sociale a bei Leit, déi Vertrauenspersounen si fir esou e Sujet. Dir hutt virdru Beispiller gesot, datt och aner Leit an d'Schoul kommen: Déi kommen net fénnef Deeg hannerenee véier Stonnen dauernd zu sechs, fir dann iwwer esou ee Sujet ze schwätzen, déi d'Schüler guer net kennen.

► **Mme la Présidente.**- Här Berger, dat do ass am Fong weder eng Fro nach e Fait personnel. Ech géif lech also dowéinst bidden, ze waarden, bis Der herno lech nach eng Kéier d'Wuert fro als déi Fraktioun, déi ugefrot huet.

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Ech wëll och elo hei schléissen. Ech wëll awer just nach trotzdeem eng Kéier meng Verwonerung iwwerhaupt iwwert des Aktualitéitsstonn ausdrécken, well eigentlech freet d'DP een Débat un, dee si eigentlech selwer guer net wëllt.

Ech erkläre mech. An engem Bildungspabeier, deen op der Demokratescher Partei hirem Internetsite ze liesen ass, do schreift déi Demokratesch Partei Folgendes am Kapitel „Konkrete Vorschläge der DP“, do steet - ech zitieren: „Die DP plädiert dafür, dass die Rolle des Gesetzgebers bei der Ausarbeitung von Schulgesetzen eingegrenzt wird.“ Ech zitieren weider: „Diskussionen und Entscheidungen über pädagogische Inhalte und Methoden sollen in den Augen der DP nicht im Parlament, sondern von den Spezialisten im Rahmen der öffentlichen Schule und unter Verantwortung des Ministeriums geführt beziehungsweise getroffen werden.“

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et sinn d'Enseignanten, déi d'Spezialiste sinn.

► **Une voix.**- Et sinn d'Enseignanten!

(**Interruption**)

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Ech loossen lech dat genéissen ouni weidere Kommentar.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Dir hutt näischt verstanen!

► **Une autre voix.**- Neen, ech mengen, en huet wierklech näischt verstanen.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Schaaf. Et ass dann um nächsten agedroene Riedner, an dat ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt dann domadder d'Wuert.

► **Une voix.**- Vergiesst Äre Gebuertschäin net!

► **Une autre voix.**- Sozialistesesch-laizistesesch.

(**Interruption**)

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech hat eigentlech geduecht, d'DP hätt eng Aktualitéitsstonn gefrot iwwert d'Interventioun an der Schoul, Interventiounen vu baussen am Allgemengen. Den Här Berger huet dorobber polariséiert, wat dee Projet ugeet iwwer Liewen an Doud.

Ech wëll soen, dass mer effektiv an der Éducation morale et sociale eng Plaz hunn, wou een natierlech och iwwer Liewen an Doud schwätzt, an et ass jo onse Wonsch - op jidde Fall als LSAP - scho laang, dass mer sollten an all Schoul e wäertneutralen, en ideologesch a reliéis neutrale Wäertunterrecht kréien, deen d'Kanner alleguerten zesumme mat esou Saache konfrontéiert. Dat gëtt jo och an dem Neie Lycée op eng exzellent Manéier gemaach. Dat ass dat eent.

Fir dese Projet, muss ech soen, ech hunn net esou vill Detailer iwwert dese Projet, wéi den Här Berger déi hei duergeluecht huet. Ech huelen un, dass d'Madame Minister vläicht e bësse méi Detailer kennt.

Ech ka just, wat dee Projet ugeet, och nëmme op dat insistéieren, wat an der schréfftlecher Äntwert vun der Madame Minister op déi Fro vum Här Berger geschriwwen ass. Dat, wat do steet, ass fir mech satisfaisant, well ech liesen do, dass, ier e Projet an d'Schoul kennt, do eng Konzertatioun zwëschent den Enseignanten, also den Enseignanté vun där Klass, den Autorités communales an den Eltere geschitt, ier esou e Projet vu baussen an d'Schoul erakënn. Dofir wär et interessant ze wëssen, wat dann domat geschitt ass.

An et gëtt jo och vum engem Projet geschwat, deen an zwou Klassen vun der École fondamentale an zwou Gemengen, zwou verschiddene Gemengen, soll starten, sous réserve de l'accord des acteurs concernés. Ech weess net, ob deen Accord do ass an ob dat dann och stattfënt.

Ech mengen, et sinn - souwäit ech aus der Äntwert liesen - Entretien en cours mat den Enseignanten, mat den Autorités communales, an d'Eltere ginn och mat agebonnen. Sou dass et also wichteg ass, ze wëssen, ob dat, wat elo den Här Berger hei gesot huet, ob dat alles stattfënt, fir dat ze encadréieren.

Ech wëll awer zu där allgemenger Fro, déi den Här Berger hei gestallt huet, nämlech d'Interventioun vu Gruppen, vu Gesellschaften, vun Interesseveräiner an der Schoul, eppes soen.

Ech mengen, dat ass eng wichteg Fro, déi natierlech duerch d'Evolution an deene leschte Jore sech gewandelt huet, well mer jo de Schoule wëlle méi Autonomie ginn. Ech mengen, dat ass de Fall bei de Lycéeën, dat ass och de Fall bei de Schoulen. Mir hu jo an dem Gesetz iwwert d'Grondschoul Schoule gebilt, an déi Schoulen hunn eng gewëssen Autonomie, fir sech ze organiséieren.

Sécher wëlle Leit, Associatiounen, déi eppes wëlle verrieden, an d'Schoulen erakommen, an do wär et wichteg, wann ee wéisst, wat fir Richtlinne géife bestoen, oder ob een - wéi soll ech soen - op de gudden Mënseverstand vun deene Leit, vun deene Schoulpartner, den Enseignanten, den Elteren an och den Autoritéiten an der Schoul sech do géif verlossen. Déi Autonomie, déi d'äerf natierlech net dozou féieren, dass een ideologesch verbränten Interventiounen kritt.

Ech wëll awer soen, wann hei e Projet vun Omega 90 kennt, gesinn ech - och do sinn ech mam Här Schaaf d'accord - an deem Omega 90 eng Associatioun, déi fir Palliativmedezin asteet. Wann och eng Partie Leit, déi an där Associatioun tätég waren, géint d'Euthanasiegesetz Campagne gemaach hunn, da muss ech soen, dass fir mech awer Omega 90 insgesamt net dofir a Sippenhaft ka geholl ginn, mä dass dat Omega 90 fir mech eng neutral Associatioun ass, déi och an der Palliativmedezin tätég ass. A mir hu jo och, wéi mer iwwert d'Euthanasie diskutéiert hunn, déi Palliativmedezin parallel zu der Euthanasie gesinn an och als en Deel vun deem Ensemble, dee mer do mat deenen zwee Gesetzer en place gesat hunn.

Dofir hunn ech net a priori elo Bedenke géint Omega 90, well ech fannen, dass do och an deem Conseil d'administration Leit vun alle Geeschtesrichtungen dra sinn, och

an deenen Associatiounen, déi do déi Omega 90 bilden, dass do Leit vun alle Richtungen dra sinn. Mä ech mengen, déi Fro, déi ee sech trotzdeem ka stellen, dat ass d'Interventioun vun Associatiounen vu baussen mat gewëssenen Ziler, wéi een dat insgesamt regelt. Ass et iwwerhaupt méiglech, do Direktiven ze ginn, oder soll ee sech op d'Autonomie vun de Schoule beruffen?

Ech menge schon, wann ee wierklech déi Consultatioun an de Schoule voll spille léisst, dass een och déi Autonomie ka respektéieren. Mä nach bleift et e Problem, well wann no esou enger Associatioun och anerer duerno kenne kommen, da kréie mer an d'Schoul natierlech vill Problemer, wou ee sech ka froen, ob d'Kanner domat eens ginn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Fayot. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Adam, deen dann och direkt d'Wuert huet.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Madame Presidentin. Ech si beandrockt vun deene Saachen, déi hei gesot gi sinn de Mëtteg. D'Aktualitéit vun der Stonn de Mëtteg, déi läit jo..., den Här Berger hat dat mat enger Note preziséiert, well effektiv, d'Ufro war fir mech och net kloer: Schwätze mer iwwert de Moralunterrecht allgemeng? Mä et ass jo preziséiert ginn: Mir wëllen iwwert de Projet vun Omega 90 schwätzen. Dat geet dann zrëck op een Artikel, deen den 10. Dezember 2010 am „Lëtzebuerger Land“ war, an ee Pressecommuniqué vun der FGIL de 6. Januar 2011.

Och déi gréng haten déi Remarquë bemierkenswäert fonnt, a mir hate gefrot, ob d'Madame Minister eis kéint Informatiounen iwwert dee Projet an der Éducatiouskommissioun ginn. An der Tëschenzäit ass awer och eng Question parlementaire vum Här Berger zum selwachten Thema beäntwert. Och wann déi Äntwerten, wéi esou oft, wann d'Regierung äntwert, éischer allgemeng gehale sinn: Mir kéinte mat deenen Äntwerte liewen.

Ech muss allerdéngs derbäisoen, wann deen Zeenario, wéi den Här Berger en hei beschriwwen huet, vun enger Endoctrinatioun vun 20 Stonnen an der Woch vu sechs Leit vu moies bis owes..., do hätte mer Problemer. Mä ech mengen, do wärte mer jo dann Informatiounen kréien. Mir haten déi Informatiounen an der Kommissioun gefrot.

Mä em wat geet et iwwerhaupt? Omega 90 ass eng A.s.b.l., déi an hire Statuten eng «ouverture à la pluralité des opinions philosophiques et religieuses» festgeschriwwen huet an als Objet huet - ech zitieren: «promotion d'initiatives pour l'accompagnement des mourants dans le respect fondamental de la personne et de la vie humaine». Déi Organisatioun wëllt also ee Projet a Primärschoule realiséieren.

Madame Presidentin, eng Rei Leit aus dem Verwaltungsrot vun Omega 90 hu vehement eng aner Meenung vertrueden, wat d'Gesetz iwwert d'Euthanasie ugeet, wéi d'Majoritéit hei am Haus an och wéi déi gréng Fraktioun. Däerf déi Organisatioun duerfir net an eng Primärschoul eran, fir mat Kanner iwwer Krankheet, Stierwen, Trauer an Doud ze schwätzen?

Mir mengen: Dach, si d'äerfen dat, virausgesat, si bréngen déi richteg qualifizéiert Leit mat, hunn den Accord vun de Leit um Terrain an dee vun den zoustännegen Autoritéiten. Mir sinn der Meenung, datt een net engersäits ka jäizen, mir misste méi Liewen an d'Schoul kréien, an anerersäits wëllte mer kee vu baussen an d'Schoul eraloossen.

Den Här Fayot huet de Begrëff vun „Sippenhaft“ gebraucht. Mir hunn och Problemer domadder, wann ee seet, well eenzel Leit aus dem Verwaltungsrot dat an dat gemaach hunn, dierft een déi Associatioun net an eng Schoul loossen. Och d'Fro, déi den Här Fayot och évoquéiert huet, d'Interventioun vu baussen an de Schoulen, ass natierlech en interessante Sujet, an do kann ee laang a breet driwwer diskutéieren.

Mir gesinn op alle Fall den Engagement vun där enger oder anerer Bank oder Privatindustrie an eise Schoulen als vill méi

problematesch wéi dee vun enger A.s.b.l., well dat si jo schliesslech keng Associatiounen sans but lucratif, mä avec but lucratif!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dat ass richtig.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- D'Ministesesch seet an der Äntwert op dem Här Berger seng Fro, et géif sech em eng Projektwoch handelen. Dat Ganzt wier dann, wéi gesot, op zwou Klasse vum drëtten Cycle begrenzt. D'Ministesesch seet och, si wëllt am Moment nach keen neit Fach aféieren an de Projet och net generaliséieren.

Mir wëssen...

(**Interruption**)

Et steet an der Äntwert.

(**Interruption**)

Jo.

Mir wëssen net genee, wat den Inhalt vun deser Projektwoch ass. Den Här Berger schéngt besser informéiert ze sinn. Ech wëll awer hei un een anere flotte Projet erënnere, an zwar un de Projet „Déi lescht Rees“ am Kader vum Kulturjoer 2007. Dee Projet war den 9. Oktober bis den 11. November an der Rotonde 2 zu Bouneweg.

Ech resüméieren e bëssen aus dem Programm vun deemem Projet. Do geet dervu Rieds, datt den Doud fir eis alleguerten eng Wierklechkeet ass, un där mer net erlaanscht kommen. A wien akzeptéiert, datt iergendwann eng Kéier all Liewe mam Doud ophéiert, deen erlieft eng besser Liewensqualitéit. Da kennt natierlech d'Fro: Wie sag ich's meinem Kinde?

Et ass net einfach, fir mat Kanner iwwert Doud an Trauer ze schwätzen. Heiansdo mengt een, d'Kanner wieren ze jonk, fir ze verstoen. Et wëllt een hinnen deen Thema erspueren. Et wëllt ee se schouwen. Mä d'Kanner stelle sech Froen. An d'Angscht an d'Onsécherheet vun den Erwuessenen, déi kréiert och Ängshten a Fantasievirstellung bei Kanner.

Mir si wierklech der Meenung, datt een deen Thema mat allem Fangerspëtzegefill soll an der Schoul thematiséieren. A wann ech op dee Projet, deen am Kulturjoer 2007 gelaf ass, zrëckgräifen: Do war zum Beispill de wichtige Partner Omega 90. Omega 90 war praktesch Coorganisateur vun deemem Projet. An do hunn nach ganz aner Partner matgemaach: d'Servicer vun der Stad Lëtzebuerg, do huet Art à l'école matgemaach, do hunn d'Mierscher Kulturhaus, d'Coopérations Wiltz an esou weider an esou viru matgemaach.

Mir hu gemengt, datt dat e Wee ass, fir flott an der Schoul ze schaffen an duerfir gesi mer eigentlech och net, firwat datt mer eis solle mat esou enger Vehemenz wiere géint dee Projet, deen émrass ass. Selbstverständlech, déi Froen alleguerten, déi den Här Berger opgeworf huet, féieren eis och derzou, fir herno dann e Bilan vun deemem Projet ze froen. Dat wier eppes, wat eis wierklech géif interesséieren. Mir kéinten eis net virstellen, datt eng professionell Organisatioun esou géif niewent dem professionelle Kader leien, wéi dat hei beschriwwen ass.

Et géif elo natierlech nach bliwen: Kommt, mir diskutéieren iwwert den Enseignement social et moral. Dat kenne mer gäre maachen. Do ass déi gréng Positioun ganz kloer: Mir halen et mat dem Jules Ferry, dee fransésische Minister, deen de Reliounsunterrecht aus de Primärschoulen erausgeholl huet an duerch d'Instruction morale et civique ersat huet: «L'instruction religieuse appartient aux familles et à l'église, l'instruction morale appartient à l'école.»

Ech mengen, dat sinn eis Positiounen, déi laang bekannt sinn. Do waarde mer drop, datt mer virukommen an deem Dossier. Do hu mer och als Gréng en Débat d'orientation ugefrot. Dat ass net dee vun der Schoul, mä dat ass een iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat. Dat ass eng Diskussioun, déi och muss gefouert ginn. Mä fir déi am Kader vun esou engem Dossier wéi deem heiten ze féieren, dat kenne mir schwéierlech novollzéien.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Adam. Den nächsten agedroene Riedner



ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Madame President. Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, mir woren och iwwerrascht, datt mer hei eng Debatt iwwer Omega 90 elo féieren, well am Bréif vun der DP stoung just «une heure d'actualité au sujet de l'évaluation de l'éducation morale et sociale dans l'enseignement fondamental». Dat ass natierlech net ganz prezis gewiescht.

Mä wa mer hei iwwer Omega 90 elo solle schwätzen, da muss een awer och emol ufänken, fir vläicht e Merci un déi Leit auszedecken, déi do matschaffen an déi wierklech eng ganz, ganz wäertvoll Aarbecht leeschten. Datt eng Schoul op déi Leit zrëckgräift, fir iwwert den Doud ze schwätzen, ass normal. Et ass richtig. Et ass souguer wierklech gutt, fir esou virzegoen, well déi Leit mat eppes ganz komplizéiertem, ganz Delikatem all Dag konfrontéiert sinn a wierklech déi Erfahrung matbréngen an déi Sensibilitéit matbréngen, fir och mat Kanner kënne doriwver ze schwätzen.

Euthanasie oder palliativ, et kann een dach elo net higoen... Ech froe mech heiansdo: Ass d'Demokratesch Partei nach demokratesch, wa se elo higeet a seet: „Leit, déi eng aner Position iwwer Euthanasie hunn, sollen an de Schoulen net méi d'Recht hunn, fir ze schwätzen“? Ech mengen, dat ass tendenziell vläicht net den Zitat Berger, mä et ass awer tendenziell dat, wat e Verrieder vun der Demokratescher Partei hei gesot huet.

Do froen ech mech: Ass dat dann eng demokratesch Partei, déi d'Versteesdemech vun deem Wuert, wat se am Numm huet, iwwerhaupt dann nach verdéngt? Oder huet se dat nach?

Hei gëtt och duerjereegeheit: Wäerteunterrecht a wäertneutral. Wat ass dann an den Ae vun der Demokratescher Partei e Wäerteunterrecht? Ass dat eng Éducation aux valeurs oder eng Éducation sans valeurs, wann et eng Wäertneutralitéit soll sinn? Gëtt et dat? Soll et dat iwwerhaupt ginn, Wäertneutralitéit an eise Schoulen? Neen, dat soll et net ginn! Och net an eng Éducation morale et sociale.

Eis Kanner solle mer zu Wäerter erzéien, ob an der Éducation morale et sociale oder an engem Reliounsunterrecht, iwwert dee mer elo hei, ausser bei eise grénge Kolleegen, nach net geschwat hunn. Well och am Reliounsunterrecht gëtt iwwert den Doud geschwat, an zwar op eng flott Manéier, well do den Doud iwwerwonnen gëtt, wat bei deenen aneren net esou ënnerstrach gëtt.

► **Une voix.**- Hoho.

► **Une autre voix.**- Fernand!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, et ass esou. Ech wëll dat just hei an Erënnung ruffen,...

► **La même voix.**- Beweist dat emol.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... datt et och déi Optioun gëtt.

Mir diskutéieren eng Kéier driwwer.

► **Une voix.**- Hu mer schonn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Wat d'Neutralitéit an de Schoulen ugeet - ech si bal um Enn vu menger Zäit -, loosse mer nach ee Wuert doriwver soen. Dat ass nämlech och wichteg, well keng...

(Interruption)

Jo, Merci, Madame President.

Mä keng Partei huet bis elo dat gesot, wat eigentlech déi gréissten Erausforderung ass. Dat sinn d'Politiker an de Schoulen, déi an d'Schoule gi virun de Wahlen a Wahlpropaganda maachen. Dat ass en Här Turmes, en Här Goerens. D'Madame Minister selwer geet dacks dohinner oder vun der CSV eng Häerd Leit. Vun der ADR net, komescherweis.

(Hilarité)

Mä ech wëll awer just soen, wa mer iwwer Neutralitéit an de Schoule schwätzen: Et ass net Omega 90, wat eis Suerge mécht, net d'Spezialiste wéi Fierschter a Polizisten oder Leit, déi anere Leit beim Stierwen hëllefen a se ënnerstëtzen - net aktiv, fir datt mer do keng Verwiesslungen hunn -, mä dat sinn d'Politiker an de Schoulen. An

do stellt sech eng ethesch Fro, ob mer net da sollen eis Schoulen an eis Schüler emol schützen viru politescher Propaganda virun de Wahlen.

Ech soen lech Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten a leschten agebroene Riedner ass deen honorabelen Här Hoffmann. Här Hoffmann, dann hutt Dir d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Madame Presidentin, wa mer hei en Débat gehat hätten allgemenger Aart iwwert d'Formation morale et sociale, dann hätt ech selbstverständlech - dat wonnert lech net - hefteg plädéiert fir e Cours unique a Richtung praktesch Philosophie, net a Richtung Wäerteunterrecht, well deen Ausdruck mer net gefält. Ech wëll och soe firwat, ier ech op Omega 90 kommen.

Well Wäerteunterrecht, dat kléngt esou, wéi wann een an der Schoul Wäerter antriichtert, esou wéi een däitsch Grammatik antriichtert, a genau dat sollt eng Formation morale et sociale eben net sinn. D'Schoul vermëttelt scho vill Wäerter. Dat si ganz oft bestehend Wäerter, traditionell Wäerter.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Eng Formation morale et sociale soll just eigentlech Wäerter an Normen anüben an hannerfroen; dat heescht jo net se oflehnen, awer och se erkennen an hirem gesellschaftleche Kontext an och léieren, dass Wäerter sech veränneren, dass ee se ka verännere selbstverständlech an dass een heiansdo souguer gesellschaftlech dominant Wäertvinstellung soll veränneren.

Duerfir hunn ech also och léiwer en Ausdruck wéi „praktesch Philosophie“ - déi kann een op alle Stufe maachen, de Schüler ugepasst - wéi deen Ausdruck „Wäerteunterrecht“.

Et muss ee jo awer soen, bei deem Cours unique si mer leider wéinst enger Partei hei bis elo nach ëmmer kee Schrëtt widerkomm, mä vläicht...

(Interruption)

Zwou? Aha.

Mä vläicht kënnt dann awer déi gréisst vun deenen zwou eng Kéier zur Asiicht, dass et souguer fir déi Relioun, déi se an hirem Numm stoen huet, besser wär, wann dee Privileg, dee se genéisst an de Schoulen, ofgeschaf wär.

Omega 90: Ech sinn absolut der Meenung, dass ee soll Acteure vu baussen an d'Schoul eranhuelen. Dat ka ganz nützlich sinn, ganz gutt fir d'Schüler. Allerdéngs muss een oppassen, wéi eng Envergure dass dat kritt, op där enger Säit. An hei schéngt mer awer d'Envergure e bëssen iwwerdriwwen ze sinn, wann ech déi Stonnenzuelen héieren.

Op där anerer Säit muss een awer eng gewisse politesch, ideologesch, reliéis Neutralitéit garantéieren. An do sinn ech och net sécher, ob dat dann hei de Fall ass. Ech wëll net ënnerstellen, dass déi Leit vun Omega dann elo eng konservativ, kathoulesch oder wat och ëmmer fir eng Ideologie do verbreed. Ech stelle mer awer d'Fro, wat geschitt, wa si selwer vu sech aus d'Thema vun der aktiver Stierfhëllef an deem Projet do behandelen, oder wéi si reagéieren, wann d'Kanner an der Schoul déi Fro opwerfen, entweder einfach vu sech aus oder well se mat esou enger Situatioun konfrontéiert sinn.

Hu mer dann d'Garantie, dass déi Verrieder vun Omega 90 eng neutral oder objektiv Position huelen och par rapport zu der Fro vun der aktiver Stierfhëllef? Wa se dat net maachen, dann ass d'ideologesch oder reliéis Neutralitéit, wann een dat esou dierf soen, net garantéiert. Duerfir ass et scho berechtigt, dass ee par rapport zu deem Projet do seriö Froe stellt an e bëssen oppasst, wat domadder geschitt.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Éducationnministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Also, mir geet et wéi aneren. Ech

mengen, d'Demande vun der Heure d'actualité war jo esou allgemeng, an och d'Diskussioun hei weist, dass een dat op verschidde Manéiere kann interpretéieren. Dofir wëll ech mech ganz kuerz faassen.

Éischtens sinn ech derfir, dass d'Schoul sech opmécht, fir Leit vu baussen eranzehuelen. Dat steet iwwregens och am Regierungsprogramm. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass eis Kanner an eis Jugendlech an där komplizéierter Welt, wou mer sinn, mat enger Villfalt och vu Leit a Kontakt kommen, fir sech eng Meenung ze maachen, wat et gëtt.

Da mengen ech, dass déi Ouverture soll geschéien am Kader vun der Autonomie vun enger Schoul. Keen hält der Schoul déi Verantwortung ewech. Ech mengen, all Question parlementaire bis elo, egal iwwer wéi eng Interventioun et gaangen ass, war an déi Richtung. Ech froen ëmmer d'Schoul, ob si dat wëllt.

Da soen ech: Mir hunn ee gutt Beispill, wat ech e bësse méi suivéiert hunn. Mir hu jo eng eenzeg Schoul, wou eng Éducation aux valeurs ass, an do gi systematesch Intervenants externes gefrot a précisément fir delikat Froen: iwwer Relioun oder iwwer Liewensanschauungen, well dat jo dann Témoine sinn, déi eigentlech besser kënne doriwver schwätzen, wéi een, dee sech dat just ugeliess huet. Dat ass awer hei net de Fall.

Dann hunn ech en drëtten Prinzip: Wann Intervenants vu baussen an d'Schoul kommen, dann ass et fir mech awer nun eng Konditioun, dass den Enseignant dann och an der Klass ass. Et ass net, fir eng Klass mat engem vu baussen ze loosse, ouni dass den Enseignant do ass.

Voilà! Dat, géif ech emol soen, wäeren déi grouss Prinzipien, a wann een déi do anhält, da gesinn ech elo net, firwat ech hätt sollen, wéi d'Leit vun Omega 90 gefrot hunn, fir kënne e Projet an enger Schoul ze maachen, am Numm vu wat ech hätt sollen dat refuséieren. Esou vill zum Prinzip. Dann zu de prezise Froen.

Also, éischtens bezilt de Ministère näischt. Also, mir hu keng Suen, fir dat ze bezuelen.

Zweetens hunn ech nach ni héieren, dass do sechs Persounen op d'Kanner lassgelooss ginn. Also, dat iwwerrascht mech, well dat musse jo forméiert Leit sinn. Et ass jo net de President oder een Exponent, deen an der Öffentlechkeet Meenungen ausdréckt, dee forméiert ass, fir kënne an der Schoul déi Aarbecht do mat Kanner ze maachen, well dat ass, mengen ech, déi schwéierst Aarbecht, déi et gëtt, fir dat do ze maachen.

Ech wëll och hei der Chamber soen, dass, ouni meng Autorisatioun ze froen, bal all eis Schoulen am Fall, wou e Kand stierft, wou e Suicide ass an enger Schoul, wou en Enseignant stierft, wou Eltere stierwen, bal alleguerten d'Enseignanté vu sech aus Hëllef siche ginn, fir mat de Kanner doriwver ze schwätzen, well dat dat Schwéierst ass, wat et gëtt.

Et gëtt zwee Anbieter - wann ech dat kann esou soen - hei am Land, déi forméiert Leit hunn an déi och bereet sinn, an d'Schoulen ze goen. Dat ass engersäits Omega 90 an dat ass anersäits de Groupe d'intervention psychologique. Et gëtt der zwee am Land. An d'Schoule froen deen, deen Zäit huet oder deen, dee se kennen.

Dat si Leit, déi sech immens vill forméiert hunn, fir mat de Kanner iwwert déi Saachen ze schwätzen. An dat weist jo och, dass all Generalist, e Generalist-Enseignant, deen eigentlech awer fir esou delikat Saachen net..., dass deen oft frou ass, wann en Hëllef ka siche kommen.

Elo sot Der: „Dat do ass ze laang. Dat dauert ze laang.“ Et ass ëmmer d'Konditioun, dass den Enseignant an der Klass ass. En dierf net eng Woch sech fräi maachen an dann d'Leit doranner funktionéiere loosse.

Ech hu gesot: „Wann Dir Schoule fannt, déi interesséiert sinn, fir dat doten ze maachen.“ Ech denken, dass se scho virun - well se jo vill a Schoulen erëmkommen - Schoulen haten, déi interesséiert waren, dat ze maachen. Da muss d'Autorisatioun vun der Gemeng geholl ginn. An da mussen natierlech d'Elteren informéiert

ginn. Ech mengen net, dass een esou eppes ka maachen ouni d'Autorisatioun vun den Elteren.

Déi Konditiounen sinn amgaang erfëllt ze ginn. Wann dat dann eng Kéier stattfonnt huet, da mengen ech, wär et derwäert, dass mer déi Leit géife komme loosse a se froen - souwuel d'Enseignanté wéi déi vun Omega oder d'Verrieder vun den Elteren - a mat hinnen driwwer diskutéieren, wéi dat dann empfonnt ginn ass.

Dofir, muss ech soen, war ech eigentlech e bëssen iwwerrascht iwwert déi Vehemenz. An da muss nach ee mer hei erklären, wat un Omega 90 esou suspekt ass, well ech hu mech do e bëssen informéiert. Dat ass jo gegrennt gi vu sechs Organisatiounen. Sechs! D'Amiperas, d'Caritas, d'Croix-Rouge, Doheem versuergt, d'Fondation luxembourgeoise contre le cancer an Hëllef Doheem. Do sinn, souwäit ech weess, Associatiounen derbäi, déi méi no um kathoulesche Bord sinn, mä et sinn awer och där anerer, well ech hunn nach ni héieren, dass een d'Croix-Rouge zum Beispill als klerikale Club do vernaamt hätt.

Dofir muss ech soen, dass ech e bëssen iwwerrascht war iwwert d'Vehemenz. An dofir sinn ech eigentlech dankbar, Här Berger, dass ech kann hei an aller Öffentlechkeet deen Débat e bëssen dédramatiséieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Unterrechtsministerin. Domadder wär dese Punkt och ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, nämlech de Projet de loi 6151 iwwert d'Laboratoire. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, d'Madame Mutsch, den Här Braz an den Här Colombera. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

6. 6151 - Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. De Projet, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, ännert déi aktuell Bestëmmunge vum Gesetz vum Juli 1984 iwwert d'Laboratoires d'analyses médicales of, fir esou der Entwécklung an deem Beräich Rechnung ze droen. Et ass eng Tatsaach, dass an deem genannte Beräich an deene leschte Joren a Jorzéngten eng enorm Evolutioun geschitt ass.

Zum engen hu sech d'Technik an den Opwand vun den Aarbechtsgäng fir d'Analysen immens verännert. Déi meescht vun deene gängegen Ennersichunge gi mëttlerweil bal vollautomatesch duerchgefouert. Natierlech bréngt dat mat sech, dass grouss Investissementer a Maschinenequipement néideg sinn. Op méi laang Siicht awer ass doduerjer de Käschtpunkt pro Analys staark erofgaangen.

Zäitgläich ass d'Biologie médicale am Kader vun der medezinescher Behandlung ëmmer méi wichteg ginn, sou dass an deem Beräich och ëmmer méi geziilt Spezialisatiounen derbäikomm sinn. Duerch dee Fortschrëtt brauch et ëmmer méi neiaarteg Ennersichungen, méi modern Equipement a méi spezialiséiert Personal.

D'Lëtzebuurger Regierung huet de Potenzial vun deem zukunftssträchtige Beräich erkannt a grouss Efforten ënnerholl, fir zukunftsorientéiert ze plangen an Aktivitéite vun der Recherche biomédicale, wéi zum Beispill d'Biomarqueuren, hei zu Lëtzebuerg weiderentwéckelt a gesot, si wéilt se och weider ausbauen, och fir Lëtzebuerg als privilegierte Site fir Firmen an

Entreprises an deem Beräich bekannt ze maachen an ervirzebréngen.

Och a genau dat fuerdert awer eben eng Rei vun Ännerungen um aktuelle Laboratoiregesetz, besonnesch wat d'Exploitationsform vun de Laboen ugeet. An deem Zesammenhang gëtt et souguer eng Plainte géint Lëtzebuerg bei der Europäescher Kommissioun, déi den 18. März 2010 eng Mise en demeure u Lëtzebuerg adresséiert huet, well déi medezinesch Laboen zu Lëtzebuerg nëmmen dierfe vun enger oder e puer Personnes physiques opgemaach an exploitéiert ginn - keng aner juristesche Form ass nämlech zoulässeg - a well de Kapital vun esou engem Labo integral muss an den Hänn vun engem oder méi Biologistë leien, déi an deem Laboratoire schaffen.

Dobäi wëll ech nach eng Kéier ervirsträchen, dass sech d'Landschaft vun de medezinesche Laboratoiren hei zu Lëtzebuerg an de leschte Jorzéngte ganz staark verännert huet. 1999 goufen et nach néng privat Laboratoiren zu Lëtzebuerg. Haut sinn et der just nach dräi, déi awer net manner wéi 350 Persoune beschäftegen. Wéi mer während den Auditioonen zum Projet de loi 6196 - dat ass d'Gesondheitsreform - héieren hunn, waarde si mat Ongedold op dës Ännerungen, déi mat deem virleiende Projet de loi solle virgeholl ginn, well se domadder aner Méiglechkeete kréien, fir sech als Acteurs économiques um Marché, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an der Grande Région an an Europa ze behaupten.

Aus all deene Grënn gëtt also mat deem Gesetz d'Méiglechkeet fir privat Laboratoire geschaf, eng Personne morale ze constituieren, déi de Laboratoire dann exploitéiert. Eng Partie vun Incompatibilitété soll sécherstellen, dass et keng Interessens- a Gewëssenskonflikter gëtt. Ausgeschlossen aus dem Kapital vu Privatlaboratoire sinn deemno all déi Gesondheitsberuffer, déi dierfen Analyse verschreiwen. Ausgeschlossen sinn och d'Établissements hospitaliers a Persoune, déi Dealer dorunner hunn. D'Établissements hospitaliers kënnen awer selwer sech zesummendoen, fir e Laboratoire opzemaachen an ze exploitéieren.

Am Kader vun der Gesondheitsreform ass och vill diskutéiert ginn iwwer eng eventuell Baisse vun den Tariffer. D'Laboratoiren hu jo effektiv an deene leschte Joren eng Rei Aschränkunge missen hinuelen: verschidde Baissé vun de Lettres-clés grad wéi d'Beschränkung op zwielef Analysen, déi rembourséiert ginn.

D'Laboratoiren an d'CNS si sech kaum eens ginn. D'Laboratoire soten, si kéimen ze vill ënner Drock an hunn natierlech och d'Ongläichheet par rapport zu de Spidolslaboratoiren aus hirer Siicht kritiséiert. An d'Caisse nationale de la santé ass dovunner ausgangen, dass, bedéngt eben duerch d'Evolution vun den Aarbechtsweisen an de Laboratoiren, d'Analysen haut vill manner kaschte wéi zu der Zäit, wou d'Tariffer ausgehandelt goufen.

Et ass ze hoffen, am Intérêt vun alle Bedeelegten, mä och am Intérêt vun der Gesondheitskeess an eistem Versuerungssystem, dass déi nei Bestëmmungen hei fir méi Transparenz wäerte suergen an domadder d'Diskussionen doriwwer och wäerte vereinfachen.

Am Regierungstext war och virgesinn, fir den Accès zum Laboratoiresresponsabele méi wäit opzemaachen. De Conseil d'État grad wéi och de Collège médical war awer domadder net d'accord. An d'Kommissioun huet sech d'Argumenter vum Conseil d'État zu Häerz geholl, sou dass d'Laboratoiresresponsabel deemno och an Zukunft weiderhin eng medezinesch Grondausbildung an eng Autorisation d'exercer fir Lëtzebuerg brauchen.

De Projet de loi regelt och, ënner wéi enge Konditioune Prélèvement, déi zu Lëtzebuerg gemaach goufen, kënnen vun auslännesche Laboratoiren analyséiert ginn. Ufanks war virgesinn, dass déi misste beweisen, dass se op d'mannst de Sécherheits- a Qualitétsupréch gerecht géife

ginn, déi hei zu Lëtzebuerg gëllen. Och hei ass d'Gesondheitskommissioun am Detail op dem Statsrot seng Argumenter agang an huet seng Propos an där Hisiicht ugeholl.

Déi lehnt sech nämlech un de franséische System an och un déi Législatioun un an déi beseet, dass eng Laboanalyse aus dräi Phase besteet an dass déi dräi Phasen am Prinzip mussen vun engem an deem nämlechte Laboratoire duerchgefouert ginn. An dass den éischte Laboratoire, den de Prélèvement gemaach huet, och vis-à-vis vum Patient d'Verantwortung dréit, dass d'Qualitéits- an d'Sécherheitskritären a gehale ginn. Deen éischte Laboratoire huet also Intérêt, sech ofzesécheren, dass dee Laboratoire, wou d'Soustraitancé gemaach ginn, och de Kritären entsprécht.

Nach e puer Wieder zu den Analyse selwer. Pardon, nach e puer Wieder net zu den Analysen, mä zu den Avisen. Ausser dem Collège médical, op deem seng Remarque ech scho kuerz agaange war, hunn ënner anerem och nach d'Commission consultative des laboratoires an d'Société luxembourgeoise de biologie clinique grad wéi d'Associatioun vun de Laborantins diplômés an d'Associatioun vun den Assistants techniques médicaux en laboratoire en Avis ofginn.

Dës Organisatioune waren zum Deel éischer retizent an hu fir weider Gardefouë plädéiert, wat d'Incompatibilitété betrëfft bei de méigleche Bedeelegten um Kapital vun de Laboen. Eng weider Forderung war et, fir d'Méiglechkeet vu Soustraitancen ze limitéieren. D'Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales huet de Projet allerdéngs positiv aviséiert.

Ech wëllt ofschléissend gären ervirsträchen, dass de Comité directeur vun der Gesondheitskeess wëllt, dass déi nei Bestëmmunge sech op d'Tariffer auswierken, déi der Assurance maladie fakturéiert ginn. En ënnersträcht och, dass d'Situatioun vun LNS, dem Statslabo, muss geregelt ginn, och am Kontext vun enger équitabler Konkurrenzsituatioun mat de private Laboratoiren.

Vläicht eng lescht Remarque, déi sech méi op de wirtschaftlechen Aspekt vun deem Gesetz bezitt. D'Méiglechkeet, sech als Société commerciale ze constituieren, gëtt eise Laboratoiren, privat oder Spidolslaboratoiren, d'Méiglechkeet, sech zesummendoen an domadder sech och iwwer eis Grenzen eraus ze positionéieren an domadder e besseren Accès zu Finanzierungsmodeller ze kréien duerch Grësst, Kompetenz an d'Tatsaach, dass Lëtzebuerg logistesche ganz gutt uegebonnen ass.

D'Kompetenz vun eise Laboen a vun auslännesche Referenzlaboratoiren, déi sech vläicht hei niddelloossen, kënn finalement och eise Patienten zegutt, well si direkten Accès zu de positive Retombéeë kënnen kréien.

Mat deene positive Perspektive wëll ech den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Projet de loi mat op de Wee ginn an lech Merci soe fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hire Rapport. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun géif ech wellen der Madame Rapportrice villmools Merci soe fir hiren exhaustive schrëftlechen an exzellente mëndleche Rapport, deen net méi vill Punkten oppe léisst. D'CSV begrësst dese Projet, deem säin Haaptzweck ass, an engem Secteur, deen a steeteger Entwécklung ass, aner Exploitationsformen ze erlaben, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Dee finanziellen Invest, deen néideg ass, fir esou e Labo op d'Been ze stellen, e stännege State of the art um Niveau vun de Recommandatioune ze halen an dann och nach innovativ ze sinn, deen Invest ass schwéier, wann net onméiglech vun enger Einzelperson ze droen. Duerfir erlaabt d'Gesetz dem Labo a Form vun enger

Personne morale ze fonctionnéieren, esou wéi dat am europäeschen Ausland méiglech ass a wéi d'Europäesch Kommissioun dat och verlaangt huet an hirer Mise en demeure vum März d'lescht Joer.

D'Gesetz erlaabt et och de Spideeler, sech zesummendoen, fir e Labo - an oder ausserhalb dem Spidol, eleng oder zesammen - ze exploitéieren, net awer fir sech an enger Personne morale ze associéieren. Dës Interpretatioun ass ganz sécher och am Sënn vun der Santéreform, fir op eng méi wirtschaftlech Aart a Weis d'Ressourcë vun de Spideeler zesummezeleeën, fir Double-emploien ze verhënnere an esou derzou bäizedroen, d'Krankeesebudgete méttelfristeg ze sanéieren.

Et soll och gesot sinn, dass esou Zesummenaarbechten, mä och Zesummenaarbechten tëscht Spideeler a Privatlaboen an och mat Privaten och am Ausland elo scho fonctionnéieren. Et ass net eréischt säit haut oder säit gëschter, dass eng Rei Ennersichungen am Ausland gemaach ginn.

Mir errechen heiansdo einfach den Nombre critique net, fir déi néideg Qualitéit ze garantéieren. Et géif sech also de Moment net lounen, déi mënschlech a materiell Ressourcen heiansdo a fir verschidden Analysen hei am Land ze etabléieren. Mir kënnen awer elo gespaant sinn, ob net Privatlaboen a Zukunft esou Méiglechkeeten, esou Weeër wäerte goen, esou Méiglechkeete wäerte profitéieren an, wie weess, och eng Kéier Analysen op Lëtzebuerg zéien.

Wann ee sech d'Laboslandschaft hei am Land ukuckt, esou wéi se reell existéiert, dann hu mer d'Situatioun, dass all Laboen de Moment - déi privat, d'Spideeler, déi öffentlech - fir déiselwecht Analysen an enger eigentlech onméiglecher Konkurrenz stinn. Fir kënnen ze iwwerliewen, huet scho bei ons eng grouss Konzentratioun vun de Privatlaboen stattfonnt. Dir hutt et alleguete matkritt, dass an all gréisserem Duerf op d'mannst ee Centre de prise de sang ass. Si sinn hire Clienten an der Demande méi nogaangen, mä iergendwann ass déi Schinn och ausgezeit.

Déi Privat hunn awer gewisen, dass een och ka méi ekonomesch fonctionnéieren, wéi dat an deenen anere Secteuren de Fall ass. Déi Zifferen, déi genannt ginn, si relevant, och wann den direkte Verglach bis elo net ze maache war, well d'Käschte vun den einzelnen Analysen an de Spideeler a bei den öffentleche Laboen net esou kënnen verglach ginn.

Déi Privat hunn och bewisen, dass een, wann een Investissementer zu där richteger Zäit mécht, duerchaus kann en Exzellenzcenter a verschiddenen Domänen etabléieren. Mä de finanzielle Risque fir eng Einzelperson ass enorm, an dat soll elo anescht ginn.

Fir d'CSV-Fraktioun ass et besonnesch wichteg, dass keng vertikal Associatioune méiglech sinn, also keng Dichotomie, dat heescht, dass et inkompatibel bleift, dass d'Prescripteur gläichzäitig Teilhaber an enger Gesellschaft wieren, déi e Labo exploitéiert. Dës ass am Sënn vun der Législatioun iwwert den Exercice vun der Medezin an den deontologesche Kritäre vum Collège médical, déi et zum Beispill och verbidden, dass d'Doktere vu verschiddene Spezialitéiten, déi ee bei deem anere kënnen Avisen huelen, associéiert wieren.

Här President, d'Madame Mutsch ass schonn drop agaangen, dass d'Kommissioun, wat d'Responsabilitéit op den Analysen ugeet, dee Wee, deen de Conseil d'État proposéiert huet, matgaangen ass, nämlech fir d'Virgänger an deem Zesammenhang an dräi Phasen opzedeelen, déi da kënnen individuell duerchgefouert ginn, mä fir déi d'Verantwortung kloer bei deem Labo läit, deen de Patient ursprénglech sollicitéiert hat. Esou ass dese Labo eben och responsabel fir de Choix vun engem eventuell anere Labo, deem hien en Deel vu senger Aarbecht delegéiert, an also soll hien dese Choix och no Qualitéitskritären treffen, an net nëmmen no där bëlleger Offer sichen.

D'Santéskommissioun huet festgestallt, dass no allgemengem Recht souwisou d'Responsabilité civile fir deen eenzelnen

Acteur spillt, an dass géint jidder Einzelnen och ka Recours geholl ginn.

Et bleift da nach zum Schluss d'Diskussioun, déi een an de verschiddenen Avisen erëmfënnt an déi och an der Santéskommissioun diskutéiert gouf, nämlech ob de Medeziner, dee responsabel vun esou engem Labo soll sinn, oder den Apdikter, pardon, eng Autorisation d'exercer misst hunn. De Projet hat nämlech hei méi eng grouss Ouverture virgesinn, an dat huet d'Madame Mutsch ons och scho verzielt.

Et geet em de Wëssenschaftler, dee Medezin studéiert huet, deem seng Spezialitéit awer hei am Land net op der Lëscht steet an deen deemno keng esou eng Autorisation ka kréien. A sengem Tätigkeetsberäich weist hien oder si awer grad wéinst deser Spezialitéit dee néidege Profil aus. De Nodeel vun deser éischer Léisung wier dee gewiescht, dass esou eng Person net méi ënner der Opsicht vum Collège médical géif stoen.

Also gëtt haut proposéiert, dass et duergeet, dass een eng Formation médicale de base kann nowiesen, also en ofgeschlossent Medezin- oder Pharmaziestudium, esou wéi dat am modifizéierte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 virgesinn ass. Dann awer kënn den Ajout, dass déi betraffe Person gehalen ass, sech un déi berufleche an deontologesche Kritären, wéi se hei zu Lëtzebuerg virgesi sinn, ze halen, an domadder där disziplinarescher Kontroll vum Collège médical ënnerläit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deser Léisung kann d'CSV-Fraktioun liewen. Mir begrëssen iwwerhaupt dës ganz Gesetz, dat et erlaabt, an engem zukunftssträchtegen an ëmmer méi wichtige Domän, net nëmme fir d'Santé, mä och fir verschidde wirtschaftlech Développementer vun onserem Land, der Privatinitiative eng reell Chance ze ginn. An nach zum Schluss: d'CSV-Fraktioun gëtt hiren Accord zu deem Gesetz.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech direkt der Rapportrice villmools Merci soe fir deen detailléierten, souwuel schrëftleche wéi och mëndleche Rapport.

Ech mengen, et muss ee soen, dass an de leschte Joren d'Aarbechte vun de medezinesche Laboen sech déifgräifend geännert hunn. Dat huet selbsterständlech drop baséiert, dass mer ëmmer méi technesch-medezinesche Progrësen an deem doten Domän ze verzechnen haten. Dat huet selbsterständlech och mat sech bruecht, dass et ëmmer méi zu enger pousséierter, géif ech soen, Spezialisatioun an awer och Kooperatioun komm ass, a souguer hei am Land selwer zu enger regelrechter Konzentratioun vun de Laboen.

Grad an engem klengen Land, wëssend, dass mer net ëmmer kënnen alles an eegener, nationaler Regie maachen, ass et ganz, ganz wichteg, dass mer kënnen verstärkt op international Kooperatioun tëschent de Laboen setzen. Derbäi kënn natierlech och - an et ass schonn ernimmt ginn -, dass eis Gesetzgebung hei zu Lëtzebuerg de Moment, oder bis elo, net konform war mat den europäeschen Direktiven. An anere Wieder, mir hunn hei zu Lëtzebuerg sougenannten Nohuelbedarf, op alle Fall, wat déi gesetzlech Basis vu medezinesche Laboen ubelaangt. Mat deem Projet de loi gëtt elo endlech deen Nohuelbedarf opgeholl, an zwar esou, dass mer dee Moment och den europäesche Forderungen kënnen nokommen.

D'Demokratesch Partei gesäit an deem Projet op alle Fall eng echt Chance fir déi Laboratoiren, déi hei zu Lëtzebuerg implantéiert sinn. Mat deem virleienden Text kréie se ouni Zweifel nei Méiglechkeeten, souwuel wat hir Form vun Exploitatioun ugeet, mä awer och wat d'Méiglechkeet vu Kooperatioun mat auslännesche Laboen ugeet.

Et ass an anere Wieder e gudden Dag fir d'Lëtzeburger Laboratoiren, nodeems se um Enn vum leschte Joer - Dir kënn lech alleguerten erënneren - duerch déi souge-



nannten duerchgepeitschte Gesondheitsreform uerg gebeidelt gi sinn, andeems hir Tariffer dach awer sensibel erofgesat gi sinn. Ech géif soen, dat heiten ass e positiven Dag mat positiven Akzenter, op alle Fall fir d'Laboen. Et erlaabt hinnen op alle Fall, nei Geschäftsfelder kënnen an Attack ze huelen, nei Aarbechtsplazen ze schafen an och d'Qualitéit vun den Analyse wäert bestoe bleiwen, respektiv wäert elo souguer verbessert kënnen ginn.

An anere Wieder, duerch déi Ursach, wou ech lech elo gesot hunn, kann ech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem positive Projet de loi ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Wagner Merci. An als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Här President, ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun der Madame Mutsch Merci soe fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, dass zum Projet an zum Sënn an Zweck vum Projet vu menge Virriedner alles gesot ginn ass. Ech wëll dofir just nach eng Kéier eis Zoustëmmung bréngen, awer och nach eng Kéier ënnersträchen, dass mer et bedauern, dass mer dee Projet hei net schon am Dezember konnte maachen. Et wier keng grouss Schwierigkeit gewiescht, dee Projet virum Enn vum Joer ze votéieren. Dat hätt de Leit aus dem Secteur gehollef an dat hätt och hirem Wonsch entsprach. Ech bedauern dat. Mir haten dat als Gréng proposéiert. Mä et ass elo, wéi et ass. Mir bréngen zum Text u sech awer gären eis Zoustëmmung.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. An als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Ee Merci un d'Madame Rapportrice fir hire Bericht. Am Domän vun der Analyse médicale komme mer an eng Situatioun eran, déi sech an deenen nächste Jore ganz schnell a rapid ganz ferm entwéckele wäert, an deem Sënn, dass mer Analyse wäerte froen, déi mer bis haut nach ni gefrot hunn.

Wa mer bis elo gewinnt woren, fir den Zockerspiegel ze kucken, d'Eisen, Cholesterol an esou virun, mat der Restriktioun - wëll ech awer och soen -, wou d'Analyse permanent eng Kéier op zéng pathologesch woren, si mer da lues a lues weidergeangen op immunologesch, allergologesch, bakteriell, virulogesch Analysen. An elo komme mer an déi Situatioun eran, dass mer ëmmer méi an d'Zell, an den Noyau erakommen. Dat heescht, d'Cytogénétique, déi genetesch Molekularmedezin, wéi een dat esou nennt, deen Enjambement vun de Chromosomen, d'Délectioun vun de Chromosomen, dat si lauter Begrëffer, déi an nächster Zukunft permanent wäerte vun den Doktere gebraucht ginn. An do ginn och extra Analyse gemaach.

Ech fäerte ganz, dass mer déi Analysen hei am Land net kënnen maachen. Aus deem einfache Grund, well dat ganz speziell Analyse sinn, well se nei sinn a well d'Apparatur net do ass. An ech stelle mer d'Fro, ob et vläicht net an deem Sënn richtig wier, dass mer hei zu Lëtzebuerg

eng Kéier ee Centre hospitalier universitaire géife kréien, wou mer déi Analysen da géife maachen.

Da stellt sech awer och d'Fro: Wat maachen déi privat Laboratoire? Kommen déi domadder no oder komme se net no? Well, wéi mer elo fir de Moment de Fall hunn, speziell Analysen, déi ginn allegueren an de Centre hospitalier, entweder op Stroosbuerg, op Louvain, op Léck geschéckt, an da kréie mer se heihinner geschéckt. Natierlech, dat ass eng Léisung, mä et ass vläicht awer net déi allerbeste Léisung.

Dofir, wéi gesot, dee ganzen Domän vun der Medezin, vun der biologescher Medezin wäert sech ganz weiderentwéckelen. An ech hoffen, dass mer als klengt Land, als Lëtzebuurger och do wäerte richtig matmaachen. Dofir begrëisse mer emol dese Schrëtt, dass déi privat Laboratoire iwwert d'Grenzen eraus kënnen schaffen. Et ass e positive Projet, a mir wäerten dann dësem Projet zoustëmmen.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass e Projet, deen dobaussen net dat ganz grousst Opsehen erreegt, mä et ass awer e Projet, deen e ganz grouse Potenzial a sech huet. An et ass e Projet, deen op eng ganz Rei vun Evolutiouner ronderëm eis reagiert.

Ech wëll fir d'Éischt der Madame Rapporteur, dem Lydia Mutsch, en häerzleche Merci soe fir den exzellente Rapport an och den Engagement, fir de Projet schnell iwwert d'Ronnen ze bréngen. Et kann een driwwer diskutéieren, ob een en am Dezember oder am Januar hält. Ech mengen, dat mécht net den Ennerscheid. Ech wëll just soen, dass d'Kommissioun ganz effikass a konstruktiv geschafft huet.

Dat, wat de Labossecteur an deene leschten 20, 25 Joer un Evolutioun hannert sech huet, ass enorm. Virun 20 Joer hu mer mat groussen Apparater a ville Leit a laangen Zäite wéineg Analyse kënnen maachen. Haut kann de Labossecteur mat klengen Apparater vill Analyse mat wéineg Leit an a ganz kuerzen Zäiten a ganz fiabel maachen.

D'Diagnostik wäert an deenen nächste Joren als Basis vun der moderner Medezin eng Evolutioun huelen, déi mer eis haut nach net kënnen virstellen. Do ass e Potenzial dran, deen enorm ass.

Ech ginn lech ee Beispill, dat mer eis an deene leschte Woche selwer konnten ukucken. De mënschleche Genom, d'Irfmass vun engem Mënsch, déi war bis virun e puer Joer net ze sequenzéieren, dat heescht, net opzeschlësselen. Virun dräi Joer ass et fir d'Éischte Kéier gelongen, an engem Effort vun dräi Joer mat Mëttele vun 300 Milliounen US-Dollar, dat ze errechen. Haut ass et méiglech, de Genom ze sequenzéieren an e puer Deeg an zu engem Käschtepunkt vun 10.000 Euro (veuillez lire: Dollar).

D'Zilsetzung ass, an deenen nächsten zwee, dräi Joer dat kënnen ze maachen innerhalb vum e puer Stonnen zu engem Käschtepunkt vun 1.000 Euro (veuillez lire: Dollar) an da kann ee weiderdreeën. An deem dote Secteur gëtt et eigentlech keng Limiten, déi een haut kann ofgesinn, déi

sinn haut net bekannt, an déi nei Diagnostik, déi personaliséiert Medezin, d'Biomedezin - an, an, an - wäerte muer d'Basis gi fir eng modern Medezin.

Mat deene Risiken, wëll ech soen, déi mer alleguer kennen: Well, wann et keng Limité méi gëtt, fir de Mënsch auserneezenhuelen an all potenziell Krankheeten ze analyséieren, da mengen ech, gëtt et ganz grouss Geforen, déi domat verbonne sinn an déi esou wäit kéinte goen, dass de Mënsch vum éischten Dag, wou en op d'Welt kënnt, als potenzielle Kranken ugesi gëtt an da vun alle méiglechen Interessente mat Medikamenter, déi kënnen, sollten, misste verhënnere, dass déi Krankheet eng Kéier ausbrécht, gefiddert gëtt.

Dat heescht also, op där enger Säit kënnen mer soen, déi doten Entwécklung, bei där ass d'Limite nach net ofzegesinn. Mä well dat esou ass, musse mer déi doten Entwécklung op eng intelligent Aart a Weis begleeden, flankéieren an och ofsécheren, fir dass se wierklech am Interesse vum Mënsch ass an net nëmme prioritär am Interesse vun neie Geschäftler mat der Gesondheet.

Dat ass eppes, wat mer mussen an eise Bestriewunge mat abannen, fir bei deem dote Secteur matzeschaffen, matzemeschen, fir och hei zu Lëtzebuerg Standuert kënnen ze ginn. An do si mer amgang, dat ze maachen. Déi bioethesch Froen, déi domat verbonne sinn, déi sinn am Moment amgang, an engem Avis vun der Commission nationale d'éthique duerchliicht ze ginn.

Ech hunn lech virdru gesot, dass d'europäesch Émfeld eis dozou encouragéiert huet, fir déi hei Gesetzesännerung ze maachen, dass déi Bestriewungen, déi mer mat auslänneschen internationale Partner maachen, fir an der Diagnostik Acteur ze ginn, eis och ofverlaangt hunn, fir vun där bisheger Organisatiounsform vun de Laboen ofzewäichen an aner Organisationsforme méiglech ze maachen. Well do sinn, wann een déi Aktivitéiten - d'Fuerschung, awer och d'Start-upen an herno méi industriell Applikatiounen - wëllt drunhänken, ganz aner Zommen am Spill wéi dat, wann een e klassesche Laboratoire d'analyses médicales opbaut. Do ass de Risiko esou grouss, dass eng eenzel Persoun dat schweier ka maachen an dass do d'Gesellschaftsform ubruecht ass. Dat als Hannergrond.

Sécher interesséiert et, dass an deene leschte Joren d'Laboswelt hei zu Lëtzebuerg sech komplett ëmstrukturéiert huet an dass d'Acteuren, d'Zuel vun den Acteuren kleng ginn ass. Ech wëll och soen, dass bei deenen Acteuren ganz dichteg Acteuren derbäi sinn, déi net nëmme Lëtzebuerg am Viséier hunn, mä iwwert d'Grenze kucken an och duerchhaus e Potenzial hunn, fir Acteur iwwert d'Grenzen ze gi mat europäesche Partner.

Dat heescht, hei setze mer de Grondsteen fir d'Entwécklung vun engem Secteur hei zu Lëtzebuerg. Mir setzen och de Grondsteen fir Allianzen iwwer eis Grenzen eraus. A mer setzen de Grondsteen, fir Acteur ze ginn an engem Beräich, deen a voller Entwécklung ass.

Wéi et richtig gesot ginn ass vun der Madame Rapporteur, gëtt et net nëmme eng Entwécklung op dësem Gebitt, mä et gëtt och eng Entwécklung am Spidolswies, wou d'Lëtzebuurger Spideeler amgang sinn, am Labosberäich méi enk zesummenzeréckelen, déi Routine, déi gemaach muss ginn, fir do d'Efforten zesummenzesetzen a selbstverständlech awer Antennen an deenen eenzelnen Haiser ze halen. Mä och do ass eng méi enk zesummenaarbecht amgang, wat gutt ass!

An der Gesondheitsreform hu mer am Ambulatoire souwuel déi privat Laboe wéi och d'Spidolslaboen - an dat war ëmmer e Problem an der Vergaangenheet - op e Pied d'égalité gesat. Dat heescht, si ginn d'selwecht behandelt an Zukunft. Si tariféieren och d'selwecht. An déi eenzel Leeschtungen, déi déi eng kréien an déi aner net kréien, déi gi vun där Tarificatioun ofgehale, sou dass mer do net méi riskéieren, attackéiert kënnen ze ginn.

Déi nächst Etapp ass d'Reform vum Laboratoire national de santé. Do si mer ganz wäit fort mat de Preparativen. Et sinn nach zwee Gespréicher, déi ze féiere sinn, an da

kënnst de Projet an de Conseil de Gouvernement. Ech mengen, de Labo, dee muss och déi Evolutioun, déi et um Private gëtt an op anere Pläng gëtt, kënnen suivéieren. Wann e wëllt Acteur an deem dote Beräich bleiwen, dee sech ganz schnell entwéckelt, d'äer en d'Entwécklung net verpassen.

Et ass richtig gesot gi vun deenen eenzelne Riedner, dass déi fantastesch Entwécklungen an de Laboen och mussen e Spuerpotenzial bréngen fir d'Allgemengheet an och fir d'CNS.

An nodeem mer dat heite Gesetz dann hoffentlech de Mëtteg stëmmen, wäert et dann de Laboen, och deene private Laboen, e bësse méi liicht falen, fir och hir Contributioun zu der Konsolidéierung vun der Gesondheitskeess ze maachen. Déi ass virgesinn an déi muss spëtstens bis den 1. Abrëll unter Dach und Fach sinn.

Mir hunn also eis Virleeschtung bruecht. Mir erwaarden dann och déi vernünftige Reaktioun vun deenen, déi sech wäerten dank dësem Gesetz weider kënnen entwéckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheitsminister. Domadder wäre mer och um Enn vun der Diskussioun iwwert dese Projet. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss, an de Projet de loi 6151 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6151 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert (par Mme Martine Mergen), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Scheuer), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombera) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.46 heures)

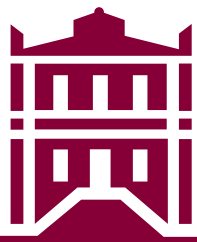


Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

- Dépôt d'une demande de convocation d'une réunion jointe de deux commissions parlementaires par M. Félix Braz
 - M. Félix Braz, M. le Président
- Dépôt d'une motion par M. Claude Adam
 - M. Claude Adam
- 5858 - Projet de loi portant modification de:
 - la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
 - la loi électorale modifiée du 18 février 2003
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Camille Gira (dépôt d'une résolution), M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la résolution 1 (adoptée)
- 6126 - Projet de loi portant modification de l'article 457-3 du Code pénal
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann, M. Ben Fayot
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice, M. Xavier Bettel (parole après ministre)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6104 - Projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification
 - du Code du Travail
 - de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
 - de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
 - du Code d'instruction criminelle et
 - du Code pénal
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6149 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques
 - 6180 - Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques
 - Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Lucien Thiel
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. André Hoffmann
 - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 6149 et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 6180 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Ech gesinn am Moment kee Verrieder vun der Regierung, esou datt se och keng Kommunikatioun ka maachen. Den Här Braz freet direkt d'Wuert.

1. Dépôt d'une demande de convocation d'une réunion jointe de deux commissions parlementaires par M. Félix Braz

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Här Président, déi gréng Fraktioun wëllt hei en Dépôt maache vun enger Demande de convocation urgente vun der Commission juridique a vun der fir d'Police zoustänneger Kommissioun. Am Radio 100,7, an der Dageszeitung „Journal“ an op RTL 92,5 sinn haut Informatiounen publizéiert

ginn, déi de Minister Nicolas Schmit betreffen an déi État dovunner maachen, dass den Nicolas Schmit am Joer 2009 schonn eng Kéier bei der Police intervenéiert war an enger Affär, déi ee Member vu senger Famill betrëfft.

Mir froen dofir als gréng Fraktioun, dass déi zwou Kommissiounen d'urgence convoquéiert ginn, d'Commission juridique an déi fir d'Police zoustänneg Intérieurskommissioun, an dass mer an déi Kommissioun de Minister Schmit invitéieren, souwéi och déi zwee zoustänneg Ministeren, den Här Halsdorf an den Här Biltgen.

Mir mengen och, dass een do muss diskutieren iwwert déi Circulaire, déi vun der Police intern gemaach ginn ass am Kontext vun der sougenannter „Affär Schmit“. Mir mengen, dass et och net duergeet, wann d'Police haut eng Circulaire mécht, fir ze soen, dass ee keng Saachen dierf erausginn, wat eng Zort béise Fanger ass. Mir mengen, dass hei muss um Niveau vun der IGP och eng Aarbecht geleescht ginn, ier ee ka Konklusiounen zéien.

An d'Police deit jo un, dass et méiglecherweis op enger anerer Plaz déi Fuitë géif

ginn. Dofir wëlle mer och de Minister Biltgen derbäi hunn, fir eis och mat him iwwert déi aner méiglech Lächer vun de Fuiten ze ënnerhalen. Mir sinn der Meinung, dass hei ganz séier muss reagéiert ginn, well, ech mengen, d'Land, d'Öffentlechkeet huet e Recht drop, endlech an dëser Affär lückenlos opgekläert ze ginn.

Demande de convocation

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de demander la convocation urgente d'une réunion jointe de la Commission juridique et de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et la Police.

Selon des informations publiées aujourd'hui par la radio socioculturelle 100komma7, le quotidien «Journal» et RTL 92,5 Monsieur le Ministre Nicolas Schmit serait intervenu auprès de la Police grand-ducale dans une autre affaire impliquant un membre de sa famille.

Nous vous prions d'inviter Messieurs les Ministres Nicolas Schmit, Jean-Marie Halsdorf et François Biltgen pour fournir aux membres des deux commissions les explications qui s'imposent.

Avec nos remerciements anticipés, nous vous prions d'accepter, Monsieur le Président, l'expression de notre plus haute considération.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Camille Gira.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut...

(Interruption)

Ah! Den Här Adam huet och nach d'Wuert gefrot. Ech wëll awer vläicht eppes soen. Am Prinzip kann een d'Wuert froen, wann een eng Motioun déposéiert; et ass awer net fir elo iergendwéi zu engem Sujet hei d'Wuert ze ergräifen. Ech hat gemengt, den Här Braz géif eng Motioun deponéieren, et ass awer elo e Brëif.

Eigentlech ass et just d'Méiglechkeet, datt een hei untrëtt an eng Motioun déposéiert. Dat ass à tout moment méiglech. Duerfir wëll ech och direkt dem Här Kartheiser soen, wann en eng Motioun ze déposéieren huet...

(Interruption)

Jo, den Ordre du jour, deen hu mer en Dëschdegg approvouéiert.

(Interruption)

Jo, bon elo...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Här Président, just ee Wuert.

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Mir schécken dat da bien entendu iwwert deen übleche Wee direkt no, fir dass et keng Malentenduë gëtt. Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Gutt. Da kritt elo den Här Adam d'Wuert, awer fir eng Motioun ze deponéieren.

2. Dépôt d'une motion par M. Claude Adam

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här Président. Effektiv, ech wëll eng Motioun déposéieren, an zwar, wat d'Implantatioun vun neien Agrazenter zu Colmar betrëfft. Ech wëll ganz kuerz rappeléieren, datt eis Landwirtschaft schonn zënter Laangem e Site sicht. Ech wëll och rappeléieren, datt zënter 2009 Kontakter mat Colmar bestanen hunn.

D'Chamber, dat ass, wat d'Motioun proposéiert, félicitéiert der Décisioun vun Colmarer Gemengerot vum 16. Dezember 2010, fir deen Agrozenter do opzehuelen. A vu datt et wichteg ass an urgent, datt eng sécher Planung do ka gemaach ginn, géif d'Chamber d'Regierung invitéieren, datt déi Implantatioun esou séier wéi méiglech kéint zu Colmar réaliséiert ginn, selbstverständlech an Zesummenaarbecht

mat sämtlechen Acteuren, déi do betraff sinn.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant que les milieux agricoles sont depuis longtemps à la recherche d'un site pour l'implantation d'un centre agricole;

- rappelant que le site de Colmar-Berg fut déjà l'objet de négociations entre la commune et la fédération agricole «De Verband Group» en 2009;

- se félicitant de la décision du 16 décembre 2010 du conseil communal de la Commune de Colmar-Berg en faveur de l'implantation du nouveau centre agro-industriel sur son territoire;

- vu l'intérêt d'une planification sereine et rapide du nouveau centre agro-industriel sur un terrain répondant aux exigences des plans sectoriels établis par le Gouvernement et notamment celui des «grands ensembles paysagers», même si ce plan sectoriel n'est pas encore arrêté définitivement;

invite le Gouvernement

- à faire en sorte que l'implantation puisse être réalisée le plus rapidement possible à Colmar-Berg, en concertation avec tous les acteurs concernés.

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Elo komme mer dann zu eisem Ordre du jour, wéi e vun der Conférence des Présidents festgeluecht gi war. An do hu mer als éischte Punkt haut de Mëtteg de Projet de loi 5858, eng Ofännerung vun der Loi communale. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Etgen, den Här Klein, den Här Gira, den Här Gibéryen an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

3. 5858 - Projet de loi portant modification de:

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, Ännerungen um Wahlgesetz sinn ëmmer en delikaten Exercice. D'Wahlgesetz leet d'Regele vun der demokratescher Ausenansetzung fest. Dëse Gesetzesprojet betrëfft méi generell awer och nach déi politesch Rechter hei zu Lëtzebuerg. En Deel vu politesche Rechter geet mat dësem Projet de loi u Leit, déi Netlëtzebuenger sinn, mä déi hei wunnen, a wou mer dervun ausginn, dass se hei zu Lëtzebuerg integréiert sinn.

Et ass dat duerfir e wichtege Projet, iwwert dee mir haut, knapp néng Méint virun de Gemengewahl vum 9. Oktober, ofstëmmen. Dëst ass och doduerch ënnerstrach, dass de Projet de loi herno muss mat enger qualifizierter Majoritéit vun zwee Drëttel vun den Deputéierte gestëmmt ginn.

Här Président, de Gesetzesprojet 5858 geet eigentlech schonns op d'Joer 2008 zrëck. Am Virfeld vun de leschte Chamberswahlen huet d'Chamber deemools iwwert de Projet de loi 5859, also souzesoen den Zwillingbrudder vun dësem Gesetzesprojet, eng éischt Serie vun Ännerungen um Wahlgesetz gemaach. Dës hunn ënner anerem d'Aschreiwen op d'Wielerléschte vun den Netlëtzebuenger bis zum 13. Freideg virun dem Wahltermin erlaabt. Deemools gouf och d'Residenzdauer vun den Netlëtzebuenger, fir bei den Europawahl matzegoen, vu fënnf op zwee Joer erofgesat.



Här President, haut geet et, niewent enger Hällewull vun techneschen Ëmännerunge vum Wahlgesetz, konkret ëm véier Punkten: éischtens, den Zougang vun Netlëtzebuurger zum Schäfferot; zweetens, d'Sprooch, déi am Gemengerot geschwat gëtt; drëttens, d'Onvereinbarkeeten tëschent verschidde berufliche Situatiounen an engem Gemengerotsmandat, a véiertens, d'Prozedur fir d'Asetze vun deem nei gewielte Gemengerot.

Éischtens, den Zougang vun den Netlëtzebuurger zum Schäfferot. Een Netlëtzebuurger, ob EU-Bierger oder Member aus engem Drëttstat, zum Beispill en Amerikaner, e Schwäizer oder e Chinesen, kann an Zukunft Member vun engem Schäfferot ginn. Hie kann also net nëmme Gemengeconseiller ginn, mä och Buergermeeschter oder Schäfte, virausgesat, e gëtt an de Gemengerot gewielt.

An deem Kontext sot de Statsminister an der Regierungserklärung vum Juli 2009 dat heiten: „Een anere Konsens ass amgaang, sech erauszubilden. E mécht sech rondërem d'Iddi, dass eis auslännesch Matbierger méi Matsproocherecht um kommunale Plang solle kréien. D'Gemeng ass déi éischt Integratiounsplaz. Et ass an der Gemeng, wou Netlëtzebuurger a Lëtzebuurger sech begéien, sech kennen a sech schätze léieren. Dofir wëlle mer d'passiivt Wahlrecht fir all Netlëtzebuurger opmaachen. Dofir kënne si och, wat souguer d'Bierger vun der Europäescher Union haut nach net kennen, Buergermeeschter oder Schäfte ginn. Mir maachen et esou méiglech, dass d'Integratioun bis hinnenhi ka goen. Mä prälabel Integratioun muss awer sinn. Dofir bleiwen d'Bestimmungen iwwert d'Resistenzdauer och onverännert.“

Här President, wat dës Ouverture fir d'auslännesch Matbierger ubelaangt, kruten 1995 am Kontext vun dem Traité vu Maastricht d'EU-Bierger d'Recht, fir bei de Gemengewahle wielen ze goen. En EU-Bierger kann zënterhier och Conseiller an enger Gemeng ginn, virausgesat, hien huet fënnef Joer am Land gewonnen.

Zënter 2005 kënne bei de Gemengewahlen niewent den EU-Bierger och Leit aus Drëttstate mat wile goen, wa se viru fënnef Joer am Land gewonnen hunn a sech op d'Wielerlëschten agedroen hunn. Si konnten awer bis elo nach net kandidéieren.

Bei de Gemengewahle vum nächsten Oktober kënnen all Netlëtzebuurger mat wile goen. Si kënnen kandidéieren, si kënne Gemengeconseiller, Schäfte oder Buergermeeschter ginn. D'Viraussetzung ass, den Netlëtzebuurger wunnt onënnerbrach fënnef Joer am Land, an zwar viru senger Kandidaturerklärung. Well dës spëttstens 30 Deeg virum Wahltermin anzerechen ass, heescht dat, dass een Netlëtzebuurger virum September 2006 am Prinzip muss onënnerbrach am Land gewonnen hunn, fir bei den nächste Gemengewahlen ze kandidéieren.

Mä den Netlëtzebuurger muss net onbedéngt fënnef Joer an där Gemeng gewonnen hunn, wou e kandidéiert. Grad wéi all Lëtzebuurger Kandidat geet et duer, dass hie sechs Méint virum Dépôt vun der Kandidatur an där Gemeng wunnt, wou e kandidéiert; dat heescht also am Prinzip virum März dëst Joer.

Opgepasst: D'Wahlgesetz schwätzt bei de Gemengewahlen net vun Domicile, mä vu Résidence. Et muss een also do, wou ee kandidéiert, effektiv wunnen. D'Aschreien an de Populationsregister vun enger Gemeng présuméiert, dat heescht hëlt un, dass een do wunnt. Fir dat unzefechten, muss de Contraire bewise ginn.

Här President, den zweete Punkt ass dee vun der Sprooch am Gemengerot. Wann een Netlëtzebuurger ka Buergermeeschter oder Schäfte ginn, stellt sech natierlech d'Fro vun der Sprooch, déi hie muss an der Ausübung vu senger Funktioun schwätzen. D'Antwort dorop steet am Artikel 14 vun dem aktuelle Gemengesetz. Dësen Artikel staamt aus dem Joer 1995. E gëtt duerch dëse Gesetzesprojet net geännert.

Mat dem Zougang vum Netlëtzebuurger zum Schäfferot kritt d'Sproochbestimmung am Gemengerot natierlech eng ganz aner Bedeitung. D'Intérieurskommissioun huet sech dofir och mat dësem

sioun huet sech dofir och mat dëser sensibeler Fro beschäftegt. D'Liesart an dem schrëftleche Bericht ass folgend. Den Artikel 14 vum Gemengesetz, dee seet: «La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois. Les conseillers peuvent s'exprimer également dans l'une des autres langues visées à l'article 3 de la loi...» vum 24. Februar 1984 «...sur le régime des langues. Nul ne saurait toutefois demander une interprétation de la langue parlée ou une traduction des documents écrits présentés en une des langues visées par la loi précitée ou en toute autre langue.»

D'Regel ass deemno déi hei: Am Gemengerot muss Lëtzebuergesch geschwat ginn. E Gemengeconseiller ka sech op Däitsch oder Franséisch ausdrécken. Hien huet kee Recht op eng Iwwersetzung. D'Gesetz schwätzt vun „conseillers“, déi sech op Däitsch oder Franséisch kënnen ausdrécken, an net vun „membres du conseil communal“.

Deemno muss ee Buergermeeschter oder ee Schäfte Lëtzebuergesch schwätzen. All aner Liesart vun der Gesetzesbestimmung géif de Prinzip «La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois» ënnerhiechen. Derbäi kënnt, dass 1995, wéi den Artikel 14 am Kontext vum passive Wahlrecht fir EU-Bierger agefouert gouf, dës nëmme Gemengeconseiller an net Buergermeeschter oder Schäfte konnte ginn.

Historesch gesi konnt mat dem Begrëff „conseiller“ deemno net „membre du conseil communal“ viséiert sinn. Schliesslech gehéiert d'Gemengesetz op juristeschem Plang zum sougenannten „droit public“. An deem Beräich sinn d'Gesetzesbestimmungen strikt ze liesen an net large ze interpretéieren. Hält e Buergermeeschter sech net un eng Sproochbestimmung, dann dierft ee Beschloss, deen e Gemengerot opgrond vun där Gesetzesmëssuechtung hëlt, bei den Autorités de tutelle ufechtbar sinn.

Här President, een drëtter Punkt ass dee vun de sougenannten „Incompatibilitäten“, also den Onvereinbarkeeten tëschent engem Gemengemandat a verschidde Funktiounen am öffentlechen Déngscht. 2003 war d'Wahlgesetz schonns eng Kéier op deem Punkt geännert ginn. D'Uwendung vun dem deemolegen Text war an der Praxis méi oder manner schwieereg. Dat huet och e Geriichtsuerteel an der sougenannter „Affär Wietor“ ënnerstrach.

D'Regierungserklärung aus dem Joer 2009 huet op deem Punkt festgehalten, dass eng sougenannt „liste limitative exhaustive“ vun Incompatibilitäten géif an d'Wahlgesetz ageschriwwé ginn. Dat passiivt Wahlrecht, also d'Recht fir gewielt ze ginn, ass an eiser Verfassung verankert. Jiddwereen, deen dat passiivt Wahlrecht huet, ka Member vun engem Gemengerot ginn, virausgesat, hie gëtt gewielt.

Déi generell Approche ass also de Prinzip: «La capacité est la règle. L'incapacité...», fir gewielt ze ginn, «...est l'exception.» Ausnahme sinn - a kënnen deemno net opgrond vun hirer Funktioun Member vun engem Gemengerot ginn -: d'Ministeren an d'Statssekretären, d'Beamten aus dem Innenministère grad wéi de Verwaltungen, déi dem Innenministère ënnerstinn. Dorënner falen zum Beispill d'Waasserwirtschaftsamt, d'Administration des services de secours an d'Beamte vun den Distriktskommissariater. D'Ursach fir dës Onvereinbarkeeten ass déi, well den Innenministère d'Autorité de tutelle vun de Gemengen ass.

Des Weidere kënnen d'Militaires de carrière grad wéi d'Polizisten, d'Riichter an d'Magistrate vum Parquet net Member vun engem Gemengerot sinn. All dës Leit kënne wuelverstan kandidéieren, mä wa se gewielt ginn, däreft si hirt Mandat net unhuelen, et sief dann, si géifen op hir beruflech Funktioun verzichten.

D'Ministres des cultes, also d'Paschtéier, vun engem Culte, dee mat dem Stat konventionéiert ass, däreft net Member vun engem Gemengerot sinn. Leit, déi eng vun deene Funktiounen hunn, kënne generell a kengem Gemengerot am Land setzen.

(Interruption)

Derniewent gëtt et eng Rei Incompatibilitäten, déi sech op eng bestëmmte Ge-

meng bezéien. Dozou zielen déi Leit, déi an engem Déngschtverhältnis zu enger Gemeng stinn oder engem Syndikat, wou dës Gemeng Member ass. Eng Incompatibilitéit spillt och fir Leit, déi bei enger öffentlecher oder privater Gesellschaft oder A.s.b.l. schaffen, wou dës Gemeng associéiert ass.

Zum Beispill: Eng Persoun, déi bei der Stad Lëtzebuerg schafft, kann net an dem Stater Gemengerot setzen, mä si kéint zum Beispill zu Stroossen Buergermeeschter sinn. Eng Persoun, déi zum Beispill bei der Gesellschaft Creos schafft, kann net an dem Bartrenger Gemengerot setzen, well d'Gemeng Bartreng Actionnaire vu Creos ass. Eng Persoun, déi bei dem Syndikat SIDOR beschäftegt ass, kann net zu Leideleng am Gemengerot sinn, well d'Gemeng Leideleng Member vum Offallsyndikat ass.

De Kritär ass wuelverstan een Déngschtverhältnis am Sënn vum Aarbechtsrecht. D'Explikatioun ass déi, dass een net zu gläich Patron a säin eegene Salarie ka sinn.

Mä opgepasst: Net betrëfft ass eng Funktioun an engem Verwaltungsorgan am Sënn vum Syndikats- an dem Gesellschaftsrecht. Hei gëtt nämlech kee Lohn oder Gehalt bezunn, mä een Tantième oder Jetons de présence. De Cumul vun engem Syndikatsmandat oder Verwaltungsmandat an engem Gemengemandat bleift also weiderhi méiglech. D'Explikatioun ass déi, dass déi politesch Responsabel an enger Gemeng och hir Kontrollfunctioun an deem Syndikat oder där Gesellschaft, wou d'Gemeng Member ass, iwwerhuele kënnen.

Laang diskutéiert gouf och iwwert d'Incompatibilitéite vun dem Schoulpersonal. Eng Léierin oder e Schoulmeeschter, obscho si zënter der Schoulreform voll a ganz Statsbeamte sinn, kënnen net an där Gemeng, wou si Schoul halen, am Gemengerot sinn. Mä e Schoulmeeschter zu Esch kann zu Suessem am Gemengerot, jo souguer do Buergermeeschter oder Schäfte sinn.

Déiselwecht Regel zielt fir all déi Funktiounen, déi laut dem Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personnel de l'enseignement fondamental zum Kader vum Schoulpersonal zielen, dat heescht och zum Beispill eng Éducatrice, en Assistent social oder eng Psychologin. De Kritär ass dee vum direkten Intervenieren an de Schoulbetrieb.

Dorënner falen net d'Maisons relais. Eng Éducatrice an enger Maison relais kann also an där Gemeng, wou si an der Maison relais schafft, am Gemengerot sinn. Mä opgepasst: Wa si een direkt Déngschtverhältnis mat der Gemeng huet, geet dat opgrond vun deem, wat ech viru drun explizéiert hunn, selbstverständlech net. Et ass net d'Maison relais, déi hei de Kritär ass, mä dat direkt Déngschtverhältnis.

Schafft dës Éducatrice fir en Träger, deen d'Maison relais bedreift, ass keng Onvereinbarkeet do. Heiriwwer huet d'Intérieurskommissioun des Längeren diskutéiert. Och d'Regierung deelt dës Approche, obschonn de schrëftleche Commentaire des articles op dësem Punkt am urspréngleche Regierungsprojet anescht nach verlaut huet.

Zousätzlech zu dësen Incompatibilitéite mat engem Gemengerotsmandat huet d'Intérieurskommissioun folgend Onvereinbarkeeten iwwer en Amendement parlementaire zum urspréngleche Regierungstext agefouert. Dës Onvereinbarkeete betreffen ausschliesslech de Buergermeeschter respektiv d'Schäfteposten, dat Ganzt an der Optik, fir enger méiglechst grousser Zuel vu Leit den Zougang zu engem Gemengemandat ze erméiglechen.

D'Beamte vun enger Rei vu staatleche Verwaltungen kënnen net Buergermeeschter oder Schäfte vun enger Gemeng ginn, déi an hirt territoriaalt Aufgabebitt fällt. Et sinn dat: d'Beamte vun de Ponts & Chaussées, der Ackerbauverwaltung, der Bauteverwaltung, der Ëmweltverwaltung, der Forst- an Naturverwaltung, der Inspection sanitaire, der Gewerbeinspektioun, de Steierverwaltung vum Stat, also den direkte Steieren, dem Enregistrement, der Douane an dem Kadaster.

Dës Lëscht ass am Konsens vun der Kommissioun duerch en Amendement parlementaire agefouert ginn. Déi Lëscht ass och net nei erfondt, mä berout zum

groussen Deel op enger Opstellung, déi vun 1987 bis 2003 schonn am Wahlgesetz stoung. Et handelt sech ëm staatlech Verwaltungen, an net ëm eenzel Services! Duerfir léisst et sech och opgrond vun dem Organisationsgesetz vun deene Verwaltungen einfach feststellen, ob eng Incompatibilitéit fir den eenzelne Beamte virläit oder net. Domat ass eng gewësse Rechtssécherheet op deem Punkt ginn.

Wuelverstan betrëfft d'Incompatibilitéit nëmme e Schäfferotsposten oder e Buergermeeschterposten, an net de Gemengeconseiller. Konkret heescht dat, dass de Préposé vun dem Steierbüro op der Cap zu Mamer am Gemengerot ka setzen, mä e kënnt do zum Beispill net Buergermeeschter oder Schäfte ginn. Hie kann awer zu Stroossen Buergermeeschter ginn. Firwat? Mä well déi Gemeng net an dat territoriaalt Aufgabebitt vu senger Déngschtfunctioun fällt.

Sollt deemno no de Wahlen eng méiglech Incompatibilitéit optrieden, also eng Persoun kënnt Buergermeeschter oder Schäfte ginn, besteet d'Méiglechkeet nach ëmmer, duerch eng intern Versetzung an der Verwaltung dës Incompatibilitéit ze ëmgoen. Dësen Amendement, deen, wéi gesot, e Konsens an der Kommissioun war, spigelt deemno d'Virgawe vun dem Regierungsprogramm, fir eng „liste limitative“ vun Incompatibilitéiten ze hunn, erëm a gëtt och eng Rechtssécherheet, well all Verwaltung hirt eegent Organisationsgesetz huet.

Deen Text hat, wéi gesot, och während 16 Joer, vun 1987 bis 2003, am Prinzip Bestand. De Statsrot huet den Amendement vun der Kommissioun och akzeptéiert. E stellt sech d'Fro, wéi et da mat dem Cadre supérieur vun enger Verwaltung ass. D'Liesart vun der Kommissioun war do awer kloer déi: Wann eng generell Kompetenz vun engem Direkter an dem Organisationsgesetz vun der Verwaltung spillt, da bedeit dat och eng generell Incompatibilitéit fir e Buergermeeschter oder Schäfteposten. Am Kloertext, wann de Cantonier a sengem territorialen Aufgabebitt net ka Buergermeeschter oder Schäfte ginn, dann zielt dat och fir den Direkter vu Ponts & Chaussées.

Här President, e véierten a leschte Punkt an dem Gesetzesprojet ass dee vun dem Asetze vun dem Schäfte- a Gemengerot no de Wahlen. D'Regierung wollt, am Sënn vun enger Demokratiséierung vun der Bestimmung vu Buergermeeschter a Schäfte, eng sougenannt „assemblée constituante“ no de Wahlen aféieren. Dës wier aus de Gewielten zesummesat an déi géif dann dem Innenminister e Virschlag maache fir de Buergermeeschter an d'Schäfteposten.

De Statsrot hat heizou eng Opposition formelle gemaach, well esou eng Approche géint den Artikel 107 (4) aus der Verfassung géif verstoussen, an deem Sënn, dass d'Buergermeeschter an d'Schäfte misste bannent dem Gemengerot erausgewielt ginn.

De Choix vun der Intérieurskommissioun war duerfir deen, fir d'Praxis, déi bis elo bestanen huet, gesetzlech ze verankeren. Dat heescht konkret, dass no de Wahlen eng Majoritéit vun deene Gewielten dem Innenminister e Virschlag fir d'Zesummesetzung vun dem Schäfferot mécht, duerno vereedegt den Innenminister de Buergermeeschter an d'Schäfte. An dorops vereedegt de Buergermeeschter d'Conseillere an der Gemeng, an den neie Gemengerot ass operationell.

Et brauch also net bis zum 1. Januar vum Joer no de Wahlen gewaart ze ginn. Sollt bis zum 1. Januar no de Wahlen sech nach keng Majoritéit erausgebilt hunn, da bleift deen ale Schäfferot esou laang am Amt, bis sech eng nei Majoritéit fonnt huet. No dem 1. Januar kann den ale Schäfferot awer nëmme déi lafend Geschäfte féieren, well mat dem 31. Dezember spëttstens d'Mandat vun dem fréiere Gemengerot ophält.

Här President, zum Schluss wëllt ech soen, dass dat déi Haaptännerungen aus dem

Wahlgesetz waren. Et gëtt doriwuer eraus eng Hällewull technesch Ännerungen, wou ech lech den Detail erspueren an op mäi schrëftleche Bericht verweisen. Eng sief awer erausgegraff: D'Zuel vun der Populatioun, déi ausschlaggebend ass, aus wéi vill Memberen e Gemengerot bei den nächste Wahlen besteet, ass déi vum 31. Dezember 2010.

Här President, ech verheemlechen awer net, dass et och e puer Schéinheitsfeeler gëtt, déi weider am Gesetz stinn. Zum Beispill, wann zwee Leit sech den Dag virun de Wahlen bestueden an duerno alle béid gewielt ginn, se net kënnen zesummen am Gemengerot sinn. Gi se awer den Dag no de Wahlen oder während der Amtszeit bestuet, da kéinte Mann a Fra souguer zesumme Buergermeeschter a Schäfte sinn!

Ob dat am Aklang mat dem Gläichheitsprinzip vun der Verfassung ass, iwwerloossen ech de Constitutionnalisten. Dat war wuel nach ëmmer esou. D'Kommission war awer der Meenung, dass do dréngend Handlungsbedarf besteet, fir dat ze änneren.

Bedauert gouf och, dass, wann an enger Majorzgemeng e Kandidat téschent dem 30. an dem fënneften Dag virun de Wahlen stierft, dann d'Wahlen zwar ëm dräi Méint reportéiert ginn, mä den Doudegen nach ëmmer op der Lëscht stoe bleift! Jo, et ass richtig, och dat stoung nach ëmmer am Gesetz. Mä et gëtt och Zäit, fir déi - op gutt Lëtzeburgeresch gesot - leselzechheet auszebigen.

(Interruption)

Technesch, Här Hoffmann, wier et och net ganz schwéier gewiescht, déi zwou Coquillen aus dem Wee ze raumen. Et hätt een einfach missen an zwee Artikelen eppes sträichen.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Bericht a soen allen Deputéierten an der Intérieurskommission Merci fir déi zum Deel kontrovers, mä virun allem ganz konstruktiv Diskussiounen. Och dem Sekretariat Merci fir déi exzellent Ënnerstützung beim Verfaasse vun dem Rapport. An ech gi fir mäin Deel emol d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Gilles Roth. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir huelen haut fir déi sechste Kéier an deene leschten aacht Joer Modifikatiounen um Wahlgesetz vir. Mir schwätzen awer vu bluttneidege Modifikatiounen, déi an noer Zukunft musse virgeholl ginn. De Rapporteur huet an deem Sënn elo just vun „leselzechheeten“ geschwat.

Et kann net gutt sinn, wann an engem Basisgesetz vun eiser Demokratie dauernd gepléischtert gëtt. D'Wahlgesetz ass zu engem permanente Chantier ginn. Ee Chantier, op deem et nawell hektesch zougeet, an et ass wäit a breet kee Viraarbechter ze gesinn, deen een anstännege Plang am Grapp huet a géif soen, wou et higeet. Hei ginn zënter Jore kleng Fléckaarbechte gemaach. Et gëtt riets a lénks gepléischtert. Amplaz awer een neit, modern Haus opzerichten, an deem all d'Awunner sech wuelsen a gär liewen, bastele mir weider un engem hallef verfallenen Albau ronderëm.

Här President, d'Wahlgesetz ass een Hauptpiller vun der Demokratie. Et ass ee Regelwierk, wat stabil, kloer a prezis muss bliwen. Ee Regelwierk, wat keng Diskriminatiounen zouléisst. Dat sot och den Innenminister bei der leschter Modifikatioun vum Dezember 2008. 2009 an 2010 sollte genotzt ginn, fir dës Diskussiounen en toute sérénité ze féieren. De Minister hat deemools och gemengt, mir sollten eis Zäit huelen, fir dat mat Suerg ze

maachen, fir dat mer herno juristesche Kohärenz kréichen.

Deemools huet deeselwechten Innenminister weider gemengt, da kéinte mer och iwwer aner Elementer, wéi iwwer d'Proposition de loi vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Eugène Berger, schwätzen, fir fakultativ de Wahlalter op 16 Joer erfzesetzen. Mir kéinten dann och iwwer de Vote électronique an aner gesellschaftleche néideg Upassungen diskutieren. Haut awer schwätze mer iwwer e Projet mat enger Rei Schéinheitsfeeler, esou wéi de Rapporteur gesot huet. Dat seet net nëmmen d'Oppositioun. Et gëtt eng Rei Onzoulängelechkeeten, déi et och an noer Zukunft géllt auszebigen. De Minister wäert herno datselwecht soe wéi 2008: Mir maachen dat an aller Rou an deenen nächste Méint.

Ännerungen um Wahlgesetz brécht een awer net iwwer de Knéi. An och de Statsrot sot 2008: «Le Conseil d'État est d'avis que la matière électorale, en tant qu'elle aménage le fondement de notre système étatique - les élections - doit bénéficier de stabilité et de constance.»

Eng déif gräifend Revisioun vum Wahlgesetz, déi Stabilitéit a Konstanz garantéiert hätt, hätte mir eis anescht virgestallt. Et muss ee scho soen, dass d'Regierung hei e bëssen improviséiert huet a sech selwer ënner Drock gesat huet, fir elo an der leschtméiglecher Ligne droite Modifikatiounen a Kraaft ze setzen, déi eng éischte Kéier bei de Gemengewahl vum 9. Oktober solle wierksam ginn.

Här President, ech kommen net derlaanscht, fir e puer Wieder iwwer d'Hektik op där leschter Ligne droite ze verléieren. Wat sech an deene leschte 24 Stonne ronderëm dëse Projet de loi ofgespillt huet, ass een eenzegt Trauerspill. Wann d'CSV an d'LSAP a leschter Minutt mierken, wéi d'Prozedur si fir esou ee wichtegt Gesetz, wou se sech jo awer Jore virun domadder beschäftegt hunn, da léisst dat déif blécken. Do mussen d'Deputéiert, déi eist Land u sech sollen op internationalem Niveau verrieden, zréckgepaff ginn.

D'LSAP an d'CSV hunn hei een eenzegt chaotescht Bild ofginn, an d'Leit, d'Bierger, musse sech eschthaft froen, wou et mat dësem Land higeet. Déi politesch Responsabel diskutieren iwwer eent vun den elementare Rechter vun engem demokratesche Stat, an éischer duerch puren Zoufall mierke mer dann, eng Minutt virun zwielef, dass een dat net seriö preparéiert huet.

Här President, wat de Contenu vum neie Gesetz ugeet, esou kann ee festhalen, dass et hei ënner anerem ëm Ëmännerunge betreffend dat passivt Wahlrecht fir eis auslännesch Matbierger geet. D'Demokratesch Partei ass an deene leschte Jore net midd ginn, ze soen, dass déi Derogatiounen, déi besoen, dass een EU-Bierger aus engem anere Land net dierf Member vum Schäfferot sinn, net méi dem heitegen Zäitgescht an de Prinzipie vun der Citoyenneté européenne entsprechen.

Haut gi mer zesummen ee Schratt méi wäit. En demokratesch gewielten Netlëtzeburger, dee vun der Majoritéit vum demokratesch gewielte Gemengerot gedroen ass, muss och kënnen Responsabilitéit iwwerhuelen.

De Premier huet dat an der Regierungserklärung esou formuliert: „D'Gemeng ass déi éischten Integrationsplaz. Et ass an der Gemeng, wou Netlëtzeburger a Lëtzeburger sech begéien, sech kennen a sech schätze léieren. Duerfir wëlle mer d'passivt Wahlrecht fir all Netlëtzeburger opmaachen. Duerfir kënnen si och - wat souguer d'Bierger vun der Europäescher Union haut nach net kënnen - Buergermeeschter oder Schäfte ginn. Mir maachen et esou méiglech, dass d'Integratioun bis hannenhi ka goen.“

Bei esou Téin, déi den Téin vun enger Sonnesrieder gläichen, hätt ee kënnen unhuelen, dass d'Bestëmmungen iwwer d'Residenzdauer ofgeschaaft gi wieren.

An deene leschten dräi Joer ass an dësem héijen Haus schrecklech vill iwwer d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger geschwat ginn. D'Gesetz iwwer d'duebel Nationalitéit, awer och d'Éducatiounsgesetz waren an dëser Hisiicht extrem wichteg Gesetze. Déi eigentlech

Bedelegung vun den auslännesche Matbierger um politesch Prozess geschitt awer haaptsächlech doduerch, dass een u Wahlen dierf deelhuelen.

Beim Maastrichter Vertrag hat Lëtzebuerg, opgrond vu senger spezieller Situatioun mat engem Undeel vun iwwer 20% Auslänner, Ausnahmebestëmmungen, wat d'Bedelegungsmodalitéiten ubelaangt, ausgehandelt. Dat war dee Moment richtig a gutt. No 17 Joer Erfahrung stelle mer awer haut fest, dass an dësem Punkt d'Schrauf soll lassgedréit ginn. D'Residenzklausel ass net méi ubrecht! Et goufe keng Abusen oder Anomalien, oder ech weess net wat, festgestallt.

Als DP-Fraktioun hätte mir gäre gesinn, wann d'Residenzklausel ganz ofgeschaaft gi wier. Duerfir huet et och am Wahlprogramm vun der Demokratescher Partei gheescht: „Wir werden bei Europa- und Kommunalwahlen den ausländischen Mitbürgern in allen Belangen dieselben Rechte zugestehen wie den Luxemburgern.“

Här President, mat senger Demande, fir op d'Wielerlëschten agedroen ze ginn, beweist den Auslänner säin Interessi u senger Gemeng a senger Politik. D'Aschreiwungsdemande, mat där entsprechender Prozedur, ass eng proaktiv Démarche. Den Auslänner ka selwer wielen téschent viele goen oder net viele goen. Den Auslänner, dee sech op d'Gemeng déplacéiert, fir sech aschreiw ze loosse, huet deen néidege politesch Feeling, fir en toute connaissance de cause sech u Wahlen ze bedeelegen. Déi Argumenter, fir eng Residenzdauer vu fënnf Joer bei de Gemengewahl bäizebehalen, hu keng Berechtigung!

Här President, grad um Gemengenniveau lieft d'Demokratie vun der politesch Bedeelegung vu méiglech vill Biergerinnen a Bierger. Ee Grondsaz muss dobäi d'Gläichheit vun alleguer sinn, onofhängeg vu Geschlecht, Relioun, Rass an och Nationalitéit. Et geet hei ëm onageschränkt politesch Rechter fir all Bierger, déi bei eis wunnen, schaffen a Steiere bezuelen.

D'Regierung huet eng deier Sensibilisatiounscampagne ugekënnegt, fir eis auslännesch Matbierger dozou ze bewegen, sech anzuschreiw. Déi beschte Sensibiliséierung, an och eng, déi näischt kascht, wier eng Prozedur ouni onnéideg Konditiounen gewiescht. Fir d'Demokratesch Partei ass d'Residenzklausel eng onnéideg Konditioun. Ouni dës Konditioun géif all Sensibilisierungscampagne éischer hir Friichten droen!

Här President, Integratioun bedeit, dass d'Lëtzeburger an d'Auslänner sech opeenen zou bewegen. Hei gëtt, par la force des choses, vun den Auslänner dee gréissten Effort verlaangt. Et ass net einfach, an engem frieme Land Fouss ze faassen. Villes gëtt méi licht, wann ee mam Gefill lieft, wëllkomm ze sinn. Mir als Lëtzeburger mussen eis hei froen, ob mir an dëser Hisiicht déi richtig Signaler setzen. Eng Residenzklausel vu fënnf Joer ass kee positivt Signal an déi Richtung!

Richtig politesch Signaler sinn och wichteg Signaler fir eng besser Bedeelegung um gesellschaftleche Plang. Mir wëlle jo alleguer, dass d'Liewen an de Gemenge méi harmonesch gëtt, dass d'Auslänner méi partizipieren, dass d'Leit alleguer méi zuseenwuessen, dass d'Auslänner an eise Veräiner partizipieren. Et ass jo dat, wat mer virun allem wëllen, a grad dofir ass et onverstandlech, dass d'Politik Bremse setzt.

Här President, den Innenminister schwätzt nawell gären dovun, dass d'Wahlchéance vum 9. Oktober eis soll d'Geleeënheet ginn, fir eis als Gemengen ze positionieren. Wéi stj mer zu enger Réforme territoriale de l'État, zu gesellschaftlechen Eerausforderungen, zur Regionalisierung a regionaler Kooperatioun, zu Fusiounen?

Bei esou Diskussiounen iwwer modern Konzepter fir modern Gemenge befaasst d'Politik sech intensiv mam Bierger, senger Aarbecht, senger Famill, senger Fräizäit a sengem sozialen Engagement. An et ass grad dat, wat d'Gemengepolitik esou interessant mécht. D'Gemeng als modernen „service provider“, als Motor vun der Gesellschaft. D'Gemengepolitik, een Engagement fir d'Zukunft!

An dësem Sënn wier et enorm wichteg, dass d'Jugend iwwer de Wee vun de Wahlen un dëser Participatioun an enger Diskussioun kéint partizipieren. Als DP wëlle mir der Zukunft eng Stëmm ginn. Erënnere wëll ech an dësem Zusammenhang um déi fortschrëttlech Proposition de loi vum Kolleeg Eugène Berger, fir de Wahlalter op 16 Joer erfzesetzen.

D'Evolution vun eiser Gesellschaft verlaangt méi eng grouss Öffnung vun der Politik géintwuer deene Jonken. Déi Jonk wëllen iwwer hir Zukunft matschwätzen a ginn awer weinst hirem Alter vun politesch Debät ausgeschloss. Ee Jonk am Alter vu 16 Joer huet e kritesche Geescht, fir kënnen ze wielen, ob e wëllt viele goen oder net viele goen. Duerfir soll d'Wahlrecht mat 16 Joer fakultativ agefuert ginn.

Duerch déi modern Medien huet de Jonk e besseren Zougrëff zu Informatiounen, wéi dat fir eeler Matbierger de Fall ass. Och hunn déi Jonk ganz oft eng besser Sensibilitéit fir Zukunftsthemen, wéi d'Émweltpolitik oder och d'Schoulpolitik, wou déi Jonk déi Éischt concernéiert sinn.

D'Wahlrecht mat 16 Joer ass eng Forderung vun dem Jugendparlament. Och am Europaparlament ass 2010 eng Recommendation, fir d'Wahlrecht mat 16 Joer anzeféieren, ugeholl ginn. Wa mer wëllen, dass d'Politik méi zukunftsfäeg a nohalteg gëtt, zum Wuel vun der ganzer Gesellschaft, musse mer de Wahlalter och bei den Nationalwahlen op 16 Joer erfzesetzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Och déi Jonk hu Grondrechter. D'Wahlrecht ass een entscheidend Grondrecht, een zentraalt Biergerrecht. Och déi Jonk si Bierger. De Martin Luther huet scho gesot, bei der Jugend musse mer ufänken, wann et am Stat soll besser ginn. Mat 16 Joer wielen, ob ee wëllt viele goen oder net viele goen, wier een demokratesche Fortschritt, deen der Evolution an eiser Gesellschaft géif Rechnung droen.

Här President, eng Regierung, déi wéi keng aner Problemer op déi kommend Generationen ofwältzt, deet sech natierlech schwéier, deene 16- a 17-Jähregen d'Wahlrecht ze ginn. Dat ass fundamental ongerecht, an net zu Lescht och dofir ass d'DP der Meenung, dass mir de kommend Generationen eng Stëmm musse ginn. Dofir wëlle mir de Wahlalter op 16 Joer erfzesetzen.

Am Joer 2010 misst et och eng Selbstverständlechkeet sinn, dass mer bei enger Modifikatioun vum Wahlgesetz iwwer de Vote électronique géifen diskutieren. Et misst dach spilles méiglech sinn, ee performanten informatesch System, deen de Spezifitéite vun eise Wahlssystem Rechnung dréit, ze dévoppéieren an esou de Vote électronique méiglech ze maachen. Sou eng innovativ Mesure wier wielerfrëndlech, géif eppes zur Simplification administrative bäidroen a géif bestëmmt d'Demokratie beliewen. Menges Wëssens gëtt et net emol en Aarbechtsgrupp, dee sech mat dëser Problematik beschäftegt an deen d'Evolution vum elektronesch Vote am Ausland am A behält. Mam Aféiere vun der Carte d'identité électronique muss parallel konsequent an dësem Projet geschafft ginn.

Här President, ee Wahlgesetz ze änneren, ass ëmmer eng technesch komplex Aufgab, mä fir d'Bierger vun engem Land virun allem och ee Sujet, dee mat villen Emotiounen verbonden ass. Dat gesi mer am beschte bei der Fro iwwer d'Sproocheregelung an eise Gemengeréit. An dobäi gëtt kee Pipchewiertchen an der aktueller Léglatioun geännert. Souguer de Rapporteur huet an engem Interview dee leschte Samschdeg am Profil gesot, ee vun de Kärpunkte vun dëser Reform wier d'Sproocheregelung. Fakt ass, dass bei deem virleiende Projet keng Silb um Artikel 14 vum Gemengegesetz geännert gëtt. Dat Eenzegt, wat ännert, ass, dass d'Auslänner dierfe Member vum Schäfferot ginn.

An dëser Fro gëtt also vu gewësse Kreesser bewusst Populismus mam Fonctionnement vun eisen Institutiounen bedriwwen. Ech mengen awer, mir sollen onverkrampft mat dëser Fro ëmgoen.

Als Lëtzeburger hu mer eis am Alldag, an der Schoul, op der Aarbecht, beim Patt,

am Supermarché ëmmer ausgezechent duerch ee problemlos sproochlecht Zesummeliewen. Am Alldag gi mer eens. Mir hunn Dageszeitungen an deenen dräi Sproochen. Um Radio an op der Tëlee kommunizéiere mer och a méi Sproochen. Am Ausland gi mer ëmmer beneit, wéi mer mat der Méisproochegkeet ëmginn. Wa mer iwwert de Fonctionnement vun den Institutione schwätzen, gëtt et awer Leit, déi séier d'Wierklechkeet, d'Praxis aus den Ae verléieren.

Fir d'Bedelegung um politeschen, sozialen, ekonomeschen, kulturellen a sportleche Liewen ass et sécherlech vu Virdeel, d'Sprooch vun deem Land ze schwätzen, wou ee wunnt. Wann een d'Sprooch vun engem Land kennt, dann huet ee gutt Kaarten, fir sech ze integréieren. D'Sprooch ass den Ausdröck vum Gemeinschaftsgefühl a vum Gemeinschaftsbewusstsein. Wa mir awer den Ausländer keng Geleeënheet ginn, fir d'Lëtzebuergesch ze léieren, da kënnen si et net schwätzen, a wa se et kënnen schwätzen, da kënnen se jo och ni d'Chance kréien, fir et richteg ze léieren.

Dofir hu mer an deene leschte Jore verstärkt an eise Gemengen, op der Aarbechtsplaz Coursen ugebueden, déi och exzellent besicht sinn, fir déi auslännesch Matbierger, datt se eis Sprooch kënnen léieren. Déi auslännesch Matbierger wëllen och eis Sprooch léieren, well et ee Virdeel fir si ass. Et ass mir net bekannt, datt et an deene leschte Joren iergendwou ee Kommunikationsproblem gi wier, wou een Ausländer am Gemengerot war.

Och an der Etüd vun der Uni Lëtzebuerg gëtt gesot, d'Ausländer, déi géife sech staark fir d'Politik interesséieren, mä d'Lëtzebuerg Sprooch wier ee Facteur d'exclusion, eng Hürd, iwwert der vill nach net sprange kënnen. D'Ausländer géifen éischer aktiv matmaachen, wann et een orale politeschen Débat an dräi Sproochen géif ginn. Esou de Philippe Poirier vun der Uni Lëtzebuerg.

Här President, kommt mir loosse d'Wielerinnen an d'Wieler hir Aarbecht maachen! De Wieler hat an huet déi néideg Maturitéit, fir déi Leit an de Gemengerot ze schécken, déi sech no beschtem Wëssen a Gewësse fir d'Allgemengwuel asetzen. An op d'Allgemengwuel soll et jo leschten Enns ukommen.

Här President, bei all gréisser Modifikatioun ass d'Regierung un d'Fro vun den Incompatibilitété fréckele gaang, an de Rapporteur huet drop higewisen, och déi heiteg Modifikatioun sinn nëmmen ee Konsens, sinn nëmmen ee Kompromëss. An engem Land, wou et nëmmen zwee Décisionsniveaue gëtt, ass et wichteg, fir eng Vermëschung tëschent staatlechen a Gemeengeförmungen ze vermeiden. De Regierungsniveau an de Gemengenniveau solle getrennt sinn.

Fir dat ze errechen, hätt mir als Demokratesch Partei léiwergesinn, mir hätten eng prezis Lëscht vun Fonctiounen kënnen opstellen, déi eng Incompatibilitéit mat sech bruecht hätten. Deen zréckbehaltene Kompromëss dréit der Nuance net Rechnung, ob de Beamten als Statsdenger kann Afloss huelen op Décisionen, déi seng Gemeng betreffen, oder net. De Portier oder de Commis hu kee Pouvoir de décision a kënnen keen Afloss huelen, de Préposé vun engem Service oder de Verwaltungsdirektor awer dergéint kënnen dat. Dee virleiende Kompromëss dréit dës Nuance net Rechnung.

Et ass och normal, datt d'Leit, déi direkt oder indirekt vun der Gemeng ofhängeg sinn an hir Pai vun der Gemeng kréien, net kënnen an engem Gemengerot sinn.

Ech kommen net derlaanscht, ze soen, datt am Projet vun der Regierung eng Rei Ongereimtheeten dra wäeren. Dem initiale Regierungstext no hätt nämlech zum Beispill d'Botzfra oder d'Kichepersonal vun der Maison relais, egal wien hire Patron gewiescht wier, net dierfen am Gemengerot sinn. Fonctionnaires aus allen Administratiounen hätten dat awer ganz fräi dierfe maachen. Et ass net, datt dat par inadvertance, sou wéi elo am Rapport steet, geschitt ass, mä hei sollt den CSV-Stat mat Liewe geféllt an erfëllt ginn.

Dës Ongereimtheete krute mer awer eréischt no laangen, chaoteschen an och schwierigen Diskussiounen an der Kom-

missioun ausgebigelt. Dat ass awer virun allem de Verdéngscht vum Rapporteur, dem Kolleeg Gilles Roth, dee kloer Kapp behal huet a ganz neutral a flichtbewusst...

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - ...u seng Aufgab erugaangen ass. Him gëllt e grouse Merci fir seng Konsensfäegkeet, een opriichtege Merci fir säi kloer, prezise schrëftleche Rapport wéi och fir säi mëndleche Rapport.

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Dat ass fein vun der CSV!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, opgrond vun enger Recommandatioun no der Charte européenne de l'autonomie communale war et vun der Regierung gutt gemengt, eng Assemblée des élus locaux anzusetzen, fir deen neie Schafferot ze installéieren. De Conseil d'État wollt awer net mat op dee Wee goen. Fir méi Kloerheet an de Wiessel no Wahlen eranzubringen, ass am Commentaire des articles d'Prozedur, déi ze respektéieren ass, elo genee beschriwwen.

Och aner Onkloerheeten aus der Vergaangenheet konnte berengegt ginn. Bei verschiddeenen aneren Onzoulänglecheeten ass awer gemengt ginn, mir sollte bis zu enger nächster Upassung waarden. Sou däerfe Mann a Fra, déi viru Wahlen bestuet waren, net zesummen am Gemengerot siégéieren. Gi se awer eréischt während der Mandatsperiod bestuet, däerfe se allen zwee hiert Mandat fäerdig maachen.

Anert Beispill ass dat, wat och de Rapporteur zitëiert huet, datt, wann ee Kandidat virun de Wahlen stierft, dann d'Wahlen zréckgesat ginn, de Kandidat awer um Stëmmziedel stoe bleift. Ech mengen, et mécht der Intérieurskommission keng Eier, wann dës Onkloerheete bei enger nächster Modifikatioun vum Wahlgesetz iwwert d'Parteifinanzéierung vun der Institutionskommissionen mussen ausgebigelt ginn.

Här President, bei enger nächster Modifikatioun mussen och d'Dispositione vun der Brëifwahl moderniséiert ginn, déi dem Zäitgeescht vum Joer 2010 net würdeg sinn. Mir musse vläicht méi Souplesse an den Oflaf vu Wahlen erabringen. Mir kënnen eis jo bei eisen Nopeschlänner inspiréieren, déi d'Prozedur vun engem Vote anticipé kennen.

Bei dësem Projet kann een net vu gudder parlamentarescher Aarbecht schwätzen. Et ass verfeelt ginn, ee modernt Wahlgesetz ze schafen, wat opgrond vun der gesellschaftlecher Evolutioun een demokratesche Fortschritt gewiescht wier. An dësem Gesetz gëtt et weiderhin eng ganz Rei vun Ongereimtheeten a vun Ongerechtekeeten. Sou gëtt iwwert de Wee vum Wahlalter an deem vun der Residenzklausel vu fënnf Joer dausenden Awunner aus dësem Land den Accès zu demokratesche Grondrechter verwiert.

Dofir kann d'Demokratesch Partei dësem Gesetz d'Zoustëmmung net ginn a wäert sech enthalten. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur, dem Kolleeg Gilles Roth, fir säin ausféierleche Rapport a ganz besonnesch fir déi Méi, déi e sech an der Kommission ginn huet, fir dëse Projet de loi zu engem akzeptabelen Enn ze bréngen. Dat war net ëmmer ganz einfach.

Et geet hei ëm weider Modifikatiounen souwuel vum Gemengegesetz wéi och vun der Wahlgesetzgebung, engersäits, wat d'Form ugeet, anersäits och de Fong. Wat an d'Gemengegesetz gehéiert, gëtt aus dem Wahlgesetz eriwergéiert an an d'Gemengegesetz, wou et higehéiert, eragesat. Dat ass och esou vum Conseil d'État proposéiert ginn.

Wat de Fong vu verschiddeenen Dispositionen ubelaangt: D'Kärstéck vun dësem Projet de loi sinn déi nei Bestëmmungen, wat d'Wahlrecht vun den net lëtzebuerg-

gesche Bierger ubelaangt. 1995 hu mer eng europäesch Direktiv hei zu Lëtzebuerg ëmgesat an hunn am Kader vun der Citoyenneté de l'Union européenne de Bierger aus der Europäescher Unioun dat aktiivt a passivt Wahlrecht ënner verschidde Konditiounen zougestane. Déi befragen net Lëtzebuerg Bierger hu missen hir Aschreiwung an d'Wielerlëschtchen ufroen. Dat ass och nach ëmmer esou. A si kënnen net d'office ageschriwwen ginn.

Lëtzebuerg a senger besonnescher Situatioun, wat d'Präsenz, den Taux vun Netlëtzebuerg ubelaangt, huet Derogatiounen an där Direktiv kritt. Dat war fir Länner, déi iwwer 20% net nationaler Wieler haten. Mir hunn deemools hei festgehale, datt den Netlëtzebuerg aus der EU net kann an de Schafferot kommen. E konnt also weder Buergermeeschter nach Schäfte ginn.

Et ass bei där Geleeënheet och d'Sproocheregelung getraff ginn, wou mer gesot hunn, datt den normale Sproochgebrauch am Gemengerot Lëtzebuergesch wier. D'Conseillere kéinte sech awer am Gemengerot an enger vun deenen dräi Sproochen - Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch - ausdrécken. Et blouf also garantéiert, datt de Buergermeeschter an d'Schäfte am Prinzip Lëtzebuergesch konnten an dat och geschwat hunn.

2003 hu mer dann d'Dier e Stéck opgemach an hunn de Bierger, déi net aus der Europäescher Unioun kommen, an de Gemengen dat aktiivt Wahlrecht ginn, ouni hinnen awer d'Méiglechkeet vum passivt Wahlrecht ze ginn. Domat hu mer bis elo um kommunalen Niveau dräi Kategorië vu Wieler, déi sech an ënnerschiddlechem Mooss um demokratesche Prozesser bedeelege kënnen.

► **Une voix.** - E bësse vill.

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Mat dësem Projet de loi gi mer e wesentleche Schrëtt méi wäit. Net nëmmen dat aktiivt Wahlrecht, mä och onageschränkt dat passivt Wahlrecht, also och Accès an de Schafferot, maache mer fir d'Netlëtzebuerg op, egal ob se aus engem EU-Memberstat kommen oder net. Dat am Sënn vun der Integratioun vun den Netlëtzebuerg a Lëtzebuerg an den Netlëtzebuerg ënner sech, wat wesentlech zum Zesammenhalt vun eiser multikultureller Gesellschaft bäidréit.

Dat komplett Wahlrecht um kommunale Plang ass e wichtege Bestanddeel vun der Integratioun. Ouni dat kann een net vun Integratioun schwätzen. Déi, déi zu eise Wirtschaftswuesstum bäidroen, mussen sech kënnen aktiv an der Gestaltung vun der Liewensqualitéit um lokale Plang bedeelegen an der Zell vun eisen demokrateschen Institutionen, de Gemengen.

Dës „Ouverture“ entsprécht och dem Wahlprogramm 2009 vun der Sozialistescher Partei, vun der LSAP. An ech zitëieren do dee Passage, deen dorëm handelt: „Für den Ausbau des Wahlrechts darüber hinaus wollen die Sozialisten die Beteiligung der Bürger an demokratischen Prozessen ausbauen. Das Referendum soll durch die Möglichkeit einer Volksinitiative vervollständigt werden und unter bestimmten Voraussetzungen auch Nichtluxemburger zugänglich gemacht werden. Daneben soll deren Wahlrecht schrittweise erweitert werden. Der Debatte über die Herabsetzung des Wahlalters und die Öffnung des Wahlrechts für Nichtluxemburger steht die LSAP positiv gegenüber.“ Wat am Regierungsofkomme steet vun 2009, dat huet de Rapporteur hei zitëiert.

De Sproocheproblem am Gemengerot. Den Text vum Gemengegesetz, Artikel 14, gëtt eis eng Garantie: «La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois. Les conseillers peuvent s'exprimer également dans l'une des autres langues visées à l'article 3 de la loi du 24 février 1984.» Also, a contrario gëtt gemengt, de Buergermeeschter an d'Schäfte net. Déi misste Lëtzebuergesch schwätzen. Ech géif och emol gär dee begéinen, deen de Culot hätt, fir Kandidat op esou e Posten ze sinn, ouni Lëtzebuergesch kënnen ze schwätzen. Een, deen déi Ambitiounen huet, ass och bestreift, fir am Viraus d'Lëtzebuergesch ze léieren.

Wat d'Zuele vun de Conseilleren an deene verschidde Gemengeréit ubelaangt,

dozou gëtt all zéng Joer d'Volkszählung genotzt. Dës Joer ass erëm esou eng Volkszählung. Si ass amgaang 2011. Hir Auswärtung kann natierlech wéinst deene kuerzen Délaien net applizéiert ginn. Elo dee Recensement, am Oktober 2011 Wahlen, dat kann net opgoen. Also kucke mer op dee viregte Recensement décennal.

Deen Text seet: Ass de Recensement décennal méi wéi fënnf Joer al, gëtt d'Populatioun vum leschten 31. Dezember, also an dësem Fall 31. Dezember 2010, an de Gemengen aus dem Bureau de la population geholl. Hätte mer déi nei Gesetze iwwert de Registre national a Registre communal evakuéiert, kéint een nach méi no un de Wahldag erurückelen, fir d'Zuel vun de Conseilleren esou exakt wéi méiglech un déi reell Awunnerzuelen unzepassen. Dat ass da fir déi nächste Kéier, hoffentlech.

Dës Kéier allerdéngs an an Zukunft kënnen mer an eng cocasse Situatioun kommen, an zwar duerch de System, wéi de Recensement verfiert, an den Zuelen aus dem Bureau de la population. Do kënnen sensibil Décalagen entsto. D'Gemengen hunn d'Chiffere vun deenen, déi ugemellt sinn, déi sech ageschriwwen hunn, ageschriwwen hunn am Bureau de la population. De Recensement erfaasst déi an och nach vill anerer, déi net ugemellt sinn, déi awer normalerweis sech bestänneg do ophalen.

E Beispill: Dikrech. Den 31.12.2010 Bureau de la population, an nëmmen déi Zuelen. Wier et de Recensement, kéim den Härbierg derbäi. Dikrech kéint also an der Zuel vun de Conseilleren zréckfalen, obschonn datt de Camp militaire Grand-Duc Jean en Deel vun der Dikrecher Populatioun ass an elo net an der Awunnerzuel, eventuell net an der Awunnerzuel mat abegriff ass.

Datselwecht kéint fir Schëtter gëlle mam Schraasseger Prisong an nach aner Institutionen. No där Situatioun muss also gekuckt ginn. Déi Zuelen hunn och en Afloss op de Congé politique vun den Éluen.

D'Incompatibilitäten, e ganz interessante Sujet! Bei Geleeënheet vun der Reform vum Wahlgesetz, d'neit Gesetz vun 2003, huet d'Bestriewe bestanen, opgrond och vum deemolegen Avis vum Conseil d'État zum Projet de loi, fir Leit aus der Kommunalpolitik erauszehalen, déi kéinten an en Interessekonflikt geroden. Notamment déi Fonctionnaires, déi am Virfeld vun Décisionen an de Gemengeréit positiven oder negativen Afloss huelen. Dat eben duerch hir Positionen a Kompetenzen an där Verwaltung, wou se dra sinn. Si konnten net an deene Conseile sinn, an déi hir Kompetenzen sektoriell oder territorial eragereecht huet.

Mir haten do en allgemengen Text am Artikel 194 (2) vum Wahlgesetz zréckbehalen, dee folgend Portée hat: «Ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée: - les fonctionnaires et employés de l'État, de ses administrations ou services, si de par leurs fonctions a) ils sont responsables d'un ressort de service qui comprend le territoire de la commune en question; b) ils exercent les compétences sectorielles qui sont susceptibles de se recouvrir ou d'être en opposition avec les intérêts de la commune en question.»

D'Verwaltungsgericht war no de Wahlen, no de Gemengewahlen 2005 mat engem Fall befaasst. Et huet sech gehandelt ëm e Beamten, Fonctionnaire aus enger staatlecher Verwaltung, wou festgestallt gi war, datt säi Betätigungsfeld sech an déi Gemeng ausgedehnt huet, wou e gewielt war. Den Tribunal an d'Cour hunn décidéiert, datt dee Mann net an där Gemeng konnt am Gemengerot siégéieren.

D'Verwaltungsgericht hunn de Fondement politique vum Artikel 194 (2) folgendermoossen duergeluecht: «Ainsi, le législateur, loin de vouloir écarter du mandat de conseiller communal tous les fonctionnaires disposant d'un pouvoir de décision spécifique en matière administrative ou financière ou encore d'un pouvoir de déci-

sion individuel et autonome, a voulu éviter que font partie du conseil communal d'une commune déterminée des fonctionnaires qui, de par leur domaine de responsabilité, sont mis en rapport avec la commune où ils ont été élus, indépendamment de la question quant à l'exercice effectif du pouvoir dont ils disposent en vertu de leur fonction. Ce faisant, le législateur a entendu exclure dès le départ tout risque d'interférences entre la fonction du fonctionnaire concerné et son mandat de conseiller communal, situation susceptible de se recouvrir ou d'être en opposition avec les intérêts de la commune concernée...» An, dat ass wichteg, dat Wichtigst: «...et ceci par souci de garantir un fonctionnement objectivement correct du conseil communal.»

Et ass also dréms gaangen, fir de Fonctionnement vum Gemengerot objektiv korrekt ze garantéieren an an aller Serenitéit funktionnéieren ze loossen. Dat war am Joer 2006 a kuerz no de Gemengewahlen 2005.

Déi Uerteeler waren deemools der Regierung ze vill haart. Si huet do versicht, d'Inkompatibilitäten ofzeschwächen, an huet an engem Projet de loi eng grouss Ouverture gemaach a bal all Inkompatibilitäten opginn, an de Problem sollt sech iwwer den Artikel 20 vum Gemengegesetz léisen. Dat wier awer keng Léisung gewiescht, well dat ass net de Sënn vun den Inkompatibilitäten. Et sollt verhénnert ginn, datt am Virfeld déi eng oder aner Gemeng sollt begënschtegt oder benodelegt gi vu fir si maassgebleche Fonctionnairen. Den Intérêt général an den Intérêt personnel d'äerfen net matenee verwiesselt ginn.

An deemem Projet de loi gëtt elo eng Lëscht opgestallt vun esou Fonctionnairen, déi kënnen an de Gemengerot kommen, mä net an de Schäfferot, déi weder kënnen Schäffen nach Buergermeeschter ginn. D'Lat läit net méi gradesou héich. Et ass e Kompromëss, dee fonnt ginn ass. Mir sinn erëm praktesch op der Positioun vun 1987.

D'Nominatioun vun de Buergermeeschteren a Schäffen: Den 18. März 1987 huet Lëtzebuerg déi europäesch Charta iwwert d'Autonomie locale ratifizéiert. 2004 ass vun engem Groupe d'experts vum Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe e Monitoring hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn iwwert de Stand vun der Démocratie locale. Dee Rapport ass 2005 zu Stroossbuerg virgestallt ginn; en ass an d'Recommandatioun 172 iwwert déi lokal Demokratie zu Lëtzebuerg agefloss.

Et ass doranner festgehale ginn, datt d'Designatioun vun der exekutiver Gemengenautoritéit duerch eng staatlech Instanz net konform ass zum Geescht vun der europäescher Charta, souguer, wa se net ausdrécklech vun hir ausgeschloss wier.

De Kongress huet dem Lëtzebuurger Stat recommandéiert, fir eng Prozedur anzeféieren, wou de Schäfferot géif vum Gemengerot genannt ginn, dem Gemengerot, dee seng Legitimität aus den demokrateschen Wahlen zitt. Den Innenminister hat sech dozou zu Stroossbuerg bereet erkläert. Déi Propositioun war och am Rapport 2009 vun der Commission spéciale iwwert d'Reforme territoriale festgehale ginn. 2008 hat den aktuellen Innenminister déi nei Prozedur am urspréngleche Projet de loi virgesinn, ass awer ënnert d'Rieder komm vun enger Opposition formelle vum Statsrot, déi allerdéngs schwéier verständlech ass.

De Statsrot seet nämlech, d'Assemblée des élus, déi am Projet virgesinn ass, fir de Schäfferot ze nennen, géif engem vun der Verfassung virgesinnene Gemengerot net entsprechen. Do freet awer jiddweree sech, wat méi legitim ka si wéi eng Assemblée des élus, déi aus demokrateschen Wahlen ervirgeet. Mä ëmmerhin, de Versuch, fir der europäescher Charta gerecht ze ginn, ass gescheitert, a mir sinn op deem Punkt erëm eemol esou wäit wéi déi aner Kéier.

Iwwregens, wéi ass déi Haltung vum Statsrot vereinbar mam Text vun dem

neien Artikel 5bis vum Gemengegesetz, dee seet: «Le conseil communal est installé et entre en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins, tels que présentés par la majorité des nouveaux élus au conseil communal, ont été opérées.»?

Eng aner Ongereimtheet am Text bleift weiderhi bestoen, an zwar - dat huet de Kolleg Etgen och hei ervirgehewen, de Rapporteur huet et och gesot -, d'Membere vum Gemengerot kënnen net matenee bestuet oder gepacst sinn. An deem Fall kritt dee Member Accès, den déi meeschte Stëmme kritt. Bei Stëmme gläichheit entscheet d'Lous. Geschitt dës Situatioun während der Mandatsperiod, dann ass alles an der Rei. Och den Artikel muss eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Wat d'Situatioun vun de Condamnéierten um Niveau vum Wahlrecht ugeet, dat ass sécherlech eng seriö Diskussioun, déi wäert bei der Geleeënheet vun der Verfassungsreform gefouert ginn, déi de Moment um Ordre du jour ass.

Et bleiwen also sécherlech an dëser Gesetzgebung an nächster Zukunft nach Retouchen, nach munch wichteg Retouchen ze maachen. Mat deemem Projet de loi kréie mer Kloeerheet, wat d'Mise en fonction vun neie Conseil ubelaangt. Och wësse mer an Zukunft, wien d'Geschäfte féiert, wann den 1. Januar no de Wahlen déi nei gewielten oder proposéiert Gremien nach net sollte funktionnéieren. D'Situatioun vun den Netlëtzebuurger am Gemengerot ass gekläert an de Sproochgebrauch ass determinéiert. An d'Problematik vun den Inkompatibilitäten ass Liicht erabruucht ginn. An duerfir, an deem Sënn, gëtt eis Fraktioun, d'LSAP-Fraktioun, den Accord zu deemem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Jean-Pierre Klein Merci. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et hu vill Revirementer an deemem Projet de loi an deene leschten Deeg, an deene leschte Stonne stattfonnt, esou dass ech net alles, wat ech mer de Moien a gëschter preparéiert hat, fir hei ze soen, elo brauch a muss soen. Ech kommen herno drop zrëck, fir dat ze erklären.

Här President, et sinn elo gläich 20 Joer hier, dass de Maastrichter Vertrag a Kraaft ass an domat och d'Ausländerwahlrecht an Europa zur Regel gouf. An nach ëmmer hält Lëtzebuerg als eenzegt - ech wëll dat och betounen -, als eenzegt Land, an dat weess och vläicht net jiddwereen heibannen, also als eenzegt Land hale mir nach ëmmer un Derogatiounen fir Ausländer bei der Ausübung vun deemem Wahlrecht fest!

Dat steet eis eigentlech net gutt zu Gesiicht. Ech mengen, et gëtt an deene 27 Länner kee Land, wat esou an aller Hisiicht op den Apport vu sengen auslänneschen Matbierger a -biergerinnen ugewisen ass; kee Land, wat esou op eng gutt sozial Kohäsioun ugewisen ass. A wann ee gär eng sozial Kohäsioun hätt, da kann ee vun eenzelne Bierger a Biergerinnen net nëmme Flichten erwaarden, mä da muss een och derfir suergen, dass déi Leit och bei de Rechter, esou wäit wéi et geet, op deeselwechten Niveau gesat ginn.

Ech mengen och, wa mer éierlech si matenee a wa mer eis éierlech Meenung hei alleguete géife soen, misste mer eis eigentlech eens sinn, dass déi Residenzkläusel vu fënnf Joer, fir dass en auslänneschen Matbierger oder eng Biergerin sech ka wiele loossen an enger Lëtzebuurger Gemeng, eigentlech absurd ass, well, wann ee sech konkret virstellt, wat dat eigentlech bedeit, mengen ech, dass mer eis missten eens sinn, dass, wann an enger Proporzgemeng eng Partei e Kandidat oder eng Kandidatin mat engem Joer Residenzzeit nëmme mat op eng Lëscht hält, da wäert se jo wëssen, déi Partei, firwat dass se dat mécht.

A wann an enger Majorzgemeng e Mënsch mat siwe Méint Residenzzeit gewielt géif ginn, da wësst en och d'Wieler an d'Wielerinnen aus där Majorzgemeng, firwat se déi Persoun gewielt hunn an net eng aner.

Gëtt et, Här President, eng besser, eng méi déif Legitimitatioun an enger Demokratie, wéi d'Vertraue vun de Wieler a Wielerinnen?

Duerfir wier eigentlech d'Festhalten un der Residenzkläusel vu fënnf Joer Ursach genuch fir déi gréng gewiescht, sech beim Vote vun deemem Projet de loi ze enthalten. Mir hätten net dergéint gestëmmt, well d'Opmaache vun de Schäfferéit fir d'Ausländer an eisen Aen awer e ganz wichtige Schrëtt no vir ass, mä elo hu mer jo virun zwee Deeg dann erausfonnt, dass een dofir keng, net nëmme fir deen eenzelnen Artikel eng Majoritéit vun dräi Véirel brauch - pardon - zwee Drëttel, mä och fir d'ganzt Gesetz.

Mä mir hunn eis als Gréng iwwerzeegt gelooss a mir hunn den Accord bruecht, fir iwwert de Schiet ze sprangen an eise Vote ze änneren - aus enger Rei Ursachen. Virun allem, well et eis an deem hei Dossier ëm d'Saach geet, well d'Opmaache vun de Schäfferéit fir eis e ganz wichtige Schrëtt no vir ass, wat d'Participatioun vun alle Bierger a Biergerinnen hei am Land un der Demokratie ass.

Well et och en Dossier ass, dee mir als Gréng eigentlech vun Ufank un, dass et eis als Bewegung an als Partei gëtt, als ganz wichtig fonnt hunn, dass mer eng Demokratie hunn, wou esou vill wéi méiglech Leit kënnen matmaachen. En Terrain och an eng Fuerderung, muss ech ganz éierlech soen, wa mer emol an d'Wahlprogrammer vun allen hei vertruenede Parteie géife vu virun 20 Joer zrëck kucke goen, da wieren déi gréng zimlech allein auf weiter Flur mat där doter Fuerderung.

Duerfir ass dat eis scho ganz wichtig, a mir si frou, dass dat no 15 Joer streiden a kämpfen endlech haut realiséiert gëtt. A mir wëllen och net verhénnern, mir wëllen net déi sinn, nodeem mer 20 Joer derfir gekämpft hunn, déi elo mat engem negative Vote bei deemem Gesetz géifen derfir suergen, dass e Risiko géif bestoen, dass déi do Bestëmmung fir d'Wahlen den 11. Oktober net kéint stattfannen.

Ech soen lech, et gëtt och nach e ganz perséinleche Grond: Wa mer drun denken, dass eis verstuerwe Kolleegin Adri van Westerop, wann déi hei Bestëmmung scho länger ofgeschaf gi wär an der Zäit, mat grousser Wahrscheinlechkeet Schäffin an der Gemeng Betzder gi wier. Just fir lech och un engem konkrete Beispill ze weisen, wéi absurd dass déi Bestëmmung nach ëmmer war.

Ech weess net, ob et vill Bierger a Biergerinnen an der Gemeng Betzder gëtt, déi esou gutt am Bild sinn iwwer Lëtzebuurger Politik, déi esou gutt am Bild sinn iwwer Betzder Politik, wéi d'Adri van Westerop et war. Mä just de Fait, dass hatt déi Zäit nach eng hollännesch Carte d'identité hat, huet et trotz enger massiver Ënnerstützung vun der Populatioun net erméiglecht, dass d'Adri an de Schäfferot komm ass. Ech mengen, un deem konkrete Beispill ze weisen, wéi absurd et ass. An eleng wéinst dem Adri wär et eis Schold a Pflicht gewiescht, iwwer eise Schiet ze sprangen.

Ech si ganz frou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass haut net mir iwwer eise Schiet sprangen, mä dass no all deem groussen Hin an Hier och d'Majoritéitsparteien, notamment och d'CSV-Fraktioun, déi responsabel ass fir dat Gewulls hei am Tirang - wann ech esou emol d'äerf soen -,...

(**Interruptions**)

...och iwwer hire Schiet spréngt. Mä och d'LSAP, där misst et manner schwéierfale, well dat schliesslech en Deel vun hirem Wahlprogramm ass. Och dat apprécieieren ech.

An dass déi Chamber hei vläicht iergendwéi enges gudden Dags ufänkt, selbststänneg ze ginn, an och, wann an engem Regierungsprogramm dat hei, wat mer haut stëmme, festgehale ginn ass, dass mir eis sollen, wa mir - eigentlech de Gros vun de Leit heibannen - eens sinn, dass déi Dispositioun do absurd ass, dass mer no de Wahle vum Oktober emol kucken, wat geschitt mat deenen neie Bestëmmungen, déi mer hunn, an dass mer eis eng Kéier zesummesetzen a frësch doriwwer diskutéieren, ob een net awer nach an dëser Legislaturperiod déi absurd Dispositioun

zumindest kann nach eng Kéier reduzéieren, wann net franchement ofschaffen.

Duerfir sinn ech ganz frou, Här President, lech hei eng Resolutioun kënnen ze iwwerreechen, wou de Gros vun de Fraktiounen, mengen ech, hei d'accord ass, fir no de Wahlen nach eng Kéier doriwwer ze stëmme.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *considérant l'importance des élections communales du 9 octobre 2011;*

- *rappelant que l'esprit des traités européens vise à encourager l'intégration des citoyens européens;*

- *considérant que la présence de non-Luxembourgeois, issus d'un pays membre de l'Union ou d'un pays tiers à l'Union, sur le territoire luxembourgeois est une caractéristique significative du Grand-Duché de Luxembourg;*

- *considérant qu'à l'avenir il ne sera plus fait de distinction dans la législation afférente entre citoyens de l'Union et citoyens issus de pays tiers;*

- *considérant que les délais de résidence requis pour l'exercice de l'électorat actif et passif restent les éléments de la législation autour desquels un consensus ne s'est pas encore dégagé;*

décide

- *à l'issue des élections du 9 octobre 2011, d'analyser le déroulement de ces élections et de rediscuter les dispositions relatives au délai de résidence en vue de le réduire.*

(s.) *Camille Gira, Alex Bodry, Fernand Etgen, André Hoffmann, Gilles Roth, Jean-Louis Schiltz.*

Dat erliichtert eis, muss ech soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech nach méi, dass mer dëst Gesetz trotz dëser Kläusel haut wäerte kënnen stëmme an eis net mussen enthalten. Ech mengen, dass dat schlussendlech e gutt Resultat vun enger würdiger parlamentarescher Aarbecht ass, wou deen een eppes gëtt an deen anere gëtt eppes zrëck. Ech géif mer wënschen, dass mer méi oft an deemem Haus hei op déi Aart a Weis kéinte funktionnéieren, net ëmmer jiddwereen a senger Prisonszell vu Majoritéit an Opposition géif sëtzen.

Ech wëll awer och an deemem Kontext nach vläicht e Wuert fale loossen iwwert déi a leschter Zäit, besonnesch iwwer Lieserbréiwer, vill diskutéiert Dispositioun, iwwer wéi eng Sprooch dann elo zu Lëtzebuerg an de Gemengeréit am Oktober soll geschwat ginn.

Ech sinn och hei net ganz frou, dass den Innenministère net nëmme fir Onrou beim ganze Projet de loi gesuergt huet, dass en net vu vireran erausfonnt hat, dass d'ganzt Gesetz misst mat 40 Stëmme gewielt ginn, mä och duerch an eisen Aen eng relativ konfus Äntwert op eng Question parlementaire leider dobaussen net Kloeerheit geschaf huet, mä éischer fir Duerjernee gesuergt huet. Ech kann nëmme dat widerhuelen, wat de Rapporteur hei gesot hunn.

Mir hunn déiselwecht Lecture vun de bestehende Gesetzestexter. D'Langue usuelle wäert och nom 9. Oktober 2011, a wann et och sollt deen een oder aneren auslänneschen Buergermeeschter oder Schäffe ginn, nach ëmmer Lëtzebuergesche sinn. An d'Conseillere konnte wéi bis elo a kënnen wéi bis elo Lëtzebuergesch oder Däitsch schwätzen, ouni mussen, ouni d'Recht ze hunn, eng Iwwersetzung ze maachen. An domat ännert net ganz vill an der Realitéit.

Ech wollt och emol d'Géigefro stellen. Déi Leit, déi elo fäerten, et wier deen een oder anere Conseiller, deen eventuelle Buergermeeschter, deen dann eventuell hätt solle Franséisch schwätzen, deen net géif verstoen, da stellen ech d'Géigefro: A wéi engere Connaissance de cause sinn déi Leit da capabel, Délibératiounen, déi e Gemengesekretär an engem relativ komplizéierte Franséisch schreift, en âme et conscience ze ënnerschreien?

Da wëll ech awer och déi Géigefro stellen. Et kann een eng Rei Froen an Diskussiounen net ëmmer nëmme op eng Richtung féieren. Wann, da muss een esou fair



sinn, zwou Richtungen ze féieren. An ech mengen, mir sinn eis eigentlech eens, dass dat hei och kee Problem wäert ginn.

Well ech soen lech datselwecht Beispill mat Majorz a Proporz: Kënnst Der lech virstellen, dass an enger Proporzgemeng eng Partei oder eng Koalitioun vun zwou Parteien e Mënsch géif Buergermeeschter maachen oder Schaffen, dee wierklech kee Lëtzebuergesch géif kënnen? A kënnst Der lech virstellen, dass an enger Majorzgemeng vun néng Conseillere fënnf Conseillere d'accord wäeren, fir ee Buergermeeschter oder Schaffen ze maachen, dee kee Lëtzebuergesch géif kënnen?

Ech mengen, mir diskutéieren hei scho laang iwwer theoretesch Fäll, déi an der Praxis souwisou...

(Interruption)

...net wäerte virkommen.

An ech kann lech och e ganz konkret Beispill soen, zu wat et féiert, wann ee méi opmécht. An der Gemeng Biekerech hu mer scho virun 20 Joer decidéiert, dass Ausländer an Ausländerinnen, déi bei eis wunnen, net nëmme kënnen Member vun der Ausländerkommissioun sinn, mä vun alle Kommissiounen. Déi Regel, déi elo gëllt an ab Oktober vläicht méi oft och an de Gemengeréit gëllt, gëllt zu Biekerech scho längst an de Kommissiounen. Do ass et esou: D'Lëtzebuergesch schwätze Lëtzebuergesch, an d'Ausländer si gebieden, entweder, wa se kee Lëtzebuergesch kënnen, Franséisch oder Däitsch ze schwätzen an awer Lëtzebuergesch ze verstoen. An ech kann lech soen, dass dat zënter 20 Joer ganz gutt an exzellent fonctionnéiert an dass do nach ni Kommunikationsproblemer waren.

Mä wat mer awer gesinn, Här President, Dir Damen an Dir Hären, dat ass folgenden Effekt: dass déi Ausländer an Ausländerinnen, déi eng Zäitchen an enger Kommissioun setzen a vläicht als Eenzeg do Däitsch oder Franséisch schwätzen, déi éischt sinn, déi sech, soubal eng Méiglechkeet sech hinne bitt, an e Lëtzebuergeschours aschreiwten, fir eis Sprooch ze léieren. Well se sech awer mat der Zäit relativ komesch virkommen, wa si déi Eenzeg sinn, déi an enger Kommissioun eventuell Franséisch oder Däitsch schwätzen, a wëllen op darselwechter Sprooch a mat darselwechter Kommunikatioun mat deenen anere maachen.

Ech mengen, fir eis als Gréng ass d'Konklusioun kloer: Nëmme, wann een d'Ausländer un der Demokratie deelhuele léisst, incitéiert ee se zur Integratioun an zum Léiere vum Lëtzebuergesch. Wann een awer als Alleréischt déi total Beherrschung vun der Lëtzebuergesch Sprooch viraussetzt, hält ee vill Ausländer vum öffentlech Liewen ewech. Ech mengen, dat sollte mer eis eemol virun Aen halen an da komme mer besser weider.

Nach ee Wuert zu där zweeter wichteger Ännerung. Dat sinn d'Incompatibilitäten. Do ass hei 2003 eng nei Regelung, déi relativ wäit gaangen ass, agefouert ginn. Dunn ass en Uerteel Wietor komm a relativ vill Opreegung am Land entstanen.

Ech muss ganz éierlech soen, déi Gréng ware guer net opgereggt an déi Gréng ware guer net iwwerrascht. Ech weess net, wat d'Conseillere, also d'Deputéierte vun där deemoleger Majoritéit sech geduecht haten, wéi se de Knäppche gedréckt hate fir déi Regelung!

Fir eis war dat do kloer. An ech muss lech soen, wann den Här Wietor mech gefrot hätt, ier e sech opgesat hätt zu Luerezenweiler, hätt ech him gesot: „Menger Meinung no kanns du net an deem Gemengerot bleiwen, wann s du gewielt gëss. Well genau dat do hu mer an der Chamber gestëmmt a genau dat do wollte mer deemools an der Chamber: keng Vermischung vum nationalen Niveau an deem kommunalen.“

Mir hunn an deem Land hei nëmme zwee administrativ Niveaue. A mir fannen et als Gréng net glécklech, wann do och nëmme e Verdacht besteet bei de Leit dobaussen, dass déi eng Gemeng besser ewechkënn, well se vläicht e Buergermeeschter oder e Schaffen huet, deen an enger wichteger staatlecher Verwaltung sëtzt. Oder op där anerer Säit, wann da vläicht deejéinegen dann an der Oppo-

sitioun sëtzt, dass déi Gemeng Schwieeregekeiten hätt, fir eng Rei Dossiere genehmegt ze kréien. Dat fanne mer, nieft allen anere Verdachtsmomenten, déi a leschter Zäit jo vill opkomm sinn, keng gutt Lösung.

Mir waren du guer net frou, wéi d'Regierung hei e Projet presentéiert huet, wou se déi ganz Bestëmmungen einfach esou fale gelooss huet. A mir sinn dem Rapporteur Gilles Roth hei dankbar, dass hie seng Missioun als Rapporteur, méi wéi vill anerer an där Missioun, erfëllt huet a probéiert huet, a senger Missioun als Rapporteur e Kompromëss erbauegefeieren.

No laangen Diskussiounen mat Bäitrag vun deenen engen a vun deenen aneren, mengen ech, hu mer och an deem Punkt e Kompromëss fonnt, dee mir als Gréng och kënnen droen. Mir waren net Demandeur a mir hätte ganz gutt kënnen liewe mat där Formule, wéi se 2003 dragesat ginn ass. Elo kënnst Der soen: „Dir hutt vläicht als Partei net esou vill Verwaltungsdirektoren wéi vläicht eng LSAP an eng CSV“, mä ech mengen, et gëtt fir eis eng prinzipiell Ursach.

Déi Lëscht, déi éischtens opgestallt ginn ass, an och de Fait, dass ee wuel en Ennerscheid mécht tëschent engem Schafferot an engem Gemengerot bei den Incompatibilitäten, dat kënnen mir droen. Dat ass eng pragmatesch Approche.

Een, deen an engem Gemengerot, an engem Schafferot ass, weess, dass schon e fundamentalen Ennerscheid ass an der Qualitéit vun deem Mandat, ob ee Conseiller oder Buergermeeschter ass. Als Conseiller kritt ee méi oder wéineger fäerdeg Dossiere virgeluecht an da seet ee jo oder neen. Mä als Schaffen an als Buergermeeschter ass ee vun A bis Z mat der Ausschaffung vun eenzelne Projeten, vun eenzelnen Démarchen, vu Verhandlungen och, net nëmme mat Privatleit, mä mat Verwaltung beim Stat permanent konfrontéiert.

Ech mengen, do geréit ee ganz séier an Interessekonflikter. An zu wat dass dat ka féieren, hu mer an der leschter Zäit gesinn. Och hei soll ee Leit iwwerhaupt net an d'Situatioun bréngen, dass se an Interessekonflikter kommen. Duerfir kënnen mer och déi Bestëmmung do matdroen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir haten eigentlech gefaart, dass dat hei e ganz schlechten Dag wier, dass et, ausser déi Avance mat dem Opmaache vun de Schafferéit, dat Eenzege wier. Ech sinn elo ganz frou, dass mer eng Majoritéit hunn, fir no de Wahlen iwwert déi verbleiwend Residenzklausele nach eng Kéier ze diskutéieren.

Et ass richtig, wat de Riedner vun der DP gesot huet. Och mir wiere frou gewiescht, wann ee vun der Geleeënheet profitéiert hätt, iwwert de Wahlalter vu 16 Joer ze diskutéieren. Et gëtt och nach Propositionde-loie vun eiser Säit iwwert d'Wahlleschten, wat d'Besetzung vu Fraen a Männer ubelaangt. Et gëtt nach aner Punkten.

Déi Uso, et géif der Lëtzebuergesch Demokratie gutt zu Gesiicht stoen, wa mer iergendwéi eng Kéier mat deem endlose Chantier Wahlgesez, där „neverending story“ Wahlgesez géifen ophalen, dass mer eis eng Kéier géifen zesummesetzen, fir wierklech eng seriö Diskussioun ze féieren, wat dann e modern Wahlgesez ass fir eng modern Demokratie am 21. Jorhonnert, ënnert där spezifischer Situatioun mat 40% Ausländer an Ausländerinnen, mir si gespaant, ob des Regierung dat fäerdeg bréngt. Mir zweifelen e bëssen drun. Mä vläicht ass déi Resolutioun, déi da gestëmmt gëtt, en Ufank, fir e bësse méi wäit ze goen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gira Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och am Ufank vun eiser Säit aus dem Kolleeg Gilles Roth Merci soe fir säi Rapport, deen e gemaach huet, souwuel dee schrëftleche wéi dee mündlechen. An ech wëll mech och hei de Wieder vu menge Virriedner uschlëssen, dass et e

grousse Mérite ass vun eise Rapporteur, vun der Kommissioun zu demem Projet, dass mer eng objektiv an eng neutral Diskussioun an eiser Kommissioun haten an och op enger Rei vu Punkte konnten zu Kompromësser kommen, déi vun allen an der Kommissioun vertrauene Parteien gedroe sinn.

Ech sinn och frou, Här President, dass d'Präsidentekonferenz fir dese Projet de loi, wat jo awer e wichtige Projet de loi ass, de Modell 2, wat den Temps de parole ubelaangt, proposéiert huet. D'Kommissioun, op Proposition vun hirem President, wëllt nëmme de Modell 1 proposéieren. Ech hat do de Modell 2 proposéiert; d'Kommissioun de Modell 1. An duerfir verstitt Der, dass ech frou sinn, dass d'Präsidentekonferenz, oui et ze wëssen, menger Iddi a menger Fuerderung Rechnung gedroen huet, well et awer e wichtige Projet ass. An ech mengen, mir sollten hei net op fënnf Minutte kucken, fir iwwer esou e Projet ze diskutéieren. An duerfir ass deen dote Modell dee richtegen.

Dat Gesetz, wat mer haut hei diskutéieren, Här President, dat ass e Gesetz, wat am Fong véier Haaptpunkten huet. Deen éischte Punkt ass d'Ausweidung vum passive Wahlrecht op d'Netlëtzebuerg an domadder den Zougang, d'Méiglechkeet och zu de Mandater am Schafferot: Buergermeeschter respektiv Schaffen. Den zweete Punkt ass d'Sprooch, déi am Gemengerot üblech ass. Ech wëll mech och dofir prioritär mat desen zwee Punkte befaassen.

Déi zwee wichtegste Punkten an demem Gesetz si fir eis sécherlech, éischtens, dass an Zukunft och Netlëtzebuerg kënnen Posten als Buergermeeschter a Schaffe besetzen, an zweetens, d'Sprooch, déi am Gemengerot üblech ass. Ech wëll mech och dofir prioritär mat desen zwee Punkte befaassen.

Deen éischte Punkt: Netlëtzebuerg am Schafferot. E Punkt, dee vill diskutéiert gëtt am Zesammenhang mat demem Gesetz. Et geet eiser Meinung no hei ëm e Prinzip, ëm d'Souveränitéitsrecht, déi eiser Meinung no - an dat steet och an eise Wahlprogramm - ëmmer muss reservéiert bleiwe fir Leit mat Lëtzebuerg Nationalitéit.

Well dëst en Ofriede vun de Souveränitéitsrechter un Netlëtzebuerg ass, muss dëst Gesetz dann och, esou wéi et an dem Artikel 114 vun der Constitutioun steet, mat enger deementspreechender Majoritéit gestëmmt ginn. Wéinst de Souveränitéitsfroen ass d'ADR och ëmmer derfir agetratt, dass fir d'Chamberswahlen souwuel dat aktiiv wéi dat passiv Wahlrecht muss de Lëtzebuerg mat der lëtzebuergesch Nationalitéit reservéiert bleiwen. An datselwecht zielt fir ons um kommunale Plang, wat d'Besetzung vu Schaffereposts, also Buergermeeschter oder Schaffen, ubelaangt.

Als ADR si mer och an der Vergaangenheet ëmmer derfir agetratt, a mir trieden ëmmer méi derfir an, dass a Froe vun der nationaler Souveränitéit, a Froe, wou mer als Land Souveränitéitsrechter ofginn un international Institutionen oder Gremien, oder wéi an demem Fall un Netlëtzebuerg um Niveau vun de Gemengen, dass et do richtig wier, wann ee géif iwwer e Referendum d'Wieler, d'Lëtzebuerg mat decidéiere loossen. Dat wier eiser Meinung no déi richtig Basisdemokratie. Dat wier déi richtig Legitimitioun, wann een esou Ännerungen an esou wichtige Froe virhëlt.

Mir stinn als ADR net eleng mat där Meinung do. Des Froe vun de Souveränitéitsrechter, vun der Puissance publique gëtt och vill an der Öffentlechkeet dobaussen diskutéiert.

D'Gesetz vun 1995 huet den EU-Bierger d'Recht ginn, fir als Conseiller ze kandidéieren. An der Debatt an der Chamber vum 7. Dezember 1995 huet den deemolege Rapporteur, de Kolleeg François Biltgen, erkläert, firwat dat passiv Wahlrecht nëmme op Conseillere an net op de Schafferot ausgedehnt gëtt.

En huet et esou erkläert. „Woufir?“, huet e gefrot. „Well mer ëmmer - an dat ass och en allgemenge Punkt vun der Direktiv -

der Meinung waren, dass exekutiv Fonctionen, do, wou d'Puissance publique matspillt, sollte prinzipiell de Lëtzebuerg virbehale ginn.“

An den Här Luc Frieden als mandatéierter Sprecher vun der CSV huet an darselwechter Debatt de 7. Dezember 1995 gesot: „En drëtte Punkt ass dee vun de Konditiounen, fir Buergermeeschter a Schaffen ze sinn, dass een duerfir muss Lëtzebuerg sinn. Dat ass en allgemenge Prinzip, deen och an deenen anere Länner gëllt. Wann een deelhëlt un der Ausübung vun enger staatlecher Gewalt, da muss een och an deenen anere Länner an Europa d'Nationalitéit vun deem Land hunn.“ Et gëtt also eng kloer prinzipiell Objektioun.

Wann een och vläicht deemools nach konnt driwwer nodenken, fir Netlëtzebuerg d'Recht ze ginn, fir verschidde Fonctionen ze besetze mat Souveränitéitsrechter, esou huet déi Situatioun sech awer grondleedend geännert zënter dem Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit.

D'duebel Nationalitéit, wéi mer déi hei an der Chamber diskutéiert hunn, debattéiert hunn, huet den deemolege Rapporteur, de Kolleeg Laurent Mosar, an der Sëtzung vum 15. Oktober 2008 dat heite gesot: „Mat der Unerkennung vun der duebeler Nationalitéit ginn net nëmme d'Integratiounseffort vum eisen auslännesche Matbierger hei zu Lëtzebuerg unerkannt, mä déi auslännesch Matbierger kënnen, wa se dann eis Nationalitéit unhuelen, an Zukunft och um aktiven a passiven politeschen Liewen an eise Land deelhuelen.“

„...wa se dann eis Nationalitéit unhuelen.“ An en huet des Bemierkung direkt als zweete Saz a sengem mündlechen Rapport hei an der Chamber gesot, fir domadder ze ënnersträichen, wat ee vun den Haaptpunkte vun der duebeler Nationalitéit ass.

Et huet also jiddwereen zënter der Aféierung vun der duebeler Nationalitéit d'Méiglechkeet, an enger kuerzer, onkomplizierter a gratisser Prozedur Lëtzebuerg ze ginn a seng ursprénglech Nationalitéit weider ze behalen. Et gëtt duerfir keng objektiv Kritäre méi, fir ze soen, mir müssen Netlëtzebuerg d'Recht zouerkennen, fir kënnen Buergermeeschter oder Schaffen ze ginn. Ech zitéieren nach eng Kéier de Saz vum Kolleeg Mosar als Rapporteur deemools, dee gesot huet: „...wa se dann eis Nationalitéit unhuelen.“

Dat Gesetz hei gëtt elo gemaach fir déi Leit, déi net vun der duebeler Nationalitéit wëlle profitéieren. Jo, et kann ee soen, fir déi Leit, déi eis Nationalitéit net wëllen, se quasi refuséieren, déi domadder och wëlle keen Zeeche vun Integratioun maachen, well soss géife se eis Nationalitéit niewent hirer Nationalitéit unhuelen, an da géif sech kee Problem méi stellen. An et géif sech och kee Problem méi mat der Sprooch stellen, well am Kader vun der duebeler Nationalitéit, wann een d'Lëtzebuerg Nationalitéit unhëlt, ee jo och d'Lëtzebuerg Sprooch muss schwätzen.

Hei geet awer elo eng Majoritéit hin a seet, gutt, wann der am Kader vun der duebeler Nationalitéit eis Nationalitéit net wëllt, da kënnst der trotzdem awer Buergermeeschter a Schaffe ginn, oui eis Nationalitéit.

Här President, mir fannen, dass dat e Schrëtt ass, deen am Kader vun der duebeler Nationalitéit net méi hei zu Lëtzebuerg ubuecht ass, well domadder fuerdere mer keng Integratioun, domadder gi mer de Leit d'Méiglechkeet, fir ze soen: Och wann der iech net integréiert, och wann der niewent ärer Nationalitéit eis Nationalitéit net wëllt, da kënnst der awer Buergermeeschter a Schaffe ginn. Dat ass e Schrëtt, aus eiser Siicht, an déi falsch Richtung!

Et muss ee sech och d'Fro da stellen, wa muer de Buergermeeschter net méi brauch Lëtzebuerg ze sinn, ob dann iwwermuer nach muss de Sekretär, de Receveur oder soss Gemengefonctionnaire Lëtzebuerg sinn, wann déi Leit, déi iwwert hinnen d'Responsabilitéit an de Gemengeréit droen, net méi d'Lëtzebuerg Nationalitéit hunn.



Deen nächste Schrëtt wäert also elo sécherlech sinn, nodeem datt mer elo op Gemengenniveau opgemaach hunn, datt och Netlëtzebuenger kënne souwuel dat aktiivt wéi passivt Wahlrecht net nëmmen am Gemengerot, mä och am Schäfferot hunn, da wäert deen nächste Schrëtt elo sinn, fir dat aktiivt Wahlrecht op Chambersniveau an duerno dat passivt Wahlrecht op Chambersniveau anzeféieren. D'ADR ass mat där Dispositioun net averstanen.

En zweete Punkt ass d'Sprooch am Gemengerot. D'Sprooch ass fir vill Leit méi wichteg wéi d'Nationalitéit. Wa Leit sech verstinn an op Lëtzebuergesch matenee schwätzen, besti praktesch keng Barrière méi tëschent de Bierger. D'Sprooch ass a bleift duerfir dee wichtigsten Integrationsfaktor. Duerfir, wa Leit matenee schwätzen, déi verschidden Nationalitéiten hunn, a si schwätzen awer eng an déiselwecht Sprooch, Lëtzebuergesch, dann ass bei deene Leit iwwerhaupt keng Fro méi, wat fir eng Nationalitéit deen aneren huet, well se ebe kënne matenee schwätzen.

Duerfir froen och vill Leit am Land sech, stelle sech also d'Fro, wéi iwwerhaupt mir driwwer diskutéieren hei am Land, wat fir eng Sprooch an engem Lëtzebuenger Gemengerot soll, kann oder därer geschwat ginn. Fir vill Leit an och fir d'ADR ass et nëmmen eng Normalitéit, eng Selbstverständlechkeet, datt an engem Lëtzebuenger Gemengerot och Lëtzebuergesch geschwat gëtt. Fir vill Politiker awer hei an der Chamber schéngt dat net méi esou de Fall ze sinn.

Et ass eis kee Land bekannt, wou esou eng Diskussioun stattfënnt oder wou esou eng gesetzlech Dispositioun besteet, datt een zum Beispill kéint a Frankräich an engem Gemengerot eng aner Sprooch schwätze wéi Franséisch. Dat ass net virstellbar.

► **Une voix.**- Déi hunn eben nëmme Fransousen dosetzen!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Lëtzebuerg huet wuel dräi administrativ Sproochen, déi am Sproochegesetz vum 24. Februar 1984 festgehale sinn.

► **Une voix.**- Wéi eng Sprooch gëtt et dann do, Här Gibéryen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir schwätzen hei vun der Sprooch. Et gëtt eng Differenz tëschent der administrativer Sprooch, an et gëtt eng Sprooch, eng Differenz vun der nationaler Sprooch, an dat ass nach ëmmer Lëtzebuergesch.

► **Une voix.**- Okay.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass dunn am Gemengegesetz festgeschriwwen ginn, wat d'Sprooch an de Gemengeréit ubelaangt: «La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois. Les conseillers peuvent s'exprimer également dans l'une des autres langues visées à l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Nul ne saurait toutefois demander une interprétation de la langue parlée ou une traduction des documents écrits présentés en une des langues visées par la loi précitée ou en toute autre langue.»

Et ass virdrun hei eng Erklärung ginn, wéi mer se och an der Kommissioun diskutéiert hunn. Et ass eng Erklärung ginn, wéi de Rapporteur se och a sengem Rapport festgehale huet. Dat war nämlech, géif ech soen, en Zoufall, well ech weess emol net, ob et sollt politesch gewollt gewiescht sinn. Well an der Kommissioun hu mer op eemol driwwer diskutéiert, wéi gesot ginn ass: Ma, dann, wann elo de Buergermeeschter an d'Schäffen och kënnen Netlëtzebuenger sinn, wat schwätzen déi dann? Do war eng éischt Approche, datt am Fong gesot ginn ass: Ma an eisem Gesetz steet, datt déi dräi Sproocher kéinte geschwat ginn.

Well awer och an de Majoritéitspartei verschidde Kolleegen zu deem Zäitpunkt net esou richteg dermat averstane waren a sech konnte virstellen, datt an engem Schäfferot Leit kéinte setzen, déi net d'Lëtzebuenger Sprooch géife beherrschen, ass dann dunn am Fong méi déif an den Text eragekuckt ginn. An et ass dunn awer erausfonnt ginn, datt déi Méisproochegkeet also, datt een niewent dem Lëtzebuergesch och kéint Däitsch a Franséisch schwätzen, datt dat sech géif op d'Conseillere limitéieren. Et limitéiert sech also, et ass also net de Gemengerot; d'Conseillere si Member vum Gemengerot, e Buergermeeschter a Schäffe sinn och Member vum Gemengerot, mä si sinn net Conseiller.

Mir waren an der Kommissioun du mat där Interpretatioun eis parteiwwergräifend esou eens, an et ass och esou am Rapport festgestallt ginn. Obschonn ech vu menger Säit ëmmer, an och elo nach, mengen, datt déi Interpretatioun, wa se misst eng Kéier juristescht gekläert ginn - eis Juristen hunn zwar gesot, dat wier stéckhalteg -, ech awer fäerten, datt mer do kéinten awer, wann dat misst eng Kéier juristescht gekläert ginn, déi eng oder déi aner Problemer mat eiser Interpretatioun zu deem Text kréien.

An et ass virdrun och schonn hei ugeklongen: An darselwechter Zäit, wéi mer an der Kommissioun doriwwer diskutéiert hunn, a Präsenz vum Innenminister, huet den Innenminister op eng parlamentaresch Fro vum Kolleeg Marc Spautz geäntwert. An zwar vill méi konfus schonn erëm, wéi dat an der Kommissioun diskutéiert ginn ass. Ech erlabe mer, hei aus där Äntwert vun där Question parlementaire kuerz ze zitieren. Dorausser ergëtt sech also - et geet em d'Sprooch -, datt weder ee Kandidat nach e gewielte Member vum Gemengerot genéidegt - dat seet scho viles! - ass, sech op Lëtzebuergesch ze expriméieren. Also, et ass kee Member vum Gemengerot genéidegt, also forcéiert, sech op Lëtzebuergesch ze expriméieren, mä datt en awer keng Iwwersetzung vum Lëtzebuergesch ka fuerderen.

Dorausser liesen ech, datt kann deemno esou interpretéiert ginn, datt de Gebrauch vun der lëtzebuergescher Sprooch d'Regel ass, an datt all Member vum Gemengerot muss verstoen. Et bedeit dann awer och, an da kéint en erëm e bëssen an d'Logik vun der Kommissioun, datt ee Gemengeconseiller d'Méiglechkeet huet, sech am Gemengerot an enger vun deenen zwou aneren offizielle Sproocher vun eisem Stat ze artikuléieren.

Ech mengen, eleng déi Interpretatioun, déi de Minister an deemselwechten Zäitraum ginn huet, wou mer an der Kommissioun doriwwer diskutéiert hunn, déi beweist, datt et eng Rei vun Interpretatiounen vun deem Text gëtt. Duerfir hätte mir och léiwer gehat, wa jiddwereen esou seet: D'Sprooch am Gemengerot ass Lëtzebuergesch. A wa jiddweree seet: De Buergermeeschter an d'Schäffe mussen op d'mannst Lëtzebuergesch schwätzen.

Wa gesot gëtt, d'Debatten am Gemengerot missten op Lëtzebuergesch gefouert ginn, wou souguer gesot ginn ass, wann e Buergermeeschter géif d'Debatten net op Lëtzebuergesch féieren, da kéint een d'Nullitéit vun der Déliberatioun ufroen. Wa mer also där Meenung sinn, dann hätte mer och solle kloer an d'Gesetz schreiwen, datt d'Sprooch an de Gemengeréit Lëtzebuergesch wier an näischt anescht. Da wieren all déi Konfusiounen do net entstanen. Well wann een esou eppes an e Gesetz schreift, dann dokumentéiert een domadder automatesch, datt een net dovun iwwerzeegt ass, datt d'Sprooch am Gemengerot misst Lëtzebuergesch sinn.

Duerfir mengen ech, datt et also och wäert an Zukunft dozou féieren, datt mer do wäerten Diskussiounen kréien. A wann eng Kéier eng juristescht Interpretatioun misst kommen, fäerten ech ganz, datt d'Gerichter da géifen anescht uerteelen wéi dat, wat d'Kommissioun an hirer Wäisheet gemengt huet als Interpretatioun an deem Text do eranzeleeën.

Et ass also éischter, géif ech mengen - déi Interpretatioun -, eng Alibi-Missioun, fir d'Leit dobaussen am Land ze berouegen a fir ze soen, ma hei, et muss och an Zukunft Lëtzebuergesch geschwat ginn an de Gemengeréit. Mä d'Texter, déi am Gesetz stinn, déi loosse eiser Meenung no eng aner Interpretatioun zou.

Här President, wat d'Ausdehnung vum Wahlrecht ubelaangt: D'ADR war 1995 fir de Aféierung vum aktive Wahlrecht fir Netlëtzebuenger averstanen. Dat si mer selbstverständlech och haut, och wat dat passivt Wahlrecht fir d'Conseillere ubelaangt. Mir soen, datt mer och iwwert d'EU erausgaange sinn. Dat fanne mer och normal, quitte datt et tëschent den EU-Bierger a Lëtzebuenger eng Réciprocitéit gëtt, dat heescht, dat Recht, wat e Fransous, en Italiener, e Portugis, en Däitschen oder en EU-Bierger hei zu Lëtzebuerg huet, dat huet de Lëtzebuenger Bierger och an deem Land.

Wa mer iwwert d'EU erausginn, besteet déi Réciprocitéit awer net méi. Well, wann e Chinees och muer kann hei wielen, kann duerfir nach net iwwermuer e Lëtzebuenger a China oder an Amerika oder a soss engem aneren EU-Stat (veuillez lire: Net-EU-Stat) wielen. Et besteet also eng Differenz...

(Interruptions)

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Et ass awer kee Problem.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Gira, d'Diskussioun war bis elo am Fong seriö. Ech weess net, firwat datt Dir elo ufänkt op eemol hei Witzer ze maachen. Et schéngt lech net ganz eescht ze sinn, dat Ganzt.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Neen, dat war kee Witz.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Op jidde Fall... Dach, jo.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Et ass d'Realitéit.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo, et gëtt och Lëtzebuenger Kascht hei am Land, net nëmme chineeseschen. Mir kënnen et och esou diskutéieren.

Bon, op där anerer Säit, Här President, wann déi Réciprocitéit net besteet, mir hunn awer domadder kee Problem - ech wëll dat hei soen -, well mir soen, een, deen net an der EU wunnt, e Schwäizer zum Beispill, firwat soll deen, wann deen e puer Joer hei am Land ass, sech manner gutt integréiert hu wéi ee Fransous, deen hei am Land wunnt. Duerfir, ech wollt dat just soen, datt déi Réciprocitéit net besteet bei Net-EU-Stat, mä datt mir awer kënne mat där Regelung hei bestoen.

En anere Problem, Här President, deen ee misst dann uschniden, dat sinn zum Beispill d'Ausländerkommissiounen an de Gemengen. D'Fro ass, mengen ech, dann awer berechtigt, wann elo hei eng Majoritéit higeet a si seet am Fong, um Niveau vun de Gemenge gëtt et keng Differenz méi tëschent Lëtzebuenger an Netlëtzebuenger, souwuel wat dat aktiivt wéi dat passivt Wahlrecht ubelaangt, da misst ee sech awer d'Fro stellen: Firwat mussen dann an de Gemengeréit nach Ausländerkommissiounen gemaach ginn? Well si hu jo dann déiselwecht Rechter wéi d'Lëtzebuenger! Da sinn ech och der Meenung, et bräicht een net onbedéngt méi nach déi Kommissiounen do bestoen ze loosse.

Wat d'Incompatibilitäten ubelaangt, Här President, hu mer an de Kommissiounen ganz laang driwwer diskutéiert. Mir hunn e Kompromëss fonnt, dee vläicht keen zefridde stellt, mä mir hunn awer e Kompromëss fonnt, deen ee ka matdroen a mat deelen. An datselwecht bedeit (veuillez lire: géllt) och, wat d'Prozeduren, wat d'Mise en fonction vun deenen neie Gemengeréit ubelaangt, déi och a mengen Aen e bësse komplizéiert ass. Mä et ass och e Kompromëss, dee mer fonnt hunn no laangen, laangen Diskussiounen. An duerfir kann een och dee Kompromëss do mat deelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'ADR och mat enger Rei vu Punkte vun deem Gesetz averstanen ass, esou wäert d'ADR awer géint dëst Gesetz stëmmen, well mir mat - fir eis - zwee wesentleche Punkten awer net averstane sinn: Nämlech, datt Netlëtzebuenger kënnen an Zukunft de Posten als Buergermeeschter a Schäffe besetzen; a well et fir eis misst kloer am Gesetz verankert sinn, datt d'Sprooch an de Lëtzebuenger Gemengeréit och Lëtzebuergesch wier.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir ware viru bal 100 Joer eent vun deenen éischte Länner, déi d'allgemengt Wahlrecht agefouert hunn. Souguer fir d'Fraen! Ech weess net, wéi d'ADR haut an deem do Fall géif stëmmen. Dat iwwerlosse mer hinnen emol, sech dat selwer ze iwwerleeën.

► **Une voix.**- Mir sinn haut nach heemlech dergéint.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Mir hunn an der...

(Interruptions et hilarité)

Mir hunn an der aktueller...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Hoffmann, denkt drun, Dir hutt nëmme fënnf Minutte Riedezäit, vergeut se elo net mat eis!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Jo, ech kréien dat Wichtigst gesot.

(Interruptions et hilarité)

Also, Äert Laache gëtt net bei meng Zäit matgezielt.

Haut, an dat ass dee wichtigste Saz, mengen ech, och haut hu mir de facto hei an eisem Land d'allgemengt Wahlrecht net méi, an zwar zu engem groussen Deel grad fir déi sozial Kategorien, fir déi mer et 1919 duerchgesat hunn. Grad déi sozial Kategorien hunn et entweder guer net um nationale Plang, oder um kommunale Plang mat Aschränkungen, och elo nach, also och elo nach mat deem neie Gesetz, wat mer haut stëmmen. Wat alles anescht wéi perfekt ass, wou mir also och der Meenung sinn, do sinn Nobesserungen absolut néideg. Duerfir hu mer och déi Motioun matgedroen. An ech mengen, et sinn och nach ganz aner Nobesserungen néideg, wéi grad déi do.

Mir sinn der Meenung, dass och Netlëtzebuenger an de Gemengen an d'Exekutiv era kënne kommen. An ech sinn e bëssen erstaunt, ech sinn zwar net Jurist, ech sinn e bëssen erstaunt, a wéi engem Sënn hei den Ennerscheid tëschent Legislativ an Exekutiv gemaach gëtt. Mir kënn et komesch vir, wann ee seet, et därerf besteemte Bevölkerungsgruppen an d'Legislativ, se därerfen net an d'Exekutiv. Dat ass dach eng Ofwärtung vun der Legislativ! Et ass d'Legislativ, déi decidéiert. Et ass d'Exekutiv, déi no eise Verfassungsprinzipien ausféiert.

(Interruption)

Jo, ech weess dat. Ech weess dat.

Et ass awer fir mech aus deem anere Grond selbstverständlech, dass se an d'Exekutiv kommen, well, wann ee seet - an dat ass jo awer dann hei, mengen ech, bal Konsensus -, vollt Wahlrecht, da géiert do aktiivt a passivt derzou. A wann d'passivt derzougehéiert, da missten och d'Exekutiven an de Gemengen derzougehéieren. An duerfir ass dat och e positive Punkt an deem Gesetz, dee mer ënnersträchen.

Manner positiv ass och fir eis déi Fro vun der Residenzklausel, well dat jo och nach ëmmer Aschränkungen elo bedeit, déi Ausländer par rapport zu Lëtzebuenger ënnerscheeden. Et klängt op deen éischte Bléck iergendwéi verständlech, wann ee seet, et muss een eng gewëssen Zäit am Land gelieft hunn, fir d'Situatioun am Land hei ze kennen. Ech muss lech awer soen, ech kennen och Lëtzebuenger, Stacklëtzebuenger, déi 70 Joer am Land sinn, well se hei gebuer sinn, an awer nach net wëssen, wat den Ennerscheid ass tëschent engem Schäfferot an engem Gemengerot!

An ech mengen och - den Här Gira huet et gesot, ech brauch et also net laang ze widerhuelen -, een, dee sech engagéiert op eng Lëscht an an enger Wahlcampagne matmécht, vun deem gi mer aus, dass dee Bescheid weess iwwert d'Verhältnissen hei zu Lëtzebuerg an iwwert d'Roll vun den Institutiounen.

Zur Sprooch: Also éischters, an dat ass awer net oft, dass ech hei d'„Wort“ zitieren, mä haut steet awer ganz richteg am Leitartikel vum „Lëtzebuenger Wort“,



dat ass e „Schäin-Problem“. Well bis mer esou wäit sinn, dass mer an enger Gemeng e Buergermeeschter kréien, dee kee Lëtzebuergesch kann, dat dauert awer nach. Dat dauert awer nach! An ech fäerte ganz, dat kënnt och net.

Zweetens, an där Sproocheproblematik: Mir si jo schizophren do! Mir bretzen eis mat eisem bi- an tri- a wéi vill nach Linguismus. Mir sinn oppen no baussen, mir gi gär an d'Vakanz mat eise ville Sproochen. Mir wëllen awer am Gemengerot, do, elo wëlle mer do awer strikt, strikt lëtzebuergesch. All eis offiziell Texter, oder bal all, sinn op Franséisch. Wat mécht e Buergermeeschter, wann en am Gemengerot soll e Gesetz virdroen oder eng Circulaire virlesen, déi op Franséisch ass? Muss en déi op Lëtzebuergesch iwwersetzen?

Duerfir proposéieren ech, dem Innenminister elo direkt an Optrag ze ginn, all eis Gesetzestexte, all eis Circularen, all eis Règlements grand-ducaux op Lëtzebuergesch iwwersetzen ze loossen, an et muss nach eng Iwwersetzung sinn „certifiée conforme“. Ech wënschen lech vill Freed derbäi! Eréischt dann, wa mer dat géife maachen, da wiere mer jo aus där Schizophrenie eraus, déi mer hei iergendwéi zum Ausdrück bréngen.

Fréier, ech dierf lech drun erënneren, fréier huet hei zu Lëtzebuerg d'Aristokratie an d'Groussbourgeoisie Franséisch geschwat. An an der Chamber hei ass Franséisch geschwat ginn. An deem Éischten, den C.M. Spoo, deen hei opgetratt ass, fir Lëtzebuergesch ze schwätzen, deen huet misse vill Courage hunn an deem huet sech net onbedéngt do beléift gemaach.

► **Une voix.** - Et war emol een, dee Portugisesch geschwat huet.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - An deemools huet dat klengt Vollek sech misse upassen a sech misse ustrengen, fir déi Sprooch do ze verstoen. An haut schwätzt dat klengt Vollek zu engem ganz groussen Deel net Lëtzebuergesch, sondern Franséisch.

An elo muss dann dat klengt Vollek sech awer och dann erëm eng kéier upassen enger Sprooch, déi et vu sech aus net schwätzt. Ah sou!

Ee Wuert...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn awer näischt dergéint, Här Hoffmann, wann Der nach zéng Minutte schwätzt.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - D'Liewenserwaardung gëtt mer nach e bëssen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech ginn lech nach zéng Minutten, gären.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Déi duerchschnëttlech Liewenserwaardung, déi gëtt mer nach e bëssen Zäit.

D'Fro, déi sech stellt vun den Inscriptiounen, ganz kuerz. D'Inscriptiounen op de Wielerléschten, do stellt sech jo d'Fro - ech weess net, ob ee se opgeworf huet, ech mengen net -, ob déi sollen automatesch sinn oder net. Hannendru stellt sech natierlech dann d'Fro vun der Wahlflicht, an dat ass dann e bësse méi delikat. Ech mengen, déi sollt een am Moment effektiv net virgesinn. Awer Informatioun, Sensibiliséierung, Erliichterung vun der Inscriptioun an esou weider, dat awer alles.

Dann zum Schluss, ech mengen, mir sollen eis déi ganz Fro vun den Incompatibilitäten, souwuel um kommunale Plang wéi um nationale Plang, nach eng kéier wirklech iwwerleeën. Well ech mengen, dass mer op där enger Säit ze vill streng sinn, wa mer ganz Beruffsgruppe quasi ausschléissen, mat Argumenter wéi Séparation des pouvoirs oder anerer.

Jiddweree fënnt et selbstverständlech hei an der Chamber, dass en Affekot - näischt géint Affekoten, gell -, dass en Affekot ka matstëmmen iwwer en Affekotegesetz, dass en Dokter ka matstëmmen iwwer eng Gesondheitsreform, awer en Enseignant dierf net hei - en aktiven -, dierf net hei sinn, fir mat ofzestëmmen iwwer e Schoulgesetz. Also, do muss ee sech, mengen ech, wirklech nach eng kéier Saachen iwwerleeën.

An ech fäerten, dass mer op där anerer Säit, wann et wirklech ëm Décisiounen

geet, ëm Posten, wou Décisiounen geholl ginn, ëm d'Vermëschung vu Funktiounen, wou wirklech Décisiounen geholl ginn, dass mer do net streng genuch sinn.

Ech stëmmen also dat Gesetz haapt-sächlech wéinst deem Punkt „Zougang zum Schäfferot“ an hoffen, dass Nobesserungen nokommen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt den Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischtt wollt ech dem Rapporteur, dem Gilles Roth, Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hie geleescht huet am Kader vun der Diskussioun, an dee Rapport, deen hie gemaach huet, dee schrëftlechen an dee mëndlechen.

Ech wëll dese Merci awer och un déi aner Membere vun der Kommissioun ausweiten, déi konstruktiv, heiansdo kontrovers mat diskutéiert hunn. Wierklech, esou soll een och matenee funktionéieren, da kënnt och eppes dobäi eraus fir eis Biergerinnen a Bierger.

Am Spezielle wollt ech och där grénger Partei fir hir wirklech konstruktiv Haltung am Kader vun deem Gesetz expressiv verbis Merci soen. Esou kënne mer, am Fong geholl, an engem vun deene wichtigste Gesetzter, déi mer hei hunn zu Lëtzebuerg, weiderkommen.

Wëssend, dass déi vill Ännerungen um Wahlgesetz..., ech wëll lech soen, dass an deene leschten, ech hat dat nogekuckt, vun 2003 un ass dat heite schonn déi fënneft Modifikatioun vum Wahlgesetz. A wann ech dat éischt Wahlgesetz huele vun 1924, dat gouf bis haut 42-mol geännert, wat also kloer weist, dass dat ee Gesetz ass, wat leeft.

An ech géif et net esou gesinn, wéi verschidde Leit dat haut de Mëtteg gesinn hunn, dass dat am Fong geholl - wéi géif ech dat soen? - en negativen Touch hätt, mä ech géif dat éischter, also net als e Fluch gesinn, mä éischter als ee Segen, well am Fong geholl ass et ee liewege Bewäis vun enger funktionéierender Demokratie, wann een e Gesetz oft ännert. Dat ass meng Visioun vun der Saach.

Dee Projet hei si mer also ugaangen. Mir haten am Ufank zwee Projete vun der Regierung, dat war am Joer 2008 - ech wollt kuerz nach eng kéier drop zrëckkommen -, an do si mer jo pragmatesch virgaangen. Do hu mer jo gesot, mer huelen alleguerten déi Dispositiounen, déi am Fong geholl d'Europawahlen an d'Chamberswahle betreffen, eraus.

Dat hat ech der Chamber proposéiert deemools, am Joer 2008, well mer en Avis hate vum Statsrot, wou vill Ännerungen ze maache waren. A mir hätten déi Ännerungen net alleguerte kuerzfristeg kënnen duerchhuelen, duerfir hu mer dann haut déi Diskussioun, a mer kucken dann déi Gesetz elo, dat fir d'Gemengewahle stellt, dann och haut ebe rechtskräfteg ze kréien.

Ee Punkt, dee mer an deem Kontext wichtig schéngt, a wou mer wirklech eng gutt Aarbecht gemaach hunn, fir emol unzefänken, dat ass deen, dat ass am Fong geholl den Transfert vu verschiddeenen Artikelen vum Wahlgesetz an d'Gemengegesetz. De Statsrot hat dat proposéiert, aus Grënn vu Kohärenz a Kompatibilitéit. Ech mengen, dat ass scho wichtig, well doduerch hu mer méi Kloeerheit ënnert deenen zwee Gesetzter, Gemengegesetz a Wahlgesetz, fir dat nei opzedeele. Dat ass gutt gemaach, an do wäerte mer an Zukunft konsequent an där Richtung weider léigiféieren, wann Dispositiounen komme betreffend d'Gemengen- respektiv d'Wahlgesetz.

Dann, wat jo en neit Element ass, wat haut och vill diskutéiert ginn ass, dat ass justement d'Ausweitung vun de politesche Rechter en faveur vun den Netlëtzebuergere um kommunale Plang. Dat war jo eng Dispositioun, déi war nach net an der Diskussioun, wéi d'Gesetzter déposéiert gi sinn am Joer 2008 am März, mä dat huet d'Regierung mat hirem neie Regierungsprogramm erabruecht, a mir hu jo och haut e breede Konsensus fir des Dispositiounen.

Et ass och wichtig, dass des Neierung eppes zur Integreatioun bäidrëit, well Integreatioun, eng gutt Integreatioun, déi get net net unni Participatioun - dat ass ganz kloer -, Participatioun um gesellschaftlechen an awer och um öffentleche Liewen. Mir stellen also d'Lëtzebuergere an d'Netlëtzebuergere hei gläich.

Wann een dat an eisem institutionelle Kader kuckt, dann ass déi Roll, am Fong, vun der Gemeng hei eng aner wéi an eisen Nopeschlänner. Ech widderhuelen dat gären nach eng kéier an deem heite Kontext, well hei zu Lëtzebuerg spillt d'Gemeng d'zweet Gei. Well alles, wat de Stat net mécht, den Zentralstat, dat mécht d'Gemeng.

An anere Länner, wou och Dispositiounen sinn, wou d'Bierger, d'Ausländer sech kënnen an der Gemengepolitik engagéieren, do spillt awer, muss ech ganz kloer soen, d'Gemeng oft nëmmen d'fënneft Gei. Ech huelen d'Fransousen: A Frankräich hu mer en Zentralstat, mir hunn eng Regioun, mir hunn een Département, mir hunn eng Communauté des communes - an da kënnt d'Gemeng. An Däitschland hu mer en Zentralstat, mir hunn d'Länder, mir hunn d'Kreise, mir hunn d'Verbandsgemeinden - an da kënnt d'Gemeng.

Dat heescht also, dass et ganz kloer ass, dass den Impact vun där Dispositioun, déi mer elo hei an d'Gesetz geschriwwen hunn, wou mer eis auslännesch Matbierger mat eranhuelen an de politeschen Alldag, deen ass hei vill méi, géif ech soen, méi bedeitend wéi an deenen anere Länner. Dat soll een emol eng kéier ganz kloer an däitlech soen!

Ganz kloer an däitlech wëll ech och soen, hei zu Lëtzebuerg hu mer 43% Ausländer, also Netlëtzebuergere, sou dass esou eng Dispositioun sech och hei ganz anescht erëmfënnt wéi an eisen Nopeschlänner, well jo ganz oft de Verglach gemaach gëtt, wa mer iwwert déi sougenannte Residenzklausele schwätzen. Duerfir gesinn ech déi net negativ, mä ech gesi se nuancéiert. Duerfir sinn ech och d'accord mat där Démarche, déi déi gréng Fraktioun geholl huet, fir no de Gemengewahlen driwwer ze diskutéieren, ob een déi Residenzklausele soll vu fënnef op zwee Joer zrëckféieren.

Mä ech wëll awer kloer an däitlech soen, dass dat kee Geste innocent ass an dass deen zu Lëtzebuerg sécherlech eng aner Bedeitung kritt wéi an anere Länner. Well wa mer vun Integreatioun schwätzen a vu Participatioun, da schwätze mer awer och vun Identitéit. An do ass eis Sprooch justement, mengen ech, e Schlësselwuert. Duerfir gëtt jo och haut vill hei iwwert d'Sprooch geschwat. Obschonn den Artikel 14 am Fong geholl vun deem Gesetzesprojet guer net beréiert gouf, ass d'Sprooch awer thematiséiert ginn, wat ech verstinn.

Wat ech awer net verstinn, dat ass, dass een hei eraus wëllt wirklech dat Ganz iwwerspäzen. An am Fong geholl, mengen ech, ass et och en „faux débat“. Fir mech ass et kloer: Dat, wat d'Kommissioun seet iwwert d'Lëtzebuergere Sprooch an de Gemengeréit, an dat, wat ech dem Marc Spautz an enger Question parlementaire geäntwert hunn, dat ass deckungsgläich. Dat heescht, d'Liesart vun der Kommissioun mat där Analys, déi ech ginn hunn an där Question parlementaire vum Marc Spautz, déi passe beieneen.

Ech wëll duerfir nach eng kéier kuerz op déi Fro agoen, déi ech dem Marc Spautz beäntwert hunn, well do hunn ech geschriwwen, dass d'Lëtzebuergere Sprooch am Gemengegesetz a folgendem Kader steet: «La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois. Les conseillers peuvent s'exprimer également dans l'une des autres langues visées à l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Nul ne saurait toutefois demander une interprétation de la langue parlée ou une traduction des documents écrits présentés en une des langues visées par la loi précitée ou en toute autre langue.» Dat ass den Artikel 14, Alinea 2.

Do ass et fir mech esou, dass d'Ratio legis kann also deemno esou interpretéiert ginn, dass de Gebrauch vun der Lëtzebuergere Sprooch d'Regel ass, an dass all Member vum Gemengerot Lëtzebuergesch muss verstoen. Et bedeit awer och, dass de Ge-

mengeconseiller muss d'Méiglechkeet hunn, sech am Gemengerot an enger anerer vun deenen zwou Sproochen vum eisem Stat ze artikuléieren.

Mä onofhängeg vu senger perséinlecher Meenung huet, mengen ech, den Innenminister awer och - wéi soll ech soen? -, steet e fir eng korrekt Uwendung vun der kommunaler Gesetzgebung. An deem Kader, wou mer esou agéieren, duerfir... Ech mengen, d'Législatioun huet dat esou fixéiert, an ech hu mech dorunner ze halen.

Dee gesetzleche Kader vun der Sproocheregelung gëtt nun emol iwwert d'Gesetz vu '84 geregelt, an do wëll ech och nach eng kéier gären den Text virlesen, den Artikel 3: «En matière administrative contentieuse et non contentieuse et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande et luxembourgeoise sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.»

Et ass also kloer. A wat och hei opfällt, dat ass gradesou kloer, dass ech déi Texter, déi offiziell sinn, op Franséisch virlesen an net op Lëtzebuergesch. Dat weist also kloer, dass een dat net sollt iwwerspäzt soen, an dass mer déi dräi Sproochen brauchen. Duerfir ass et fir mech an der Praxis net virstellbar - et ass net virstellbar! -, dass eng Persoun ee politescht Mandat ausüben kann, ouni dass se capabel ass, all offiziell Sprooch vun eisem Land ze beherrschen. Dat ass also fir mech ganz kloer.

An ech sinn och der Meenung, dass d'Beherrsche vun der Lëtzebuergere Sprooch de Schlëssel vun der Integreatioun ass a vun der Kohäsioun vun der Lëtzebuergere Gesellschaft. Dat huet den honorablen Deputéierte Marc Spautz opgeworf an och de Gilles Roth, an ech wëll mech deem associéieren.

Mä et muss ee wëssen, d'Lëtzebuergere Gesellschaft huet sech och positionéiert an der Groussregioun. Ech sinn net fir näischt Minister vun der Groussregioun oder fir d'Groussregioun, éischter fir d'Groussregioun,...

► **Plusieurs voix.** - Oohhh!

(Hilarité)

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - ...a grad eis Dräisproochegkeet, déi den Här Hoffmann och ugeschwat huet, déi ass awer e wichteg Argument, e grouse Virdeel fir eis, am Fong geholl fir eist kosmopolitescht Ëmfeld. Sécherlech dréit d'Lëtzebuergere Sprooch zum Zesammenhalt an zu eiser Identitéit wesentlech bäi, mä d'Sproochegesetz vu '84 setzt ganz kloer déi dräi offiziell Sproochen, an deene mer kënne kommunizéieren. Duerfir ass dat do fir mech en „faux débat“, a mer mussen elo kucken, wat d'Realitéit bréngt an deenen nächste Joren. Mä bis elo hate mer keng Problemer, an ech ginn och dovun aus, dass an deenen nächste Joren do keng Problemer wäerte kommen.

E puer Wiederer nach iwwert d'Incompatibilitäten. Do sinn ech frou, wëll ech kloer soen, dass mer e Konsensus fonnt hunn, well am Regierungsprogramm stoung jo: «Le Gouvernement élaborera un catalogue minimaliste et exhaustif des incompatibilités entre les mandats locaux...» - dat heescht «conseiller communal, échevin et bourgmestre» - «...et les différents postes d'agent public. À défaut, le projet de loi élaboré par le Gouvernement précédent prévoyant l'abolition des incompatibilités sera maintenu.»

Gutt, dat Ganz ass jo ënnert dem Uerteel vum Verwaltungsgericht iwwert de Verwaltungsdirekter am Fong geholl diskutéiert ginn, an déi haten den Text esou interpretéiert: «Ainsi, le législateur, loin de vouloir écarter du mandat de conseiller communal tous les fonctionnaires disposant d'un pouvoir de décision spécifique en matière administrative ou financière ou encore d'un pouvoir de décision individuel et autonome, a voulu éviter que font partie du conseil communal d'une commune déterminée des fonctionnaires qui, de par leur domaine de responsabilité, sont mis

en rapport avec la commune où ils ont été élus, indépendamment de la question quant à l'exercice effectif du pouvoir dont ils disposent en vertu de leur fonction.

Ce faisant, le législateur a entendu exclure dès le départ tout risque d'interférences entre la fonction du fonctionnaire concerné et son mandat de conseiller communal, situation susceptible de se recouvrir ou d'être en opposition avec les intérêts de la commune concernée, et ceci par souci de garantir un fonctionnement objectivement correct du conseil communal.»

Grad justement d'Expressioun «indépendamment de la question quant à l'exercice effectif du pouvoir dont ils disposent» stellt hei de Problem duer. Et féiert am Fong zu enger quasi virtueller permanenter Onvereinbarkeet tëschent der Fonctioun an dem Mandat. Kuerz, dat geet sécherlech - an doriwwer si mer eis awer, mengen ech, all eens heibannen - iwwert d'Zil eraus, dat sech de Gesetzgeber 2003 ginn hat. A mir mussen awer och ëmmer am Kapp behalen, mengen ech, dass déi politesch Rechter Grondrechter si vu jiddwengem, an déi därer een nëmme beschneiden do, wou et onbedéngt noutwendeg ass.

Do spillt fir mech ganz kloer de Prinzip „la capacité est la règle, l'incapacité est l'exception“. Schliesslech kann et jo awer net esou sinn, dass ee Leit eppes ënnerstellt, nëmme, well se enger bestëmmter Aarbecht noginn. Während déi Leit, déi am Fong geholl eng allgemeng Onvereinbarkeet hunn, wéi zum Beispill d'Leit vum Innenministère, der Arméi, Polizei...

(Interruption)

Wat sot Der, Här Braz? Wat wollt Der soen?

► **M. Félix Braz**, (déi gréng).- Wann d'Polizisten ee Rapport maachen, därer een net einfach ënnerstellen, e wier falsch.

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Neen, d'accord, mä op där enger Säit huet ee Leit, déi eng permanent Onvereinbarkeet hunn, an op där anerer Säit huet een eenzel Fäll, wou Leit an eng Situatioun kommen, wou ee Konflikt kéint bestoen, wat hiert Mandat ueget. Duerfir muss ee kucken, wéini, ab wéini huet ee Beamten Afloss op d'Muecht, oder wéini kann en e Kompatibilitätsproblem kréien.

Duerfir hat ech nokucke gelooss, zum Beispill d'Délégation de signature beim Stat, well wann ee jo eng Délégation de signature huet an der Regierungsverwaltung, esou ee ka jo am Fong geholl dann, ass susceptibel, iergendwann grad eng Kéier senger Gemeng kënnen en Avantage ze bréngen. Do hu mer beim Stat 786 Délégations de signature en matière financière a 735 Délégations de signature en matière administrative.

Dir gesitt also, dat ass praktesch net méiglech, eng liste exhaustive minimaliste ze maachen. Dat wollt ech och emol eng Kéier kloer soen, fir déi Leit, déi dat hei gefuerdert hunn. An duerfir sinn ech frou, dass mer an där zoustänneger Kommissioun, nodeems mer iwwert dat doten alles diskutéiert haten, e Konsensus fonnt hunn, an ech wëll och an deem Kontext deene Leit allegueren, de Membere speziell, Merci soen, fir dass mer déi Solutioun hei esou konnte fannen.

Ech mengen, dass dat heite sécherlech net - wéi géif ech elo soen? - déi Léisung ass, well et gëtt net déi Léisung, et gëtt nëmme, déi eng fanne se gutt, déi aner fanne se manner gutt. Mä ech mengen, hei hätte mer genuch Rechtssécherheet, fir am Fong geholl mat deser pragmatischer Léisung e Minimum vu Leit vum lokalpolitische Liewen auszeschléissen, op där anerer Säit awer Konfliktpotenzialer tëschent Beruff a Mandat wäitgehend ze verhënnere. Dat ass eis, mengen ech, gelongen.

Wat och wichteg ass am Gesetz, ech wëll dat nach eng Kéier hei ervirsträichen, dat ass, dass mer am Fong geholl e Minimum vun Eegeverantwortung vum Eenzelne verlaange mat deem Gesetz, well dee muss selwer iwwerpräwen, ob seng Situatioun

vun Onvereinbarkeet, ob déi do ass oder net, an hie muss dat dann an engem Délai vun 30 Deeg mellen.

Gradesou ass och an deem Saz eng aner Neierung déi, dass en Appel au suivant gemaach ka ginn an enger Majorzgemeng. Dat kann de Minister elo maachen, fir dass de Gemengerot ka vollzieleg ufänken. Dat war bis elo de Fall net.

D'Veereedegung an d'Entrée en fonction vum Gemengerot, ech mengen, do ass et och elo kloer. Wéini engem Gemeengeconseiller säi Mandat ufänkt, dat ass kloer. D'Conseillere gi no all Wahlen nei vereedegt. D'Entrée en fonction vum Gemengerot ass och kloer, den exakten Datum. D'Demission vum Gemeengeconseiller, déi gi wierksam dräi Deeg no der Akzeptatioun duerch den Innenminister. Do hu mer also vill Rechtskloerheeten, déi mer bis elo net haten.

An och d'Designatioun vum Buergermeeschter a vum Schäffen ass elo am Fong geholl formaliséiert ginn, leider net - an dat huet de Jempy Klein jo opgeworf a senger Interventioun hei - iwwert déi sougenannten Assemblée des élus, déi mer am Fong geholl gären hei agefouert hätten, wou mer awer eng Opposition formelle kritt hunn. Dat war awer eng Recommandatioun vum Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, also vum Conseil de l'Europe.

Gutt, mir hunn dat trotzdeem fäerdeg bruecht ze formaliséieren. An, wat och eng Recommandatioun ass, de Buergermeeschter an d'Schäfte ginn no all Wahl nei asserteréiert. De Schäfte gëtt vum Innenminister genannt, an de Buergermeeschter an d'Schäfte ginn elo vum Innenminister vereedegt. Dat waren alles Dispositiounen, déi och vum Congrès des pouvoirs locaux et régionaux gefrot gi waren.

Zum Ofschluss: Ech si mer bewosst, dass dese Gesetzesprojet net all Schwaachstellen am Wahlgesetz berengegt. Et bleiwen nach sécherlech eng Rei Widdergespréich, Imprezisiounen, Anachronismen. Ech hat och duerfir scho während der Kommissioun proposéiert, wa mer dee Projet haut gestëmmt hunn a mer Rechtssécherheet hu fir eis auslännesch Matbierger, dass si kënnen an deenen nächste Gemeengewahlen deelhuele: Kommt, mer diskutéieren nach eng Kéier an der Chamber, am Kader vun der Kommissioun, iwwert dat, wat ugeschwat ginn ass, de Wahlalter, iwwert de Vote électronique, iwwert d'Égalité des sexes oder d'Quotae vu Fraen och an de Gemeengefonctiounen! Ech sinn domat d'accord, dat ass näischt Aussergewöhnlech.

Ech widderhuelen dat nach eng Kéier: Hei ass déi fënneft Modifikatioun vum Wahlgesetz säit 2003 an et ass déi 42. säit 1924. Et ass eng komplex Matière, an et geet drëm eben, dat Beschtméiglecht ze maachen, fir dass eis Leit wierklech wëssen, dass, wa se hei zu Lëtzebuerg wéile ginn, mer no bei hinne sinn, an dass mer dann eben eng Rechtslag hunn an eng Gesetzlag hunn, déi Gesetzécherheet (veuillez lire: Rechtssécherheet) bedeit.

Et si Coquillen ugeschwat ginn haut de Mëtteg, zwou Stéck, déi kënnen mer an déi wäerte mer an deenen nächste Woche berengegen. Et ass och geschwat ginn iwwert d'Ausländerkommissioun. Do wollt ech dem Här Gibéryen soen, déi heeschen haut net méi Ausländerkommissioun, mä déi heeschen haut Kommissiounen vun der Integratioun; mä do ass kee Problem.

Et kann een och d'Fro diskutéieren, déi mer haut net diskutéiert hunn, déi mer awer nach wäerten diskutéieren: Wie muss Lëtzebuerg si bei enger Gemeng, wien net, wann elo schonn de Buergermeeschter an d'Schäfte kënnen Ausländer sinn? Dat sinn aner Froen, déi nach um Programm stinn.

Et ass eng passionnant Matière, d'Wahlgesetz. Ech si frou, dass mer haut hei konnte wierklech konstruktiv dëst Gesetz esou änneren, dass mer eng gréisstméiglech Satisfaktioun heibanne kréien. An ech fannen et och gutt, dass déi Motioun elo breet gedroe gëtt an dass mer déi dann am Hierscht wäerten diskutéieren.

Merci!

► **M. le Président**.- Merci dem Innenminister. Domadder wäre mer um Enn vun

der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Et sief nach eng Kéier drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmme erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5858 ass ugeholl mat 44 Jo-Stëmme, 3 Nee-Stëmme a 7 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helminger, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6126...

(Interruptions)

► **Une voix**.- D'Resolutioun?

► **M. le Président**.- Ah, d'Resolutioun, entschëllegt, jo! Richtig.

Résolution 1

Mir hunn hei nach eng Resolutioun, déi vun...

► **Une voix**.- Véier Parteien.

► **M. le Président**.- ...ville Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Duerfir, mengen ech, kéint ech déi par main levée zum Vote stellen.

Vote sur la résolution 1

Wien ass mat där Resolutioun d'accord, esou wéi se vum Här Camille Gira abruecht ginn ass?

Wien ass dergéint?

Dat schéngt mer effektiv relativ kloer ze sinn. Domadder wär déi Resolutioun ugeholl.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6126, eng Ofännerung vum Code pénal. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz, Kartheiser an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. 6126 - Projet de loi portant modification de l'article 457-3 du Code pénal

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth** (CSV), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6126 huet als Zweck, verschidden Upassungen um Artikel 457-3 vun eise Code pénal ze maachen. Bei deser Bestëmmung geet et ëm de sougenannte Revisionismus an Negationismus.

Zënter 1997 ass hei zu Lëtzebuerg de Fakt, dass een öffentlech, duerch e Schreiwes, duerch Rieden oder iwwer all aner Kom-

munikatiounswee e Krichsverbriechen oder Völkermord géif bestreiden, rechtfertegen oder minimiséieren, strofbar. Dorop steet haut eng Prisongsstrof vun aacht Deeg bis sechs Méint respektiv eng Geldstrof vun 251 Euro bis 25.000 Euro.

Mat dem Gesetzesprojet vun haut maache mir elo verschidden Upassungen.

Ausgangspunkt dovunner ass eng europäesch Kaderdecisioun aus dem Joer 2008. Zil ass et, bannent der Europäescher Unioun déi verschidde Gesetzgebungen am Kontext vun der Friemefeindlechkeet an dem Rassismus unzegläichen.

Här President, all EU-Memberstat muss verschidden Tatbestänn a sengem nationale Recht als Strofdot aféieren a se mat enger ugemooesener Strof beleeden. Folgend Tatbestänn falen dodrënner:

d'öffentlech Ustiwwele vu Gewalt géint e Grupp oder e Member vun engem Grupp, dee sech duerch seng ethnesh Originen, seng Relioun oder seng Hautfaarf definiert; d'Verbreden an der Öffentlechkeet vun Texter, Fotoen an anerem Material, déi rassistesch a friemefeindlech Äusserungen enthalen; d'öffentlech Verherrlechen, d'Ofstreiden an d'Banaliséiere vu Verbriechen géint d'Mënscheit a Krichsverbriechen am Sënn vun de Statute vun dem Internationale Militärgeriicht an der Cour pénale internationale.

Net nëmme den Täter vun esou Strofdoten, mä och deen, deen zu esou enger Strofdot ustiwwelt, muss kënnen bestrooft ginn. An datselwecht zielt och fir d'Komplicen an den einfache Versuch, also d'Tentative vun esou enger Strofdot. Gesellschaften oder Vereenegungen, zum Beispill eng A.s.b.l., muss bestrooft kënnen ginn, wa si esou Handlung virhuelen. Dat geet vum Verloscht vu staatleche Subventiounen bis zum Opléise vun esou Gesellschaften.

Här President, bei der Repressioun vun esou Strofdote geet et ëm d'Erhale vun enger fräier, demokratischer a multikultureller Gesellschaft. Mir hunn dat hei am Land och dofir ni op d'licht Schëller geholl. Mir hunn an deem Domän eng vun de fortschrëttlechste Gesetzgebungen.

Diskriminatiounen opgrond vun der ethnescher Hierkunft, der Rass, der sexueller Orientéierung sinn net nëmme am Kontext vun dem Aarbechtsrecht oder dem Statsbeamtestatut verbueden; des Handlung sinn derniewent och strofrectlech iwwert den Artikel 454 vun eise Code pénal erfaast. Do ass eis Léiglatioun also schonn am Aklang mat der europäescher Kaderdecisioun.

Och um Niveau vun der strofrectlecher Verantwortung vun den Associatiounen an de Gesellschafte brauche mir keng Gesetzesupassung. Dat ass iwwert d'Gesetz vun 11. März 2010 iwwert d'Responsabilité pénale vun de Personnes morales geregelt. D'Tentative, also de Versuch, an d'Complicitéit si strofrectlech iwwert déi generell Strofbestëmmungen erfaast.

Mir mussen awer nawell duerch dese Gesetzesprojet folgend Upassung maachen: Bei der Strofdot vun dem Negationismus respektiv dem Revisionismus geet d'Prisongsstrof vu maximal zwee Joer op maximal dräi Joer an d'Luucht. De sougenannte Champ d'application, also d'Uwendungsbitt vun dem Artikel gëtt erweidert. D'Strofdot ass ginn, net nëmme bei dem Bestreiden oder Banaliséiere vu Krichsverbriechen am Sënn vun dem Statut vun dem Internationale Militärgeriicht, mä elo zousätzlech bei Völkermord, Verbriechen géint d'Mënschlechkeet a Krichsverbriechen, déi als solch am Sënn vun dem Statut vun der Cour pénale internationale ugesi ginn.

Mä esou schlëmm eng Infraktioun an deem sensibelen Domän vum Negationismus respektiv Revisionismus och ass, et muss och dofir Rechtssécherheet spillen. Eng Persoun muss wëssen, wat fir eng Verbriechen als Génocide oder Krichsverbriechen am Sënn vun dem Gesetz ugesi ginn. Dofir ginn déi relevant Uerteeler vun den internationale Geriichtsinstanzen an deem Domän, besonnesch déi vun der Cour pénale internationale via dem Internetsite vun dem Justizministère publizéiert.

D'Approche ass hei déiselwecht wéi bei den UNO-Resolutiounen am Kontext vun



Wäisswäsche vu Suen an dem Finanzement vum Terrorismus. Dat hu mir am Kontext vun dem Blanchimentsgesetz aus dem Oktober 2010 esou decidéiert.

Eist Land mécht och eng Deklaratioun, wéi se iwwregens duerch déi europäesch Kaderdecisioun virgesinn ass, dass d'Ofstreide respektiv d'Banalisiéiere vu Fakten nëmmen da strofbar ass, wann des Handlung als Génocide, Krichsverbriechen, Verbrieche géint d'Mënscheet oder och rassistesch Verbriechen als solch vun engem definitive Geriichtsuerteel qualifizéiert goufen. D'Krichsverbriechen, wat een öffentlech banaliséiert oder a Fro stellt, muss also duerch e Geriichtsuerteel virdrun als Krichsverbriechen etabléiert sinn.

Här President, eng delikat Fro, déi sech am Kontext vun dem Negationismus stellt, ass natierlech déi vun dem Équilibre tëschent dem Recht op eng fräi Meenung an dem Artikel 457-3 vun dem Code pénal, deen des Meenungsfräiheet aschränkt. An der Commission juridique gouf d'ëscht och opgeworf. Et huet sech nottamment d'Fro gestallt vun der sougenannter Liberté de tribune, déi engem Deputéierten duerch den Artikel 68 vun der Verfassung zousteet a beseet: «Aucune action, ni civile, ni pénale net peut être dirigée contre un député à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.»

Bei der Ausaarbechtung vun der europäescher Kaderdecisioun war d'Artikulation tëschent dem Recht op Meenungsäusserung an der Strofdot vun dem Negationismus och eng vill diskutéiert Fro. Generell hält d'Kaderdecisioun dofir och fest, dass d'Memberstaten net obligéiert sinn, fir Moossnamen an hirem interne Recht ze huelen, déi d'Basisprinzipie vun der Meenungsfräiheet, dem Versammlungsrecht, der Pressefräiheet an dem betreffene Memberstat géifen a Fro stellen.

Eng ofgeschlossenen definitiv Äntwert op déi delikat Fro konnt och d'Commission juridique net ginn. Dat ass an anere Länner awer net anescht. Et spillt deemno am Kontext vun enger Geriichtsaffär em Negationismus a Revisionismus am Endeffekt den Ermessungsspillraum vun dem Richter. Dese muss sech am Liicht vun den allgemenge Rechtsprinzipie bewegen, nottamment dee vun der strikter Interpretation vun dem Droit pénal.

D'Commission juridique huet an hirem schréfleche Rapport ausdrécklech dorop higewisen. De Rapport gouf unanime vun der Commission juridique uegoholl. E recommandéiert der Chamber, dese Gesetzesprojet ze stëmmen. An ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech och Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Roth Merci. Entre-temps hunn den Här Bettel, den Här Body an den Här Braz matgedeelt, dass se net méi wëilten zum Projet nach eng Kéier intervenéieren. Den Här Kartheiser ass nach ageschriwwen. Wëllt deen nach dozou intervenéieren?

Discussion générale

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ganz kuerz, Här President, just fir ze soen, dass mir och mat deem Projet d'accord sinn. Gläichzäiteg wëlle mer och awer wierklech däitlech warne virun ëmmer méi groussen Aschränkung vun der Meenungsfräiheet. Hei géllt et wierklech opzepasssen, wéi wäit mer ginn. Mä wéi gesot, d'ADR kann dese Projet matdroen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Hoffmann hat sech och nach ageschriwwen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech bleiwen och hei. Och dem Rapporteur Merci fir säin ausféierleche Rapport.

Mir hunn haut de Joresdag vun der Befreiung vun Auschwitz. Dat heescht, dass Thema, iwwert dat mer elo ofstëmmen, dass hant selbsterständlech mat deem Joresdag do zesummen. An ech hunn de Moien den Direkter vum Resistenzzentrum - ech kierzen den Titel of -, vum Resistenzzentrum héieren, den Här Dostert, op engem Radio, deen d'Fro gestallt huet, ob d'Chamber als solch - d'Chamber als solch - net emol eng Kéier dat och hei thema-

tisiéiere sollt, op eng würdeg Aart a Weis, ouni doraus répétitiv commémorativé Ritual ze maachen. Awer dat emol thematiséieren, och eben an Hisiicht op d'Fro, wat mat der jiddescher Bevölkerung hei zu Lëtzebuerg geschitt ass.

Hien huet an deem Zesammenhang och - erlaabt mer, dass ze soen - drop higewisen, dass mir hei par rapport zu der jiddescher Bevölkerung zwar en Denkmal hunn zu Cinqfontaines, mä dass mer an der Stad Lëtzebuerg keent hunn. An Esch hu mer eng Plaz, eng Gedenkplaz gemaach, wou d'Synagog stoung fréier, mat enger Gedenktafel mat Nimm. Awer senger Ausso no hätte mer dat hei net. An dat war verbonne mat der Suggestioun, dass een och esou eppes mécht.

Duerfir mengen ech och, dass selbsterständlech mer hei un penale Plang richtegleien, dass mer anerersäits awer déi Ustrengunge fir d'Opklärung, och virun allem vun deene jonke Leit... Do ass vill gemaach ginn a leschter Zäit, vill gemaach ginn och vu fréieren Deputéierte beispillsweis wéi dem Här Goerens. Et ass vill gemaach ginn an där doter Fro. A mir sollen do weiderfuere, eis Jugendlech opzklären.

Dann dierf ech awer eng kritesch Remarque unhänken: Ech fannen et ëmsou méi bedauerlech, dass d'Regierung déi scho laang envisagéiert Renovatioun vun nationale Resistenzmusée an hirem Lëscht vun den Investitiounen bis 2014 gestrach huet. Fir mech onverständlech!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Den Här Fayot freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, Här President, ech wollt dem Här Hoffmann Merci soe fir dee Rappel de mémoire, deen e gemaach huet iwwert de Joresdag vun der Libération vun Auschwitz.

Hien huet op Aussoe vun Här Dostert higewisen. Ech wollt hei der Chamber soen, dass den Här Dostert eigentlech d'Konklusionen vun där Kommissioun elo répétéiert huet, déi sech jo sollt iwwert d'Spoliation vun de Judden an d'Situatioun vun de Judden hei zu Lëtzebuerg während dem Zweete Weltkrich bekëmmere. Déi Konklusionen, déi si jo viru kuerzem vum Statsminister an enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro mengersäits virgedroe ginn. An dorënner ass och d'Fro vun engem Monument iwwert d'Schoah zu Lëtzebuerg erörtert ginn. Et ass also Bewegung. Dat, wat ee kann hoffen a wënschen, dass ass, dass déi Bewegung e bësse méi schnell geet.

Well ech wëll och drun erënneren, dass ech am Joer 2000 eng Proposition de loi gemaach hat, fir eben esou eng Commission d'enquête anzesetzen, dass déi Commission d'enquête duerno agesat ginn ass, an déi huet bis 2010 gebraucht, bis d'Konklusionen vun der Regierung aus deem Rapport gezu gi sinn. An et soll een also hoffen, besonnesch op deem Joresdag, dass dat endlech elo e bësse Fortgang kritt.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci och un den Här Fayot. Ech mengen och, déi Suggestioun, déi den Här Hoffmann virdu gemaach huet, ass eng interessant. Ech huelen déi mol mat an d'Conférence des présidents respektiv an de Bureau, fir ze kucken, wat een do kéint maachen. Dat meescht ass zu deemem Projet gesot, och no deem ganz extensive Rapport vun Här Rapporteur. Sou datt, wann de Minister net drop hält, mer vläicht direkt kënnen driwwer ofstëmmen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- De Minister hält drop.

► **M. le Président.**- Den Här Minister kritt dann d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- De Minister hält drop, och wann dat elo vläicht d'Kollegen e bësse stéiert, well mer scho spéit sinn an nach vill Projeten hunn, well de Minister féint, dass mer just bei de juristesche Projete regelméisseg dat esou als Technik ofdinn an net op de Fong vun de Saachen eraginn.

Ech wëllt och duerfir haaptsächlech méi iwwert d'Gesetz selwer schwätze wéi

iwwer all déi Niewebemierkungen, déi awer richtig waren - ech kommen och do-rober zréck. Well, wann ee Strofrecht mécht, ass dat näischt Anodins - also eng vun den Ursaachen, dass ech dozou schwätzen. Well mir maache vill ze vill Strofrecht! Vill ze vill gi Saache bestrooft, an heiansdo ginn Dommheete bestrooft a wichtig Saache ginn net bestrooft.

Ech muss lech éierlech soen, wéi déi Décision-cadre geholl ginn ass, war ech nach net Minister. Dat war mäi Virgänger. Wéi ech déi Décision-cadre hat, hate mer am Haus intern Diskussiounen, och manner wéinst der Liberté d'expression, déi hei ugesprach gouf. Ech wëll awer - ech hat dat vergiess - dem Gilles Roth Merci soen, well en huet eigentlech zum Gesetz alles gesot.

Ech hat manner Problemer mat der Liberté d'expression als Minister wéi als Amateurhistoriker, deen ech sinn, fir ze kucken: Wéi formuléiere mer dat esou, dass Recherche nach ëmmer méiglech ass? A fir déi, déi e bësselchen d'Diskussioun a Frankräich poursuiwéieren - d'Lois mémorielles -, déi wëssen, dass dat e riese Sujet ass. D'Geschicht, dass ass eng Science humaine, donc elle n'est pas exacte, donc elle doit pouvoir évoluer. Et kann een also net geschichtlech Erkenntnisser duerch Gesetzter festschreiwen. Ee wichtegt Element, an de Gilles Roth ass dorobber aangaangen, dass mir net hei geschichtlech Erkenntnisser strofbar maachen, mä dass mer, wann ee géint Geriichtsuerteeler geet, dat strofbar maachen.

Dat ass e wesentlech Element, fir dass och an Zukunft ka gefuerscht ginn. Dat eent ass le devoir de la mémoire, mä dat anert ass awer och parallel zum Devoir de la mémoire ze kucken, wéi et weidergeet.

Et muss ee jo kucken, wa mer selwer den Zweete Weltkrich vu Lëtzebuerg hei kucken, dass et, wéi iwwerall no enger graver Kris, fir d'Éischt emol verdrängt gouf, fir dass d'Land nach konnt liewen. Dat heescht, wa mer zréckkucken, ass vill am Ufank net geschwat ginn, dass d'Land emol konnt opgebaut ginn. Lues a lues ass emol fir d'Éischt komm, dass emol déi, déi gekämpft hunn, dass un déi geduecht gouf.

Elo fänke mer awer och un, wat richtig ass, zum Beispill sech mat de Säite vun der Kollaboration zu Lëtzebuerg ausernee-zesetzen. A wann een esou kuckt - ech soen, d'Ziffere si brutto -, hate mer 10.000 Résistenten an 10.000 Collaborateuren. Och dat sinn awer Zifferen, déi een eng Kéier muss soen. Et kann net nëmme sinn, dass mer just soen, mir waren e Land nëmme vu Resistenzler. Mir hunn also och eppes, wat geschichtlech muss opgebaut (veuillez lire: opgeschafft) ginn.

Dat anert ass den Devoir de la mémoire. An do ginn ech dem André Hoffmann Recht, dass et gutt wär, wann een dat och ëmmer erëm weiderdreift, an net nëmmen duerch offiziell Feieren, mä effektiv duerch Froen, wou ee sech mat sech selwer ausernee-setzt. A wou een dann och der Jugend net seet, dass doten ass et, mä d'Jugend selwer dozou bréngt, fir ze froen: „Majo, wéi hätt du reagiert, wann s du do gewiescht wäers?“

(Interruption)

An ech mengen, dass et duerfir wichtig ass, dass mer d'Froen vun der Identitéit stellen, an dass mer se kontradiktöresch stellen an dass mer elo net nëmme soen, et ass esou, mä dass mer se stellen.

Ech muss soen, dass zum Beispill déi ganz Diskussioun, déi mer net nëmmen elo wéinst der Ausstellung zu Käerjeng, mer virdu mat der Gëlle Fra, et huet awer de Virdeel gehat, dass mer ëmmer erëm eis selwer a Fro stellen. An da muss et och an der Debatt kontradiktöresch sinn. Well nëmmen duerch kontradiktöresch Debatte kënn ee weider.

Duerfir wëllt ech nach eng Kéier soen, wat mer hei strofbar maachen, ass net, dass ee géint iergendeng geschichtlech Wourecht eppes seet. Well d'geschichtlech Wourecht geet ëmmer weider duerch d'Fuerschung. A si muss weidergoen duerch d'Fuerschung. Ech kommen op dat zréck, wat ech geschter gesot hunn. Mä dass een do, wou e Geriichtsuerteel gesot huet als Geriicht: „Dat ass esou.“ Awer och Geriichtsuerteeler kënnen revidéiert ginn, mä e Ge-

riichtsuerteel, dat ass geschwat, an dat muss ee respektéieren. A wann een eppes seet, wat duerch e Geriichtsuerteel festgehalten ass, dann ass een doduerch strafbar.

Ech mengen, dass dat wichtig ass, well mer jo awer kucken, wéi d'Debatt do-bausse leeft, dass op eemol „les démons du passé“ ëmmer erëm erëmkommen. An do ass natierlech déi ganz Fro vun der Juddeverfolgung eng wesentlech Fro, wou ëmmer erëm mer riskéieren, a falsch Debatten ze kommen.

Duerfir soen ech, een, dee seet, mir sollen eigentlech manner Strofrecht maachen, ech bleiwen derbäi, ech wëll d'Strofrecht reforméieren, mä ech mengen, dass dat heiten eng wichtig Décision ass, dass mer hei net wäit étendéieren, mä dass mer einfach soen, et gétt iergendwou Grenzen. Et gétt iergendwou Grenzen, an da muss een och strofrechtlech belaangt ginn an da muss een och strofrechtlech condamnéiert ginn.

Zu Lëtzebuerg huet déi Fro sech manner gestallt wéi an anere Länner. Ech menge souguer, dass se sech heiansdo a Länner, déi zu de Siegnatiounen vum Zweete Weltkrich gehéiert hunn, méi akut stellt wéi an anere Länner. Mä ech mengen, dass et wichtig ass, dass mer dat heite maachen.

Dat war eigentlech dat, wat ech hei wëll soen. Mir maachen eppes, wat dat ass, wat et ass. Mir kommen net an de franséischen Historikersträit iwwer les lois mémorielles eran, an dat wëlle mer och net, mä et ass awer e wichtegt Signal, wat mer hei setzen.

An dat, Här President, huet mech dozou beweegt, fir awer hei e Wuert ze soen. Dat heiten ass net iergendwéi eng Lappalie, déi mer maachen. Dat hei ass e wichtegt Element, wat mer hei maachen.

Den Här Bettel wëllt mer eng Fro stellen.

► **M. le Président.**- Den Här Bettel wëllt...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Neen, Här President, ech wollt nom Minister eppes soen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Parole après ministre. Dat ass Äert Recht.

Sou, ech ginn duerfir manner op déi aner Saachen an. Ech ginn och net an op dat, wat den Här Hoffmann iwwert de Resistenzmusée vun Esch gesot huet, wou ech vill derzou ze soen hätt. Dat maachen ech net, well ech wierklech net mengen, dass e Gemengewahlkampf hei op d'Chamberstribün gehéiert. Duerfir wäert ech mech dispenséieren.

(Interruption)

► **Une voix.**- Kandidat!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Ech sinn net Kandidat, mä ech soe just,...

(Interruption)

► **Une voix.**- Dir sidd net Kandidat.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Ech hätt viles dozou ze soen, aneschters ze soe wéi Dir. Ech maachen et net, well ech nu wierklech net mengen, dass esou eng Debatt hei, déi wichtig ass, soll duerch kommunalpolitesch Sujeten am Virfeld vun den nächsten...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Musée national!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- ...Kommunalwahle polluéiert ginn.

Duerfir soen ech nach eng Kéier,...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Musée national!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Här Hoffmann, ech hätt viles ze soen, wat lech net géif gefalen, wat richtig ass. Ech maachen et net, well ech wierklech mengen, dass hei net de Punkt ass, fir déi doten Debatten ze féieren. Ech féiere ganz gär déi Debatt mat lech, ech féiere se ganz gären. Mä ech maachen et net

hei, well ech wierklech mengen, dass mer hei sollen dat maachen, wat am Gesetz steet, an net hei en Nieweschauplatz opmaachen.

Duerfir maachen ech et net. Och wann Der mech provoziert hutt, ech loosse mech net provoziéieren, an dobäi bleift et.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister. Den Här Bettel hat d'Wuert gefrot, parole après ministre.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, just fir ze soen, dass ech frou sinn iwwert déi puer Wieder, déi den Här Minister un eis gericht huet, en huet virdu vum engem Devoir du souvenir geschwat; ech mengen, et ass immens wichtig, dass déi nächst Generatioun wëssen, wat geschitt ass.

Virun allem wëll ech dann och hei vum der Geleeënheet profitéieren, Här President, fir dem Här Minister Merci ze soen, well ech hat eng Fro gestallt viru kuerzem iwwert Tracten an och iwwer en Internetsite, als Question parlementaire, wou justement Propos racistes a wou och Negationismus op engem Internetsite bedriwwen ginn. An ech wier frou, wann esou séier wéi méiglech och d'Police géif agéieren, fir esou Siten zouzemaachen, déi iwwert d'Geschicht, esou wéi Dir et gesot hutt, aner Versiounen hunn, déi fir mech net akzeptabel sinn, a fir bestëmmt Leit, déi dat materiel hunn, schockant wäerte sinn.

Duerfir sinn ech frou, wa mer eis en Instrument juridique ginn, dee méi wäit geet wéi dat, wat en am Moment ass.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Gutt, domadder wäere mer dann elo um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6126 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6104 iwwert d'Korruptioun. Hei ass Riedezeit nom Basismodell festgeluecht, an d'Wuert kritt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

5. 6104 - Projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification

1) du Code du Travail

2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

3) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

4) du Code d'instruction criminelle et

5) du Code pénal

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1.000 Milliarden Dollar - Madame Loschetter -, dat ass de Chiffer, deen de Schätzung vum der Weltbank no all Joers weltwäit u Bestiechungsgelder fléisst.

De Gesetzesprojet 6104 soll hei am Land d'Mëttele am Kampf géint d'Korruptioun weider verstärken. Ausgangspunkt sinn - wéi esou oft an deem Beräich - Recommendationen vum der OCDE an dem GRECO. Dat ass ee Gremium vum Conseil de l'Europe, deen als Zil de Kampf géint d'Korruptioun huet. Eng Evaluierung vum eiser Législatioun wäert elo am Februar vum der OCDE gemaach ginn.

Éischtens féiere mir de Schutz vum dem sougenannten „whistleblower“ an eis Gesetzgebung an. En „whistleblower“ - oder op Franséisch een Donneur d'alerte - ass eng Persoun, där an hirem Betrib e Fall vu Korruptioun zu Ouere kënn, an déi, gudder Glaas, also de bonne foi, dat hirem Virgesetzten oder den Autoritéiten, also der Police respektiv dem Parquet, signaléiert.

Konkret schreibe mir en neien Artikel 271-1 an eise Code du Travail an. Dës Bestëmmung gesäit e spezielle Schutz vum deem Salarié vir am Fall, wou hie sech enger Handlung widderst, déi hie gudder Glaas als e Korruptiounsakt ugesäit. An dat gläichwuel, ob den Auteur vun där Handlung säi Patron, ee Virgesetzten, een Aarbechtskolleg oder zum Beispill e Client vum dem Betrib ass.

Derniewent ass de Salarié och geschützt, wann hie gudder Glaas esou ee Bestiechungsakt sengem Virgesetzten oder der Police respektiv dem Parquet signaléiert.

De Salarié muss de bonne foi sinn, am anere Fall spillt de Schutz net. Dénoncéiert de Salarié a senger (veuillez lire: enger) schlechter Absicht, kann hie stroferechtlech wäinst enger Verleumdung belaangt ginn.

Eng Klausel am Aarbechtskontrakt, déi den „whistleblowing“ géif verbidden, ass null a nichteg. Géif e Patron säi Salarié entloossen, well hie sech gudder Glaas géint esou ee Bestiechungsakt géif wieren oder den Autoritéite signaléieren, wier dës Entloossung null. Eng speziell Prozedur gëtt agefouert, wou de Salarié ka bannent 15 Deeg, wou hie seng Entloossung kritt, beim President vum dem Aarbechtsgeriicht d'Nullitéit vum der Entloossung an seng Reintegratioun an de Betrib froen. D'Prozedur ass déi wéi bei engem sougenannte Référé, also engem Eilverfahren. Freet de Salarié net d'Reintegratioun, kann hie selbstverständlech déi normal Prozedur vum enger sougenannter Résiliation abusive aleden a Schuedenersatz froen. D'Bewäislaascht gëtt also émgedrét.

Soubal de Salarié viru Geriicht uféiert, dass hien Nodeeler a sengem Betrib hat, déi mat sengem „whistleblowing“ ze dinn haten, da muss de Patron beweisen, dass déi Nodeeler duerch aner objektiv Faité beluecht sinn.

Här President, zweetens gëtt eng ähnlech Bestëmmung wéi fir de Salarié aus dem Privatsektor och an de Statut vum der Statsbeamten an de Gemengebeamten ageschriwwen. E Stats- a Gemengebeamten däreif also kee berufflechen Nodeel kréien, wann hie gudder Glaas e Bestiechungsakt senger Hierarchie oder de Polizei- oder Gerichtsautoritéite signaléiert.

Här President, drëtens gëtt um Niveau vum dem öffentlechen Déngscht, also de Stats- a Gemengebeamten, de faméisen Artikel 23 aus dem Code d'instruction, eiser Strofprozessuerdng, ausgeweit. Wann de Fonctionnaire an der Ausübung vu senger Funktioun Kenntnis vu Fakte kritt, déi e Crime oder en Delikt kënnen duerstellen, muss de Beamten dat dem Procureur matdeelen. Et ass also eng Pflicht, esou Fakten ze dénoncéieren; mécht en dat net, ass et eng Déngschtverfehlung.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt d'Formulatioun vum dem Artikel 23 prezisiéiert an ausgeweit. Et ass net nëmmen all Fonctionnaire, mä all Beschäftegten aus dem öffentlechen Déngscht an Zukunft vum dem Artikel 23 betraff, souguer Leit, déi mat enger sougenannter Mission de service public betraut sinn. Dat heescht konkret, een Employé public, deen also net de classesche Fonctionnairesstatut huet, ee Salarié, also ee Stats- oder Gemengeaarbechter, een Eisebunnen, ee Spuerkeessbeamten, e Beamte vum der CSSF, der Zentralbank, dem Office du Ducroire. Dës sougenannten Dénonciationspflicht spillt onofhängeg vum all Secret professionnel, also Berufssgeheimnis.

Dat, wat an der Zäit an der Lëtzebuerger Juristewelt eng laang diskutéiert Fro war, gëtt elo kloer beäntwert. E Steuerbeamten, deen zum Beispill bei der Préifung vum enger Steuererklärung géif Kenntnis kréie vu Faiten, déi ee Crime oder een Delikt kënnen duerstellen, muss dëst dem Parquet dénoncéieren, onofhängeg vum dem Secret fiscal.

Datselwech zielt fir Leit aus dem erweiteren öffentleche Secteur, déi an der Ausübung vum hirem Beruff un d'Bankgeheimnis gebonne sinn.

Elo kann ee sécherlech soen, dat do, dat geet wäit, mä et däreif een awer net dobäi vergiessen, dass dës Dénonciationspflicht nëmme spillt bei Verbrechen oder Delikten an net beim falsch Parken. Doriwwer eraus ass et um Parquet, ze préiwen, ob eng reell Strofdot virläit oder net. Et opläit och dem Ermessungsspillraum vum Parquet, ob déi Faiten da poursuivéiert ginn oder net.

Här President, véiertens kann eng A.s.b.l., déi national representativ ass a vum dem Justizminister agréiert ass, an Zukunft a Strofprozesser, wou et ëm Korruptioun geet, als Partie civile optrieden. An deem Fall vertritt dës Associatioun e sougenannte Intérêt collectif, si brauch dofir keen eegene materiellen oder moralesche Schued nozeweisen. D'Méiglechkeet fir eng Associatioun, als Partie civile opzotrieden, ass elo schonns virgesi bei Affäre vu Mënschenhandel oder rassistesche motivéierte Verbrechen.

Konkret geet et hei drëm, fir der Lëtzebuerger Antenn vum Transparency International d'Méiglechkeet ze ginn, fir eegestänneg als Partie civile a Korruptiounsaffäre viru Lëtzebuerger Geriichter opzotrieden. Mä et geet an der Praxis awer dorëms, fir Leit, déi zum Beispill duerch eng Korruptiounsaffär geschiedegt sinn oder do als Zeien aussoe müssen, bäizestoen.

Här President, fënneftens kréien déi Lëtzebuerger Geriichter Kompetenz géigen iwwert de Lëtzebuerger, déi hei am Land wunnen, mä an e Bestiechungsakt verweckelt sinn, deen am Ausland begaange gouf. Also, ee Lëtzebuerger Fonctionnaire, deen zum Beispill an engem Casino oder an engem Nuetsettlement am noe Grenzgebitt ee sougenannte Avantage indu kritt hätt, dee kann dofir vum enger Lëtzebuerger Geriicht veruerteelt ginn.

Dat Beispill ass net mat dem Hoer erbäigegzunn. Ech verweise fir den Detail op een Evaluierungsbericht, deen am Juni 2008 vum GRECO iwwer Lëtzebuerg gemaach gouf. Dir fannt den Detail dovunner op Säit 10 vum dem Projet de loi 6104.

Här President, jo, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut an der Chamber ofstëmmen, ass - fei gesot - net anodin. Mä et geet hei ëm Korruptioun, an dat ass kee Kavaliersdelikt. Mir passen eis Gesetzgebung un internationalen Standarden un. A wa gréisser Länner domat eens ginn, da müssen déiselwech Spillregelen och zu Lëtzebuerg kënnen zielen. Wa mir bei

enger Evaluatioun vum der OCDE oder vum Conseil de l'Europe grad an deem sensibelen Domän schlecht ofschneiden, dann ass de Schued fir eist Land grouss.

Här President, d'Chambre des Fonctionnaires an d'Chambre des Salariés hunn dës Projet begréisst. Op Recommendation vum der Chambre des Salariés huet d'Commission juridique festgehalten, dass fir ee Personaldelegéierten d'Bestëmmungen iwwert den „whistleblowing“ an deemselwechte Mooss ziele wéi fir all anere Salarié. Hie kann also och bei enger ongerechtferterter Entloossung am Fall vum engem „whistleblowing“ Schuedenersatz froen.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers wollten, dass de Schutz vum dem Salarié beim sougenannten „whistleblowing“ géif spillen net nëmmen, wann hien de bonne foi wier, mä et missten zousätzlech och nach Motifs raisonnables virleien. Des Weidere wollten d'Patronatschamberen och d'Protektioun vum dem „whistleblower“ zätlech op fënnef Joer limitéiert gesinn.

D'Commission juridique huet dësen Objektionen am Kader vum engem Amendement parlementaire wolle Rechnung droen. De Statsrot huet hei awer eng Opposition formelle gemaach. Doduerch géif eis Gesetzgebung ze vill vag ginn an net méi den internationale Standarden entsprechen. D'Commission juridique huet doropshin op den Amendement verzicht.

Schliesslech, Här President, huet och den Ordre des avocats, also de Barreau, op d'Konsequenze vum dësem Gesetzesprojet op d'Beruffssgeheimnis vum den Affekoten opmierksam gemaach. Am Spezielle geet et do ëm de Secret professionnel vum engem Salarié an enger Affekotenétude. Eng Sekretärin huet wuel e Beruffssgeheimnis iwwer hiren Aarbechtskontrakt. Dat ass awer formell net wéi beim Affekot selwer iwwert den Artikel 458 vum Code pénal garantiert.

D'Commission juridique huet sech mat de Bedenke vum den Affekoten ausenangeresat. Majoritär wollt ee besonnesch aus Visibilitéitsgrënn keng Ausnahm fir d'Affekote maachen. Den Affekot selwer ass iwwer säi Beruffssgeheimnis am Kader vum enger Consultatioun oder der Verteidigung vu sengem Client vum der Gesetzgebung iwwert den „whistleblowing“ natierlech ausgeschloss.

Bei senger Salarié spillt d'Beruffssgeheimnis géigeniwwer dem „whistleblowing“ net an deem Mooss. Et oblät dofir dem Affekot, an der interner Organisation vu senger Étude déi néideg Virkéierungen ze treffen. Mir sinn awer an deem Fall vum enger Affekotenétude ausserhalb vum dem öffentlechen Déngscht, an do spillt natierlech keng Pflicht ze dénoncéieren. Et gëtt just e Schutz vum dem „whistleblower“ am Fall vum enger Dénonciatioun.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schréffleche Rapport, dee majoritär an der Commission juridique ugeholl gouf, an ech gi vu menger Säit d'Zoustëmmung vum der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Et huet kee Riedner sech agedroen, esou datt direkt de Justizminister François Biltgen d'Wuert kritt.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Och hei, Här President, wëll ech virun allem d'Wuert huelen, fir ze soen, dass dat heiten och keen einfachen, anodiné Projet ass. Et ass richtig, dass eigentlech dës Kéier wierklech, well och keen anere Stellung geholl huet, näischt méi bei alle Froen deem bäizefügen ass, wat de Gilles Roth gesot huet. Ech wëll awer dofir selwer e puer Saachen opféieren.

Dat Éischt ass, dass mer regelméisseg an der Zeitung esou lesen: d'Korruptioun an der Welt. Dat si jo och keng wëssenschaftlech exakt Enquêtes, déi do erauskommen. Do geet et vill drëms, dass Leit gefrot ginn: „Wéi mengt Der...“ an esou weider. Ee vun de Punkten: Mir sinn net schlecht, wat ech jo och richtig fannen, well ech mengen net, dass Lëtzebuerg e Land ass, wou d'Korruptioun uerg ass. Mä mir sinn och net viru Korruptioun gefeit.

Een Element, firwat dass mer an deenen Enquêtes net ëmmer do stinn, wou mer mengen, dass mer kéinte stoen, nämlech bei de skandinavische Länner, huet domat ze dinn, dass mir effektiv keng richtig Gesetzgebung hunn. Mir hu Korruptiounsartikelen, mä zum Beispill dat heiten hate mer nach net, den „whistleblower“. Et ass een Element, woufir mer méi hanne klaséiert sinn, wéi mer eigentlech misste sinn. An dofir ass dat heite Gesetz wichteg.

Dat heite Gesetz ass och wichteg fir de Conseil de l'Europe. Do gëtt et déi sougenannte GRECO-Grupp. Déi GRECO-Grupp kuckt och iwwert d'Korruptioun a virun allem d'Korruptioun vun der Politik. An engem leschte GRECO-Rapport si mer schlecht ewechkomm. Engersäits, well mer dat heite Gesetz nach net haten, wat mer elo kréien, an anersäits, well d'GRECO-Grupp eist Partiefinanzierungsgesetz attackéiert huet.

Et war jo och eng Initiativ, déi de Parteipresident - net de Parteipresident, ech sinn nach ze vill a menger aler Welt -, déi de Chamberspräsident selwer geholl huet, och mam President vun der Commission des Institutions, fir ze kucken: Wéi kënne mer dat Gesetz respektiv d'Ausféierungsbestimmunge respektiv d'Applikatioun vum Gesetz verstärken? Sou dass ech mengen, dass mer mat deem, wat mer mam Paul-Henri Meyers senger Kommissioun geschwat hunn iwwert d'Partiefinanzierung, a mat deem heite Gesetz awer souwuel beim GRECO wéi och an deenen Organisatiounen wéi Transparency International besser ewechkommen an deenen nächsten Enquêtes.

Ech mengen, dass et dofir schonn e wichteg Gesetz ass, wat mer haten. Dat Gesetz huet d'Diskussioun net ofgeschloss. Ech hunn zu mengem Erstaunen de leschte Freideg an enger Lëtzebuerger Wochenzeitung en Artikel gelies, dass déi Leit, déi an deem Domän schaffen, géife fannen, dass dat Gesetz grotteschlecht wär - esou hunn ech et emol fonnt an deem Artikel. Ech mengen, dass dat Gesetz gutt ass. Mä et sinn eng Partie Froen, iwwert déi mer weider mussen diskutéieren.

Ech wëll do eng Fro opwerfen, well et eng Fro ass, déi iwwert dat erasgeet, wat am Gesetz selwer steet. Dat ass déi Fro, déi mir als Justizministère als Amendement eragefouert haten, déi awer herno ewechgeholl gouf. Nämlech déi, ob een net bei eng Associatioun kéint goen - wéi Transparency, un déi hu mer effektiv geduecht -, amplaz dass een, wann een „whistleblower“ ass, sech un de Parquet adresséiert, un d'Policei adresséiert, ob ee sech net kéint un Transparency adresséieren an doduerch dann och souwuel an d'Poursuite-délaien erakomme wéi och dann effektiv dat Resultat hunn, dass Leit, déi Angscht hunn, un de Parquet ze goen, un d'Police ze goen, dann éischer géifen un esou eng ONG goen.

Mir haten dat virgeschloen. Opgrond vun enger éischer Diskussioun an der Chamberskommissioun hu mer dat zréckgezunn. Ech wëll einfach drop agoen, woufir mer et zréckgezunn hunn. Wou mer... Pardon?

(Interruption)

Neen, woufir mer et zréckgezunn hunn a woufir ech dat wëll hei thematiséieren: Well ech mengen, dass et keng Fro ass, déi eleng eng ass mat der Korruptioun, mä déi eng ass iwwert d'Gouvernance zu Lëtzebuerg.

Ech wëll och soen, woufir ech am Ufank bereet war, dat eranzebréngen als Minister: Well ech als Aarbechtsminister ganz vill Erfahrung gemaach hat, an hei sinn ech och an d'Aarbechtsrecht eragaangen, an et war och net um Justizminister, op eemol an d'Aarbechtsrecht ze interférieren. Do muss den Aarbechtsminister nach ëmmer kënne seng Diskussiounen féieren, déi e wëllt féieren. Mä als Aarbechtsminister hunn ech oft gesinn, dass vill Leit - an ech schwätzen hei vu Mobbing -, dass vill Leit net bei de Parquet gaange sinn, emol net bei d'ITM gaange sinn, obwuel d'ITM eng Mobbingulafstell huet, well se Angscht hunn, bei eng offiziell staatlech Stell ze goen. Mä si sinn effektiv un d'Mobbing A.s.b.l. gaangen.

Sou, elo ass natierlech d'Fro, wann een... Dofir soen ech, do kann een net einfach - dofir hunn ech et zréckgezunn -, et kann

een net einfach hei soen: „Elo huele mer Transparency als Ulafstell un.“ Da muss een op d'mannst am Aarbechtsrecht och froen: „Huele mer dann och Mobbing als Ulafstell un?“ Wann een een als Ulafstell unhëlt an et schreift een et an d'Gesetz an, dann ass et eppes aneschters wéi elo, wou ee Sue gëtt.

Ech mengen, den Aarbechtsminister schafft mat „Mobbing asbl“ zesummen. De Justizminister wäert och an Zukunft mat „Transparency“ zesummeschaffen. Mä et ass eppes aneschters, wann ee mat engem zesummeschafft, dee kee rechtlecht Statut huet, wéi wann deen e rechtlecht Statut huet. Wann ee bis e rechtlecht Statut huet - an ech kommen op déi Diskussioun zréck, e puer Leit hu scho genickt, déi mer elo hate mat den Abus sexuels -, wann een dann enger Ulafstell, déi net eng staatlech Stell ass, e rechtlecht Statut gëtt, da muss een och iwwer rechtlecht Flichte schwätzen.

Zum Beispill: Wat ass dann d'Roll vun deem? Elo ka „Mobbing“ mat de Leit schwätzen, ouni mussen direkt alles widerzeginn un d'ITM respektiv un de Parquet. Wann een eng Ulafstell gëtt, da kommen och all déi Froen do.

Ech wëll dat soen, dass, wann ech dat zréckgezunn hunn als Justizminister, wat ech am Ufank virgeluecht hunn, dann ass dat net, well ech et Blödsinn fonnt hunn, mä well ech awer festgestallt hunn, dass dat eng Fro ass, déi net kann an deem Gesetz elo einfach Précédenté schafen, mä dass mer solle weiderdiskutéieren. Dofir wollt ech d'Tribün awer och benotzen, fir ze soen: „Mir mussen all déi dote Froe weiderdiskutéieren.“

Et ass elo net, well ech deen Amendement no Diskussioun mat der Kommissioun bereet war zréckzezéien - iwwregens wär en och wahrscheinlech beim Statsrot net duerchgaangen -, dass mer effektiv mussen iwwert déi dote Fro diskutéieren. Dass se awer net esou einfach ass, wéi ee sech virstellt, well wann een engem e Rechtsstatut gëtt, da muss een duerch all déi Froen och duerchgoen, an da stellt sech heiansdo d'Fro, ob een dann net mat ze vill Guddem och erëm eng Kéier d'Leit ofhält. Et muss een einfach Vertraue schafen.

Dofir sinn ech frou, dass d'Chamberskommissioun, trotz Avis négatif vum Statsrot, awer dem Justizminister d'Méiglechkeet gëtt, Associatiounen an deem heiten Domän ze agreéieren, déi da kéinten eng Action publique maachen. Et ass net dat selwecht wéi dat, wat mer geschwat hunn, mä et ass awer eng Unerkennung, fir hei privatrechtlich Organisatiounen mat eranzebréngen. Dofir mengen ech, dass mer hei e ganz grouse Schrëtt no vir gemaach hunn.

Ech mengen awer och, dass déi aner Diskussioun soll gefouert ginn. Mä déi soll net ëmmer sektoriell gefouert ginn a Korruptioun, a Mobbing, an „abus sexuels“ a wat och ëmmer. Mir mussen eng Kéier eis generell iwwert déi dote Froen ennerhalen a vläicht e gesamte Kader maachen. An dat huet erkläert, dass ech séier dat zréckgezunn hunn, well einfach d'Fro méi grouss sinn, wéi se elo einfach esou aus der Héft eraus schéissend ze beäntweren.

Dann e lescht Wuert, well ech schonn hei uewe stinn. Well ech iwwert déi Diskussioun, iwwert déi Debatt iwwer „abus sexuels“ geschwat hunn, wëll ech soen, dass ech e Bréif haut ennerschriwwen hunn, deen un de Chamberspräsident geet, deen ech gär op den Ordre du jour vun der nächster Commission juridique hätt, Madame Presidentin, well mer amgaang sinn, an der Commission juridique iwwer en neit Gesetz iwwert d'„abus sexuels“ ze schwätzen.

An där Commission juridique hate mer eng Diskussioun, déi d'Madame Err ugereegt hat iwwert d'Délais de prescription. Mir waren dunn an engem Konsensus der Meenung, et soll een elo net drugoen am Kader vun deem...

(Interruption)

Jo, jo! Mä och duerch d'Partie ware mer do, an dat huet och mat sech bruecht, dass ech der Madame Arendt op hir Fro dat och geäntwert hunn.

Elo hunn ech awer festgestallt, nodeem ech d'Zeitung gelies hunn - well ech hat

gemengt, et géif iwwert d'Gewalt am Allgemenge goen, net ëm d'juristesche Froen, soss wär ech hei gewiescht -, elo hunn ech awer festgestallt, dass hei, mengen ech, sämtlech Fraktiounen der Meenung sinn, et soll een un d'Délais de prescription an den „abus sexuels“ goen. Ech hätt also gär, Madame Presidentin, dass mer déi Fro diskutéieren an der Commission juridique.

Ech mengen, dass et eng schwiereg Fro ass. An ech mengen, dass all dat, wat ech - et ass net alles dobaussen esou iwwert de Radio gaangen - drageschriwwen hunn; ech hu relativ vill drageschriwwen, ech hu mer Méi ginn, vill dranzeschriwwen, well ech effektiv der Meenung sinn, dass et net esou einfach ass. Ech sinn allerdéngs der Meenung, dass, wann hei d'Fraktiounen an der Abus-sexuel-Debatt soen - an ech hu matkritt, dass sämtlech Fraktiounsprächerinnen a -sprächer dat gesot hunn -, da wëll ech net hei dostoen als deen, vun deem gesot gëtt: Hei de béise Justizminister ass dergéint, dass mer eng Debatt féieren! Ech hätt gär den nächste Mëttwoch déi doten Debatt an der Commission juridique. Well elo hu mer e Gesetz, wou mer kënne eppes maachen.

Ech soen nach eng Kéier, et ass net einfach ze maachen. Dofir wär ech och frou, an ech adresséiere meng Demande dofir un d'Fraktiounspräsidenten, dass d'Fraktioun konkret soen, wat se mengen, wat ee kéint maachen. Well eng Augmentatioun vun den Délais de prescription werft och eng Partie verfassungsrechtlich Problemer op. Et ass also net einfach, fir dat esou ze maachen. An dofir wär ech frou, wa mer dann e Mëttwoch vun de Fraktiounen d'Virschléi hätten, dass mer kënne an der Commission juridique, well mer ebe just iwwert d'Gesetz „abus sexuels“ diskutéieren, eis och mat där doter Debatt ganz seriö auserneesen, sine ira et studio, an da kucken, wa mer eppes änneren, dass mer et och esou änneren, dass et juristesche duerchféierbar ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister Biltgen. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6104 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6104 a été adopté par 60 voix.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Als leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour hu mer de Projet de loi 6149 iwwert d'Services de communications électroniques an de Projet de loi 6180 iwwert d'Gestioun vun de Radiowellen, déi zesummen an enger Diskussioun behandelt ginn. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger an Adam. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

6. 6149 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques

6180 - Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir um Enn vun dëser éischer Sitzungswoch vum neie Joer gläich zwee Gesetzesprojete mateneen duerchhuelen, da geschitt dat wuel net, well mer iergendwéi prässiéiert wäeren, fir an de Weekend ze verschwannen, mä ganz einfach, well déi zwee Texter enk mateneen zesummenhängen. Si ginn nämlech allen zwee op déiselwecht europäesch Virlag zréck, an zwar den drëtte Paquet Télécom. Si setzen allen zwee déiselwecht zwou EU-Direktive vum 25. November 2009 ëm, déi doraus entstane sinn, also aus deem Paquet Télécom, a si léise respektiv änneren d'Gesetz, d'Lëtzebuerger Gesetz vum 30. Mee 2005 of, déi sengerzäit och matenee vun deem Haus gestëmmt goufen.

Ëm wat geet et bei deem Télécomspak 3? Mä ganz einfach ëm d'Aart a Weis, wéi déi elektronesch Kommunikatiounsinstrumenter ze gérieere sinn, ob et elo ëm den Informatiounsfloss via Kabel duerch de Buedem oder iwwert d'Radiowellen duerch d'Loft geet.

Här President, de Sujet misst eigentlech jiddweree vun eis, an dat net nëmme heibannen, interesséieren, well mir benotzen alleguer déi elektronesch Kommunikatiounsweeër, an dat ëmmer méi dacks an ëmmer méi intensiv. De Sujet geet eist Land awer och a besonneschem Mooss un, well mir säit bal engem Jorhonnert just aus där Radios- a Telekommunikatioun e grenziwwerschreidend Geschäft gemaach hunn an et eis dofir och nach haut net egal ka sinn, wien dann elo decidéiert, iwwer wéi eng Frequenzen oder och Sate-litepositiounen mir verfüge kënnen.

Natierlech hunn eis zwee Projeten haut net d'Ambitioun, dee ganze Spektrum vun der Telekommunikatioun ze ëmäerbelen. Si limitéiere sech op bestëmmten Aspekter wéi de Fonctionnement vun de Réseauen, deenen hir Organisatioun an deenen hir Iwwerwaachung duerch d'Autoritéiten.

Eisen éische Projet, mat deem déi zwou genannten Direktiven aus dem Joer 2009 an d'nationaalt Recht ëmgesat ginn, transposéiert all déi Neierungen an deenen Direktiven, déi grosso modo dorop ausgeüert sinn, iwwer eng Harmoniséierung vun de Regeln de Bannemaart an deem Beräich, déi Harmoniséierung virunzedriewen, wat dann net nëmme deem Beräich seng technologesch an ekonomesch Entwécklung accélérieren, mä och dem Bierger als Verbraucher zeguttkomme soll.

Bei darselwechter Geleeënheet sollen dann och nach zwee Schéinheitsfeeler aus deenen alen Texter ewechgemaach ginn, déi bei der viregter Ëmsetzung viru fënneg Joer ennerlaf waren, an déi mir dann och prompt vun der Bréisseler Kommissioun ugekräit kruten.

Et handelt sech dobäi ëm, éischstens, d'Trennung tëschent Réseausbedreiwer an Autorisatiounsinstanzen, zum Beispill Gemengen, déi souwuel en Netz gérieieren -

dat gëtt et jo - wéi och iwwert d'Autorisation fir d'Infrastruktur vun deem Netz decidéieren. Eng Trennung, déi am Gesetz vun 2005 net ausdrécklech virgesi war.

An zweetens d'aussergerichtlecht Bäileeë vu Sträitfäll, fir déi bei eis dem Barreau säi Meditationszentrum ugeruff ka ginn, deen awer an den Ae vu Bréissel ze ëmständlech an ze deier ass, well et sech jo awer hei ganz dacks ëm e Service public handelt an dee muss bëlleg zougängelech sinn.

Här President, mat deem drëtten Télécomspak, deen 2007 zu Bréissel ofgeseent an dunn 2009 an déi zwou Direktive gegoss gouf, ginn déi viropgaangen Direktiven aus de Joren 2002 an 2006 amendéiert, an entsprechend muss mir elo eis Gesetzgebung, déi op deenen Direktive fousst a vun 2005 datéiert, nobesseren.

Bei der Virbereedung dofir hunn eis déi wiesentlech Zilsatzungen an Annerunge vun deenen Direktive weider kee Kappzerbriechen bereet. Ob et sech elo an der Telekommunikatioun ëm den Ausbau vum Bannemaart, d'Virundreiwe vun der Innovatioun oder d'Avantagë fir de Konsument an der Praxis handelt, wéi zum Beispill deen Avantage, fir nëmmen dat ze erwähnen, datt de Konsument, de Verbraucher bannent engem Dag säi Provider wiessele kann.

Do, wou d'Saach e bësse méi kriddlech ginn ass, war, wéi et drëm goung, wien dann elo zoustänneg fir d'Gestioun vun deem sougenannten „radioelektronische Spektrum“ sollt sinn.

Datt d'Bréisseler Kommissioun och hei, wéi an esou vill aneren Dossieren, versicht huet, d'Decke méiglechst u sech ze zéien, ass weider net verwonnerlech. Mä dergéint huet sech natierlech eis Regierung gestäipt, déi net vun ongeféier un deem ale System festhalte wollt, bei deem d'Veerdeelung vun de Frequenzen duerch d'UIT, d'Union Internationale des Télécommunications, direkt un déi eenzel State geschitt. A si huet sech och asoufern duerchgesat, datt et an dësem Punkt net zu enger Kompetenzverlagerung vun nationalen op den europäesche Plang koum.

Hei géllt bis op Weideren de Subsidiaritätsprinzip. Bréissel muss sech mat enger Koordinatiounsfonctioun zefridde ginn a ka just iwwert de Wee vu Gemeinschaftsregele fir eng schrëttweis Integratioun vun deenen nationale Mäert suergen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, bei der Ëmsetzung vun dem drëtten Télécomspak ass nach e weidere Problem opgedaucht, dee fir Lëtzebuerg, méi genee fir e bestëmmte Lëtzeburger Acteur vu besonnescher Bedeitung ass. Dir wësst, datt ee vun de Pionéier vun Internet hei bei eis gebuer ass a sech entre-temps zu enger milliardeschwéierer Weltfirma entwéckelt huet. Dës Firma, si heescht Skype, huet d'Telefonéieren iwwert den Internet erfond a si huet ëmmer méi e groussen Zoulaaf, well si Telefongespräicher uechtert d'ganz Welt souzese gratis erméiglecht. D'lescht Joer waren et bal 200 Milliarden Telefonsminuten, déi iwwer hire System gelaf sinn.

Datt déi Firma net grad beléift ass bei all deenen aneren Telefonsprovideren, dierft net verwonneren. Déi verdénge mat den Auslandsverbindungen nach ëmmer eng ganz schéi Staang Suen a sinn dofir drop aus, sech déi lästeg Konkurrenz méiglechst vun Hals ze halen, an zwar doduerch, datt si hir den Zougang zum Internet iwwer hir Réseauen net ze einfach maachen. Dofir gëtt dann och mat der Komplizitéit vun de lokalen Autoritéiten am Ausland emol déi eng oder déi aner Hürd opgeriicht, fir un deem Gratisbidder senger Attraktivitéit fir de Client e bësschen ze schnëppelen.

Dat verstéisst allerdéngs géint deen an der Direktiv ausdrécklech festgehalene Prinzip vun der Neutralitéit vun de Réseauen, deen eigentlech esou Behënnerunge verbitt an op deen dofir eisen Internetopérateur verständiglecherweis och ëmmer erëm pocht.

Vu datt Skype zu deenen Acteuren aus dem elektronische Kommunikatiounsberäich gehéiert - haut nenne mer dat op

Neilëtzebuergesch den ITC-Secteur -, engem Beräich, deen eisem Trésor d'lescht Joer ëm déi 370 Milliounen Euro abruecht huet, hu mir als Gaaschtland natierlech all Intérêt drun, datt déi Firma sech méiglechst ongehënnert entwéckele kann.

Mä elo muss een awer wëssen, datt eis Awierkungsméiglechkeeten op d'Gesetzgebungen an d'Praktike vun deenen anere Länner gläich null sinn a mir dem Ausland net virschreiw kënnen, wéi do déi Lëtzeburger Firma behandelt soll ginn. Mir kënnen héchstens mam gudden Beispill virgoen, an dat, andeems mir an der Praxis bei eis de Prinzip vun der Netzneutralitéit héichhalen. Eng Aufgab, där sech déi zoustänneg Instanz, an do mengen ech dann natierlech den ILR, ganz bestëmmt unhuele wëllt.

Här President, a wou mer schonns bei der Opsicht vun de Réseau sinn, kënnen mir och gläich op deen zweete vun eise Gesetzesprojeten iwwergoen, well dee beschäftegt sech niewent enger Rei Detailfroen am Zesammenhang mat der Realisatioun vun dem drëtten Télécomspak virun allem mam Institut Luxembourgeois de Régulation, also dem ILR. Dësen zweete Projet fousst genee wéi deen éischten op deene genannten Direktiven, just datt hien, net wéi deen éischten, d'Ëmsetzungsgesetz vun 30. Mee 2005 kuerzerhand remplaceiert, mä et nëmmen an eenzelne Punkten ofzeännere brauch, fir kënnen den Direktive vun 2009 gerecht ze ginn.

Dobäi geet et, wéi gesot, an éischter Linn ëm den ILR a seng Kompetenz. An, wéi net aneschtens ze erwaarde war, koum et hei alt erëm eng Kéier zum Clash mam Statsrot, dee seng - duerchaus berechtigt - Problemer mat dësem, wéi mat all deenen anere Kontrollorganer, huet, soulaang mir eis net dozou duerchgerongen hunn, deenen Iwwerwachungsautoritéiten, déi mir aus dem angelsächschesche Rechtsraum importéiert hunn, hiren eegene Statut an eiser Verfassung ze ginn.

Konkret goung et dës Kéier ëm d'Kompetenz, déi en Établissement public wéi den ILR huet, fir Ausféierungbestëmmungen ze erlossen, déi am Prinzip dem Grand-Duc, dat heescht de Règlements grand-ducaux virbehale sinn. De Statsrot huet nach eng Kéier mat Nodrock drop bestanen, datt dee Prinzip respektéiert gëtt, an hien huet och erreecht, datt d'Regierung hire Virschlag, fir dem ILR gewëssen Ausféierungsbefugnisse ze ginn, zréckgezunn an et bei dem traditionelle Wee iwwert d'Règlements grand-ducaux be-looss huet.

Par contre hat de Statsrot näischt géint déi aner Dispositioun am neie Gesetz anzuwenden, déi der Bréisseler Fuerderung no méi Transparenz a Kompetenztrennung Rechnung dréit, andeems si d'Verfüggungsgewalt iwwert d'Frequenzen, déi sengerzäit vun der deemoleger Postverwaltung bei deen neien ILR eriwergewieselt war, kloer beim zoustännegem Minister usiedelt. Dat bréngt dann an der Praxis mat sech, datt de Service fréquences mat senger Spezialisten, well dat sinn alles Techniker, elo nach eng Kéier plënnere muss, an zwar aus dem ILR an de Ministère.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt bestëmmt näischt dergéint, wann ech, besonnesch ëm dës Zäit, lech mat deene sëllegen technesche Kniewegekeete verschounen, déi de Gros vun deenen zwoe Ëmsetzungsgesetze ausmaachen, och wa si, dat sief och nach eng Kéier gesot, net ouni Bedeitung fir eist Land, seng Bierger an och seng Wirtschaft sinn.

Ech wier dofir frou, wann et eis haut géif geléngen, déi zwou Direktive vun 2009 an hire wiesentleche Bestanddeeler ëmzesetzen, an dat am Délai, an deem virgeginnene Délai, dee vu Bréissel op de 26. Mee 2011 fixéiert ginn ass. Wa mir et elo och nach fäerdeg bréngen géifen, dee leschte Volet vun drëtter Paquet Télécom, dee sech mam Dateschutz a mat der Protektioun vun der Privatsphär befaasst an deen entre-temps vum Minister déposéiert ginn ass, och am Délai iwwert d'Bühn ze kréien, dann hätte mer alt erëm eng Kéier bewisen, datt ee kleng an trotzdem, oder grad dofir méi féx wéi déi aner si kann.

Dir wäert lech net wonneren, Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësen zwoe Projekte

ginn. An da soen ech lech Merci fir Äert braavt Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Rapporteur. Ech hunn hei ageschriwwen den Här Berger, deen net drop hält, gesinn ech, fir d'Wuert ze ergräfen. Oder hält en drop?

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Neen. Den Här Rapporteur war esou extensiv an en huet alles gesot, duerfir ass deem näischt bäizefügen. Ech wëll just den Accord vu menger Fraktioun dann hei abrëngen.

► **M. le Président.** - Den Här Adam, mengen ech, hält och net drop - ausser fir den Accord ze ginn.

► **Une voix.** - Deen ass och scho midd.

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Den Här Hoffmann gëtt och den Accord.

► **Une voix.** - Jo. Très bien!

(Interruptions et hilarité)

► **M. le Président.** - Neen, den Här Hoffmann freet d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Den Här Hoffmann gëtt den Accord net, an Dir wësst och, firwat. Dir wësst och, firwat. Well mer hei voll nach am Kader vun där Liberaliséierung sinn, déi mir oflehnen.

► **M. le Président.** - Gutt. Da kritt den zoustännegem Minister d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn awer méi kuerz wéi virdrun. Ech wollt éischters dem Rapporteur Merci soen. En huet et jo esou fäerdeg bruecht, den Här Lucien Thiel, dass hei schonn alles gesot ass.

Ech wollt op eng Remarque agoen, déi e gesot huet, nämlech déi, dass mer effektiv probéiert hunn, elo an deem Joer zënter dass déi nei Regierung do ass, fir all deenen europäesche Projekte Rechnung ze droen an déi propper ëmzesetzen a Lëtzeburger Recht, fir ze kucken, dass mer effektiv hei Chancen notzen, ouni Gefore mat sech ze bréngen.

Et ass richtig, dass eis nach ee Projet feelt. Dat ass dee vum Dateschutz. Dat ass e sensibelen Domän. Do hu mer eis och méi schwéiergedoen, well do ëmmer d'Fro ass: Wéi vill brauche mer Dateschutz fir d'Leit, a wéi vill brauchen d'Sécherheetsorganer, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen? Mir haten do vill Diskussiounen tëschent Justizministère - also de Kommunikatiounsministère sëtzt an der Mëtt; ech schwätzen hei als Kommunikatiounsminister, net als Justizminister -, mä mam Justizministère, mam Intérieursministère. Mir hunn elo e Projet de loi op den Instanzwee ginn, deen och aviséiert ass vun der Dateschutzkommissioun, a wou mer mengen, dass mer och do en uerdentlechen Équiliber fannen, fir effektiv eis hei weiderzebewegen.

Et ass richtig, dass mer hei eng europäesche Liberaliséierung maachen. Ech sinn nach laang net mat alle Liberaliséierungen eens. Mir hate jo eng Kéier iwwert d'Postliberaliséierung Rieds, wou ech ëmmer aner Meinungen hat a bei deenen och bleiwen, och wann d'Chambre de Commerce dann dauernd mech vu fréier zitéiert; mä déi Zitater sinn nach haut richtig. Mä hei ass eng Liberaliséierung, déi eis vill bruecht huet an och an Zukunft vill bréngt.

De Mediëstanduert huet extrem vill Chancé mat deem heiten, wat mer maachen. An trotzdem soen ech, dass mer och an Zukunft musse kucken, uerdentlechen Dateschutz ze hunn. Mir kënnen eis wirtschaftlech an all deenen neien Domänen nëmmen zu Lëtzebuerg bewegen, wa mer och effektiv d'Sécherheet vun der Privatsphär ofsécheren. An ech wëll drun erënneren, fir déi Leit, déi den Owend nach näischt vir hätten, am Géigesaz zu mir, dass eng ganz interessant Debatt ass, wou awer Äre Rapporteur drun deelhält, wou d'Dateschutzkommissioun den Owend eng Konferenz mécht am Virfeld vun dem Dateschutzdag vu muer.

Well zënter 30 Joer gëtt et Dateschutz. An Dateschutz ass eng grouss Erausforderung och an Zukunft. An ech wollt einfach d'Tribün benotzen, fir ze soen, dass

muer Dateschutzdag ass, dass den Owend eng Konferenz ass. Fir déi, déi nach Zäit hunn, dohinner ze goen, déi kënnen dohinner goen. Mir hunn den Här Dix aus Däitschland do, deen do Dateschutzbeoptragten ass. An ech mengen, et si ganz vill Froen, déi d'Bierger sech stellen, méi wéi dee Moment, wéi mer d'Dateschutzgesetz zu Lëtzebuerg fir d'Éischt gemaach hunn.

An ech mengen, dass et dofir och wichtig ass, dass mer eis och an Zukunft mat deene Froen ganz offensiv beschäftegen. An deem Sënn freeën ech mech op déi nächst Debatten, déi mer dann och iwwert Dateschutz hei wäerten hunn. Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert déi zwoe Projet-de-loien. Fir d'Éischt de Projet de loi 6149.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6149 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6149 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6149 a été adopté par 58 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6180.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6180 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6180 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6180 a été adopté par 58 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Nancy Arendt), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia



Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

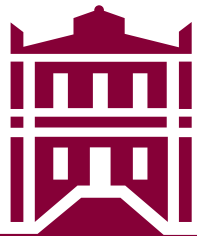
Et ass esou décidéiert.

Déi Motioun vum honorabelen Här Adam wäerte mer d'nächst Woch behandelen. Also, d'nächst Woch, an där nächster

Sitzungswoch wäerte mer déi behandelen. Domadder si mer dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 8., 9. an 10. Februar.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.44 heures)



SÉANCE 22

MARDI,
8 FÉVRIER 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation (COM (2010) 738 final) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre

- M. le Président

- Vote sur la résolution (adoptée)

3. Ordre du jour

- M. le Président, M. André Hoffmann

4. Dépôt d'une motion par M. André Hoffmann

- M. André Hoffmann

5. Ordre du jour (suite)

- M. le Président, M. Lucien Lux

6. 6144 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État

- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative: M. Félix Eischen

- Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich, M. Gast Gibéryen

- Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative

7. Ordre du jour (suite)

- M. le Président

8. 6220 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005

- Rapport de la Commission de la Culture: Mme Martine Mergen

- Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Marc Angel, M. Fernand Kartheiser

- Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture

9. Ordre du jour (suite)

- M. le Président

10. Dépôt d'une motion par Mme Lydie Err

- Mme Lydie Err

11. 6060 - Projet de loi relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne

- Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth

- Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jacques-Yves Henckes, Mme Lydie Err, M. Xavier Bettel

- M. François Biltgen, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. 6220 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005 (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. 6144 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

14. Motion de M. Claude Adam relative à l'implantation du nouvel «Agrarcenter» à Colmar-Berg

- Exposé: M. Claude Adam

- Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Jean Colombera, M. Lucien Lux, M. Jean-Louis Schiltz

- Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, M. Claude Adam (parole après ministre)

- Vote sur la motion (rejetée)

15. Interpellation de M. Gast Gibéryen sur la problématique du nombre important de faillites au Luxembourg

- Exposé: M. Gast Gibéryen

- Débat: M. Jean-Louis Schiltz, M. André Bauler, M. Alex Bodry, M. Henri Kox (dépôt d'une motion)

- M. François Biltgen, Ministre de la Justice

- Motion 1: M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Thiel, M. Henri Kox, M. François Biltgen

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposiert.

2) Folgend Projete goufen um Greffe vun der Chamber déposiert: de 25. Januar vum delegierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6241, eng Direktiv iwwert d'Substanzen, déi d'Ozonschicht schiedegen; de Projet de loi 6242 iwwert d'Gaz à effet de serre fluorés; de 26. Januar vum Kommunikationsminister de Projet de loi 6243 iwwert d'Privatsphär an den elektronnesche Kommunikatiounen; a schliesslech den 1. Februar vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6244, eng Direktiv, déi d'Gesetz iwwert d'Maschinen ofännert.

3) Vum 24. bis den 28. Januar war zu Stroosbuerg den éischten Deel vun der Sessioun 2011 vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe. D'Chamber war vertruuden duerch d'Madame Lydie Err, d'Madame Anne Brasseur, den Här Fernand Boden, den Här Norbert Haupt, den Här Jean Huss an den Här Marc Spautz.

Communications du Président - séance publique du 8 février 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6241 - Projet de loi portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 25.01.2011

6242 - Projet de loi portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 25.01.2011

6243 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 26.01.2011

6244 - Projet de loi:

- portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;

- modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 01.02.2011

3) À la première partie de la session de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est déroulée à Strasbourg du 24 au 28 janvier 2011 ont participé la présidente de la délégation, Madame Lydie Err, ainsi que tous les autres membres de la délégation à savoir Madame Anne Brasseur, Messieurs Fernand Boden, Norbert Haupt, Jean Huss et Marc Spautz.

Ont figuré à l'ordre du jour, entre autres, les points suivants:

- Ouverture de la session par le doyen d'âge et discours du Président réélu de l'Assemblée

- Rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente

- Communication du Comité des Ministres à l'Assemblée par M. Ahmet Davutoğlu, Ministre des Affaires étrangères de la Turquie, Président du Comité des Ministres

- Communication de M. Thorbjørn Jagland, Secrétaire général du Conseil de l'Europe

- Élection d'un juge à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre du Portugal

- Le traitement inhumain de personnes et le trafic illicite d'organes humains au Kosovo

- Discours de M. Abdullah Gül, Président de la Turquie

- La protection des sources d'information des journalistes avec les interventions de

1. M. Arne König, Président de la Fédération européenne des journalistes et

2. M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme

- Le suivi de la réforme du Conseil de l'Europe

- La protection des témoins: pierre angulaire de la justice et de la réconciliation dans les Balkans

- L'obligation des États membres au Conseil de l'Europe de coopérer pour réprimer les crimes de guerre

- La réconciliation et le dialogue politique entre les pays de l'ex-Yougoslavie

- Discours de M. Boris Tadić, Président de la Serbie

- La mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme

- Protéger les réfugiés et les migrants en situation d'extradition et d'expulsion: indications au titre de l'Article 39 du règlement de la Cour européenne des droits de l'Homme

- Contestation pour des raisons formelles des pouvoirs non encore ratifiés des délégations parlementaires du Monténégro, de Saint-Marin et de la Serbie

- Le suivi des engagements concernant les droits sociaux

- Les politiques de prévention en matière de santé dans les États membres du Conseil de l'Europe

- Pour une longévité positive: valoriser l'emploi des seniors

Il faut retenir un débat d'actualité sur «le fonctionnement de la démocratie en Hongrie» et trois débats selon la procédure d'urgence:

- Violences à l'encontre des chrétiens au Proche et au Moyen-Orient

- La situation au Bélarus suite à l'élection présidentielle

- La situation en Tunisie

Il y a lieu de signaler encore que M. Traian Băsescu, Président de la Roumanie, a prononcé un discours lors de cette session.

Il faut souligner encore que Mmes Anne Brasseur et Lydie Err sont intervenues lors de cette session.

Ainsi, Madame Brasseur est intervenue lors de la 1^{re} séance du lundi 24 janvier en tant que rapporteur du rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente et elle a introduit une intervention lors de la 4^e séance du mardi 25 janvier après-midi dans le cadre du débat sur le traitement inhumain et le trafic illicite d'organes humains au Kosovo et finalement elle a présenté lors de la 8^e séance du jeudi 27 janvier après-midi en sa qualité de rapporteur de la Commission des questions politiques le rapport lors du débat d'urgence sur la situation en Tunisie.

Mmes Err et Brasseur, lors de la 2^e séance du lundi 24 janvier après-midi, ont posé chacune une question au Président du Comité des Ministres.

Mme Err est intervenue lors de la 6^e séance du mercredi 26 janvier après-midi lors du débat sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Lors de cette session, 10 recommandations et 12 résolutions ont été adoptées (cf. liste des textes adoptés jointe).

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation (COM (2010) 738 final) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réunioun vum Méindeg, de 7. Februar 2011 huet d'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural eestëmmeg décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Agrarkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip mat engem legislativ Virschlag vun der EU-Kommissioun befaast. Dee Virschlag betrëfft d'Kommerzialisatiounsnorme vun Agrarprodukter. D'Agrarkommissioun ass zur Konkusioun komm, datt een Artikel vun deem geplangte Règlement a Kontradiktioun zum Subsidiaritätsprinzip steet. D'Prodzedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Règlement. Den Avis motivé vun der Agrarkommissioun läit lech a Form vun enger Resoloutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation (COM (2010) 738 final), proposition législative émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté lors de sa réunion du 7 février 2011 un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

«Analyse de la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation avec le principe de subsidiarité:

Observations préliminaires:

Sachant que le recours aux actes délégués est réservé aux seuls cas où il serait nécessaire de compléter ou de modifier certains éléments non essentiels de l'acte législatif de base, il importe de souligner que le choix du recours aux actes délégués doit se faire avec circonspection et doit être réservé à des cas précis et limités.

Or, la proposition de règlement prévoit notamment à l'endroit de son article 112 sexties de déléguer un large pouvoir à la Commission européenne pour adopter des normes de commercialisation par secteur et par produits, et ceci à tous les stades de la commercialisation.

À notre avis l'établissement des normes en question doit être considéré comme un élément essentiel de l'acte législatif et devra donc faire partie de l'acte de base, seulement modifiable par une procédure législative normale.

En outre, des formulations telles que «...peuvent avoir trait, le cas échéant...», au paragraphe 2, premier alinéa de l'article 112 sexties, ne peuvent être acceptées. Pareilles formulations manquent de précision et ouvrent la porte à des interprétations arbitraires quant aux pouvoirs finalement délégués à la Commission.

Il en va de même pour les définitions et dénominations de vente des produits telles que reprises dans l'annexe XII bis de la proposition sous examen. Dans son article 112 septies, paragraphe 3, la proposition de règlement envisage de déléguer à la Com-

mission le pouvoir d'adopter des modifications, des dérogations ou des exemptions nécessaires pour s'adapter au progrès technique ou à l'évolution des attentes du consommateur.

Cette disposition est inacceptable, d'une part, en raison de son caractère trop général et, d'autre part, puisque l'annexe XII bis doit être considérée comme un élément essentiel de la législation sous rubrique. Par conséquent, toute modification de l'annexe XII bis en question ne pourra être faite que dans le cadre d'une procédure législative normale.

Par ailleurs, l'article 112 nonies de la proposition stipule à son paragraphe 1, au deuxième alinéa, que la Commission peut adopter selon la procédure visée à l'article 112 sexties, paragraphe 2, point g) des pratiques œnologiques en absence de méthodes ou de règles recommandées et publiées par l'OIV, c'est-à-dire par actes délégués. Or, des pratiques œnologiques essentielles, et notamment l'enrichissement et l'acidification, sont réglementées par l'annexe XII quater de la proposition. L'annexe XII quater étant à considérer comme un élément essentiel du texte législatif, toute modification de l'annexe XII quater en question et l'adoption de nouvelles règles relatives à de nouvelles pratiques œnologiques ne pourront être faites que dans le cadre d'une procédure législative normale, et non par acte délégué.»

Examen de la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité:

L'annexe XII quater de la proposition prévoit dans sa partie I, paragraphe B, point 7, que

«Par dérogation au point 6, que les États membres peuvent:

(a) en ce qui concerne le vin rouge, porter la limite maximale du titre alcoométrique total des produits visés au paragraphe 6 à 12% vol dans la zone viticole A et à 12,5% vol dans la zone viticole B visées à l'appendice de l'annexe XII bis, partie II;

(b) porter le titre alcoométrique volumique total des produits visés au point 6 pour la production de vins bénéficiant d'une appellation d'origine à un niveau qu'ils doivent déterminer...».

En outre, la même annexe XII quater prévoit dans sa partie I, paragraphe C, point 6, que

«Nonobstant le point 1, les années au cours desquelles les conditions climatiques ont été exceptionnelles, les États membres peuvent autoriser l'acidification des produits visés au point 1 dans les zones viticoles A et B visées à l'appendice de l'annexe XII bis, partie II, selon les conditions visées aux points 2 et 3 de la présente section.»

Les deux dispositions citées accordent donc aux États membres une compétence indubitable et nécessaire dans le domaine des pratiques œnologiques, d'un côté, pour adapter ces dernières afin de prendre en compte la spécificité du terroir et la typicité de vins y produits et, d'un autre côté, pour réagir à des conditions climatiques exceptionnelles. Il s'agit d'un élément essentiel du dispositif.

Or, l'article 112 sexties, paragraphe 2, point g) envisage l'adoption par la Commission de normes quant au «...mode d'élevage et à la méthode de production, y compris les pratiques œnologiques...» au moyen d'actes délégués. Ce point n'exclut pas la modification de deux dispositions précitées.

L'article 112 sexties de la proposition de règlement, dans sa teneur actuelle, est donc fortement susceptible de ne pas respecter le principe de subsidiarité.

Aussi le principe stipulant que des actes délégués doivent se limiter à des éléments non essentiels du dispositif n'est pas honoré dans ce cas précis, comme l'annexe XII quater est à considérer dans son ensemble comme un élément essentiel du texte.

En conclusion, l'analyse de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation fait apparaître que le texte en question comporte un certain nombre de dispositions qui donnent le pouvoir à la Commission d'adopter des éléments essentiels de la législation par acte délégué, ce qui est en contradiction avec l'article 290 du TFUE, et ce qui est incompatible avec le principe de subsidiarité.»

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Claude Haagen.

Vote sur la résolution

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Resoloutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär déi Resoloutioun ugeholl an ech soen lech Merci. Ech leeden deen Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 3. Februar huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6144 iwwert d'Schafe vun engem Centre des technologies de l'information de l'État, nom Basismodell; de Projet de loi 6220, eng Convention-cadre iwwert de Patrimoine culturel, nom Basismodell; de Projet de loi 6060 iwwert déi géigesäiteg Unerkennung vu Rechtspriechungen, nom Basismodell; eng Motioun vum Här Claude Adam iwwert den neien Agrarcenter; an eng Interpellatioun vum Här Gast Gibéryen iwwert d'Failliten, nom Modell 1.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6210, eng Direktiv iwwert d'CO₂-Emissioun vu Gefierer, nom Modell 1; d'Proposition de loi 5331 iwwert d'Enquête parlementaire souwéi den Annerungsvorschlag 6240 vum Chambersreglement, och iwwert d'Enquête parlementaire, zesummen an enger Diskussioun, nom Basismodell; dann eng Interpellatioun vum Här André Hoffmann iwwert den Aarmut an déi sozial Ongerechtekten, nom Modell 1.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer d'Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert déi gescheete Männer an d'Interpellatioun vun der Madame Lydie Err iwwert déi gescheete Fraen zesummen an enger Diskussioun, nom Modell 1; dann hu mer d'Question avec débat N°16 vum Här Jean Huss iwwert d'Affär „Mediator“; de Projet de loi 6219, en Accord tëschent de Vereenegte State vun Amerika an der EU iwwert de Flugtransport, nom Basismodell; an de Projet de loi 6195 iwwert de Stroosseverkéier, och nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Hoffmann freet dozou d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech géif lech bieden, respectiv d'Majoritéit bieden an der Chamber, fir net ze soen d'Unanimitéit, dass mer erlaben, den Ordre du jour ze änneren, well ech gären eng Motioun géif iwwerreechen iwwert d'Situatioun an Ägypten.

► **M. le Président.**- Jo, da kritt Dir d'Wuert, Här Hoffmann.

4. Dépôt d'une motion par M. André Hoffmann

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, just ganz kuerz. Ech mengen, dass mer interpelléiert sinn duerch déi Evenementer an Ägypten. Eigentlech hätte mer scho laang virdu missen interpelléiert sinn iwwert d'Situatiounen a verschiedenen arabesche Länner. Et ass awer elo net, fir iwwert den Inhalt vun der Motioun ze diskutieren. Ech menge just, dass mer sollten driwwer diskutieren. Ech gi se also of. Et feelt nach eng Ènnerschrëft. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass déi nach kënn.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que le peuple tunisien s'est soulevé avec succès contre le régime autoritaire du président Ben Ali en réclamant des libertés fondamentales et un État démocratique, libre et équitable;

- que le Conseil des ministres européens a exprimé à maintes reprises son soutien aux aspirations démocratiques des protagonistes de la «Révolution du jasmin»;



- que des centaines de milliers d'Égyptiens ont manifesté pendant les deux dernières semaines en Égypte dans l'esprit de la «Révolution du jasmin», revendiquant un État démocratique, libre et équitable;

- que des adhérents et des forces de sécurité du président Moubarak ont exercé des violences inacceptables contre les manifestants, avec des centaines de morts;

- que le régime du président Hosni Moubarak a bloqué les moyens de communication en Égypte;

- qu'il a eu d'intolérables chasses à l'homme à l'encontre de journalistes;

invite le Gouvernement

- à condamner fermement la répression des manifestations en Égypte;

- à soutenir activement toutes les forces luttant pour la démocratie;

- à réclamer la démission de Hosni Moubarak et l'instauration d'élections libres;

- à s'engager au niveau européen pour que l'Union européenne prenne une position allant dans ce sens;

- à œuvrer dans leurs relations internationales à ce que les droits de l'Homme et les principes démocratiques soient respectés à tous les niveaux.

(s.) André Hoffmann, Gast Gibéryen, Camille Gira, Jean Huss.

(La motion n'ayant porté que quatre signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par M. Félix Braz.)

5. Ordre du jour (suite)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Ass d'Chamber sinon averstane mam Ordre du jour?

Den Här Lux freet d'Wuert. Ech mengen, den Ordre du jour kënne mer awer vläicht festhalen an da kéime mer zu der Motioun.

D'Chamber ass d'accord mam Ordre du jour?

(Assentiment)

Gutt! Da kritt den Här Lux d'Wuert fir iwwert déi Motioun hei ze schwätzen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wollt just proposéieren, no Récksprooch mam Ausseminister, dass mer iwwer déi Motioun do en Donneschdeg um hallwer dräi kéinte beroden.

► **M. le Président.**- Gutt, dann huele mir déi Motioun en Donneschdeg um hallwer dräi direkt am Ufank vun der Sitzung.

Als éischte Punkt hu mer haut de Mëtteg de Projet de loi 6144 iwwert d'Schafe vun engem Centre des technologies de l'information de l'État. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Diederich a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

6. 6144 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

► **M. Félix Eischen (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wuel jiddweree vun lech heibannen ass mat mir eens, dass d'Welt, an där mir liewen, sech am Laf vun deene leschten 20 Joer esou séier verännert huet, wéi dat nach ni virdrun an der Geschicht vun der Mënschheet de Fall war. Dës Tatsaach ass och zum groussen Deel op d'Entwécklung vun de sougenannten neien Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien zrëckzeféieren, Technologien, déi d'Aart a Weis wéi mer liewen, schaffen, ons bewegen an ons matenee verstännege revolutionéiert an domadder och al Gewunnechten op de Kapp gestallt hunn.

Den Impakt vun den neien Technologien ass esou grouss, dass en an alle Beräicher

vum Liewen ze spieren ass an deemno och an der Aarbechtswelt. Dovunner concernéiert si praktesch all d'Beruffer a besonnesch d'Déngschtleeschtungssewicer, zu deene jo och déi staatlech Administratioun gehéieren. Dat geet esou wäit, dass hautzudags ouni Informatik an Internet beim Stat e Fonctionnement onméiglech wär. Eng Tatsaach, déi d'Verwaltunge viru ganz nei Erausforderunge stellt. Dat ass och net nei.

Den Hauptproblem bei där ganzer Saach ass, dass wéinst där immens séierer Entwécklung, déi vu Joer zu Joer, jo scho vu Mount zu Mount geet, sech permanent emgestallt muss ginn, fir d'Schlappen net ze verléieren.

Ee vun deene rare staatleche Servicere, dee restrukturéiert soll ginn, fir sech komplett un dat verännert Einfeld unzepassen, ass de Service central des imprimés et des fournitures de bureau de l'État, kuerz SCIE. Dese Service ass net där mannster een. Wat den SCIE konkret am Alldag fir eng Roll spillt, muss mir ons hei zum Beispill bewosst sinn, well zum Beispill all d'Dokumente, déi mir als Parlament erausginn, dorënner natierlech och d'Gesetze, gi vum SCIE gedréckt a publizéiert. Dasselwecht mécht e mat ganz willem, wat déi staatlech Verwaltunge schreiwen. Hien ass och zoustänneg fir d'Büros-, Schreif- an d'Copieséquipement an d'Apparaturen an de staatleche Verwaltunge.

All dës Aufgabe sinn an de leschte Joren awer ëmmer méi komplex ginn, esou dass d'Missiounen, déi den SCIE haut ze erfüllen huet, net méi vill ze dinn hu mat deenen aus der Zäit, wou dee Service fir d'Éischt duerch e groussherzoglecht Règlement aus dem Joer 1969 an duerno duerch e Gesetz aus dem Joer 1983 op d'Bee gestallt ginn ass.

Derbäi kënnt, dass de Centre des technologies de l'information de l'État, CTIE oder Centre informatique genannt, sech ëm déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien këmmert. Elo kann ee sech dann d'Fro stellen, wat deen ee Service da mat deem aneren ze dinn huet. Op den éischte Bléck net vill, well den CTIE aner Produkté keeft an ubitt wéi den SCIE. Allerdéngs ass den administrative Prozess a béide Verwaltunge praktesch identesch, esou dass hei ënnert dem Stréch gesi plazeweis duebel Aarbecht gemaach gëtt.

Dat muss net sinn, besonnesch well hei duerch Synergie Käsche kéinte gespuert ginn, eng Optioun, déi jo vu ville Säiten ëmmer nees gefuerdert gëtt. An dofir huet d'Regierung de 16. Oktober 2009 der Chamber e Gesetzesprojet virgeschloen, dee ganz einfach d'Integratioun vum Service des imprimés an de Centre des technologies de l'information virgesäit.

Dee Projet ass zënterdeem vun der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun diskutéiert a vum Statsrot souwéi vun der Statsbeamtekummer aviséiert ginn. An ech hunn déi grouss Eier, fir lech, léif Kolleginnen a Kollegen, dass Ganzt a menger Fonctioun als Rapporteur ze erklären, fir dass jiddweree vun ons sech e kloert Bild driwwer maache kann, ëm wat et hei geet, ier mir dat Ganzt dann emol nach eng Kéier diskutéieren an dann och driwwer decidéieren.

Erlaabt mer dofir, nach eemol ganz kuerz drop zrëckzekommen, wéisou dass d'Regierung konkret der Meinung ass, dass een den SCIE mam CTIE verschmelze soll.

Am Ufank vun neie Jordausend hat déi deemoleg CSV/DP-Koalitioun engem externe Beroder d'Aufgab ginn, fir den SCIE d'ënnescht an d'ieweschtt ze kéieren, fir erauszefannen, ob en de Wënsch vun de staatleche Verwaltunge nach ëmmer gerecht gëtt. Bei deser Analys, déi tëschent Oktober 2001 an Abrëll 2002 gemaach ginn ass, ass dunn awer festgestallt ginn, dass den SCIE eng Hällewull vun Defiziter huet.

Ouni an d'Detailer elo wëlle vun deem Rapport ze goen, kann ech awer soen, dass hei einfach eng strukturell Strategie gefeelt huet, déi et him erlaabt hätt, fir seng Leit a seng Mëttele esou anzusetzen, dass um Enn méi effikass a virun allem manner deier kéint geschaff ginn. Ausserdeem ass deemools bedauert ginn, dass déi Leit, déi do schaffen, just temporär agesat ginn an dacks net déi néideg Qualifikatiounen

hätten, fir kënne mat deenen neien, méi komplexen Technologien ëmzegoen.

Fir déi gréisst Problemer ze meeschteren, hat den externe Spezialist deemools eng Partie Léisunge virgeschloen, déi dem SCIE awer nëmme fir déi lescht puer Jore gehollef hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen. Ënnert dem Stréch gekuckt bleift, dass den SCIE net wierklech op d'Zukunft virbereet ass an dass also eppes geschéie muss!

Wat genee, dat war déi grouss Fro, eng Fro, op déi déi viregt Regierung fir d'Éischt mat enger kompletter Reorganisatioun vum SCIE äntwerte wollt. Si hat dann och schon an deem Sënn e Gesetzesprojet geschriwwen, deen de Service des imprimés an eng Administratioun sollt ëmwandelen, eier dës Regierung dunn awer méi d'Synergieméiglechkeeten ausnotze wollt tëschent dem Centre des technologies an dem SCIE, an et deemno vill méi Sënn géif maachen, aus deenen zwee just nach een ze maachen.

Effektiv erlaabt d'Fusioun vum SCIE an dem CTIE, dass op där enger Säit d'Resourcen an d'Personal besser kënnen agesat ginn an op där anerer Säit déi administrativ Prozedure vereinfacht a virun allem Sue gespuert ginn, bei den Equipementen an de Commanden zum Beispill. Den CTIE iwwerhëlt domadder natierlech och déi Aufgabe mat, déi den SCIE bis elo ausgeübt huet: d'Akafen, d'Stockéieren, d'Liwweren an d'Opriichte vu Miwwelen a Büromaterial fir de Stat zum Beispill. Et wäert dann och an Zukunft den CTIE sinn, deen d'Kreditter global fir dës Material gériere muss.

Fir all dës nei Missiounen kënnen ze erfüllen, muss de Personalkader natierlech méi stabil ginn, wéi et momentan fir den SCIE de Fall ass, wou vill Leit just temporär schaffen. Ausserdeem ginn och nei Qualifikatiounen gebraucht, fir déi nei Erausforderunge kënnen ze meeschteren, eng Konditioun, déi de Moment net komplett erfüllt ka ginn.

Rieds geet hei an éischer Linn vun deene behënnerten Employéen, déi fir den SCIE schaffen. Ech wëll awer op deser Plaz ganz kloer betounen, dass dës Leit vläicht net esou agesat kënne gi wéi hir net behënnert Kollegen. Allerdéngs ass et wichteg a richtig, dës Matbierger, wann et nëmme méiglech ass, um sougenannten éischen Aarbechtsmaart ze integréieren. Dat huet de Stat am SCIE gemaach, an dat wäert en och an Zukunft am Centre informatique maachen, well all déi behënnert Employéen an déi Persounen, déi si encadréieren, gi mat iwwerholl.

Doduerch ass och ze erklären, wéisou dass de Gesetzesprojet weidert Personal virgesäit. Alles an allem wäert d'Personal vum SCIE, dat vum CTIE iwwerholl gëtt, all Joer 440.000 Euro kaschten.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, zum Schluss wëll ech nach kuerz soen, dass de Statsrot a sengem Avis zu deem Gesetzestext ausser e puer juristesche Klenggekeete keng grouss Bedenken hat. Deemno géif ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren an lech an engens bieden, deesen Text, esou wéi en hei elo läit, ze stëmmen, an dat, well e virun allem am Kader vum Käschtespueren an enger méi effikasser a besonnesch einfacher administrativer Aarbecht ze gesinn ass.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Félix Eischen. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann nëmme eng gutt Saach sinn, wa mer de Service central des imprimés an de Centre des technologies de l'information de l'État integréieren, fir eng staark, effikass an effizient Zentralverwaltung am Statsapparat ze kréien.

De Rapporteur Félix Eischen, deem ech ausdrécklech fir säi präzisen a kloer formuléierte schrëftleche wéi och mëndleche Rapport häerzlech wëll félicitéieren, huet d'Beweggrënn vun der Regierung, fir op deen ageschloene Wee ze goen, duergeleucht.

Ech kommen awer net derlaanscht, fir ze soen, dass d'Regierung sech awer immens schwéiergedoen huet mat deser Reform, déi d'Resultat ass vun engem Audit, dee schon an de Joren 2001 an 2002 gemaach ginn ass. Dese Audit huet kloer a prezis d'Defiziter vum SCIE duergeluecht, an dach huet et siwe Joer, bis de 5. Juli 2009, gedauert, ier d'Regierung e Projet de loi déposéiert huet, e Projet de loi, deen dann ee Joer méi spéit duerch dese Projet ofgeléist ginn ass. Zilstrebeg d'Lucunen an enger Zentralverwaltung vum Stat behiewen, dat gesäit anschters aus!

Här President, wann een et eescht mengt mat enger Réforme administrative, ass et onerlässlech, fir zum gegebenen Zäitpunkt enger zentraler Verwaltung déi Strukturen organisationeller a personeller Natur ze ginn, déi et hir erlaben, hiren Objektiv gerecht ze ginn. Grad an dese wirtschaftlech schwierigen Zäite géllt et och, Spuerpotenzialer duerch e systematesche Materialakaf an duerch aner Formen - ech denken hei un de Leasing - ze notzen.

Här President, als een, dee ronn 30 Joer an enger staatlecher Verwaltung geschafft huet, soen ech, dass déi gréissten Erausforderung, déi un de Service public gestallt gëtt, d'Veereinfachung vum dagdeegleche Liewen ass. De Centre des technologies de l'information de l'État muss virun allen aneren Ufuerderungen ee Partner vun allen anere staatleche Verwaltunge sinn, bei deem Schnelligkeet, Flexibilitéit, Effizienz a Qualitéit gefrot sinn.

Här President, nëmme esou kréie mer ee Service public, deen op d'Wënsch an d'Besoin vum Bierger a vun den Entrepreneuren ageet, en öffentlechen Déngscht, deem seng Aarbechtsorganisatioun op den Administré ausgerichtet ass, dee séier a verständlech ka reagéieren an deen de Bierger an de Betriber ee Maximum vu verständlechen Informatiounen op eng einfach Manéier zougänglech mécht.

Duerfir brauche mir och ee moderne Centre des technologies de l'information de l'État, deem seng Aufgabe villschichtig a complémentaire sinn, an duerfir wëll ech och den Accord vun der DP-Fraktioun zu deemem Projet ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fernand Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Diederich agedroen.

► **M. Fernand Diederich (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Fraktioun begréisst dese Projet de loi, dee laut dem Exposé des motifs als Hauptobjektiv d'Simplification administrative souwéi eng gréisser Effizienz vum Verwaltungsapparat ustriift. Mir kënnen eis deesen Iwwerleungen a Bestriewungen nëmme uschlëssen, an ech ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet de loi, nodeem de Rapporteur, den Här Félix Eischen, a sengem ausféierleche mëndlechen a schrëftlechen Bericht, fir deen ech him wëll Merci soen, op all wichteg Punkte vum Gesetz agaangen ass.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fernand Diederich. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleg Félix Eischen als Rapporteur. Ech mengen, säi Rapport war esou explizit: Ech hat eng Fro, mä déi huet en och scho beäntwert, an zwar, wann een zwee Servicere mateneen zesummeleet, da gëtt an der Regel de Käschtepunkt méi niddreg. Hei gesi mer awer am Impact financier, dass mer 440 Euro (veuillez lire: 440.000 Euro) d'Joer méi Lounkäschte wäerte kréien, mä et gëtt duerfir valabel Urssaachen, déi de Rapporteur genannt huet, esou dass déi Fro dann domadder gekläert ass.

Ech soe vun eiser Säit Merci a mir bréngen och d'Zoustëmmung zu deemem Gesetz.



► **M. le Président.**- Merci och dem Här Gibéryen. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. D'Madame Minister kritt dann nach d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.**- Jo, Merci, Här President. Ech sinn als Fonction-publique-s-Minister och zoustänneg fir d'Modernisatioun vum Stat, an dann ass et fir mech evident, datt ech net splécke ginn an eng nei Verwaltung opbaue ginn, wou et méiglech ass, Saachen zesammenzeleeën an duerch strukturell Zesummeleeën an Zesummeschaffe méi produktiv ze schaffen.

Dofir hunn ech deen ee Projet de loi zréckgezunn an einfach gesot, datt de Service des imprimés soll ee Stéck vun dem Centre informatique, dem Centre des technologies de l'information de l'État ginn. Domadder, mat transversaler Reorganisatioun an Neiandeeling vun den Aufgabe sinn dann och Synergie méiglech.

Ech soen der Chamber Merci, datt se d'accord ass, datt elo de Service des imprimés déi nei Besoinen an och déi méi komplex Aufgaben op déi heiten Aart a Weis ganz gutt kann ugoen.

Merci villmools.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Minister.

7. Ordre du jour (suite)

Well mer am Moment e bësselche Problemer mat eiser Maschinn hei hunn, mussen mer de Vote da verleeën.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour, nämlech de Projet de loi 6220, eng Convention-cadre iwwert de Patrimoine culturel. Hei ass Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech age-droen: d'Madame Brasseur, den Här Angel an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorable Madame Martine Mergen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

8. 6220 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005

Rapport de la Commission de la Culture

► **Mme Martine Mergen (CSV), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, dat mer hei virleien hunn, ass am Text denkbar kuerz, et huet nämlech nëmmen ee Saz, an zwar, dass mer d'Convention-cadre vum Conseil de l'Europe iwwert de Wäert vum kulturelle Patrimoine fir d'Gesellschaft, esou formuliert zu Faro de 27. Oktober 2007, per Gesetz unhuelen.

De Projet gouf vun der Madame Kulturminister de 16. November 2010 déposéiert. Et ass also d'Convention-cadre selwer, déi mer mussen méi genee ënnert d'Lupp huelen, an dat ass geschitt an der Kulturkommissioun den 18. Januar, nodeem de Conseil d'État säin Avis de 7. Dezember d'lescht Joer ofginn hat. Den 1. Februar ass de Rapport, esou wéi en lech virläit, vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Interessant ass virun allem och, dass dee Vote, dee mir haut hei huelen, eng gewësse Wichtigkeet fir d'Konventioun vu Faro huet, well Lëtzebuerg domadder dat zéngt Land ass, dat si ratifizéiert, a si dann elo kann a Kraaft trieden.

Et sief och nach gesot, dass si d'Granada-Konventioun vun 1985 enthält, dass et also net méi wäert néideg sinn, dës Konventioun nach eenzel ze ratifizéieren. Dat war nämlech nach net geschitt. Den Text vun der Konventioun réaffirméiert de Prinzip vun der UNO-Mënscherechtskommissioun, dass all Eenzelen d'Recht huet, um kulturelle Liewen ze participéieren.

Et gëtt fir ons hei am Land domat kee Besoin, fir ons Législatioun ze änneren. Et

ass villméi eng moralesch Obligatioun fir onst Land, fir déi verschidden Instrumenter, déi mer schon hunn an déi exzellente fonctionnéieren, weiderhin a vläicht besser anzesetzen, fir all Mënschen Zougang zu Wäerter vu Patrimoine a Kultur ze erlaben. Als Beispill hu mer an der Kommissioun d'Journée européenne du patrimoine diskutéiert, déi all Joer méi Leit op déi verschidde Manifestatiounen an Europa an eben och hei zu Lëtzebuerg unzitt.

Nei ass awer d'Definitioun vum Kulturieren, wat vläicht a senger däitscher Expressioun e schlecht Wuert ass mat dëser neier Definitioun; mä op Lëtzebuergesch ass mer kee bessert agefall. Op Däitsch seet een eben „Kulturerbe“. Mä loosst mech kuerz emräissen, wat nei an innovativ ass am Verständnis vum Patrimoine culturel.

Et handelt sech net nëmmen ëm reell oder virtuell Ierwen aus der Vergaangenheet, déi ons Kultur geprägt hunn. Et geet villméi och ëm all déi Wäerter, un deenen eng kulturell Communautéit oder en Ensembl vu kulturelle Communautéiten, déi zesummen op engem Territoire liewen, hänkt, déi et derwäert si fir kommend Generatiounen ze erhalen. Et sinn also net nëmmen Objeten, mä och den Ausdruck vun traditionellem Wëssen, Glawen an Traditiounen, esou wéi si iwwert d'Zäite kënnen a sollte virgedroe ginn.

Jiddwereen eenzel an d'Länner, mä och Europa zesumme si mat responsabel dofir a sollten implizéiert sinn. En nohaltege Gebrauch vun dësem Patrimoine féiert zur mënschlecher Entwécklung an zu enger besserer Liewensqualitéit. Et ass dëst also eng individuell a gemeinsam Responsabilitéit an implizéiert de géigesäitege Respekt vun anere Wäerter.

Fir dës Chancë kënnen ze notzen, also de Patrimoine ze gebrauche wéi eng natierlech Ressource, mussen d'Bierger och iwwert d'Wëssen doriwwer verfüge kënnen. An en aneren Objektiv vun der Konventioun ass deemno, dës Wäerter op allen Niveaue vun der Educatioun ze vermëttelen, mat deem klasseschen Trias vun der Léier „knowledge, skills and attitudes“: fachlecht Wësse bäibréngen, dës Dimension applizéieren als Moyaen anert Wëssen ze vermëttelen, a schliesslech se an d'deeglech Praxis afléisse loossen. Heifir kéint een als Beispill Dialekter nennen, oder och handwierklech Techniken, déi op engem Territoire traditionell gewues sinn an déi anerefalls géife riskéieren, verluer ze goen.

Déi modern Medië sinn och ugeschwat. Si sollten dozou bäidroen, dëst Wësse jiddwerengem accessibel ze maachen.

Dat klängt alles zimlech theoretisch, mä et gi Mechanismen ugeschwat, déi et eigentlech schon an onse Schoul-Curricula ginn oder misst ginn. An der Kommissioun ass en Heimatkundeunterricht genannt ginn; haut heescht dat d'Classe du patrimoine. A mir hunn ons gefrot, ob an onsem Schoulssystem genuch Accent op dës Zort vu Wësse gesat gëtt.

Wa mer dann nach kuerz den Artikel 7 betruechte vun der Konventioun - an dat komplettéiert och mäi Résumé hei -, gesi mer, dass et virun allem och ëm Dialog geet. Ee kulturelle Patrimoine gëtt net vu jiddwerengem d'selwecht interpretéiert an duergestallt. Nëmme mat Austausch kënnen kontradiktoresch Interpretatiounen vun engem selwechten Objet zu enger konsensueller an toleranter Notzung féieren.

Als praktescht Beispill, a well rezent esou vill driwwer Rieds wor, géif ech wellen d'Gëlle Fra beméien, déi an de Jore vun hirer mouvementéierter Existenz fir verschidde Wäerter stoung an déi vu jiddwerengem iwwert d'Joren an an duerch déi Konflikter am Land an ëm si anescht interpretéiert goufen. Als Resultat...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Op där ellener Plaz?

► **Mme Martine Mergen (CSV), rapportrice.**- Pardon?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Op där ellener Plaz?

► **Mme Martine Mergen (CSV), rapportrice.**- Jo.

Als Resultat vun all deenen Diskussiounen ëm hir Persoun ass si haut kloer eng Iden-

tifikationsfigur vum Lëtzebuurger kulturelle Patrimoine.

Mir haten och an der Diskussioun eng méi technesch Diskussioun iwwert de Suivi vun dëser oder ähnleche Konventiounen. Et ass an dësem Fall e Comité de suivi virgesi vum Conseil de l'Europe, wat ons national doran net implizéiert. Generell awer wollte mer eng Diskussioun entaméieren iwwert de weidere Werdegang vun anere Konventiounen a Kulturofkomme mat anere Länner.

Ons interesséiert, wat praktesch dorauer gëtt, wa mir deen Text emol hei duerch d'Chamber ofgeseent hunn. Dës Diskussiounen proposéiere mer, an deenen nächste Méint ze féieren. A mir hunn och proposéiert, dass déi aussepolitisch Kommissioun, wat d'Emsetze vun de Kulturofkommen ubelaangt, dorunner deelhëlt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, verschidde Membere vun onser Kulturkommissioun hu proposéiert, ob ee sech net eng méi einfach Prozedur kéint ginn, fir dës Zort vu Konventiounen ze ratifizéieren, well déi klassesch legal Prozedur eng zimlech laangtmeg ass an ee quant au fond an den Inhalter vun de Konventiounen näischt ännert.

Fir de Moment hu mer awer keng esou eng Procédure simplifiée. An eigentlech waren ons Aarbechten an der Kommissioun dës Kéier rapid. Vum Dépôt vum Gesetz bis zur Ofstëmmung haut si just emol zwee an en hallwe Mount vergaangen, esou dass et ons elo nach bleift, den Text ze stëmmen.

D'Konventioun vu Faro gëtt en optimistische Bléck an d'Zukunft. Op eng Gesellschaft, déi iwwer Dialog an Erziéung hir Kulturieren, an der Mehrzahl gegebenfalls, op eng nohaltege Aart a Weis asetzt, fir zu méi enger grousser Kohärenz ze fannen.

Ech gi jiddefalls heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolasschteren.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wat ass mat der Gëlle Fra, Madame Stein?

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Mergen Merci. Als éischt Riednerin ass déi honorable Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech géif gären hei den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen, well mer selbsterständlech d'accord sinn, dass mer déi Konventioun vu Faro ratifizéieren.

Ech géif just gären zwou Remarqué maachen.

Déi éischt, déi betrëfft d'Konservatioun vum Patrimoine, an zwar de Patrimoine architectural. D'Konventioun vu Faro geet vill méi wäit. Mä mir hunn nach als Chamber eng grouss Hausaufgab ze maachen. Mä ech mengen, virdu muss d'Regierung sech selwer eens ginn, wat se mam Gesetz iwwert de Patrimoine mécht.

Et wor e Projet de loi déposéiert ginn. Mir hunn deen undiskutéiert. An do hat d'Regierung virgesinn, ënnert der Fieder vun der Madame Octavie Modert, dass all Immeuble, dee méi wéi 50 Joer al wier, misst op den Inventaire supplémentaire kommen. Mir hunn ons zu enger Rei dergéint gewiert, an zu Recht gewiert. Well ech wëll hei soen: Net alles, wat al ass, ass gutt.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Dat war en Amendement vun der Kommissioun.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- An alles, wat...

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- An et war och esou do diskutéiert ginn. Et war net vu mir komm.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Also, ech weess net, Här President. D'Madame Minister ënnerbrécht mech, mä d'Madame Minister dierf awer selbsterständlech d'Wuert huelen, wa mer déi Minutten awer da guttgeschriwwen ginn.

► **M. le Président.**- Ech mengen, d'Madame Minister hëlt herno Positioun, wann all Riedner interpelléiert huet.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Jo, gutt.

► **M. le Président.**- Fuert Dir elo emol virun, Madame Brasseur!

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Jo.

Dat wor natierlech e Projet, dee Gott sei Dank dunn net zum Droe koum. Et huet keng Majoritéit sech fir deen Text fonnt. An ech wollt awer elo froen, wou mer mam Text dru wieren, well deen Text, deen deemools vun der Regierung déposéiert ginn ass, hat nach ganz aner Problemer. An zwar woren d'Ambitiounen fir d'Protektioun vum Patrimoine enorm héich, mä d'Moyenen, déi de Stat sech selwer ginn huet, fir dat ze errechen, woren net ginn.

An do hätten zum Beispill d'Gemenge missen dem Stat seng Aufgab maachen. Dat kann awer net sinn. Mir mussen do kucken, e verstännegen Text ze kréien, mat deem mer och den Développement vun onsen Dierfer an onse Stied weider kënnen garantéieren, well - ech widerhuelen et nach eng Kéier -: Net alles, wat al ass, ass schéin, an net alles, wat al ass, ass erhaltenswäert.

Well wa mer esou gefuer wieren, da géif d'Chamber net hei stoen, well déi Zäit op dëser Plaz eppes aneschters wor. Dat also: Wéi wäit ass et mat engem neie Gesetzesprojet? Wéi wäit ass d'Regierung do drun? Dat ass meng éischt Remarque.

Meng zweet Remarque, Här President, déi betrëfft d'Konventiounen am Allgemengen. Mir hu säit den 90er Jore ganz vill Konventiounen als Land ënnerschriwwen, mä nach net ratifizéiert. D'Madame Stein huet elo grad an hirem mëndleche Rapport ugeschnidden, dass mer vläicht d'Prozedur misste simplifizéieren.

Mä de Problem läit net hei an der Chamber. De Problem läit beim Dépôt. Et ginn einfach keng Gesetzer preparéiert, fir dass mer hei kënnen an der Chamber da finalement e Gesetz stëmmen, fir dass mer se kënnen ratifizéieren.

Dofir hunn ech zesumme mat dem Fraktiounspresident vun der Demokratescher Partei, dem Xavier Bettel, eng Demande gestallt, un lech Här President - ech hu signéiert a menger Qualitéit als Member vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe -, dass d'aussepolitisch Kommissioun soll zesummekommen an dass mer den Här Summinister invitéieren, fir dass en ons soll soen, wéi den Timing ass, wéi de Programm ass zu der Ratifikatioun vun de Konventiounen.

Well ech mengen, do misste mer ons d'Moyenen eng Kéier ginn a mat System do derduerch goen, well déi Visitekaart, déi mir als Lëtzebuerg ofginn doduerch, dass mer Konventiounen signéieren an net ratifizéieren, ass keng gutt Visitekaart fir d'Land. An ech mengen, et wier héich Zäit, dass mer do och zu enger Konklusioun kéimen.

Dat sinn déi zwou Remarquen, déi ech zu dësem Projet wollt maachen. Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer gläich am Ufank der Dokter Mergen Merci ze soe fir hire präzise mëndlechen a schrëftleche Rapport. D'Dokter Mergen huet mat Recht geschriwwen, dass dës Convention-cadre iwwert de Wäert vum Kulturierwe fir d'Gesellschaft am Fong eng Verlagerung ass vun der Fro, firwat a fir wien de Patrimoine culturel wichteg ass, hin zur Fro, firwat a wéi de Patrimoine culturel erhalte soll ginn an no wéi enge Methoden.

Wat och nei ass bei dëser Konventioun vum Europarat, ass d'Iddi, dass d'Wëssen an d'Notze vum Patrimoine culturel e Recht ass vun de Biergerinnen a vun de Bierger, um kulturelle Liewen deelzehuelen. De Mënsch soll also Notzen aus dem Patrimoine culturel zéien, an dat soll zu senger Beräicherung bäidroen.

Et ass, mengen ech, genau heiduerch, dass et en öffentlechen Interessi um Patrimoine gëtt. An et ass déi Tatsaach, mengen ech och, déi et legitiméiert, dass mer gutt Gesetzer brauchen, fir de Patrimoine ze

schützen, fir en ze erhalen a fir dat Ganz dann och ze finanzéieren. Vu dass et sech hei ëm eng Convention-cadre handelt, beinhaltet se keng prezis Regeln, mä éischter Recommandatiounen. Recommandatiounen, déi déi Länner, déi des Konventioun ënnerschriwwen hunn an approvéieren, an hire jeeweilegen nationale Législatioun solle respektéieren.

Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi, iwwert dee mer elo ofstëmme, geet och Rieds iwwer eis national Législatioun, dat heescht d'Gesetz vum 18. Juli 1983 iwwert d'Konservéieren an de Schutz vum Patrimoine. Erlaabt mer e Saz aus deem Exposé des motifs ze zitieren, vun deem Gesetz, wat mer haut stëmme. Do steet dran: «Comme la loi de 1983 ne correspond plus complètement à la situation actuelle, elle est en voie de renouvellement.»

D'Madame Brasseur huet zu Recht gesot, dass déi lescht Kulturkommissioun vill un deem Gesetz geschafft huet. Ech hunn awer och d'Regierungserklärung nogelies vun 2009. An do steet ganz prezis dran, wat d'Regierung wëlles huet, dass se seet, dass en neit Gesetz gestëmmt gëtt, dass awer och parallel Assisè vum der Protection du patrimoine organiséiert ginn, dass all déi Mesuren, déi d'Regierung wëlles huet, sollen accompagnéiert ginn duerch eng grousse Campagne de sensibilisation. Ech mengen, dat ass eppes ganz Wichtiges. An dat, wat ech an der Regierungserklärung nogelies hunn, ass scho genau am Sënn vun där Konventioun, déi mer haut hei sollen unhuelen.

Ech hu mer déi Remarquen hei erlaabt, well ech der Meinung sinn, dass des Convention-cadre eis elo soll a muss Uleies ginn, eis Législatioun hei zu Lëtzebuerg ze moderniséieren.

An ech mengen, mir hate ganz kuerz an där leschter Kulturkommissioun Rieds doriwwer, an d'Madame Presidentin vun der Kommissioun huet dat och ugekënnegt, dass mer mat deenen Aarbechten... dass mer deen Dossier eng Kéier géifen oprullen.

Ech wollt nach eng aner Remarque maachen. Och d'Gemengeresponsabel solle sech des Konventioun zu Häerz huelen, besonnesch wa se an der noer Zukunft hir PAgen ausschaffen, well d'Literatur ronderëm des Konventioun, déi ënnersträicht d'Wichtigkeet vun de lokalen Acteure beim Schutz a Konservéieren vum kulturellen Ierwen. Schutz vum Patrimoine culturel ass eng nobel Aufgab fir d'Politik, mä awer och eng schwéier, well et drëms geet, d'Rechter vum Einzelnen - an hei geet et ëm Propriététsrechter - an Aklang ze bréngen mat der Allgemeinheit.

Interessant ass den Artikel 14 vun dëser Konventioun, well ee ganz Kapitel iwwert d'Société de l'information geet, wou gesot gëtt: Mir müssen d'Techniques numériques weiterentwickelen, fir den Accès zum Patrimoine culturel ze verbessern. An et geet och drëm, dass d'Informatik soll eng richteg Roll spille bei der Lutte géint den illegalen Handel vu Kulturgüter. An et geet drëm, dass an deene leschte Joren e ganze Patrimoine entstanen ass, deen net materiell ass, deen et nëmme numérique gëtt, deen et nëmme op Support-informatique gëtt. An do muss ee sech och Gedanke maachen, wéi een dat pérenniséiere kann.

Dann ass nach e ganz interessanten Artikel, fannen ech, am Artikel 8, de Punkt d. Dee seet - an do kucke se an d'Zukunft -, wat déi contemporain Kreatiounen ugeet, dass een do soll op eng Qualité architecturale setzen. Ech fannen dat interessant, dass et eng Konventioun ass, déi net nëmme no hanne kuckt, mä och seet: Passt op, et soll ee roueg och nei Saache bauen, mä passt do op d'Qualitéit op.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'LSAP-Fraktioun stëmmt dëse Projet selbstverständlech mat. D'Konventioun vum Europarat si wichteg Instrumenter. Besonnesch déi kulturell Konventioun vum Europarat sinn haut nach, mengen ech, d'Grundlag fir déi gesamt Kulturpolitik an Europa an hunn natierlech e grousse Afloss op déi vill EU-Kulturprojeten a -programmer.

Ech sinn also frou, dass déi Zesammenaarbecht tëschen dem Europarat an der

EU am Beräich Kultur op eng laang Tradition zrëckbléckt, genauso wéi d'Zesammenaarbecht tëschen der Lëtzebuurger Kulturpolitik an dem Europarat och op déi Tradition zrëckbléckt.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Angel. Als leschte Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, léif Kolleegen, am Numm vun der ADR wëll ech och der Madame Rapporteur villmoos Merci soe fir hire Rapport, an och soen, datt mir als ADR d'accord si mat dësem Text. Ech wëllt och vläicht e puer Bemierkunge maachen.

Eng éischt betrëfft d'Natur vun dësem Text. Dat ass e politeschen Text, et ass e programmatischen Text. Et ass awer sécher keen, deen et géif verdéngen, an eng juristesche Form gegoss ze ginn. U sech bräichte mer dat hei net als Konventioun ze ratifizéieren. Eng Konventioun soll en normative Wäert hunn.

Ech mengen, deen Text, dee mir elo hei virleien hunn, ass gläichzäiteg och eng Verkenning eigentlech vun deem, wat d'Diplomatie soll leeschten, wat se ka leeschten, an et ass eng Vermischung tëschen Politik a Programmatik an diplomatischen Instrumenter. Mir sinn an enger schwéierfälliger Prozedur, déi mer net bräichten.

Eng zweet Bemierkung betrëfft den Ëmgang mam Patrimoine. Mir hunn eng Rei Gesetzer hei, déi eis Regierung awer nullement interesséiert hunn, wou et zum Beispill drëm gaangen ass, en nationaalt Monument ze schützen. D'Madame Rapporteur huet d'Beispill vun der Gëlle Fra genannt. Ech wëll just drun erënneren, datt dat en nationaalt Monument ass a selbstverständlech net hätt däerfen zu kommerziellen Zwecker benotzt ginn.

Mir kënnen Gesetzer stëmme, mä wann d'Regierung sech net un déi Gesetzer hält, da froen ech mech allerdéngs, mat wéi engem moralesche Virbild se de Schutz vum Patrimoine wëllt liewen.

(Interruption)

An eng drëtt Bemierkung: Ech hoffen awer, datt mer elo e puer positiv Impulser aus dëser Konventioun awer kënnen erauszéien, zum Beispill, datt mer och an d'Richtung denken, fir al Handwierksberufler nei ze beliewen. Dat ass eppes, dat net nëmme d'Madame Kulturminister ugeet, mä och d'Madame Éducatiounsminister, datt mer och vläicht kënnen méi investéieren an d'Restauratioun vun eisem Patrimoine, och mat gutt ausgebildeten Handwierker an deem Beräich.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. D'Madame Minister wëllt nach vläicht Stellung huelen. Madame Minister, wann ech gelift.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Merci, Här President. Ech soen der Chamber an och der Kulturkommissioun Merci, datt se ëmmer hëllefen, sämtlech Konventiounen vum Conseil de l'Europe, déi de Kulturberäich uginn, séier an zügel emsetzen. Dat hei ass een neit Beispill do derfir.

Mir sinn dann domadder och déi, déi erlaben, datt déi Konventioun hei kann tëschen de Memberstate vill méi séier a Kraaft trieden, well mir eis Prozedur hei séier virugedriwwen hunn. An et ass eng wichteg Konventioun, well se hëlleft, ze sensibiliséieren an ze weisen, datt et wichtig ass, d'Transmissioun, also d'Viruginn un déi Jonk, vun der Bedeitung vum Patrimoine culturel matanzebezéien.

An dat ass net nëmme de Patrimoine bâti. Deen ass et natierlech och. A wann ee seet: „Net alles, wat al ass, ass schéin“, mä dann och: „Net alles, wat nei ass, ass schéin“. An do, mengen ech, muss een déi richteg Balance halen. Mir hunn d'Instrumenter, fir den Inhalt vun där Konventioun hei emsetzen. Mir schaffen en neien drun an och um Virundreiwe vum Neimaache vum Gesetz vun '83.

Merci villmoos fir Ären Accord.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Minister. Den Här Bettel freet nach d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President. Hei ass e puermol d'Wuert vun der Gëlle Fra gefall. An dofir wier ech och interesséiert ze wëssen, wat eis Kulturminister da vun där Plaz hält, wou d'Gëlle Fra elo ass. Well jo eng ganz Polemik lancéiert ginn ass, vun enger Partei hei an der Stad, wollt ech och froen, ob se ganz kuerz eis do eng Äntwert kéint ginn.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Doriwwer brauch een näischt ze soen. Dat ass Gemengepolitik.

► **M. le Président.**- Ech mengen, dat ass elo haut net onbedéngt de Sujet vun der Diskussioun.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh! Aaahhh!

9. Ordre du jour (suite)

► **M. le Président.**- Mir kënnen leider och nach net zum Vote iwwert dëse Projet kommen. Dat soll awer an e puer Minuten de Fall sinn. En attendant hat d'Madame Err d'Wuert gefrot, fir eng Motioun ze déposéieren.

10. Dépôt d'une motion par Mme Lydie Err

► **Mme Lydie Err (LSAP), auteur.**- Merci, Här President. Ech wëll ganz kuerz eng Motioun hei déposéieren a se virstellen.

D'viregt Woch war am Conseil de l'Europe e Bericht iwwert den «traitement inhumain de personnes et le trafic illicite d'organes humains au Kosovo». Do ass et drëms gaangen, dass de Moment europäesch Autoritéiten amgang sinn opzeklären, an Zesammenaarbecht mat der EULEX, wat an deene schwierege Joren am Kosovo lass war, wou Leit an Détention secrète gehale gi sinn an, esou wéi et schéngt, elo erweisen ass, dass 6.000 Leit, déi verschwonne sinn, ganz vill wahrscheinlech derzou gedéngt hunn, en illegale Mënschenhandel mat den Organer ze dreuwe vun deene Leit.

Dat ass natierlech eng dramatesch Situation, a mir sinn opgefuerdert ginn an enger Resolutioun, déi zu Stroosbuerg ofgestëmmt ginn ass, all Memberstat soll säint derzou bäidroen, fir déi Faiten, déi do passéiert sinn, opzeklären; fir d'EULEX ze ënnerstëtzen; an dat froe mer also hei an dëser Motioun, déi ënnerschriwwen ass vun alle Memberen aus der Lëtzebuurger Delegatioun zu Stroosbuerg.

Mir froen eis Regierung, op alle Plazen, wou et méiglech ass, wahrscheinlech haaptsächlech um europäeschen Niveau, derfir ze surgen, dass d'Moyenen an d'Kompetenzen un d'EULEX esou definiert ginn, dass d'Opklärung vun dësen iwwer 6.000 Disparitiounen ka realiséiert ginn, an dass mer de September eventuell vun eiser Regierung hei presentéiert kréien, wou d'Affär drun ass a wat Lëtzebuerg derzou bäigedroen huet, fir dass déi Opklärung erbäikéint.

Merci.

Motion

Considérant

- que pendant la session de l'APCE du 24 au 28 janvier 2011 le rapport «Le traitement inhumain de personnes et le trafic illicite d'organes humains au Kosovo» a été discuté et une résolution adoptée;

- que ladite résolution votée invite les États membres à soutenir le combat contre l'impunité des auteurs de violations graves des droits de l'Homme en soulignant qu'il ne doit pas exister une justice des vainqueurs et une justice des vaincus;

- qu'au Kosovo il y a 6.000 dossiers de disparitions ouverts par le Comité international de la Croix-Rouge;

- qu'un groupe de travail existant a besoin du soutien de la communauté internationale pour que l'enquête indépendante puisse continuer afin d'éclaircir le sort desdits disparus;

- que pour qu'une telle impunité ne soit pas possible un rôle essentiel revient à l'EULEX, la Chambre des Députés invite le Gouvernement

- à œuvrer dans les enceintes internationales pertinentes pour permettre l'élucidation de l'affaire en question qui touche aux droits de l'Homme à savoir:

- à allouer à EULEX les ressources nécessaires, logistiques et en personnel hautement qualifié, pour faire face à la mission extraordinairement complexe et importante qui lui a été confiée;

- à fixer à EULEX un objectif clair et à lui accorder un soutien politique au plus haut niveau pour combattre le crime organisé sans compromis, et pour que la justice soit rendue, sans aucune considération d'opportunité politique;

- à engager tous les moyens nécessaires pour instituer des programmes efficaces de protection des témoins et

- à faire rapport à la Chambre à la rentrée parlementaire en octobre 2011.

(s.) Lydie Err, Fernand Boden, Anne Brasseur, Norbert Hauptert, Jean Huss, Marc Spautz.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Err. Mir kommen dann elo zum nächste Projet de loi 6060 iwwert déi géigesäiteg Unerkennung vu Rechtspriechnungen. Hei ass d'Riedezeit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just geschriwwen den Här Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

11. 6060 - Projet de loi relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojekt 6060 hält de gemeinsamen europäesche Rechtsraum weider konkret Formen un.

D'Prisongsstrofen, déi an engem europäesche Land vun engem Gericht gersprach ginn, müssen an deem anere Land ouni vill prozeduraalt Gedeessems kënnen exekutéiert ginn. Een Uerteel, wat zum Beispill vun engem Stroffergericht vun Athen gersprach gëtt, kritt hei am Land dees selwechte Stellewäert, wéi wann dat Uerteel zu Dikrech gersprach gi wier. Déi géigesäiteg Unerkennung vu Gerichtsuerteeler ass deemno och e Kärstéck vun der internationaler Justizsummenaarbecht.

Nieft dem Gesetz iwwert den europäeschen Haftbefehl aus dem Joer 2004 an dem Gesetz vun 2010 iwwert déi géigesäiteg Unerkennung vu Geldstrofe kréie mir elo hei am Land een drëtt Gesetz, dat déi géigesäiteg Unerkennung vu Strofuerteeler bannent der Europäescher Union regelt. Et sinn dat konkret Beispiller vun engem europäesche Rechtsraum. Dat bedéngt tëschen de Länner e géigesäitegt Vertrauen an déi jeeweileg Gerichtsinstanzen. Et heescht awer och eng géigesäiteg Akzeptanz vun dem Strofrecht an der Stroffprozedur.

Här President, éischtens ass de sougenannten Transfert vu Prisonnéier als solch net nei. En ass schonns an enger internationaler Konventioun vum Europarat aus dem Joer '83 festgeluecht, där eist Land och '87 bäigetrueden ass. Mat der europäescher Kaderdécisioun aus dem Joer 2008, déi mir mat dësem Gesetzesprojekt also eent zu eent emsetzen, ginn d'Konditiounen fir en Transfert vum Prisonnéier europawäit harmoniséiert a vereinfacht.

Bis elo hat am Kontext vun der Konventioun vum Europarat aus dem Joer '83 de Prisonnéier d'Initiativrecht, fir een Transfert an de Prisong vun engem anere Land unzefroen. Elo kréien d'Memberstaten d'Recht, fir den Transfert ze froen.

Déi grousse Neierung vun dësem Gesetzesprojekt ass déi, dass een auslännescht Uerteel, wat eng Prisongstrof festleet, automatesch, dat heescht ouni weider Appré-

ciation vum de Lëtzebuerger Gerichter, hei am Land unerkannt gëtt. Eng Prisongsstrof, déi zum Beispill ee belscht Geriicht gesprach huet, kann also zu Schraasseg ofgesiess ginn. Datselwecht zielt natierlech och am emgedréite Wee. Eng Prisongsstrof, déi vun engem Lëtzebuerger Geriicht gesprach gouf, kann och am Ausland exekutiert ginn.

An deem Sënn huet dëse Gesetzesprojet schonn e gewësse prakteschen Intérêt fir eist Land, well mir zu Schraasseg ganz vill auslännesch Prisonnéier hunn. Mat dem Initiativrecht fir eist Land kënnen heimad-der verschidde Prisonnéier vu Schraasseg an hiert Hierkunsftland zrëckgeschéckt ginn. Schraasseg kann also deelweis entlaascht ginn.

Niewent dëser méi praktescher Considération, wou sech déi konkret Auswierkungen awer nach musse weisen, ass den eigentleche kriminologesche Sënn vum Transfert vun engem Prisonnéier dee vu senger besserer sozialer Integratioun. An hei spillt net nëmme d'Nationalitéit vum Prisonnéier eng wichteg Roll. De Kritär vun der Reintegratioun an d'Gesellschaft berout op villen Elementer, wéi zum Beispill d'Famill, d'Sprooch, déi de Prisonnéier schwätzt, seng kulturell, sozial a wirtschaftlech Verbindungen. Den Intérêt vum Prisonnéier spillt dofir eng wichteg Roll.

Säin Averständnis fir den Transfert ass duerfir och mat der Kaderdécisioun an deene meeschte Fäll erfuerdert. Allerdéngs, an dat ass en zweete wichtege Punkt, geet déi europäesch Kaderdécisioun hei méi wäit. A verschidde Fäll kann en Transfert vun dem Prisonnéier gemaach ginn, ouni dass säin Accord duerfir néideg ass.

Dat ass éischtens de Fall, wou de Veruerteelte seng Prisongsstrof an deem Land soll ofsetzen, wou hien d'Nationalitéit huet an do wunnt. Konkret heescht dat: Wann en italienesche Statsbierger vu Roum op Lëtzebuerg kéint an hei zum Beispill eng Bank iwwerfällt an duerfir hei veruerteelt gëtt, da kënnen d'Lëtzebuerger Autoritéite froen, fir dass dës Prisongsstrof an Italien ofgesiess gëtt. Deen Transfert ka gemaach ginn ouni den Accord vun dem Prisonnéier.

De Prisonnéier muss och net gefrot ginn, wann den Transfert an dat Land gemaach gëtt, wou hien duerch d'Uerteel aus- oder zrëckverwise gëtt, respektiv wann den Transfert an dat Land gemaach gëtt, wou hie wéinst senger Strofdot ennergedaucht ass.

Drëttens féiert dëse Gesetzesprojet déi automatesch Unerkennung vun engem auslännesche Strofuerteel hei am Land an. Dat Eenzegt, wat gepréift gëtt, ass, ob den Tatbestand, deen zur Prisongsstrof gefouert huet, effektiv zu Lëtzebuerg strofbar ass.

Generell spillt also de Rechtsprinzip vun der sougenannter duebeler Incriminatioun, mat Ausnahm vun enger Rei vu schwéiere Strofdoten, wéi den Terrorismus, de Mënschenhandel, de Bedruch an den internationale Waffenhandel.

E spezielle Fall sinn awer d'Steieraffären. Mir kënnen hei am Land net soen, mir géifen een auslännescht Uerteel net exekutieren, well mir zu Lëtzebuerg déi Zort Steierdelikt an strofrechtleche Sënn net géife kennen. Konkret heescht dat: Wann op engem Steierdelikt an Däitschland eng Prisongsstrof gesprach gouf, kënnen mir d'Exekutioun vun dem däitsche Strofuerteel net refusieren, well den däitsche Steierdelikt net de Konditiounen, zum Beispill vun eiser Escroquerie fiscale, géif entsprechen.

Déi automatesch Unerkennung vun engem auslännesche Gerichtsuerdeel gëtt eigentlech nëmme refusiert a folgende Fäll: Wa schonn eng Veruerteelung wéinst deemselwechten Tatbestand zu Lëtzebuerg oder engem anere Memberstat stattfonnt huet. Hei handelt et sech ëm de sougenannte Rechtsprinzip vun dem „ne bis in idem“. Zweetens, wann déi veruerteelt Persoun manner wéi 16 Joer huet, oder wann d'Prisongsstrof, déi nach ofzesetzen ass, manner laang ass wéi sechs Méint.

Derniewent gëtt et eng Rei Fäll, wou et am Ermessungsspillraum vun de Lëtzebuerger Autoritéite läit, fir dat auslännescht Uerteel unzërkennen oder net. Dat ass zum Beispill de Fall, wann d'Strofdot sech ganz oder deelweis op Lëtzebuerger Territoire ofgespillt huet, oder wann déi beschëllegt Persoun net vun der Gerichtsprozedur selwer informéiert war, respektiv dass si net informéiert war, dass se e Recours hätt kënnen aleeën.

Véierte Punkt: Déi zentral Autoritéit, fir dëse Gesetzesprojet hei am Land ëmzesetzen, ass de Procureur général. Dat heescht, dass hien an der Praxis all d'Demanden traitéiere wäert, déi aus dem Ausland kommen. Mä emgedréit leet och de Procureur général all Demanden un auslännesch Autoritéite weider, wann zum Beispill eng Prisongsstrof vun engem Lëtzebuerger Geriicht gesprach gouf an am Ausland sollt exekutiert ginn.

Wéi leeft dat dann elo konkret of? Wann zum Beispill zu Lëtzebuerg en auslännescht Uerteel, wat Prisong virgesäit, soll exekutiert ginn, da kritt de Procureur général dat vun der auslännescher Zentralstell mat engem standardiséierten Zertifikat matgedeelt, an dee beinhalt all Informatiounen iwwert déi veruerteelt Persoun, d'Strofdot, déi si begaangen huet, d'Gericht, dat dat Uerteel gesprach huet, grad wéi eng Kopie vun dem Uerteel.

De Procureur général, dee kontrolléiert och, ob all déi Konditiounen, déi d'Gesetz virgesäit, respektiert sinn. An deemno kann d'Prisongsstrof dann och zu Schraasseg ofgesiess ginn. An der Praxis ass also déi Prozedur déiselwecht, wéi wann et sech ëm d'Exekutioun vun engem Lëtzebuerger Gerichtsuerdeel géif handelen.

Fënneften a leschte Punkt, Här President: Fir d'Aart a Weis vun der Exekutioun vun der Prisongsstrof zielt dat Lëtzebuerger Gesetz. Eng auslännesch Prisongsstrof, déi iwwert de Maximum erausgeet, deen d'Lëtzebuerger Gesetz fir dës Infractioun virgesäit, ka vum Procureur général och dofir erofgesat ginn. Wann am Ausland schonn en Deel vun der Prisongsstrof ofgesiess gouf, da gëtt dat selbstverständlech ugerechent. A géif zum Beispill de Grand-Duc eng Grâce sprächen oder et zu enger Amnestie kommen, da kann hei am Land déi weider Prisongsstrof selbstverständlech net méi exekutiert ginn.

Här President, dat waren, op eng méi oder manner praktesch Aart a Weis duergeluecht, déi Hauptpunkte vun deem Gesetzesprojet iwwert déi géigesäiteg Unerkennung vun de Prisongsstrofen. Ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport. E gouf och an der Justizkommissioun eestëmmeg ugeholl. De Rapport recommandéiert, dëse Projet de loi ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Roth Merci. Als éischten an och gläichzäitig leschte Riedner ass den honorabelen Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Ah, den Här Henckes kënt nach.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi den Här Roth et scho gesot huet, brauch ech net méi op de Projet de loi anzegoen, en huet déi meescht Detailer gesot. Et si just e puer Froen, déi ee sech stellt. Ech hat se och schonn an der Commission juridique gestallt.

Dat ass eng Kéier déi vum Artikel 100. De Parquet huet am Moment mat der Exécution des peines jo d'Méiglechkeet, bei enger Peine pénale, duerno bei der Exécution des peines verschidden Aménagementen ze maachen iwwert den Artikel 100. Den Artikel 100 ass dat, wat een a verschidde Länner nennt eng „libération anticipée“, a wou een da ka verschidde Konditiounen hu mam Artikel 100 hei zu Lëtzebuerg, wéi zum Beispill eng Interdictioun fir nees op den Territoire ze kommen.

Dat war eng vun deene Konditiounen, déi ganz oft komm sinn, wa Leit aus der

Groussregioun bei Trafic de drogues oder bei aner Strofdoten hei opgefall sinn, dass dann de Parquet général bei der Exécution des peines och esou Regele geholl huet. Déi falen dann ewech. A selbstverständlech kënnen mir net obligéieren, an engem anere Land, deemno wéi d'Konditiounen sinn, dat ze imposéieren.

Et muss een och soen, dass verschidden Détenuë sech wäerten d'Fro stellen, wéi de Regime vun der Exécution des peines an hirem Land ass. Zum Beispill a verschidde Länner gëtt et den „tiers peine“, dat heescht, no engem Drëttel vun enger Strof kann ee schonn erausgoen. Dat hu mir hei net. Dat heescht, fir verschidde Leit wäert et da schonn interessant sinn, fir kënnen ze kucken, ob se de Choix hunn, well heiansdo gëtt jo den Accord och nach vun der Persoun gefrot, wéi se sech entscheet.

Déi aner Saach ass, Här President, déi Fro, déi ee sech muss stellen, dat ass jo de Sursis probatoire. Ganz oft sprächen och d'Riichter am Fong e Sursis probatoire mat verschidde Konditiounen. No enger Prisongsstrof soe se, dat dote kritt dräi Joer fest plus dräi Joer op Sursis probatoire, wou déi an déi an déi Konditiounen dann dru sinn. Do gëtt et zum Beispill Konditiounen: trouver un emploi, ne pas fréquenter le milieu de la drogue, etc., etc.

Wéi gëtt dat vum Parquet am Ausland da suivéiert? Ass dann eng Déchéance vum Sursis méiglech, wann dat, wat de Riichter um Fong decidéiert huet bei engem Sursis probatoire, ass dat eng Déchéance, ass dat eng Cause de déchéance, oder fällt dann dee Sursis probatoire, souwisou d'Konditiounen fir d'Probatioun, dann och ewech?

An, last but not least, Här President, nach eng technesch Fro. Den Här Rapporteur huet et gesot, dass duerch deen heite Projet jo och verschidden Détenuë kënnen dann och vun den Dispositiounen profitéieren, dass an hirem Land dann och hir Peine exekutiert gëtt. Wéi vill, gëtt et do Zuelen, wéi vill Détenuen um Dag vun haut erfëllen esou Konditiounen, fir kënnen, wann een elo géif kucken, a kuerzer Zäit dann zrëck an hiert Land ze goen, fir hir Strof ofzesetzen? Dat wier net oninteressant jo awer ze wëssen, wat dat konkret elo heescht.

Wéi gesot, mir wäerten dëse Projet de loi och stëmmen, mä déi zwou Froen sinn do, de Sursis probatoire, den Artikel 100. Ech verstinn, mir mëschen eis net an duerno iwwert d'Exécution des peines am Ausland. Mä wann een e Sursis probatoire huet, dann ass dat normalerweis jo eng vun de Konditiounen, déi de Riichter hat, fir kënnen déi Persoun op eng riicht Bunn ze setzen. Gëtt dat dann och respektéiert, jo oder neen? Wéi gëtt dann de Suivi gemaach? Wie kann d'Déchéance vum Sursis sprächen?

An den Artikel 100, wéi gesot, war eng Mesure, déi de Parquet général oft benotzt huet, a si wäert dann hei, an deem heite Fall, net méi déi kënnen uséieren.

Voilà, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Ech soen nach eng Kéier dem Rapporteur Merci fir de komplette Rapport, a mir wäerten als DP awer och dëse Projet de loi stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. D'Wuert kritt elo den Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, och meng Remerciementer un den Här Gilles Roth, deen en exzellente mëndlechen a schrëftleche Bericht hei ginn huet. Ech wëll dorobber hiweisen, dass mer eng Konventioun vun 1983 hei schonn als Gesetz haten, esou dass e gewëssen Deel vun där Praxis, déi mer elo an d'Gesetz draschreiwien, just eng Continuatioun ass vun deem, wat besteet.

D'Fro, déi sech awer just stellt, dat ass: Wéi geet et an Zukunft weider mat Net-EU-Länner? Well déi Konventioun, déi mer virdrun haten, déi war jo méi wäit gefaasst. Duerfir wier et gutt, wa mer hei déi kleng Präzisioun kéinte kréien.

Déi aner Innovatioun ass déi vun de Steierdelikter. Do ass et evident, dass dat och wäert fir déi Leit gëllen, déi am Ausland wéinst Fraude fiscale condemnéiert gi sinn, an hirem Land, dass déi net kënnen op Lëtzebuerg kommen an do mengen, si

wieren an der Rou. Neen, do riskéieren déi natierlech deen Ablack ausgeliwert ze ginn.

Dann, wat d'Applicatioun selwer ugeet, mengen ech, wäert sech net vill änneren. Ech ginn e Beispill: Wa bei der Exécution des peines - ech ginn e Beispill -, wann e finnesche Prisonnéier, deen hei zu Lëtzebuerg am Prisong ass an zum Beispill zu néng Joer condemnéiert ginn ass, dee kéint normalerweis op Basis vum Artikel 100 no der Halschent vun der Zäit erauskommen, dat heescht no véieranenhalleft Joer.

► **Une voix.** - Kann en.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Kann, wann de Parquet averstanen ass. Mä wat mécht den normale finnesche Prisonnéier? E freet no dräi Joer säin Transfert a Finnland an de Prisong. Woufir? Well en do kann no engem Drëttel vu senger Zäit aus dem Prisong erauskommen! A meeschtens ass en dann no dräi Joer eraus, statt no véieranenhalleft.

Ech mengen, duerfir wier et gutt, Här Minister, wann op EU-Niveau och géif versicht ginn, fir eng gewëssen Harmoniséierung vun de Strofen ze kréien, well mer do e puer Schwiereregkeete soss hunn an deenen dote Saachen. Et ass zwar ganz interessant, mä ech wollt nuren dat Beispill uginn, fir ze soen, dass mer do e puer Schwiereregkeeten hunn, och wat d'Héicht vun de Strofen ugeet.

Dann eng lescht Fro. Wéi vill Leit sinn ongeféier concernéiert? Wann ech déi Zuele kucken, déi Prisonnéier, déi mer hunn. Ech mengen, et sinn der 600, déi am Prisong sinn. Duvunner sinn déi Statistiken, déi mer hunn, déi weisen aus, dass en Deel Ausländer do ass. Mä et weess een awer net - also EU-Bierger, ne -, mä et weess een awer net, ob déi Résidenten hei zu Lëtzebuerg sinn oder net.

Mä, egal wéi kann een awer rechnen, dass vläicht eng honnert Leit kéinten dovunner profitéieren. Mä ech hunn awer d'Impressioun, dass et hinnen net vill bréngt, dat neit Gesetz, well wa se de Choix hunn, hei am Prisong ze bleiwen, an engem Prisong, wou d'Qualité de vie awer méi héich ass wéi an deene meeschten aneren EU-Länner, dann huelen ech un, dass se heibleiwen. An et ass just nuren a Fäll wéi am finnesche Beispill, wou se wäerten den Transfert froen.

Dat gesot, wëll ech awer den Accord vun der ADR zu deem Gesetzesprojet bréngen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. D'Madame Lydie Err hat nach d'Wuert gefrot. Madame Lydie Err, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Eigentlech bleift net méi vill ze soen, nodeems de Rapporteur hei säin detailléierte Rapport virgestallt huet. Mä well elo meng Virriedner hei zu zwee déi Froen opgeworf hunn, déi am Fong an deemselwechten Zesammenhang spillen, mengen ech, kënt een op den Artikel 15 verweisen, dee seet, dass eng Condamnatioun, déi zu Lëtzebuerg exekutiert gëtt, hei exekutiert gëtt no eisem Recht. Dat heescht, dass et kloer ass, wat zu Lëtzebuerg geschitt mat Leit, déi hei hir Strof, déi se an engem anere Land, an engem aneren europäesche Land kritt hunn, ofsetzen.

An den Intérêt, ech menge soumadder ass et relativ kloer, wa se hei ofgesiess gëtt, a mir hunn den Artikel 100, da kënnen se natierlech net déi zwee Drëttel oder een Drëttel Proportioun vun hirer Strof invoquéieren. Dat ass de Prinzip aus der Konventioun.

► **Une voix.** - Dat ass schonns zegmol geschitt!

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Wann Der wëllt, ech si scho bal fäerdeg.

► **M. le Président.** - Lauschtert emol no! D'Madame Err huet elo emol d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Dat ass de Prinzip, deen an der Konventioun steet. An ech mengen, laascht deen Artikel féiert op deem Punkt net ganz vill derlaascht.

Ech wollt awer zrëckkommen op dat, wat den Intérêt vu Lëtzebuerg ass vun dëser Konventioun. Wann ee weess, dass den



Undeel vun Netlëtzebuenger an eise Pri-
song, dës sécherlech dee gréissten Deel
europäesch Bierger sinn, da kéint een
theoretisch jiddefalls sech erwaarden, dass
eise Prisong géif entlaascht kënne ginn,
wann déi heite Konventioun a Kraaft trëtt.
Mir hunn also a priori en Intérêt drun,
wann et net esou wier, wéi den Här Hen-
ckes elo just hei gesot huet, dass am Ver-
glach zu de Prisongen an anere Länner
eise Prisong eigentlech vill besser aus-
gesäit, wat d'Hygiène a wat d'Kondi-
tiounen ubelaangt. Sou dass een, mengen
ech, muss realistesch bleiwen a keng ze vill
grouss Hoffnungen hunn.

Et ass vläicht och eng gutt Geleeënheet
hei, fir ze soen, dass dat heite keng Kon-
ventioun ass oder eng Direktiv ass, déi et
engem erlabe kann, ouni de Wëlle vun
deene concernéierten Autoritéiten e Shop-
ping ze maache vun deem favorabelste
Gesetz, wat d'Exécution des peines ube-
laangt, well eben en Accord vum Parquet
an den Accord vun deem Betreffene muss
do sinn. Sou denken ech, dass een der
Exekutioun oder der Mise en vigueur vun
dëser Direktiv oder der Ëmsetzung vun der
Direktiv ka ganz gerousam entgéint-
kucken.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame
Err. Den Här Bettel huet nach eng Kéier
d'Wuert gefrot.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President,
wéi et gesot ginn ass, a verschidde Fäll
huet den Détenue de Choix, fir a sengem
Pays d'origine, a wou en och seng Rési-
dence habituelle huet, seng Strof ofze-
setzen. An dann huet en de Choix dann,...

(Interruption)

...selon l'exécution des peines, wann en
hei zu Lëtzebuerg jo eng Strofdot ge-
maach huet an hei condamnéiert gëtt,
huet e jo d'Recht dann och, fir - Dir hutt e
Fall aus Italien geholl - an Italien seng Strof
ofsätzen ze goen.

An dowéinst, ech soen, et ass jo kee
Reproche, deen ech maachen, Här Pre-
sident, ech soe just, dass den Artikel 100
oder d'Sursis probatoires hei dann e bësse
caduc kënne sinn a verschidde Fäll.

Eng aner Fro, Här President, déi ech vir-
drue vergiess hunn - duerfir hunn ech mer er-
laabt, d'Wuert nach eng Kéier ze froen:
Wann den Här Justizminister elo scho bei
eis kënnt, wëll ech och an deem Kontext
wëssen, wéi et ass. An deem heite Fall
schwätze mer jo vun enger Application
vun enger Peine. Et ass de Parquet gé-
néral, dee sech drëms këmmert. De Parquet
général ass awer d'Partie poursuivante am
Prozess an éischter Instanz, an zweeter In-
stanz.

Wier et wierklech net opportun haut, eis
och ze soen, ob e Juge d'application des
peines elo zu Lëtzebuerg wäert kommen,
dee sech och dann em dës Saache géif
këmmern?

(Interruption)

An ier mer d'Applikatioun vun de Peinen...
Gelifft?

► **M. François Biltgen, Ministre de la
Justice.** - Här Bettel, dat hunn ech eng Kéier
hei grouss annoncéiert, do hat Der wahr-
scheinlech keng Zäit, mer nozelausch-
teren.

Ech bestätegen dann, dass et esou ass, wat
ech schonn eng Kéier gesot hunn an dëser
Chamber.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, mä ech
wëll dann nach eng Kéier insistéieren, wéi
wichtig dass et ass. Well mir si jo och, Dir
wësst jo, dass eng Affaire pendante zu
Stroosbuerg ass, wann ech mech net iren.
Ech weess net, ob do schonn en Uerteel
gesprach ginn ass oder net.

Mä et ass delikat, dass een op enger Säit
d'Partie poursuivante ass, an op där anerer
Säit déi duerno muss decidéieren, ob een
da lafe gelooss gëtt an den Aménagement
vun enger Peine. An dowéinst encoura-
géieren ech de Minister wierklech esou
séier wéi méiglech, dass mer do kënne
légiféieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här
Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Justizmi-
nister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la
Justice.** - Da maache mir dat.

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. François Biltgen, Ministre de la
Justice.** - Jo, Merci, Här President. Merci
dem Rapporteur, fir hei e relativ komplexe
Projet anschaulich duergestallt ze hunn,
an e Projet, deen an deem Sënn wichtig
ass fir Lëtzebuerg, well mir zu Lëtzebuerg
eng ganz grouss Population carcérale
hunnen an do ganz vill och Leit sinn, déi net
zu Lëtzebuerg wunnen.

Ech fänke vläicht mat deene Statistiken un,
déi ech lech ka ginn, fir einfach emol ze
soen, ouni kënne - Här Bettel an Här
Henckes - drop ze äntwerten, wéi vill Leit a
Fro kommen, well do muss ee jo aner Kon-
ditiounen kucken.

Ech wëll lech einfach d'Zuel soen, wéi et
haut zu Schraasseg war. Haut de Moien
hate mer 578 Leit zu Schraasseg. Do huele
mer dann néng Mineuren ewech a 14 Leit
en rétention. Dann hu mer nach 289
Condamnés an 275 en détention préven-
tive, als Untersuchungshäftlingen, déi jo
an enger zweeter Phas sollen op den
Ueschterhaff kommen. Fir et nach eng
Kéier ze soen: Also déi, déi komme jo net a
Fro. Ech schwätzen hei just vun de
Condamnéierten.

Elo hunn ech net fir d'Condamnéierten
eng Zuel Résidenten, Non-Résidenten. Ech
hu se e bësse fir dat Globaalt. Gitt emol
dovunner aus, dass ee kann hallef an hallef
ëmmer kucken, Condamnés an Détenus.

Mir hunn insgesamt 241 Non-Résidents zu
Schraasseg. Wéi gesot nach eng Kéier, dat
sinn net alles Condamnés. Gitt emol ein-
fach dovun aus, et ass ongeféier d'Hal-
schent. A vun deenen 241 sinn 139 EU-
Résidenten. Also, da gesäit een ongeféier,
vu wéi vill Leit mer kéinte schwätzen.

Et bleift awer derbäi, dass et fir eis scho
wichtig wär, grad wéi an der Vergaangen-
heet, fir Leit kënne an en anert Land ze
kréien.

Nun hu mer déi Konventioun, an déi be-
hale mer. D'Fro ass gestallt: Wéi geet et an
Zukunft weider? Déi Konventioun bleift jo
bestoen. Hei kënnt fir d'EU-Bierger eppes
derbäi iwwert d'Konventioun eraus.
D'Konventioun huet fir Lëtzebuerg fol-
gende Klompfouss gehat: Et muss een
d'Accord sinn. An ech hat jo eng Kéier eng
Delegatioun mat vun der Chamber an de
Prisong, a wann Der lech kënnt erënneren,
wat de President vun der Delegatioun
gesot huet, e sot, en hätt ni..., e wär scho
vill an der Welt gewiescht, mä en huet
nach ni esou ee schéine Prisong gesi wéi
hei!

(Hilarité)

Just fir dat ze soen. Dat hänt ëmmer
dovun of, vu wou ee kënnt. Ech wëll dat
net als Luef gesinn. Mä ech soe just, wann
een d'Konditiounen kuckt bei eis, déi net
gutt sinn, un deene mer schaffen, an
d'Konditiounen am Ausland, ass et esou,
dass vill Leit net onbedéngt wëllen an
d'Ausland zrëck.

Ee vun de Virdeeler vun dëser Décisioun
ass jo, dass de Consentement net ëmmer
ginn ass. Notamment, wann een d'Natio-
nalitéit vun deem Land huet, vun deem
mer schwätzen. Duerfir, soen ech nach
eng Kéier, si fir eis - Här Henckes - elo
manner déi Drëttstaatler wichtig, mä déi
Länner, déi ronderëm eis sinn, wou ganz
vill Leit hei sinn, fir mat deene kënne méi
effikass Leit zrëckzeschaffen. Dat si jo awer
dann och ziviliséiert Länner.

Ech wëll nämlech drun erënneren, wa mer
nämlech vun Drëttstate schwätzen, dass
ee wesentleche Punkt an där ganzer Déci-
sion-cadre ass, dass mer awer musse
kucken, wou een een hischéckt. Also,
d'Menscherechter stinn awer nach ëmmer
vir. Also, et geet net drëm, iergendwou
een hinzeschrecken, wou en dann awer
wierklech aner Geforen ageet, wéi wann e
géif zu Lëtzebuerg bleiwen.

Duerfir mengen ech, ass déi Drëttstat-
diskussioun eng, déi eis elo manner be-
schäftegt, mä fir eis si wichtig Frankräich,
Belsch, Däitschland, aner EU-Staten, mä
virun allem déi doten dräi, fir mat deenen
ze kucken, dass do méi Leit kéinten hir
Strof bei deenen ofsätzen oder net. Dat
elo emol fir d'Envergere.

Et ass also schonn e wichtige Projet. An et
gëtt eng Plus-value par rapport zur Kon-
ventioun, well et net méi eleng de Consen-
tement ass vum Prisonnier, deen aus-
schlaggebend ass.

Da sinn déi Froen, déi de Xavier Bettel ge-
stallt huet, richteg an och einfach ze be-
äntwerten a folgendem Sënn: D'Logik vun
dëser Décision-cadre ass, dass, wann ee bis
an engem anere Land ass, déi Regele vun
der Exécution des peines spillen. Et gëtt
Länner, do gëtt et Peine illimitée. Also
längst Liewen. Bei eis net. Et ass ganz
kloer, dass, wann een an engem Ausland
zu längst Liewen, enger Peine incompres-
sible liewenslaang, déi net kann erofgesat
ginn, wat et ka ginn a verschidde
anere Länner, condamnéiert ass, spillt dat
net fir eis. Bei eis spillt dann déi Héchst-
strof, déi mir virgesinn. An ech mengen,
dass dat och richteg ass.

Richteg ass natierlech op där anerer Säit,
Här Bettel, dass dann eisen Artikel 100 net
am Ausland applizéiert ass. Respektiv rich-
teg ass och, dass, wann een an d'Ausland
geet, e kann do schonn éischter eraus-
komme wéi bei eis, dass dat ass.

Mä do kommen ech op en anere Punkt
zrëck: Do ass jo awer d'Opportunitéit vun
dem Procureur général wichtig. Wa mir
net wëllen ee froen, an dat anert Land ze
ginn - et ass jo net deen, deen elo seet:
„Wou ass de Prisong, dee mir am beschte
gefält?“ Da kënnt derbäi de Consen-
tement. Mä nach eng Kéier: Et ass de Pro-
cureur général, deen decidéiert, ob en ee
wëllt an d'Ausland schécken oder net.
Dann ass natierlech d'Contrepartie, dat ass
dat, wat Dir gesot hutt, dass mir net méi
kënne eisen Artikel 100 duerno applizéie-
ren. Domadder musse mer liewen. Mä wéi
gesot, et bleift nach ëmmer d'Opportu-
nitéit hei vum Procureur général, fir déi
Dossiere weiderzedriewen oder net weider-
zedriewen.

Sou dass ech mengen, dass insgesamt - ier
dass ech op Är aner politesch Froe kom-
men, Här Bettel - dësse Projet de loi eis méi
Méiglechkeete gëtt, fir eng Partie Leit, déi
wierklech besser hir Strof kënne an hirem
Ursprungsland ofsätzen, fir déi an hiert
Ursprungsland zrëckzeginn, an dass mer
doduerjer awer och vläicht dann e bëssel-
che manner Leit am Prisong hunn.

Ech hu gesot 584. Wéi ech d'Prisongs-
reform - d'Iddien - virgestallt hunn, ware
mer op 634. Mä och 584 sinn nach eng
Iwwercapacitéit par rapport zu deem, wat
mer effektiv zu Schraasseg hunn. Dat
heescht, dat heite gëtt eis eng Méiglech-
keet, dat ze maachen. An et kënnt och der-
bäi, dass mer d'Justizministeren an Europa
och e Wëlle gewisen hunn, fir dat dote vill
méi mateneen auszuschaffen. Also, dat ass
fir Lëtzebuerg schonn duerfir e ganz wich-
tege Projet, dee mer haut stëmmen.

D'Fro, wéi geet et weider mat dem Juge
d'application des peines? Et ass effektiv en
Uerteel komm. Dat läit do, dat Uerteel vu
Stroosbuerg - ech weess den Numm net
méi, mä Dir kënnt e gare kréien -, wat
effektiv seet, dass muss e Recours sinn. Et
seet net, e Juge d'application des peines,
dat Uerteel vu Stroosbuerg. Et seet, et
muss e Recours sinn.

Ech hunn eng Kéier hei an der Chamber
deklaréiert, dass ech wëll méi wäit goen
als Justizminister. An do schaffe mer och
bei eis drun. Dat heescht, mir wëllen net
nëmme e Recours virgesinn. Mir wëlle
géint d'Sanctions disciplinaires, déi am
Prisong ëmmer kommen, do wëlle mer e
Recours virgesi bei de Geriichter.

Mä wat d'Application des peines ube-
laangt, des peines privatives de liberté
selbstverständlech, do wëlle mer e Richter
hunn, a mir gi méi wäit. Mir wëlle wier-
klech net ee Juge d'application des peines,
mä mir wëlle souwuel an éischter wéi an
zweeter Instanz e Kollegium.

Dat ass ëmmer eng schwierig Décisioun,
fir ee fréizäteg erauszeloosen. Dat ass eng
Décisioun, déi ganz schwierig ass, well
wann et eng Kéier schifgeet, da mécht
deem, deen dat decidéiert huet, sech herno
noutgedronge Virwërf. An dat ginn dann
ëmmer politesch Skandalen an all Land.

(Interruption)

An ech mengen, elo läit et genee...

Voilà, just déi Diskussioun. A fir där och vir-
zebeugen, wëlle mer da léiwer och eng

Chambre d'application des peines maache
mat enger Appellinstanz, wou den Dossier
selbstverständlech virbereet gëtt. Dee
muss virbereet gi vun all deenen Instan-
zen, déi virdu sinn.

D'Décisioun um Fong gëtt geholl. Fir
all déi aner Sanction-disciplinaires, déi
ëmmer muss eng Prisongsverwaltung, déi
jo dann an Zukunft och dem Justizminister
ënnerstallt gëtt, wat elo net de Fall ass...
Se si jo net dem Justizminister ënnerstallt,
och wann de Justizminister ëmmer muss
d'Fro beäntwerten. Mä d'Verwaltung gëtt
dann dem Justizminister ënnerstallt. Wann
d'Verwaltung Sanction-disciplinaires oder
esou aussprécht, da gesi mer dann och e
Recours vir, e Recours bei och deenen dote
Riichter. Also, dat ass eppes, wou ech da
gären hei nach eng Kéier bestätegen, dass
mer dohinnerginn. Mir ginn also méi wäit
wéi dat, wat zu Stroosbuerg gesprach
gouf.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här
Justizminister. Domadder wäere mer um
Enn vun der Diskussioun.

Mir kéimen elo zum Vote iwwert de Projet
de loi, an der Hoffnung, dass eis Ma-
schinne fonctionnéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi per-
sönlech Stëmme. De Vote par procu-
ration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6060 ass ugeholl mat 57
Jo-Stëmme.

Résultat définitif après redressement: le projet
de loi 6060 est adopté à l'unanimité des 59
votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval
(par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt
(par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand
Boden, Lucien Clement, Mme Christine
Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen,
Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden,
Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill
Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-
Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel
Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf,
Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel,
Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien
Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond
Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia
Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme
Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen,
Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia
Dall'Agnol), Lucien Lux, Roger Negri, Ben
Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier
Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand
Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel),
Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo
Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix
Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et
Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen,
Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete
Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert
de Projet de loi 6220.

12. 6220 - Projet de loi portant approbation de la Convention- cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005 (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi per-
sönlech Stëmme. De Vote par pro-
curation. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6220 ass uegheoll mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6220 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6144.

13. 6144 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6144 ass uegheoll mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6144 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer elo zu der Motioun vum Här Claude Adam iwwert den neien Agrarcenter. Hei hu sech schonn ageschriwwen: déi Hären Etgen a Colombero. An elo huet den Här Adam d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

(Interruption)

Den Här Diederich schreift sech och nach an.

14. Motion de M. Claude Adam relative à l'implantation du nouvel «Agrarcenter» à Colmar-Berg Exposé

(Brouhaha général)

► **M. Claude Adam** (déi gréng), auteur.- Här...

Ech waarden emol nach.

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Adam zu deem wichtige Sujet nozelauschteren!

► **M. Claude Adam** (déi gréng), auteur.- Merci, Här President. Merci, datt ech nach eng Kéier kann iwwert déi Motioun, déi ech de 27. Januar 2011 hei déposéiert hunn, schwätzen an erklären, em wat datt et eis geet.

Mir wëssen, datt an den Agrarmilieuen zënter méi Laangem en neie Site gesicht gëtt fir en neie Centre agricole. Do gëtt et och eng Rei Ursachen derfir, firwat datt dee Site gesicht gëtt. Eng Rei si finanzieller Natur. Eng Rei si ganz einfach urbanistescher Natur.

Ech mengen, mir wëssen et alleguer, datt op deemselwechte Site och e Schluecht-haus steet, wat 2004 opgehale huet mat Schluechten a souguer den 11.12.2010 seng ganz Produktioun agestallt huet. Mir wëssen och, datt méttlerweil op deem Site zwee Lycéeeën amgaange si gebaut ze ginn, déi den Hierscht solle fäerdeg ginn. A mir wëssen och, datt d'Gemeng Miersch zesumme mam Intérieur a mam Aménagement du Territoire eng Consultation rémunérée gemaach huet, fir ze kucken, wéi de Site sech ka positiv entwéckelen, och am Intérêt vu Wunnen a Schaffe ronderëm d'Gare.

Et ass also gewosst, en neie Site muss hier. An déi Sich ass scho méi laang amgaangen. Dat steet dann och an der Motioun. Schon 2009 ware Verhandlungen tëschent dem Verband an der Gemeng Colmar-Bierg. Dunn ass awer kuerz virun de Wahlen 2009, virun de Chamberswahlen 2009 op enger Wiss zu Miersch gesot ginn: „Elo hu mer en neien Terrain fonnt, an zwar zu Pëtten bei Miersch.“

Dat war eng Décisioun, déi ganz ëmstridde war vun Ufank un. Do waren eng ganz Rei Ëmweltorganisationen op d'Barrikade geklomm. An och déi Proposition huet dozou gefouert, datt eng Biergerinitiative entstanen ass. Mir hunn och als Gréng direkt gesot, dat do ass eng ganz onglécklech Wahl vun engem Terrain, deen dierft een am Fong geholl guer net a Betruecht huelen.

Mir haten och, de Camille Gira an ech selwer, eng Question parlementaire gestallt un den deemolegen an aktuelle Minister Marco Schank, datt d'Regierung sech sollt aschalten an aktiv hëllefen, e Site sichen. Mir sinn nämlech der Meinung, datt een neie Site fir en Agrarcenter eng national Aufgab ass an net just eng lokal dierft sinn, an datt et do wichtig ass...

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Adam nozelauschteren!

► **M. Claude Adam** (déi gréng), auteur.- Merci fir d'Ënnerstëtzung, Här President.

(Interruptions)

Mir sinn dann och frou, och wann de Minister deemools eis an der Question parlementaire géantwert huet, dat wier e private Projet an dat wier nach net un der Regierung, fir do ze hëllefen; mir sinn awer frou, datt mer dann elo d'Kéier kritt hunn

an datt mer da gesinn hunn, datt de Minister sech ageschalt huet. En hat Gesprächer mat der Colmer Gemeng, an dat huet dozou gefouert, datt de 16. Dezember 2010 de Colmer Gemengerot an enger Décisioun festgehale huet, datt dann deen Agrarcenter soll op Colmar-Bierg kommen niwient déi Testpist, déi zu Colmar ass.

Voilà, dat wier am Fong geholl dat Wichtigst...

(Hilarité)

...zu deem Projet.

Mir sinn der Meinung,...

(Interruption)

...datt et wichtig ass, datt mer kënnen plangen. Et ass souwuel eng SUP, eng strategesch Ëmweltprüfung fir den Terrain zu Miersch gemaach ginn. Elo muss erëm eng gemaach gi fir deen Terrain vu Colmar. Et si Pläng gemaach ginn, wann een d'Implantatioun zu Colmar géif maachen, déi sinn do erëm ugepasst ginn, wann een d'Implantatioun géif zu Miersch maachen. An elo muss ee se erëm upassen.

Mir si schonn der Meinung, datt et wierklech wichtig ass, datt hei Planungssécherheet ass, datt de Verband och weess, a wéi eng Richtung datt e soll plangen an datt sech soll organisieren.

Mir wieren duerfir frou, wann d'Chamber géif d'Regierung ënnerstëtzen op deem Wee, dee se dann elo anscheinend bereet ass ze goen, datt méiglechst schnell kënnen Neel mat Käpp gemaach ginn. An zwar op deem Site zu Colmar, deen, ech mengen, eng ganz Rei - à première vue op alle Fall - Avantagen huet, souwuel landschaftsplaneresch wéi naturschütteresch, par opposition zu deem Site zu Pëtten bei Miersch.

Ech soe Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Landwirtschaft, déi lëtzebuergesch an déi europäesch, mécht ee permanente Stresstest mat. Déi verschidde Krisen, d'Wirtschafts-, d'Finanz- an d'Energiekrisen haten an hunn Auswierkungen op d'Mäert vun de landwirtschaftleche Basisprodukter. Dës Mäert si méi volatil ginn. Dorobber muss reagiert ginn. Och hei zu Lëtzebuerg.

Och hei zu Lëtzebuerg brauche mer méi modern Veraarbechtungsinstrumenter. Mir müssen eng offensiv Entwécklungsstrategie dévelloppieren. Duerfir müssen eis Genossenschaft wuessen, fir den Zougang zu Mäert ze behale respektiv op nei Mäert virzedrängen. Mir müssen d'Genossenschaftswiese méi no un d'Bauere bréngen, fir d'Genossenschaftsbewusstsein ze stäerken an hir Aariichtungen op eng breet Basis ze stellen.

D'Landwirtschaft kann net onni effizient an zentral Strukturen auskommen. D'Landwirtschaft brauch een Agrarcenter, an et dierft keng zousätzlech Zäit verluer goen.

D'Primärprodukter müssen hei am Land weiderverschaft ginn, fir eng Plus-value ze schafen. Mir dierfen eis op kee Fall vum Ausland ofhängeg maachen. Duerfir muss deen neien Agrarcenter esou séier wéi méiglech realiséiert ginn. Et ass ee Projet vun nationaler Bedeitung.

Mir müssen d'Landwirtschaft als ee vun de Motore vun eiser Gesellschaft stäerken. D'Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg, dat si ronn 2.250 Betriber, déi 130.000 ha Land notzen. Ronn 1,8% vun der aktiver Bevölkerung schaffen an der Landwirtschaft.

Här President, dës Landwirtschaft ass zënter Jorzéngten op eng seriö Aart a Weis op der Sich no engem neie Standuert. Si huet ëmmer grouse Wäert op Transparenz geluecht a war dobäi bei de successive Regierungen ëmmer am Kontakt mat den zoustännegen Administratiounen a Gemengen. Hei zu Lëtzebuerg ass et definitiv net einfach, en Terrain ze fanne mat zentraler Lag am Land, dee gutt un d'Verkéiersnetz uegbonnen ass, dee mindestens

néng Hektar grouss ass an dobäi och nach disponibel ass. Net all Gemenge sinn och vis-à-vis vun der Implantatioun vun esou engem Projet positiv gestëmmt.

D'Gemeng Miersch huet eng responsabel Haltung ageholl a wollt hëllefen, ee Projet vu 50 Milliounen Euro Invest mat 120 Aarbechtsplaze méiglech ze maachen. Miersch sollt de landwirtschaftlechen Zentrum vun Land bleiwen. An hirem Entwécklungsplang ass och virgesinn, déi bestehend agroindustriell Aktivitéiten op der Mierscher Gare ze delokalisieren.

Miersch fillt sech dem Agrarsecteur verpflichtet als Secteur primaire vun der nationaler Economie, an dat ëmsou méi, well mat engem Agrarzentrum Aarbechtsplazen erhale respektiv neier geschafe ginn, an esou ee Projet där lokaler a regionaler Economie zeguttkënn.

Parallell kann op der Mierscher Gare een neie Wunn- a Geschäftsquartier entstoen. D'Gemeng Miersch wollt d'Jalone setzen, fir sech als Stad am Zentrum vun eise Land ze positionieren mat engem komplett neie Stadquartier. Do sollt een neie Lycée kommen, Wunnenge gebaut ginn, Geschäfte, a Plaz fir Sport a Kultur sollen dohinner kommen, op engem honnertprozenteg IVL-kompatible Site. Een aus landesplanerescher Siicht luewenswäerte Projet mat Virbildcharakter.

Här President, ech wëll d'Gemeng Miersch ausdrécklech luewe fir hire Courage an hiren Initiativgeescht am Dossier Agrarcenter. Si hat net den Nimby-Reflex, mä huet sech aktiv agesat, fir der Landwirtschaft weiderzëhëllefen, dat mat der Ënnerstëtzung vun der deemoleger CSV/LSAP-Regierung.

(Interruption)

Ech hunn et virdu gesot, d'Realisatioun vun engem Agrarcenter dierft net weider verschleift ginn. Mir dierfen d'Landwirtschaft net am Ree stoe loossen. Genuch wäertvoll Zäit ass verluer gaangen. Genuch Geld ass an Etüden a Planunge gestach ginn. Mir müssen onni gréisser Polemik désen Dossier weiderdreien.

Ech muss duerfir och soen, datt ech u sech de Sënn vun dëser Motioun net wierklech agesinn, wann ech op där anerer Säit gesinn,...

(Interruptions)

...wat fir eng Décisioun vun der Regierung an entre-temps vun der Gemeng Colmer-Bierg getraff gi sinn. Ech hunn d'Gefill, wéi wann hei oppen Dieren age-rannt géife ginn...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. Fernand Etgen** (DP).- ...a vläicht souguer de lokale Gemengewahlkampf zu Miersch sollt lanciert ginn.

► **Une voix.**- Oioioi!

► **Une autre voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Ech halen et juristesch och fir diskutabel, sech op ee Plan sectoriel ze beruffen, deen nach net gesetzlech bindend ass.

Well et awer esou ass, datt et eisen ausdréckleche Wunsch un d'Regierung an déi betraffe Gemeng ass, fir d'Genehmigungsprozeduren ze accélérieren a well et och de Wunsch vun eis un all aner Mouvementer ass, fir d'Realisatioun vun engem neien Agrarcenter net opzehalen a konstruktiv matzeschaffen, droe mir d'Motioun mat, och wa se, wéi gesot, an eisen Aen oppen Dieren arennt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions diverses)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. An elo kritt den Här Colombero d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Dergéint geschwat an derfir gestëmmt!

(Interruptions diverses)

► **M. Jean Colombero** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, betreffend dës Motioun vun Här Adam si mir der Meinung, dass dat nach ëmmer dee beschten an optimaalsten ass.

(Interruptions)



Jo.

► **M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Dir sidd och e bëssen hannendran.

► **M. Jean Colombera** (*ADR*).- Neen, mir sinn net hannendran, Här Gira. Mä op Basis vum Gesetz vun 1956 an op Basis vum Arrêté grand-ducal vun 1958, dat gehéiert nach ëmmer de Baueren. An eis Fro ass, dass mer do da vläicht awer d'Baueren enteegeenen, an dat wier vläicht net déi richteg Aart a Weis.

Mir mengen, dass déi Infrastruktur, déi zu Miersch ass, déi misst moderniséiert ginn, déi misst revaloriséiert ginn. An et wär ganz interessant, wann d'Regierung eis géif eng Etüd presentéieren, wat dat alles géif kaschten, wann dat moderniséiert géif ginn.

(Interruption)

An dann duerno kéinte mer vläicht nach driwwer diskutéieren iwwer en anere Site. Mä bon, dat heiten ass eng Diskussioun, déi misste mer vläicht an der Chamberskommissioun ganz eescht diskutéieren. An hei, mengen ech, ass déi falsch Plaz.

Mä trotzdeem, fir eis ass et net logesch, dass eis gréng Kolleegen esou ee Site wéi vu Miersch mat enger ganz gudder Zuchverbindung einfach opginn an dann esou ee Site wéi Colmer-Bierg proposéieren, wou absolut keng Zuchverbindung ass, wou natierlech de Chaos...

(Interruption)

...virprogramméiert ass.

► **Une voix**.- Do ass dach eng Gare.

► **M. Jean Colombera** (*ADR*).- De Chaos ass virprogramméiert, an do gesi mer awer wierklech keng Logik. An dofir, Här President, sprieche mer eis géint dës Motioun hei aus, well dat heiten net déi optimaalste Léisung ass.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert huet den Här Lux gefrot. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Dir schwätzt ëmmer vum öffentlechen Transport, an elo gitt Der vum öffentlechen Transport ewech.

(Interruptions)

► **M. le Président**.- Hei, wann ech gelift! Ech hält elo gär, dass Der dem Här Lux géift nolauschteren.

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt net vill Bemierkunge maachen zu dem Här Adam sengen Explikatiounen, wat de Werdegang vun deem Projet ubelaangt. Dozou wär munches ze soen. Tatsaach ass - an ech mengen, dobäi soll een elo bleiwen -, dass den Agrarcenter déck néideg ass, dass e realiséiert gëtt. Seng Importenz, mengen ech, ass hei vu jiddweringem nach eng Kéier ervirgehewe ginn, an ech wéilt dat och fir eis Fraktioun maachen.

Allerdéngs, a bis dohinner hunn ech bal bis zum Schluss den Här Etgen suivéiert... Hie war a senger Argumentatioun um gudder Wee, mä en huet zum Schluss d'Kéier net richteg kritt.

(Hilarité)

An duerfir wéll ech d'Kéier elo richteg zéien, andeem ech wéll soen, dass mir der Meenung sinn, dass dës Motioun superfétatoire ass. Si ass sans objet. D'Regierung huet an deene leschte Wochen no bausse kloer communiquéiert, dass se sech fir dee Site zu Colmer-Bierg elo géif staarkmaachen an och géif am Respekt vun alle Prozeduren, am Respekt vun alle Gesetzgebungen derfir suergen, dass de Projet do soll Realitéit ginn.

De Minister Schank ass dofir eng ganz Rei vu Weeër getréppelt, fir an déi Richtung ze kommen, an ass dobäi och vum Landwirtschaftsminister aktiv ënnerstëtzt ginn.

De Gemengerot huet eng Décisioun an déi Richtung geholl. Ofstëmmunge vun deenen engen a vun deenen aneren am Gemengerot vu Colmer-Bierg hunn eis hei net ze interesséieren.

D'Tatsaach ass also déi, dass d'Regierung ganz kloer an déi Richtung do wéllt goen. Mir ënnerstëtze se doranner. Si soll virummaachen, fir dass de Projet esou schnell wéi méiglech realiséiert gëtt, mä mir brauche keng Motioun vun deene Grénge, fir eis an der Regierung an der Koalitioun ze soen, a wat fir eng Richtung mer wéllt goen. Et ass déi doten, déi mer wéllt goen.

Dofir wéllt ech an Anlehnung un dat, wat den Här Etgen gesot huet, soen: Hei ass eng Motioun, déi net nëmme oppen Dieren aleeft, hei ass schonn eng Motioun, déi oppe Scheierpaarten aleeft.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Lux. Den Här Schiltz huet d'Wuert gefrot. Här Schiltz, wann ech gelift.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (*CSV*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een d'Saachen a laange Wieder soen, et kann ee se a kuerze Wieder soen. De Kolleeg Lux huet se a kuerze Wieder gesot. Ech probéiere se och nach a méi kuerze Wieder ze soen.

Déi éischt Remarque ass déi, dass et evident ass fir eis Fraktioun - an ech schwätzen do mat der Kraaft vun deene 26 Deputéierten, déi ech hei verrieden -, dass mer deen Agrarcenter brauchen, dass en och séier soll kommen. Et ass essenziell, dass d'Landwirtschaft nei an zousätzlech Méiglechkeete kritt, fir hir Produkter ze transforméieren, fir se ze veraarbechten.

Nëmme esou kann déi Landwirtschaft sech positionéieren, insbesondere am Intérêt vun eis alleguer. Well déi Produkter, déi operéiere jo net am lofleere Raum. Dat si Produkter, déi mir haaptsächlech hei am Land consomméieren. Duerfir ass et och wichtig, dass Méiglechkeeten opgemach ginn, fir dass déi Produkter kënnen transforméiert a veraarbecht ginn. Duerfir si mir voll a ganz averstane mat deenen, déi soen, dass mer deen Agrarcenter brauchen an dass mer e séier brauchen. Dat war meng éischt Remarque.

Meng zweet Remarque: Aus deene Grénge, déi vum Kolleeg Lux ugefouert ginn, ass d'CSV-Fraktioun och der Meenung, dass déi Motioun hei superfétatoire ass.

► **M. le Président**.- Merci och dem Här Schiltz. Da kritt elo d'Wuert de Landwirtschafts... Oder wien hëlt dozou Stellung? D'Madame Modert, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Den Här Diederich wéllt nach eppes soen.

► **Une voix**.- Oder net.

(Interruptions et hilarité)

► **M. le Président**.- D'Madame Modert huet d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*.- Jo, Här President, ech schwätzen am Numm vun der Regierung fir den delegéierte Minister, den Här Marco Schank, a fir den Agrarminister. Den Här Schank ass leider krank.

(Interruption)

Mä am Numm vun der Regierung ass et natierlech souwuel fir déi viregt Regierung wéi fir dës Regierung...

(Brouhaha)

► **M. le Président**.- Ech géif lech bieden, der Madame Minister elo nozelauschteren!

► **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*.- Souwuel fir déi viregt Regierung wéi fir dës Regierung...

(Brouhaha)

Fir déi viregt Regierung gradesou gutt wéi fir dës Regierung ass a bleift et evident, dass mir en Agrarcenter brauchen an dass mir en neien Agrarcenter brauchen. Mir sinn op der Plaz, wou mer virun e puer Joer ugefaangen haten zu Colmer-Bierg, wat eng gutt Plaz ass, fir et do ze maachen.

An den Här Minister Marco Schank ass a ganz enkem Kontakt mat de Gemengeverantwortelechen an der Gemeng vu Colmer-Bierg, fir dass de Projet ka gutt virgoen a séier virgoen an dass d'Prozedure kënnen agehale ginn, gemaach ginn, a gekuckt ginn, dass se séier virukommen.

An deem Sënn si mer gutt amgaangen, heirunner ze schaffen. An an deem Sënn brauche mer net nach eng Kéier opgefuerdert ze ginn, dat ze maachen, well dat amgaangen ass. Tatsaach ass, dass mer mussé séier maachen a virukommen. An dozou huet d'Regierung sech souwisou engagéiert gehat a wéllt sech och do runner halen.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci och der Madame Minister. Den Här Adam freet nach eng Kéier d'Wuert.

(Interruption)

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*), *auteur*.- Jo. Merci, Här President. Ech huelen...

(Interruption)

► **M. le Président**.- Hei, wann ech gelift! Den Här Adam huet elo ganz eleng d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Wie schwätzt fir lech, Här Clement?

► **Une voix**.- Keen!

► **M. le Président**.- Här Bettel, lauschert no, wat den Här Adam lech an eis ze soen huet!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*), *auteur*.- Merci, Här President. Ech huele mat wierklech grousser Freed zur Kenntnis, dass ech net nëmme oppen Dieren hei arennen, mä souguer oppe Scheierpaarten. An duerfir hat ech mer eigentlech virgestallt, dass et immens einfach wier, fir déi Motioun hei duerch déi oppe Scheierpaart eranzehuelen.

(Interruptions)

► **M. le Président**.- Gutt. Mir stëmmen elo iwwert déi Motioun of. Ech huelen un, dass de Vote électronique verlaangt ass.

Vote sur la motion

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 41 Neestëmmen, géint 16 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 43 voix contre et 16 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz).

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domadder ass dës Punkt ofgeschloss.

D'Chamber befaasst sech haut de Mëtteg mat der Interpellatioun vum Här Gast Gibéryen iwwert d'Failliten. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Schiltz, Bauler, Bodry a Kox. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Gast Gibéryen.

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Den Här Schneider schwätzt fir den Här Biltgen herno, oder wéi?

(Hilarité)

15. Interpellation de M. Gast Gibéryen sur la problématique du nombre important de faillites au Luxembourg

Exposé

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*), *interpellateur*.- Merci, Här President. Den 30. Januar 2003 hat ech schonns eng Kéier eng Interpellatioun iwwert d'Failliten hei an der Chamber. Deemools opgrond vum rapiden Uklamme vun de Failliten op e Rekord vu 733 Failliten am Joer 2001.

Als Konklusioun vun den deemolegen Debatte konnt ee festhalen, dass an de grouse Linnen hei am Parlament e Konsens bestanen huet, souwuel an der Analys vun dem Problem Faillitité wéi och bei de Propositionen a Léisungen. Et konnt een duerfir dervun ausgoen, dass op Regierungsplang eppes géif geschéien.

2003 ware mer natierlech kuerz viru Chamberswahlen, wou bekanntlech esou Reformen net méi kënnen kuerzfristeg duerchgezu ginn. 2004 ware Chamberswahlen. Mir hunn eng nei Regierung kritt, an duerfir hunn ech am Januar 2006 eng nei Interpellatioun ugefrot, fir ze kucken, wat déi nei Regierung, wat déiselwech jo och haut nach ass, géif an där Problematik ronderem d'Failliten ënnerhuelen.

Wéi gesot, am Januar 2006 hunn ech déi Interpellatioun ugefrot, déi dann elo haut, fënnef Joer méi spéit, um Ordre du jour steet. Och wann et fënnef Joer gedauert huet, ier dës Interpellatioun hei zur Diskussioun kënn, esou ass dach näischt esou schlecht, fir dass net dach eppes Guddes soll dru sinn. Esou hu mer kierzlech eng nei Note kritt vun der Creditreform iwwert déi rezent Entwécklung vun de Failliten hei am Land.

Dës Chiffere schwätzen eng ganz kloer Sprooch, an duerfir ass et och gutt, dass mir ons haut hei op en Neits iwwert d'Problematik vun de Failliten ausschwätzen. Leider schwätze mer haut erneit vu Rekordzuelen, wat d'Failliten ubelaangt. 2006, wéi ech dës Interpellatioun ugefrot hunn, hate mir 634 Failliten. Dës Zuel ass relativ konstant bliwwen iwwert déi lescht Joren: 2007 mat 680; 2008 souguer mat engem Réckgang op 590; 2009 erëm 698; awer fir 2010 op d'Rekordzuel vun 918 Failliten erpezoegen. E Plus vun 31,52% géigeniwwer deem Joer virun.

Och wann an dësen Zuele sougenannte Bréifkëschtfirmen mat dra berücksichtegt sinn, esou dierften laut Creditreform vun deenen 918 Failliten 800 bis 850 operationell Betriber dënner falen.

Eng weider Feststellung war, dass de Gros vun de Faillitité kleng bis ganz kleng Betriber waren, déi an der Regel eng bis fënnef Persounen beschäftigt haten a Chiffres d'affaires vun ënner zwou Milliounen Euro d'Joer haten. Déi gréisste Progressioun war am Secteur vum Commerce mat 51% vun 189 op 287 Failliten.

Eng éischt Fro, déi ech un d'Regierung wéll stellen, ass, ob d'Regierung analyséiert huet, wou d'Ursach vun deem Rekorduklamme vun de Failliten am Joer 2010 läit. Als éischt Reflex géif een d'Wirtschaftskris wuel nennen. Mä d'Wirtschaftskris war keng reng Lëtzebuurger Kris, et war eng weltwäit Kris, déi all Länner méi oder manner staark oder haart getraff huet.

Eis Nopeschlänner, déi sécherlech d'selwech getraff si gi wéi mir, wat d'Wirt-



schaftskris ubelaangt, hunn awer, wat d'Failliten ubelaangt, fir 2010 aner Resultater opweises. Zum Beispill an Däitschland sinn d'Faillitë souguer ëm 2,5% zrëckgaangen. A bei eisen direkten däitschen Noperen - d'Regioun Tréier - souguer ëm 3%. A Frankräich sinn d'Failliten ëm 5% zrëckgaangen, an an der Belsch si se lücht ëm 2,5% geklommen.

Et kann also net d'Ursaach vun der Kris sinn oder direkt vun der Kris sinn, datt hei zu Lëtzebuerg eng Rekordprogressioun vun iwwer 30% am Joer 2010 stattfonnt huet.

Eng aner Ursaach kéint sinn, datt d'lescht Joer souwuel d'Steierverwaltung wéi och d'Enregistrementsverwaltung méi séier wéi an der Vergaangenheet d'Steieren agezunn huet. Mir wëssen alleguer, datt d'lescht Joer - an dat hu mer och an der Finanzkommission gesot kritt - déi zwou Verwaltungen wéinst Liquidationsproblemer an der Trésorerie vum Stat virun allem am Ufank vum Joer méi séier d'Steieren agezunn hunn.

Mä wéi gesot, ech ginn deryn aus, datt d'Regierung ons wäert eng Äntwert ginn, wat hir Analys, hiert Resultat ass, firwat datt mer d'lescht Joer leider dës Rekordzuelen ze verzechnen haten.

Här President, Faillitë kann een an eise Wirtschaftssystem net ausschléissen. Si gehéieren derzou. Mir hunn awer alleguer an Interesse drun, fir d'Failliten op engem vertriebaren Niveau ze halen. Mat Ausnahm vum de Faillites frauduleuses, Bankrott, déi op 10 bis 20% geschat ginn, sinn déi aner Failliten net gewollt, a keen ass frou driwwer.

Déi meescht Leit, déi e Betrib opmaachen, maachen dësen an der Hoffnung op, fir mat dësem Betrib ze iwwerliewen a sech, hirer Famill an deene Leit, déi bei hinne beschäftegt sinn, eng Existenz ze ginn. An dach hu mer vill ze vill Failliten.

D'Konsequenze vun enger Faillite treffen net nëmmen den Eegentümer vum Betrib oder d'Gesellschaft. Et trifft och a virun allem déi Leit, déi do beschäftegt waren, a ganz dacks aner Betriber, déi als Fournisseur hiert geliwwert Material oder geleeschten Aarbecht net bezuelt kréien a selwer duerfir kënnen a finanziell Problemer rutschen.

Fir déi Leit, déi an eng ongewollte Faillite kommen, ass dat oft eng enorm perséinlech Belaaschtung vum Échec fir sech an hir Famill, awer och, well se hire Mat-aarbechter hir beruflech a privat Existenz zum Deel a Gefor bréngen.

Kee vun dëse Leit ass frou, an d'Faillite ze geroden. Mä och de Stat an d'Sozialversicherungen hunn duerch Faillitë grouss Perten ze verzechnen. De Stat direkt op dräi Punkten.

All Joers muss de Stat Déchargé maache fir Gelder, déi bei der Steierverwaltung oder um Enregistrement oder bei der Sécurité sociale net méi anzedreiwe sinn. Ech wëll vun dëser Plaz aus souwuel dem Finanzminister wéi dem Minister vun der sozialer Versécherung an hire Verwaltung Merci soe fir dat kuerzfristeg Zurverfügungstellung vun dëse Chifferen.

D'Steierverwaltung huet 2009 insgesamt 2.432 Déchargen accordéiert fir eng Gesamtzomm vu 6.217.773 Euro. 2010 sinn 3.306 Déchargen accordéiert gi fir d'Zomm vu 4.793.000 Euro.

Den Enregistrement huet 2009 596 Déchargen accordéiert fir vill méi héich Zommen, nämlech fir 57.961.000, also bal 58 Milliounen Euro. Fir 2010 huet den Enregistrement 493 Déchargé gi fir 76,6 Milliounen Euro opgrond vun de Suiten op Failliten, Liquidatiounen an Dénonciatione vum Siège. Vun deenen Déchargen, déi et hei gëtt, sinn an deene verschiddene Joren, kann ee soen, tëschent 80% an 90% op Failliten zrëckzeféieren.

Do dernieft garantéiert de Stat iwwert d'ADEM - de Fonds pour l'emploi - de Salariéen, déi duerch Failliten hir Aarbecht verluer hunn an déi vum Privileg profitéieren, hiert Gehalt. De Käschtpunkt fir

de Stat ass do 2009 zéng an eng hallef Milliounen Euro gewiescht. Zesummen also am Schnëtt, kann ee soen, ronn 90 Milliounen Euro d'Joer, déi de Stat net erakritt als Steieren oder als Leeschtunge muss bezuelen.

Interessant ass awer nach e ganz aner Chiffer vun der Enregistrementsverwaltung. Déi Chifferen, déi ech genannt hunn, si Chifferen vu Failliten, déi ofgeschloss sinn, well all Joer nëmme kënnen fir déi ofgeschlossene Failliten Déchargen accordéiert ginn. Laut der Enregistrementsverwaltung stinn awer nach vun hinnen taxéiert an iwwert d'Jore cumuléiert Montanté vun de Jore virdrun op, esou - lauschert gutt! - de rezente Chiffer vum 8. Oktober 2010, fir 377 an eng hallef Milliounen Euro.

Am Prinzip sinn déi geschëllt, awer mat honnertprozenteger Sécherheet wäerte se ni an d'Statskeess fléissen. Dat si bal 15 Milliarden aler Frang. Wéi gesot, dat si Suen, déi nach taxéiert sinn, awer wou d'Failliten nach net gesprach sinn an duerfir nach net déchargéiert sinn.

Awer och d'Sozialversicherungen, d'Renten- a Gesondheetskeess, d'Fleegeversécherung, d'Unfallversécherung verléieren all Joers grouss Zommen u Recetten duerch Failliten. Et sief ernimmt, datt dës Cotisatione sinn, déi vum Assuré vum Gehalt ofgehale si ginn, awer net abezuelt si ginn. Et ass duerfir och nëmmen normal, datt déi eenzel Keese vis-à-vis vum eenzelnen Assuré awer d'Verpflichtung hunn, Leeschtungen ze erbréngen, wéi wann d'Cotisation bezuelt gi wier.

De Verloscht fir d'Sozialversicherungen opgrond vun de Faillitë war fir d'Joer 2008 ronn 11 Milliounen, 2009 14 Milliounen an 2010 16,2 Milliounen Euro. D'Konsequenze vun de Faillitë fir d'Statskeess an d'Sozialversécherunge sinn also enorm, ronn 100 bis 110 Milliounen d'Joer, ofgerechent d'Failliten. Duerfir eleng hu mer en Interesse drun, d'Zuel vun de Failliten esou kleng wéi nëmme méiglech ze halen.

Här President, ier ech zu enger Rei vu Propositione kommen, wëll ech eng Virbemierkung maachen. Fir am Fong kloer kënnen Propositionen ze maachen, misst een am Fong och eng kloer Analys iwwert d'Ursaache vun de Failliten hunn. Déi hu mer net. Jiddweree mécht seng Analys a jiddweree zitt duerfir och seng Konklusionen. Mir géifen duerfir proposéieren, fir emol eng wëssenschaftlech Etüd iwwert d'Ursaache vun de Failliten hei zu Lëtzebuerg maachen ze loossen.

Vläicht kéint dat souguer an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg gemaach ginn, wat vill Aarbecht wier, fir eben d'Analys ze maache vun deenen eenzelne Failliten, fir genau d'Grënn erauszefannen, firwat datt mer hei zu Lëtzebuerg Failliten hunn. An dann, mengen ech, wier et och vläicht méi einfach, fir Léisungen ze fannen, fir dem Problem ze begéien.

Eng éischt Proposition, dat ass d'Fro, bei enger Betribsgrënnung, vum Kapital: ob een d'Kapital, wat ee muss hu bei enger Betribsgrënnung, soll esou loossen, wéi et elo ass, ob een et net soll verduebelen oder erofsetzen oder blockéieren. Hei gëtt et verschidde Versiounen. 2003 bei menger Interpellation hunn ech proposéiert, d'Kapital ze verduebelen. Déi Meenung ass deemools vu verschiddene Riedner heibanne gedeelt ginn.

D'Argumentation war, datt d'Schuld vu ville Failliten e Mangel u Kapital wier. Meeschtens hunn d'Gesellschaft genuch Kapital, fir Gesellschaften ze grënnen, mä si vergiessen d'Käschten, déi an der Ufanzäit ufalen: Ariichtung mussen ugeschaf ginn, Material muss kaaft ginn, Personal muss bezuelt ginn, ier iwwerhaupt Recetté kommen.

D'Chambre de Commerce geet haut gären an eng aner Richtung, quasi vun engem Euro Kapital, fir eng Betribsgrënnung esou lücht wéi nëmme méiglech ze maachen. Dat ass deen een Extrem. Deen aneren Extrem wier eng Verduebelung, wat wuel méi Sécherheet géif bréngen, awer gläichzäiteg d'Betribsgrënnung méi schwéier géif maachen.

D'Fro ass: Wat ass richteg? Duerfir proposéiere mir haut am Prinzip, de Montant ze belossen, wéi en ass, awer iwwerall do, wou eng gewëssen Zuel vu Personal beschäftegt gëtt, d'Mindestkapital vun der

S.à.r.l. an der S.A. ze verduebelen. Och wa Kapital bei der Grënnung vun engem Betrib do ass, esou gëtt dacks, nodeems dat Néidegst, wéi Ariichtung, Material an esou weider, ugeschaf ass, de Rescht vum Geld erëm fir aner Investitiounen oder Zwecker opgehewen, a beim klengste Finanzproblem si keng Reserve méi do.

Duerfir proposéiere mir, datt ee System misst fonnt ginn, dee garantéiert, datt d'Kapital net dierft zweckentfremt ginn, mä exklusiv fir de Fonctionnement vum Betrib oder der Gesellschaft gebraucht gëtt.

E weidere Punkt ass eng zolidd Formation fir d'Leit, déi d'Betriber grënnen a féieren. Niewent ze wéineg Kapital sinn d'Failliten duerch eng schlecht Gestiou keng Raritéit. Vill Leit, déi eng Entreprise opmaachen, kenne wuel hire Beruff an hiert Produkt perfekt, mä hu keng oder net genuch Notioune vun Organisatioun, Kontabilitéit, Rentabilitéit vun enger Firma. Oft sichen d'Entrepreneuren och kee Rot, net genuch Rot oder ze spéit Rot bei professionelle Beroder.

Hei muss een awer soen, datt am Abléck scho ganz viles ugebuede gëtt: nieft der Hëllef vum Stat awer och speziell vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce. Trotzdem ass eng zolidd Formation respektiv Weiterbildung, wa se och an enger éischer Phas eiser Meenung no net soll obligatoresch sinn, dach awer méi intensiv nach unzebidden. Obligatoresch misst ëmmer sinn, datt een, wann ee Leit beschäftegt, eng Notioune iwwert d'Aarbechts- a Sozialrecht misst hunn.

Ee Beispill, wéi wichteg d'Formation ass, gesi mer beim Handwierk, wou hei zu Lëtzebuerg an an Däitschland eng Meeschterprüfung verlaangt gëtt. Hei zu Lëtzebuerg iwwerliewe 76% an an Däitschland 66% vun dëse Betriber, an a Frankräich, wou et keng Meeschterprüfung gëtt, nëmmen 41%. Wat eiser Meenung no drop zrëckzeféieren ass, datt mat Meeschterprüfung déi Leit eng besser Gestiou vun hire Betriber kënnen maachen.

En drëtten Punkt ass, e Businessplang anzeféieren. Nei Betriber, déi öffentlech Subside kréien, mussen e Businessplang iwwer dräi Joer virleeën. Dat obligéiert de Betribsgrënner, sech méi intensiv mam Fonctionnement, dem Käschtpunkt, dem Maart an der Rentabilitéit vu sengem Betrib ausenannerzusetzen. An der Regel gëtt dës schonns vun de Banken am Kader vum Bewëllege vu Kreditter verlaangt.

Véiertens: e Fréiwarnsystem als Modernisation vum Instrument vun der Gestion contrôlée. Wann eng oder méi Statsverwaltungen mierken, datt zum Beispill bei der TVA, de Steieren, der Sécurité sociale e Betrib Schwieeregkeete mam Bezuelen huet, muss den Tribunal commercial doriwwer eiser Meenung no informéiert ginn, fir datt de Betrib eng Mise en demeure kritt a virgeluede gëtt fir e Gespréich, oder fir datt eng Gestion contrôlée kann agesat ginn.

Hei kann een och driwwer nodenken, ob een esou engem Betrib net soll ee vum Gericht genannten Administrateur zur Säit stellen, wou de Chef d'entreprise eng gewësse Mainmise op säi Betrib weider behält, awer vum Administrateur begleet a berode gëtt.

Fënneftens: e weidere Fréiwarnsystem. De Gérant muss...

Gelift?

► **Une voix.** - Gëtt et dat net?

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.** - Mengen Informatiounen no net.

(**Interruption**)

Dach, dach, dach.

(**Interruption**)

Awer net deen, wou ech hei gesot hunn, datt ee soll engem Betrib en Administrateur zur Säit stellen. Et ass keng Gestion contrôlée, dat heiten. Dat ass keng Gestion contrôlée.

► **Une voix.** - Commissaire à la gestion ça s'appelle.

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.** - E weidere Fréiwarnsystem: De Gérant muss den Zoustand vu senger Firma mellen, wann d'Aktivwäerter minus

d'Scholde vun der Gesellschaft ënnert d'Gesellschaftskapital falen. De Gérant muss dann dem Firmeregister dat mellen, eng Kapitalerhéijung maachen, oder et muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Gesellschaft net a Liquidatioun muss gesat ginn.

Mécht de Gérant dat net, ass hie perséinlech haftbar fir de Konkurs an hie muss eng deementspriedend Amende bezuelen. Elo ass de Gérant scho responsabel fir d'Bezuelen, zum Beispill d'Steieren, d'TVA an d'Sozialversécherungsbäitrag.

Sechstens: Eng kloer Kontabilitéit prevenéiert Failliten. Ouni kloer Kontabilitéit weess kee Betrib, wou e genau drun ass a kann net zur Zäit reagéieren, wann éischt Schwieeregkeeten opdauchen. Eng kloer Kontabilitéit hëlleft, am Fall vun enger Faillite feststellen, wou d'Gelder hi-gaange sinn an ob eng Faillite frauduleuse virläit.

D'Kontabilitéit muss all Mount ofgeschloss sinn. D'Gesetzter, déi d'Kontabilitéit betreffen, mussen prezisiéiert an ugepasst ginn. D'Gesetz muss eng Présomptioun vun der Faillite frauduleuse virgesinn, wann d'Kontabilitéit net à jour ass. De Kontabel muss solidaresch verantwortlech gemaach ginn, wann d'Kontabilitéit net à jour ass.

Siwents: géint Retards de paiement, schlecht Payeure virgoen. Ëmmer erëm op en Neits héiert een, datt d'Retarde beim Bezuele méi grouss ginn, souwuel beim Stat wéi och am Privatsecteur. Enger Etüd vun der Europäescher Kommissioun no ass eng vu véier Failliten op dëse Mësstand zrëckzeféieren. Dëse Problem ass ëmsou méi grave fir Kleng- a Mëttelentrepreneuren.

Den 18. Abrëll 2004 ass hei an der Chamber d'europäesch Direktiv 2000/CE/35 ëmgesat ginn. Dës Direktiv „concernant la lutte contre le retard dans le paiement des transactions commerciales“ hat zum Zil, hei Ophëllef ze schafen. No dëser Direktiv lafen d'Zënse beim Stat a Gemengen automatesch no 30 Deeg un, wann eng Rechnung net bezuelt ass. D'Fro un d'Regierung: Wéi oft ass am Fong, zënter datt déi Direktiv ëmgesat gouf, bis haut vun där Direktiv Gebrauch gemaach ginn? Huet d'Regierung iwwerhaupt schonns Zënse wéinst Retarde bezuelt zënter 2004, datt déi Direktiv ëmgesat ginn ass?

Eng aacht Proposition: „netting fiscal“ aféieren, dat heescht eng Kompensatioun vun de Créancë beim Stat. Wann eng Rechnung vum Stat akzeptéiert ass an de Stat Retard beim Bezuelen huet, muss de Stat dës Schuld mat der Schuld kompenséieren oder neutraliséieren, déi dëse Betrib méiglecherweis beim Stat huet, oder ëmgedréit.

Néngtens: de Caractère occulte vun de Privilegié muss eiser Meenung no ofgeschaf ginn. De Caractère occulte vu Créancë bei Steieren, TVA a Sécurité sociale huet als Konsequenz, datt verschidde Betriber no baussen d'Impressioun ginn, gesond ze sinn, an déi aner Betriber an d'Administratioun gleewen dat.

Et ass meeschtens den Enregistrement, deen als Éische reagiert, deen den éische Coup setzt an eng Faillite provoziert. Déi aner Verwaltungen melle sech da fir hir Créancen, ginn als Éischt bezuelt, an der Regel kee Geld méi, well da keent méi do ass! De Privatbetrib hätt ni mat esou enger Firma geschafft, wann e gewosst hätt, datt Steieren, TVA oder Sécurité sociale geschëllt wieren.

Zéngtens: d'Rechter vun de Salarié besser ofséieren. Wuel genéissen d'Salariéen e gewëssene Privileg a Garantien, kréie virun allen aneren, souguer wann näischt méi um Aktiva ass, vum Fonds pour l'emploi bis zu engem Plaffong vu sechsmol dem soziale Mindestloun geschëllte Gehälter an Indemnitéiten ausbezuelen. D'Gehälter, déi doriwwer ous geschëllt sinn, bleiwe wuel „créances privilégiées“; hei mussen d'Salariéen awer ganz dacks laang dorobber waarden, wann iwwerhaapt nach eppes erakënn, fir kënnen déi Gelder ausbezuelen ze kréien.

An, net ze vergiessen, priméieren nach déi vum Centre d'affiliation, vum Trésor, der TVA anzedreiwend Gelder, déi Zommen, déi iwwer sechsmol de Salaira sociale, de Mindestloun erausginn. Mir trieden derfir an, datt d'Salariéen d'absolut Prioritéit fir



hir integral geschëllte Gelder mussen virum Stat an de Sozialversécherungen hunn!

Prinzipiell muss ee sech och d'Fro stellen, ob de Stat iwwerhaapt muss e Privileg hunn. D'Salariéen, jo, fir hir nach geschëllte Gehälter. Awer de Stat, dat ass eng aner Fro. Firwat hält de Stat sech méi Rechter, wéi hien de Privatbetriber, de Fournisseuren zougesteet, eraus? Ass de Stat, grad well en de Privileg huet, net vläicht souguer dacks selwer schold drun, datt Steieren, TVA oder Sozialversécherungsbäitrag net esou séier encaisséiert gi wéi néideg? Well eben de Privileg hannendrun hängt an e seet, mir hu jo Zäit, mir sinn déi Éischt, déi eis Gelder kréien. Duerfir d'Fro: Misst net de Stat, d'Privatbetriber an d'Fournisseure gläichgestallt ginn?

Eeleftens: en energiesche Kampf géint d'Faillites frauduleuses. Fir eng Faillite frauduleuse iwwerhaapt erauszefannen, a fir datt weider Failliten heiduerch verhënnert kënnen ginn, ass et wichteg, datt d'Effektiver vu Police judiciaire an d'Zuel vun de Riichter vergréissert mussen ginn, an des Leit eng Spezialausbildung mussen kréien, fir effikass kënnen géint Faillites frauduleuses a Wirtschaftskriminalitéit virzegoen.

D'Zil muss sinn, de Faillites en cascade an den organiséierte Failliten en Enn ze setzen! Ganz oft erlieft een, datt Leit, ier se an d'Faillite falen, schonn erëm eng nei Gesellschaft opgemaach hunn, wou se dann herno an darselwechter oder enger anerer Branche weiderfuere.

D'zwieleft Proposition: Curateur muss e Beruff à part ginn. Och wann an de leschte Joren Efforté gemaach gi sinn, fir d'Formation vun de Curateuren ze verbesseren, esou ass awer op deem Gebitt nach villes ze maachen. Ganz oft sinn et d'Stagiären, déi an den Étuden des Aarbecht maachen. Dat ass u sech och kee Problem, well och Stagiären diesen Deel vun hirem Beruff mussen erléieren. Wichteg ass awer, datt si an enger Étude agegliddert sinn, déi spezialiséiert an deem Domän vun de Failliten ass.

Mä och wa mir spezialiséiert Étuden hunn an eng Gesetzgebung, déi eis erlaabt, géint d'Failliten am Allgemengen an d'Faillites frauduleuses am Besonnesche virzegoen, esou muss dach iwwert d'Rémunération vun hirem Aarbecht staark nogeduecht an nogebessert ginn.

Fir datt hir Aarbecht effikass gemaach gëtt, dat verlaangt groussen Asaz a virun allem och groussen Zäitopwand. Mat där Rémunération, déi am Abléck awer bezuelt gëtt, ass deem Asaz, zum Beispill bei engem Problem vun Devoirs extraordinaires, awer net ze erwaarden. D'Konsequenz ass, datt oft, fir net ze soe bal ni, eng Faillite frauduleuse, e Bankrott erfält, oder kee Recouvrement vu Steieren, TVA a Sécurité sociale bei Géranté gemaach gëtt.

Här President, dat sinn eng Rei vu Propositionen, déi mir als ADR wollte mat an d'Diskussion erabréngen, an der Hoffnung, datt d'Regierung esou séier wéi méiglech der Chamber e Gesetzesprojet virleet. Et ass wichteg, datt mer hei léigiféieren. Mir sinn elo hei an der Chamber scho bal zéng Joer amgang doriwwer ze diskutéieren. Mir hoffen a mir wënschen eis vun der Regierung, datt mer e Projet de loi an nächster Zäit kënnen kréien.

Ofschléissend, Här President, wëll ech mengem Parteikolleg Jacques-Yves Henckes Merci soe fir seng Mataarbecht bei der Ausschaffung vun de Propositionen, an lech alleguer Merci fir d'Opmerksamkeet.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Jean-Louis Schiltz ageschriwwen. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een hei d'Wuert ergraift zu der Fro vun de Failliten, da stelle sech aus menger Perspektiv zwou essenziell Froen, niewent enger drëtter, wou ech herno kuerz drop aginn. Mä déi zwou essenziell Froen sinn déi: Wéi ginn d'Faillite géréiert, dat heescht, wa se bis eng kéier do sinn? Wéi ass den Oflaf? Dat huet eppes mat Texter ze dinn, mä dat huet och eppes mat Praxis ze dinn.

A virun allem awer och: Wéi kënnen mer et besser bewerkstellige vläicht wéi an der

Vergaangenheet - obwuel dat schonn zu engem groussen Deel geschitt -, fir ze kucken, fir Failliten ze verhënnere? Och dat huet erëm eppes mat Praxis a mat Texter ze dinn.

Ech wëll mech net laang hei mat Statistiken ophalen, ob elo hei zu Lëtzebuerg méi Faillite si wéi am Ausland oder manner Faillite si wéi am Ausland. Et muss een och ëmmer kucken, wat d'Ampleur vun deene Failliten ass. Et muss een einfach gesinn, datt Lëtzebuerg och net, wéi d'Nopeschlänner an déi meescht Länner op der Welt, vun der Kris verschount ginn ass.

Et muss een och gesinn, datt hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren d'Zuel vun de Betriber eropgaangen ass. Dat eent huet also och eppes mat deem aneren ze dinn. An et ass och esou, datt ee jo net ka soen, datt déi Politik vun der Regierung an deene leschten zéng Joer méi eng Politik gewiescht wier, déi d'Bréifkëschtfirmen gefördert hätt. Ganz am Géigendeel!

Wann ee vun den Ursaachen schwätzt, da wollt ech drop hiweisen, datt quasiment an all Faillite, wann net souguer an all Faillite, haut de Curateur e Rapport ze maachen huet. Et muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Rapporten auswäertbar sinn, ob se ausgewäert ginn, ob Statistike gemaach ginn. Natierlech ëmmer och ënnert dem Respekt vun deenen néidege Prinzipien, wat den Datschutz an déi perséinlech Donnéeën ubelaangt.

Duerfir géif ech emol derfir plädéieren, datt een déi Pist géif poursuivéieren, ier ee géif grouss Etüde maachen iwwert déi Ursaachen. Well ech mengen, wann een déi Rapporte géif zentraliséieren - et ass mir net bekannt, datt dat gemaach gëtt - respektiv auswäerten, datt een do scho kéint e Schrëtt weiderkommen.

All Faillite ass e mënschlecht Drama. Et ass en Drama vun deem, deen eng Entreprise op d'Bee gesat huet an deen net méi ka fir déi opkommen, fir déi en opzecommen huet, am Betrib a ronderëm de Betrib. Et ass e mënschlecht Drama och fir déi, déi op anere Plazen an op anere Säite betraff sinn. Dat steet ausser Fro. Meeschtens huet et och mat enger finanzieller an enger ekonomescher Entgleisung ze dinn, op déi sech dann oft nach eng sozial Entgleisung drop grefféiert, wat dat Ganzt dann nach ëmmer méi komplizéiert mécht.

No deene puer introductive Remarquë wollt ech mech op siwe Punkten haut limitéieren.

Deen éischte Punkt ass deen, datt een einfach muss feststellen, datt an deene leschte Jore vill geschitt ass. Et kann een net soen, datt d'Failliten haut zu Lëtzebuerg nach extrem lues ofgewéckelt ginn. An et kann een och net soen, datt se extrem ineffikass ofgewéckelt ginn. Am Géigendeel sinn ech der Meinung, datt Efforté gemaach ginn, wat d'Rapiditéit ubelaangt. Et sinn och Efforté gemaach ginn, wat d'Effikassitéit ubelaangt.

Ech hu gesot virun, datt dat eppes mat Texter a mat Praxis ze dinn huet. Wann een an der Zeitung kuckt, wat fir een Zäitraum oft haut verleeft téschent deem, wou d'Faillite op ass, an deem, wou se zou ass, da gesäit een, datt deen Zäitraum duerch aus méi kuerz ass wéi et emol viru Jore war.

Zweete Punkt - mä Virriedner huet dat och zum Deel ukléngen gelooss -: Mir hunn eng Rei Kompetenzen an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg. Et kann een also och net soen, datt dat op eng amateurhaft Manéier ofgewéckelt gëtt. Lëtzebuerg war an deene leschte Jore betraff och vu groussen internationale Failliten. Ech hunn net héieren, datt déi hei zu Lëtzebuerg méi schlecht ofgewéckelt géife ginn oder gi wiere wéi am Ausland.

Ofgesinn dovunner, wann ee kuckt déi lokal Failliten, dann ass et richtig, datt oft jonk Curateure mat deene Faillite betraut sinn. Ech mengen, datt dat eng gutt Saach wier. Ech sinn do mat mengem Virriedner d'accord. Och si hunn an deene leschte Jore gewisen, datt se kënnen rapid an effikass schaffen. An ech wollt einfach drop hiweisen, datt se jo net an engem lofleere Raum operéieren, mä ënnert der Kontroll vun engem Juge commissaire, deen also déi néideg Erfahrung matbréngt, fir d'Saachen do an de Lot ze bréngen, wou se an de Lot ze bréngen sinn.

Drëtte Punkt: Et muss een einfach gesinn, wa mer vun de Faillite schwätzen, a wa mer dovunner schwätzen, wéi mer zukünfteg Faillite kënnen verhënnere, datt dat och eppes mat Sanktiounen ze dinn huet, deenen d'Gérenten ausgesat si vu Sociétés, déi en faillite sinn, respektiv d'Administrateurs. Och do gesäit een an deene leschte Joren, datt méi sanktionéiert gëtt: banqueroute simple, banqueroute frauduleuse, abus de biens sociaux, Extension vun de Failliten, etc., etc. Alles dat ass eigentlech eng nei Branche vun der praktescher Uwendung vun der Juristerei, déi an deene leschte Jore richtig gebuer ginn ass.

An et gesäit een ëmmer méi Affären, wou d'Leit effektiv duerno zur Verantwortung gezu ginn. Dat verhënnert zwar net déi Faillite, déi do war, mä dat ass awer alt emol vläicht eng Warnung fir anerer, déi op ähnlech Iddië kommen. Virun allem verhënnert et, datt déi, déi mat där éischter Faillite betraff sinn, op eng einfach Manéier nach eng zweet Faillite géife bauen.

Ähnlech gëllt, wat d'Autorisation de faire le commerce ubelaangt. Wann een haut eng Autorisation de faire le commerce seet, dann ass d'Fro no fréiere Failliten an no fréiere Fonctiounen, Sanktiounen eng, déi ëmmer gestallt gëtt, a wou och Autorisatione refuséiert ginn.

Et ass natierlech esou - an dorobber hunn och eng Rei vu Kollege mech opmierksam gemaach, wou mer am Virfeld iwwert dat Thema hei geschwat hunn -, datt nach wie vor eng Rei Saachen emgaange ginn. Mä ech mengen awer, datt ee muss durch die Bank feststellen, datt souwuel wat d'Sanktiounen ubelaangt géint déi, déi Faillite gebaut hunn, an der praktescher Uwendung, wéi d'Hürden, déi opgebaut gi sinn, fir datt deen, deen eng Faillite gebaut huet, keng nei Autorisation de commerce kritt, vill méi héich gi sinn, et gëtt vill méi zolidd sanktionéiert. An alles dat hëlleft also och, Failliten, zukünfteg Faillite verhënnere.

Et muss een dat ëmmer, an dat bedauern ech e bëssen an der Ried vu mengem Virriedner, virum Hannergrond gesi vun der Liberté de commerce et de l'industrie, déi an der Constitution steet. Dat heescht, mir sinn am Fong do ëmmer an engem Spannungsfeld vun engem Fräiheitsprinzip, deen an der Constitution steet, a vun deem Prinzip vun der Fräiheet am Intérêt général. Dat invalidéiert net dat, wat ech gesot hu virun, mä dat stellt et an d'Perspektiv.

Véierte Punkt: Et schéngt mir essenziell, datt mer eis mat der Fro hei ausenansetzen: Wéi ass et mat der Restrukturatioun? A wann ech vu Restrukturatioun schwätzen, da schwätzen ech vu Reorganisatioun mat deenen nämlechte Leit un der Spëtzt vun enger Entreprise, oder vu Verkaf vun enger Entreprise. Et ass essenziell, datt do fréi agegraff gëtt.

Ech mengen, datt mer eng Rei Instrumenter do hunn. Iwwert de Wee vu Gestion contrôlée kann en Expert genannt ginn, kann duerno een oder zwee Commissaires à la gestion contrôlée genannt ginn, wat eigentlech deem Administrateur, deen do zur Säit gesat gëtt, dee mä Virriedner ugeschwat huet, gläichkënn.

Déi Mechanismen hu mer also am Gesetz, well déi Restrukturatioun, déi ass jo do, fir e Betrib erëm an de Gaang ze kréien, andeems ee fréi agräift. A virun allem och, datt d'Créancierien zu eppes kommen, an net zu null kommen. Déi Instrumenter existéieren jo.

D'Regierung huet och an hire Propositionen iwwert d'Kompetitivitéit vum Land, an der Proposition N°7, vun der Protection temporaire vun de Gesellschaften géint iwwer vun de Créancieré geschwat, fir sech Zäit ze ginn, fir déi Restrukturatioun ze organiséieren. Et sollt een déi Texter eng kéier kucken, mengen ech, d'Basis vun deenen ass gutt.

Sécherlech kann ee vun zousätzlechen Elementer do schwätzen. Sécherlech sinn Adaptatiounen ze diskutéieren. Zum Beispill d'Fro, wéi ee méi séier a méi einfach en Accord vun de Créancierien zu esou engem Plang kritt, deen eng Entreprise géif reorganiséieren. Et kann een do iwwert d'Majoritéiten diskutéieren, et kann

een iwwert d'Procédure diskutéieren. Et kann een déi Instrumenter, déi mer am Gesetzskader hunn, sécherlech vervollstännegen.

Mä fénnefte Punkt - an dat ass een, mengen ech, deen den Här Henckes virun iwwert de Wee vun engem Zwëscherung ruff ugemahnt huet -, dat ass, wann een en eenzelnen Dossier kuckt, a wann ee kuckt, wéi deen Dossier op de Wee geet vun enger Restrukturatioun oder enger Reorganisatioun, dann ass dat net zum Nulltarif ze kréien. Ob dat an der Praxis haut en Obstacle ass oder keen Obstacle, wier am Detail ze kucken. Mä mir mussen wëssen, datt, wa mer wëlle verstärkt an der Praxis op dee Wee goen, dat net en Nullkäschtepunkt huet.

A plutôt als wéi dee Käschtepunkt ze kucken par rapport zu engem méi spezifischen Dossier, well wann esou vill Euro investéiert ginn an een Dossier, fir datt ee kuckt, ob et restrukturabel ass, an et fénnt een eraus, datt et net restrukturabel ass, da sinn déi Käschten, déi do ugelaft sinn, selbstverständlech manner do fir d'Créancierien.

Duerfir géif ech emol derfir plädéieren, datt mer vläicht géifen och aus der Praxis eraus kucken, ob een dat net ka méi global kucken. Well ech soen, datt, och wa mer zum Beispill zéng där Dossiere géifen ugoen - fir eng abstrakt Zuel ze nennen - an et sinn der sechs oder siwen, déi näischt ginn, an do si Käschten ugefall, mä et sinn der dräi, déi eppes ginn, dann ass dee globale Coût nach ëmmer méi niddreg fir d'Kollektivitéit, wéi wa mer all eenzelnen Dossier kucken.

Ech si mam Här Henckes an och mam Här Gibéryen par ricochet entièrement d'accord, datt dat eppes ass, wat ee sech sollt am Detail ukucken. Ech mengen, dat misst een eng kéier och vum praktesche Standpunkt aus kucken. Et soll een net gutt Geld schlechtem Geld nogeheien. Mä et muss een och wëssen, datt, wa mer op dee Wee hei ginn, datt net zum Nulltarif ze kréien ass. Am lwwrege gëtt dat jo schonn zu engem groussen Deel gemaach.

Sechst a lescht Observatioun: Ob mer e globalt neit Gesetz brauchen oder net, do kann ee sécherlech gedeelter Meinung driwwer sinn. Et kann een elo soen, mir mussen d'Rad nei erfannen, mir brauchen en neit Faillitëgesetz hei zu Lëtzebuerg. Mir hu scho vill ze laang dat aalt Faillitëgesetz, an dat ass alles net méi zäitgeméiss.

Et kann een awer och soen: Da kommt, mer kucken dach déi Saachen, wou mer mengen, datt mer kéinten eng richtig Plus-value realiséieren, a mir maache just Adaptatiounen vum Gesetz! Ech wëll lech d'Beispill vu Frankräich ginn. D'Gesetzgebung vu Frankräich war emol an der Zäit aus dem Joer 1967. Déi ass 1984, 1985 integral reforméiert ginn. Saitdeem ass se nach dräi-, véiermol integral reforméiert ginn. Ech weess net, ob et dee richtige Wee ass, wann een all fénneft oder all zéngt Joer en neit Faillitëgesetz op den Instanzewee schéckt a stëmmt.

Ech froe mech also, ob een déi Fro net och sollt kucken par rapport zur Stabilitéit vun den existenten Texter, mat Adaptatiounen, och am Sënn vun der Rechtssécherheet, datt ee weess, wou mer higinn. Ech weess, datt ech net nécessairement do mam Minister op enger Linn leien. Dat wäerte mer elo erausfannen. Mä ech mengen, dat ass keng Glawensfro, dat hei. Ech mengen, datt ee sech awer sollt gutt iwwerleeën, ob een op deenen essenzielle Punkten den Hiewel usetzt, oder ob een eng global Reform mécht. Wat d'Objektiv ubelaangt, mengen ech, si mer all d'accord.

Siwenten a leschte Punkt: Ech mengen, datt och en Element, wat een net dierf vergiessen hei an der Diskussion, dat vun der Kompetitivitéit ass. Mir hunn als Fraktioun ad largum hei an deem Plenum zur Kompetitivitéit Stellung geholl. Entreprisé ginn, Entreprisé kommen. Dat gehéiert derzou. Och wann Entreprisé ginn an Entreprisé kommen, heescht dat net, datt ee soll probéieren ze éitéieren, datt der

esou mann wéi méiglech ginn. Och wann Entreprisé kommen an Entreprisé ginn, heescht dat net, dass een net soll kucken, fir déi, déi ginn, op eng uerdentlech Manéier ofzeweckelen an et a verschidene Fäll wéinstens op eng Restrukturatioun erauslafen ze loosenen.

Mir sinn hei an där Diskussioun, net an enger theoretischer Diskussioun, mir sinn an der praktischer Diskussioun och vun der Kompetitivitéit vun eisem Land, an duerfir ass dat eng wichteg Diskussioun. An et ass an deem Sënn, wou ech och meng Observatiounen am Numm vun der CSV-Fraktioun hei wéll verstanen hunn.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Jean-Louis Schiltz. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt wollt ech dem Interpellant Gast Gibéryen félicitéieren fir seng Initiativ a fir seng gedanklech Ustéiss a Propositionen zur Bekämpfung vun dem Phenomeen vun de Failliten.

An de leschte Méint goufe mer - den Interpellant huet et gesot - mat enger Abberzuel vu Failliten konfrontéiert, déi direkt an indirekt mat der Finanzkris ze dinn haten. Enn Januar huet Creditreform Lëtzebuerg hir Zuele fir d'lescht Joer veröffentlecht.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

2010 hate mer 918 Failliten hei zu Lëtzebuerg. Dat bedeit eng Hausse vu bal 32% par rapport zu 2009. Een traurege Rekord, wéi mer festgestallt hunn. Do sinn zwar och eng Rei Bréifkëschtfirmen derbäi, mä dat huet awer weider, dat huet awer keng Inzidenz op d'Tatsaach, dass mir fir dat Joer e Rekord notéieren mussen.

An da muss eis och ze denke ginn, dass d'lescht Joer an Däitschland d'Failliten ëm 2,5% zréckgaange sinn an an der Region Tréier souguer ëm 3%. A Frankräich si par rapport zu 2009 d'Failliten ëm 5% zréckgaangen. Bei eise belsche Frënn ass d'Zuel vun de Failliten ëm 2,5% eropgaangen. Déi Zuele muss een awer och an dat richteg Verhältnis setzen - wéllt heeschen, wéi vill Failliten a Prozent an eisen Nopeschlänner an de leschte Joren ze verzechnen waren. Den Här Minister kann eis vläicht do méi genau Zuele matdeelen.

De Commerce huet eng Entwécklung kann, déi een dach an Zukunft méi genau am A behale muss. Hei ass eng Steigerung vun 51% ze notéieren. Hei wéll ech och kuerz drop agoen, dass mir den Handel méi ënnerstëtze mussen, wéi dat bis ewell de Fall war.

Eng Fuerderung vun der Demokratescher Partei, fir d'Öffnungszäite vun de Geschäfte, do, wou et Sënn mécht an et zu kenge soziale Spannung féiert, méi flexibel ze gestalten, ass dovunner nëmmen een Element. En Element, wat awer eiser Meinung no d'Attraktivitéit vun eise Commerce verbessere géif. A wa mir vun Attraktivitéit schwätzen, da muss mer eis op de Wee maachen, fir e Gesamtkonzept, e Vermarktungskonzept ze entwéckelen. An dat Konzept gehéiere Kultur, den Tourismus an den Handel.

Dann huet d'DP sech och staarkgemaach, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen. Dës Majoritéit huet awer d'Laascht op de Leit hire Schëlleren duerch déi Mesuren, déi de leschten Dezember hei gestëmmt gi sinn, weider vergréissert. D'Kafkraaft vun de Leit gétt domadder beschnidden, wat onweigerlech eng Inzidenz op de Konsum wäert hunn.

Madame Presidentin, et ass sécher esou, dass d'Finanz- a Wirtschaftskris och hiren Deel dozou bäigedroen huet, mä een awer feststelle muss, dass eng Rei, eng Rétsch vu Failliten zu engem gudden Deel hausgemaach sinn.

Dat geet u mat der Qualifikatioun vun deem eenzelne Firmegrënner - dat ass och d'Éinescht vun dem Gast Gibéryen ugeschwat

ginn -, dee sech dacks net bewosst ass, wat wierklech un Erausforderungen op en duerkënnt, souwuel um finanzielle Plang wéi awer och a Saache Gestioum vun Betrib.

D'Leedung vun engem Betrib setzt eng Rei vu Konditiounen viraus, déi erfëllt musse sinn, fir sech an engem aus wirtschaftlecher a sozialer Siicht villfach komplexen a schwierigen Ëmfeld erëmzefannen. Et ass dat en Ëmfeld, dat zimlech séier changéiere kann, well d'Besoinë vun der Clientèle variabel sinn, oder well d'Konkurrenz méi grouss ass wéi uegell gouf, oder well d'Fournisseuren op eemol ganz aner Exigence hunn, déi e kleng Betrib net méi erfëlle kann.

Iwwert déi professionell Qualifikatiounen eraus, déi een erfëlle muss, fir e Betrib mat där néideger fachlecher Kompetenz ze féieren, heescht et awer och, a Saache Management a Kommunikatioun déi richteg Jalonen ze setzen, fir dass d'Firma fir d'Clientèle visibel ass an hir Produkter adequat verkeeft.

Dat setzt Erfahrungene viraus, déi eenzel Firmegrënner net ëmmer ze erfëlle wëssen an déi sech schwéierdinn, déi néideg Public Relations - wéi dat esou schéin heescht - ze entwéckelen, fir um Marché Fouss ze faassen. En Handwierk ausféieren oder e kleng Commerce bedreiwen, ass eng Saach. D'Gestioun dovunner am Grëff hunn, souwuel déi finanziell wéi déi reng organisatoresch, ass eng aner.

Et wier awer elo aus der Siicht vun der Demokratescher Partei falsch, fir den Zougang vun engem fräie Beruff méi streng ze reglementéieren. D'Liberté de commerce ass schliesslech e konstitutionell verankert Recht - et gouf elo d'Éinescht vun Jean-Louis Schiltz ugeschwat -, an et kann net d'Chamber sinn, déi entscheet, ob eng Persoun an alle Fäll capabel ass, e fräie Beruff auszeüben oder net. Dat solle letztendlich de Maart, de fräie Maart an domat och a grad d'Konsumenten entscheiden.

Et ass och bekannt, dass et etlech Leit gëtt, déi an hirem fräie Salarié waren, dann an d'Aarbechtslosigkeit gerode sinn an op eemol d'Iddi kruten, fir selwer Patron wëllen ze ginn. Dëst ass fir si souzese virleefeg déi lescht Chance, déi si hunn, fir sech berufflech eng Existenz opzebauen. Och hei ass de Risiko, dass déi Leit sech iwwermudden an eng Faillite provozéieren, net geréng. Och wann een dat net pauschaliséiere soll, da schéngen d'Zuele vu Creditreform dee Phenomeen éischer ze bestätegen.

Déi meescht Faillite betreffen - an de Gast Gibéryen huet et och gesot - kleng bis ganz kleng Betriber. Dat sinn also Eng-bis-fënnef-Persounen-Betriber mat engem Joresémsaz vu maximal zwou Milliounen Euro.

Et heescht also, dass dës Leit am Virfeld gutt berode ginn an op Risiken opmierksam gemaach ginn. Déi verschidde Berufskummere spillen hei eng wichteg Roll. Wann et heescht: „Trau dech“, da bedeit dat och, dass ee gläichzäiteg alles mécht, fir zukünftege Patronen alles dat mat op de Wee ze ginn, wat si brauchen, fir um Marché kënnen ze bestoen a sech net finalement an Aventuren ze verstrécken.

Patron ginn, daerf also net de rettende Stréihalm sinn, déi sougenannt ultime Chance. Ganz am Géigendeel, et muss eng regelrecht Opportunitéit sinn, eng reell Optioun, fir sech berufflech aneschtens ze entfallen an nei Aarbechtsperspektiven ze entwéckelen.

Jo, et ass verständlech, dass een aus der Iwwerleedung eraus als fräie Salarié eng eegen Aktivitéit wéllt grënnen, well ee vläicht um Aarbechtsmaart keng Plaz méi féinnt. Dat ass awer dann e Problem vun eiser Aarbechtsmaartpolitik, an dat soll am beschte Fall net d'Motivatioun fir de Start vun esou enger Entreprise sinn. E Betrib grënnt een och a besonnesch, well een iwwert déi néideg Donnéeë verfügt, déi et engem erlaben, ze soen, dass dee Projet och reell Chancen huet.

Hei kommen ech dann nees op d'Fachkompetenz ze schwätzen. D'Fro stellt sech, wéi vill vun deene Patronen, déi e Betrib opmaachen, eng Étude de marché maachen. Wéi vill maache sech Gedanken iwwer e Business-Plang? Wéi vill denken doriwwer no, wat si u Liquiditéit brau-

chen? Dat si vläicht alles simpel Froen, mä si si méi wesentlech wéi munchereengengt.

Et mécht een net einfach esou e Betrib op. Wéi ass et do mat der Formatioun an och mam néidegen Know-how, fir esou Pläng opzestellen oder e Bilan financier lesen ze kënnen?

A wann ech virdrunner op den „Trau dech“ verwisen hunn, wou d'Firmegrënner ënnerstëtzt solle ginn, da wéll ech awer och ënnersträichen, dass et genausou wichteg ass, d'Leit herno weider ze begleeden. Meng Virriedner hunn dat och ugeschwat.

Et muss eng Ulaftell ginn, wou déi jonk - entre guillemets „jonk“ - Patronë kënnen ëm Rot froen, wa se spieren, dass se op deem engen oder anere Punkt net esou virukommen, wéi se dat mengen oder wéi se sech dat virgeholl haten. Si mussen d'Méiglechkeet also kréien, ier d'Kar am Dreck läit, op Hëllef kënnen ze zielen.

Eng aner Ursach, déi erklären hëlleft, fir wat e Betrib Faillite mécht, ass déi, dass Firmegrënner, déi verantwortlech Associéien also, ënner sech net méi eens sinn. E Konflikt tëschent hinnen, wat och ëmmer d'Ursach dovunner ass, féiert derzou, dass de Betrib lues a lues schlecht géiert gëtt an dass net méi un engem Strang gezu gëtt. Sou Konflikter gi weider op déi Niveauen drënner gedroen, mat dem Resultat, dass se op d'Mataarbechter offerwen an dass déi dann u Motivatioun verléieren.

Schlëmmer ass et nach, wann deen een Associé deem anere kee Vertraue méi schenke kann, well en eventuell ze déif an d'Keess gekuckt huet oder well en Akeef mécht, déi onberechtigt sinn. Dat hei huet also mat rengem tëschemenschleche Problemer ze dinn, an de Wee an d'Faillite ass virgezechent, mat dem Resultat, dass x Leit op der Strooss stinn.

D'Verwaltungen spillen och eng Roll an der Preventioun vu Faillite. Et war och virdrun en Thema. Mir gouf gesot, dass d'Steierverwaltung, notament den Enregistrement, Ustrengeung mécht, fir Steierscholden ze strecken, andeems e prezisen Timing, also e konkrete Remboursementsplang mat der Administratioun ausgeschafft gëtt. Dasselwecht oder eng gewësse Kulanz kéint ee sech och bei den Assurances sociales virstellen, wa Betriber aus iergendengem Grund Schwieregeete mat hire Paiementen hunn.

An deem Kontext wollt ech nach betounen, dass net jiddwereen, deen en faillite ass, als Affer ze betruechten ass. Allze dacks héiert ee vun de Faillites frauduleuses a vun de sougenannte Faillites en série. Et heescht also d'Recidivisten ze stoppen an dese Phenomeen wierksam ze bekämpfen. Duerfir mussen d'Verwaltungen, besonnesch d'Steierverwaltung, mat deene Mëtteleen ausstafféiert ginn, déi si brauchen, fir Mësstänn ze vermeiden an domat d'Fraudes en carrousel opzehalen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Et wier och wichteg, wann de Mëttestandsministère zesumme mat der Economie - ech bedauern, dass déi zwee Ministeren net kënnen hei sinn - eng detailléiert Analyse vun Phenomeen vun der Faillite kéinte maachen. Dëst fir ze detektéieren, wat déi heefegst Grënn op deem Feld sinn, an och fir kloerzestellen, ob et Ursache gëtt, déi ëmmer nees erëmkommen, déi also récurrente Charakter hunn. De Gast Gibéryen hat dat och virdrunner uklänge gelooss.

An der franséischsproocheger Schwäiz hu se esou zum Beispill eng ganz profund Studië zu de Faillite vun engem speziellesche Joer gemaach, an dat huet et erlaabt, fir ganz konkret Aktiounen, Mesuren ze definéieren, déi et erlaben, de Phenomeen besser an de Grëff ze kréien. Sou eng Analyse wär effektiv och heizuland net vu Muttwéll. Dëst ass iwwerregens och eng laangjäreg Fuerderung vun der Chambre des Métiers.

Zesummefassend kann ee festhalen, dass Faillite verhënnert kënnen ginn, wann déi Responsabel vun engem Betrib sech bewosst sinn, wat fir Erausforderungen iwwer déi reng professionell Ufuerderungen op si duer kënnen kommen. Dës

Déië leie besonnesch um Terrain vun dem Management an der Promotioun.

Et heescht och, opzepasst, dass d'Betriber net vun Ufank un ënnerkapitaliséiert sinn a sech doduerch de Risiko, dass et zu enger Faillite kënn, dès le départ verstäerkt. Duerfir ass eng nohalteg Berodung am Virfeld vun der Betribsgrënnung onëmgänglech, an et bedeit do fir déi Verantwortlech, déi d'Initiativen huelen, op wierksam Manéier ze begleeden, also ze coachen - fir emol e Moudeuwert ze benotzen -, fir dass si keng onnéideg Risiken aginn, déi ee vu vieren hätt kënnen vermeiden oder zumindest minimiséieren.

Betribsgrënner sollen also onbedéngt op d'Erfahrungene vu Spezialisten zréckgräifen, besonnesch op d'Experienz vun den Experten aus de Berufskummereen.

Doriwwer eraus hunn d'Verwaltungen eng gewësse Verantwortung, besonnesch d'Steierverwaltung an d'Assurances sociales. Si mussen mat dem néidege Fanger-spëtzegefäll an der erfuerderter Kulanz virgoen, fir dass Betriber, déi trotz punktueller Liquiditéitsenkpass awer kloer Zukunftsperspektiven hunn, net ofgewiergt ginn, well se kuerzfristeg net all hir Steierscholden oder Sozialscholden bezuele kënnen. Hei heescht et, ëmmer nees ofzeweien tëschent dem Akafhuele vun temporäre Steieraussäit engersäits, an der Geför, dass duerch eng ze stramm Politik, déi séier zu enger Failliteklärung féiert, Leit hir Aarbecht verléieren.

Mir sollten d'Leit ënnerstëtzen, fir sech selbststänneg ze maachen, an dat aus deene richteg Grënn, an hinnen hëlleft, dat néidegt Geschier, déi néideg Hëllefsmëtzel ginn, fir dass si och kënnen réuséieren.

Do virdrunner mussen mir awer och eng fundéiert Bestandsopnahm maache vun deem, wat déi reell Ursache sinn, déi zu enger Faillite féieren. Mir sollen eis virun allem d'Mëtzel ginn, fir iwwer prezis Donnéeë kënnen ze verfügen, genausou wéi mir eis e spezifesche Programm mussen ginn, wéi mer Ursachebekämpfung bedreiwe kënnen.

Vläicht sollt mer eis un de Studien an Erfahrungene, déi besonnesch op deem Plang an der Suisse romande gemaach goufen, inspiréieren an en ähnlechen Exercice fir Lëtzebuerg maachen. Dat géif et sécherlech erlaben, fir an deser komplexer a multikausaler Matière méi kloer ze gesinn an déi Preventiounsmechanismen an d'Wee ze leeden, déi noutwendeg sinn, fir e gudden Deel vu méigleche Faillite vu vieren ofzewenden.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Bauler. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Bodry, an deen huet och dann direkt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Madame Presidentin, léif Kolleegen a Kolleginnen, et kann een et net genuch ervirhiewen: Laut dem Stater sinn am Joer 2009 693 Entreprisen zu Lëtzebuerg a Faillite deklariéiert ginn, an nach no méi rezenten Zuele vu Creditreform Lëtzebuerg waren et d'lescht Joer souguer iwwer 900. Dat bedeit sécherlech en trauregen historicheschen Rekord fir eist Land. An et muss ee feststellen, wann ee méi wäit zréckkuckt, dass an deene leschte puer Joer sech d'Zuel vun de Failliten am Schnëtt pro Joer ëm 600, 700 agependelt huet.

D'Wirtschaftskris, dat beweisen d'Zuelen - besonnesch och vun 2010 -, huet sécherlech och hir Spuren hei hannerlooss. Et ass also ëmmer méi - géif ech soen - Zäit, fir ze handeln. D'Regierung huet - dat geet nach op eng viregt Regierung zréck - versicht, dat ze maachen. Handeln ass néideg, mä opgrond vun enger seriöser Analyse vun engem wierklech komplexe Phenomeen, fir dass och dann déi richteg politesch a legislativ Konsequenzen doraus gezu ginn.

Eng Faillite huet oft dramatesch Konsequenzen. Natierlech och fir deen, deen a Faillite gehäit gëtt, mä besonnesch awer och fir d'Personal aus deene Betriber, déi vun haut op muer ouni Aarbecht an ouni Lohn sinn, a fir déi Leit, déi de Betriber selwer Sue ginn hu respektiv deene Sue geschëllt ginn an déi elo ouni Sue bleiwen.

D'Ursaache vun enger Faillite kënnen grad esou villfälteg sinn. Et kann d'Resultat si vun engem allgemenger wirtschaftlecher Réckgang, vum eventuellen och Netbezuue vu gréisseren Opdrag, déi de Betrib ausgefouert huet. Et kann d'Resultat si vu Feeler bei der Betribsgestioun. Et kann och d'Konsequenz si vun engem Bedruch, vun enger absichtlecher, also organisierter Faillite. An et kënnen schliesslech och oft intern Onstëmmegkeeten oder Onregelméissegkeete sinn, déi am Endeffekt zu enger Faillite féieren.

Besonnenesch, dat beweisen och déi lescht Etüden, déi publizéiert gi sinn, ass dee Phenomeen do hei zu Lëtzebuerg markant an eenzel Secteuren, déi besonnenesch vum Réckgang vun der allgemenger wirtschaftlecher Nofro gekennzeechent sinn. An et treëft besonnenesch och méi kleng Betriber, bis maximal fënnf Mataarbechter, an och Betriber, déi eigentlech iwwer weinege Capital social verfüegen.

Wichtig ass, ervirzehiewen, dass no deene leschte Stateg-Donnéeën 2009 iwwer 2.500 Leit hir Aarbechtsplaz duerch Faillite hei zu Lëtzebuerg verluer hunn. An engem eenzege Joer also 2.500 Aarbechtsplazen ewech duerch Faillitedeclaratiounen, déi an deem Joer hei an eisem Land virgeholl si ginn.

Och iwwer de Fonds pour l'emploi sinn iwwer eelef Milliounen Euro als Garantie virgesinn, fir kënnen d'Léin bei Failliten auszebezuelen. An och d'öffentlech Hand, ob dat de Stat, d'Gemengen - si ginn oft vergiess - oder d'Sécurité sociale ass, sinn déi, déi oft bei Faillite betraff sinn, déi also gläichbedeitend si fir si fir e Verloscht vun enger ganzer Rëtsch vun Einnahmen, wat d'Steieren, wat d'Taxen oder wat Cotisatiounen ugeet, obwuel Eenzelner vun deenen Instanzen do och iwwer Privilegier verfügen, wat d'Ausbezuellung vun der Mass vun der Faillite ugeet. Hei ginn der Kollektivitéit Joer fir Joer Milliounen Euro verluer.

Am internationale Verglach, obwuel een do ëmmer muss virsiichteg sinn, schéngt et och esou ze sinn, wéi wa Lëtzebuerg eng verhältnisméisseg héich Zuel vu Failliten hat, méi wéi d'Nopeschlänner, wann een dat zréckrechent op d'Zuel vun de Salariéen, déi mer hei am Land hunn. Dat alles ënnersträicht och d'Noutwendegkeet zu engem iwwerluechte politeschen Handelen.

Als LSAP hu mer eis an eise Wahlprogramm souwuel vun 2004 an 2009 fir eng Moderniséierung vun der Gesetzgebung vun de Failliten ausgeschwat, déi effektiv an hirer Essenz scho ganz al ass. An den Haaptakzent sollt bei där Reform op d'Preventioun vun de Faillite geluecht ginn, wéi och op d'Situatioun vun de Beschäftegten an de Betriber, déi och hir Existenzgrondlag entzu kréien.

E Fréiwarnsystem soll agefouert ginn, iwwer d'Sammelen an Iwwerwaache vun eenzelnen Donnéeën, déi d'Betriber betreffen, ob dat déi Réckstänn bei de Steieren oder bei de Cotisatiounen bei der Sécurité sociale sinn. D'Zil muss et sinn, organiséiert Beruffsaillite mat Zäiten opzeddecken an ongewollte Faillite wa méiglech ze verhënneren duerch zousätzlech Hëllefstellungen, déi de Législateur och ka virgesi par rapport zu deem, wat haut schon existéiert.

Eng wierksam Äntwert op déi Problematik do kann awer nëmmen d'Resultat vun enger vernetzter, enger globaler Strategie sinn, an där all Rieder aneuegräifen. Eng Plooschter hei, eng Korrektur do, dat geet sécher net duer, wann ee sech wëllt eng modern Gesetzgebung an deem ganze Beräich ginn.

Hei geet et nämlech net nëmmen ëm d'Handelsrecht, hei geet et net nëmmen ëm de Code de commerce, wou haut d'Regele vun de Failliten drastinn, mä et geet och ëm d'Stroferecht, et geet ëm d'Zivilrecht an et geet ëm d'Verwaltungsrecht, déi och mussen deelweis reforméiert ginn. Hei ass och net nëmmen de Justizminister direkt concernéiert, mä dat betraëft och de Wirtschaftsminister, et betraëft de Mëttelestandsminister an deelweis och den Aarbechtsminister, déi allegueren hei mat Deelaspekter vun deem Phenomeen betraëft sinn, wann et drëm geet, fir déi politesch Richtung unzegoen.

Net nëmmen also d'Regele vun der Faillite a vun dem Bankrott mussen reforméiert ginn, mä déi néideg Reform betraëft virun allem awer och eist Nidderloossungsrecht an de System vun der Gestion contrôlée, deen hei zu Lëtzebuerg op e Reglement vun 1935 zréckgeet. An ech mengen, deemools huet d'Wirtschaft nach e bëssen no anere Regele fonctionnéiert, wéi dat haut de Fall ass.

Virun allem awer mussen d'Institutionen an déi eenzel Servicer an der Verwaltung - Justiz, Police - och déi néideg Mëttele kréien, fir déi Missiounen kënnen uerdentlech auszuféieren. Viraussetzung vun enger gelongener Reform ass et awer och, fir e seriöt Ofweie vun de politeschen Zilsetzungen ze maachen. Et soll ee sech näischt virmaachen: Mir hunn eigentlech an der Lëtzebuurger Politik - an do mécht wahrscheinlech keng Partei eng Ausnahm - zwee Discoursen, wa mer iwwer d'Reform vun der Wirtschaft schwätzen.

Mir mussen eis nämlech d'Fro stellen, ob an alleréischerter Hisiicht soll d'Initiativfreedegkeet, de sougenannten Entrepreneursgeescht gefördert ginn. Jo, solle mer net nëmmen d'Risikobereetschaft, mä souguer e Risiko selwer vum Échec a Kaf huelen, wa mer d'Wirtschaft wëllen organiséieren? Oder versiche mer, mat méi restriktive Regele beim Mindestkapital, der Geschäfts- a Finanzplanung a bei den Zouloossungsbestëmmungen d'Wahrscheinlechkeet vun de Faillite systematesch ze reduzéieren?

Et gëtt schwéier, dat eent an dat anert ze maachen. Et ass awer genau virun där Erausforderung, wou mer eigentlech stinn.

„Trau dech“ heescht et vu Regierungssait iwwer de Mond vum Wirtschaftsminister, deen aktiv plädéiert, fir administrativ Vereinfachung ze maachen. De Justizminister Frieden huet 2003 awer e Gesetzesprojet iwwer d'Failliten eragereecht, wat eigentlech d'Gesellschaftsgrënnunge mat zousätzlechen Oplage beleet, wat also net a Richtung geet vun enger Simplification administrative.

An d'Regierung wäert - an de Justizminister, den Här Biltgen, huet dat jo och scho kloergemaach - och opgrond vun deenen zimlech negativen Avisen zu deem Gesetzesprojet 5157, besonnenesch och vu Saiten vun de Patronatsorganisatiounen, net an alle Punkten zumindest un där Initiativ vun 2003 vun der Regierung vun deemools festhalen. Wéi geet et also weider op deem doten Dossier?

An der Tëschenzäit ass en anere Gesetzesprojet vun der Regierung abruecht ginn, deen iwwer d'Reform schwätzt vun den Droits d'établissement, deen also festleet, ënner wat fir enge Konditiounen een eng Handelsermächtigung kritt. An do si mer awer scho bei engem Deelaspekt vun der ganzer Fro vun de Failliten.

Gi mer an deem neie Gesetz a Richtung Vereinfachung? Schrauwe mer d'Bedéngungen erof, och d'Qualifikatiounsbedéngungen erof, déi ee muss erfëllen, fir kënnen eng Handelsermächtigung ze kréien, wat éischer am Sënn vun der „Trau dech“-Initiativ ass?

Oder gi mer hin a mir maachen dat, wat eigentlech verlaangt ginn ass an all deenen Avisen iwwer de Gesetzesprojet iwwer d'Faillite? Mir schrauwen eigentlech d'Bedéngungen all erop. Mir soen, fir ebe Failliten ze verhënneren, well mer der Meinung sinn, dass dat och e bësse mat engem Manktum u Qualifikatioun ze dinn huet, déi eenzel Leit hunn, wa se e Betrib an e Geschäft uginn, mussen mer dohinnergoen a mer mussen deelweis eng Verschäerfung vun deene Bedéngunge maachen.

Do ass e gewëssene Widdersproch. Wat mir als LSAP-Fraktioun gären hätten, dat ass, dass all déi Initiativen, déi d'Regierung hëlt, dass dat awer u sech virun ofgewieë gëtt. Net dass mer u sech stéckweis bal e Projet hunn, deen an déi eng Richtung geet, an da kënt erëm eng Korrektur duerch e Projet, deen an eng aner Richtung geet, mä dass mer dat als Ganz kucken, dass mer eis eens maachen an der Regierung, awer och an der Chamber, déi am Endeffekt jo dann d'Enddecisioun ze huelen huet, a wat fir eng Richtung dass mer wëlle goen, wéi eng Gewichtung mer maachen.

Op där enger Sait d'Noutwendegkeet, fir preventiv ze wierken, dass et zu manner Faillite kënt, an op där anerer Sait awer och déi gewënschten Initiativ vu Leit, déi wëllen en neie Betrib opmaachen, net vu vireran duerch ze vill Oplage bremsen, déi mer maachen, respektiv duerch ze vill Kontrollen, déi mer och am Liewe vun deem Betrib géifen aféieren.

Et gëtt net einfach, dee Spagat do hinze kréien tëschen deenen zwou Zilsetzungen, déi ee legitimerweis ka verrieden. Ech mengen awer, dass et méiglech ass, eng Rei vu Verbesserungen ze maachen, an et och néideg ass, eng Rei vu Verbesserungen ze maachen.

Fir d'Éischt, ier mer nei Texter hunn, well et wäert jo nach e bëssen daueren, bis se definitiv a Kraaft sinn, mengen ech, sollt een dat maachen, wat och de Conseil d'État a sengem Avis zu deem Text vum Minister Frieden vun 2003 kloer geschriwwen huet: Et sollt ee sech emol déi Mëttele ginn, fir dat auszuféieren, wat haut d'Texter méiglech maachen. Et ass net esou, dass, wat d'Failliten ugeet, guer keng Instrumenter do wäeren, fir eigentlech dee Phenomeen do vläicht e bësse méi wierksam ze bekämpfen.

Dat heescht also och, dass d'Verwaltungen, déi gefuerdert sinn, ob dat déi vum Steuerberäich sinn oder déi vun der Sécurité sociale sinn, sollte bei gréissere Steuerreckstänn, wa sech d'Schwieregkeete vun de Betriber scho weisen, méi schnell aktiv ginn, wéi dat haut an der Regel schéngt de Fall ze sinn.

Deen Appel geet awer och un d'Curateure vun de Failliten, déi och allegueren hir Aarbecht solle ganz seriö maachen an och méi schnell; wann iwwerhaupt de Parquet systematesch informéieren, wa se der Meinung sinn, dass hei e Bankrott virläit, dass hei u sech Elementer do sinn, déi op e strofbaart Verhale vun dem Foyer hiweisen, an dat esou schnell wéi méiglech och weiderginn.

Well et ass ganz kloer - de Gast Gibéryen huet d'Zuel vu 15 bis 20% genannt -, dass sécherlech e gudden Deel vun de Failliten och e frauduleusé Charakter huet, just dass dat net offiziell duerch e Geriicht festgestallt gëtt, well et meeschtens net zu enger penaler Instruktioun kënt.

Ech hu mer d'Zuel vun de Bankrottdossieren uegekuckt, déi opgemaach si ginn. Dat sinn der déi lescht Joren 30 bis 40 pro Joer. Wann een déi Zuel vun 30 bis 40 natierlech a Relatioun setzt mat den Zuele 600, 700, d'lescht Joer souguer iwwer 900 Failliten, da mécht dat 3, 4% aus. Do schéngt mer awer d'Donkelziffer vun der reelle Bankrotte méi héich ze leie wéi dat, wat am Endeffekt vun Dossieren vum Parquet opgemaach gëtt, opgrond vun Elementer, déi meeschtens vun Curateur eigentlech missten u de Parquet weidergereecht ginn. Et ass also do, mengen ech, wou een och sollt usetzen.

Ech mengen, och eng ganz Partie gutt Iddi fir Reforme leien um Dësch. Déi ginn net onbedéngt ëmmer an dëselwech Richtung. Ech mengen, d'Iddi sinn awer grosso modo do. Dat gesäit een an engem Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot. De Statsrot huet sech dozou geäussert. D'Beruffschamberen hu Positioun bezunn zum Thema. D'CLC huet en interessante Paabeier zu deem Ganze publizéiert. Och d'Uni Lëtzebuerg ass jo vun der Regierung scho beoptraagt ginn, fir sech Gedanken ze maachen iwwer déi sougenannte kollektiv Procedure bei Schwierigkeeten an de Betriber, fir do eng Moderniséierung vun eisen Texter ze maachen.

Och souguer an de Rapports d'activité vun der Justizorganer - déi rezent souguer vun 2009 -, wann een do liest, wat de Parquet Lëtzebuerg a besonnenesch de Parquet Dikrech geschriwwen huet an deem leschte verfügbare Rapport d'activité: Do si konkret Propositionen gemaaht, wéi een d'Failliterecht misst reforméieren, fir op eng Rei vu Mësstänn kënnen ze reagieren.

Et wär, wéi gesot, gutt, wann d'Regierung och dee Ruff do géif héieren, e Ruff och zum Deel no méi Personal, fir méi geziilt mat den aktuellen Texter kënnen aktiv ze ginn a fir deem Phenomeen vun dem Usteige vun de Failliten a besonnenesch de frauduleusé Failliten och kënnen méi schnell

gerecht ze ginn. Dat huet sécherlech och e preventive Charakter.

Op jidde Fall bleift et, dass mer an där differenzierter Approche, déi ee muss hunn, fir hei eng Verbesserung vun der Situatioun ze kréien, kloer mussen den Ennerscheid behalen tëschen den organiséierte Failliten, déi stroferechtlech mussen verfollegt ginn, an den ekonomesche Failliten, déi et géllt, wa méiglech ze verhënneren, och wann dat selbstverständlech net an alle Fäll méiglech ass.

Mir si jo och hei effektiv an enger Matière - wéi gesot ginn ass - vun der Liberté du commerce et de l'industrie. An do därf een och erwaarden, dass déi Leit, déi oft op déi Fräiheet do pochen, och hir Responsabilitéit iwwerhuelen a kënnen mat där Fräiheet och uerdentlech ëmgoen.

Wat elo den Asaz géint déi organiséiert Failliten ugeet, ass d'LSAP-Fraktioun der Meinung, dass et weinege bréngt, d'Ufankskapital bei den S.A.en oder den S.à r.l.en nach weider eropzesetzen. Dat ass menger Usicht no net den entscheidende Punkt, wat d'Verhënnerung vu Failliten ugeet. Ass d'Iddi vun enger Rekonstitutioun vum Gesellschaftskapital bei gréisseren Defiziter sollt fale gelooss ginn. Och dat schéngt mer méi komplizéiert ze ginn, wéi et am Endeffekt wäert zu gudden Resultater féieren. D'Wirtschaftsvertrieber hunn, mengen ech, mat Recht op den negativen Impakt higewisen, deen esou zousätzlech legal Hürde bei Betribsgrënnungen a Betribsféierungen kënnen duerstellen.

Datselwech schéngt mer och ze gëlle fir d'Obligatioun, déi am Frieden-Text virgesi war, dass jiddweree misst ee vun engem Réviseur zertifizéierte Finanzéierungsplang op den Dësch leeën, ier en därf e Betrib grënnen. Och dat schéngt mer mat der Devise „Trau dech“ schwéierlech an Aklang ze bréngen ze sinn.

Wichtig awer bleift et - an och do hu Riedner schon drop higewisen -, dass ee muss en A op d'Qualifikatioun vun de Betribskaderen halen, net nëmme vläicht op de Gérant, mä och op dee ganze Kader vum Betrib. Dat géllt net nëmme fir d'Initialformatioun, mä awer besonnenesch och fir d'Weiterbildung, och am Managementberäich, wou dat doten onheemlech wichtig gëtt.

Als LSAP schwätze mer eis onmëssverständlech fir d'Aféierung vun engem Virwarnsystem aus. Iwwer sougenannten „Clignotanten“ soll fréizäitig erkannt ginn, wann e Betrib a Schwierigkeete kënt. Dat ass de Fall, wann d'Schulde bei der Sécurité sociale an de Steierverwaltung systematesch wuessen. Da muss zesumme geschafft ginn, an och d'Justizorganer mussen mat der Affär befaasst ginn.

Als Zweet insistéieren mer eis onmëssverständlech fir d'Aféierung vun engem Sozialistesch Fraktioun op eng grondeend Reform vun dem gesetzleche Kader vun der Gestion contrôlée, déi, wéi gesot, op d'Joer 1935 zréckgeet. Hei soll d'Handelsgeriicht eng méi aktiv Roll kënnen spillen. Haut muss esou eng Demande vu Gestion contrôlée vum Betrib selwer ausgoen. A villen anere Länner ass et de Fall - an op dee Wee mussen mer och goen -, dass esou eng Initiativ och ka vun engem Gericht selwer kommen opgrond vun Donnéeën, déi ee virdu kritt huet, fir ze verhënneren, dass do e gréissere Schued entsteet, a fir vläicht souguer e Betrib ze retten nach mat Zäit, ier en definitiv net méi aus de Scholden erauskënt.

De Wirtschaftsminister huet mat Recht de Virschlag gemaaht, fir sech un de Prinzipien vum „Chapter 11“ vum amerikanesche Recht ze inspiréieren, wat déi dote Fro vun der Gestion contrôlée ugeet. Wann d'Chance besteet, dass eng Entreprise hir Aktivitéite ka restrukturéiert kréien, fir erëm an eng gesond wirtschaftlech Situatioun eranzewuessen, da soll och en zäitlech begrenzte Schutz géint iwwer de Fuerderung vun de Créanciere méiglech sinn.

Esou eng Reform ass d'ailleurs och als Punkt 7 vum Minister Krecké sengem 65-Punkte-Programm iwwer d'Verbesse- rung vun der Kompetitivitéit der Tripartite an och der Chamber virgeluecht ginn.

Esou kollektiv Prozedure kënnen hëllefen, Betriber an Aarbechtsplazen ze erhalen. Jee no Fall kann d'Gericht decidéieren, eng einfach Kontroll, eng Assistenz oder awer e Kommissär fir d'Betriebsfeierung ze nennen. Dat ass zum Beispill eng Proposition, déi d'CLC schonn an der Vergaangenheet gemaach huet an déi mer a priori zimlech sympathesch schéngt.

Och bei der Gestiou vum de Faillit si Verbesserung vum System néideg a méiglech. Dat geet u bei der Bestëmmung an der Ausbildung vum de Curateuren. Och do wësse mer, an et gëtt zënter Jore kritisiert, dass oft onerfuere Affekoten als Curateur bestëmmt ginn a Failliten, déi sech oft als ganz komplizéiert erweisen, déi vläicht a priori einfach schéngen, mä wou awer notamment och oft e strofrechtlichen Hannergrond an deene Failliten ass.

Hei muss Suerg gedroe ginn, dass do vill Wäert op d'Formation, op d'Experienz geluecht gëtt an dass et effektiv zu Spezialisatiounen an deem dote Beräich kënn, fir sécherstellen, dass déi Faillit fachgerecht an och, géif ech soen, an uerdentlechen Terminer kënnen duerchgezu ginn. Well och do muss een ëmmer erëm feststellen, dass et jorelaang dauert, bis et zu engem Ofschluss vum enger Faillite kënn. Do muss also och jiddweree mat där néideger Disziplin un déi doten dach awer wichteg Dossierer erugeen.

D'Honorabilitéit, an zu där gehéiert de Fait, keng Faillite wessentlech provozéiert ze hunn, soll weiderhin e wichtige Kritär bei der Verdeelung vum de Betriebsgenehmung bleiwen. A schliesslech wëll ech op d'Fro vum der Publizitéit insistéieren. D'Publizitéit vum de Gesellschaftsbilanen an anere relevante Gesellschaftsdaten dréit zu méi Transparenz an domadder och zur Faillitpreventioun bäi.

An deem Zesammenhang wollt ech eng Fro un d'Regierung stellen, wann d'Regierung dann esou léif wär, fir mer hiert Ouer fir kuerz Momenter ze schenken. Ech wollt...

(Interruption)

Mä Dir hutt schwéier ze kämpfen, Här Minister, Dir gitt belagert vum zwee anere Regierungsmemberen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Ech ginn ënnerstëtzt! Ech ginn ënnerstëtzt vum engem Fénneftel vum der Regierung.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat ass schonn net schlecht! Ech wollt da just d'Fro stellen - well ech an den Avisé fonnt hunn, dass vill Instanze sech vill versprach hu vum där Reform vum 2005, Reform op där enger Säit vum Registre de commerce, an d'Aféierung vum der Centrale des bilans -, do wollt ech d'Fro un d'Regierung stellen, ob schonn iergendwellech Erkenntnisser gezu si ginn aus där neier Datei. Ginn à ce stade Analysen duerchgefouert, wat d'Betriebsstrukturen ueget, opgrond vum deem Dépôt vum de Bilanen, dee jo regelméisseg zënter Jore vum de Betriber hei virgeholl gëtt? Wat sinn déi Erkenntnisser? Kann een dorauer vläicht Réckschlëss zéien, wat d'Fréierkennung vu Faillitëssituatiounen ueget?

Et ass, mengen ech, wichteg, dass een déi doten Donnéeën notzt. Ce sont des bilans! Do geet et jo net nëmmen ëm eng Formalitéit, fir einfach ze soen, mir hunn en Dépôt gemaach vu Bilanen. Mä déi mussen och kënnen erugezu ginn, fir eng Rei vu méi prezisen Etüden duerchzuféieren, wat d'Situatioun vum de Betriber hei zu Lëtzebuerg ueget. A vläicht kann een déi, wéi gesot, och besser asetzen, wat d'Fréierkennung vu faillitëgefährdete Gesellschaften ueget. Och do, mengen ech, ass et wichteg, dass mer eis d'Mëttele vum eisen eegenen Ambitiounen och ginn.

Eng lescht Fro, déi ech wollt behandeln - da sinn ech och um Enn ukomm -, dat betrëfft d'Fro vum de Privileg bei de Créancien. Eng Fro, déi jo vill diskutéiert gëtt, besonnesch bei de Vertrieber vum de Créanciers chirographaires, déi natierlech gären hätten, dass et keng Privilegien a

Superprivilegië vum anere Créanciere géif ginn.

Als LSAP si mer awer der Meinung, dass et logesch ass, dass fir de Stat - zumindest fir en Deel vum de Steiervwaltungen - an dass och fir Léin e Superprivileg respektiv e Privileg gëllt beim Ausbeuele vum Actif bei der Liquidatioun vum enger Gesellschaft. Et freet ee sech allerdéngs, firwat dass - no mengen Informatiounen - nëmmen déi direkt Steieren iwwert dee Privileg verfügen, an déi indirekt Steieren net iwwert deeselwechte Privileg verfügen.

Et bleift, dass mer als LSAP-Fraktioun fir ee Moderniséiere vum Handelsrecht antrieden an an allen anere Gesetzer och wëllen hunn, dass mer ofweien engersäits, wéi wäit mer wëlle goen, wat d'Risikobeschränkung ueget, an op där anerer Säit, wéi wäit mer wëllen d'Betriebsopmaache weiderhin geziilt förderen. An deem Sënn freeën ech mech schonn op all déi Diskussiounen, déi mer sécherlech wäerten zu deem Thema nach hei an der Chamber hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Bodry. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech kee Muttwëll, wa mer haut iwwert de Phenomeen vum de Failliten hei schwätzen. 2010 war a sech e Rekord, wat d'Failliten ubelaangt, a meng Virriedner hunn dat och des Laangen an des Breedten hei duergestallt.

Mä wann een hei a Lëtzebuerg vu Faillitë schwätzt, muss een awer och d'Ekonomie am Ganze kucken an eist Land e bëssen anescht duerstellen, wéi dat vläicht bei anere Länner de Fall ass. Mir si gekennzeechent vum enger ganz oppener Ekonomie. Mir si gekennzeechent vum enger Groussregioun, wou ganz vill Pender op Lëtzebuerg schaffe kommen, awer och eng ganz Rei vu Betriebsgrënner, déi net onbedéngt hei a Lëtzebuerg gewunnt hu respektiv hei a Lëtzebuerg och opgewuess sinn. Dëst geet och aus enger Etüd ervir, déi am „Bulletin économique“ vum der Chambre de Commerce nozeliesen ass.

Wann ee sech eng Kéier déi Tabell ukuckt, mierkt een, dass mer nach ëmmer e ganz groussen Zouwuess u Betriebsgrënnungen hei a Lëtzebuerg hunn. Insbesondere zum Beispill am Immobilier si mer vum 2000 bis 2007 ëm 65% an d'Luucht gaangen. Et sinn och an anere Beräicher, wéi an der Constructioun - mir wëssen, dass an deem Beräich och ganz vill Aktivitéite sinn -, ganz vill Betriber entstanen. Dat heescht, wann ee ganz vill nei Betriber an engem Land opzeweisen huet, ass de Risiko natierlech och grouss, dass deen een oder deen anere sech vläicht verschat huet.

Esou och ze kucken, wann een déi eenzel Failliten iwwert déi laang Period vum zéng Joer eng Kéier kuckt. Mir wëssen, 2001 hate mer eng Spëtzt vu 750 Failliten, a mir hunn erëm eng ähnlech Spëtzt 2010, wou mer op 908 Failliten a sech komm sinn. Déi zwou Spëtzte si fir mech an och fir eis Gréng deels konjunkturell natierlech och ze kucken, mä et sinn awer och eng Rei strukturell Problemer ze erkennen, déi virdrun och scho bei enger ganzer Rei vu Virriedner hei ernimmt gi sinn.

Fir 2010 ass vläicht och nach ze bemerken - ech mengen, dat hat och nach kee virdrun hei ernimmt -, dass och d'Holdingsgesetz vum 1929 geännert gouf oder ofgeschafft gouf. Dat heescht, déi Betriber hu sech missen adaptéieren un déi nei Léiglatioun, wat och derzou gefouert huet, dass eng Rei Betriber, wou a sech just nach eng Hüll ronderëm war, sech opgeléist hunn. Also de Phenomeen ass deels differenziert hei ze betruechten.

Och muss ee kucken, dass eng ganz Rei vu Betriber hei a Lëtzebuerg praktesch ouni Salariéen auskommen an dass do de Phenomeen, wat eng Faillite ubelaangt, fir den Aarbechtsmarché a sech net déi grouss Auswirkung huet. Wat fir eis awer och nach bedenkelech ass - ech mengen, dat hat och virdrun nach keen esou ernimmt -, dat ass, dass awer ze beobachten ass, dass eng Rei vu Betriber, déi méi al wéi

fénnef Joer sinn, mëttlerweil och an dee Phenomeen vum der Faillite erakommen.

Dat mécht dat e bësse méi differenziert wéi elo just e reng konjunkturelle Problem vum dësem Moment. Och mierkt een dat bei den Handwierksbetriber, an net nëmmen do. Ech mengen, an der Landwirtschaft gëtt et dee Phenomeen scho méi laang. Dat ass einfach: D'Successee sinn nämlech och net méi esou ginn an deene Betriber, an et ass oft iwwert dee Moyen vläicht - wat och nach muss ze beweise sinn -, iwwer eng Faillite, wou deels da probéiert gëtt, de Betriber dann eben opzeléisen. Wat fir eis natierlech net déi richtig Léisung dofir ass!

Aus eiser Siicht ass et dofir emol fir d'Éischt, fir ze wëssen, wat d'Regierung an dësem Fall wëllt ënnerhuelen. Et ass schonn erstaunlech, dass mer dee Phenomeen säit 2000, 2001 a sech scho kennen, mä wat fir eis nach ëmmer feelt, dat ass wierklech déi systematesch Analys iwwert des Phenomeener: wou se a sech hierkommen, wat a sech genau d'Ursaache sinn a wou mer a sech den Hiewel sollten usetzen.

Et si virdu vu menge Virriedner eng ganz Hällewull vu Recommandatiounen a sech scho gesot ginn. Déi eng ginn e bësse méi an déi méi liberal Richtung an déi aner ginn e bësse méi an eng Richtung, fir vläicht méi e Korsett ronderëm déi Betriber ze setzen, déi méi an der Précaritéit sinn, fir an eng Faillite ze rutschen.

All déi Proposen, déi eng oder déi aner, waren a sech gutt gesot. Mä fir eis, wéi gesot, feelt haaptsächlech d'Hausaufgab: d'Hausaufgab, déi eis eben d'Analys méi déif gräifend virundreift, an dass mer eben net Gefor lafen, deels Äppel mat Bire wëllen ze vergläichen.

Ech mengen, d'Propos, déi den Här Frieden 2003 mat der Proposition de loi 5157 deemools gemaach huet, war jo éischter a Richtung - wéi virdrun och vum Här Bodry schonn eemol hei erkläert -, fir méi restriktiv wëlle virzegoen. Ech denken, dass do sécherlech eng ganz Rei vu gudden Usätz dra waren. Mä am grouse Ganze schéngt et mer, dass mer net onbedéngt missten an eise momentane Gesetzméissegkeeten awierken an dass déi Restriktiounen, déi mer elo haut schonn hunn - an dat ass och scho vu menge Virriedner gesot ginn -, wuel duerginn, fir kënnen eng gutt Gestiou vum eise Betriber duerchzuféieren.

Vläicht déi eng oder déi aner Bemierkung nach zu deem Gesetz, well ee jo iwwert d'Augmentatioun vum Kapital gehofft huet, vläicht déi eng oder déi aner Failliten ze verhënnere: Dass wuel all déi Avisen, déi dozou gemaach gi sinn, éischter eng negativ Ausso gemaach hunn, ass plus ou moins verständlech, wann ee weess, an an deene leschten zéng Joer um Marché dobausse lass war, nämlech éischter a Richtung vum enger totaler Liberaliséierung wéi vu méi enger restriktiver Virgoensweis an deenen eenzelne Betriber.

Déi aner Richtung ass dann eng, déi d'Liberaliséierung total mécht, déi esou 1-Euro-Gesellschaft wëllt an d'Liewe bréngen. Och do menge mer, dass dat net déi richtig Léisung soll sinn. Et kann net sinn, dass mer Betriber wëllen hëllefe grënnen, awer ouni hinnen déi néideg Risikoofschätzung wëlle mat op de Wee ze ginn! Mir menge schonn, wann ee sech virhëlt, e Betriber ze grënnen, dass ee sech duerch aus muss e gewëssent Kapital uneegenen, fir kënnen och déi Sécherheet vis-à-vis vum de Salariéen herno ze hunn, dass déi, wann eng Faillite entsteet, och zumindest kënnen entschiedegt ginn.

Dofir menge mir: Souwuel déi eng wéi och déi aner geet fir eis de Moment an déi falsch Richtung! Mir soen einfach: Mir maachen un där momentaner Gesetzméissegkeet emol näscht a mir analyséieren emol, wéi eng Instrumenter mer iwwerhaupt schonn alles hunn, fir dat émsetzen. Et ass vun all de Virriedner virdu gesot ginn, dass mer a) esou vill Instrumenter hunn, fir kënnen d'Kontroll ze maachen, an dass mer b) wëssen, wou mer kéinten usetzen. Mä et ass awer net fest niddergeschriwwen, a wéi enger Form mer dat wëllen och dann duerno a Musek émsetzen.

Ech wëll dann awer och emol wëssen, a wéi eng Richtung déi eng oder déi aner

Propose kënnen goen, wann ee verschidde Moosname wëllt usetzen. Dofir denke mer, dass dat, wat mir haut proposéieren, nämlech eng Motioun hei ze déposéieren, dat vläicht ofrënnt, wat meng Kollege virdrun hei vu Suggestiounen an och vum Opfuerderunge gesot hunn, nämlech méi eng detailléiert Analys duerchzuféieren.

Virdrun ass vum Här Bauler déi Etüd vum der Schwäiz ernimmt ginn, déi '99 gemaach ginn ass an der Suisse romande, déi eng ganz Rei vu ganz positiven Approchen oder Richtungen opgewisen huet, a wourauer si dann och déi entspreichend Konklusiounen gezunn hunn, fir kënnen dann eppes ze presentéieren - e Gesetz vläicht, et muss kee Gesetz sinn -, awer zumindest op Basis vu reelle Wäerter, déi de Moment dobaussen herrschen.

Duerfir, Här President,...

► **Mme la Présidente.**- Merci, Madame Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Entschëllegt, Madame Presidentin.

(Hilarité)

Duerfir, Madame Presidentin, déposéieren ech dann déi Motioun an duerno...

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la dynamique élevée des créations d'entreprises au Luxembourg;

- considérant la grande ouverture de notre économie vers les acteurs économiques de la Grande Région;

- considérant la dépendance de notre évolution économique d'une conjoncture qui dépasse l'espace politique national;

- reconnaissant le nombre de faillites d'entreprises conséquent;

- reconnaissant également la bonne santé générale des entreprises par rapport à la moyenne européenne;

invite le Gouvernement

- à réaliser une étude portant sur les trois dernières années pour analyser les raisons essentielles des faillites économiques au Luxembourg en distinguant clairement les raisons frauduleuses, une éventuelle sous-capitalisation et des erreurs de gestion;

- à développer sur base de ces renseignements une série de mesures pour mieux encadrer les entreprises naissantes ainsi que des indicateurs d'alerte permettant aux administrations gouvernementales de limiter le plus possible les pertes sociales et économiques.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira.

Da kommen ech och zum Schluss vu mengen Ausféierungen.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Kox. Domat ass d'Lëscht vum de Riedner ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll alle Riedner Merci soe fir déi, vun alle Säiten, konstruktiv Bäitrag, déi komm sinn. An ier ech lech e bësse wëll soen, wou de Justizministère wëllt schaffen - net alles kann de Justizministère maachen, mä ech soen lech duerno, wat mir wëlle maachen, wëlle schaffen -, wëllt ech awer e bësse kuerz och op d'Situatioun vum de Failliten agoen. Well et gëtt, an et ass och scho gesot ginn, Ennerscheeder an de Failliten.

Grosso modo ass et esou, dass all zweet Faillite guer keng Salariéen huet. A vun deene Failliten, déi Salariéen hunn, huet nach eng Kéier bal d'Halschent nëmmen ee Salarié, dat ass dann oft deen, deen och de Chef vum der Sociéité ass. An dat ass och eppes, mat deem mer musse kucken. Et gëtt Failliten, wou eigentlech net Gesellschaften déi Faillite maachen, wou och net vill Aktivitéiten oder Personal hannendru stécht. Et sinn natierlech grouss Boiten, wou dann eng Partie Leit och riskéieren hir Plaz ze verléieren.

Et muss een also ëmmer kucken, wéi mer an Zukunft eng Gesetzgebunge maachen, déi déi zwou Situatiounen, deene vun de méi grouse Betriber, méi substanzuelle Betriber, déi an d'Faillite falen, awer och

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

deene klenge Betriber, wat oft Commercer sinn, déi an d'Faillite falen, wéi mer deene Rechnung droen.

Also, wa mer kucken, wat 2009 an 2010 ubelaangt, esou hate mer 2009 428 Failliten, wou Salariéë betraff waren. An déi 428 Failliten, déi hunn 1.724 Salariéë betraff. D'Halschent vun deenen, e bësse méi wéi d'Halschent, déi prononcéiert goufen, waren der mat Salariéen. 2010 hate mer 499 Faillite vum 918, déi Salariéen haten. An do waren et 1.993 Salariéen.

Wat d'Secteurs ubelaangt, ass de Secteur de la construction deenen, deenen eigentlech mat am meeschten hat. 2009 zum Beispill 117 Faillite vu 693 waren am Secteur de la construction. Do sinn natierlech och ganz oft Salariéen derbäi. Ech wëll dat och soen, ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck. De Secteur de la construction, do muss een e Meeschterdiplom hunn, do gëtt scho méi verlaangt wéi am Commerce.

Et gëtt ëmmer gesot, am Artisanat si manner Faillite wéi am Commerce. Am Commerce kann ee méi einfach e Betrib maachen. De Secteur de la construction, obwuel do jo awer vill verlaangt gëtt, fir e Betrib ze maachen, hu mer awer ëmmer vill Failliten. Natierlech muss een och wëssen, a Secteurs, wou vill Betriber sinn, sinn och méi Failliten, wéi a Secteurs, wou wéineg Betriber sinn. Och dat muss een duerfir ëmmer erëm kucken.

Ech wëll dat soen, fir ze évitieren, fir ze verhënneren, dass ee géif soen, mä et gëtt „une solution universelle“. Et gëtt ganz vill Diversitéit, an duerfir muss een deene verschiddenen Diversitéiten herno Rechnung droen. Da sinn natierlech den Horeca-Secteur an de Commerce de gros déi, déi am meeschte Failliten haten.

Wat sinn d'Causen? Jo, dat ass ëmmer schwierig erauszufannen. Vill Betriber hu keng Kontabilitéit. Ech wëll dem Alex Bodry seng Fro direkt beäntweren. D'Centrale des bilans, déi soll fonctionnéiere vum 1. Januar 2012 un. Mir hunn zwou Préalables gemaach. Dat eent ass, dat hutt Der richteg gesot, de Registre de commerce reforméiert. Dann hu mer, ass och erëm eng Kéier eng Responsabilitéit vun eis am Ministère de la Justice gewiescht, mat de Plan comptable universel gehollef ausschaffen, esou dass mer elo e Plan comptable universel hunn.

Elo kann da vum 1. Januar 2012 un d'Ekonomie, dat heescht haaptsächlech de Statec a mir, mam Registre de commerce déi Centrale des bilans opzéien. Duerfir gëtt et elo nach keng Resultater. D'Préalables sinn elo all do, a vum 1. Januar 2012 u wäerte mer dann dat dote kënnen maachen. An doduerch natierlech och en Instrument kréien, fir méi eng Feinanalys ze maachen.

D'Causé sinn ëmmer, jo, déi eng hu kee Plan d'affaires, déi aner hu keng Suen, Verschiddener hunn näischt, Verschiddener kënnen näischt. Wa Krisenzäite sinn, sinn ëmmer méi Failliten, wéi wa keng Krisenzäite sinn. Iwwregens, d'Belsch huet e Gesetz gemaach, fir d'Faillite méi ze prevenéieren - do sinn och Iddien, mat deene mir och drop schaffen -, an trotzdeem hu se awer méi Faillite kritt.

Et ass evident, dass, wann et gutt geet, kritt een zum Beispill méi einfach gélieint, wéi wann et net gutt geet. An da mécht

ee sech Gedanken drop, op déi Zäit, wann et gutt geet. Dat heescht, et léint een, et verschéllt ee sech an et geet een dovunner aus, dass et weider esou gutt geet wéi dat Joer wou et gutt geet. Wann een natierlech doduerch esou enk gerechent huet, dass, wann et eng Kéier méi schlecht geet, een direkt an d'Labrante kënn, dann huet een e Problem. Et muss ee jo och wëssen, dass d'Banken duerch eng ganz Partie vu Bewegungen an de leschte Joren, Basel-Accorden an esou weider, vill méi retizent gi sinn, fir Suen ze léinen. Dat spillt natierlech alles eng Roll.

(Interruption)

Jo, et ass awer kloer, dass et haut schwierig ass, Sue gélieint ze kréien. Woufir? Dat ass jo awer normal, dass eng Bank net wëllt Sue ginn, wou se net sécher ass, dass se tant soit peu d'Suen erëm kritt. An et ass kee méi virsiichteg wéi d'Banken. An dat, mengen ech, wier jo gutt. Well, wann d'Banke bis fort sinn, da gëtt och gejaut. Duerfir soen ech, et gëtt ganz vill Ursachen.

(Interruption)

An och, Här Gibéryen, et ass ëmmer schéin, ech sinn ëmmer frou, wann d'Uni nach ka Saache maachen. Wa se déi wëllt maachen, maache se et. Ech mengen, mir sollten zwar agéieren, och ier dass mer grouss Analysen hunn iwwert d'Ursachen. Well eigentlech muss mer eis aner Froe fir d'Éischt stellen. Et gëtt keng... Kee Gesetz kann eng Faillite verhënneren!

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Déi Fro, déi mer eis mussen stellen, dat ass eng - an do wier ech frou, wa mer déi géifen notament an Ärer Commission économique, des Affaires économiques traitéieren -, déi ass vu bal alle Riedner ugesprach ginn, an dat ass eng, déi net de Justizminister ka beäntweren. De Justizminister ka just a senge Gesetzzer Rechnung droen deem, wat decidéiert gëtt.

D'Fro ass ganz einfach: Si mer méi virsiichteg, wann een e Betrib mécht? Wëlle mer, dass méi Suen am Betrib sinn? Wëlle mer, dass méi forméiert gëtt? Wëlle mer, dass méi „Plans comptables“ do sinn an esou weider? Oder gi mer op de Wee „Trau dech“, fir ze soen, de Risiko vun der Faillite, dee muss mer matgoen, a mer muss méi „Trau dech“ maachen? An déi Fro muss eng Kéier am Virfeld tranchéiert ginn.

Do ginn d'Meenungen auserneen. Et ass och gesot ginn. De Projet de loi vu mengem Virgänger, de Luc Frieden, huet versicht, méi am Virfeld ze kucken, dass déi, déi e Betrib grënnen, méi sécher dostinn, fir manner kënnen an d'Faillite ze falen. Dat ass awer ganz vill vun dem Milieu économique, notament vun der Chambre de Commerce contestéiert ginn. An ech wier frou, wann Är Chamber sech géif zum Beispill an der Commission des Affaires économiques mat där neier Iddi vun der Chambre de Commerce eng Kéier konstruktiv auserneesetzen: d'S.à.r.l. simplifié.

D'Chambre de Commerce geet op e ganz anere Wee wéi deenen, deenen e puer vun de Kollegen hei plädéiert hunn. D'Chambre de Commerce seet just de Contraire mat hirer S.à.r.l. simplifié. Si sot een Euro, du méchs eppes, traudech, géi lass, du kucks duerno Suen ze kréien. Domadder ass de

Problem natierlech net geléist, fir Sue vun de Banken ze kréien. Dee bleift dann nach ëmmer sinn.

Duerfir seet d'Chambre de Commerce awer och, majo deenen, deenen déi S.à.r.l. simplifié mécht, deenen dodran ass, dee muss sech mat sengem ganzen Hab und Gut dann natierlech och do engagéieren, esou dass een dat och huet. Mä ech soen nach eng Kéier, dat ass eng Prinzipiéfro. An do muss een eng Kéier... Dat ass keng, déi mir an eise Failliteprojet, deenen ech duerno exposéieren, wëlle klären.

Mir mussen Rechnung droen do. Mir mussen kucken: Wéi wäit huele mer d'Punkte vum viregte Projet erëm oder net? Mä et wier gutt, wann een eng Kéier sech politesch eens wier. Wëlle mer méi Garantien, wann een e Betrib mécht? Oder wëlle mer méi „Trau dech“? Dat ass eng Décisioun, do kann een entweder jo oder nee soen. Oder et kann een och an der Mëtt sichen. Mä et kann een net soen, mir wëlle méi „Trau dech“ an och méi Garantien, ier dass een e Betrib grënt. Déi zwou Saachen zesammen, dat geet net onbedéngt.

Duerfir wier et och gutt, wann een am Virfeld och eng Kéier déi dote Fro tranchéiert hätt. Well eng Partie Propositionen, déi mir als Justizministère gemaach hunn, stinn a fale mat där doter Décisioun: méi oder manner, méi „Trau dech“ oder méi Garantien, ier dass déi Betriber sinn?

Da wëll ech eppes soen - wat och interessant ass ze wëssen -, wien d'Faillite provoziert. Wie freet d'Faillite un? Provoziert ass elo vläicht de falschen Dingen (veuille lire: Ausdrock). Et ass ëmmer d'Drëps, déi d'Glas iwwerlaffe léisst. Dat sinn zu 45% de Centre commun de la sécurité sociale, zu 45% d'Steierbüroen, TVA an direkt Steieren, an nëmme zu 10% all déi aner, d'Fournisseurs, d'Salariéen, d'Clients. Sou, dat muss een elo wëssen.

Dat ass nämlech dee ganze Problem, dee mer herno erëmkréien och mat de Privilegien. Ganz oft - an ech schwätzen aus där Vergaangenheet, wou ech selwer nach fräi schaffenden Affekot war - hunn ech ëmmer gesinn, d'Betriber bezuele fir d'Lescht de Stat, well se soen: „Dee schéckt eis jo net an d'Faillite. Deen huet jo keen Intérêt, eng Faillite ze kréien.“ Sou dass natierlech do oft d'Detten accumuliert ginn. An dat ass dann och eng Fro, da gëtt gesot: „De Stat huet mech elo an d'Faillite gehäit.“ Mä de Problem ass, et ass net de Stat, deenen een an d'Faillite gehäit huet, mä dee Betrib war exsangue, an herno huet dann effektiv d'Verwaltung gesot: „Mä mir si jo awer och do, fir fir de Stat Suen eranzedreiven, also siche mer d'Faillite un.“

Also muss een och ëmmer erëm déi dote Fro wëssen, dass et haaptsächlech d'Statsverwaltung sinn, déi natierlech d'Steiergelder ze verteidegen hunn, déi elo d'Failliten ufroen, an ëmmer d'Fro ass: Ass et dann heiansdo besser, eng Faillite méi fréi unzefroen, oder soll ee méi laang waarden? Wat een natierlech méi laang waart, wat och ëmmer manner Suen do sinn. Och fir d'Créancier. Duerfir ass déi Fro vun de Privilegieren eng, déi érischt herno kënn. Fir d'Éischt muss een emol kucken: Ma wéini siche mer eng Faillite un, respektiv wéi kënnen mer eng Faillite verhënneren? An do wollt ech lech e puer nei Iddien virstellen.

Fir de Rescht, mengen ech, ass ganz kloer, ernert der Faillite leit jiddwereen. Do kënnen och aner Betriber... Ech hunn och Betriber kenne geléiert, déi si faillite gaangen, well aner Betriber faillite gaange sinn. De Betrib selwer huet gutt fonctionnéiert. Mä vu dass e mat engem zesummege schafft huet, deenen entweder säi Fournisseur war oder säi Client war, dee faillite gaangen ass, ass e Betrib einfach an eng Faillite gefall, wou awer nu guer näischt, guer näischt duerfir konnt.

Dat ass zum Beispill a Krisensituatiounen ganz oft de Fall. Do sinn da verschidde Betriber, deenen et schlecht geet, déi falen ewech. An déi maache par ricochet erëm aner Betriber Misär.

Nach Zifferen iwwert d'Faillites frauduleuses, ier dass ech och do op d'Virschléi kommen: Tëschtent 2004 an 2009 sinn um Parquet vu Lëtzebuerg 102 Pursuite gemaach gi fir Banqueroute simple a wéinst

Banqueroute frauduleuse, an et sinn och ongeféier 100 Condamnatiounen komm. 2009, 2010 27 Condamnatiounen. Dovunner 25 Banqueroutes simples an zwou Banqueroutes frauduleuses. Elo zënter dem 16. September 2010 ëmmerhin néng Condamnatiounen pour banqueroute simple, fir dat ze soen.

Beim Parquet Dikrech gëtt et der och: 2005 bis 2009 sechs Banqueroutes simples an zwou Banqueroutes frauduleuses. An 2009, 2010 eng Banqueroute simple, dräi Banqueroutes frauduleuses.

Wat wëlle mer elo maachen? Mir hunn e Projet de loi, dat ass de Projet de loi 5157, deen ass aviséiert. Verschidde Leit sinn drop agaang. Mir wëllen deenen elo net zrëckzéien. Mir wëllen en neie Projet de loi bréngen, deen eng Partie Punkten dovunner iwwerhëlt. Deen natierlech dann dat ganz Arsenal ausbaut. Mä fir et nach eng Kéier ze soen: Liest dee Projet no mat allen Avisen, well do ass ganz viles do, wat een awer eng Kéier muss tranchéieren! Notament déi Fro: Verlaange mer méi am Virfeld? Oder manner am Virfeld? Dee Projet de loi huet vill am Virfeld gehat. D'Chambre de Commerce notament, an heiansdo d'Chambre des Métiers waren net domat d'accord.

Wéi wëlle mir dann elo - ech ginn net méi weider op de Projet de loi an, well meng Zäit leeft fort. Duerfir wëll ech eigentlech soen, wéi mir dann an Zukunft wëlle weidergoen. Mir wëllen also en neie Projet de loi am Ministère de la Justice ausschaffen, dee véier Voleten huet: e Volet préventif, e Volet réparateur, e Volet répressif an e Volet social.

Mir wëllen dann dee Moment, wa mer den neie Projet deponéieren, deenen alen zrëckzéien, mä net elo, well mer net wëllen och d'Signal ginn, dass mer näischt wëlle géint d'Faillite maachen. Et wäerten also och eng Partie Saache vu mengem Virgänger sengem Projet och weider iwwerholl ginn. Notament iwwert d'Faillites frauduleuses si schonn eng Partie Léisungsvorschläi dran.

Préventif. Ech soen nach eng Kéier, mir wëllen... D'Fro ass nach ëmmer, wéi vill Gesellschaftsgrënnen? „Trau dech, traudech net“ -, do muss mir als Justizministère dat maachen, wat de politesche Wonsch ass. Duerfir muss een eng Kéier soen, wat de politesche Wonsch ass. Et ass entweder dat eent oder dat anert.

1) Da wëlle mer nach en Aspect préventif maachen, nämlech d'Faillite verhënneren. Wéi kritt ee Faillite verhënnert? Majo, andeem een e System vu Clignotant mécht, andeem een erausfënn, do ass e Betrib, deenen ass a Schwierigkeeten. Do muss mer natierlech och kucken, dass mer eppes maache fir méi grouss Betriber. Mir mussen awer och eng Procédure méi allégée fanne fir kleng Betriber.

Mir schwätzen elo emol vun deenen groussen, wou dann och d'Salariéen hannendrunhänken. Do menge mer, dass ee kann e Clignotantsystem maachen um Niveau vum Comité de conjoncture. An en Deel hu mer scho virgeschafft. Do schwätzen ech als fréieren Aarbechtsminister, wou ech mat dem nach aktuelle Wirtschaftsminister jo déi ganz Politik gemaach hunn, Politique de maintien dans l'emploi, wou deemools d'Betriber ganz dergéint waren; zënter der Kris si se ganz frou mat där Politik Maintien dans l'emploi.

Elo hu mer schonn um Niveau vum Comité de conjoncture Folgendes: Wa Licencements pour raisons économiques kommen, mussen déi dem Comité de conjoncture matgedeelt ginn. Wann dann de Comité de conjoncture mierkt, dass do bei engem Betrib der e puer kommen, da kann de Comité de conjoncture elo scho säi Sekretariat dohinnerschécke bei dee Betrib a soen: „Hutt Der net strukturelle Problemer?“

Mir kënnen en Audit social maachen. Ech huelen déi Iddi vun Här Gibéryen vum Administrateur. Hei ass eng aner, fir ze soen: „Majo, da komm, mir bezuelen en Audit. Mir bezuelen en Audit oder participéiere bei engem Audit.“ Et ass no-



tamment fir déi kleng Betriber, fir ze kucken: „Sinn hei Méiglechkeeten, dech ze redresséieren, ze restrukturéieren?“

Do hu mer och an deem Comité de conjuncture, zënter deem neie 5611, do d'Steierverwaltungen drasätzen. Dee Comité de conjuncture fonctionnéiert och gutt, wat d'Protection des données ubelaangt, wat d'Confidentialité ubelaangt. Mir hunn och Patronatsvertrieder drasätzen; mir hunn d'Gewerkschaftsvertrieder drasätzen.

Dat heescht, wa mer dee Comité de conjuncture, dat ausbauen, wat mer elo hunn, vun de Clignotanten, déi mer elo schonn hu mam Maintien dans l'emploi, mir bréngen dann natierlech och de Justizvolet mat eran, Parquet économique an esou weider, da kéinte mer do e Clignotantsystem maachen, deen notamment bei deene méi grouse Betriber mat ville Salariéen eis kéint dohinner bewegen, fir mat deene Betriber ze schwätzen.

Well ech kommen duerfir nach eng Kéier dorop zréck, dass 90% vun de Failliten déclenchéiert gi vu staatleche Verwaltungen, déi Sue brauchen. Wa mer also déi kennen hei mat abannen an de Système de clignotant, da kann ee kucken: Huet et méi Wäert, e Betrib ze redresséieren, oder net?

Et muss een - an ech soen dat vun engem Minister, deen zéng Joer de Comité de conjuncture coprésidéiert huet -, et muss een och heiansdo soen, de Betrib ass net méi ze retten. Mir hunn heiansdo Betriber wëlle retten, well vill Salariéen do waren. An am Endeffekt war de Betrib awer fort an d'Salariéen waren awer am Misär. Et muss een och heiansdo soen, dee Betrib ass net méi ze retten. Da muss ee kucken, wéi een deen uerdentlech ofwéckelt am beschten. Mä et huet kee Wäert och, d'Failliten erauszögeren. Mä mir mengen, dass ee ka vill Failliten duerch dee Clignotantsystem preventiv gesinn.

Do si mer nach virun der Gestion contrôlée. Hei si mer einfach, dass mer versichen, ze redresséieren. Do hätte mer dann och d'Méiglechkeet zum Beispill, eng Zort Mesure conservatoire ze maachen. Ech kommen zréck op all déi Hëllef, déi mer jo elo en mesure setzen an der Kris, déi mer en mesure gesat hunn, zum Beispill de Chômage partiel. De Chômage partiel ass och eng Mesure conservatoire. Beim Chômage partiel dierfs de keen entloosse während där Zäit, wou s de Chômage partiel kriss.

Ee vun de Problemer a Betriber ass, dass ganz oft, wann et hinne schlecht geet, gëtt den Outil de travail erausgesuckelt. Dee gehéiert engem net. Oder e gëtt verkaaft, fir Suen ze kréien anerwärts. Et

kéint een also soen, an där Zäit, deem Mount, wou mer elo kucken, ob de Betrib ze retten ass oder net, gëtt och den Outil net verkaaft.

Ech hu selwer emol Betriber gesinn, wou dann alles verkaaft ginn ass. Op eemol war näischt méi do; dat heescht, all Baggeren a Camion ware fort. Déi Mesure conservatoire ass eppes, wou een ëmmer muss oppassen en droit. Mir mengen, wa mer dat géifen an deem doten Dénge maachen, ech soen emol, mir ginn eis eng Zäit, fir d'Zukunft op de Betrib ze redresséieren oder net, bis dohinner kann näischt veräussert ginn, hätte mer och den Outil de travail besser protegéiert.

Dat ass eng laangjäher Forderung vun de Gewerkschaften. Nach eng Kéier, do muss ee juristesch ganz virsiichteg virgoen, dass dat Rechtsprinzip net iwwer Bord gehäit gëtt. Mir mengen, mir kéinten dat dote maachen.

Den éischten Element vum Aspect préventif wär also dee System vu Clignotant an iwwert de Comité de conjuncture kucken: Kréie mer e Plan de redressement?

An dann ass natierlech dat Zweet, mat deem mer kommen, eng echt Gestion contrôlée. Dat ass dann nach eng Etapp, déi effektiv vill méi wäit geet. Och do muss ee kucken, dass een net déiselwecht Zort vu Gestion contrôlée mécht fir all Betriber. Gestion contrôlée fir grouse Betriber mat ville Leit muss aneschters si wéi fir e klenge Geschäftsbetrib. Do muss eng aner Gestion contrôlée kënne gemaach ginn. Dat ass ganz einfach, soss gi mer do ze wäit.

Dat ass also den éischten Deel, den Aspect préventif.

2) Den Aspect réparateur ass deen: D'Leit, déi Faillite gefall sinn, mussen eng zweet Chance kënne kréien. Déi mussen kënne eng zweet Chance kréien. Et ass ganz schwierig ze soen „Trau dech“, a wann et eng Kéier schifgeet, da kënns de ni méi eraus. An et kann een och duerfir net soen, jiddwereen, dee Faillite mécht, ass een, dee Faillite frauduleuse mécht.

Duerfir ass och den drëtten Volet. Den drëtten Volet ass natierlech den Aspect répressif, d'Lutte géint d'Faillites frauduleuses ou faillites organisées. Et ass ganz kloer, dass mer deen och mussen ausbauen, wa mer wëllen eng zweet Chance fir déi aner ginn. Dat heescht, mir mussen wierklech den Ennerscheid maachen: Wou ass eng Faillite pour raisons économiques, wéinst iergendeppes, wat ka kommen? Et kann een emol krank ginn. A klenge Betriber, wann de Patron krank gëtt, da riskéiert en och séier an d'Faillite ze falen. Oder wou een eng Mauvaise gestion gemaach huet, oder eben d'Faillite frauduleuse.

Dat heescht, mir mussen awer och de Leit eng zweet Chance ginn. Mir mussen awer d'Leit encouragéieren, Risikoen anzegoen. Ech bleiwen där Meenung, dass soss d'Wirtschaft awer schlecht fonctionnéiert, wann een nëmme d'Sécherheet mécht.

3) Duerfir den drëtten Aspect, d'Lutte contre les faillites frauduleuses (aspect répressif). De Luc Frieden huet a sengem Projet eng ganz Partie vu Piste schonn dran. Ech mengen, déi brauch een nëmme ze iwwerhuelen. Déi si scho geschriwwen. Et muss ee sech natierlech och mat anere Froen auserneesetzen. Et ass net nëmme d'Personal. Mir sinn amgaang, och mat der Police judiciaire ze kucken, Parqueten a Police judiciaire, fir och do besser zesummeschaffen. Well et muss een emol iwwerhaupt d'Faillite kucken, ier dass ee weess, wou eng Faillite frauduleuse ka sinn. Do hu mer awer gutt Kollaboratiounen entaméiert, Parqueten an d'Police judiciaire.

An da mussen mer och den Droit pénal do entstëbsen. D'Faillite frauduleuse ass e Crime, wat da bedeit, dass d'Instruktioun dovunner och ganz komplizéiert ass.

D'Fro ass also och: Solle mer net zum Beispill d'Faillite frauduleuse décriminaliséieren, op en Delikt zréckféieren, an dann awer och méi séier d'Instruktioun kënne maachen an zu méi Uerteeler do kënne kommen? Well ech mengen och, wa méi Uerteeler effektiv kommen a Faillites frauduleuses, dass och eng Partie aner Leit sech packen, amplaz ze soen: „Ma, et geschitt mer souwisou näischt, bis dass do Police a Parquet an Tribunal hannedru sinn, maache mer et.“ Also do hu mer, wéi gesot, eng ganz Partie juristesch Froen, déi mer och do mussen maachen. Dat ass also den drëtten Volet vun eisem Gesetz.

4) An da kënnt dee véierte Volet, dat ass de Volet social. Do hu mer an der Regierung gesot, an do weess ech, dass an der ADEM och schonn, mengen ech, Initiativen amgaange si geholl ze ginn.

Mir hunn am Regierungsprogramm geschriwwen, dass mer wëllen hunn, dass d'Leit Avancen op hire Superprivileg kréien. Et ass ganz dramatesch fir d'Salariéen: Wann et komplizéiert Faillite sinn, dauert et oft laang, bis ofgeschloss gëtt. A grouse Gemengen, ech hunn dat zu Esch oft matgemaach, bon, elo haut, wou d'Offices sociaux regionaliséiert ginn, geet et och vläicht méi einfach, mä soss war et a grouse Gemenge méi einfach, a méi klenge Gemenge méi schwierig. A grouse Gemengen, dat hate mir zu Esch ëmmer, dann hu mer d'Leit geschéckt bei den Office social, a si hu vum Office social eng Avance kritt, an den Office social ass dann duerno bei d'ADEM gaang - d'Aarbeitsamt - an huet do déi erëm eragespillt.

Ech mengen, et soll ee kucken, och de Leit méi Avancen ze ginn, amplaz hinnen herno alles beieneen ze ginn. Éischters während deene Méint, wou se näischt hunn, si se schlecht drun. Wa se herno alles beienee kréien, da si se och heiansdo iwwerfuert, fir ganz vill Suen ze kréien. Et wär also scho gutt, dass de Salarié regelméisseg géif Avancé kréien. An da muss een dat esou maachen.

Dat ass also een Element. Dat anert Element ass dat, wou mer mussen driwwer diskutéieren. Do waarde mer natierlech och, mir schwätzen hei, mir kollaboréieren iwwregens bei deem Projet zesumme mam Wirtschaftsministère an och mam Aarbechtsministère: Gi mer de Superprivileg an d'Luucht setzen oder net?

Ech sinn der Meenung, et soll een op d'mannst eng Partie Jurisprudenzen elo mat abauen, déi mer schonn hunn. Dat ass dann eng aner Fro. Ech bleiwen nach ëmmer der Meenung, dass et besser ass, sou mann wéi méiglech Salariéen an der Faillite ze hunn, wéi just mam Superprivileg dann nach herno nachträglech eppes ze retten. Mä dat ass eng Diskussioun, déi mer och solle féieren.

De leschte Punkt - Här President, wann Der mer nach eng Minutt géift bäiginn -, dat ass dee vun de Curateuren. Dat ass natierlech eng Fro, déi richteg a falsch ass, déi opgeworf ginn ass. Soulaang mir zu Lëtzebuerg der Meenung sinn, dass een, wann een Affekot ass, Affekot fir alles ass an alles kann, ass et natierlech ganz schwierig ze soen, et dierfen nëmme déi eng Affekote Faillite maachen oder net. Ech stellen awer och fest, dass och d'Gerichter kucken, dass se eng Partie Étuden, déi an de Faillite spezialiséiert sinn, och ëmmer erëm huelen.

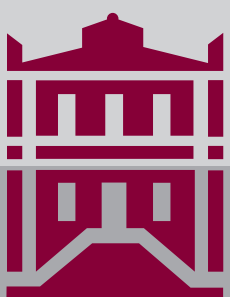
An da stellt sech och bei de Failliten d'Fro: Brauch een als Curateur ëmmer en Affekot? Ganz vill komplizéiert Faillite sinn haaptsächlech Rechtsfroen: Wiem gehéiert wat? Wou sinn d'Créancen? An esou weider. Do brauch een natierlech Affekoten.

Et sinn awer och Faillite vu kleng Betriber, do bräicht een eigentlech keen Affekot, mä e Kontabel. An do gëtt de Code du commerce e Wee, dass een niewent de Curateuren en einfache Liquidateur kéint huelen. Dat heescht, do, wou et just drëm geet, fir d'Kontabilitéit opzestellen an eppes séier ofzewéckelen, brauch een eigentlech een, dee weess ze rechnen, an net onbedéngt säin Droit kennt.

Ech soen awer, do, wou et ëm Droitfroen geet - an a ganz ville komplizéierte Faillite geet et ganz vill ëm Droitfroen, a wat mer méi international Gesellschaften hunn, wat et nach méi komplizéiert ass, da muss een

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





och nach am Droit international privé do-heem sinn -, soll ee Curateuren huelen.

Duerfir soen ech nach eng Kéier, ech mengen, do muss een och mat de Geriichter zesummeschaffen, dass déi och wëssen, op wat fir eng Étuden zrëckgräifen. An nach eng Kéier, mir wëllen och dat maachen, wat am Code du commerce virgesinn ass, Liquidateur, ëmsou méi wou mer elo eng ganz Partie Gesellschaften hunn, déi musse liquidéiert ginn. Zum Beispill doduerch, dass den Holdingsystem opgehuewen ass, hu mir e puer honnert, mengen ech, Gesellschaften, déi misste liquidéiert ginn. Et sinn also net klassesch Failliten, mä déi misste liquidéiert ginn. Wa mir elo e ganz komplizéierte System hunn, gëtt dat herno deier an opwendeg an dauert laang, also muss een och do einfach Weeër maachen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass also e Projet de loi, op deem mer an deenen nächste Méint schaffen, an deem mer eben déi Voleten hunn: de preventiven, de repressiven, de réparateur an de sozialen. Woubäi natierlech mer eis eng Kéier musse eens ginn iwwer eng Partie Froen, déi de Luc Frieden a sengem Projet opgeworf hat: Hätte mer gäre méi Suen am Ufank oder manner Suen? Déi Fro musse mer dann och tranchéieren. Wéi gesot, Dir hutt d'Avisen all gelies. Dat ass eng Saach vu politescher Décisioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn hei eng Motioun virleie vum honorablen Här Henri Kox, wou mer nach missten driwwer ofstëmmen.

Wëllt nach iergendwéi ee Positioun zu där Motioun huelen?

Den Här Bodry freet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, bon, u sech ass déi Motioun jo sympathesch, mä op där anerer Säit mengen ech, dass se awer onheemlech onkomplett ass. Si hëlt zwee Aspekter eigentlech aus der Diskussioun eraus a si behandelt déi aner guer net. Ech mengen, bei den Interventiounen sinn eng ganz Rëtsch vun Iddien hei virbruecht ginn, déi zum Deel och kurséiert sinn an all méiglechen Avisen, déi an deene leschte Joren zu deem Thema do geschriwwen gi sinn.

Heizou gehéiert manifestement och d'Fro vun der Reform vun der Gestion contrôlée, déi guer net hei an deem heiten Text erwähnt gëtt. Et gëtt d'Fro ronderëm den Droit d'établissement, deen een och misst an deemselwechten Zesammenhang kucken. Hei gëtt net geschwat vun der Curateureproblematik, vun der Nominatioun an der Ausbildung vun de Curateuren. Och d'Reform vun der Gesetzgebung vun der Banqueroute, déi och menger Usicht no néideg ass - de Minister huet drop higewisen -, gëtt net heider erwähnt.

Ech mengen, et bréngt eigentlech näischt, wann een als Konklusioun vun esou enger Debatt, déi awer ganz breet ausgeriicht war, e puer Punkten erauszielt an déi aner net als Konklusioun zrëckbehëlt. Duerfir géif ech proposéieren, à ce stade déi Motioun hei ze verwerfen.

► **M. le Président.**- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.**- Merci, Här President. Ech géif proposéieren, se vläicht net ze verwerfen. Ech hat 2003, mengen ech, siwe Motioun bei der Interpellatioun eragi vun de Failliten, an deemools huet d'Chamber gesot: „Mir verwerfe se net, mir huele se och net un, mä mir gi se alle siwen an déi zoustänneg Kommissioun.“ Déi missten am Prinzip dann och alleguer doleien.

(Hilarité générale)

Ech géif duerfir proposéieren, mir sollen de grénge Kolleegen hir Motioun dann do derbäileeën, an der Hoffnung,...

(Hilarité)

...datt, wann déi Diskussiounen alleguer elo uginn, se dann alleguerten erëm géifen erausgeholl ginn an zesummen diskutéiert ginn.

► **M. le Président.**- Den Här Thiel huet d'Wuert.

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, et kann een de Bien intentionné net ofsprieche bei dëser Motioun. Mä wann ech awer elo de Minister héieren hu mat sengen Ausféierungen, muss ech soen, dann huet en den Här Kox wäit iwwerholl, well Dir hutt emol net esou vill dora gefrot, wéi hien lech elo scho geliwwert huet.

Elo wëll ech net dat schéint Lëtzebuurger Wuert „superfétatoire“ gebrauchen, mä hei hu mer esou e Fall, an ech mengen, duerfir gesi mer kee Grond, fir déi hei ze stëmmen. Mir wäerten also net derfir stëmmen.

► **M. le Président.**- Gutt, wann da soss keng Wuertmeldung...

Nach eng Kéier den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Ob se elo superfétatoire ass oder net, et schéngt mer, wa mer déi lescht siwe Motiounen da vu viru siwe Joer mussen ofwaarden, dass eppes kënnt, denken ech, dass et scho wichteg wier, dass mer d'Motioun net einfach elo hei ad acta leeën. Och, wa se vläicht net dee ganzen Aspekt behandelt, wéi och virdu vum Här Bodry hei gesot ginn ass, mengen ech awer, ass se derwäert, dass mer se trotzdeem an d'Kommissioun sollte ginn, an duerchaus eben e bëssen am Tirang wullen, fir dass mer déi siwe Motiounen eraushuelen an déi néideg Suiten dorobber ginn, ouni dass mer hei wëllen erëm op d'Dagesuerdnung eriwergoen.

► **M. le Président.**- Den Här Minister huet d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- D'Chamber votéiert d'Motioun, d'Regierung muss se exekutéieren. Ech wëll da just soen, dass et fir mech extrem wichteg ass an dësem Fall, fir ze wëssen, ob mer nach weider musse studéieren eng Partie Joren oder ob mer sollen agéieren.

Ech hunn lech hei en Aktionsplang virgeleucht, wou ech géif mengen, dass mer kéinten nach am Joer 2011 e Projet de loi hunn. Ech wär frou..., also, mat allem soen ech awer wierklech och als Fuerschungsmember, dass ech ëmmer gär fuerschen an och gäre méi Daten hätt, wéi mer Daten hunn; an dass mer net genuch Daten hunn, ass richtig. Wann awer elo mussen d'Parqueten, ier dass mer eis zesummesetzen, fir en neit Gesetz ze schreiwen, fir d'Éischt all Faillitë vun deene leschte Joren épluchéieren - well da muss een Dossier fir Dossier virgoen; dat ass manuell, wou een dat muss maachen -, da verléiere mer natierlech Zäit, ier dass mer kënne den Projet de loi schreiwen.

Ech wär frou, wa mer kéinten lech e Projet de loi bréngen, wa mer dee kéinte seriö diskutéieren. Ech hu verstan vun den Interventiounen vun de Kolleegen, dass viles, wat ech hei proposéiert hunn, och eppes ass, wat - mengen ech - iwwert d'Parteien eraus kéint largement matgedroe ginn. An duerfir wär mäi Wonsch eigentlech, dass mer - ees wéi ees, egal wat mer nach studéieren - awer elo kéinten esou séier wéi méiglech agéieren an lech e Gesetzestext bréngen.

► **M. le Président.**- Gutt, ech géif da proposéieren, datt mer iwwert d'Motioun ofstëmmen.

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Da géif ech lech proposéieren - fir lech elo net nach laang waarden ze loossen -, mir géifen dee Vote op muer verleeën, well eis Maschinn schéngt elo wierklech en panne gefall ze sinn.

► **Une voix.**- Se ass faillite!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Mir géifen och en Donneschdeg déi Motioun mat där vun der Madame Err diskutéieren an ofstëmmen, wann den Ausseminister hei wär.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.32 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os} 20, 21 et 22

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SEM Pavel Gantar, Président de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie p. 246

6201 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 246-249

6215 - Projet de loi portant modification

1. de l'article 3, paragraphe a) de la loi du 27 mai 2010 portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant

1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;

2. des articles 42 et 46 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental p. 249-251

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'engagement et de la formation des chargés d'éducation p. 251-254

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur l'éducation morale et sociale dans l'enseignement fondamental p. 254-257

6151 - Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales p. 257-259

Dépôt d'une demande de convocation d'une réunion jointe de deux commissions parlementaires par M. Félix Braz p. 260

Dépôt d'une motion par M. Claude Adam p. 260

5858 - Projet de loi portant modification de:

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 260-268

6126 - Projet de loi portant modification de l'article 457-3 du Code pénal p. 268-270

6104 - Projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification

1) du Code du Travail

2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

3) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

4) du Code d'instruction criminelle et

5) du Code pénal p. 270-271

6149 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques

6180 - Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques p. 271-273

Communications p. 273

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation (COM (2010) 738 final) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre p. 274

Ordre du jour p. 274

p. 275

p. 276

p. 277

Dépôt d'une motion par M. André Hoffmann p. 274-275

6144 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État p. 275-276

p. 280

6220 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005 p. 276-277

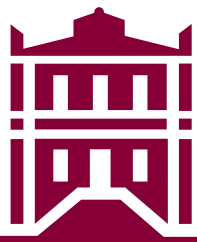
p. 279-280

Dépôt d'une motion par Mme Lydie Err p. 277

6060 - Projet de loi relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne p. 277-279

Motion de M. Claude Adam relative à l'implantation du nouvel «Agrarcenter» à Colmar-Berg p. 280-281

Interpellation de M. Gast Gibéryen sur la problématique du nombre important de faillites au Luxembourg p. 281-289



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1010	Ben Scheuer	P&R Wasserbillig/Mesenich
1044	Nancy Arendt	Réforme des agences de l'OTAN
1045	Nancy Arendt	Abus sexuels perpétrés à l'encontre des mineurs
1047	Marc Spautz	Protections sonores le long du réseau routier national
1049	Fernand Kartheiser	Manuels et outils électroniques pouvant faciliter l'apprentissage ainsi que l'utilisation de la langue luxembourgeoise
1051	Claude Adam	Cartable électronique
1055	Sylvie Andrich-Duval et Marc Spautz	Éventuelle accréditation obligatoire des centres de recherche et des laboratoires
1060	Fernand Kartheiser	Sécurité des communications et des documents électroniques classifiés de l'État suite à l'affaire «Wikileaks»
1062	Claude Haagen	Plafonnement des redevances pour les services liés à la fourniture et à l'assainissement de l'eau
1063	André Bauler	Investisseurs potentiels pour le Château de Wiltz
1065	Marcel Oberweis	Sanction de la Commission européenne en relation avec la ligne EuroCap-Rail sur le territoire luxembourgeois
1066	Claudia Dall'Agnol	Partenariat et droit au congé extraordinaire
1067	Eugène Berger et Carlo Wagner	Carte d'identité professionnelle pour les professions de soins de santé
1069	Camille Gira	Achat d'Unités de quantités attribuées (Assigned Amount Unit-AAU) en Estonie fortement critiquées par les ONGs et communément désignées par «Certificats hot air»
1071	Félix Braz	«Wikileaks»
1072	Carlo Wagner	Statuts de l'ORT Moselle luxembourgeoise
1073	Fernand Boden	Loi sur l'eau
1074	Jean Colombero	Sentiers pédestres
1075	Fernand Kartheiser	Conditions hivernales et fermeture des écoles et des lycées
1076	André Bauler	Fréquentation moyenne des trains roulant entre les deux villes de la Nordstad
1077	Marc Spautz	Schéma stratégique de mobilité transfrontalière (SMOT)
1079 cf. 1094	Fernand Kartheiser	Prime «CAR-e» pour véhicules propulsés exclusivement par un moteur électrique
1082	Claude Adam	Virement d'office des rémunérations des fonctionnaires et employés de l'État sur les comptes courants auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications
1083	Jean Huss	Tapis-puzzle dangereux pour la santé et retirés de la vente en Belgique
1084	Jean Colombero	Déchetterie SIDEC près de Kautenbach
1087	Félix Braz	Demandeurs de protection internationale
1088	Eugène Berger	Projet-pilote d'un cours au sujet de la vie, de la maladie ou du décès au sein de l'enseignement fondamental
1089	Claude Adam	Élèves scolarisés dans une commune autre que leur commune de résidence et facturation des frais de scolarité y afférents
1090	Marc Spautz	Contenu des règlements intérieurs des entreprises ou autres établissements
1091	Camille Gira	Instruction disciplinaire à la direction générale de la police suite à un courrier électronique au contenu xénophobe
1092	André Bauler	Enseignement préparatoire
1093	Jean Colombero	Soins médicaux au Centre pénitentiaire de Schrassig
1094 cf. 1079	François Bausch	Non-subvention des bicyclettes électriques à pédalage assisté
1095	Fernand Kartheiser	Questionnaires du recensement décennal
1096	Jean-Paul Schaaf	Unité fermée pour adolescents en difficultés au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck
1098	Claude Adam	Utilisation de photocopies couleur pour les questions d'examen
1100	Ben Fayot	Conseil supérieur pour un développement durable
1101	Nancy Arendt	Protection des enfants et des jeunes de la fumée passive
1102	Camille Gira	Conseil supérieur du Développement durable
1104	Jacques-Yves Henckes	Direction du Centre pénitentiaire de Schrassig
1105	Jean Colombero	Cigarettes électroniques
1106	Jean Colombero	Faute professionnelle du médecin
1108	Jean Colombero	Résultat de l'étude PISA
1109	Jean Colombero	Registre national informatique pour titres académiques

Question 1010 (16.11.2010) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant le **P&R Wasserbillig/Mesenich**:

Der Parkplatz an der Autobahn am Grenzübergang in Wasserbillig verfügt über 260 Stellplätze, die tagsüber vor allem von in Luxemburg beschäftigten deutschen Grenzgängern genutzt werden. Die meisten von ihnen

nehmen von dort aus den Bus. Der Platz ist vollständig ausgelastet.

Das Vorprojekt des „Plan directeur sectoriel 'transports'“ sieht u. a. einen Ausbau des Parkplatzes vor. Die Realisierung dieses Vorhabens würde einerseits die Nutzung der öffentlichen Verkehrsmittel steigern, und andererseits eine Entlastung der Grenzortschaft Wasserbillig bewirken.

- Ab wann ist mit einem Ausbau des P&R Wasserbillig/Mesenich zu rechnen? Wie viele zusätzliche Stellplätze sollen hier entstehen?

Réponse (31.1.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Auf die parlamentarische Frage Nr.1010 bezüglich des P&R Wasserbillig/Mesenich, will ich dem ehrenwerten Abgeordneten Ben Scheuer mitteilen, dass das Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur dabei ist eine nationale und grenzüberschreitende P&R Studie durchzuführen. Diese Studie erarbeitet ein globales P&R Konzept, welches vorsieht je nach Bedarf einerseits die bestehenden Anlagen

auszubauen und andererseits eventuell neue Anlagen an strategisch wichtigen Kreuzungspunkten hinzuzufügen.

Erste Erkenntnisse dieser Studie zeigen, dass die P&R Anlage in Wasserbillig an einem normalen Wochentag tagsüber stark ausgelastet ist, sodass ein Ausbau, einer ersten Analyse nach, durchaus in Erwägung gezogen werden kann. Eine endgültige Aussage bezüglich dieses Ausbaus wird sich jedoch erst aus dem P&R Konzept ergeben, da die Anlage nicht isoliert betrachtet werden kann sondern im Zusammenhang mit anderen P&R Anlagen, wie z. B. Trier Messepark, zu sehen ist.

Question 1044 (25.11.2010) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **réforme des agences de l'OTAN**:

Dans leur déclaration finale à l'issue du Sommet de Lisbonne, les chefs d'État et de Gouvernement des pays membres de l'Alliance atlantique ont entre autres décidé de regrouper et de rationaliser les fonctions et les programmes des 14 agences de l'OTAN en trois agences. Dans cette optique, le Sommet de Lisbonne a chargé le Conseil de l'Atlantique du Nord d'élaborer un plan de mise en œuvre de cette réforme, en vue d'améliorer la gouvernance et d'accroître de façon tangible l'efficacité, l'efficience et les économies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si l'Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement (NAMSA) implantée à Capellen sera concernée par la réforme susmentionnée?

- Dans l'affirmative, quelles répercussions une telle réforme pourrait-elle avoir sur l'implantation de la NAMSA au Luxembourg?

- Est-ce que cette agence risque de subir une réduction de son effectif voire même de quitter définitivement le pays?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser le calendrier prévu pour la mise en œuvre de la rationalisation et du regroupement des agences de l'OTAN.

Réponse (18.1.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

Étant une des 14 agences de l'OTAN, la NAMSA se trouve effectivement concernée par le projet de réforme en cours.

Le Sommet de Lisbonne a approuvé la consolidation et la rationalisation des fonctions et programmes des 14 agences en trois grands pôles: un pôle acquisition, un pôle soutien et un pôle information et communication.

La nature et la portée exactes de ces regroupements ne sont pas encore définies. Alors qu'un regroupement des processus décisionnels et de certains services administratifs des différentes agences est prévu, un éventuel transfert géographique des activités spécifiques des agences pourrait se heurter à des complications juridiques et des coûts de transfert qui seraient contraires aux objectifs d'économie et de

plus grande efficacité poursuivis par le projet de réforme. Cette dernière considération vaut en particulier pour les activités de la NAMSA qui se trouve être la plus grande des agences de l'OTAN.

Le Sommet de Lisbonne a chargé le Conseil en session permanente d'élaborer, aux fins d'approbation par les Ministres de la Défense en mars 2011, un plan pour la mise en œuvre de cette réforme des agences de l'OTAN.

En ce début 2011, le détail des éventuelles implications pour la NAMSA n'est pas encore connu. Les efforts du Gouvernement visent à voir le noyau des activités de l'actuelle NAMSA transformée en futur pôle entretien de l'OTAN et à voir l'emploi sur le site de Capellen se maintenir à peu près à son niveau actuel.

Question 1045 (25.11.2010) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **abus sexuels perpétrés à l'encontre des mineurs**:

Le rapport final du centre d'assistance pour victimes de transgressions sexuelles et physiques au sein de l'Église catholique a une nouvelle fois illustré que les agressions et violences sexuelles sur mineurs constituent un crime particulièrement odieux en raison de la vulnérabilité même des victimes concernées, mais aussi de la proximité des auteurs et des victimes. Si la grande majorité des agressions et violences sexuelles sur mineurs - entre 70 et 80% selon les experts - sont commises au sein de la famille même du mineur, de nombreux abus sexuels sur mineurs ont lieu dans les différents établissements, institutions et autres organes proches des jeunes ou qui travaillent avec les enfants ou les jeunes tels que par exemple les secteurs sportif, culturel, éducatif, artistique ou encore les églises.

Souvent, ces infractions ne font l'objet d'aucune plainte ou ne sont portées que des décennies après leur commission à la connaissance des autorités de poursuites, de sorte que l'action publique est souvent prescrite.

La question de la prévention ainsi que de la répression de tels actes se pose aujourd'hui avec acuité.

C'est dans ce contexte, que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Combien de plaintes pour abus sexuels sont actuellement pendantes auprès du parquet? Combien de condamnations ont été prononcées?

- Y a-t-il des statistiques permettant de voir comment le phénomène a évolué ces dernières dix/vingt années?

- S'il n'estime pas qu'il faudrait augmenter le délai de prescription qui s'élève à l'heure actuelle à dix ans ou modifier le point de départ de la prescription? Dans l'affirmative, de combien d'années pense-t-il prolonger le délai de prescription?

- S'il n'estime pas que l'État devrait davantage s'impliquer dans la sensibilisation des enfants et des mineurs notamment via des campagnes ciblées afin d'encourager les victimes à porter plainte?



Réponse (24.1.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

1) Statistiques:

Sur les années 2000-2010, ont été enregistrées quelque 1.400 infractions à connotation sexuelle, toutes qualifications confondues (crimes, délits, contraventions).

Il est à noter que ce chiffre ne correspond pas à 1.400 affaires individuelles, alors qu'un dossier peut comporter au niveau de l'inscription des infractions entrant en ligne de compte, différentes qualifications pénales, surtout lorsqu'une multitude de faits de gravité divergente est en cause.

Sur ce chiffre, 350 inscriptions d'infractions correspondent à des qualifications pénales dont un élément constitutif ou une circonstance aggravante résulte de la minorité d'âge de la victime. (Il est rappelé que la majorité sexuelle pour ces infractions est fixée actuellement à 16 ans accomplis.)

Sur la même période 2000-2010, les juridictions de jugement ont prononcé 138 condamnations pour infractions contre l'intégrité sexuelle, dont 60 pour faits commis contre des mineurs de moins de 16 ans.

2) Dans ce contexte il paraît utile de citer les travaux législatifs qui sont actuellement en cours aussi bien au niveau européen qu'au niveau national.

Au niveau national il faut mentionner le projet de loi 6046 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.

En date du 20 octobre 2010, la Commission juridique a adopté une série d'amendements qui ont été transmis au Conseil d'État. Le processus législatif sera continué prochainement suite à l'avis complémentaire du Conseil d'État du 18 janvier 2011.

Ce projet de loi adapte les dispositions pénales de notre législation nationale et crée quelques nouvelles infractions en relation avec l'exploitation sexuelle des enfants (p. ex. «grooming»).

La nouvelle proposition de directive du Conseil relative à l'exploitation et aux abus sexuels concernant des enfants et à la pédopornographie a fait l'objet d'un accord politique au sein du Conseil JAI de l'Union européenne et est actuellement soumise au Parlement européen pour première lecture. Ce texte prévoit un renforcement des sanctions pénales et contient également des dispositions sur les interdictions professionnelles à prononcer à l'encontre des auteurs de telles infractions, pour éviter les récidives. Lors du dernier Conseil JAI, le Ministre de la Justice a plaidé avec quelques autres collègues pour couvrir dans ce contexte, au-delà des interdictions professionnelles proprement dites, également les activités bénévoles qui comportent des contacts avec des enfants.

3) Le délai de prescription vient d'être adapté par la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification de différentes dispositions légales. Ainsi, le paragraphe 2 de l'article 637 du Code d'instruction criminelle prévoit que le délai de prescription de l'action publique des crimes visés aux articles 372 à 377 et aux articles 382-1 et 382-2 du Code pénal commis contre des mineurs ne com-

mence à courir qu'à partir de la majorité des victimes.

Il paraît problématique d'augmenter une nouvelle fois les délais de prescription qui peuvent de toute façon être interrompus par des actes d'instruction.

La prescription pénale n'est par ailleurs pas à confondre avec la responsabilité civile, qui ne se prescrit qu'après 30 ans.

Il y a lieu de rappeler que les seuls crimes imprescriptibles sont ceux contre l'humanité. Toutes les autres infractions se prescrivent (les crimes par dix ans, les délits par cinq ans) et ceci pour une triple raison:

- il faut garder à l'esprit que plus le temps est éloigné depuis qu'une infraction a été commise, plus il est difficile de rapporter la preuve de la commission de celle-ci;

- très souvent les poursuites se montrent impossibles du fait du décès des auteurs;

- le rétablissement d'une certaine paix sociale est un élément important du droit pénal.

S'il est vrai que le récent rapport de la Cellule d'accueil des victimes d'abus sexuels ou physiques sur mineurs dans le cadre de l'Église a montré qu'un certain nombre de victimes n'ont très longtemps pas osé se manifester, il n'en reste pas moins que pour les raisons exposées ci-dessus, mieux vaut (dans l'intérêt de la poursuite pénale et dans celui d'éviter les récidives) inciter les victimes à se manifester au plus vite.

4) Voilà pourquoi le Ministre de la Justice rejoint entièrement les réflexions de l'honorable Députée sur la sensibilisation.

L'État a fait ces dernières années un effort de sensibilisation des enfants et des mineurs, effort qui peut certes encore être développé et pour lequel ce n'est pas le Ministre de la Justice mais la Ministre de la Famille qui en est en charge.

On peut notamment citer les actions suivantes:

Dans le cadre de la lutte contre l'abus sexuel, le Ministère de la Famille et de l'Intégration et cinq associations - à savoir l'ALUPSE, la Fondation Kannerschlass, la Fondation Pro Familia, le Planning Familial et le service PsyJeunes de la Croix Rouge - se sont réunis pour mettre en place un service dont l'objet est de mettre en contact des professionnels qui suspectent un abus sexuel et qui sont à la recherche d'une aide qui leur permettrait de gérer la situation qu'ils viennent à connaître, avec des professionnels ayant l'expérience de la prise en charge d'enfants abusés et d'abuseurs sexuels.

La cellule fonctionne sur base d'une permanence téléphonique. Suite à une campagne de sensibilisation, le numéro de téléphone et les objectifs poursuivis par la cellule ont été rendus publics à un grand nombre de professionnels.

Par ailleurs, le 18 juin 2009 a été lancée la nouvelle campagne d'Ecpat Luxembourg pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans le cadre du projet de sensibilisation et d'éducation au développement.

Plusieurs ministères ont prêté leur patronage à cette campagne.

Le Ministère de la Justice se tient absolument prêt à renforcer en collaboration avec les autres ministères concernés tout effort de sensibilisation.

Question 1047 (29.11.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **protections sonores le long du réseau routier national**:

Depuis l'ouverture de la Collectrice du Sud, les murs antibruit (buttes de terre) se sont affaissés d'environ deux mètres. En plus, les arbustes et haies qui atténuent le bruit du trafic ont été déboisés sans être remplacés par de nouvelles plantations.

Il s'ensuit qu'une protection efficace des riverains contre les nuisances sonores n'est plus garantie à l'heure actuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles mesures sont envisagées pour lutter contre les nuisances sonores le long de la Collectrice du Sud?

- Quel est l'état d'avancement du plan d'action «bruit routier» et du plan d'action «bruit ferroviaire»?

Réponse (17.1.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

En vue de garantir la sécurité routière l'Administration des Ponts et Chaussées procède régulièrement à des travaux d'entretien des plantations le long du réseau autoroutier, dont fait partie la Collectrice du Sud.

Ces travaux comprennent d'une part l'éclaircissage des plantations afin de garantir une bonne visibilité et de l'autre le contrôle de la stabilité des talus afin de réduire le risque d'affaissement.

Je ne dispose actuellement pas d'informations qu'il y aurait eu des affaissements de talus récents le long de la Collectrice du Sud. Il s'avère d'ailleurs difficile d'identifier les lieux auxquels Monsieur le Député fait référence, étant donné qu'une description précise fait défaut.

Les plans d'action «bruit routier» et «bruit ferroviaire» ont été approuvés en date du 28 mai 2010 par le Conseil de Gouvernement. Les deux groupes de travail «bruit routier», «bruit ferroviaire», tels que institués par le comité de pilotage «bruit», instauré conformément au règlement grand-ducal du 2 août 2006, sont en train de mettre en œuvre les mesures retenues dans les annexes des plans d'action respectifs. Ces listes ne constituent cependant qu'un premier inventaire des mesures à mettre en œuvre et elles pourront être complétées en fonction des besoins.

Question 1049 (30.11.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **manuels et outils électroniques pouvant faciliter l'apprentissage ainsi que l'utilisation de la langue luxembourgeoise**:

En 2005, le Ministère de l'Éducation nationale a publié un manuel de grammaire luxembourgeoise fournissant des explications en français avec des exemples rédigés en langue luxembourgeoise. Force est de constater que ces exemples n'ont pas été traduits en français, ce qui les rend pratiquement inutilisables pour les

lecteurs n'ayant pas déjà au départ de bonnes notions de luxembourgeois. En outre, il serait utile de disposer également d'une telle grammaire de la langue luxembourgeoise en d'autres langues, telles que l'allemand, l'anglais, le portugais, le russe et bien évidemment aussi le luxembourgeois. Il pourrait ainsi s'agir d'un manuel unique et plurilingue et non nécessairement d'une série de livres dans différentes langues.

D'autre part, si l'on désire assurer un avenir à la langue luxembourgeoise, il faut la doter d'outils qui promeuvent son utilisation en informatique et qui sont, dans toute la mesure du possible, au même niveau et de la même qualité que les outils développés pour les langues les plus largement répandues.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale, à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieure:

1) Est-ce que Madame la Ministre de l'Éducation nationale prévoit de publier une version révisée du manuel intitulé «Grammaire de la langue luxembourgeoise» en plusieurs langues, y compris le luxembourgeois, et, si nécessaire, avec des exemples traduits dans la ou les langues d'enseignement?

2) Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'avenir réservé au logiciel de vérification d'orthographe luxembourgeoise qui a déjà été développé entre 2000-2002 sous le nom de «Cortina»?

3) Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement prévoit-il de soutenir le développement d'un logiciel de vérification de grammaire?

4) Le Gouvernement va-t-il promouvoir le développement d'un système électronique de reconnaissance vocale, comprenant également certaines variantes dialectales de la langue luxembourgeoise?

5) Le Gouvernement entend-il promouvoir le développement d'un logiciel de synthèse vocale de la langue luxembourgeoise pouvant servir, entre autres, à lire à haute voix des articles informatisés en langue luxembourgeoise à des personnes souffrant de déficiences visuelles ou désireuses d'apprendre le luxembourgeois?

6) Quels sont actuellement les projets de recherche scientifiques sur la langue luxembourgeoise poursuivis à l'Université du Luxembourg? L'Université aide-t-elle à développer des outils informatiques interactifs?

7) Le Gouvernement est-il en contact avec de grandes firmes électroniques internationales pour promouvoir des logiciels en luxembourgeois sur des supports électroniques (ordinateurs, téléphones portables, systèmes de navigation, livres électroniques etc.)?

Réponse commune (25.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

1) Manuel de grammaire
L'ouvrage «Grammaire de la langue luxembourgeoise. Grammaire vun der Lëtzebuergescher Sprooch» parut en 2005. Il avait été conçu par un groupe d'experts de l'Éducation nationale et

du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise en collaboration avec le Projet «Moien».

L'objectif en était de réaliser un manuel de grammaire pour les utilisateurs avertis du luxembourgeois, les locuteurs natifs et ceux ayant accompli l'apprentissage de la langue à un niveau élevé.

Il n'y a eu que très peu d'études de la grammaire du luxembourgeois. Les Luxembourgeois n'ont pas l'habitude de se pencher sur la structure grammaticale de leur langue nationale. Le seul ouvrage du 20^e siècle analysant de près la grammaire du luxembourgeois, le «Précis populaire de grammaire luxembourgeoise. Luxemburger Grammatik in volkstämmlichem Abriss» de Robert Bruch date des années 50. Il était certainement indiqué à l'aube du 21^e siècle de créer un nouvel ouvrage de référence en la matière.

L'objectif primaire de la «Grammaire de la langue luxembourgeoise» de 2005 n'est donc pas de promouvoir l'apprentissage de la langue; le Ministère de l'Éducation nationale a élaboré maints manuels didactiques à cet effet. Le plus récent: «Wat gelif? Lëtzebuergesch fir déi Jonk», est un manuel ciblant les adolescents venant d'immigrer au pays. Son élaboration vient de s'achever; l'ouvrage paraîtra au courant de 2011.

Il est vrai que les explications de la «Grammaire» sont données en langue française et non pas en luxembourgeois. La raison en est que la métalangue avec la terminologie nécessaire pour expliciter la grammaire d'une langue n'est pas disponible en luxembourgeois. Plutôt que de se livrer à un baragouin franco-luxembourgeois, il fut décidé d'utiliser le français à cette fin. Les Luxembourgeois, enseignants comme élèves, sont habitués à entamer une analyse grammaticale dans cette langue puisque l'étude du français revêt une place importante dans les programmes de nos écoles.

Puisque la «Grammaire» est toujours en stock et qu'il n'y a pas eu de changements relatifs au contenu, il n'y a aucune nécessité à réviser l'ouvrage.

2) Cortina

Assumant pleinement son rôle de catalyseur visant à favoriser le développement d'outils de traitement automatique de la langue luxembourgeoise, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait initié en 2005 le projet Cortina, un correcteur automatique multiplateforme. Pour la réalisation de ce projet, le Ministère avait pu compter sur le soutien logistique et financier du CRP Gabriel Lippmann. Après plusieurs années de développement, Cortina est sorti du stade de projet et constitue à présent un produit abouti, librement téléchargeable et utilisable.

La composante linguistique du correcteur, développée au sein du groupe de travail «Dictionnaires» du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPLL) est formatée de façon à permettre une mise à jour dynamique du produit au fur et à mesure que progressent les travaux entrepris autour du Lëtzebuergescher Online Dictionnaire (LOD). Ce

matériau linguistique sera d'ailleurs mis à la disposition de tous les acteurs du marché de la correction automatique désirant proposer des alternatives logicielles à Cortina. Notons que le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPLL), tel que créé par la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État (article 24) a pour missions l'étude, la description et la diffusion de la langue luxembourgeoise. Le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en sont les Ministères de tutelle.

3) Logiciel de vérification grammaticale

Les travaux de description et de modélisation grammaticales informatisées entrepris au sein du groupe de travail «Dictionnaires» (ces travaux concernent le corpus LuxText d'une part, le contenu du Lëtzebuerg Online Dictionnaire, d'autre part) permettront de faire évoluer les correcteurs actuels. Une prise en compte progressive de l'aspect syntaxique aboutira, à terme, à la possibilité d'une correction grammaticale complète.

4/5) Reconnaissance vocale/synthèse vocale (avec variantes dialectales)

Le principe de base est le même que pour la correction automatique. Les coopérations avec de grands instituts de traitement automatique des langues (CNRS Paris, CENTAL Louvain), initiées depuis quelques années déjà, ne pourront porter leurs fruits que lorsque les travaux phonétiques entrepris au sein des différents groupes de travail concernés auront atteint un degré de maturité permettant une implémentation définitive. L'approche retenue est celle d'adapter des produits génériques existants aux spécificités de la langue luxembourgeoise. Il existe d'ores et déjà certains produits à fonctionnalité spécifique (p. ex. pour l'assistance de navigation).

L'accent est pour l'instant mis sur la variante standardisée (koiné) du luxembourgeois, la prise en compte des variantes dialectales est envisagée comme module supplémentaire à implémenter dans un produit générique abouti.

6) Accessibilité

À l'occasion de la foire de printemps 2010 notamment, le grand public a pu avoir un aperçu de la future plateforme didactique qui viendra s'ajouter au dictionnaire lod.lu. Cette plateforme, qui permettra un apprentissage interactif des chiffres, de la date et de l'heure en langue luxembourgeoise, et présentera les noms des pays et leurs dérivés (adjectifs, désignations d'habitants), est conçue selon les recommandations des Web Content Accessibility Guidelines, établies par le World Wide Web Consortium. Ces recommandations visent à favoriser l'accès aux contenus en ligne pour les personnes à besoins spécifiques, souffrant notamment de déficiences visuelles. L'utilisateur pourra ainsi régler de manière dynamique la taille de la police, le contraste et les couleurs de l'image, et pourra se faire lire les informations affichées à l'écran. Il existe également une version en cours d'élaboration du dictionnaire à proprement parler, qui se

conforme elle aussi à ces mêmes recommandations. Des tests sont en cours afin d'évaluer, avant la mise en ligne, la pertinence des mesures d'accessibilité retenues.

6) a) projets de recherche actuels sur la langue luxembourgeoise poursuivis à l'Université du Luxembourg.

Les projets actuellement conduits au Laboratoire de linguistique et de littératures luxembourgeoises ont trait à trois grands domaines de recherche: le premier est consacré aux questions liées à la grammaire et au lexique, le deuxième traite des problèmes sociolinguistiques, et le troisième domaine rassemble des réflexions historiques et étymologiques.

Pour ce qui est des projets de la première catégorie, est à mentionner le projet «LEXICOLUX: Mise en valeur et interconnexion du savoir lexicographique sur le luxembourgeois» qui propose un réseau connectant les trois dictionnaires majeurs existants sur la langue luxembourgeoise afin d'en promouvoir et d'approfondir le savoir lexicographique. Sur l'interface internet de ce projet, l'internaute peut d'ailleurs compléter ses résultats d'enquête sur le luxembourgeois, puisés dans les trois dictionnaires, avec des informations supplémentaires à disposition dans les lexiques de la Grande Région, mis en ligne également. Le projet LUXOGRAMM, quant à lui, développe un moteur de recherche où des informations grammaticales sur la langue luxembourgeoise peuvent être obtenues. Un troisième projet dans cette catégorie concerne une thèse de doctorat consacrée à l'étude de la phrase nominale en luxembourgeois. Enfin, le projet PHONLAF travaille à la mise à disposition des «Matériaux phonétiques en ligne pour le luxembourgeois langue étrangère». Il constitue une plateforme pour l'apprentissage oral du luxembourgeois et ce par enseignement assisté par ordinateur. A récemment été accordé le projet «DOLPH: Dynamique de la phraseologie luxembourgeoise» qui débutera donc cette année.

Le deuxième domaine comprend entre autres le projet «Scripturalité privée au Luxembourg» qui, à partir d'un corpus composé de lettres privées et de journaux intimes datant du XX^e siècle, s'interroge sur les habitudes scripturales personnelles ainsi que sur le choix de la langue d'écriture des rédacteurs. Les exemples recueillis donnent lieu à des réflexions sur la langue luxembourgeoise en général et son emploi scriptural au cours du siècle sous analyse. Le deuxième angle de recherche dans cette catégorie est poursuivi par le projet «Gérer la diversité linguistique: Pratiques et Idéologies linguistiques des frontaliers à leur lieu de travail au Luxembourg». Il s'agit d'une étude analysant la relation entre langue et pouvoir dans le monde du travail.

Dans la troisième catégorie, un premier projet se consacre à la «Structure et la dynamique des pratiques scripturales au Luxembourg du XIX^e et du début du XX^e siècles» et se fait en collaboration avec l'Université de Duisburg-Essen. Le second a pour objet l'élaboration d'un «Atlas des noms de famille luxembourgeois», dont les conclusions sont mises en relation avec les résultats de recherche sur les noms de famille à l'échelle européenne. Le projet vise la mise à disposition d'un portail informatique permettant à chaque internaute d'effectuer une recherche sur l'étymologie et la distribution de son nom de famille.

b) L'Université aide-t-elle à développer des outils informatiques interactifs?

Comme le descriptif des recherches actuelles le laisse déjà inférer, les projets en cours dans le Laboratoire de linguistique et de littératures luxembourgeoises participent activement au développement d'outils informatiques interactifs. Nombreux sont les projets dont le but est, à côté de l'enquête scientifique, l'élaboration d'un dispositif informatique interactif permettant aux internautes de consulter, d'utiliser et de travailler directement avec les résultats scientifiques obtenus. En l'occurrence, les projets mettant à disposition des surfaces interactives sont les suivants: «Atlas des noms de famille luxembourgeois», «LEXICOLUX: Mise en valeur et interconnexion du savoir lexicographique sur le luxembourgeois», «LUXOGRAMM: système d'information grammatical sur le luxembourgeois», «PHONLAF: Matériaux phonétiques en ligne pour le luxembourgeois langue étrangère».

7) Collaborations

Le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPLL), par l'intermédiaire du groupe de travail lod.lu, est en contact avec l'un des principaux acteurs du marché de l'informatique appliquée. La création commune d'une base terminologique luxembourgeoise des termes du secteur informatique a permis de proposer une version luxembourgeoise de l'un des systèmes d'exploitation et de l'une des suites bureautiques les plus répandus. Cette base terminologique est mise à la disposition de tout acteur du marché de l'informatique appliquée désirant proposer des alternatives logicielles aux produits précités.

Les échanges permanents entre le Centre National de Littérature, les différents groupes de travail du CPLL où figurent aussi des représentants de l'Université du Luxembourg et le Laboratoire de linguistique et de littératures luxembourgeoises de l'Université, favorisent une répartition des compétences scientifiques et garantissent ainsi une progression optimale des recherches en cours sur la langue luxembourgeoise.

Question 1051 (30.11.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **cartable électronique**:

En relation avec le projet «cartable électronique» du Lycée Aline Mayrisch, projet pilote présenté en juin 2002 par la Ministre de l'Éducation nationale de l'époque, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1. Combien d'ordinateurs portables furent distribués aux élèves du LAML dans le cadre du projet «cartable électronique» depuis la rentrée 2002?

2. La mise à disposition initiale fut gratuite. Quel est actuellement le montant de la participation financière des élèves, respectivement des parents, y inclus la participation éventuelle aux frais de maintenance?

3. Quel est le mode de financement général du projet?

4. Combien d'élèves du LAML n'ont actuellement pas recours au «cartable électronique» proposé? Pour quelles raisons? Combien n'ont pas recours au «contrat de maintenance»?

5. Est-ce que le projet de mise à disposition de l'ordinateur portable ne vise que les élèves ou est-ce que des enseignants peuvent également en profiter?

6. Pourquoi est-ce que ce projet ne fut pas encore étendu aux autres lycées du pays, vu les évaluations positives, l'annonce de la Ministre de l'époque d'en faire bénéficier progressivement d'autres lycées et même l'appel du Premier Ministre - déjà en 1998 - visant «un ordinateur pour chaque élève»? Est-ce qu'une extension est toujours prévue? Si oui, à quelle échéance?

7. Qui achète les «cartables électroniques» pour le compte du LAML et est-ce que cet achat se fait par souscription publique?

8. Quelles sont les caractéristiques techniques de l'ordinateur portable actuellement mis à disposition?

9. Quel est le système d'exploitation? Quels sont les logiciels de type «office» et «navigateur web» préinstallés? Est-ce que les élèves peuvent librement installer des logiciels supplémentaires, voire des alternatives aux logiciels préinstallés?

Réponse (18.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1.

en 2001 et 2002	800 x Compaq Armada E500
en 2003	330 x Compaq EVO N800C
en 2004	400 x HP NC8000
en 2006	120 x Fujitsu Siemens Lifebook C1410
en 2007	230 x DELL inspiron 1521
en 2008	250 x DELL inspiron 1525
en 2009	270 x HP 6730b
en 2010	300 x HP ProBook 6550b
Total:	2.700 ordinateurs portables

2.

50 € pour un seul enfant d'une même famille.

80 € pour deux enfants d'une même famille.

100 € pour trois ou plus d'enfants d'une même famille.

Le fonds de solidarité du lycée prend ces frais en charge pour les familles nécessiteuses. La maintenance du matériel est incluse dans ces montants tandis que la casse volontaire est exclue.

3. De 2001 à 2004 le projet fut financé par eLuxembourg.

Depuis la gestion séparée, le financement des parents (cf. point 2) couvre un tiers des frais, le reste est pris en charge par le budget du lycée (N.B.: le lycée a réduit le nombre de salles informatiques de quatre à deux; il ne recourt pas à l'achat de chariots de laptops; il n'y a eu depuis dix ans aucune dégradation volontaire de matériel; les frais de maintenance des salles de classe ont pu être réduits par un système de gestion autonome par les élèves).

4. Tous les élèves du LAML ont recours au cartable électronique et au «contrat de maintenance».

5. Les enseignants ont tous un ordinateur portable: ils amènent leur laptop privé ou ils achètent un ordinateur portable dans le cadre des soumissions annuelles.

6. Le projet «cartable électronique» tel qu'il a été réalisé au LAML n'est pas transférable aux autres lycées, premièrement pour des raisons économiques et deuxièmement parce que le modèle pédagogique diffère d'un ly-

cée à l'autre. Par ailleurs, l'introduction d'un portable par élève nécessiterait la mise en place d'une cellule importante de maintenance et de support dans chaque lycée. Étant donné que nous sommes toujours dans une situation où plusieurs lycées doivent se partager un technicien en informatique du CTE, une telle extension s'avère comme extrêmement difficile.

7. Le Ministère de l'Éducation nationale achète les «cartables électroniques» pour les besoins du Lycée Aline Mayrisch par soumission publique.

8. Pour les caractéristiques techniques veuillez consulter le tableau sub point 1.

9. Système d'exploitation actuel: Windows XP.

Logiciels de type OFFICE: OFFICE 2003.

Navigateur Web: Internet Explorer.

Les élèves n'ont pas le droit d'installer des logiciels supplémentaires sans autorisation préalable de la direction du lycée.

Question 1055 (1.12.2010) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**éventuelle accréditation obligatoire des centres de recherche et des laboratoires**:

Aux fins de diversifier davantage le tissu économique luxembourgeois et de renforcer la compétitivité des entreprises implantées sur notre territoire, le Gouvernement entend encourager les activités dans les domaines de la recherche et de l'innovation.

Pour atteindre cet objectif, les autorités publiques envisagent non seulement de mettre à disposition les moyens budgétaires nécessaires, mais de créer également un environnement et des conditions favorables au développement de secteurs de recherche scientifique de pointe. Parmi ces derniers, les sciences de la santé et surtout celle de la biologie médicale font figure de secteurs prometteurs dans lesquels le Gouvernement souhaite investir de manière substantielle dans les années à venir.

Cependant, comme le Luxembourg n'est pas le seul pays à vouloir favoriser les activités précitées, notre pays aurait tout intérêt à devancer ses principaux concurrents en veillant à ce que tous les centres de recherche et les laboratoires soient conformes aux normes d'excellence internationales. Ainsi, un certain nombre de pays, dont la France, viennent de se lancer dans un mouvement général d'accréditation de leurs laboratoires et instituts de recherche dans le domaine des sciences de la santé et de la biologie médicale afin qu'ils correspondent aux exigences de l'Organisation internationale de normalisation.



Tout en sachant qu'à l'heure actuelle il n'y a pas encore de directive européenne rendant une telle accréditation obligatoire, on peut toutefois facilement prévoir que l'évolution de la législation en la matière ira rapidement dans ce sens rien que pour instaurer un moyen de comparaison entre les pays de l'Union européenne.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer s'ils sont au courant du fait qu'un certain nombre de pays, dont la France, sont en train d'obliger leurs instituts de recherche et leurs laboratoires de s'accréditer afin qu'ils soient conformes aux exigences de l'Organisation internationale de normalisation?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il soit opportun de suivre l'exemple de ces pays et d'entamer également au Luxembourg de manière proactive, par voie législative une démarche d'accréditation obligatoire de tous les centres de recherche et laboratoires du secteur public ainsi que du secteur privé afin qu'ils soient conformes aux normes d'excellence internationales?

Réponse commune (31.1.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Nous n'avons pas connaissance de projets dans nos pays voisins, respectivement d'autres pays européens, visant à obliger leurs instituts et laboratoires de recherche à se faire accréditer.

Sans doute la question des honorables Députés se réfère-t-elle, pour le cas de la France, à l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale, selon laquelle «un laboratoire de biologie médicale ne peut réaliser d'examen de biologie médicale sans accréditation». Ainsi tous les laboratoires de biologie médicale en France, publics et privés, doivent être accrédités sur la totalité de leur activité, avant le 31 octobre 2016, avec une preuve d'entrée réelle dans l'accréditation au plus tard le 31 octobre 2013. La norme ISO 15189:2007 spécifie les exigences de qualité et de compétence propres aux laboratoires d'analyses de biologie médicale. Or, il y a lieu de souligner que cette législation s'applique donc uniquement aux laboratoires visés, actifs notamment dans la routine clinique. Selon information du Comité français d'accréditation aucune disposition réglementaire en vue d'obliger l'accréditation ou la certification d'instituts de recherche n'est en cours d'établissement.

Nous sommes convaincus par ailleurs des nombreux avantages de la certification respectivement de l'accréditation pour les laboratoires de recherche au sens large. L'accréditation est notamment un excellent moyen de validation de méthodes d'essai ou d'analyse et permet d'en garantir l'exploitation dans un cadre maîtrisé. Elle contribue à optimiser le fonctionnement du laboratoire et à favoriser la reconnaissance de sa compétence. Nous sommes également conscients de l'apport positif d'une démarche proactive de certification et d'accréditation à l'échelle nationale pour la renommée du Luxembourg comme lieu d'implantation d'activités de

recherche, vue d'ailleurs largement partagée par nos établissements de recherche.

Or, il y a lieu de souligner que le contexte des activités de laboratoires de recherche constitue un cadre fortement évolutif pour lequel l'application d'une obligation légale d'accréditation risque de constituer un carcan trop rigide susceptible de freiner l'évolution et les adaptations nécessaires. À cet égard, nous avons opté plutôt pour une approche par voie de convention. Ainsi la certification respectivement l'accréditation de laboratoires de recherche a été inscrite comme engagement des établissements, souvent sur leur proposition, aux contrats de performance. Dans la foulée, plusieurs laboratoires de recherche ont été certifiés voire accrédités respectivement sont en voie de certification/accréditation aux normes respectives applicables pour leurs activités.

Question 1060 (2.12.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la **sécurité des communications et des documents électroniques classifiés de l'État suite à l'affaire «Wikileaks»**:

La publication non autorisée de documents classifiés américains sur la toile soulève évidemment la question de la sécurité des réseaux de communication luxembourgeois, celle de la protection des documents classifiés tout comme celle d'une gestion rigoureuse des certificats de sécurité accordés à des personnes physiques ou morales.

Par ailleurs, l'«invasion» relativement récente du bâtiment Saint-Maximin par des manifestants heureusement pacifiques a de nouveau démontré que le Luxembourg n'est pas toujours à la hauteur des exigences minimales pour garantir la sécurité de ses installations sensibles.

Dans ce contexte; j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Quelles sont les conclusions que le Gouvernement a tirées de l'affaire «Wikileaks» pour renforcer la sécurité des communications et documents circulant sous responsabilité luxembourgeoise? Est-ce que le Gouvernement a revu les mesures de sécurité valables et applicables notamment au Centre de Communication du Gouvernement à Senningen, au Centre informatique de l'État et au réseau de communication et de documentation électronique GEDIS du Ministère des Affaires étrangères?

2. Le Gouvernement a-t-il revu ses procédures de sécurité concernant les certificats de sécurité pour les personnes physiques et morales? Est-ce que le principe du «need to know» est scrupuleusement respecté? Est-ce que le nombre des personnes autorisées à accéder à des informations confidentielles, voire secrètes, est continuellement revu pour ne point dépasser le minimum absolument indispensable?

3. Le Gouvernement fait-il des efforts pour renforcer la sécurité des bâtiments gouvernementaux sensibles? S'attache-t-il à améliorer la sauvegarde et la sécurité des documents classifiés par voie électronique comme des documents imprimés?

4. Est-ce que les possibilités techniques ainsi que les dispositions

légalles sont actuellement suffisantes pour détecter, en cas de besoin, des fuites de sécurité et pour poursuivre des personnes se rendant coupables d'infractions aux dispositions légales de sécurité?

5. Les lois luxembourgeoises en la matière sont-elles actuellement au moins au niveau de celles des autres membres de l'Alliance atlantique, respectivement de l'Union européenne? Le Gouvernement prévoit-il de proposer à la Chambre des Députés de modifier les lois ou règlements applicables en matière de sécurité suite à l'affaire «Wikileaks»?

Réponse commune (24.1.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Fernand Kartheiser au sujet de la sécurité des communications et des documents électroniques classifiés de l'État, il y a tout d'abord lieu de noter que l'affaire «Wikileaks», à laquelle Monsieur le Député fait référence et qui concerne la publication de documents à caractère confidentiel ayant trait à la politique étrangère des États-Unis, confirme la nécessité de la mise en place d'un dispositif de protection performant des réseaux de communications électroniques qui sont utilisés pour la transmission de documents classifiés et d'un contrôle efficace au niveau de l'accès à ces documents.

1. En ce qui concerne d'abord les réseaux de communication des documents classifiés, il y a lieu de souligner que les autorités luxembourgeoises compétentes ont toujours mis en œuvre les mesures nécessaires pour assurer un niveau de sécurité approprié respectant les normes internationales fixées par l'Union européenne et l'OTAN, ces dernières se trouvant à l'origine de la très grande majorité des documents classifiés qui transitent par les réseaux fonctionnant sous la responsabilité du Gouvernement. La transmission électronique de pièces classifiées se fait, en application de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, exclusivement par des centres et réseaux de communication et des terminaux habilités et protégés par des systèmes cryptographiques autorisés ou agréés par l'Autorité nationale de Sécurité. La mise en place des outils informatiques qui garantissent la transmission sécurisée de documents classifiés est assurée par le Centre de Communications du Gouvernement, en consultation avec les administrations concernées. Le Centre de Communications est également responsable de la gestion et de l'exploitation des réseaux internationaux et nationaux. À ce titre, il assure les liaisons permanentes et classifiées avec les organismes et pays de l'OTAN, de l'UEO, de l'UE et de l'OSCE. Dans le cadre des missions lui confiées, le Centre de Communications établit les procédures et manuels d'utilisation des équipements et sert d'autorité de contrôle du réseau «Luxembourg Secure Network (LUSECNET)» reliant les ministères et administrations essentielles avec les ambassades et représentations nationales à l'étranger. Le Centre de Communications assure la mise à jour de l'outil informatique en fonction des évolutions technologiques pertinentes ainsi que des menaces environnantes. Cette mise à jour comprend également le ré-

seau de communication et de documentation électronique GEDIS notamment du Ministère des Affaires étrangères.

2. Pour ce qui est ensuite des procédures de sécurité à respecter en vue de l'accès aux documents classifiés et de l'octroi d'une habilitation de sécurité qui ont accès à des documents classifiés, il est nécessaire de se référer à la loi du 15 juin 2004 précitée.

Cette loi, qui tient compte des normes inscrites dans les directives de sécurité respectives de l'Union européenne et de l'OTAN, a introduit en droit luxembourgeois une procédure de classification, de déclasserment et de déclassification de pièces dont l'utilisation inappropriée est susceptible de porter atteinte à certains intérêts vitaux du Grand-Duché de Luxembourg. Elle a arrêté les mesures de protection matérielle de ces pièces et elle a créé une base légale pour les enquêtes de sécurité nécessaires en vue de l'émission d'habilitations de sécurité pour les personnes appelées à avoir accès aux pièces classifiées dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Ainsi, toute personne qui accède à un document classifié doit d'abord disposer d'une habilitation de sécurité. En application de la législation en vigueur, une habilitation de sécurité ne peut être délivrée qu'aux personnes qui présentent des garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité pour avoir accès à des informations classifiées. Dans le cadre des enquêtes de sécurité, l'Autorité nationale de Sécurité recueille des données relatives à l'état civil, à la solvabilité, à la situation sociale et professionnelle tant actuelle que passée, à la fiabilité et à la réputation, et à la vulnérabilité à l'égard de pressions de la personne pour laquelle l'habilitation de sécurité est sollicitée. L'habilitation de sécurité doit par ailleurs être renouvelée à des intervalles réguliers. La procédure de renouvellement permet, entre autres, d'examiner la nécessité qu'il y a de continuer à faire bénéficier une personne déterminée d'une habilitation de sécurité.

L'octroi d'une habilitation de sécurité à une personne déterminée ne comporte par ailleurs pas automatiquement le droit d'accéder à un document classifié. Sont seules autorisées à accéder aux pièces classifiées les personnes qui, outre le fait de disposer d'une habilitation de sécurité, peuvent justifier, en raison de leurs fonctions, d'un «besoin d'en connaître». Il en résulte que le titulaire d'une habilitation, soit elle du plus haut degré, ne peut accéder qu'aux documents dont il doit prendre connaissance dans le cadre de l'exercice de sa mission. L'officier de sécurité de l'administration dont relève la personne qui traite les pièces classifiées est appelé à apprécier, au moment de la transmission de la demande de délivrance d'une habilitation de sécurité à l'Autorité nationale de Sécurité, le «besoin d'en connaître» de l'agent concerné en fonction des missions de ce dernier. L'accès aux lieux où sont conservés les documents classifiés et l'observation des règles de sécurité sont par ailleurs également contrôlés par l'officier de sécurité.

Même si le nombre d'agents ayant accès aux documents classifiés est réduit au strict nécessaire, il y a lieu de noter dans ce contexte que le nombre de personnes devant se prévaloir d'une habilitation de sécurité connaît une progression régulière en rai-

son de la participation croissante du Luxembourg à des appels d'offres internationaux pour des contrats classifiés et de la participation du Luxembourg à des opérations de maintien de la paix.

3. En ce qui concerne ensuite la sécurité des bâtiments où sont conservés des pièces classifiées, il y a lieu de noter que chaque lieu ou système de communication où sont conservés ou traités des documents classifiés est protégé par des mesures physiques de sécurité appropriées. La sécurité des lieux où sont stockés des documents classifiés respectivement installés les terminaux des réseaux de communication utilisés pour transmettre des documents sensibles font régulièrement l'objet d'inspections de la part des bureaux de sécurité de l'Union européenne et de l'OTAN. L'Autorité nationale de Sécurité, qui fonctionne sous l'autorité du Service de Renseignement, a pour mission d'homologuer ces lieux et installations comme étant conformes aux exigences requises suivant le degré de classement des documents qui y sont stockés ou qui transitent par ces réseaux. Ces lieux sont équipés et régulièrement adaptés suivant l'évolution des exigences et recommandations émises au niveau international.

La sauvegarde et la sécurité de documents classifiés qui sont acheminés par voie électronique ou sous forme de support papier sont dès lors régies par un ensemble cohérent de règles nationales et internationales que les autorités luxembourgeoises s'efforcent de respecter scrupuleusement.

4. Afin d'assurer la traçabilité des documents classifiés, électroniques et imprimés, des procédures existent pour enregistrer, répertorier et vérifier l'origine et le transfert de documents classifiés entre différentes administrations. Ces procédures font également l'objet de contrôles de la part des services compétents de l'Union européenne et de l'OTAN ainsi que de l'Autorité nationale de Sécurité.

La législation luxembourgeoise et notamment la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité des pièces classifiées prévoient des procédures pour répondre aux incidents de sécurité et sanctionner les personnes reconnues coupables d'une compromission de pièces classifiées. Sur le plan notamment de la prévention une coopération étroite au niveau communautaire et international entre les autorités nationales de sécurité permet de rester constamment informé des menaces et de l'évolution des législations nationales respectives. Des efforts constants sont mis en œuvre pour assurer un niveau élevé de sécurité des bâtiments et des réseaux informatiques pour prévenir des divulgations de documents classifiés. Des moyens d'ordre technologique et légal sont dès lors en place afin de prévenir et d'agir contre la divulgation non voulue d'informations classifiées.

5. Le Luxembourg et ses partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN disposent de législations comparables pour ce qui est de la gestion des données sécurisées. Le dispositif légal en place tient compte des recom-

mandations émises en la matière par les autorités internationales. En effet, l'Union européenne et l'OTAN s'emploient à harmoniser, moyennant des accords ou règlements de sécurité, les mesures de protection par l'introduction de standards minimaux que les États membres doivent respecter afin qu'un degré minimal de sécurité soit assuré dans chaque État.

Il sera par ailleurs procédé dans les mois à venir à une évaluation de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État. Cette évaluation, qui a déjà été annoncée au moment du vote de la loi précitée par la Chambre des Députés, englobera également une analyse des dispositions de la loi relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité. Le projet de loi n°6075 portant création d'un Centre de Communications du Gouvernement actuellement en instance a par ailleurs pour objet de fournir un soubassement légal solide aux dispositifs qu'utilise le Centre pour acheminer et sécuriser les informations classifiées échangées entre les organismes internationaux et l'administration luxembourgeoise. Il prévoit en outre la mise en place d'un service compétent pour les aspects techniques de sécurité des systèmes de communication et d'information appelé Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) dont la création est exigée en vertu des engagements internationaux du Grand-Duché de Luxembourg. À noter finalement, en matière de protection des communications électroniques, que le Gouvernement a mis en place un groupe de travail qui a pour mission de systématiser les efforts et actions dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité afin de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour améliorer les procédures de sécurité, l'homologation des réseaux informatiques et les capacités de détection des cyberattaques et de réponse à cette menace.

Question 1062 (2.12.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **plafonnement des redevances pour les services liés à la fourniture et à l'assainissement de l'eau**:

Selon les médias, Monsieur le Ministre aurait annoncé par la voie d'une circulaire aux communes sa décision de permettre le plafonnement des redevances pour les services liés à la fourniture et à l'assainissement de l'eau à six ou à sept euros par m³. Par ailleurs, il semble que la question concernant le taux unique pour les exploitations agricoles de un euro par m³ sera bientôt tranchée, si l'information que les nouveaux prix s'appliqueront dès 2011 est correcte.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations ci-dessus? Dans l'affirmative, à quelles dispositions légales la circulaire fait-elle référence?

La loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau prévoit en son article 12 (4) que:

«(4) Les redevances peuvent être fixées en tenant compte des conséquences environnementales

et économiques des coûts ainsi que des conditions géographiques de la région concernée. Les modalités d'une prise en charge par l'État de ces éléments sont définies par la loi budgétaire.»

Or, ni les lois budgétaires 2009 et 2010, ni le projet de loi budgétaire 2011 ne prévoient de telles modalités. Ni d'ailleurs le coût à supporter par l'État au cas où cette mesure devait s'appliquer à l'an 2011.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pour quelles raisons les modalités précitées ne sont pas inscrites dans la loi budgétaire si le Gouvernement entend prendre en compte les conséquences environnementales et économiques des coûts et les conditions géographiques telles que prévues par la loi de 2008 dès l'exercice 2011? Étant donné qu'un amendement de la loi budgétaire 2011 est à ce stade hautement improbable, Monsieur le Ministre entend-il déposer un projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau?

Réponse (24.12.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Je peux confirmer à l'honorable Député que dans ma circulaire n°2889 du 25 novembre 2010, j'ai recommandé aux communes de fixer pour le moment leurs redevances de manière à ce que pour l'utilisateur final la charge financière globale (eau potable et eau usée) résultant des parties fixe et variable des redevances ne dépasse pas une fourchette comprise entre 6,5 et sept euros par m³ d'eau consommée, afin d'éviter des conséquences économiques négatives pouvant découler d'une récupération intégrale et immédiate des coûts des services liés à l'eau.

La circulaire fait référence à la première phrase de l'article 12, paragraphe 4 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau que j'ai demandé aux communes d'invoquer dans leurs délibérations relatives à la tarification de l'eau et qui permet notamment la prise en compte des conséquences économiques des coûts pour justifier ce plafonnement. En effet, la fixation de nouveaux tarifs ne doit pas mener à des situations où des entreprises ou des ménages ne seraient plus en mesure de faire face à leurs charges. Ce faisant, les communes tiennent compte des conséquences économiques des coûts des services liés à l'eau.

En ce qui concerne les conséquences environnementales ainsi que les conditions géographiques de la région concernée auxquelles l'article 12 de la loi fait également référence, mes services sont actuellement en train d'élaborer des critères objectifs permettant aux communes de les invoquer également dans le cadre de la fixation des nouvelles tarifications.

Le fait que les redevances peuvent être fixées par les communes en tenant compte des critères mentionnés ci-dessus n'entraîne pas automatiquement une prise en charge de ces éléments par l'État. Celle-ci constitue en effet l'exception et non pas la règle. Afin de disposer de tous les éléments nécessaires au Gouvernement pour pouvoir apprécier et déterminer les modalités d'une éventuelle prise en charge, il est nécessaire de disposer des schémas de calcul du coût de l'eau de toutes les communes. À l'heure actuelle, les données

concernant 75 communes sont parvenues au Ministère.

Je rappelle qu'à ce jour, les coûts liés aux services de l'eau existaient déjà, même s'ils n'ont pas été répercutés aux consommateurs finals. L'application du principe que ces coûts sont dorénavant à supporter par les utilisateurs en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur entraînera d'ailleurs pour les communes des recettes supplémentaires leur permettant d'offrir à leurs citoyens un service de qualité.

Question 1063 (3.12.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **investisseurs potentiels pour le Château de Wiltz**:

Il me revient de la presse quotidienne que onze investisseurs potentiels se seraient intéressés à revivifier le Château de Wiltz dans le cadre d'un bail emphytéotique, dont cinq auraient finalement demandé des informations sur des options conceptuelles plus concrètes.

C'est pourquoi je prends la respectueuse liberté de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur les dossiers qui ont été acceptés? Dans quels domaines les différents investisseurs potentiels sont-ils engagés? Est-il également possible de donner des informations sur les propositions élaborées par les investisseurs en question?

- Au vu des dossiers présentés, quelles sont les préférences du Gouvernement? Dans quelle mesure le Ministère de la Culture participera-t-il à la formulation du concept définitif?

- Au cas où il y aurait accord avec l'un ou l'autre investisseur, quels locaux du château seraient donnés en location?

- Une coopération avec le Syndicat d'initiative local et le Festival de Wiltz est-elle envisagée?

- Pour quand au plus tard Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre une décision en ce qui concerne la réaffectation du Château de Wiltz?

Réponse (27.12.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Je me permets de me référer aux réponses fournies aux questions parlementaires n°0784, n°0794 et n°0833 (cf. *comptes rendus n°1 et n°3/2010-2011*) relatives au même sujet. À ce stade il m'est impossible de prendre position comme la procédure est actuellement en cours et qu'il n'y a pas lieu d'intervenir dans cette procédure.

Le groupe de travail mis en place pour suivre cet appel à candidature comprend entre autres un responsable du Ministère de la Culture, des responsables de la ville de Wiltz, un responsable du Service des Sites et Monuments, un responsable de l'Administration des Bâtiments publics, un responsable du Ministère des Classes moyennes et du Tourisme et un responsable du Ministère du Développement durable et des Infrastructures - département de l'Aménagement du territoire.

Par ailleurs, le calendrier prévoyant que la décision sera prise au plus tard à la fin du 1^{er} semestre 2011 reste confirmé.

Question 1065 (3.12.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **sanction de la Commission européenne en relation avec la ligne Eurocap-Rail sur le territoire luxembourgeois**:

Les lignes à grande vitesse offrent aux citoyens européens un mode de transport écologique, sûr et confortable et ont permis d'augmenter considérablement la rapidité et la fréquence des trajets entre les centres économiques de l'Union européenne.

Or, force est de constater que la Commission européenne a récemment sanctionné le Grand-Duché de Luxembourg pour les travaux de modernisation de la ligne Eurocap-Rail sur le territoire luxembourgeois. Elle a amputé sa subvention de 23.482.161 euros sur un total d'aide initiale de 27 d'millions euros parce que les travaux enregistrent un retard de plus de deux ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette sanction de la part de la Commission européenne?

- Quelles en seront les répercussions sur l'état d'avancement de ce projet prestigieux?

- Est-ce qu'une telle décision ne va pas à l'encontre de la politique européenne des transports ferroviaires?

Réponse (21.1.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1065 du 3 décembre 2010, l'honorable Député Marcel Oberweis souhaite s'informer au sujet de la réduction de la subvention européenne dans le cadre du projet Eurocap-Rail.

Le projet Eurocap-Rail comporte sur le territoire luxembourgeois l'amélioration de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen ainsi que la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg. Afin de pouvoir profiter de l'intégralité du subsidé communautaire, ces deux projets devraient être réalisés avant la fin 2013 et sous condition de commencer les travaux au plus tard deux ans après la décision, soit en début 2010.

Or, la planification initiale, datant de 2007, ne s'est pas avérée réaliste.

La Commission européenne a marqué son accord pour prolonger jusqu'à la fin de l'année 2015 la période pendant laquelle les investissements seront subventionnés. À cet horizon, il est prévu de renouveler les postes directeurs situés sur la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et de réélectrifier ladite ligne, tout en améliorant l'alimentation en énergie électrique.

La gare de Bettembourg sera préparée pour la venue de la nouvelle ligne envisagée. Ceci comporte le renouvellement et la modernisation des installations de signalisation, tout en remplaçant les postes directeurs existants ainsi que la suppression du passage à niveau n°4 situé à l'intersection de la ligne existante et la nouvelle ligne projetée. L'accord de principe relatif à ce projet a été donné par la Chambre des Députés suite au vote de la motion du 21 octobre 2010.

Question 1066 (6.12.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **partenariat et droit au congé extraordinaire**:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 3 août 2010 portant modification de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, le droit au congé extraordinaire en cas de mariage est étendu aux cas de déclaration de partenariat.

L'article 233-16 du Code du Travail dispose que les congés extraordinaires ne peuvent être pris qu'au moment où l'événement donnant droit au congé se produit.

Il est donc impératif pour le salarié de demander le congé en raison d'un partenariat à l'avance afin que l'employeur puisse s'organiser, il doit également remettre à son employeur un certificat afin que ce dernier puisse contrôler la concordance du congé avec l'événement y donnant droit.

L'article 3 de la loi du 9 juillet 2004 (telle que modifiée) dispose: «...L'officier de l'état civil vérifie si les deux parties satisfont aux conditions prévues par la présente loi et, dans l'affirmative, remet une attestation aux deux partenaires mentionnant que leur partenariat a été déclaré.»

Il nous est rapporté que depuis le 1^{er} novembre 2010, date de l'entrée en vigueur de la loi du 3 août 2010, il faut attendre le retour du répertoire civil tenu par le Parquet général pour qu'une attestation mentionnant la déclaration soit remise aux partenaires par l'officier de l'état civil.

Il existerait même une circulaire ministérielle en ce sens, invoquant comme motif que ce n'est qu'à partir de l'inscription au répertoire civil que le pacs est opposable aux tiers.

Ainsi les nouveaux partenaires et leurs proches repartent de la commune sans aucune preuve de leur déclaration auprès de l'officier de l'état civil.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Est-il exact que le Ministère de la Justice a donné des instructions pour que l'attestation mentionnant que leur partenariat a été déclaré prévue par la loi ne soit délivrée aux partenaires sur-le-champ par l'officier de l'état civil à compter du 1^{er} novembre 2010?

2. Si tel est le cas, pour quel motif et sur quelle base légale?

3. Sous quelle forme les salariés peuvent-ils justifier leur congé pour raison de partenariat?

4. Combien de temps faut-il attendre pour le retour de l'inscription au répertoire civil et d'inscription au Parquet général?

Réponse (31.12.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

L'assimilation du partenariat au mariage en matière de congés extraordinaires est une des grandes modifications apportées par la nouvelle loi du 3 août 2010 à la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats. Ainsi tous les salariés liés par un partenariat enregistré bénéficient dorénavant de jours supplémentaires de congé en cas de survenance d'un événement d'ordre personnel.



Dans la mesure où le partenariat enregistré est seulement opposable aux tiers à partir de son inscription au répertoire civil, bien qu'il prenne effet entre les parties à compter de la réception de la déclaration par l'officier de l'état civil, seul le certificat d'inscription au répertoire civil délivré par le Parquet général est déterminant pour l'allocation du congé en raison de partenariat. Le Ministère de la Justice a donné des instructions en ce sens aux autorités et services concernés.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, les délais de délivrance de ce certificat d'inscription ont pu être considérablement réduits et une information générale renseignant sur ces congés extraordinaires est disponible sur le site du Guichet unique (<http://www.guichet.public.lu>).

Question 1067 (6.12.2010) de **MM. Eugène Berger et Carlo Wagner (DP)** concernant la **carte d'identité professionnelle pour les professions de soins de santé:**

Selon nos informations, certaines dispositions de la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, notamment l'article 9 (carte d'identité professionnelle), n'ont pas encore été mises en pratique. Il s'avère également que des règlements grand-ducaux en relation avec la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs font toujours défaut. Or, ces règlements d'exécution sont d'une importance majeure pour le travail journalier des personnes travaillant dans les soins de santé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il réaliser l'introduction d'une carte d'identité professionnelle pour les professions de soins de santé?

- En ce qui concerne la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, un projet de règlement grand-ducal ainsi qu'une nomenclature précise des actes médicaux et des soins (infirmiers) spécifiques et de soutien avaient été finalisés en octobre 2009 en commun accord avec des experts en soins palliatifs. Monsieur le Ministre peut-il nous dire pour quelles raisons ce projet de règlement n'est pas encore entré en vigueur jusqu'à ce jour? Dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il mettre au point ces travaux?

Réponse (13.1.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Il m'importe de préciser que le règlement grand-ducal du 8 avril 2000 fixant la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation d'exercer au Grand-Duché certaines professions de santé, prévoit que toute personne qui sollicite une telle autorisation auprès du Ministre de la Santé peut obtenir, sur demande, la carte d'identité professionnelle à laquelle se réfèrent les honorables Parlementaires, et qui est visée par la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

En ce qui concerne la nomenclature des actes et services spécifiques aux soins palliatifs à mettre en place suite à la loi du 16 mars 2009, celle-ci fait effectivement encore défaut.

Étant donné que les négociations de la convention à conclure entre la Caisse Nationale de Santé et la Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins (COPAS) au sujet des soins palliatifs n'ont pas encore pu être clôturées, la Commission de Nomenclature n'a pas encore été en mesure d'achever ses travaux.

Les retards au niveau de la signature de la convention proviennent de la transposition pratique de l'article 1^{er} alinéa 3 de la loi susmentionnée qui requiert une étroite collaboration entre le secteur hospitalier et les prestataires du secteur extrahospitalier.

Dans cet ordre d'idées, le projet de convention contient à l'article 11 une référence à un accord-cadre à conclure entre la COPAS, l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois (EHL) et la Caisse Nationale de Santé (CNS).

Cet article dispose que «les prestataires visés à l'article 2 de la présente convention sont obligés de mettre en place des mécanismes assurant une étroite collaboration avec le secteur hospitalier. Cette collaboration doit porter notamment sur l'accès à l'expertise médicale et pharmaceutique à tout moment et aux médicaments et fournitures sans délai. Les modalités de la collaboration avec les hôpitaux sont prévues dans le cadre d'un accord type à conclure entre les hôpitaux concernés, les prestataires et la CNS. Le modèle de l'accord type se trouve en annexe de la présente convention. Sur demande, les accords et les conventions conclus par le prestataire sont à transmettre à la CNS dans un délai de 30 jours à compter de la demande.»

Or, cet accord type a mis du temps à naître du fait de divergences de vues fondamentales notamment au niveau de la délivrance des fournitures du milieu hospitalier vers le secteur extrahospitalier.

Une version définitive de la convention n'a toujours pas pu être signée à ce jour, et cela malgré un accord de principe du comité-directeur de la CNS auquel le projet de convention avait été soumis en date du 10 février 2010.

Toujours est-il qu'au cours de la dernière réunion, qui a eu lieu fin novembre 2010, plusieurs points ont pu être réglés, de sorte que la convention est sur le point de pouvoir être clôturée au début de l'année 2011.

Question 1069 (7.12.2010) de **M. Camille Gira (déi gréng)** concernant l'**achat d'Unités de quantités attribuées (Assigned Amount Unit-AAU) en Estonie fortement critiquées par les ONGs et communément désignées par «Certificats hot air»:**

Le Gouvernement luxembourgeois a décidé de participer à un transfert de droits d'émission combiné à un programme de rénovation d'immeubles à appartements en Estonie pour une somme de 30 millions d'euros. Il s'agit d'un contrat sur l'achat d'Unités de quantités attribuées (Assigned Amount Unit-AAU). Ces AAU sont fortement critiquées par des ONGs et communément désignées par «Certificats hot air» (lux: «Waarm Loft»). En effet, elles ne correspondent pas à de réelles réductions d'émissions de CO₂ d'aujourd'hui, mais à des crédits d'émissions prove-

nant d'activités économiques abandonnées en début des années '90, le plus souvent dans les pays de l'Europe de l'Est.

Dans ce contexte opaque entourant les achats de certificats de CO₂ du Gouvernement, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de AAUs ont été acquis à l'aide du contrat en question et à quel prix par tonne de CO₂? Est-ce que des commissions ou autres frais supplémentaires ont dû être payés?

- À combien de tonnes de CO₂ Monsieur le Ministre estime-t-il les réductions de CO₂ qui seront réalisées par le programme de rénovation de l'habitat que le Gouvernement Estonien compte entreprendre avec les 30 millions d'euros versés par le Luxembourg?

- Est-ce qu'il est véridique que lors d'une réunion du comité interministériel en charge du projet, Monsieur le Ministre se soit félicité de l'achat de ces certificats «hot air» estoniens et entend poursuivre dans cette voie, vu le prix apparemment bon marché du «hot air»?

Réponse (14.1.2011) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

L'honorable Député s'informe sur la participation luxembourgeoise à un échange de droits d'émission de CO₂ avec l'Estonie pour une somme de 30 millions d'euros. Dans ma réponse à la question parlementaire n°0831 (cf. *compte rendu n°3/2010-2011*), j'avais déjà fourni des renseignements à ce sujet.

Contrairement à ce que prétend l'honorable Député, il ne s'agit pas d'un simple transfert de «hot air». Lors de l'adoption du protocole de Kyoto, le statut d'économie en transition a été reconnu aux pays de l'ancienne URSS et les pays de l'Europe centrale et orientale.

L'Estonie, comme beaucoup d'autres nouveaux États membres de l'Union européenne, s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8% pendant la période 2008-2012 par rapport à 1990. Comme tous les autres États membres, elle doit mettre en œuvre des politiques et mesures au niveau national, et dans le cadre du paquet climat-énergie de l'Union européenne, elle fait partie des États membres dont les émissions des secteurs non ETS pourront augmenter d'ici 2020 par rapport à 2005. En effet, le PIB par habitant étant nettement inférieur à la moyenne communautaire, l'objectif 2020 de l'Estonie correspond à une augmentation de 11% des émissions de gaz à effet de serre, alors que celui du Luxembourg par exemple correspond à une réduction de 20%.

L'Estonie a lié ses ventes de droits d'émission AAU, dont le volume total est d'ailleurs nettement inférieur à ce qu'elle pourrait légalement vendre, à la mise en place d'un «Green Investment Scheme», c'est-à-dire que les recettes de la vente de AAU doivent être utilisées pour mettre en œuvre des mesures résultant en de véritables réductions d'émission de gaz à effet de serre. Dans le cadre du transfert avec le Luxembourg, les recettes provenant de ce transfert sont destinées à cofinancer des mesures de rénovation d'immeubles à appartements, en particulier:

- isolation thermique de murs, façades, toitures, caves,

- remplacement de fenêtres,
- installation de systèmes de chauffage, en particulier des centrales fonctionnant aux énergies renouvelables,
- rénovation de systèmes de ventilation, nouveaux systèmes de ventilation,
- utilisation d'énergies renouvelables.

Les bénéficiaires sont les associations d'immeubles à appartements et les communautés/copropriétés de propriétaires d'appartements. L'immeuble doit être soumis à un audit avant qu'une demande d'aide soit introduite. Le projet de rénovation doit être conforme à l'audit et mener à une réduction de la consommation énergétique d'au moins 20%.

Le taux d'aide peut varier de 15% à 35%, selon les économies d'énergie réalisées. À titre d'exemple, pour obtenir une aide de 35% des dépenses effectives, une économie d'énergie de 50% doit être réalisée.

Un comité («implementing committee»), dans lequel le Ministère du Développement durable et des Infrastructures - département de l'Environnement est représenté, a été mis en place pour suivre la mise en œuvre du projet GIS.

Le projet en question renforce un programme de prêts existant («Renovation Loan for Apartment Buildings») mis en place en mai 2009, et cofinancé par le CEB (Council of European Development Bank) et les fonds structurels européens. Dans le cadre de ce programme, des associations et communautés de propriétaires de maisons à appartements reçoivent des prêts à long terme et à taux réduits. Toutefois, l'intérêt pour ce programme a été modeste dans la mesure où les requérants ont jusqu'à présent dû couvrir 15% des dépenses par des capitaux propres. Voilà pourquoi un nouveau programme d'aides est mis en place dans le cadre de la coopération avec le Luxembourg pour inciter davantage les propriétaires d'appartements à la rénovation de leurs immeubles souvent vétustes et datant de l'époque communiste. Le programme de prêts et d'aides est géré par le «Credit and Export Guarantee Fund-Kredex», créé en 2001 par le Ministère des Affaires économiques estonien.

Il est estimé que plus de 800.000 tonnes de CO₂ pourront être économisées avec le programme de rénovation de l'habitat que le Gouvernement estonien compte entreprendre avec les recettes de 30 millions d'euros provenant du transfert de droits d'émission avec le Luxembourg. Je ne peux toutefois pas indiquer à combien de AAUs correspond ce transfert, le Gouvernement estonien ne souhaitant pas divulguer ces informations. Il n'y a pas de commissions ou autres frais supplémentaires qui ont dû être payés au Gouvernement estonien.

En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Député, je peux l'informer que je n'ai pas participé aux réunions du comité interministériel en question, dont les membres sont des fonctionnaires représentant différents départements ministériels.

Question 1071 (8.12.2010) de **M. Félix Braz (déi gréng)** concernant **«Wikileaks»:**

Dans une interview publiée dans l'édition du 8 décembre 2010 de

l'hebdomadaire «Télécran», l'ancien Ministre des Affaires étrangères, Jacques F. Poos, s'est montré satisfait de la publication des dépêches sur la plateforme «Wikileaks» et a demandé indirectement à son successeur, Jean Asselborn, de réclamer à l'ambassade des États-Unis l'expédition de toutes les dépêches concernant le Luxembourg avant leur mise en ligne annoncée par «Wikileaks».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre partage-t-il le point de vue de Monsieur Jacques F. Poos?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de revendiquer la délivrance des informations en question?

Réponse (31.12.2010) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:**

Monsieur Jacques F. Poos s'est exprimé dans l'interview, auquel l'honorable Député fait référence, à titre privé. Il n'est pas d'usage que ce type de commentaire fasse l'objet d'une prise de position de la part d'un membre du Gouvernement en exercice. Je relèverais simplement que, dans cette même interview, Monsieur Jacques F. Poos a estimé embarrassant une éventuelle révélation de dépêches et a reconnu les effets potentiellement néfastes pour la paix et la sécurité au Proche et au Moyen Orient, engendrés par la publication non autorisée d'un certain nombre de dépêches américaines.

Pour ma part, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'affirmer, je ne cautionne pas la publication de documents qui n'avaient pas vocation à l'être. La mise en œuvre d'une politique étrangère responsable et efficace repose autant sur la possibilité de communiquer en toute confidentialité que sur celle de s'exprimer publiquement. Ce choix doit être respecté.

Concernant les messages envoyés par l'ambassade américaine à Luxembourg et qui seraient détenus par «Wikileaks», je considère qu'ils relèvent de la responsabilité des autorités américaines. Il ne m'appartient pas d'en exiger la remise au Gouvernement luxembourgeois, pas plus que celui-ci ne répondrait à une injonction de ce type, émanant du Gouvernement américain ou d'un autre.

Question 1072 (9.12.2010) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant les **statuts de l'ORT Moselle luxembourgeoise:**

En date du 27 novembre 2011 (*lire: 2010*) le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme avait publié une annonce d'offre d'emplois pour un gestionnaire pour les besoins des ORT Mullerthal/Petite Suisse luxembourgeoise et Moselle luxembourgeoise. Or, selon mes informations, les statuts de l'ORT Moselle luxembourgeoise n'ont pas encore été finalisés et le conseil d'administration n'a pas encore été constitué.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Madame la Ministre peut-elle me dire dans quel stade se trouve la rédaction des statuts de l'ORT Moselle luxembourgeoise? Quelles sont les raisons qui expliquent le fait qu'ils n'ont pas encore été mis au point jusqu'à ce jour?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur la composition prévue du conseil d'administration de l'ORT Moselle luxembourgeoise? Quand est-ce que le conseil sera constitué?

- Madame la Ministre peut-elle m'expliquer comment le Ministère a pu créer un poste de gestionnaire sans l'approbation du conseil d'administration concerné, voire même avant la constitution de celui-ci?

Réponse (24.12.2010) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

1) Les statuts de l'ORT région Moselle luxembourgeoise sont rédigés. À l'heure actuelle une lecture par un juriste est effectuée.

Au courant des derniers mois les travaux en vue de la constitution de l'Office régional du tourisme se sont concentrés sur des enquêtes menées auprès des professionnels du secteur touristique et des touristes ainsi que sur des séances de travail avec tous les acteurs touristiques de la région. Ces travaux ont abouti à la réalisation d'un document de travail (Masterplan 2011-2013) pour le futur Office régional du tourisme.

2) À l'instar de la composition des conseils d'administration des Offices régionaux du tourisme dans les régions du Mullerthal-Petite Suisse luxembourgeoise et des Ardennes luxembourgeoises, la composition du futur conseil d'administration de l'Office régional du tourisme région Moselle luxembourgeoise veillera à faire représenter dans celui-ci les principaux acteurs touristiques de la région.

Une réunion constituante du conseil d'administration sera prévue dans les semaines à venir.

3) Aucun poste de gestionnaire n'a été créé; seule une annonce pour un poste de gestionnaire de la région Mullerthal-Petite Suisse luxembourgeoise et de la région Moselle luxembourgeoise a été publiée.

Cette décision a été prise d'un commun accord avec l'Office régional du tourisme région Mullerthal-Petite Suisse luxembourgeoise et le groupe de travail de l'Office régional du tourisme région Moselle luxembourgeoise.

Question 1073 (9.12.2010) de M. Fernand Boden (CSV) concernant la loi sur l'eau:

En application de la loi sur l'eau du 19 décembre 2008 de nouveaux prix pour l'eau et les eaux usées entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2011.

Il paraît que la méthode utilisée pour le calcul des prix applicables aux entreprises du secteur du tourisme (hôtels, restaurants, campings) mène à des hausses de prix excessives et à des montants tels que la compétitivité voire la viabilité économique de ces entreprises pourrait être mise en cause.

Des hausses de prix substantielles peuvent se présenter aussi pour d'autres catégories de petites et moyennes entreprises dont l'envergure de l'activité est élevée, mais pas suffisante pour être classée selon les critères retenus parmi les utilisateurs industriels.

Par ailleurs les nouveaux prix de l'eau et des eaux usées varient fortement d'une commune à l'autre et ils sont nettement plus élevés dans les communes rurales que dans les communes urbaines. Ces fortes différences de prix sont considérées comme injustes par de nombreuses personnes et peuvent entraîner une distorsion de concurrence entre les entreprises d'un même secteur.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation telle qu'elle se présente pour les entreprises du secteur du tourisme et partage-t-il mon avis qu'il faudrait d'urgence remédier à cet état des choses et éviter de surcharger ces entreprises?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faut revoir la tarification des prix de l'eau et des eaux usées également pour les petites et moyennes entreprises qui sont considérées actuellement comme relevant du secteur des ménages?

- Monsieur le Ministre ayant récemment fait part de son intention de redresser la situation de la forte divergence de prix entre les différentes communes, peut-il m'informer des mesures qu'il veut prendre pour trouver une solution équitable en matière de prix de l'eau et des eaux usées?

Réponse (27.12.2010) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

La loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau dispose en ses articles 43 et 47 que les communes sont tenues d'édicter des règlements communaux déterminant e. a. les taxes et tarifs applicables au raccordement au réseau collectif de distribution d'eau et à la fourniture d'eau, ainsi qu'au raccordement au réseau collectif d'assainissement et à l'évacuation et l'épuration des eaux usées et ceci au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la loi précitée.

Dans mes circulaires n°2821 (14 octobre 2009) et n°2877 (23 septembre 2010), j'avais demandé aux communes de me faire parvenir leur schéma de calcul du coût de l'eau sur base des tableaux établis par mes services en coopération avec l'ALU-SEAU et permettant de déterminer de façon harmonisée les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau à répercuter sur la tarification. À ce jour, 75 communes ont répondu à cette demande.

Une première analyse des données disponibles fait apparaître qu'une récupération intégrale et immédiate de ces coûts sur les utilisateurs risque d'avoir des conséquences économiques significatives pour certains secteurs d'activités. Peuvent être concernés le secteur du tourisme et de l'Horesca, aussi bien que certaines petites ou moyennes entreprises, certaines industries ou encore le secteur de l'agriculture. Pour ces deux derniers secteurs, la loi prévoit d'ailleurs l'introduction d'une tarification spécifique. Il résulte des schémas de calcul du coût de l'eau reçus de la part des communes à ce jour, que le coût de revient par mètre cube d'eau varie comme suit:

	Coût le plus élevé	Coût le plus bas
Eau potable	5,74 euros/m ³	2,40 euros/m ³
Eaux usées	5,98 euros/m ³	1,85 euros/m ³
Coût cumulé (eau potable & eaux usées)	11,18 euros/m ³	3,91 euros/m ³

Je considère que la nouvelle tarification de l'eau appliquée dans les différentes communes ne doit pas entraîner des conséquences économiques injustes pour ces secteurs d'activités.

Afin de trouver des solutions équitables, conformes à la législation communautaire, j'ai demandé aux communes de fixer dans un premier temps leurs redevances de manière à ce que pour l'utilisateur final la charge financière globale (eau potable et eau usée) résultant des parties fixe et variable des redevances ne dépasse pas une fourchette comprise entre 6,5 et 7 euros par mètre cube d'eau consommée.

Dans ma circulaire n°2889 du 25 novembre 2010, j'ai également insisté à ce que les communes utilisent les moyens offerts par la législation actuellement en vigueur pour appliquer des tarifs adaptés aux différents secteurs d'activités. Ainsi, je leur ai rappelé que la distinction entre les trois secteurs (ménages, agriculture et industrie) et la modulation entre la partie fixe et la partie variable dans ces secteurs sont des moyens efficaces permettant de tenir compte des spécificités des différents secteurs. Malheureusement, les délibérations dont j'ai pu prendre connaissance, font peu usage de cette possibilité offerte par la loi du 19 décembre 2008.

Actuellement, mes services sont en train d'élaborer, sur base des schémas de calcul du coût de l'eau reçus de la part des communes, des critères objectifs permettant de rééquilibrer la tarification de l'eau entre les différentes communes et ceci en tenant compte des conséquences environnementales et économiques des coûts ainsi que des conditions géographiques de la région concernée. L'application de ces critères bénéficiera dans la même mesure aux trois secteurs prévus par la loi.

Le détail de ces mesures sera présenté au public dans la deuxième moitié de janvier 2011.

Question 1074 (9.12.2010) de M. Jean Colombara (ADR) concernant les sentiers pédestres:

Lëtzebuerg huet e groust Netz vun Touristepied (Wanderen, Vélo, Mountainbike, asw.) uechtert d'Land. Vill vun dese Pied ginn iwver öffentlech Weeër, awer och ee klengen Deel iwver privat Terrainen. Oft ass et emol net gewosst, datt eenzel Touristepied iwver privat Terraine ginn, an deen eenzelne Propriétaire huet jo am Prinzip näischt dergéint.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Tourismusminister:

1. Am Fall vun engem Accident, wéi ass et allgemeng mat der Rechtssécherheet op all eisen Touristepied?

2. Kann de Privatpropriétaire och responsabel gemaach ginn, a wa jo, a wéi enge Fäll?

Réponse (31.12.2010) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

Déi gréisste Gefor vun engem Accident op den Touristepied läit an deene Passagen, déi duerch Bëscher verlafen. Laut dem Code civil sinn do d'Bëscherproprietäre responsabel am Fall vun engem Accident.

Well dat eng ongerecht Situation fir d'Bëscherproprietären ass, déi fir d'Tourismus- a Fräizäitaktivitéiten hir Bëscher zougänglech maachen, huet d'Regierung zënter dem 1. Juni 2008 eng Assurance Responsabilité civile fir «activités de loisirs» an de Bëscher ënnerschriwwen.

Dës Assurance ass fir all Bëscher am Grand-Duché gültig, dat heescht souwuel fir d'«forêt privée» wéi och d'«forêt soumise au régime forestier». Si ass valabel fir all Accident, deen am Kader vun Tourismus- a Fräizäitaktivitéiten am Bëscher zu Lëtzebuerg passéiert, soulaang d'Accident an direkter Verbindung mat der Bëscherstruktur ass. Dës Haftpflicht couvriert och d'juristesch Protektioun.

Déi Beräicher, déi net duerch dës Versécherung couvriert ginn, sinn d'Schied, déi duerch provisoersch installéiert Bühnen oder duerch d'Juegd entstinn. Dasselwecht gëllt och fir d'Schied, déi am Kader vun enger Manifestatioun, déi am Bëscher stattfënnt, entstinn. Dës mussen duerch eng separat Haftpflicht vum Organisateur gedeckt sinn.

Question 1075 (9.12.2010) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les conditions hivernales et fermeture des écoles et des lycées:

Alors que les conditions hivernales ont presque paralysé le trafic routier, y compris les autobus, depuis mercredi 8 décembre en fin d'après-midi, le Ministère de l'Éducation nationale a tardé pour prendre la décision de fermer les écoles et lycées jusqu'au jeudi vers 6.45 heures du matin. De ce fait, les médias, principalement les radios nationales, n'ont pu communiquer cette décision que peu avant 7.00 heures.

De nombreux lycéens étaient déjà en route vers leurs écoles et il était bien tard pour de nombreux parents d'élèves de l'enseignement fondamental pour organiser la garde à domicile de leurs enfants. De surcroît, une décision relative à la fermeture des écoles dès la veille au soir permettrait de désengorger les routes du fait de la suppression du trafic scolaire.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Pourquoi cette décision n'a-t-elle pas été prise et communiquée plus tôt?

2. Quelles sont les mesures immédiates que Madame la Ministre entend prendre pour éviter une répétition d'une telle débâcle par temps neigeux?

3. Existe-t-il un plan d'urgence, au niveau national et au niveau communal, pour faire face à de telles situations, par exemple pour assurer un service d'accueil minimal dans les écoles et lycées? Si oui, Madame la Ministre peut-elle communiquer ce plan à la Chambre?

4. Est-ce que Madame la Ministre a coordonné ces mesures avec les écoles internationales au Luxembourg (École européenne, International School, Lycée Vauban, etc.)? Pourquoi n'a-t-elle pas indiqué dans ses contacts avec les médias si la fermeture des écoles au Grand-Duché s'applique également (ou non) aux écoles internationales qui sont fréquentées par des milliers d'élèves?

5. Quand la journée chômée d'aujourd'hui sera-t-elle récupérée afin de ne pas perdre de précieuses heures de classe?

Réponse (29.12.2010) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

La décision de libérer les élèves des cours dans les écoles fondamentales et postprimaires publiques pour la journée du 9 décembre 2010 a été prise tôt le matin en question, après vérification des conditions météorologiques et routières auprès de la Police grand-ducale. Des problèmes de réseau ont malheureusement retardé la diffusion du communiqué de presse afférent.

La décision de dispense pour cause d'intempéries relève d'une situation d'urgence; étant donné qu'elle s'applique à toutes les écoles publiques du pays, elle n'est prise par le Ministère qu'en cas de nécessité absolue. La pertinence en doit être appréciée en fonction de la gravité des conditions qui se présentent le jour même dans l'ensemble du pays. Il s'ensuit que le Ministère évite en principe de prendre cette décision la veille, alors que les situations et perturbations routières prévalant dans les régions du pays peuvent encore évoluer de manière différente selon les localités.

Suite à la journée chômée du 9 décembre 2010, les lignes de conduite à adopter en cas d'annulation des cours ont été communiquées par voie de circulaire aux inspecteurs et aux présidents des comités d'école de l'enseignement fondamental de même qu'aux directions des lycées et lycées techniques. La circulaire précise notamment que les écoles et lycées restent ouverts pour accueillir les élèves qui s'y rendent et qu'ils doivent assurer un service d'accueil pour la durée de la journée scolaire régulière. Il revient aux responsables de chaque établissement scolaire de prendre les mesures nécessaires à cet encadrement; les membres du personnel pouvant rejoindre le plus facilement l'école pour y assurer l'accueil doivent être identifiés au préalable.

Début 2011, la circulaire en question sera adaptée après concertation avec les autorités communales en vue d'une meilleure prise en compte des situations pouvant se présenter en cas d'intempéries locales.

Pour optimiser la communication en situation d'urgence, le Ministère a mis en place des supports de communication complémentaires, dont notamment la possibilité d'alimenter son site Internet à domicile pour garantir un affichage en temps utile de l'annulation des cours.

Décidée par le Ministère, la dispense pour cause d'intempéries s'applique à toutes les écoles fondamentales et postprimaires publiques du pays. L'organisation scolaire des écoles internationales et des écoles privées ne relève pas du domaine de compétences du Ministère; il revient dès lors aux directions de ces établissements de décider et de com-

muniquer de leur propre chef une éventuelle suspension des cours.

Vu le caractère exceptionnel de la décision de dispense (la dernière remonte à l'an 2000), je ne vois pas la nécessité de donner instruction de récupérer les leçons perdues lors de la journée chômée du 9 décembre 2010.

Question 1076 (9.12.2010) de **M. André Bauler (DP)** concernant la **fréquentation moyenne des trains roulant entre les deux villes de la Nordstad:**

Je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures au sujet de l'antenne ferroviaire entre les gares de Diekirch et d'Ettelbruck:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données statistiques actuelles et historiques (depuis l'an 2000) concernant la fréquentation moyenne des trains roulant entre les deux villes de la Nordstad en mettant l'accent notamment sur le nombre de passagers qui sont transportés en dehors des heures de pointe?

- Quels sont les coûts d'entretien et de fonctionnement annuels concernant précisément cette antenne ferroviaire?

- Comment ces coûts ont-ils évolué ces dernières années en tenant également compte de la navette supplémentaire qui fut introduite il y a deux ans?

- Comme certaines navettes sur cette antenne sont peu fréquentées, Monsieur le Ministre a-t-il déjà réfléchi à optimiser à court terme les transports collectifs en bus afin d'éviter des gaspillages de ressources dus à des navettes en train qui ne sont guère utilisées?

- L'administration des CFL a-t-elle fait dresser dans ce contexte un bilan «coûts-avantages» concernant un éventuel réaménagement des navettes sur cette ligne en misant davantage sur le transport en autobus en dehors des heures de pointe?

Réponse (31.1.2011) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire n°1076 du 9 décembre 2010, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer notamment sur le nombre de voyageurs transportés sur l'antenne ferroviaire entre Ettelbruck et Diekirch ainsi que sur les charges d'exploitation de ladite antenne.

En semaine, le nombre de voyageurs transportés entre Ettelbruck et Diekirch est passé de 1.011 en 2000 à 1.031 en 2010, les deux sens de circulation confondus, y compris ceux qui voyagent pendant les heures de pointe, c'est-à-dire entre 06.00 et 09.00 heures et entre 16.00 et 19.00 heures. Pendant les heures creuses 395 respectivement 430 voyageurs utilisent le train entre ces deux extrémités.

La fréquentation a diminué les samedis de 620 voyageurs en 2000 à 472 voyageurs en 2010, les deux sens de circulation confondus. Les dimanches, le nombre de voyageurs a augmenté de 164 en 2001 à 234 voyageurs en 2010. Il y a lieu de mentionner qu'en 2000 l'antenne en question n'était pas encore desservie les dimanches et jours de fête.

Nombre de voyageurs en semaine normale les deux sens:

Année:	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Lu-Ve:	1.011	1.044	1.026	1.141	1.252	1.174	1.200	1.216	1.200	1.120	1.031
Samedi:	620	547	577	765	467	372	440	414	318	419	472
Dimanche:	0	164	209	233	328	262	229	222	204	279	234

Pour le niveau de desserte actuel, le coût annuel d'entretien et de fonctionnement de l'antenne d'Ettelbruck à Diekirch s'élève à environ 960.000 euros. La navette supplémentaire mise en place à partir de l'horaire 2009 - surtout pendant les heures creuses - a eu un effet relativement faible sur les coûts d'exploitation de l'antenne sous examen étant donné qu'une grande partie de cette offre supplémentaire concerne le tronçon allant d'Ettelbruck à Luxembourg. Ainsi, l'augmentation des coûts relative au tronçon entre Ettelbruck et Diekirch est à considérer de la même façon que des coûts supplémentaires qu'engendrerait une desserte par autobus en dehors des heures de pointe.

Enfin, inutile de rappeler que dans le cadre du développement urbain de la Nordstad, un concept de mobilité sera élaboré au cours de cette année ayant pour objet d'analyser d'une manière approfondie toutes les possibilités susceptibles d'améliorer la mobilité dans cette agglomération.

Question 1077 (9.12.2010) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant le **schéma stratégique de mobilité transfrontalière (SMOT):**

En janvier 2009, le Ministre des Transports et le président du Conseil régional de Lorraine ont présenté un nouveau schéma stratégique de mobilité transfrontalière (SMOT). Le SMOT a été élaboré conjointement avec l'appui de l'État français et devra faciliter la mobilité des frontaliers entre la Lorraine et le Luxembourg.

L'objectif du SMOT est de développer l'offre de transports publics et de la présenter comme une alternative à la voiture individuelle, tout en intégrant l'intermodalité entre les différents réseaux et modes de transports.

Un premier programme d'actions concrètes a été prévu pour 2009-2010. D'autres projets communs sont programmés à l'horizon 2015, 2020 et 2030: l'acquisition de nouvelles rames, la construction de nouvelles gares, lignes ferroviaires et parkings périphériques ainsi que le développement de nouvelles lignes de bus transfrontalières.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le coût global approximatif des projets communs programmés à l'horizon 2015, 2020 et 2030?

- Quelle est la clef de répartition du financement des différents projets?

- Existe-t-il des projets qui pourraient être financés dans le cadre du programme de coopération transfrontalière INTERREG IV A?

Réponse (31.1.2011) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

En réponse à la question n°1077 de l'honorable Député Monsieur

Marc Spautz, j'aimerais informer que le schéma de mobilité transfrontalière (SMOT) est un instrument de concertation et de coordination entre les autorités lorraines et luxembourgeoises en vue de définir une stratégie commune qui permet d'assurer une mobilité durable sur l'axe Luxembourg-Lorraine.

L'objectif recherché par le SMOT est d'augmenter progressivement la part modale des transports alternatifs à la voiture individuelle (transports ferroviaires + collectifs et covoiturage) à 15, 20 puis 25% de l'ensemble des déplacements Luxembourg-Lorraine.

La démarche du SMOT permet de synchroniser les projets et orientations définis dans le cadre des documents de planification luxembourgeois (IVL, Mobil 2020 et PST) et lorrains (schéma régional des infrastructures et des transports) et d'identifier de nouveaux projets apportant une plus-value à la mobilité transfrontalière.

Le document stratégique a identifié tant du côté lorrain que du côté luxembourgeois des projets à court terme et des projets programmés à l'horizon 2015, 2020 et 2030. Les dépenses afférentes aux projets d'infrastructure inscrits au SMOT sont financées sur le territoire national par l'État luxembourgeois par le biais du Fonds du rail. Le coût global de ces projets qui représentent une amélioration significative de la mobilité transfrontalière et leur financement éventuel dans le cadre du programme de coopération transfrontalière INTERREG IV A seront analysés et définis au fur et à mesure de la concrétisation de ces projets.

Question 1079 (13.12.2010) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **prime «CAR-e» pour véhicules propulsés exclusivement par un moteur électrique:**

En date du 30 juin, j'avais déjà attiré l'attention de Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures sur l'opportunité d'étendre les avantages de la prime «CAR-e» et «CAR-e plus» aux motos et scooters, et plus particulièrement aux deux-roues électriques dont de nombreux modèles sont désormais disponibles sur le marché (*question parlementaire n°0736 - cf. compte rendu n°1/2010-2011*).

Tout comme les voitures, ces motos et scooters ne sont toutefois pas concurrentiels par rapport aux véhicules mus par un moteur classique, tant pour le rapport prix/performance qu'au niveau de l'autonomie. Ce sont d'ailleurs ces différences qui justifient les primes d'encouragement de l'État.

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre avait noté: «au moment d'élaborer ses propositions pour ce qui est de la poursuite du régime d'aides financières pour la promotion des voitures à personnes à faibles émissions de CO₂ au-delà du 31 décembre 2010, le Gouvernement analysera s'il est opportun d'étendre ce régime aux véhicules autres que les voitures à personnes».

En date du 10 décembre, le Conseil de Gouvernement a adopté un projet de règlement grand-ducal concernant la promotion des voitures à faibles émissions de CO₂. Selon le communiqué officiel, il est notamment prévu que «le montant de la prime CAR-e est fixé à 3.000 € pour les voitures propulsées exclusivement par un moteur électrique».

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Cette nouvelle prime est-elle exclusivement réservée aux «voitures», c'est-à-dire aux véhicules à quatre roues?

- Si oui, pour quelles raisons le Gouvernement n'estime-t-il pas opportun d'étendre le régime des primes «CAR-e» aux véhicules autres que les voitures à personnes?

- Monsieur le Ministre est-il prêt à promouvoir l'usage de motos et de scooters électriques à travers des aides financières, quitte à développer un barème d'aides différent de celui appliqué aux voitures?

Question 1094 (16.12.2010) de **M. François Bausch (déi gréng)** concernant la **non-subvention des bicyclettes électriques à pédalage assisté:**

Le Gouvernement vient de décider de promouvoir la vente des voitures électriques par un subside de 3.000 € au propriétaire d'une telle voiture et à condition que celui-ci pourra attester que l'électricité qu'il utilise provient à 100% de sources renouvelables.

Par ce subside, le Gouvernement dirige le choix des particuliers en faveur de la mobilité électrique ou hybride basée sur la voiture particulière. Or, une telle incitation étatique n'existe pas pour l'acquisition d'une bicyclette électrique (à pédalage assisté), qui actuellement sont vendues à des prix assez élevés comparés aux prix des bicyclettes sans moteur.

Vu que ces bicyclettes à pédalage assisté pourraient jouer un rôle important en relation avec la mobilité douce (grand rayon d'action, utilisateurs de tout âge) surtout dans les agglomérations, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas également décidé de subventionner l'acquisition de bicyclettes à pédalage assisté électrique?

Réponse (24.1.2011) de **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:**

En réponse à la question parlementaire n°1079 de l'honorable Député, Monsieur Fernand Kartheiser, ainsi qu'à la question parlementaire n°1094 de l'honorable Député, Monsieur François Bausch, j'ai l'honneur de vous confirmer que le règlement grand-ducal du 17 décembre 2010, lequel fixe les modalités de la reconduction pour l'année 2011 de la prime «CAR-e», continue de s'appliquer exclusivement aux voitures automobiles à personnes. C'est ainsi que la prime «CAR-e» est augmentée à

3.000 € pour les voitures 100% électriques de même que pour les voitures les plus économes en carburant, dont les émissions de CO₂ ne dépassent pas 60 g/km.

La promotion de la mobilité électrique en général fait partie des sujets actuellement en discussion au sein de différents groupes de travail du «partenariat pour l'environnement et le climat», processus de concertation destiné à aboutir au deuxième plan d'action national de réduction des émissions de CO₂. Je compte orienter ma décision de proposer d'éventuelles aides financières pour bicyclettes à pédalage assisté ou motos/scooters électriques aux résultats de ces travaux auxquels, outre les ministères et administrations concernés, des représentants des syndicats, du patronat, du Syvicol et des ONGs sont associés.

Question 1082 (14.12.2010) de **M. Claude Adam (déi gréng)** concernant le **virement d'office des rémunérations des fonctionnaires et employés de l'État sur les comptes courants auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications:**

En réponse à la question parlementaire n°2325 du 8 août 2003 du député Camille Gira en relation avec les virements des rémunérations des fonctionnaires et employés de l'État qui se font d'office sur les comptes courants auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (*cf. compte rendu n°2/2003-2004*), Monsieur le Ministre évoquait à l'époque des raisons d'efficacité pour défendre que l'État gère ses paiements de façon exclusive à partir des CCP.

À l'époque le Ministre de la Fonction publique avait donc jugé que les raisons d'efficacité de la gestion du transfert des rémunérations l'emportent sur le libre choix des fonctionnaires et employés en relation avec le paiement de leur rémunération sur un compte courant bancaire de leur choix.

Étant donné que pour l'obtention d'un contrat de prêt les banques exigent de plus en plus de garanties, comme par exemple le virement direct de la rémunération sur un compte de la banque qui accorde le crédit au particulier, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre maintient l'argumentation en relation avec l'exclusivité des virements des rémunérations des fonctionnaires et employés de l'État sur des comptes de l'Entreprise des Postes et Télécommunications?

Réponse (27.1.2011) de **M. Jean-Claude Juncker, Ministre du Trésor:**

Le Gouvernement entend maintenir le système actuel des virements des rémunérations des fonctionnaires et employés de l'État sur des comptes de l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour les raisons déjà expliquées à plusieurs reprises, dont la réponse fournie à la question parlementaire n°0263 du 19 novembre 2009 de Monsieur Gast Gibéryen (*cf. compte rendu n°7/2009-2010*).

Conformément à la règle générale de l'article 1247 du Code civil, un paiement doit être fait au domicile du débiteur; l'État peut toutefois consentir à virer les paiements dont il est le débiteur sur un compte bancaire de son créancier. Pour les paiements des salaires, traitements et pensions de son personnel, l'État consent à ce faire à condition de pouvoir opérer le paiement au sein du système des comptes chèques postaux (CCP). En effet, il découle de l'article 31 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux ainsi que de l'article 36 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État que l'État gère ses liquidités et ses paiements de façon centralisée à partir des comptes chèques postaux.

À côté des coûts pécuniaires à charge du budget de l'État qu'impliquerait le virement de traitements et pensions de l'État vers un compte bancaire à Luxembourg ou à l'étranger autre qu'un CCP de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, il convient de relever l'importante charge administrative que comporterait la mise à jour d'une base de données en mutation permanente d'environ 35.000 fonctionnaires ou employés de l'État actifs ou retraités.

Finalement, on peut rappeler que selon la loi, l'ouverture d'un CCP est sans frais pour le titulaire du compte. Par ailleurs, les ordres permanents exécutés depuis un CCP vers une autre banque sont gratuits, ce qui permet aux personnes qui le souhaitent de transférer régulièrement et sans frais tout ou partie de leurs traitements ou pensions vers un compte bancaire auprès d'une autre institution financière.

Question 1083 (14.12.2010) de **M. Jean Huss** (déi gréng) concernant les **tapis-puzzle dangereux pour la santé et retirés de la vente en Belgique**:

La Belgique a annoncé récemment sa décision de retirer du marché et d'interdire les «tapis-puzzle» en mousse généralement destinés aux petits enfants. Des analyses ont révélé que la quasi-totalité des tapis mis en vente émettent un niveau trop élevé de particules nocives, notamment de formamide, un produit chimique industriel cancérigène.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre entend-il appliquer le principe de précaution et suivre l'exemple belge de retirer de la vente les tapis-puzzle en question?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il une campagne d'information visant à sensibiliser les institutions qui sont susceptibles d'être en possession de ce genre de matériel, comme par exemple les crèches, écoles, salles et clubs de sport?

- Connaissant la problématique des jouets contenant des produits dangereux pour la santé, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la directive européenne relative à la sécurité des jouets ré-

cemment transposée en droit national devrait être rapidement revue en profondeur? Monsieur le Ministre entend-il soulever cette question au niveau européen?

Réponse (11.1.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La «mise sur le marché» et la «mise à disposition sur le marché» des jouets en mousse dits «tapis-puzzle» contenant du formamide ont été suspendues par arrêté ministériel le 17 décembre 2010.

Les consommateurs ont été informés par communiqué de presse le jour même. En outre, les chaînes de distribution et le commerce ont été informés par courriel.

Le 7 septembre 2010, le groupe des experts sur la sécurité des jouets, auprès de la Commission européenne, a décidé de mettre en place un nouveau groupe de travail qui aura comme mission d'étudier les valeurs limites acceptables pour les «substances toxiques» contenues dans les jouets et ceci sur base des nouvelles connaissances scientifiques en la matière. Suite à cette analyse, les valeurs limites fixées dans la directive 2009/48/CE seront, si nécessaire, adaptées.

Question 1084 (15.12.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **déchetterie SIDEC près de Kautenbach**:

D'Deponie vun der fréierer SIDA bei Kautebaach ass den 31. Dezember 1993 zougemaach ginn a se gouf der SIDEC iwwerdreien. Et ass deemools festgehale ginn, datt dës Deponie misst sanéiert ginn.

Mengen Informatiounen no ass dee gréissten Deel vun Deponiegas ongenotzt an d'Atmosphär gaangen an d'Sickerwaasser leeft an d'Wiltz.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un d'Häre Ministere riichten:

1. Gi regelméisseg Kontrolle gemaach vum Deponiegas a vum Sickerwaasser, a wat sinn hei déi genee Resultater?

2. Wat ass bis elo genee geschitt, wat ee Sanéierung nenne kann, op dëser fréierer Deponie a Bezuch op d'Oberflächenofdichtung mat Gasfassung a Behandlung an d'Sickerwaasserfassung a Behandlung?

3. Wien ass fir dës fréier Deponie responsabel?

Réponse (18.1.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

ad 1) Zanter dem März 1988 a bis haut hält d'Ëmweltverwaltung a regelméisseg Ofstänn vu fréier zwee, haut dräi Méint Waasserprouwe vun de Waassere ronderëm déi al Deponie vum SIDA op der Strooss tëschent Wolz a Kautebaach fir ze analyséieren. Och d'Waasser vun der Wiltz gëtt uewer- an ënnerhalb vun der aler Deponie gepréift. Insgesamt ginn esou aacht Plaze kontrolléiert. Déi entspreichend Resultater ginn dem SIDEC matgedeelt.

Och wann d'Analysen d'Präsenz vun enger Décharge weisen, bleiwen d'Wärter op engem relativ nidderegen Niveau, esou datt fir d'Wiltz als Vierflut kee wesentlechen Impakt festgestallt ka ginn.

Wat den Deponiegas ugeet, esou gi keng regelméisseg Analyse gemaach. Tatsaach ass awer, datt doduerch, datt fréier organesch ofbaubaren Offall op d'Deponie kamm ass, och haut et nach am Deponiekierper zu Gasbildung kënn. Am Kader vun enger FID-Rasterbegehung, déi am März 2010 am Opdrag vum SIDEC gemaach gouf, konnt een op enger Majoritéit vu Proufplaze keen Deponiegas op der Uewerfläch nowiesen. Op siwe vereenzelte Plaze goufen allerdéngs Wäerter tëschent zwielef an 3.300 ppm gemooss.

ad 2) A puncto Sanéierung si bis elo op der aler SIDA-Deponie verschidden eenzel Moosname geholl ginn.

Den Deponiekierper ass mat Buedem ofgedeckt ginn, wat am Wesentleche soll verhënneren, datt keen Offall méi verfléie kann an d'Deponie net méi oppen do läit.

D'Deponie ass fréier an den Ausgang vun engem Dall iwwert d'Schnéibech installéiert ginn. Zu dësem Zweck ass dës Baach och deemools verrouert ginn. Et huet sech allerdéngs am Laf vun der Zäit erausgestallt, datt déi Réier net dicht waren, an datt dowéinst Sickerwaasser an de Rouer age-drongen ass. Fir ze verhënneren, datt déi Baach weiderhin ënner der Deponie erduerch leeft, gouf südlech vun der Décharge en Opfänkbaseng gebaut, wou d'Waasser vun der Schnéibech opgefaange gëtt an dann an engem neie Rouer laanscht den Deponiekierper geleet gëtt.

Zanter kuerzem ass d'Ëmweltverwaltung mat engem Dossier vum SIDEC befaasst, fir déi al SIDA-Deponie definitiv ze sanéieren. D'Risikobewäertung vun der aler Décharge, déi an dësem Dossier beschriwwen ass, an déi entspreichend Sanéierungspropositione gi fir de Moment vun der Ëmweltverwaltung gepréift.

ad 3) Entspreichend de Bestëmmunge vum groussherzogleche Règlement vum 24. Februar 2003 iwwert d'Deponéierung vun Offäll, Artikel 14, bleift de Bedriewer vun der Décharge esou laang responsabel, bis datt d'Ëmweltverwaltung en aus dëser Responsabilitéit entléisst. Dëst zielt och am Fall, wou d'Décharge sanéiert ginn ass.

D'Ëmweltverwaltung kann de Bedriewer eréischt dann aus senger Responsabilitéit entloossen, wann d'Décharge keng Gefor fir d'Ëmwelt méi kann duerstellen.

Wat déi al SIDA-Décharge ugeet, war de Bedriewer den interkommunale Syndicat SIDA. Dësen huet sech opgeléist an d'Gemenge sinn dem SIDEC bägetrueden. Zu deem Moment huet de SIDEC sech och engagéiert d'Nosuerg vun der aler SIDA-Décharge ze iwwerhuelen. Deemno ass de SIDEC responsabel fir dës fréier Décharge.

Question 1087 (15.12.2010) de **M. Félix Braz** (déi gréng) concernant les **demandeurs de protection internationale**:

- Dans combien de foyers sont logés des demandeurs de protection internationale au Grand-Duché?

- Quels foyers, avec combien d'habitants, bénéficient de personnel encadrant présent 24h/24h?

- Quels foyers, avec combien d'habitants, sont gérés uniquement par une société de gardiennage?

- Combien de demandeurs de protection internationale déboutés ont dû quitter un foyer en 2010 sans pour autant bénéficier d'un retour volontaire ou d'une aide de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)?

- Peut-on être sûr que des demandeurs de protection internationale déboutés ne se retrouvent pas dans des squats non chauffés?

Réponse (25.1.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. En date du 1^{er} janvier 2011 l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration loge 1.216 personnes dans 28 structures différentes.

Ces structures, encore appelées foyers d'accueil, se répartissent de la manière suivante:

1) Foyers publics non surveillés par une société de gardiennage: huit

2) Foyers publics surveillés par une société de gardiennage: neuf

3) Foyers (gérés par) ONG surveillés par une société de gardiennage: trois

4) Foyers (gérés par) ONG non surveillés par une société de gardiennage: deux

5) Pensions privées non surveillées par une société de gardiennage: six

2. En ce qui concerne l'hébergement des demandeurs de protection internationale, appelés ci-après DPI, il y a lieu de distinguer entre gestion, encadrement et gardiennage.

2.1. De manière générale on peut affirmer que l'hébergement des DPI est géré centralement par l'OLAI. Ce qui veut dire que l'OLAI tient à jour une liste des structures et du nombre de lits disponibles dans chacune des structures:

1) Pour ce qui est des foyers qui sont des propriétés de l'État, leur entretien est assuré par l'OLAI en collaboration avec l'Administration des Bâtiments publics et/ou le service technique du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

2) En ce qui concerne les foyers gérés par les deux ONG (Croix-Rouge luxembourgeoise et Caritas) ainsi que les lits loués chez des privés (auberge, pension de famille, hôtel), l'OLAI tient à jour une liste des places disponibles;

2.2. En ce qui concerne l'encadrement des personnes dans les différents foyers, qu'il s'agisse de ceux de l'OLAI, de la Croix-Rouge ou de Caritas, aucun d'eux ne bénéficie de personnel encadrant 24h/24h.

L'encadrement par du personnel est assuré dans les foyers suivants:

1) au foyer de Weilerbach, avec une capacité de 200 lits, une employée administrative de l'OLAI, qui est sur place 40 heures/semaine assure la gestion journalière du foyer; un ouvrier est chargé de l'entretien du bâtiment et des alentours 40h/semaine. À ces deux personnes sur place quotidiennement il faut ajouter une assistante d'hygiène sociale, une assistante sociale et une éducatrice graduée qui assurent une permanence sociale au foyer afin d'apporter aux personnes les solutions individuelles; en ce qui concerne l'éducatrice graduée celle-ci organise et anime des activités de loisirs en faveur des enfants et des jeunes du foyer pendant toute l'année avec un accent sur les vacances d'été.

En plus du personnel de l'OLAI, il faut mentionner le personnel du Ministère de l'Éducation nationale qui travaille sur le site même. Celui-ci comprend:

- sept enseignants pour les cycles 1 à 4 de l'enseignement primaire

- une éducatrice à raison de 40 heures/semaine

- deux médiateurs à raison de 25-27 heures/semaine chacun

Enfin, deux femmes de ménage assurent l'entretien des parties communes du foyer tandis qu'une firme privée est chargée de l'entretien de l'espace scolaire.

Trois agents de sécurité assurent le gardiennage du foyer et site de Weilerbach.

2) le foyer Don Bosco à Limpertsberg, avec une capacité de 100 lits, la Maison Chomé à Eich, avec une capacité de 57 lits et le foyer à Redange/Attert, avec une capacité de 35 lits, tous les trois sont gérés par la Croix-Rouge luxembourgeoise; moyennant un accord de collaboration avec l'OLAI, la Croix-Rouge emploie six salariés (deux éducatrices diplômées, deux employés polyvalents et deux ouvriers). À ceux-ci il faut ajouter, depuis 2009, un psychologue (40h/semaine) dans le cadre d'un projet cofinancé par le Fonds européen pour les réfugiés et par l'OLAI;

3) le foyer St Antoine, avec une capacité de 90 lits, est géré par Caritas. Moyennant une convention passée avec l'OLAI, Caritas emploie trois salariés (un responsable, deux éducateurs diplômés) engagés pour assurer l'encadrement des résidents dudit foyer.

On peut donc dire que cinq foyers sur un total de 28 bénéficient d'un encadrement par du personnel qualifié/spécialisé.

Quant aux autres foyers, tant ceux réservés à des familles que ceux occupés par des hommes seuls, un assistant (d'hygiène) social de l'OLAI en est responsable. Il assure une visite/mois dans chacun des foyers pour résoudre sur place certains problèmes ayant trait à la vie dans le foyer et dans la communauté.

Les sept assistantes (d'hygiène) sociales de l'OLAI reçoivent sur rendez-vous les DPI de leur foyer respectif.

3. Quant à la société de gardiennage qui, depuis 2007, intervient dans douze foyers, ses attributions sont les suivantes:

- gardiennage du site 24h/24 par un ou plusieurs agents

- contrôle des entrées et des sorties des résidents et des visiteurs (y compris le personnel de l'OLAI, les fournisseurs, les corps de métier)

- suivi des absences des résidents (nocturnes et diurnes)

- suivi du plan de nettoyage par les résidents pour les parties communes

- entretien d'un petit stock de mobilier et distribution de ce stock aux nouveaux arrivants

- commande de matériel et de produits d'entretien auprès du service technique du Ministère de la Famille

- surveillance des pannes techniques (eau, électricité, chauffage) et du niveau des cuves à mazout

- commande et distribution journalière des repas (petit-déjeuner, déjeuner et dîner) livrés dans trois foyers pour célibataires (Esch, Sarnem et Rodange).

4. Au courant de l'année 2010, 21 DPI déboutés depuis plus de

deux ans, tous des hommes non accompagnés, ont dû quitter les foyers pour DPI. Certains étaient même déboutés depuis quatre ans et plus.

L'OLAI ignore si, après leur départ des structures de l'OLAI, ils ont pris l'initiative de contacter l'OIM en vue d'un retour volontaire assorti des aides financières prévues suivant un accord entre le Ministère des Affaires étrangères et cette organisation internationale.

5. À ce jour l'OLAI n'a pas connaissance de squats dans lesquels se trouvent des DPI déboutés; pendant la période d'hiver toute personne sans domicile fixe est admissible à la «Wanteraktioun».

Question 1088 (15.12.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **projet-pilote d'un cours au sujet de la vie, de la maladie ou du décès au sein de l'enseignement fondamental**:

Il ressort d'un article de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuurger Land» du 10 décembre 2010 qu'une association opérant dans le domaine des soins palliatifs entend lancer un projet-pilote d'un cours autour de sujets comme la vie, la maladie ou encore le décès au sein de l'enseignement fondamental.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir de plus amples détails sur ce projet? Quels sont les établissements scolaires dans lesquels ce projet sera introduit? Comment ce cours serait-il intégré dans l'horaire scolaire? Est-ce que ce cours serait introduit au dépens d'autres disciplines comme p. ex. le cours d'éducation morale et sociale?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les sujets visés par le nouveau cours font déjà partie intégrante des cours d'éducation morale et sociale ou encore de l'instruction religieuse?

Réponse (14.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que, dans le cadre de l'enseignement fondamental, un «projet-pilote» n'est pas lancé par une association, mais que la mise en œuvre de tout projet pédagogique résulte d'une concertation préalable entre les différents partenaires scolaires, en l'occurrence les services ministériels, les autorités communales, le personnel des écoles et les parents d'élèves concernés.

Le projet auquel l'honorable Député fait allusion trouve son origine en Allemagne où il a été développé en 2005. À l'heure actuelle, il est mis en œuvre dans quatorze des seize «Bundesländer» allemands. Le projet se veut éducatif et préventif. La rencontre, de façon approfondie et adaptée, avec les sujets de la maladie, de la souffrance, de l'accompagnement en fin de vie, de la mort et du deuil ainsi que de la consolation contribue à outiller les élèves adéquatement à affronter des défis réels pouvant surgir dans leur vie quotidienne.

En principe, la réalisation du projet se fait pendant les matinées d'une seule semaine scolaire.

Pendant chaque matinée est traité un des sujets énumérés ci-dessus. Les élèves sont invités à poser toutes les questions qui les préoccupent dans le contexte donné, des éléments de réponse leur seront proposés, en fonction de leur âge, par des interlocuteurs spécialement formés en collaboration avec les titulaires de classe. Le projet se réalise avec un matériel didactique adapté (livres d'images, extraits de films, narrations,...) ainsi qu'avec des procédés pédagogiques variés. Les discussions se font en petits groupes.

La mise en œuvre d'un tel projet ne peut se faire qu'après concertation préalable avec les enseignants, les autorités communales et les parents concernés. À l'heure actuelle, il est prévu de mettre en œuvre le projet à titre d'essai dans une à deux classes du cycle 3 dans les écoles fondamentales de deux communes différentes, sous réserve de l'accord des différents acteurs concernés. En ce sens, des entretiens sont en cours avec des enseignants et les autorités communales de Biver. Il va de soi que les parents des élèves éventuellement concernés seront invités à une réunion d'information préalable ainsi qu'à la fête de clôture du projet, le cas échéant.

Il n'est pas envisagé de généraliser ce projet. Il se réalise au cours d'une semaine de projet à déterminer par les titulaires en place ensemble avec l'inspection et les autorités communales. Mon intention n'est pas, à ce stade, d'introduire un nouveau cours, mais tout simplement de mettre à l'essai à une échelle limitée un projet qui aborde certains sujets qui peuvent préoccuper les élèves et qui, dans notre société, constituent trop souvent encore des tabous.

Question 1089 (15.12.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **élèves scolarisés dans une commune autre que leur commune de résidence et la facturation des frais de scolarité y afférents**:

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et le règlement grand-ducal afférent du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité, je souhaite avoir les informations suivantes:

1. Combien d'élèves furent inscrits dans une école d'une commune autre que leur commune de résidence au cours de l'année scolaire 2009/2010? Quel est leur nombre pour l'année scolaire en cours?

2. Quelle est actuellement la fourchette des frais de scolarité facturés en relation avec les élèves scolarisés dans une commune autre que celle de résidence? Quelle est la moyenne arithmétique?

3. Combien de communes luxembourgeoises sont concernées par ces changements de lieu de scolarisation?

4. Combien de demandes de changements furent refusées et pour quelles raisons?

5. Combien d'élèves scolarisés dans une commune luxembourgeoise ont leur commune de résidence hors du territoire national?

Réponse commune (31.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

1. Pendant l'année scolaire 2009/2010, 2.401 enfants ont été scolarisés dans une autre commune que leur commune de résidence.

Pendant l'année scolaire en cours, 1.788 enfants sont scolarisés dans une autre commune que leur commune de résidence.

2. La détermination des frais de scolarité facturés en relation avec les élèves scolarisés dans une commune autre que celle de leur résidence relève de l'autonomie communale et n'est pas sujette à approbation par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

3. Pendant l'année scolaire 2009/2010, 115 communes ont été concernées par le départ d'enfants habitant leur territoire, 115 communes ont accueilli des enfants non-résidents.

Pendant l'année scolaire en cours, 115 communes sont concernées par le départ d'enfants habitant leur territoire, 111 communes accueillent des enfants non-résidents.

4. L'acceptation ou le refus de demandes de changement de lieu de scolarisation se fait par le conseil communal; la délibération y afférente n'est pas sujette à approbation par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

5. Pendant l'année scolaire 2009/2010, 61 enfants qui ont leur résidence à l'étranger ont été scolarisés dans l'école publique luxembourgeoise.

Pendant l'année scolaire en cours, 60 enfants qui ont leur résidence à l'étranger sont scolarisés dans l'école publique luxembourgeoise.

Question 1090 (15.12.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **contenu des règlements intérieurs des entreprises ou autres établissements**:

Les dispositions relatives aux règlements intérieurs se trouvent dans des textes éparpillés repris par le Code du Travail. La loi du 6 mai 1974 sur les comités mixtes (article 7), la loi du 18 mai 1979 sur les délégations du personnel (article 10) ou encore la loi du 11 novembre 1970 sur les sessions et saisies des rémunérations (article 5) contiennent des dispositions relatives aux règlements intérieurs, mais ces dispositions ne fournissent aucune indication sur le contenu exact d'un tel règlement. Or, le pouvoir normatif de l'employeur s'exerce très souvent à travers des règles fixées dans le règlement intérieur de l'établissement concerné. C'est pourquoi, en France, le règlement intérieur est un document qui ne peut fixer que les mesures d'application de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise ou l'établissement, les règles relatives à la discipline et l'échelle des sanctions y relatives (article L.1321-1 du Code du Travail français). Les autres dispositions du règlement intérieur ne sont qu'énonciatives et ne créent pas de règles coercitives. Le Code du Travail luxembourgeois, quant à lui, se limite à affirmer que le règlement inté-

rieur ne peut pas prévoir des règles contraires à l'égalité de traitement (articles L.241-9 et L.253-3).

Faute de précisions, le règlement intérieur risque ainsi de devenir une source d'obligations générales qui viennent s'ajouter à la norme conventionnelle, à savoir au contrat de travail et qui peuvent le modifier, sans pour autant faire l'objet d'une négociation et d'une acceptation individuelle telles qu'exigées par l'article L.121-7 du Code du Travail.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail,

- s'il n'estime pas que le droit du travail luxembourgeois devrait, à l'image de la législation française, davantage préciser le contenu des règlements intérieurs afin de limiter le pouvoir normatif de l'employeur.

Cette solution serait sans aucun doute garante de plus de sécurité juridique tant pour l'employé que pour l'employeur.

Réponse (31.1.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Actuellement le Code du Travail charge les délégations du personnel de la surveillance de l'exécution des règlements intérieurs qui doivent préalablement être avisés par les mêmes délégations.

De plus, les dispositions légales en matière de comité mixte donnent compétence de décision à cet organe pour l'établissement ou la modification du règlement intérieur ou du règlement d'atelier compte tenu, le cas échéant, des conventions collectives en vigueur.

De manière générale il y a lieu de souligner qu'aucun règlement intérieur ne peut d'aucune manière déroger aux dispositions légales, réglementaires, administratives ainsi qu'à celles résultant de conventions collectives déclarées d'obligation générale ou d'un autre instrument déclaré d'obligation générale qui sont d'ordre public conformément à l'article L.010-1 du Code du Travail.

Ainsi le Code du Travail ne laisse que très peu de liberté à l'employeur quant au contenu d'un règlement intérieur, de sorte qu'il ne semble pas à ce stade nécessaire de fournir davantage de précisions.

Question 1091 (16.12.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant l'**instruction disciplinaire à la direction générale de la police suite à un courrier électronique au contenu xénophobe**:

Je me réfère à ma question parlementaire n°0706 du 15 juin 2010 en relation avec un courrier électronique repris par un membre de la direction générale de la police grand-ducale et transmis à de nombreuses personnes (*cf. compte rendu n°16/2009-2010*). Ce courrier électronique contenait des affirmations et préjugés à caractère clairement xénophobe, voire raciste. En réponse à cette question parlementaire, Monsieur le Ministre avait annoncé qu'il avait chargé la direction générale de la police d'une instruction disciplinaire.

En relation avec cette instruction, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que l'instruction disciplinaire en question est terminée?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des renseignements au sujet du résultat de cette instruction?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il mis en œuvre afin de parer dans le futur à de tels dérapages au niveau de l'administration en question?

Réponse (31.1.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

En attendant les résultats de l'enquête judiciaire ordonnée par Monsieur le Procureur d'État à Luxembourg et en attendant les conclusions de l'enquête judiciaire, seule la notification de l'instruction disciplinaire a pu être faite.

Les prescriptions de service de la Police grand-ducale règlent l'utilisation des outils informatiques ainsi que de la messagerie. Le contrôle du respect de ces prescriptions de service incombe au directeur général de la police.

Question 1092 (16.12.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**enseignement préparatoire**:

L'enseignement préparatoire accueille une population d'élèves qui éprouvent souvent de sérieuses difficultés d'apprentissage.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques concernant l'évolution du nombre et de l'âge moyen des élèves inscrits dans l'enseignement préparatoire (depuis 2000)? Quelle est l'évolution du pourcentage de leur contingent au sein de la population scolaire de l'EST et de l'enseignement postfondamental en général?

2) Comment le suivi des élèves ayant quitté le lycée après la classe de 9^e de l'enseignement préparatoire est-il organisé?

3) Madame la Ministre peut-elle présenter des détails concernant le phénomène du décrochage scolaire dans le domaine de l'enseignement préparatoire à proprement parler? Comment les «décrocheurs» sont-ils pris en charge?

4) Combien d'élèves qui sont issus de l'enseignement préparatoire et qui n'ont pas pu trouver d'emploi ont pu être accueillis ces dernières années dans des mesures pour l'emploi?

5) Quelles sont les pistes proposées par le Ministère en vue de réformer l'enseignement préparatoire afin de l'adapter aux défis nouveaux du monde professionnel?





Réponse (14.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Ad 1):

Année	élèves préparatoire	âge moyen	élèves EST	% élèves préparatoire	élèves postprimaire	% élèves préparatoire
2000/2001	2.223	13,6	21.359	10,4%	31.218	7,1%
2001/2002	2.259	13,6	21.598	10,5%	31.540	7,2%
2002/2003	2.350	13,7	22.093	10,6%	32.056	7,3%
2003/2004	2.256	13,7	22.204	10,2%	32.520	6,9%
2004/2005	2.198	13,7	22.460	9,8%	33.031	6,7%
2005/2006	2.174	13,7	22.759	9,6%	33.873	6,4%
2006/2007	2.076	13,7	23.277	8,9%	34.970	5,9%
2007/2008	2.059	13,7	23.805	8,6%	35.927	5,7%
2008/2009	2.045	13,6	24.323	8,4%	36.792	5,6%
2009/2010	2.203	13,7	25.184	8,7%	37.941	5,8%

Ad 2):

L'Action Locale pour Jeunes se comprend comme espace d'encadrement et d'accompagnement des jeunes à faible qualification scolaire et professionnelle à l'occasion de leur passage du système d'éducation à la vie active.

Pour ce qui est des élèves des classes de l'enseignement préparatoire de l'EST, il convient de préciser que le suivi de ces jeunes comprend deux volets:

a) Nouer les premiers contacts personnels avec les jeunes durant l'année scolaire. Ceci se fait par le biais de certaines activités qui d'un côté visent à stimuler l'intérêt des jeunes pour le monde du travail (p. ex. stages de courte durée dans les entreprises locales) et de l'autre côté des séances visant à préparer les jeunes à la recherche d'un poste d'apprentissage ou d'un emploi (p. ex. les stages «Op der Sich no enger Ausbildungsplaz» avec simulation d'entretiens téléphoniques et d'embauche et avec le concours actif d'un(e) représentant(e) du service d'orientation professionnelle de l'ADEM).

b) Maintenir le contact individuel avec le jeune en s'assurant régulièrement de la progression du jeune orienté vers la vie active, les autres continuant leur parcours scolaire. Cet accompagnement se fait à l'occasion de démarches de candidature et de recherche d'emploi ainsi qu'en cas de questions administratives à régler (il se trouve que les jeunes à faible qualification se trouvent désemparés face à des documents à caractère «officiel»). Mais l'intervention de l'ALJ se fait également en cas de difficultés au lieu de travail (p. ex. comportement du jeune). En cas de nécessité, il y a mise en relation du jeune avec d'autres services sociaux.

Le but de cette démarche est triple:

1. faire en sorte qu'un maximum de jeunes puissent intégrer un apprentissage CATP/DAP, CITP ou CCM/CCP, si ceci s'avère impossible
2. réorientation vers une classe IPDM/COIP respectivement un emploi ou une mesure pour l'emploi;
3. consolidation de la situation professionnelle du jeune.

Ad 3):

De façon générale, il faut relever que la lutte contre le décrochage scolaire constitue une des priorités

du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Outre le fait d'évaluer l'étendue et l'évolution de ce phénomène, il s'agit d'identifier

voie technique (ouverte à tous les élèves ayant suffi aux socles de compétences du cycle 4 de l'enseignement fondamental) et la voie préparatoire (pour les élèves

mande et française) ont été redéfinies selon l'approche par compétences et complétées par des modules en «ateliers» et «culture générale». Le nombre total de modules certificatifs passe ainsi à 45. La mise en œuvre des socles et des programmes révisés repose sur la responsabilisation des acteurs scolaires et la clarification de leur rôle. Les groupes de travail opèrent au niveau des socles, des programmes et des approches didactiques et méthodologiques.

En vue du développement des compétences personnelles et sociales - souvent défaillantes chez les élèves de la voie préparatoire, mais indispensables à un processus d'apprentissage soutenu des matières curriculaires - une attention particulière est portée à des activités périscolaires. Ainsi, de nombreux projets sont mis en place dans les lycées soutenant des activités et apprentissages culturels (musique, théâtre, expression corporelle,...) et des apprentissages formels par des activités extrascolaires (aide aux devoirs à domicile, apprendre à apprendre,...).

Évaluer au service de l'apprentissage

L'évaluation des élèves ne constitue pas une fin en soi; elle est en premier lieu au service des apprentissages. Dans cette optique, l'élève n'apprend pas pour être évalué, mais il est évalué pour mieux apprendre. Au cours des classes inférieures, l'évaluation doit être à la fois formative et certificative:

- En cours de cycle ou d'année, elle est un levier permettant d'aider l'élève à apprendre. Elle est aussi un outil pour l'enseignant afin de détecter les acquis et les déficits de l'apprenant et d'en diagnostiquer les causes. Dans cet ordre d'idées, l'évaluation sert à recueillir des données sur les apprentissages réalisés et à cibler les actions et décisions qui régulent les apprentissages de l'élève pour mieux l'orienter vers les voies de formation des classes supérieures. Il convient de noter qu'ici s'ajoute une troisième dimension de l'évaluation, la dimension orientative, qui prend toute son importance à cette période-clé de la scolarité.

- En fin de cycle ou d'année, l'évaluation est certificative dans la mesure où elle est appelée à sanctionner la fin du cycle ou de l'année.

Actuellement, pour la voie préparatoire, cette approche est appliquée d'une façon spécifique. Une évaluation formative aidant l'élève à se situer dans son parcours d'apprentissage est pratiquée durant la période (en règle générale un trimestre) où le module est traité et une évaluation certificative sous forme de note est faite pour sanctionner la fin du module et attester la réussite. Un complément au bulletin informe d'une façon plus détaillée sur l'avancement dans les différents domaines de compétences. À l'avenir, une fusion du bulletin et du complément au bulletin est prévue. L'évaluation certificative se fera alors sur base des socles de compétences (accès CCP, 9^e PR, DAP), l'évaluation des modules spécifiques devenant alors formative puisqu'elle constituera la voie pédagogique pour accéder aux socles.

Les objectifs de l'évaluation sont donc redéfinis; le volet d'intervention vise à préparer les élèves pour qu'ils soient capables de:

- comprendre leur évaluation et le cas échéant y participer;

- se rendre compte des savoirs qu'ils acquièrent, des compétences qu'ils construisent ainsi que des contextes dans lesquels ils les utilisent et les transfèrent;

- reconnaître leurs forces et leurs faiblesses et utiliser leur potentiel afin de faire un choix pertinent pour l'orientation vers les classes supérieures.

Pour atteindre ces objectifs, l'école doit:

- définir des conditions d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation;

- favoriser l'implication des élèves dans leur apprentissage et leur évaluation;

- communiquer régulièrement et de manière nuancée avec les élèves et leurs parents;

- documenter le processus d'apprentissage de l'élève et certifier ses connaissances et compétences acquises.

Les outils à dimension formative: le bulletin trimestriel et le complément au bulletin

En cours d'apprentissage, l'évaluation formative permet de situer la progression de l'élève par rapport aux objectifs donnés et indique à l'élève les étapes qu'il a franchies et les difficultés qu'il a rencontrées. Les outils dont se sert l'école sont le bulletin trimestriel et le complément au bulletin. À l'heure actuelle, le bulletin trimestriel prévoit une note unique par branche alors que le complément au bulletin décline la note unique du bulletin trimestriel par domaine de compétences pour les différentes branches. Il offre ainsi une vue nuancée des performances de l'élève au cours du trimestre et permet un travail plus ciblé de l'apprenant en fonction de ses forces et de ses faiblesses ainsi qu'une orientation plus pertinente vers les voies de formation des classes supérieures.

L'outil à dimension certificative: l'introduction d'un bilan à la fin du cycle

La dimension certificative intervient au terme d'un cycle d'apprentissage et sert à déterminer, par la référence à des critères, si l'élève a atteint les objectifs visés et s'il est en mesure de passer aux apprentissages ultérieurs. La réforme prévoit qu'une attestation sanctionnera l'atteinte des socles à la fin du cycle; ce sera un outil d'évaluation certificative. Pour les classes de la voie préparatoire, le cycle se fera en trois ans (dans des cas exceptionnels, il pourra également se faire en deux ans); la classe de 9^e PR pourra également se faire en deux ans. Le conseil de classe décidera de la promotion de l'élève.

L'outil à dimension orientative: l'épreuve commune nationale

Pour les classes inférieures, la dimension orientative de l'évaluation est particulièrement importante. Ainsi, à l'enseignement secondaire technique, les trois premières années de lycée sont placées sous le signe du développement personnel de l'élève et de l'orientation scolaire et professionnelle. Un des outils dont se sert l'école pour évaluer la progression de l'élève par rapport à ses objectifs visés, est l'épreuve commune qui dès la mise en œuvre de la réforme, sera organisée en fin de cycle. Cet outil à caractère orientatif revêt également une fonction diagnostique dans la mesure où il permet à l'élève de se situer par rapport aux socles.

les groupes d'élèves les plus touchés ainsi que de comprendre les raisons de cette décision. Depuis 2005, le Ministère publie l'analyse concernant les élèves ayant quitté l'école pendant l'année scolaire en cours.

Concernant la démarche, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a mis en place, en collaboration avec l'Action Locale pour Jeunes (ALJ), une procédure destinée à identifier et à contacter les jeunes en rupture scolaire.

Le système informatique de gestion centralisée des élèves de l'enseignement postprimaire permet d'identifier les élèves qui quittent leur école, soit en cours d'année scolaire, soit en fin d'année sans pour autant avoir obtenu une certification finale.

Un relevé mensuel de ces décrocheurs est envoyé aux bureaux régionaux de l'ALJ. Les collaborateurs de l'ALJ contactent individuellement chaque jeune afin de déceler les raisons de cet arrêt et surtout de faire un projet individuel qui permettra à ce jeune à réintégrer le système d'éducation et de formation ou à s'intégrer dans le marché du travail.

Ad 4):

Il faut noter que la majorité des jeunes (entre 80-90%) sortant du régime préparatoire continuent à fréquenter l'école. Sur 949 sortants du régime préparatoire en 2010, on peut constater au 1^{er} novembre que 883 jeunes suivent des cours. Cette situation se décline comme suit:

retour préparatoire	246
avancent en 9 ^e pratique	321
avancent en 9 ^e polyvalente/technique	10
apprentissage CATP/DAP	13
apprentissage CITP	23
apprentissage CCM/CCP	59
classes IPDM	169
autres classes dont à l'étranger	42

En ce qui concerne les mesures pour l'emploi telles que définies par l'ADEM, il y lieu de constater, sur les deux dernières années, que seulement 5 jeunes ont bénéficié de ces mesures.

Ad 5):

La structure organisationnelle

L'enseignement secondaire technique tel qu'il est prévu par la réforme des classes inférieures prévoit deux voies de qualification (en ce qui concerne le projet de réforme pour les classes inférieures, il est prévu de changer la dénomination «régime préparatoire» par «voie préparatoire») pour l'accès aux classes de 10^e: la

qui n'ont pas atteint les objectifs du cycle 4 de l'enseignement fondamental).

Les classes de 7^e et de 8^e se feront en un cycle unique. Pour la voie technique, ce cycle se fait en deux années scolaires. Pour les classes de la voie préparatoire, ce cycle se fera en principe en trois ans. Pour l'année scolaire 2010/2011, l'enseignement modulaire, jusqu'alors pratiqué en mathématiques et en langues, a été étendu aux branches «culture générale» et «ateliers», qui feront désormais partie des branches de promotion. Des socles clôtureront le cycle et donneront accès à la classe de 9^e PR qui pourra également se faire en deux ans. Une attention particulière sera portée aux socles de compétences minimaux à atteindre pour accéder à la formation CCP, en particulier dans une optique de la définition des compétences de base indispensables.

Les trois volets d'intervention

Pour l'organisation de la réforme des classes inférieures, le Ministère a défini trois volets d'intervention qui sont les suivants:

- préparer et outiller les élèves;

- évaluer au service de l'apprentissage;

- encadrer, accompagner et orienter les élèves.

Ces trois volets s'articulent à tous les niveaux: au niveau ministériel, au niveau des établissements scolaires et au niveau des classes et des élèves dans la mesure où tous les acteurs scolaires ont leur rôle à jouer dans leur mise en œuvre; pour chaque volet d'intervention, des mesures concrètes sont proposées.

Préparer et outiller les élèves

La mesure mise en place pour atteindre ces objectifs est l'élaboration d'un cadre didactique: il s'agit des socles de compétences qui définissent ce que l'élève doit savoir et maîtriser à la fin d'une période d'études. Pour la voie préparatoire, ces socles se situent à trois niveaux: l'accès à la formation CCP (accessible avec 18 modules réussis), l'accès à la classe de 9^e PR (accessible avec 30 modules réussis) et l'accès aux formations professionnelles DAP (atteinte des exigences des profils de formation spécifiques).

Le Ministère a adopté une approche fondée sur le développement des compétences afin de permettre aux élèves d'acquérir un ensemble cohérent de compétences de base. Pour les classes de la voie préparatoire, une réflexion sur la finalité de l'enseignement et de l'apprentissage a été engagée dans toutes les branches. Les branches de promotion modulaires traditionnelles (mathématiques, langues alle-



Encadrer, accompagner et orienter les élèves

Le troisième volet d'intervention vise à préparer les élèves pour qu'ils soient capables de:

- découvrir, développer et mettre en valeur leurs talents;

- concevoir et formuler un projet (de formation) personnel;

- juger leurs forces et leurs faiblesses;

- faire des choix pertinents.

Pour atteindre ces objectifs, l'école doit:

- s'engager à accompagner les élèves;

- leur permettre de découvrir, développer et mettre en valeur leurs talents et leurs aptitudes de façon à contribuer à forger leur identité;

- informer les élèves sur les liens entre leurs apprentissages scolaires et le monde du travail;

- améliorer la procédure et les critères d'orientation vers les voies de formation des classes supérieures;

- assurer un encadrement personnalisé à chaque élève.

Pour que l'orientation ne rime pas avec «sélection/élimination», elle ne peut se limiter aux seuls critères de réussite scolaire et d'admissibilité aux différentes voies de formations des classes supérieures, mais doit s'appuyer sur tout un concept de prise en charge de l'élève dès son entrée au lycée. C'est donc dès la 7^e que commence le processus d'orientation. L'organisation des classes inférieures suit un parcours d'orientation dont les objectifs pédagogiques et les approches orientantes varient au fil du cheminement de l'élève dans ces classes. Alors qu'en 7^e l'accent sera surtout mis sur l'accueil et l'encadrement de l'élève, les classes de 8^e et de 9^e visent à l'accompagner dans la formulation de son projet de formation personnel et à forger son profil pour qu'il puisse s'engager sans difficulté dans les voies de formation des classes supérieures.

La promotion des classes de la voie préparatoire

Dans les classes de la voie préparatoire la progression est modulaire. Le système modulaire prévoit neuf modules pour les branches allemand, français, mathématiques, culture générale et ateliers, donc 45 modules en tout.

La promotion est la suivante:

- Si l'élève a réussi moins de 18 modules, il est orienté vers les classes COIP/IPDM.

- Si l'élève a réussi 18 modules, il est admis dans une classe de 10^e du régime professionnel (CCP) selon les socles CCP et sur décision du conseil de classe.

- Si l'élève a réussi 30 modules, il est admis en 9^e PR.

- Si l'élève a réussi 42 modules, il est admis dans une classe de 10^e du régime professionnel (DAP) selon les profils d'accès et sur décision du conseil de classe. En cas de désaccord avec la décision d'orientation, l'élève a la possibilité de faire une épreuve complémentaire d'admission nationale pour accéder à la voie de formation de son choix.

Il est à noter que l'élève peut être réorienté vers les classes de l'enseignement secondaire technique à tout moment et sur recommandation du conseil de classe.

L'organisation scolaire

Le parcours d'orientation se concrétisera dès la classe de 7^e par des activités permettant l'ac-

quisition ou le perfectionnement de méthodes de travail et la progression vers l'apprentissage autonome, mais également des activités axées sur la connaissance de soi et la clarification de choix professionnels pertinents et réalistes.

Une équipe réduite d'enseignants sera chargée de l'enseignement dans ces classes pour faciliter la concertation entre les enseignants, pour permettre de bien connaître les élèves et pour réagir au plus vite si des difficultés surgissent.

Dès son entrée en 7^e, la prise en charge de l'élève se fera par l'instauration du tutorat. Le tutorat s'exercera de manière concertée avec l'équipe enseignante et ses partenaires (SPOS, ADEM, BIZ,...) afin de fixer des objectifs communs et de mettre en place des services, des outils et des activités pédagogiques qui accompagnent l'élève dans son parcours scolaire, dans le développement de son identité et la construction de son avenir professionnel.

Pour les classes de la voie préparatoire, un matériel didactique spécifique sous forme de trois classeurs (Ma vie privée, Ma vie sociale, Ma vie professionnelle) a été élaboré par le Ministère (et est dès à présent utilisé) afin d'accompagner le processus d'orientation.

Question 1093 (16.12.2010) de M. Jean Colombera (ADR) concernant les soins médicaux au Centre pénitentiaire de Schrassig:

In der Schrassiger Strafanstalt werden medizinische Probleme, die nach 22.00 Uhr auftauchen, nicht adäquat behandelt. Dies ist darauf zurückzuführen, dass nur wenig Krankenpersonal zur Verfügung steht und auch kein medizinisches Personal (Arzt) in der Gefängnisanstalt präsent ist.

So werden kranke Häftlinge nur mittels Kamera beobachtet und überwacht, ohne dass substantiell Krankheitssymptome behandelt werden. Man kann sich vorstellen, was in einem dringenden Fall geschehen würde: Der Patient bliebe ohne medizinische Betreuung, was natürlich nicht zu verantworten ist.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist dieser unhaltbare Zustand zu verantworten?

2) Was will der Minister konkret ändern, um die medizinische Betreuung nachts zu garantieren?

3) Wer ist zuständig bei einem Todesfall in der Gefängniszelle, wenn keine medizinische Betreuung möglich war?

4) Werden akute Krankheitsfälle der Gefängnisdirektion mitgeteilt?

6) Wenn ja, was sagt die Statistik der letzten fünf Jahre über die Art der Krankheiten aus?

6) Wie viele Häftlinge sind krankheitsbedingt nachts in der Zelle in den letzten fünf Jahren gestorben?

Réponse (25.1.2011) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Die Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombera enthält pauschale und nicht belegte Behauptungen respektive Anschuldigungen, die ich dementsprechend nur zurückweisen kann. Die medizinische Versorgung der Insassen der JVA Schras-

sig ist im Übrigen ein Aspekt der laufenden Gefängnisreform. Hier werden alle Fragen im Dialog mit den Vertretern der Vertragskrankenhäuser der JVA Schrassig erörtert und zwecks Verbesserung respektive Optimierung untersucht. Weiterhin weise ich darauf hin, dass der Ombudsmann - in seiner Eigenschaft als externer Kontrolleur aller Örtlichkeiten, in denen Menschen gegen Ihren Willen festgehalten werden können, gemäss dem Gesetz vom 11. April 2010 - sich ebenfalls dieser Thematik angenommen hat. Der zu erwartende Bericht und seine Schlussfolgerungen werden ebenfalls in den laufenden Reformarbeiten berücksichtigt werden.

Bei Frage 3) gehe ich davon aus, dass die angesprochene „Zuständigkeit“ wohl auf die Haftungsfrage abzielt. In diesem Zusammenhang möchte ich den ehrenwerten Fragesteller - in seiner doppelten Eigenschaft als Arzt und Abgeordneter - darauf aufmerksam machen, dass eine solche Frage sich nicht generell beantworten lässt, sondern nur von Fall zu Fall, da eine ganze Reihe von sowohl medizinischen wie auch juristischen Aspekten in jedem einzelnen Fall zu berücksichtigen sind. Ergänzend zu diesem Thema verweise ich auch auf die Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.0703 des ehrenwerten Abgeordneten Jacques-Yves Henckes vom 15. Juni 2010 (cf. *compte rendu n°1/2010-2011*).

Bei Frage 4) erinnere ich den ehrenwerten Abgeordneten in seiner Eigenschaft als Arzt an das Konzept der ärztlichen Schweigepflicht. Allenfalls gemäss Artikel 83 der grossherzoglichen Verordnung vom 24. März 1989 über die Ausführung von Gefängnisstrafen und die Verwaltung der Gefängnisse ist der Arzt verpflichtet der Gefängnisdirektion beratend beizustehen, z. B. in Bezug auf den Schutz von Personal, Insassen und Besuchern im Falle von ansteckenden Krankheiten.

Hieraus ergibt sich eine negative Antwort auf Frage 5); da es keine Meldepflicht für Krankheiten gibt, kann es folglich auch keine relevanten Statistiken geben.

Zur Frage 6) kann ausgeführt werden, dass in den letzten fünf Jahren kein Insasse der JVA Schrassig krankheitsbedingt nachts in einer Zelle verstorben ist. Für etwaige anders geartete Todesfälle, die in der JVA Schrassig in den letzten Jahren eingetreten sind, verweise ich auf die Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.0055 des ehrenwerten Abgeordneten Jacques-Yves Henckes vom 3. September 2009 (cf. *compte rendu n°3/2009-2010*).

Question 1095 (16.12.2010) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les questionnaires du recensement décennal:

À une précédente question parlementaire (*question parlementaire n°0822 - cf. compte rendu n°3/2010-2011*), Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a répondu ceci:

«En réponse à la question de l'honorable Député Monsieur Fernand Kartheiser, il y a lieu de relever que les questionnaires pour le prochain recensement décennal de la population qui aura lieu le 1^{er} février 2011 seront établis et circulés en allemand, en français et en luxembourgeois, et ce sur base d'une stricte égalité.

Outre les trois langues administratives du pays, les questionnaires seront encore disponibles en anglais et en portugais.»

Or, selon les documents distribués en annexe au projet de règlement grand-ducal sur le site de la Chambre des Salariés (dans le cadre de l'avis de la chambre salariale), les documents du Statec sont établis uniquement en français pour le modèle I concernant le «Bordereau de maison», et en français et allemand pour le modèle II (Feuille de ménage et de logement).

Ces documents devant être imprimés et distribués rapidement, je me permets d'adresser la question urgente suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur exerçant la tutelle sur le Statec:

- Les documents pour le recensement seront-ils «établis et circulés en allemand, en français et en luxembourgeois, et ce sur base d'une stricte égalité»?

Réponse (18.1.2011) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Le prochain recensement décennal de la population aura lieu le 1^{er} février 2011.

Pour des raisons pratiques, les questionnaires ont été publiés uniquement en français/allemand au Mémorial. Mais les questionnaires distribués aux recensés (Modèle II) seront établis et circulés en allemand, en français et en luxembourgeois, et ce sur base d'une stricte égalité.

Les questionnaires «Bordereau de maison» (Modèle I), disponible en français uniquement, seront remplis par les soins des agents recenseurs et ne seront donc pas distribués aux recensés.

Question 1096 (16.12.2010) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV) concernant l'unité fermée pour adolescents en difficultés au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck:

Samedi dernier, deux jeunes patients de l'unité fermée pour adolescents en difficultés n'ont pas réintégré le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck après une permission de sortie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si cette unité pour adolescents est une solution à caractère provisoire ou à caractère définitif?

- Dans le premier cas de figure, quel sera l'emplacement définitif de la structure en question et dans quels délais cette dernière pourra-t-elle accueillir les adolescents?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'unité actuelle est dotée d'assez de personnel et d'assez d'espace pour soigner de manière adéquate les adolescents en difficultés et d'en assurer la sécurité nécessaire?

- Quelles sont les raisons pour les fugues régulières de jeunes patients du CHNP?

Réponse (20.1.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

L'unité fermée de douze lits pour adolescents en difficultés au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) a été mise en ser-

vice et fonctionne depuis 2006 au troisième étage du bâtiment dit «Orangerie».

Ce service constitue une structure définitive qui a été mise en place pour éviter que des jeunes en difficultés, placés pour la plupart par le juge de la jeunesse, ne se retrouvent ni dans la nature, ni en prison.

Cette unité fermée à laquelle se réfère l'honorable Député est suffisamment dotée en personnel bien qualifié. Elle prend en charge une bonne vingtaine de jeunes par an. Elle permet à la plupart de ces jeunes, qui auparavant étaient confrontés à de sérieuses difficultés, de réintégrer la société et un environnement normal, notamment par leur réinsertion scolaire ou un apprentissage professionnel.

Si les jeunes hospitalisés à cette unité sont déjà actuellement suivis à leur sortie par une équipe spécialisée à cet effet, il a été prévu dès la création de cette unité, d'y adjoindre une structure stationnaire ouverte de suivi. Les plans, de même que le concept d'ensemble pour les prises en charge en matière de suivi sont sur le point d'être avisés par la Commission permanente pour le secteur hospitalier.

En effet, comme les demandes de placement pour de tels jeunes, qui ont doublé au cours des quatre dernières années, sont nettement supérieures à l'offre, il s'ensuit que faute d'alternatives satisfaisantes le juge de la jeunesse peut avoir recours aux services aigus de psychiatrie infantile et juvénile.

Faisant suite notamment à l'expertise des professeurs Rössler et Walitza de l'Université de Zurich, une démarche vient d'être lancée pour pouvoir optimiser et coordonner davantage les réponses à ce phénomène qui témoigne d'un mal-être croissant qui touche et fragilise de plus en plus de jeunes et les amène en rupture avec la société.

Dans ce contexte, et devant les perspectives qu'offrent tant la structure existante sur le site du CHNP que celle prévue en matière de suivi, l'incident dont se fait l'écho Monsieur le Député est dès lors à relativiser, voire à nuancer.

Question 1098 (17.12.2010) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant l'utilisation de photocopies couleur pour les questions d'examen:

Selon mes informations, plusieurs enseignants du régime technique avaient adressé des réclamations quant à la qualité des copies couleur lors de certains examens de la session 2008/2009 au Ministère de l'Éducation nationale. À la suite, il s'avère que les commissaires de Gouvernement avaient décidé de refuser - au moins dans les cas qui me sont connus - l'utilisation de photocopies couleur pour les examens de la session 2009/2010.

Vu les illustrations en couleur du matériel didactique, des manuels scolaires, des journaux et des magazines aussi bien que les graphiques, diagrammes, cartes et autres images des sources d'informations sur Internet sont tous en couleur, il paraît logique que

des questions d'examen - à l'image des exercices pendant les cours - puissent contenir des tests de compréhension et/ou d'interprétation d'éléments en couleur.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Est-ce que l'utilisation de photocopies couleur pour les questions d'examen est généralement admise? Dans la négative, pourquoi? Dans l'affirmative, est-ce qu'il y a une différenciation entre branches, comme par exemple pour la géographie où l'utilité de diagrammes, graphiques et images en couleur est évidente?

- Y a-t-il des différences entre les règles applicables aux examens de l'enseignement secondaire classique et à ceux de l'enseignement secondaire technique? Si oui, pourquoi?

Réponse (31.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Actuellement des sujets d'examen en couleur sont élaborés par les membres des commissions d'examen et transmis aux candidats par les commissaires sous la forme de photocopies couleur pour les ordres d'enseignement et les matières suivantes:

- en Éducation artistique, pour les candidats de la section E (épreuve écrite et orale en histoire de l'art et l'épreuve du projet) de l'enseignement secondaire et pour les candidats de la section G et F de l'enseignement secondaire,

- en Géographie pour les candidats de la section G de l'enseignement secondaire, avec la contrainte que ce document en couleur se limite à une seule page DIN A4,

- en section Arts, Audiovisuel, Design 3D et Graphisme (épreuve écrite et orale en histoire de l'art) de la division artistique de la formation de technicien de l'enseignement secondaire technique,

- pour l'épreuve orale d'Anglais dans toutes les sections et divisions de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Le souci qui guide ce choix est la lisibilité du document et le respect des caractéristiques intrinsèques de ces documents, dont certains aspects indispensables à une bonne interprétation sont liés à la couleur.

Ce choix n'a pas été pris en fonction de l'ordre d'enseignement, mais en fonction des besoins liés à la branche en question et au programme qui y correspond.

Il est vrai que pour toutes les matières actuellement au programme et qui sont évaluées lors des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, le matériel didactique disponible présente des documents d'excellente qualité en quadrichromie, ce qui rend les manuels attrayants et intéressants pour les élèves. Cependant, ce n'est pas la couleur seule qui confère à un document sa qualité et en facilite l'interprétation. C'est avant tout la simplicité du graphisme et la netteté du trait qui permettent la bonne interprétation des documents sur lesquels les candidats à l'examen doivent travailler.

Concernant les copies fournies par le Ministère pour les épreuves

d'examen, il est impératif de réaliser la reproduction des sujets d'examen, documents hautement confidentiels, en un laps de temps très court et dans d'excellentes conditions, sans que ces documents passent par un processus impliquant plusieurs personnes et une manipulation trop complexe. Or, la reproduction en couleur est un processus lourd et onéreux, sans que la qualité pédagogique du document en soit forcément meilleure pour certaines branches.

Question 1100 (17.12.2010) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le **Conseil supérieur pour un développement durable**:

Il me revient que depuis le 13 septembre 2010 le Conseil supérieur pour un développement durable est sans mandat, c'est-à-dire que l'actuel Conseil n'a été ni prolongé ni renouvelé. Cette vacance est d'autant plus curieuse que ledit Conseil est engagé dans un travail avec le Conseil Économique et Social sur les nouveaux indicateurs du bien-être, venant à échéance à la fin de l'année. Par ailleurs, les ressources en personnel scientifique et administratif mises à la disposition du Conseil supérieur du développement durable restent faibles et gagneraient à être étoffées.

- Ces considérations m'amènent à demander quelles sont les intentions du Gouvernement. Va-t-il renouveler le mandat du Conseil sortant ou en modifier la composition, ou a-t-il l'intention de le faire disparaître? Va-t-il pourvoir cette institution de ressources humaines plus conséquentes pour lui permettre de jouer un rôle plus actif encore dans l'optique du développement durable dans tous les secteurs de la politique gouvernementale?

Réponse (24.1.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Au cours de son premier mandat, le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) a réalisé et remis des avis d'une valeur ajoutée évidente. Face à ce constat, je tiens à informer Messieurs les Députés de la volonté du Gouvernement à faire perdurer le Conseil. Ainsi, en période de restriction budgétaire, le budget 2011 alloué au CSDD est resté inchangé. Le personnel chargé du secrétariat du CSDD va poursuivre ce travail dans le futur.

En raison du nombre important de membres du CSDD n'entendant pas renouveler leur mandat, tel que prévu par le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 et en considération de la nécessité de renouveler le Conseil par des membres motivés et au profil requis, la nomination de membres sortants a effectivement duré plus longtemps que souhaité. Une période de transition a néanmoins été assurée.

Tel que relevé plus haut, le CSDD a élaboré plusieurs études intéressantes, cela dans le cadre de son budget alloué. En période de restrictions budgétaires, il ne nous semble pas concevable de pourvoir le CSDD de ressources humaines supplémentaires.

Lors des réflexions en préparation du processus «Partenariat pour l'Environnement et le Climat», il a été décidé de limiter la composition du groupe de pilotage aux

représentants des organisations patronales et syndicales et aux représentants d'organisations non gouvernementales et des communes. Néanmoins, un échange de vues sera prévu entre le groupe de pilotage et le CSDD vers la fin du processus en question, tel que cela a été le cas lors de l'élaboration du Plan national pour un développement durable.

Il est entendu que le CSDD sera étroitement associé aux travaux de préparation du Sommet de Rio en 2012.

Question 1101 (17.12.2010) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **protection des enfants et des jeunes de la fumée passive**:

Selon une étude publiée récemment par l'Organisation mondiale de la Santé - OMS, la fumée passive tue quelque 600.000 personnes chaque année. Dans cette étude, la première à se pencher sur l'impact mondial de ce phénomène, les experts de l'OMS soulignent que les enfants sont plus exposés que n'importe quelle autre catégorie d'âge. Ils sont environ 165.000 à en mourir tous les ans. La fumée passive a provoqué selon l'OMS 379.000 décès par maladies cardiaques, 165.000 décès par infections des voies respiratoires basses, 36.900 décès dus à l'asthme et 21.400 décès suite à un cancer du poumon.

Une autre étude publiée par la Fondation luxembourgeoise contre le cancer démontre une claire tendance à la baisse des jeunes qui fument. En outre, 72% des jeunes de 11 à 18 ans sont pour l'interdiction de fumer dans les cafés et discothèques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les démarches que le Gouvernement entend entreprendre afin de mieux protéger les enfants et les jeunes de la fumée passive?

- Quelles sont les initiatives les plus récentes visant à réduire le tabagisme et plus précisément le tabagisme chez les jeunes?

- Sachant qu'à travers une initiative reposant sur un Livre Vert de 2007, la Commission européenne encourage les États membres à réduire le tabagisme chez les jeunes d'au moins 50% jusqu'à 2025, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les statistiques luxembourgeoises y relatives?

- Au vu des résultats de l'étude de la Fondation luxembourgeoise contre le cancer, notamment en ce qui concerne le souhait d'une interdiction de fumer dans les cafés et discothèques, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'on devrait légiférer en ce sens?

Réponse (31.1.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je me dois de souligner, à l'instar de l'honorable Députée, la nécessité de protéger davantage les enfants et les jeunes devant les dangers de la fumée passive.

L'évaluation de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, réalisée quatre années suivant son entrée en vigueur, préconise d'ailleurs également d'étendre l'interdiction de fumer dans le sens préconisé par Madame la Députée.

Cela étant, j'entends soumettre prochainement le bilan de la loi antitabac au Conseil de Gouvernement et présenter à cette occasion des propositions pour le renforcement de la protection des non-fumeurs.

En ce qui concerne les initiatives visant à réduire le tabagisme notamment auprès des jeunes, l'édition 2009 du parcours «Extra-Tour-Sucht-Lëtzebuerg», qui peut être accueilli dans tous les lycées et lycées techniques, vise à sensibiliser les jeunes aux dangers liés à la consommation de tabac. La collaboration en réseau entre tous les partenaires impliqués, à savoir les Ministères de la Santé et de l'Éducation nationale, de même que le Centre de Prévention des Toxicomanies et la Ligue médico-sociale, permet d'améliorer l'efficacité et la cohérence des efforts et des actions engagées et aboutit ainsi à des résultats concrets qui s'inscrivent dans la durabilité.

Par ailleurs les campagnes multimédias du Ministère de la Santé ciblent régulièrement les jeunes, comme à titre d'exemple la campagne «Ne fous pas ta vie en l'air» (2009).

De surcroît, les jeunes sont impliqués dans le cadre de l'action annuelle «Rauchfreie Bannmeile», ceci à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac, le 31 mai.

Je voudrais également souligner les efforts déployés par la Fondation luxembourgeoise contre le cancer afin de sensibiliser les jeunes contre les méfaits du tabagisme.

D'après une enquête réalisée par TNS-ILRES pour le compte de la fondation précitée, le pourcentage des jeunes fumeurs (15 à 17 ans) a chuté de 50%. En 2007, ce pourcentage était même descendu à 9%, pour réaugmenter toutefois de 9% à 17% en 2009.

Finalement je me permets d'exprimer ma satisfaction que l'honorable Députée partage ma conviction qu'il faudra légiférer en vue de garantir la protection des non-fumeurs, notamment dans les cafés et les discothèques. Comme je pars du principe que l'honorable Députée exprime l'opinion de son groupe, rien ne devrait dès lors s'opposer à la réalisation rapide de la démarche prévue dans la déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009, à savoir: «En vue de renforcer la protection des non-fumeurs, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac sera évaluée. Le projet 'plan tabac' sera mis en vigueur. Un accent particulier sera mis sur la protection des jeunes.»

Question 1102 (17.12.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant le **Conseil supérieur du développement durable**:

La loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable a créé un Conseil supérieur du développement durable (CSDD) dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont fixés par le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005. Le mandat du CSDD est fixé à quatre ans, le mandat des membres sortants étant renouvelable.

Depuis le mois de septembre 2010, le mandat du CSDD dans sa composition actuelle est venu à échéance sans que le Ministre du Développement durable n'ait

informé les membres de ce Conseil quant à la poursuite de leurs travaux en cours, notamment le projet de «Pib-Bien-être», entamé en collaboration avec le CES sur demande du Gouvernement.

À maintes reprises les membres du CSDD avaient attirés l'attention sur le fait que les ressources allouées à leur fonctionnement sont largement insuffisantes pour répondre aux nombreuses sollicitations qui lui sont adressées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Comment est-ce que le Ministre du Développement durable compte assurer la continuité des activités du CSDD?

- Quelles sont les raisons du retard dans la nouvelle nomination et composition du CSDD?

- Est-ce que le Ministre compte allouer au CSDD les ressources nécessaires pour qu'il puisse fonctionner de façon satisfaisante?

- Quel est le rôle que le Ministre a prévu pour le CSDD dans le partenariat du climat?

- Quel est le rôle que le Ministre a prévu pour le CSDD dans la préparation du Sommet de la Terre 2012?

Réponse (24.1.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Au cours de son premier mandat, le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) a réalisé et remis des avis d'une valeur ajoutée évidente. Face à ce constat, je tiens à informer Messieurs les Députés de la volonté du Gouvernement à faire perdurer le Conseil. Ainsi, en période de restriction budgétaire, le budget 2011 alloué au CSDD est resté inchangé. Le personnel chargé du secrétariat du CSDD va poursuivre ce travail dans le futur.

En raison du nombre important de membres du CSDD n'entendant pas renouveler leur mandat, tel que prévu par le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 et en considération de la nécessité de renouveler le Conseil par des membres motivés et au profil requis, la nomination de membres sortants a effectivement duré plus longtemps que souhaité. Une période de transition a néanmoins été assurée.

Tel que relevé plus haut, le CSDD a élaboré plusieurs études intéressantes, cela dans le cadre de son budget alloué. En période de restrictions budgétaires, il ne nous semble pas concevable de pourvoir le CSDD de ressources humaines supplémentaires.

Lors des réflexions en préparation du processus «Partenariat pour l'Environnement et le Climat», il a été décidé de limiter la composition du groupe de pilotage aux représentants des organisations patronales et syndicales et aux représentants d'organisations non gouvernementales et des communes. Néanmoins, un échange de vues sera prévu entre le groupe de pilotage et le CSDD vers la fin du processus en question, tel que cela a été le cas lors de l'élaboration du Plan national pour un développement durable.

Il est entendu que le CSDD sera étroitement associé aux travaux de préparation du Sommet de Rio en 2012.



Question 1104 (20.12.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant la **direction du Centre pénitentiaire de Schressig**:

Il me revient que, suite à une décision de justice, la direction de la prison serait inculpée pour coups et blessures volontaires, traitement dégradant et certaines autres infractions.

Les faits visés seraient des fouilles corporelles très dégradantes qu'aurait eu à subir des prisonniers et diverses femmes ayant visité un prisonnier.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Si oui, quelles sont les conséquences immédiates pour la direction de la prison? Les responsables inculpés peuvent-ils continuer à exercer leurs fonctions?

Réponse (25.1.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Comme l'honorable Député l'a pertinemment remarqué, il s'agit en l'occurrence d'une affaire pénale qui est actuellement en cours, de sorte qu'il n'appartient pas au Ministre de la Justice de la commenter, ni de confirmer ou d'infirmer des allégations. Conformément à l'article 8(3) du Code d'instruction criminelle relatif au secret de l'instruction, il appartient au Ministère public de décider, en toute indépendance, s'il y a lieu de communiquer.

Le principe de la présomption d'innocence étant le même pour tous, il n'est pas prévu, en l'état actuel du dossier, de prendre des mesures à l'égard des membres concernés du personnel pénitentiaire.

Question 1105 (20.12.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **«cigarettes électroniques»**:

Im Rahmen der progressiven Verbannung der Zigarette aus dem öffentlichen Leben stellt sich die Frage nach dem Status der „elektronischen Zigarette“. Bei dieser Zigarette handelt es sich um ein Gerät, das mit flüssigem Nikotin gefüllt wird und das über einen physikalischen Mechanismus eine Nikotinverneblung herstellt, die der Raucher einatmet.

Der Unterschied zur herkömmlichen Zigarette besteht darin, dass hier die zusätzlichen Schadstoffe, die in der Zigarette vorhanden sind, nicht mit eingeatmet werden. Damit scheint die „elektronische Zigarette“ weniger schädlich als eine traditionelle Zigarette zu sein.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Ist diese „elektronische Zigarette“ in Luxemburg bereits zugelassen?

2) Wenn ja, wo wird sie verkauft und wer kann sie verkaufen? Gibt es Statistiken hierzu? Handelt es sich um ein „medizinisch“ reguliertes Gerät?

3) Gibt es hier eine europäische Direktive?

4) Wird die „elektronische Zigarette“ der traditionellen tabakbasierten Zigarette gleichgesetzt?

6) Gibt es Zulassungskriterien für dieses Gerät?

6) Gilt das Rauchverbot auch für die „elektronische Zigarette“ in dem vom Gesetz vorgesehenen öffentlichen Räumen?

7) Darf für die „elektronische Zigarette“ hierzulande Werbung betrieben werden?

Réponse (27.1.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La cigarette électronique, à laquelle fait allusion l'honorable Parlementaire, n'est réglementée ni au niveau national, ni de manière harmonisée au niveau de l'Union européenne.

À ce jour, les discussions relatives à la cigarette électronique, menées au niveau des instances communautaires, n'ont pas encore abouti à une réglementation au niveau européen.

Ainsi, la cigarette électronique pourrait être réglementée dans le cadre de la directive 2001/37/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2001 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac.

Certains États membres vont même jusqu'à estimer que la cigarette électronique pourrait constituer un dispositif médical pour autant qu'elle serait utilisée dans le cadre exclusif d'un traitement de substitution en vue de l'arrêt du tabac.

Question 1106 (22.12.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **faute professionnelle du médecin**:

Immer mehr scheinen sich die Fälle von medizinischem Fehlverhalten zu häufen. Unter diesen gibt es Fälle, bei denen sich die Gesundheitskasse bei einem medizinischen Fehler weigert anfallende Behandlungskosten im Ausland zu übernehmen. Hier muss nach einer Lösung gesucht werden, um einen Kompensationsmechanismus für die betroffenen Patienten oder deren Hinterbliebene einzuführen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist das Prozedere bei einem ärztlichen Kunstfehler?

2) Wann ist der Arzt haftbar?

3) Wann ist das medizinische Team in einer Klinik haftbar?

4) Was ist die Rolle des Verwaltungsrats einer Klinik bei einem Kunstfehler?

5) Ist der Verwaltungsrat zuständig, um erste juristische Schritte gegen ein medizinisches Team zu unternehmen?

6) Warum übernimmt die Gesundheitskasse nicht durch Kunstfehler bedingte, spezielle Therapien?

7) Was will der Minister in dieser heiklen Problematik unternehmen?

Réponse (18.1.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Die Frage des ehrenwerten Abgeordneten befasst sich mit der Thematik des medizinischen Fehlverhaltens sowie des Haftungsrechtes.

Ich berufe mich auf die ausgiebige Stellungnahme in Bezug auf die parlamentarische Anfrage Nr.0640 des Herrn Abgeordneten, welche ebenfalls die Verantwortung bei Kunstfehlern im Ge-

sundheitswesen behandelt, sowie bereits jene Fragen beantwortet, die Gegenstand der vorliegenden Anfrage sind (cf. *compte rendu n°13/2009-2010*).

Question 1108 (20.12.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **résultat de l'étude PISA**:

Die veröffentlichte PISA-Studie hat gezeigt, dass sowohl national als auch international gewisse studienzentrierte Lehrmethoden bessere Resultate hervorbringen. Dies scheint sich mit dem Projekt PROCI ansatzweise zu bestätigen. Auf der anderen Seite scheint sich auch zu bestätigen, dass ein Umdenken und damit verbundene zukunftssträchtige Strukturformen in unserem nationalen Schulsystem nur dann wirklich weiterkommen, wenn es eine gewisse Offenheit und Transparenz gibt, nämlich dann, wenn konkrete Resultate politische und gesellschaftliche Entscheidungen unterstützen können. Man kann davon ausgehen, dass so wie bei der PISA-Studie, Resultate in Sachen PROCI-Projekt instrumentalisiert werden, um auf dieser Reformspur weiterzufahren, und dass weitere Bewertungen und

Evaluationen, sowie ihre anschließende Veröffentlichung, diese Bewegung hierzulande unterstützen könnten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Könnten die PISA-Resultate für unser Land so aufbereitet werden, dass einzelne Schulen ihr eigenes Resultat erfahren könnten?

2) Denkt die Ministerin daran in naher Zukunft die PISA-Resultate pro Schule zu veröffentlichen?

3) In einigen ausländischen Schulsystemen werden jährlich Evaluationsberichte erstellt mit Benotungen für die bewerteten Schulen. Diese Berichte werden in einer Datenbank abgelegt und können über Internet durch jeden interessierten eingesehen werden (ofsted.co.uk). Denkt die Ministerin an eine ähnliche Transparenz für unser nationales Schulsystem, um damit eine gewisse verstärkte politische Dynamik zu generieren?

Réponse (18.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. Die Ergebnisse der PISA-Studie können so aufbereitet werden, dass die einzelnen Schulen ihr Resultat erfahren. Dies wird auch geschehen.

2. Ich denke daran, diese Resultate zu veröffentlichen. Zuerst werde ich mit den Schulverantwortlichen vereinbaren, in welcher Form dies geschehen soll. Ich möchte nicht nur die PISA-Studie in die Diskussion über Schulqualität mit einfließen lassen, sondern auch noch weitere Resultate nationaler Erhebungen.

3. Aus der unter Punkt 2 geschilderten Vorgehensweise sollte ein zur Veröffentlichung geeigneter Schulbericht entstehen. Eine Benotung kann ich mir nicht vorstellen; der Bericht sollte aber eine differenzierte Beschreibung der Profile der einzelnen Schulen geben.

Question 1109 (17.12.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **registre national informatique pour titres académiques**:

Wie auf dem Internetportal der Regierung „Guichet.lu“ beschrieben, müssen für die Ausübung verschiedener Berufe die im Ausland erworbenen akademischen Grade entweder homologiert oder im nationalen Register der akademischen Titel eingetragen werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Ist dieses nationale Register für akademische Titel dem einzelnen Bürger beziehungsweise der interessierten Öffentlichkeit zugänglich?

2) Wenn ja, über welchen Weg? Ist auch ein Zugang über Internet möglich?

3) Wenn dies bis Dato nicht möglich sein sollte, wie gedenkt der Minister dann im Sinne der administrativen Vereinfachung dies in naher Zukunft zu konkretisieren?

4) Was sind derzeit noch Hürden, die der eventuellen Umsetzung eines solchen Vorhabens im Wege stehen?

5) Wie kann sich heute beispielsweise ein Arbeitgeber über die korrekte und einwandfreie Homologation eines akademischen Titels eines Bewerbers erkundigen?

6) Wird das Internetportal „Guichet.lu“ in diesem Sinne erweitert und mit praktischen Informationen ergänzt?

Réponse (31.1.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Die im nationalen Register für akademische Titel eingetragenen Diplome werden jährlich im Amtsblatt (Memorial B) veröffentlicht und sind somit der Öffentlichkeit übers Internet zugänglich.

Die Homologation sowie die Einschreibung eines akademischen Titels ins Hochschulregister erfolgen über das Ausstellen eines ministeriellen Beschlusses, welcher dem Antragsteller bescheinigt, dass sein akademischer Titel formal anerkannt wurde.

Das Internetportal „Guichet.lu“ gibt Informationen über die Anerkennungsprozeduren sowie über die Kontaktstellen; es kann sich jedoch nicht einer Veröffentlichung im Amtsblatt substituieren.

Chamber TV

weist all öffentlich Sitzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Biermereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Miedernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*